Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques nos 114, 115, 116 et 117 p. 10-84

Questions au Gouvernement p. 85-99

2023-2028

n°46

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-06

Nouvelles lois .... p. 07-09

Séances publiques .... p. 10-84

114e séance du jeudi 4 décembre 2025	p. 10-27
115e séance du jeudi 4 décembre 2025	p. 28-49
116e séance du mardi 16 décembre 2025	p. 49-57
117e séance du mercredi 17 décembre 2025	p. 58-84

Questions au Gouvernement .... p. 85-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
06/02/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Hommage un den Éierepresident Lucien Weiler

Nom Doud vum Här Lucien Weiler, Éierepresident vun der Chamber, gouf vum 3. bis de 6. Februar zu sengem Gedenken e Kondolenzbuch am Chambersgebai ausgeleucht.

De Chamberspresident Claude Wiseler huet mat follgende Wierder un hien erënnert:

„En engagéierte Politiker, dee seng Wäerter verteidegt huet. E Chamberspresident mat engem staarke Sënn fir d'Institutioun a fir de Staat. E Mann vun Integritéit a Charakter. E Frënd, deen eis feele wäert."

Claude Wiseler, Chamberspresident

D'Kondolenzbuch gouf ënnert anerem vum Premierminister Luc Frieden an der Hofmarschallin Sasha Baillie ënnerschriwwen.

Den Här Weiler huet vun 1984 bis 2013 an der Chamber siegéiert. Wärend sengem Mandat war hie vun 1996 bis 2004 och CSV-Fraktiounspresident, ier hie vun 2004 bis 2009 d'Fonctioun vum Chamberspresident hat.

Wärend senger laanger politescher Karriär war hien ënnert anerem President vun der Finanz- a Budgetskommissioun vun 1999 bis 2004 an och President vun der Enquêtëkommissioun „Transports routiers internationaux". No sengem Réckzuch aus der Politik war den Här Weiler vun 2015 bis 2020 zudeem Maréchal de la Cour.

Hommage un d'Éierendeputéiert Colette Flesch

De Chamberspresident Claude Wiseler huet den 23. Januar 2026, zesumme mam Generalsekretär Laurent Scheeck, d'Kondolenzbuch fir d'Madamm Colette Flesch an der Stater Gemeng ënnerschriwwen.

Déi fréier Stater Buergermeeschtesch an Ausseministesch war iwwer 20 Joer Deputéiert an déi éischt Vize-Presidentin vun der Chamber vun 2007 bis 2009. „Si huet iwwer 40 Joer d'Lëtzebuerger Politik gepräägt an hat en aussergewéinleche Parcours", huet de Chamberspresident an der ëffentlecher Sëtzung vum 22. Januar betount.

Assermentation de deux députés et nomination d'un nouveau Vice-Président

MM. Marc Hansen et Georges Mischo ont prêté serment au cours de la séance publique du 20 janvier 2026. M. Hansen succède à M. Fernand Etgen, qui a quitté ses fonctions fin décembre, tandis que M. Mischo remplace M. Marc Spautz, entré au Gouvernement le 11 décembre 2025. Un poste de Vice-Président de la Chambre étant devenu vacant suite à la décision de M. Etgen de mettre un terme à sa carrière politique, ce poste est désormais occupé par M. André Bauler, qui a été nommé Vice-Président au cours de la même séance.

Les deux nouveaux députés, MM. Marc Hansen (à gauche) et Georges Mischo, lors de leur prestation de serment

M. André Bauler est désormais Vice-Président de la Chambre.

Nouveau portrait de S.A.R. le Grand-Duc pour la salle plénière

Le nouveau portrait officiel de S.A.R. le Grand-Duc, qui est installé depuis le 2 février 2026 dans la salle plénière de la Chambre des Députés, a été dévoilé le 15 janvier 2026 dans le cadre d'un vernissage au « Nationalmusée um Fëschmaart » en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et des membres du Bureau. D'autres œuvres à l'effigie du souverain, réalisées par des artistes luxembourgeois, le peintre Roland Schauls et le sculpteur Serge Ecker, ont été présentées à cette même occasion.

L'artiste britannique Andrew Gow, auteur du nouveau portrait de S.A.R. le Grand-Duc, a présenté son œuvre aux invités d'honneur.

« Le portrait du Grand-Duc Guillaume s'inscrit dans une longue lignée de portraits de Grandes-Duchesses et de Grands-Ducs qui, dans la tradition parlementaire, trouvent leur place dans la salle plénière de la Chambre », a noté M. Wiseler lors de son intervention.

Le portrait du chef d'État a traditionnellement sa place au-dessus des bancs du Gouvernement. Depuis l'avènement au trône de S.A.R. le Grand-Duc le 3 octobre 2025, le portrait de celui-ci peint par l'artiste Louise Pragnell y était accroché. Il a désormais été remplacé par l'œuvre, sur fond bleu, réalisée par l'artiste britannique Andrew Gow. Les tableaux représentant ses prédécesseurs sont, quant à eux, exposés à différents endroits de l'Hôtel de la Chambre.

Le nouveau portrait de S.A.R. le Grand-Duc est désormais accroché dans la salle plénière de la Chambre des Députés, à l'endroit où se trouve traditionnellement le portrait du souverain régnant.

Conférence des Présidents des Parlements régionaux germanophones

Comment lutter efficacement contre les menaces antidémocratiques ?

Les Présidents des Parlements régionaux germanophones se sont réunis à la Chambre des Députés.

La Chambre des Députés a accueilli les membres de la Conférence des Présidents des Parlements régionaux germanophones le 19 janvier 2026 dans le cadre d'une « conférence européenne » qui rassemble les Présidents des Parlements régionaux d'Allemagne, d'Autriche, du Tyrol du Sud, du Bundestag et du Bundesrat d'Allemagne et d'Autriche, ainsi que du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique.

Bien que le Luxembourg n'en soit pas membre, ce fut l'occasion, pour la Chambre, d'accueillir pour la première fois cette conférence qui se réunit habituellement à Bruxelles, ce qui constitue un symbole de la bonne coopération au sein de la Grande Région.

Cette rencontre, qui a été organisée par le Landtag de Sarre et présidée par sa Présidente, Mme Heike Winzent, était placée sous le signe des menaces antidémocratiques et des stratégies pour lutter efficacement

contre celles-ci. L'occasion, pour M. Claude Wiseler, de présenter l'initiative de la Chambre des Députés qui consiste à mettre à l'épreuve les institutions démocratiques du Grand-Duché dans le but d'évaluer et d'améliorer leur résilience face à ces menaces. La Chambre a en effet lancé un projet de « stress test » de la démocratie, l'idée étant de trouver des réponses – scientifiques – à la question de savoir ce qui arriverait si des forces antidémocratiques s'emparaient du pouvoir. « Il s'agit d'une idée née d'un échange avec des représentants des organisations de jeunesse des partis politiques du Luxembourg, dans un souci de protéger la démocratie contre toute éventualité », a expliqué le Président de la Chambre à ses homologues. Si une série d'études a été lancée et devrait mener à des résultats au cours de cette année, M. Wiseler a d'ores et déjà fait appel à la responsabilité des parlementaires pour faire preuve de courage en cas de menace afin de garantir l'intégrité des institutions publiques.

> « Quand la démocratie sera menacée, nos lois et notre Constitution ne pourront nous protéger qu'en partie. Nous devrons faire preuve de courage pour nous assurer que nos institutions restent intactes. »
>
> Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

D'autres conférenciers invités, comme la Vice-Présidente du Parlement européen, Mme Katarina Barley, ont abordé des sujets tels que le rôle que peuvent jouer les femmes et hommes politiques des partis du centre, la question de la collaboration institutionnelle avec des représentants de partis populistes ou extrémistes ainsi que l'importance d'un renforcement des acteurs de la société civile.

Pour plus d'informations relatives au « stress test » des institutions démocratiques, veuillez scanner le code QR suivant :

« La démocratie puise sa force dans la mémoire »

Le Président de la Chambre a souligné l'importance des commémorations lors d'une allocution près du monument Kaddish.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et une dizaine de députés ont participé le 27 janvier 2026 à la cérémonie de commémoration à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de la Shoah. C'était l'occasion de rappeler l'importance de la mémoire pour garantir les valeurs démocratiques.

« Le 27 janvier reste à jamais une date symbolique », a d'emblée affirmé M. Wiseler dans son allocution lors de la cérémonie de commémoration près du monument Kaddish à Luxembourg-ville. « Nos pensées vont d'abord à celles et ceux qui ont été persécutés, déportés, humiliés, exterminés, simplement parce qu'ils étaient nés juifs. »

Le Président a rappelé le caractère universel de l'Holocauste : « La Shoah est une tragédie pour les victimes juives et leurs familles. Mais elle a également laissé une blessure profonde dans l'humanité tout entière. Elle nous montre comment la haine, le racisme et l'antisémitisme ont fonctionné comme système. Elle nous montre ce dont l'humanité est capable. »

> « Nous devons veiller à ce que l'expression "plus jamais ça" ne soit pas qu'une simple expression, mais une réalité partagée »
>
> Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance des commémorations : « La mémoire du passé nous oblige à la vigilance. L'antisémitisme n'a pas disparu. Il ressurgit sous d'autres formes », a-t-il prévenu. « Des formes nouvelles, parfois masquées, apparaissent aussi au Luxembourg : la haine de l'autre, le rejet des différences, la remise en cause des valeurs démocratiques, dans la vie quotidienne, mais également de façon anonyme dans les médias sociaux ou similaires. » Et d'appeler à s'opposer à ces tendances : « Se souvenir est un choix actif qui exige unité et résilience. La démocratie puise sa force dans la mémoire. Nous devons veiller à ce que l'expression "plus jamais ça" ne soit pas qu'une simple expression, mais une réalité partagée. »

Impliquer les jeunes pour maintenir la mémoire

Des élèves du Lycée classique d'Echternach et des jeunes de la communauté juive ont activement participé à la cérémonie de commémoration. Un symbole important aux yeux du Président de la Chambre : « Pour la Chambre des Députés, le fait de maintenir la mémoire de la Shoah vivante en impliquant les jeunes générations est essentiel. Ce n'est qu'en les associant que nous pouvons construire des ponts entre hier et aujourd'hui, et entre aujourd'hui et demain », a-t-il expliqué.

Acte symbolique en fin de cérémonie, le Président de la Chambre, les députés, les élèves et d'autres invités d'honneur, dont le Premier ministre et les membres du corps diplomatique, ont déposé silencieusement une pierre blanche sur le socle du monument Kaddish.

Des élèves du Lycée classique d'Echternach et des jeunes de la communauté juive ont assisté à la cérémonie.

Rencontre avec les jeunes du Lycée Nic-Biever

Au cours de l'échange avec le Président de la Chambre, les élèves se sont particulièrement intéressés aux conflits géopolitiques en cours et à l'actualité politique au Luxembourg.

Suite de la tournée dans les lycées au Luxembourg : après ses visites à l'Athénée de Luxembourg, à la St George's International School, au Lycée technique du Centre, au Schengen Lycée, à l'École Privée Fieldgen, au Lycée Bel-Val et au Lycée Ermesinde, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, est allé à la rencontre des élèves du Lycée Nic-Biever à Dudelange le 23 janvier 2026 pour un nouvel échange de vues.

« Croyez en ce qui est important pour vous et engagez-vous pour cette cause. Vous aussi êtes responsables du bon fonctionnement de notre démocratie. Une démocratie vit et survit grâce à l'engagement de ses citoyens. » Tel était l'un des messages du Président de la Chambre lors d'une discussion avec plusieurs classes de deuxième ainsi que le comité des élèves. Le Président avait d'abord exposé les principes et le fonctionnement d'une démocratie.

En réponse à la question d'un élève au sujet des dangers qui menacent nos démocraties, M. Wiseler a expliqué le projet du « stress test » de la démocratie. Par cette étude, la cellule scientifique de la Chambre des Députés évalue la résilience des institutions démocratiques au Luxembourg.

Les autres thèmes abordés par les jeunes lycéens portaient sur le rôle du Président de la Chambre des Députés, la réforme des pensions, le droit de vote ou encore la crise du logement et l'éventualité d'un service militaire obligatoire. Sur le plan international, les élèves ont exprimé leur intérêt pour les conflits actuels, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le conflit entre Israël et la Palestine ainsi que la situation du Groenland, et se sont montrés inquiets de la progression des partis d'extrême droite en Europe.

Deux nouvelles études POLINDEX sur le genre et la qualité de la démocratie

La perception des résidents est au cœur de deux nouvelles études publiées le 16 janvier 2026 par la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg. Ces études, qui s'inscrivent dans les travaux de l'Observatoire du Politique (POLINDEX), sont consacrées à la question du genre ainsi qu'à la qualité de la démocratie au Luxembourg.

POLINDEX est une étude sociopolitique réalisée par la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, qui réalise des études sociopolitiques à la demande de la Chambre des Députés. Son objectif est d'établir un état des lieux des questions politiques et sociales du Luxembourg, sur base d'une enquête annuelle réalisée par l'institut de sondage ILRES, dans une perspective comparative avec d'autres démocraties européennes (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni).

Ces deux études viennent compléter les données récoltées ces dernières années dans le cadre des sondages effectués par ILRES.

Une méfiance croissante à l'égard des acteurs politiques sans remise en cause des principes démocratiques

La note de recherche intitulée « Qualité de la démocratie au Luxembourg » montre que la démocratie luxembourgeoise bénéficie d'un soutien et d'un niveau de satisfaction très élevés, tant chez les résidents citoyens que chez les résidents non-citoyens. La confiance dans les institutions est forte, en particulier envers celles liées à l'État de droit et à la protection sociale, mais coexiste avec un sentiment marqué de distance et de faible proximité institutionnelle.

Les résidents citoyens et non-citoyens expriment cependant une méfiance croissante à l'égard des acteurs politiques, sans remettre en cause les principes démocratiques, et formulent une demande accrue de participation et de démocratie directe.

Examiner les perceptions relatives au rôle et à la représentation des femmes

La note de recherche intitulée « Politique et genre au Luxembourg » est consacrée à l'analyse des perceptions publiques de certaines questions sociopolitiques et socio-économiques sous l'angle du genre. Elle examine notamment les perceptions relatives au rôle, à la valeur et à la représentation des femmes dans la société et la culture politique luxembourgeoises, ainsi que l'évaluation, par les femmes et les hommes, des préoccupations économiques et politiques dans une perspective genrée. Cette note se concentre sur les perceptions exprimées par les citoyennes et citoyens.

D'ici la fin de l'année, un recueil des données POLINDEX, collectées depuis la création de l'Observatoire en 2023, devrait voir le jour.

Retrouvez les études en scannant les codes QR suivants :

Qualité de la démocratie au Luxembourg

Politique et genre au Luxembourg

Réseaux de communication à haut débit

8318 – Projet de loi visant à favoriser le déploiement de réseaux de communication à haut débit

Le présent projet de loi vise à mettre en œuvre le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité permettant au Gouvernement de déroger au droit commun européen des aides d'État afin que l'État puisse favoriser le déploiement de réseaux de communication à haut débit.

Ainsi, l'État serait admis à contribuer financièrement au déploiement des réseaux de communication à haut débit spécifiés par la présente loi en projet, dont notamment les réseaux fixes à haut débit et les réseaux mobiles de 4G et 5G, là où il existe une défaillance du marché. Sont dès lors exclusivement visés lesdits « white spots », localités où aucune connexion à haut débit n'est disponible, en ce que la couverture par des opérateurs privés de ces endroits ne s'est pas justifiée économiquement.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29/09/2023
Rapportrice : Mme Octavie Modert

Travaux de la Commission des Médias et des Communications
(Présidente : Mme Françoise Kemp) :

01/07/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
25/11/2025	Désignation d'un nouveau rapporteur Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 04/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 609, page 1

Adaptation du Code de procédure pénale

8515 – Projet de loi portant modification de l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale

Le présent projet de loi vise à modifier l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale afin d'étendre le champ d'application des mesures spéciales de surveillance prévues à l'article 88-2, paragraphes 2 et 3, du Code de procédure pénale, à savoir la sonorisation et la fixation d'images de certains lieux et véhicules ainsi que la captation de données informatiques.

Ainsi, la mise en œuvre de ces mesures ne serait plus limitée aux crimes et délits contre la sûreté de l'État ou aux actes de terrorisme et de financement de terrorisme, mais étendue à tout crime ainsi qu'à un ensemble de délits dont la gravité justifie le recours aux mesures précitées, comme l'association de malfaiteurs, délits de la traite des êtres humains et du trafic illicite de migrants ou encore les délits relatifs à la pédopornographie.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 19/03/2025
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

05/06/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
17/07/2025	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'un d'amendement parlementaire
27/11/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 04/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 610, page 1

Aides individuelles au logement

8532 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Le projet de loi sous rubrique propose d'apporter une série de modifications de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement. Ces adaptations ont pour objectif de lever certaines ambiguïtés, de simplifier et d'harmoniser les règles existantes et d'assurer une meilleure sécurité juridique.

Un premier volet du projet concerne les clarifications apportées à l'aide au financement d'une garantie locative. En pratique, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire et le Service des aides au logement ne reçoivent pas systématiquement de confirmation écrite du bailleur attestant la date de fin du bail. Afin de remédier à cette lacune, le projet de loi introduit une présomption selon laquelle la fin du bail est réputée intervenir à la date à laquelle le locataire quitte effectivement le logement.

Le texte propose également une clarification au niveau du calcul du revenu net de la communauté domestique. Afin de garantir l'égalité de traitement, tous les revenus nets sont désormais inclus, y compris ceux non soumis à l'impôt au Luxembourg. Dans la même logique, il est proposé d'intégrer, dans le calcul du revenu, la partie des allocations familiales dépassant les montants légaux prévus à l'article 272 du Code de la sécurité sociale.

Un autre changement concerne l'obligation, prévue actuellement, d'informer sans délai le Service des aides au logement d'un changement d'employeur ou d'une modification du contrat de travail ayant un impact sur le revenu. Dans le but d'éviter de pénaliser l'amélioration de la situation professionnelle des bénéficiaires, le texte prévoit que ces changements ne doivent être signalés qu'au moment de la prochaine révision du dossier. Il est toutefois précisé que notamment tout changement de la composition de la communauté domestique, tel qu'un divorce ou le départ d'un enfant, reste soumis à une déclaration d'information immédiate.

Le projet de loi prévoit également la possibilité, pour le Ministre, d'accorder une continuation provisoire de la subvention d'intérêt pour une durée maximale de deux ans au bénéficiaire demeurant dans le logement en cas de séparation ou de divorce.

Afin de se conformer à la directive (UE) 2024/1275 relative à la performance énergétique des bâtiments, qui interdit l'octroi d'incitations financières pour l'installation de chaudières autonomes à combustibles fossiles, le texte supprime l'obtention d'une prime d'amélioration lors de l'installation de telles chaudières. Une disposition transitoire est prévue pour les demandes introduites avant l'entrée en vigueur de la loi.

Le projet prévoit en outre plusieurs précisions relatives à la prime de création d'un logement intégré : une seule prime peut être accordée par maison unifamiliale, même en cas de création de plusieurs unités, et le logement intégré doit disposer d'un accès séparé, soit vers l'extérieur, soit via une partie commune, afin d'éviter que les occupants doivent traverser des espaces privés du logement principal.

Enfin, le texte précise le dispositif applicable en cas de subvention de loyer indûment touchée. Le bénéficiaire dispose d'un délai d'un an pour commencer à rembourser le montant réclamé, faute de quoi le versement de l'aide est interrompu.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 29/04/2025
Rapporteur : M. Luc Emering

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

08/05/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
28/11/2025	Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 03/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 638, page 1

Budget de l'État pour l'exercice 2026 et programmation financière pluriannuelle 2025-2029

8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
4° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
5° la loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire ;
6° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
7° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
9° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques ;
10° la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement » ;
11° la loi modifiée relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire ;
12° la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable

Le budget de l'État pour l'exercice 2026 est arrêté aux montants suivants :

Budget courant	
Recettes	26.875.821.633 euros
Dépenses	25.799.872.471 euros
Budget en capital	
Recettes	148.150.200 euros
Dépenses	4.283.377.173 euros
Budget total (budget courant et budget en capital)	
Recettes	27.023.971.833 euros
Dépenses	30.083.249.644 euros
Solde	-3.059.277.811 euros
Budget pour compte de tiers	
Recettes	11.421.750.645 euros
Dépenses	11.421.751.645 euros
Opérations financières	
Recettes	3.200.250.600 euros
Dépenses	1.852.606.296 euros
Solde	1.347.644.304 euros

L'article 6 modifie la loi portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement » en remplaçant le plafond actuel de la garantie de l'État de 250 millions d'euros par un plafond de 500 millions d'euros. Conformément au plan quinquennal 2025-2029, les dépenses d'investissement et de construction devraient doubler d'ici 2027 pour atteindre 227,7 millions d'euros, entraînant un besoin de financement supplémentaire estimé à 423,5 millions d'euros à l'horizon 2029. Le relèvement proposé permettra au Fonds du logement de disposer des capacités de préfinancement nécessaires et de contracter des lignes de crédit dans des conditions favorables auprès d'organismes prêteurs.

L'article 7 modifie la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable. L'article 14 de cette loi définit les coûts éligibles à une participation financière pour les logements destinés à la vente abordable, à la vente à coût modéré et à la location abordable. Les montants maximaux éligibles applicables aux terrains et aux redevances emphytéotiques sont revus à la hausse pour tenir compte des dernières recherches de l'Observatoire de l'habitat.

L'article 30 modifie la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques. Les modifications introduites visent à élargir et renforcer l'évaluation des finances publiques, à améliorer la transparence en matière de risques budgétaires, à consolider le rôle du Conseil national des finances publiques en tant qu'organisme indépendant et à accroître l'appropriation nationale par un contrôle parlementaire renforcé.

L'article 32 confère au ministre ayant le Trésor dans ses attributions l'autorisation d'émettre des emprunts pour un montant maximum de 6.000.000.000 euros en 2026. Ce montant tient compte du niveau anticipé des liquidités disponibles en 2026, du déficit prévisible de l'Administration centrale, du projet d'un emprunt grand public de type « defence bond » (150.000.000 euros), ainsi que du besoin de refinancement de la dette à moyen et long terme venant à échéance au cours de l'année 2026 (1.700.000.000 euros), tout en prévoyant une marge pour parer des situations imprévues.

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029

L'article 1er fixe l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) à +0,0 % du PIB pour la période 2025-2029.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2025 à 2029 :

En % du PIB	2025	2026	2027	2028	2029
– Administration centrale	-1,3 %	-1,6 %	-1,5 %	-1,4 %	-1,4 %
– Administrations locales	-0,1 %	+0,1 %	+0,1 %	+0,1 %	+0,1 %
– Administrations de sécurité sociale	+0,7 %	+1,1 %	+0,6 %	+0,4 %	+0,1 %
– Administrations publiques :					
Solde nominal	-0,8 %	-0,4 %	-0,7 %	-0,9 %	-1,1 %
Solde structurel	+0,8 %	+0,8 %	+0,1 %	-0,3 %	-0,9 %

L'évolution du montant maximal des dépenses de l'Administration centrale se présente comme suit au titre de la période 2025 à 2029 :

	2025	2026	2027	2028	2029
En millions d'euros	30.840	32.585	34.008	35.669	37.445

Dépôt des projets de loi 8600 et 8601 par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 08/10/2025

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

01/07/2025	Désignation d'un rapporteur
08/10/2025	Présentation du projet de loi
10/10/2025	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises
	Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA
14/10/2025	Présentation du budget du département des Finances
17/10/2025	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes
11/11/2025	Échange de vues avec des représentants du Statec au sujet des dernières prévisions économiques
18/11/2025	Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques
21/11/2025	Présentation de l'avis de la Cour des comptes
01/12/2025	Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg
05/12/2025	Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles
12/12/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

(Président : M. Gusty Graas) :

24/11/2025	Présentation des volets relevant de la compétence du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur

---

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

12/11/2025	Examen des dépenses concernant les volets Finances communales, Sécurité civile, Sécurité intérieure et Immigration

---

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

(Président : M. Jeff Boonen) :

27/11/2025 Examen des volets Agriculture, Alimentation et Viticulture et Protection des consommateurs »

Travaux de la Commission de la Culture
(Président : M. André Bauler) :
12/11/2025 Examen du volet Culture

Travaux de la Commission de la Défense
(Président : M. Guy Arendt) :
26/11/2025 Échange de vues avec Mme la Ministre de la Défense au sujet du budget de l'État pour l'année 2026

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
13/11/2025 Présentation par M. le Ministre de l'Économie des volets le concernant

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :
25/11/2025 Présentation des volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation
(Président : M. Gérard Schockmel) :
25/11/2025 Présentation du budget du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ainsi que du Ministère de la Digitalisation

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
(Président : M. Paul Galles) :
22/10/2025 Présentation du volet Environnement, Climat et Biodiversité

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité
(Présidente : Mme Mandy Minella) :
10/11/2025 Présentation du volet relevant des attributions de M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
24/11/2025 Présentation du volet relevant des attributions de Mme la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :
13/11/2025 Présentation du budget du Ministère de la Fonction publique

Travaux de la Commission des Institutions
(Président : M. Laurent Zeimet) :
27/10/2025 Examen du volet Institutions

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
13/11/2025 Examen des dépenses concernant le volet Justice

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :
13/11/2025 Présentation des volets Logement et Aménagement du territoire

Travaux de la Commission des Médias et des Communications
(Président : M. Félix Eischen) :
25/11/2025 Présentation des volets Médias et Communications

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
27/11/2025 Échange de vues avec Mme la Ministre au sujet du budget de l'État pour l'année 2026 concernant les volets Mobilité et Travaux publics

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Marc Spautz) :
12/11/2025 Présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission des Sports
(Président : M. Charles Weiler) :
26/11/2025 Présentation par M. le Ministre des Sports des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Marc Spautz) :
12/11/2025 Examen des volets relatifs au travail et à l'emploi

Vote en séance publique du projet de loi 8600 : 17/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 591, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 8601 : 17/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 593, page 1

Modifications ponctuelles du Code civil

8603 – Projet de loi portant modification des articles 359 et 368-1 du Code civil

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de redresser certaines erreurs matérielles aux articles 359 et 368-1 du Code civil, apparues à la suite de la réforme de l'adoption par la loi du 10 avril 2025 portant modification du Code civil en vue de la réforme de l'adoption.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 30/07/2025
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
27/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 611, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
3. **Question élargie n° 63 de M. Laurent Mosar au sujet de l'impact du règlement sur l'intelligence artificielle sur la place financière** p. 10
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Gilles Roth
4. **8532 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement** p. 12
Dispense du second vote constitutionnel
5. **Interpellation de M. Marc Goergen au sujet de la participation citoyenne par référendum** p. 12
Exposé : M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 à 4)
Débat : M. Laurent Zeimet | M. Marc Goergen (parole pour fait personnel) (intervention de M. Laurent Zeimet) | M. André Bauler (intervention de M. Marc Goergen) | Mme Taina Bofferding (interventions de Mme Lydie Polfer, M. Franz Fayot, M. Tom Weidig, M. Laurent Zeimet, M. Georges Engel, M. André Bauler, M. Marc Baum et Mme Nancy Arendt) (dépôt de la résolution 1) | M. Fred Keup (interventions de M. Laurent Zeimet, M. Ben Polidori, M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Lydie Polfer (parole après ministre) | M. David Wagner (parole après ministre) (interventions de M. Georges Engel, Mme Lydie Polfer et M. Mars Di Bartolomeo)
Motion 1 : M. Laurent Zeimet | M. Fred Keup (intervention de M. Tom Weidig) | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Fred Keup) | M. Laurent Zeimet (intervention de M. Fred Keup) | M. Fred Keup (interventions de M. Laurent Zeimet et M. Tom Weidig) | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 et résolution 1 : M. Laurent Zeimet | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | M. Fred Keup | Mme Taina Bofferding | M. Marc Goergen
Vote sur le renvoi de la motion 2 et de la résolution 1 en commission (adopté)
Motion 3 : M. Laurent Zeimet | Mme Sam Tanson | M. Dan Biancalana | M. Fred Keup | M. André Bauler | M. Marc Baum | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 3 (rejetée)
Motion 4 : M. Laurent Zeimet | Mme Taina Bofferding | Mme Corinne Cahen | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 4 (rejetée)
6. **8652 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut légal des groupes politiques, des groupes techniques et des sensibilités politiques** p. 27
Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson
Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8652

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Gilles Roth, Ministre

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, eng Motioun an eng Resolutioun op den Ordre du jour vun der Sëtzung vun de Mëtten ze setzen. Dat wieren d'Motioun vum Här Polidori iwwert den Digital Omnibus, déi nom Projet de loi 8318 géif evakuéiert ginn, an d'Resolutioun vum Här Marc Goergen iwwert d'Ofännerung vum Modell vun der Riedezäit „avec rapport et sans débat" Déi géif als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour diskutéiert ginn.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerunge vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Question élargie n° 63 de M. Laurent Mosar au sujet de l'impact du règlement sur l'intelligence artificielle sur la place financière

An da géife mer zum éischte Punkt vun haut de Moie kommen, enger erweiderter Fro, der Nummer 63 vum Här Laurent Mosar iwwert den Impakt vum KI-Reglement op d'Finanzplaz. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir d'Fro a seng Zousazfro an d'Regierung huet der 10. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op engem fréien Donneschdeg Moie wollt ech Iech e bëssen ënnerhalen iwwert d'KI. Säit dem leschte Joer, an no deem ganz interessante Rapport vu menger exzellenter Kolleegin Corinne Cahen, ass net méi ganz oft a ganz vill iwwer AI an eisem Haus geschwat ginn, wat awer net heescht, datt dat net eng Problematik ass, déi eis weider wäert intensiv beschäftegen.

Ech wollt mech e bëssen de Moie iwwert d'KI um Niveau vum Finanzsecteur ausdrécken. An zwar wësse mer alleguerten, datt den AI Act jo eigentlech säit 2024 schonn a Kraaft ass, och soll an Etappen ëmgesat ginn. Déi éischt Etappe sinn och schonn dëst Joer ugelaf.

Elo ass et awer esou, datt do zu Bréissel erëm eng Initiativ geholl ginn ass, fir och an dësem Secteur e sougenannten Omnibus-Package unzehuelen. An deen Omnibus-Package, deen um Dësch läit, ass awer nach net definitiv approuvéiert. Dee gesäit awer vir, datt, ganz besonnesch wat d'Delaie betrëfft, mer eis e bësselche méi Zäit ginn, wat u sech déi Etappe vun deem AI Act ugeet.

Wat elo de Finanzsecteur betrëfft, huet dësen AI Act natierlech och ganz vill Repercussiounen op de Finanzsecteur, wou e muss ëmgesat ginn. Do wäerten och ganz vill Käschte fir de Finanzsecteur derbäikommen. An do mussen och ganz vill Efforte gemaach ginn, souwuel um Niveau vun der Compliance am Finanzsecteur wéi awer och um Niveau vun der Formatioun vun de Leit, déi an deem Secteur schaffen.

Et mussen och eng ganz Rei vun Inventairen erstallt ginn. Dat heescht, do kënnt ganz, ganz vill op eise Finanzsecteur zou, wéi d'ailleurs och ganz vill op aner Secteuren am Land zoukënnt.

Et gëtt allerdéngs elo hei eng kleng Thematik an deem Sënn, datt virgesinn ass hei zu Lëtzebuerg, datt u sech de Regulateur fir alles, wat AI betrëfft, soll d'CNPD sinn. Dat heescht, datt och d'CNPD eigentlech hei responsabel wäert sinn, fir dat alles ze kontrolléieren, wat am Finanzsecteur geschitt. Dat soll, mengen Informatiounen no, awer geschéien an enker Zesummenaarbecht mat der CSSF. An dorauser ergi sech trotzdeem fir mech eng Rei Froen, déi ech dann och wollt de Moien dem Här Finanzminister stellen.

Éischtens, fir en ze froen, wou mer elo genau dru si mat deem AI Act, notamment och mat där Initiativ vun deem Omnibus-Package zu Bréissel.

Déi zweet Fro fir ze wëssen, wéi de Finanzsecteur sech elo scho virbereet huet a wat och do d'Hëllefstellung ass, déi de Finanzsecteur vum Finanzministère, mee eventuell och vun aneren Institutioune kritt.

Déi drëtt Fro: Wat de Käschtepunkt riskéiert ze si fir d'Implementatioun vun deem AI Act am Finanzsecteur.

An dann, wat d'Fro vum Regulateur betrëfft, wéi u sech déi dual Kontroll do wäert an Zukunft fonctionéieren zwëschent CNPD a CSSF.

Och an deem Kontext déi Fro: Wär et net vläicht awer méi einfach gewiescht, wat de Finanzsecteur betrëfft, do ganz eleng der CSSF eventuell de Contrôle an d'Surveillance ze ginn? D'CSSF huet, mengen ech, geschwënn iwwer 1.000 Leit bei sech schaffen, déi sinn also vläicht besser outilléiert wéi d'CNPD, déi awer mat ganz vill manner Leit do musse schaffen.

An natierlech och déi Froen, déi sech doraus erginn: Wie wäert schlussendlech d'Decisioun huelen? Well do wäerte jo och da Recoursen, le cas échéant, ufalen.

Also eng ganz Rei vu praktesche Froen, déi sech wäerte stellen, notamment och um Niveau vun der Berodung vun den Etablissementer vum Finanzsecteur, déi sécherlech vill Froe wäerten hunn.

An dofir wollt ech och e bëssen de Moien de Finanzminister froen, wéi dat och an der Praxis alles wäert fonctionéieren. Ech soen emol scho Merci fir seng ganz exzellent Äntwert, déi e mer wäert ginn.

Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Den Här Finanzminister. Jo, fir déi exzellent Äntwert zéng Minutten.

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci dem Här Mosar fir déi Fro. Ob d'Äntwert wäert exzellent sinn, dat musst Der herno jugéieren. Ech maachen op jidde Fall emol mäi Bescht.

Ech mengen, änner dem Virbehalt vun dem Premier, deen eigentlech mat der Madamm Margue zoustänneg ass fir déi Kënschtlech Intelligenz, wëll ech soen, dass d'Kënschtlech Intelligenz zu Lëtzebuerg, an net nëmmen do, en neie Phenomeen ass, wat eng Chance ka sinn a ville Beräicher, mee wou ee muss och d'Geforen am A behalen.

Generell, mengen ech, muss déi Kënschtlech Intelligenz ëmmer vun der mënschlecher Intelligenz dominéiert sinn. Fir d'Finanzplaz ass dat eng Chance, wa mer déi Kënschtlech Intelligenz, wat elo schonns geschitt, richteg notzen, mee och richteg encadréieren.

An Dir hutt mat Recht op dee sougenannten AI Act higewisen, wou ech Iech ka ganz am Ufank soen op Är Fro „Wou si mer do drun?": Ma, dee Gesetzesprojet, fir deen AI Act zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, dee gouf vum Premierminister an der delegéierter Kommunikatiounsministesch, der Madamm Margue, den 23. Dezember d'lescht Joer, 2024, also viru ronn engem Joer, deposéiert.

An deem Gesetzesprojet ass och déi Zesummenaarbecht zwëschent engersäits dem Haaptacteur, also der CNPD, eiser nationaler Dateschutzkommissioun, an de spezifesche Regulateuren, wat de Finanzberäich ubelaangt, nämlech der CSSF, also eiser Bankenopsiicht, an och eiser Assurancenopsiicht, dem Commissariat aux assurances, virgesinn.

Elo sot Der: „Wéi verhält dat sech?" Zoustänneg fir d'Finanzdéngschtleeschtungsacteure sinn d'CSSF an de Commissariat aux assurances. Déi Zesummenaarbecht zwëschent den eenzelnen Departementer vun der Bankenopsiicht an den eenzelnen Acteuren, déi leeft eigentlech haut och schonns a sougenannte Sandboxen, also Sandkëschten, déi virgesinn, dass, wann e Finanzdéngschtleeschter sech KI zouleet, e kann Tester maachen, an dat an engem Echange mat deene jeeweilege Regulateuren. Dat geschitt schonns haut, erlaabt also Planungssécherheet an och deen néidege regulatoreschen Encadrement.

Da wollt ech op déi Fro agoen: „Wat ass den Impakt haut schonns vun der Kënschtlecher Intelligenz op de Finanzsecteur?" No enger rezenter Etüd sollen 72 % vun de Posten op eiser Finanzplaz (veuillez lire: No enger rezenter Etüd sollen 72 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg), an dat sinn der direkt 73.000, direkt oder indirekt impaktéiert si vu Kënschtlecher Intelligenz. Dat heescht awer net, dass déi Poste géifen oder missten zu 72 % ofgebaut ginn. Nee, mee d'Aarbecht vun deenen 72 % wäert an der Zäit eng aner ginn.

Den zweete Punkt ass deen: 6 % vun de Posten no där Etüd, déi kéinten duerch déi Kënschtlech Intelligenz, Stand haut, ersat ginn, wa se also net géifen transforméiert ginn. An 22 % vun de Posten um Niveau vun der Finanzplaz (veuillez lire: An 22 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg), déi wieren duerch déi Kënschtlech Intelligenz net impaktéiert, nach ëmmer no där Etüd.

Da sot Der: „A wat fir enge Beräicher ass d'Finanzplaz concernéiert?" A ganz, ganz ville Beräicher. Ech ginn Iech nëmmen e puer Beispiller. An der Fongenindustrie, zum Beispill, géif automatesch en Update, dat heescht eng Erneierung vun de sougenannte Prospekter, gemaach ginn, op der Bourse, op anere Punkten, duerch d'Kënschtlech Intelligenz.

An dem Beräich vun der Geldwäschreglementéierung – Dir wësst, déi ass extreem komplex –, do gëtt d'Kënschtlech Intelligenz agesat, fir Verhalensmustere vu Clienten ze bewäerten. A wann e Client do erausfält, da gëtt dee Fall méi genau gekuckt.

Dann zum Beispill um Niveau vun dem Private Banking, vun der Banque privée: Wou gëtt do d'Kënschtlech Intelligenz gekuckt? Ma zum Beispill, fir engem Client, deen d'Bank oder de Finanzdéngschtleeschter betreit, Proposen ze maachen, wéi säi Portfolio, also säi Portefeuille, kéint besser oder aneschters agesat ginn opgrond vun deenen Informatiounen, déi de Finanzdéngschtleeschter iwwer de Client huet.

Am Assurancëberäich: Updatë vu Condition-générallen. Am Assurancëberäich, zum Beispill den Triage vun eenzele Recoursen oder Reklamatiounen, déi kommen, oder Sinistren, déi ufalen, mee och der Risikobewäertung an dem Assurancëberäich.

An der Prêtenindustrie: Wat stelle sech do ...? Déi sougenannt Know-Your-Customer-Information, déi deejéinege Finanzdéngschtleeschter muss hunn.

An der Resilienz vun der Cybersécherheet gëtt och virun allem Kënschtlech Intelligenz agesat, fir Risikobewäertungen ze maachen. Am regulatoreschen, ma automateschen Check op Finanzproduiten, ob déi a Reegel si mat der Reglementatioun, déi sech do appliz éiert.

Ech kéint nach weiderfueren ... Am FinTech-Beräich, virun allem bei Frauden, déi domadder verbonne sinn. Dir wësst, mir hunn elo zënter dem 1. Oktober eng automatesch Bezuelung, wou Direktdebit ass. Dat hu mer hei an der Chamber gestëmmt. Mee selbstverständlech muss een dann och, besonnesch am elektronesche Beräich, déi Risikoe méi a besser ageschat hunn.

Wann Der haut op traditionelle Lëtzebuerger Banken Är Iwwerweisunge maacht, da wësst Der schonns, dass automatesch da Froe gestallt ginn: Ass dat wierklech dee richtege Beneficiaire, wou Der eppes wëllt iwwerweisen. Well déi genau kontrolléieren den ...

(Interruption)

... jo, ob de Kontoinhaber mat der Kontosnummer iwwereneestëmmt an och wéi ee bei der Bank gemellt ass, well Staat ass net gläich Staat. Dat kann d'Trésorerie de l'État sinn, da geet et, a wann et État du Grand-Duché de Luxembourg ass, da geet et vläicht net direkt.

Dann natierlech och an engem Beräich vun der nohalteger Finanz, zum Beispill: Sinn déi Investitiounen, déi e Produit virgesäit, alleguerten en ligne mat deene sougenannten ESG-Reegelen?

Duerfir, am Resümmee: Jo, d'CSSF, de CAA – de Commissariat aux assurances –, sinn zoustänneg fir d'Finanzdéngschtleeschter. D'Zesummenaarbecht zwëschent deenen zwee Acteure mat der CNPD ass an dem Gesetzesprojet, deen den AI Act soll ëmsetzen, gereegelt.

Dann eng lescht Fro – an ech hu gesinn, dass och den Här Polidori de Mëtteg, mengen ech, eng Motioun dozou eraginn huet – ass: Wéi ass et mat de sougenannten Omnibusreegele vu Bréissel um Niveau vun der Kënschtlecher Intelligenz oder vun dem AI Act?

Omnibusreegele gëtt et der a ville Beräicher. An dem AI Act ... Dat ass richteg, dass kierzlech do och nei Reglementéierunge komm sinn. Vereenzelter betreffen och de Finanzsecteur ganz spezifesch. Mir sinn deem net ofgeneigt. Wa kënne méi pragmatesch, méi verhältnisméisseg, awer och mat gradesou vill Sécherheet Reegelen opgestallt ginn am Finanzsecteur, dann ass Lëtzebuerg als eng féierend Finanzplaz an Europa selbstverständlech Preneur dovunner, well eis generell Philosophie, déi net nei ass, déi och ënner fréier Regierungen ëmmer appliz éiert ginn ass, ass: Mir hätte gären e gesetzleche Kader, dee flexibel ass fir d'Investisseuren, mee deen awer déi Protektioun, also de Schutz vun den eenzelen Acteure gewärleescht, well mir hätte jo gären eng zolidd, eng stabel an eng robust Finanzplaz. An duerfir musse mer dat och hunn.

Deemno: Jo zur Kënschtlecher Intelligenz! Jo zum Oppasse op d'Geforen, déi dermat verbonne sinn! A fir eis nach ëmmer: De Mënsch muss d'Iwwerhand iwwert d'Maschinnen halen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Huet den Här Mosar eng Zousazfro?

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, fir déi effektiv ganz exzellent Äntwerten. Op eng Fro huet de Minister mer awer net, op jidde Fall net ganz komplett, geäntwert.

Plusieurs voix | O!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech hunn natierlech mer och dee Projet de loi do ugekuckt. Déi Fro, an ech hat déi och gestallt, dat ass natierlech, datt do d'Kompetenzen definéiert gi sinn. Nach ass et jo awer esou, wann ech deen Text richteg interpretéieren, datt d'CNPD den Haaptregulateur ass, an d'Fro, déi sech stellt ... Do si jo richteg substanziell Sanktioune virgesinn, wat jo och gutt ass, wann ee sech net un d'Reglementatiounen hält. An do stellt sech jo elo awer d'Fro, wien déi Sanktioune schlussendlech prononcéiert, notamment fir de Finanzsecteur, well et jo awer och do ka Recourse ginn.

An do hunn ech nach net esou honnertprozenteg awer elo erausfonnt, ob dat elo d'CNPD am Fall vum Finanzsecteur wier oder awer d'CSSF oder de Commissariat aux assurances, well sech jo awer och do herno d'Fro vum Deroulement vun deene Prozedure stellt.

An duerfir, wann den Här Minister mer och nach déi Fro vläicht eng Kéier wëllt nach preziséieren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also ech ka se preziséieren, souwäit de legislative Prozess vun engem Gesetzesprojet, deen net direkt ënner d'Kompetenz vum Finanzminister fält ... Ech hunn Iech am Ufank gesot, dass et de Premier an déi delegéiert Kommunikatiounsministesch, d'Madamm Margue, sinn, déi am Optrag vun der Regierung dee Gesetzesprojet deposéiert hunn, an déi zoustänneg Kommissioun – ech ginn dovun aus, dass dat d'Meediekommissioun ass, ënnert dem Virsëtz vum Här Eischen ...

Une voix | Net méi!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... vun der Madamm Kemp, et ass e Wiessel gewiescht – déi dote Fro wäert analyséieren.

Ech soen awer, dass ech duerchaus bereet sinn ... an ech mengen, do kéint een och de Generaldirekter vun der CSSF respektiv den Direkter vun dem Commissariat aux assurances eng Kéier, wann dat de Wëllen ass vun der Chamber, an déi ass doranner souverän, fir dat, wat spezifesch d'Kontrollpouvoire vun deenen zwee Regulateure sinn, wat d'Finanzdéngschtleeschter ubelaangt, dass een deen Deel eng Kéier mat hinnen an der Finanzkommissioun diskutéiert, quitte dass dat onofhängeg ass vun der gesamter Analys vun dem Gesetzesprojet, dee

selbstverständlech der Meediekommissioun reservéiert ass. Mee wann dat de Wonsch sollt si vun der Finanzkommissioun, ech mengen, da kéint ech mer virstellen, dass déi zwee Regulateuren duerchaus bereet wieren, fir den Deputéierten aus der betreffender Kommissioun Ried an Äntwert ze stoen.

Géif dat Iech Satisfaktioun ginn?

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien! Merci, Här Finanzminister.

4. 8532 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Dispense du second vote constitutionnel

M. Claude Wiseler, Président | An éier mer elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour ginn, wollt ech Iech soen, datt gëschter e laangen Dag war an do hu mer vergiess, eng Dispens vum zweete Vote constitutionnel fir de Projet de loi 8532 unzefroen. Dat ass de Gesetzestext iwwert d'Aides individuelles au logement, dee gëschter gestëmmt ginn ass. Dofir wollt ech dat haut nohuelen.

An ech froen, ob Der d'accord sidd, fir de Projet de loi 8532 och ze dispenséiere vum zweete Vote constitutionnel.

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

5. Interpellation de M. Marc Goergen au sujet de la participation citoyenne par référendum

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass eng Interpellatioun vum Här Marc Goergen iwwert d'Biergermatbestëmmung duerch Referendum. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Den Interpellateur huet also 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7 an d'Regierung huet der 30. An et si schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här André Bauler, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup an d'Madamm Sam Tanson. An den Här Marc Goergen. Nach eng Kéier hunn ech en hei ageschriwwen.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Dat ass net de Fall, da sträiche mer dat direkt.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Dat gesi mer dann duerno. Mee elo hutt Der op jidde Fall emol d'Wuert fir Är Interpellatioun. Här Goergen, et ass un Iech.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Merci, Här President. An och explizitt merci dem Premier, dass e sech de Moien d'Zäit geholl huet an derbäi ass, wa mer de Moien iwwer eis Demokratie wäerte schwätzen – dat Wichtegst, wat mer an eisem Land hunn.

D'Interpellatioun haut hu mir ugefrot no dem Gefill vun ëmmer manner direkter Matbestëmmung. E gutt Beispill sinn do déi rezent Artikele vu Jonken, déi soen, si géife sech net gefrot an net agebonne spieren.

Lëtzebuerg ass en demokratesche Staat. Dorop sollte mir extra houfreg sinn. Dat steet am alleréischten Artikel vun eiser Verfassung. Eng Demokratie ass eng Staatsform, an där d'Muecht vum Vollek ausgeet. Awer dat fonctionéiert nëmmen, wann d'Biergerbedeelegung aktiv respektéiert gëtt, an dat net nëmmen op engem Walsonndeg.

Och mir als Deputéiert, mir gi gewielt, schaffen eis an Dossieren eran, féieren Debaten, lauschteren Expertisen a probéieren, déi bescht Entscheedunge fir d'Allgemengwuel ze huelen. Awer och déi bescht representativ Demokratie stéisst un hir Grenzen.

An enger Welt, déi ëmmer méi séier an ëmmer méi komplex gëtt, stellt sech d'Fro: Wéi kënne mir sécherstellen, datt d'Stëmme vun de Biergerinnen a Bierger net nëmme bei de Walen héierbar sinn, mee och tëscht de Walen?

D'Biergerbedeelegung ass en essentiellt Element vun eiser Demokratie. Si féiert zu méi Transparenz, méi Vertrauen an d'Politick, an et geet ëm eng méi grouss Akzeptanz vun deene getraffenen Decisiounen. An der Biergerbedeelegung fille sech d'Leit gehéiert, well si gehéiert ginn. Si wëssen, dass hiren Input e Wäert huet, an dat stäerkt d'Demokratie op laang Siicht. Et brauch een en direkten Austausch mat de Leit, hirer Perspektiv, hirer Erfarung, hirer Meenung. Duerch den Dialog gi politesch Entscheedungen ugeräichert, gi besser a ginn un déi reell Problemer ugepasst. Dat ass e Virdeel fir eis alleguerten.

Mir Piraten soe ganz kloer: D'Bierger sollen eng Stëmm hunn, matschwätzen, matmaachen, matentscheeden, mee och ausserhalb vun de Walen. An dat ass zu Lëtzebuerg leider eng Ausnam.

Vill Decisioune ginn nach ëmmer ouni eng aktuell Stëmm vun de Leit getraff, ouni Matsproocherecht. Dat féiert zu engem Gefill vun enger Politick, déi net mat de Leit, mee iwwert d'Leit ewech fonctionéiert a regéiert. D'Bevëlkerung ass net zefridden. Dat hunn och déi lescht Sondagen zum Theema gewisen. An och d'Gewerkschafte soe kloer: Vill Decisioune gi vun uewen erof geholl, ouni Matsproocherecht.

Ganz einfach ausgedréckt: Ausser bei de Walen ass zu Lëtzebuerg, wat d'Biergerbedeelegung betrëfft, näischt lass op nationalem Niveau. Ëmmer mol erëm eng punktuell Mesür pro Legislaturperiod, sief et e Klimabiergerrot bei der leschter Regierung oder eng komesch Plattform zu de Pensiounen elo. Mee dat bleift reng Symbolpolitick.

Et kéint ee mengen, de Constat eleng wär schlëmm genuch. Mee et kënnt nach schlëmmer. Allkéiers, wann d'Piraten konkreet Léisunge proposéiert hunn an der Chamber fir méi Biergerbedeelegung, goufe se ofgeleent: d'Resolutioun fir e Referendum zur Verfassungsreform – ofgeleent, d'Motioun am Kader vun der Pensiounsreform an engem eventuelle Referendum – ofgeleent, e Gesetzesprojet fir e Biergerrot – ofgeleent.

Zousätzlech hunn déi al Parteien an der Petitiounskommissioun fir eng Erhéijung vun der Mindestzuel op 5.500 Ënnerschréfte gestëmmt, eng weider onnéideg Hürd, déi d'Bierger méi wäit vun der Politick ewechdréckt. Dir maacht et bei de Petitiounen méi schwéier, da schwätze manner Leit mat – leider!

Souguer an der Etüd vun der Cellule scientifique zu der Biergerbedeelegung gi besonnesch vill Beispiller ervirgehuewen, wou d'Biergerbedeelegung géif feelen. Do kann ee ganz kloer froen: Deelt d'Regierung de Constat vun der Cellule scientifique, dass d'Bierger net konsequent an oft genuch hei zu Lëtzebuerg mat agebonne ginn? Wat plangt d'Regierung, an den nächsten dräi Joer hei nach ze maachen, fir d'Bierger méi anzebannen?

Methoden a Léisunge gëtt et der ganz vill. Wann de politesche Wëllen do ass, kann ee ganz vill maachen. A mir Piraten hunn dat an de leschte Jore ganz oft proposéiert. Dofir hunn ech och haut e puer Motioune matbruecht, déi op verschidde Léisungen aginn: d'Aféiere vun engem representative Biergerrot, vun engem participative Budget oder enger Méiglechkeet, wou d'Bierger de Ministeren an hire Ministèrë politesch relevant Froe kënne stellen, alles erprouft Léisungen, déi eise Bierger et géifen erlaben, endlech matzeschwätzen. An anere Länner gesäit een, datt et fonctionéiert, wann ee wëll.

An der Schwäiz entscheeden d'Bierger reegelméisseg iwwer wichteg Froe vum Land. Nach rezent hu sech d'Bierger géint den obligatoresche Militärdéngscht ausgeschwat. Hei zu Lëtzebuerg ginn esou Decisioune léiwer eleng vun den zoustännege Ministeren um Radio annoncéiert, ouni dass jee een doru geduecht huet, d'Bevëlkerung ëm hir Meenung ze froen.

An der Belsch zu Eupen schafft e Biergerrot, nieft dem Parlament, deen d'Diskussioune virbereet an iwwert d'Gesetzer beréit. An Dänemark an a Frankräich gi participativ Budgeten ëmgesat. Zu Vallentuna a Schweden gëtt digital iwwer politesch Projete matgestëmmt. Zu Bréissel stëmmt d'Agora-Beweegung an hirem Mandat nëmmen nom Biergerdialog. An och mir Piraten froen eis Membere bei Urentscheedungen iwwert d'Votte ronderëm d'Gesetzer.

(Interruption)

Dat sinn alles funktionéierend Modeller, déi weisen, datt d'Demokratie méiglech ass.

Madamm Bofferding, ech kann Iech dat kuerz erklären. D'Urentscheedung, also dat ass eng piratesch Form, dat hate mer zum Beispill och bei der Verfassung, do kann dann all Member ofstëmmen. Dat heescht, déi ginn explizitt gefrot, wéi eise Vott an der Chamber herno soll ausfalen. Dat ass en direkten ..., dat ass en direkten Déngens.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ech weess elo net, firwat dass Der do dergéintkommt. Ech hu gëschter net gesot, ech géif dergéint stëmmen. Ech hu gesot, mir stëmmen en net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Mee mir sinn elo bei deem anere Sujet, wannechgelift!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Also, Här Baum, ech weess net, wat do d'Relevanz soll sinn. Mee ech weess och net, firwat mer Iech do sollte gefreppelt hunn. Also!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, loosst Iech net aus dem Konzept bréngen! Fuert elo weider!

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Et gëtt vill weider Formen, fir d'Bierger an de politeschen Debat matanzebezéien, déi jee no Kontext ënnerschiddlech kënnen agesat ginn. E Beispill ass de Biergerforum, wou d'Leit an enger kuerzer an intensiver Zäit zesummekommen, fir politesch onofhängeg iwwer en Theema ze diskutéieren a wou konkreet Recommandatioune solle gemaach ginn, déi dann un d'Chamber weidergeleet ginn a vun dëser an enger am Viraus definéierter Form verschafft ginn.

Weider Forme vu Biergerbedeelegung si Future Labs, Biergerkonferenzen oder Panels, woubäi jiddwer Format sech jeeweils besser fir dat eent oder anert Theema eegent.

Et gëtt awer och en anert Instrument, dat een hei nenne sollt: de Referendum. D'Instrument vum

Referendum ass e Mëttel, dat de Bierger d'Méiglechkeet gëtt, sech direkt op eng Aart a Weis zu grousse gesellschaftlechen a politesche Froen auszeschwätzen. E Referendum mécht d'Politick net méi einfach, awer méi demokratesch. E Referendum soll och net d'Politick ersetzen, mee se ergänzen, an dat iwwer méi Weeër. E Referendum stäerkt d'Legitimitéit vu grousse Reformen, wéi zum Beispill där vun der Pensioun. Wann eng politesch Entscheedung wäitreechend Konsequenze fir d'Zukunft vum Land huet, dann ass et nëmme fair, datt d'Bierger an d'Biergerinnen direkt matbestëmmen. Et geet och ëm hir Zukunft.

D'Resultat vun engem Referendum ass méi wéi eng politesch Entscheedung, et ass eng gemeinsam demokratesch Validatioun vun engem Land, dat majoritär hanner enger Léisung steet. E Referendum kann d'Vertrauen an d'Politick stäerken. Mir liewen an enger Zäit, an där d'Leit sech heefeg vun der Politick wäit ewech fillen. E Referendum bitt eng Méiglechkeet, fir se erëm méi no un d'Politick ze bréngen. Wann d'Leit mierken, datt hir Stëmm net nëmmen all fënnef Joer zielt, mee och an den entscheedende Momenter, da wiisst d'Zouversiicht an déi politesch Institutioun. Et ass eng Invitatioun un all d'Wieler, fir ze soen: „Är Meenung ass wichteg! Decidéiert mat!"

E Referendum zwéngt d'Politick och, fir méi transparent a méi verständlech Politick ze maachen. Ier d'Leit kënnen entscheeden, musse se verstoen, wat um Spill steet. Dat bedeit kloer Erklärungen, einfach Formuléierungen, objektiv Informatiounen. E gudde Referendumsprozess bréngt d'Politick an d'Ëffentlechkeet zréck, net nëmme fir sech selwer an Zeen ze setzen, mee fir d'Allgemengwuel.

Diskussiounen entstinn, Iddie gi Verglach, Argumenter gi presentéiert, dat ass Demokratie an hirer puerster Form. Eng Regierung ..., an ech hunn d'Gefill, besonnesch eis Regierungen hei zu Lëtzebuerg, hunn Angscht, dass d'Bierger an d'Biergerinnen eng Entscheedung treffen, déi net an hiert politescht Konzept passt, oder hei hir geplangte Reformen ënnerlafen, an dat net eréischt zënter 2015.

2015 huet eng grouss Majoritéit der deemoleger Regierung an dräi Referendumsfroe ganz kloer matgedeelt, dass se net d'accord sinn. Wie weess, ob et net, wann et ëm déi aktuell Proposen am Pensiounssystem geet, zu engem änleche Resultat géif kommen.

(Interruption)

Op alle Fall ass säit 2015 op nationalem Niveau kee Referendum méi proposéiert ginn. Wichteg Dossiere sinn ouni den Avis vun de Leit getraff ginn. Bei der Verfassungsännerung ass sech och dergéint entscheet ginn.

Mee wisou? Hutt Dir Angscht, dass d'Bevëlkerung net d'accord wär mat Ärer Politick? Wann ech zréck op 2015 kucken, kucken ech net mat Angscht drop zréck, ech gesinn, wéi wichteg et ass, dass een d'Bevëlkerung freet. Nëmmen esou konnt Dir erkennen, dass déi deemools geplangte Moossnamen net am Geescht vun der Gesellschaft waren an iwwerhaapt net dem Wëlle vun de Leit nokomm wären. Et sollt Iech weisen, dass Äert Gefill an der Chamber vläicht awer net ëmmer dat Richtegt ass. Et sollt Iech weisen, dass et dréngend noutwendeg ass, méi oft de Bierger ze froen.

Wann ee gesäit, dass ee bei essentielle Froen dernieftläit, sollt dat net e Grond sinn, fir ëmsou méi oft mat der Bevëlkerung ze schwätzen, fir genau dee Problem ze behiewen?

Dofir d'Fro: Plangt dës Regierung, bis 2028 nach vun engem Referendum Gebrauch ze maachen, sief et vun engem consultativen oder vun engem decisiven? A falls net, wier ech och frou, gewuer ze ginn, wisou ee sech dergéint entscheet huet. A wann ee sech dergéint entscheet, wäerte mir Piraten eng Onlineplattform fir d'nächst Joer schafen, fir dem Bierger esou eng Aart Referendum ze erméiglechen bei de wichtegen Entscheedungen.

Här President, d'Piraten hunn ëmmer ganz kloer gesot: D'Zäit vun de symbolesche Gesten ass eriwwer. Et brauch ee konkreet Instrumenter, déi d'Demokratie stäerken. Eis Bierger verdéngen et, dass ee si no hirer Meenung freet, dass ee se an de politeschen Entscheedungsprozess méi staark abënnt an dass een hinnen nolauschtert.

Eist Land brauch méi Méiglechkeeten, fir dass Entscheedungen ausserhalb vu Regierung a Chamber kënne geholl ginn, dass net nëmmen d'Politiker d'Entscheedungen huelen, mee all d'Bierger an eisem Land.

Wann der Regierung d'Fuerderung vun de Piraten oder och hei meng Interpellatioun net duerginn, da lauschtert op d'Cellule scientifique, déi och kloer vun engem Defizit an eiser Gesellschaft schwätzt, oder op déi Jonk, déi sech rezent zu Wuert gemellt hunn.

Meng Konklusioun ass ganz einfach: Et ass elo Schluss mat den Ausrieden. Mir brauche méi Matbestëmmung. De Bierger ass de Souverän hei am Land. De Bierger ass den Entscheeder. De Bierger soll méi matentscheede kënnen. Gitt dem Bierger endlech seng Stëmm zeréck!

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– E Referendum erméiglecht de Bierger:innen, sech direkt zu wichtege politeschen Entscheedungen ze äusseren.

– Säit 2015 ass op nationalem Niveau kee Referendum méi organiséiert ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– op d'mannst ee consultativen oder decisive Referendum pro Joer zu gesellschaftlech a politesch wichtegen Entscheedungen ze organiséieren.

(s.) Marc Goergen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– An der Étude de la faisabilité d'un dispositif délibératif permanent à l'échelle nationale au Luxembourg vun der Cellule scientifique gëtt festgehalen, dass eng dauerhaft bei der Chamber verankert Form vun engem Biergerbedeelegungsoutil d'Legitimitéit vun de politeschen Entscheedunge géing erhéijen.

– Et gëtt och festgehalen, dass esou en Outil eng fundamental Roll fir d'demokratesch Inklusioun kéint spillen.

– Op nationalem Niveau gëtt et aktuell keng permanent institutionaliséiert Form vu Biergerbedeelegung.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– e representative Biergerrot op nationalem Niveau bis spéitstens 2027, verankert am politesche Prozess a mat gesetzlecher Basis, esou wéi en am Rapport vun der Cellule scientifique beschriwwe gëtt, anzeféieren.

(s.) Marc Goergen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Vereenzelt Gemengen zu Lëtzebuerg hunn eng Form vu participativem Budget op lokalem Niveau agefouert.

– Op nationalem Niveau, wann et ëm d'Gestioun vu Steiergelder geet, gëtt et aktuell keng Méiglechkeet fir d'Bierger:innen, sech um Entscheedungsprozess ze bedeelegen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– eng participativ Budgetsapproche op nationalem Niveau, wou d'Bierger:innen iwwert eng entwéckelt Plattform hir Commentairen, Proposen a Projeten zum Staatsbudget kënnen areechen, anzeféieren;

– eng Etüd duerchzeféieren, déi ënnersicht, wéi een en Deel vum Budget kéint, änlech de lokalen Approchen zu Lëtzebuerg, vun de Bierger:innen ofstëmme loossen.

(s.) Marc Goergen.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Et gëtt aktuell wéineg Méiglechkeete fir d'Bierger:innen, en Debat an der Chamber kënnen ze lancéieren.

Aus dësem Grond invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– eng Plattform an e Kader ze entwéckelen, déi et de Bierger:innen erlaben, Ministeren an hire Ministèrë politesch relevant Froen ze stellen, änlech dem Recht, wat den Deputéierten zousteet.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen, fir déi véier Motiounen, déi Der hei eragereecht hutt.

An dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner vun haut de Moien den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci. Här President, Här Premierminister, jo, et war elo net esou einfach, sech de Mueren ze preparéieren, well net esou richteg ze gesi war, wou d'Rees géif higoen. Et ass mer elo e bësse méi kloer ginn. Dofir merci, Här Goergen.

Et geet wuel drëm, hei déi representativ Demokratie einfach emol schlechtzerieden. An ech muss Iech soen: Dat weise mer op dat Schäerfst zréck!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Well hei elo ze soen, d'Stëmm vun de Leit géif net gehéiert ginn an et géif iwwert d'Käpp vun de Leit ewech decidéiert ginn, ech fannen dat relativ penibel vun engem gewielte Member vun dësem Haus.

Well den éischte Biergerrot vum Grand-Duché, dat ass d'Chamber. Mir sinn och Bierger. Mir sinn net iergendeng Kast vun Erwieltenen. Mir sinn alleguerte Bierger vun dësem Land a mir si vun eise Matbierger gewielt ginn, fir hei d'Interesse vun hinnen ze vertrieden.

Dat ass op alle Fall eist Versteesdemech vun deem, wat mir hei all Dag maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dofir fannen ech et, nach eng Kéier gesot, penibel, wann e gewielte Member sech heihinnerstellt a sou mécht, wéi wann hei dauernd géif iwwert d'Käpp vun de Leit ewech decidéiert ginn.

Dir hutt eis elo erkläert, wéi dat an Ärer Partei, bei de Piraten, alles esou ganz demokratesch ofleeft, datt Der do gesot kritt, wéi Der ze stëmmen hutt. Ma, mir si fräi gewielte Membere vun dësem Parlament an no der Constitutioun just eis eegen ...

(Interruption)

Mir hunn net de Mandat vun iergendengem aneren unzehuelen. An dofir hu mir et och net esou einfach

an deenen „ale Parteien", wéi Der gesot hutt, wat och esou e populistesche klenge Säitekick war vun Ärer Säit. Mir an deenen ale Parteien, mir hunn et vläicht net esou einfach wéi Dir, fir einfach elo mol eppes hei op den Ordre du jour ze setzen.

Wann ech de Muere hätt wëllen iwwer Referenden diskutéieren hei an der Plenière, dann hätt ech misse mat mengen 20 Kolleege fir d'éischt schwätzen, dann hätte mer do eng Diskussioun scho gehat. Well et sinn och Bierger, mat deenen ech mech da fir d'éischt hätt missen austauschen. Dir kritt dat hei ... Ech weess net, ob Der mam Här Clement Iech nach ausgetosch hutt, ob hien do d'accord war.

(Interruptions)

Mee esou einfach geet dat da bei eis net. A mir mussen dann och mat eise Leit natierlech Récksprooch huelen, well mir sinn alleguerten och vill ënnerwee a mir diskutéieren do mat de Leit a mir diskutéieren och an eiser Partei mat de Leit.

Wësst Der, wann d'CSV zu Péiteng zesummekënnt, do sëtze warscheinlech méi Leit an der Generalversammlung wéi op Ärem Nationalkongress.

(Interruption)

Dat sinn och Bierger vun eisem Land. An déi diskutéieren och mat. Dofir, fir elo hei ze maachen, wéi wann d'Piratepartei d'Demokratie géif nei erfannen, och dat – pardon! – ass awer eng Duerstellung, déi mer esou hei net kënnen deelen.

An et ass och net esou, wéi wann d'Leit net d'Méiglechkeet hätten, hei op d'Chamber anzewierken. Dir sidd einfach mol doriwwer ewechgaangen, wat et alles gëtt, wat nei agefouert gouf. Et gëtt natierlech d'Méiglechkeet vum Verfassungsreferendum oder vum konsultative Referendum. Et gëtt d'Méiglechkeet, och elo nei geschafen, datt se kënne selwer legislativ Initiativen an d'Chamber erabréngen. Et gëtt Petitiounen, déi hutt Der genannt. Also, et gëtt ganz vill Méiglechkeeten och vun de Bierger, fir an d'Haus eranzewierken. An da gëtt et esou, dat ass fir Iech ..., déi hutt Der net genannt, et gëtt och d'Beruffschamberen, déi mat hiren Avisen op d'Aarbecht vun der Chamber kënnen awierken. Et gëtt d'Sozialpartnerschaft.

Ech denken net, datt d'Chamber net genuch am Dialog mat aneren Acteure vun eiser Gesellschaft ass. Et kann een ëmmer nach méi maachen. Dat ass och sécher richteg. Mee och do koume vun Iech elo keng weider nei Proposen. Dat muss ech awer och soen. Dat, wat Der do proposéiert ... an Dir hutt verwisen op den Avis vun der Cellule scientifique, ouni allerdéngs ze ernimmen, datt d'Madamm Joëlle Welfring deen ugefrot huet an déi Debatt eigentlech un d'Rulle bruecht huet. Dat hätt ee fairerweis och kënne maachen.

An dofir sinn ech och iwwerrascht, datt Der dat elo haut op den Ordre du jour geholl hutt, well deen Avis ass rezenterweis komm. Ech huelen un, an alle Fraktioune gëtt e gelies an diskutéiert, an u sech wollte mer oder wollt ech proposéieren an der Institutiounskommissioun, ...

(Interruption)

... fir deen Ufank vum nächste Joer dann an déi Institutiounskommissioun och op den Ordre du jour ze huelen an eis dann doriwwer auszetauschen. Do kann ee mat munchem d'accord sinn, et kann een awer och munches, wat do drasteet, a Fro stellen. Dat ass jo och net onbedéngt der Weisheit letzter Schluss.

Wann ech da richteg verstanen hunn, geet et Iech jo drëm, datt mer méi Referenden nach solle maachen. Da kommt, mir kucken awer eng Kéier kuerz zréck op déi Referenden, déi mer haten, an ob dat dann och ëmmer zu deene Resultater gefouert huet, déi Der eis hei esou beschriwwen hutt.

Deen éischte vun 1919, engersäits iwwert d'Monarchie. Do war d'Resultat kloer. Et muss ee fairerweis soen, e war och intelligent organiséiert mat deene puer Froen, déi gestallt goufen. Et gouf awer och déi zweet Fro, wéi eng wirtschaftlech Kooperatioun mer sollten hunn. An d'Land, wat wollten d'Leit dann? Si wollten eng Kooperatioun mat Frankräich, déi Frankräich awer net wollt. Also hu mer net de Wëlle vum Vollek respektéiert, well mir hunn eis un eis belsch Kolleegen an der Nout musse riichten. An ech mengen, haut si mer ganz frou, datt mer déi Kooperatioun mat der Belsch hunn. A mir wäre warscheinlech manner frou, wa mer haut dat gemaach hätten, wat d'Vollek deemools wollt, nämlech wa mer eis u Frankräich hätte missen orientéieren.

(Interruption par M. Marc Baum)

Jo, stellt Iech dat emol vir! Dir wäert haut vläicht frou, wann et esou wier. Mee ech muss soen, ech si léiwer mat de Belsch zesummen, op wirtschaftlechem Plang.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, et ass elo ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | De Referendum vun 1937 ...

M. Claude Wiseler, Président | Loosst Iech net stéieren, wollt ech Iech soen, Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nee, den Här Baum stéiert mech dach net.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dat do ass geféierlech.

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | De Referendum vun 1937, wou mer haut warscheinlech alleguerten der Meenung sinn, datt d'Resultat gutt war. Mee et war e knappt Resultat! D'Land war awer och gespléckt an där Fro. An dat hätt och liicht kënnen an déi aner Richtung goen. Da wäre mer warscheinlech haut manner houfreg op dee Referendum, an et wär keng Plaz no deem Referendum hei an der Géigend benannt ginn.

Dann de Referendum vun 2005 – dat huet och laang gedauert – iwwert d'europäesch Verfassung.

Ech mengen, deen een oder deen anere ka sech nach dorun erënneren, un déi Debatten, déi mer do haten. An do ass iwwer vill diskutéiert ginn a gestridde ginn, awer ganz wéineg iwwert déi europäesch Verfassung. An och do war d'Resultat eigentlech nach knapp par rapport zu deem, wat do ustoung, nämlech d'Fro, wéi d'Europäesch Unioun kéint reforméiert, kéint aneschters opgestallt ginn. An eigentlech si mer jo enttäuscht driwwer, datt déi Verfassung esou net konnt a Kraaft trieden. Vläicht géif se eis och haut hëllefen an där Situatioun, wou mer elo sinn.

De Referendum vun 2015, op dee sidd Der agaang. Och do, denken ech, ass bei ville Leit net onbedéngt iwwert déi Froen am Endeffekt aleng decidéiert ginn, mee och iwwert déi allgemeng Stëmmung am Land.

Ob elo d'Regierung plangt, e Referendum an deenen nächste Joren anzeberuffen, kann ech Iech net soen. Ech gi mol net dervun aus, well et ass net virgesinn am Accord. Wat d'Zukunft bréngt, weess een ni. Et soll een net ëmmer alles ausschléissen. Mee ech gesinn am Moment keng Noutwendegkeet, an ech gesinn och net d'Fro, déi elo onbedéngt misst gestallt ginn. Mir kënne jo de Leit net ëmmer einfach elo mol Froe stellen, just fir eng Fro ze stellen. Dat ass jo net Sënn an Zweck vun deem Instrument.

Dat, wat Der ureegt, gëtt och a ville Gemenge gelieft. Ech mengen, Dir sidd jo och an enger Gemeng engagéiert. Och do ass breet Biergerbedeelegung méiglech: an de Kommissiounen, an dem Klimapakt, an dem Pakt fir d'Natur, am Pakt vum Zesummeliewen. Iwwerall do sinn d'Bierger invitéiert matzemaachen. Eng Rei maachen dat och. Et sinn och dacks, dat muss ee soen, déi selwecht. Et sinn och déi, déi engagéiert sinn, déi sech dann och do abréngen.

Mee och an de Gemengen ... Ech komme jo och aus enger.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Wou Der Recht hutt, hutt Der Recht, Här Graas.

Och an de Gemenge gëtt kaum nach e Projet vun engem Schäfferot op de Wee bruecht, ouni virdru mat de Leit geschwat ze hunn. Et ass ee jo och gutt beroden, wann een eng Strooss wëll frëschmaachen, dee Plang mat de Leit ze diskutéieren, well si sinn d'Experte vum Alldag, si hunn och gutt Iddien, si wësse vläicht heiansdo besser, wou de Bam soll stoen, an der Hoffnung, datt si iwwerhaapt wëllen, datt de Bam do steet, well jidderee weess, an de Gemenge geet et dacks och bei Stroossen ëm Parkplaze méi wéi ëm d'Beem, leider. A mir hu Consultatioune gemaach iwwert d'Zukunft vun eise Sportsinfrastrukturen, iwwert d'Strategie an eiser Kulturpolitick, iwwert eis Kommunikatioun an iwwer vill aner Punkte méi, wou d'Leit sech konnten abréngen, iwwer Sondagen, iwwer Workshoppen. Alles dat, wat Der gesot hutt, dat geschitt. Dat geschitt virun allem och natierlech um lokale Plang, wou d'Leit direkt och ëmmer concernéiert si vun deene Saachen, déi ze decidéiere sinn. Natierlech um nationale Plang och. Mee och do hu mer jo allеguerten déi Gremien. Si musse just allеguerten och natierlech wëlle matschaffen.

Dofir, déi Duerstellung, wéi wann do guer näischt géif lafen a wéi wann iwwert d'Käpp vun de Leit géif ewech decidéiert ginn: Bei allem Respekt, dat kënne mer éischtens net deelen an zweetens fanne mer et och traureg, datt Der dat esou duerstellt. Datt Der et esou duerstellt, wéi wann et hei al Parteien an nei Parteie géif ginn. Ech mengen och do, déi al Parteien, ob dat Traditiounsparteie wéi d'LSAP oder d'DP oder d'CSV sinn ..., an ech mengen, mir hunn eis do näischt virzegeheien. Mir sinn demokratesch Parteien an och déi e bësse méi jonk wéi déi gréng, eebenfalls, an ech géif emol souguer mengen och déi Lénk. Dofir, mengen ech, brauche mer eis hei net géigesäiteg Lektiounen erdeelen ze loossen, wie méi demokratesch ass.

Mir sinn net d'Schwäiz. D'Schwäiz ass e Sonderfall. Déi hunn eng ganz aner demokratesch Kultur wéi mir. Dofir ass och dee Vergläich net passend. An deem Sënn, mir wëlle léiwer déi representativ Demokratie stäerken, eis selwer ganz eescht huelen, ...

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... eescht huelen, mat de Leit ...

(Interruption)

Et ass ëmmer ... Bon, lauschtert: Ech hunn net gesot, datt alles perfekt ass. Mee mir wieren eis awer dergéint, datt mer eis hei selwer dauernd schlecht maachen. Well wa mer wëllen, datt d'Demokratie dobausse gestäerkt gëtt, datt d'Leit eis hei seriö huelen, da musse mer bei eis selwer ufänken. Mir kënnen eis selwer déi ganzen Zäit schlecht rieden. Mir kënnen eis selwer déi ganzen Zäit soen, mir géifen net op d'Leit lauschteren. Da brauche mer eis net ze wonneren, wann d'Leit et op eemol gleewen.

Also mir gleewen un d'Demokratie, mir gleewen un déi representativ Demokratie a mir wëllen déi

stäerken a mir maachen eis Aarbecht an deem Sënn seriö.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den Här Goergen wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Nee, ech muss erkläre mat der Interpellatioun ... Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Dir frot Fait personnel. Dann ...

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Ech wollt Iech just ... Här Zeimet, Dir krut dat elo schéi gedréint. Ech wollt Iech just soen, meng Demande war de 26. Juni, wéi dat mat der Cellule scientifique nach net eraus war. Dat heescht, et war ganz onofhängeg dovunner, dass dësen Debat ugefrot ginn ass. A jo, mat Péiteng kënnt Der gäre soen, et war just dat schlecht Beispill, well do hu mer véier Conseilleren an 18 %. Hätt Der eng aner Gemeng geholl, wär Är Theorie warscheinlech richteg.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, dat war elo just ...

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Et war just fir ze soen, dass d'Interpellatioun näischt ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech huelen Äre Punkt un. Mee trotzdeem hätt Der kënnen eng Kéier drun erënneren, datt och d'Madamm Welfring dann dee ganze Prozess vun der Cellule scientifique an d'Rulle bruecht huet. Péiteng hunn ech fairerweis geholl, well Der vun do sidd. Mee ech mengen nawell, datt mer méi Leit op der Generalversammlung hu wéi Dir.

Merci.

(Hilarité et interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, dat moosse mer elo net. A mir kommen elo zum nächsten ageschriwwene Riedner. Dat ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, „nihil de nobis sine nobis". „Näischt iwwer eis, ouni eis." Dëse politesche Slogan, dee seng Wuerzelen am Ufank vum 16. Joerhonnert huet – also net bei deenen ale Réimer , am 16. Joerhonnert, wéi a Polen en éischte konstitutionellen Text ausgeschafft gouf –, bréngt eis Diskussioun haut direkt op de Punkt. „Nihil de nobis sine nobis" – „rien sur nous, sans nous". Et ass also net wéi ënnert dem éisträichesche Keeser Joseph II., deen zwar en eclairéierten Despot war, deen awer no follgender Devise regéiert soll hunn: „Alles für das Volk, nichts durch das Volk."

Mir liewe glécklecherweis nach ëmmer an enger representativer Demokratie – mäi Virriedner huet et ënnerstrach –, an déi soll och lieweg sinn a bleiwen. A si ass lieweg, well et eeben tëscht de Walgäng och Momenter gëtt – op déi kënne mer herno nach zréckkommen –, wou op d'Leit gelauschtert gëtt.

Natierlech gëtt et verschidden Zorte vun Demokratien. De Laurent Zeimet huet elo just op déi extra Form vun Demokratie higewisen, déi mer aus der Schwäiz kennen. Mee d'Schwäizer hunn eng besonnesch Kultur am Beräich vun de Referenden. Mee et muss een awer soen, dass per se keng méi schlecht ass wéi déi aner.

Lëtzebuerg ass, an esou steet och am Artikel 2 vun eiser Verfassung, eng parlamentaresch Demokratie. Mir sinn d'Haus vun der Demokratie. An als Deputéiert si mir déi gewielte Representante vum Vollek an et ass eis Verantwortung, d'Interesse vun de Bierger heibannen an der Chamber, mee awer och dobaussen an der breeder Gesellschaft, ze vertrieden an duerno dann och déi néideg Entscheedungen ze treffen.

Net méi spéit wéi e Sonnden huet nach e Mann zu Ëlwe mer gesot um Änneresmaart: „Dir sidd eis Vertrieder. Dir gitt all fënnef Joer gewielt an Dir hutt och fir eis Entscheedungen ze treffen. An, huelt déi Entscheedungen."

(Interruption)

All fënnef Joer maachen also d'Wieler vun hirem Walrecht Gebrauch a vertrauen eis hir Stëmm an domat hir Entscheedungsmuecht un. D'Demokratie geschitt awer net just all fënnef Joer um Waldag. Si ass e liewegen dynamesche Prozess tëscht Wieler a Gewielten. D'Demokratie lieft natierlech vum Austausch, vum Nolauschteren, vu konstruktiven Diskussiounen a vum Kompromëss. An dat ass, wat an der Politickwëssenschaft als eng „deliberativ Demokratie" bezeechent gëtt.

Besonnesch hei zu Lëtzebuerg ass dësen Dialog traditionell staark verankert. De Sozialdialog, dee schonn ënnert dem DP-Premier Gaston Thorn agefouert gouf, weist eis, wéi wichteg den Austausch mat de Bierger, de Sozialpartner an der Zivillgesellschaft fir eng gutt funktionéierend Demokratie ass.

Mir hunn hei am Land awer och eng ganz Rei aner Méiglechkeeten, fir datt all Mënsch sech bedeelege kann. Jo, de Referendum ass sécherlech eng vun deenen Optiounen. Et ass eréischt e Mount hier, datt d'Leidelenger Gemeng e lokale Referendum iwwert d'Tempolimitt, de sougenannten „Tempo 30", an hirer Gemeng ofgehalen huet. D'Awunner konnten hei eeben iwwert d'Fro ofstëmmen, déi si am Alldag direkt betrëfft an déi einfach eebe mat „Jo" oder mat „Nee" ze beäntwerte war.

Dat ass natierlech eng Form vun direkter Bedeelegung, vun direkter Participatioun, déi sécher op deene richtege Plaze mat deene richtege Froen hir Berechtegung huet. Mee dacks erfuerdere komplex Theemen, déi grouss gesellschaftlech Konsequenzen hunn awer méi wéi eng Jo- oder Nee-Äntwert. Si brauche vill Zäit a si féieren natierlech och zu ganz kontroversen Diskussiounen. Ech denken hei direkt un d'Beispill vum Brexit. Hei huet eng ganz knapp Majoritéit vun 52 % iwwert d'Zukunft vun enger ganzer Natioun entscheet, mat natierlech laangfristegen Auswierkungen, déi sech eréischt an der praktescher Ëmsetzung gewisen hunn an déi aus wirtschaftlecher Siicht fir Groussbritannien net onbedéngt gënschteg waren. Verschidde Froen hätte vläicht am Virfeld méi detailléiert missen diskutéiert ginn.

Referende kënne wichteg Instrumenter vun der Biergerbedeelegung sinn, mee et musse kloer formuléiert Froen am richtege Kader a mat Hëllef vun enger seriöer Begleedung a Virbereedung gestallt ginn. Nieft deene klassesche Participatiounsrechter wéi dem Walrecht, dem Recht sech ze versammelen oder dem Referendum, hu mer natierlech eng ganz Pallett un Instrumenter, duerch déi sech d'Bierger haut schonn un dem politesche Prozess bedeelege kënnen. E wichtege Kanal sinn natierlech eis Petitiounen – et ass ugeschwat ginn. Hei kann een als Bierger seng Demande – seng „petita", wéi dat esou schéin heescht – eraginn, fir datt se kann eventuell an der Chamber diskutéiert, debattéiert ginn.

Mir wëssen duerch eng Etüd vun der Uni Lëtzebuerg, datt dëst Instrument staark genotzt gouf a gëtt an och e reelle politeschen Impakt huet. Fir eis als Deputéiert ass et och wichteg, ze gesinn, wat de Leit um Häerz läit a wou se sech natierlech och Verännerunge wënschen.

Mat der Verfassungsreform vun 2023 koum dunn d'Méiglechkeet vun der „Proposition motivée aux fins de légiférer" derbäi. Hei kënnen 125 Wieler zesummen eng gesetzlech Propositioun formuléieren. Kritt dës Propos duerno op d'mannst 12.500 Ënnerschrëften, gëtt se zu enger offizieller Proposition de loi an dann duerchleeft se dee reguläre parlamentaresche Prozess, wéi mer en hei eeben am Haus kennen. Dat ass also keng Symbolpolitick. Hei kann ee sech als Bierger un der konkreeter Gesetzesaarbecht bedeelegen. An dofir ass de Seuil och bewosst héich gesat ginn, fir sécherzestellen, datt esou eng Propos eng breet legitimm Basis huet.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Och op europäeschem Niveau hu mer mat der European Citizens' Initiative en änlecht Instrument. Wann eng Millioun Leit aus op d'mannst siwe Memberstaaten, eng Initiativ ënnerstëtzen, ass d'Kommissioun verflicht, fir sech domadder auserneenzesetzen a ka souguer dann e Gesetzesvirschlag ausschaffen. Och hei sinn dat ambitiéis Konditiounen, dat muss ee soen, mee esou eng seriö Matière soll och seriö behandelt ginn.

Här President, wa mer vu Biergerbedeelegung schwätzen, da komme mer och net laanscht de Biergerrot. De Klima-Biergerrot huet eis zum Beispill gewisen, wéi esou Forme vun Austausch kënne fonctionéieren. 100 zoufälleg ausgewielte Bierger hunn zesumme 56 Mesüre fir de PNEC ausgeschafft. E Prozess, dee vill Zäit a Commitment verlaangt, mee zu gudde Resultater ka féieren.

Et bidde sech de Bierger also eng ganz Rei, eng ganz Rëtsch u Méiglechkeeten, fir sech politesch ze engagéieren an ze bedeelegen, fir déi Leit, déi dat natierlech och wëllen.

D'Biergerbedeelegung fänkt och net eréischt am Erwuessenenalter un. Dat hu mer an deene leschte Wochen nach eng Kéier kloer och hei am Haus gesinn. Ech denken do zum Beispill un de Jugendrot, dee mer virun eppes iwwer dräi Wochen heibannen am Haus begréisse konnten, wou mer och mat ganz engagéierte jonke Leit Diskussioune gefouert hunn a virun allem hinne mol fir d'éischt nogelauschtert hunn.

Eng Woch drop koum dann den Zuch vun der Demokratie mat de Kanner aus dem Fondamental. Si si komm, fir dem Parlament hir Froe méi no ze bréngen an och hir Iddien. Esou kréie si vun Ufank un dann och gewisen, datt hir Stëmm wichteg ass an datt och si en Afloss op d'Politick kënnen hunn.

Am Jugendparlament kënne Jonker tëschent 14 a 24 Joer sech mat Sujeten, déi hinne wichteg sinn, auserneesetzen, déi zesummen debattéieren a sech da mat Resolutiounen un eist Haus hei un d'Chamber riichten. An deem Kontext wëll ech dann och déi wichteg Roll vum Zentrum fir politesch Bildung ënnersträichen. Eng informéiert Meenung ass d'Grondlag fir all seriö Diskussioun. A genee do setze si un. D'Bedeelegung hält am beschte Fall och net am Jugendalter op an duerno kënnen déi, déi dat wëllen, sech weider aktiv un der Politickgestaltung bedeelegen.

Op Gemengenniveau gesi mer, wéi d'Bierger direkt kënne mat abezu ginn iwwert d'Gemengekommissiounen, Biergerconsultatiounen, Informatiounsversammlungen oder am direkten Austausch mam Schäfferot. Initiative wéi d'Apéri'tours – ech kucken do mat engem gewëssenen Houfert op eis Kolleegin Lydie Polfer – sinn exzellent Beispiller dofir, wéi no Biergerpolitick tatsächlech ka sinn.

Ech gesinn, souguer den Här Baum ass erfreet driwwer, zumindest wann een a säi Gesiicht kuckt.

(Hilarité)

Duerch dee sougenannte „Placemaking“ ginn d'Bierger ...

Nee, Här Baum, dat mécht mech wierklech frou, dat stëmmt mech zefridden.

Duerch dee sougenannte „Placemaking“, wéi si dat hei an der Stad nennen, ginn d'Bierger direkt bei der Gestaltung vum ëffentleche Raum matagebonnen. Sou gëtt d'Participatioun konkreet an och sichtbar, visibel am Alldag. No enger éischter Reunioun – dat sot d'Madamm Polfer mer nach virdrunner –, an där alles genee opgeschriwwe gëtt, geet de Schäfferot zréck bei d'Bierger a seet dann herno och, wat ëmgesat ginn ass.

(Hilarité)

Här President, ech kommen zum Schluss.

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Si soen, wat ëmgesat ginn ass. Dat ass richteg.

M. André Bauler (DP) | Mee ëmmerhi gëtt eppes ëmgesat. Et gëtt och Gemengen, wou näischt ëmgesat gëtt.

Selbstverständlech si mer als Demokratesch Partei fir eng effikass a lieweg Biergerbedeelegung. Dat erméigleche mer, andeems mir déi Instrumenter, déi et scho gëtt – an ech hunn der eng Rei opgezielt –, stäerken, verbesseren an och d'Bevëlkerung dorobber opmierksam maachen. Fir eis ass et eebe wichteg, reegelméisseg Bilanz ze zéien, Forme vu Bedeelegung ze bewäerten a se gegeebenefalls och unzepassen. D'Biergerbedeelegung steet net am Kontrast oder an der Oppositioun zu eiser parlamentarescher a representativer Demokratie. Si ass eng noutwendeg Ergänzung. Et war eis och ëmmer en Uleies, fir mat de Leit dobaussen am Dialog ze bleiwen an hinnen nozelauschteren. Dat soll och weiderhin esou bleiwen. Deem hu mer och an de leschte Wochen als Demokratesch Partei versicht, Rechnung ze droen, zum Beispill op Diskussiounsowenter, wou mir am direkte Gespréich mat de Leit waren a wou hir Froen, Iddien a Kriticke matgeholl gi sinn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech begréissen, dass mer haut dës Debatt hei an der Chamber féieren. Ech muss awer soen, ech deelen och net dat düstert Bild, wat den Interpellant hei gezeechent huet. Ech gesinn et net esou, wéi wann nach net vill en place wär, wéi wann näischt geschitt wär. Et si schonn e puer Beispiller genannt ginn. Natierlech ass et wichteg, dass mer eis Demokratie weider ausbauen. Dat solle mer och maachen. Et soll een ëmmer erëm weider Efforte fannen. Et soll een ëmmer kucken, wéi een d'Leit nach ka méi abréngen. Mee, wéi gesot, ech deelen net déi Analys, déi Der hei gemaach hutt, wou Der alles esou schlecht gesitt.

Wat wichteg ass, an do sinn ech ganz bei Iech, ass, dass mer eeben d'Leit an all Walzyklus méi consideréiere wéi nëmmen d'Wielerinnen an d'Wieler. Dat heescht, dass se net nëmme sollen zielen, wa se an der Walkabinn sinn, mee och d'ganzt Joer iwwer. All déi Deeg dertëschent ass et wichteg, dass mer d'Leit abannen, dass mer hinnen d'Konzepter ginn.

Ech wëll och gären hei op e ganz rezente POLINDEX hiweisen, well mer eis jo alleguerten eens sinn, dass d'Demokratie wichteg ass. A wéi ech elo grad gesot hunn: Wichteg ass, dass mer d'Leit weider abannen. Et ass och wichteg ze gesinn, wéi d'Leit et da selwer empfannen. An aus dem POLINDEX geet ervir, dass d'Vertrauen an eis Demokratie ..., dat war 2004 nach bei 90 % an dëst Joer 2025 läit d'Vertrauen an eis Demokratie nach just bei 68 %. Een Drëttel hält d'Demokratie fir ineffizient. 35 % vun deene Jonken halen d'Demokratie fir keng gutt Staatsform, respektiv wëssen net genau, wat se sollen ukräizen. A 67 % vun eise Matbierger mengen, datt hir politesch Representanten – dat sinn also mir – sech net genuch fir hir Problemer interesséieren. A bei den auslännesche Residentë sinn dat souguer 71 %. Jo, dat muss eis ze denke ginn.

An enger Zäit, wou d'Leit sech ëmmer méi iwwert de Social Media an iwwert d'KI informéieren, wou och d'Mësstrauen an d'Politick, an d'Institutioun, ëmmer méi grouss gëtt a wou Populiste mat ganz einfachen Äntwerten op komplex Froe versichen ze splécken ..., grad an dësen Zäiten, an dëse Krisenzäiten, ass d'Bedeelegung de Schlëssel fir eng Verbesserung vun eiser Demokratie. An esou musse mer Weeër fannen, fir méi no beieneen ze kommen an net weider ze splécken. A virun allem ass et wichteg, dass mer hei op weider participativ Prozesser bauen.

An ech stëmmen och mengem Virriedner hei komplett zou, dass d'Participatioun net eréischt am Erwuessenenalter ufänkt, mee dass mer dofir solle suergen, eebe scho bei deene Klengen, altersgerecht Konzepter weider ze developpéieren. An do hutt Der jo och schonn eng ganz Rëtsch vu Projeten opgezielt, déi ganz gutt an der Praxis fonctionéieren, fir esou eebe schonn déi Kleng zu mündegen an och zu kritesche Bierger kënnen eruwuessen ze loossen.

Aus Meenungsëmfroe geet ervir, dass d'Leit sech gréisstendeels méi heefeg Biergerbedeelegunge wënschen. Si wëlle méi agebonne ginn a si wëllen och gäre méi kënne matschwätzen.

Mir, d'LSAP, gesinn an der Biergerbedeelegung ganz vill Avantagen, déi eis Gesellschaft definitiv no vir bréngen. Mat méi Biergerbedeelegung gi mer géint d'Demokratiemiddegkeet vir. D'Participatioun ass noutwendeg, fir d'Distanz tëschent de Bierger an den Institutiounen ze iwwerbrécken an eeben och erëm kënnen esou d'Vertrauen an d'Politick hierzestellen.

D'Participatioun ka grondsätzlech och eng méi héich Akzeptanz an der Bevëlkerung bewierken, virun allem bei politeschen Decisiounen, déi vläicht e bësse méi kriddeleg sinn. A mir gesinn d'Participatioun definitiv net als Brems, mee als en Turbo vun der Demokratie.

D'Participatioun bréngt eis, der Politick nei Iddien, nei Perspektiven. An dat ass heiansdo och ganz erfrëschend, fir an Dossiere weiderzekommen.

Eng staark Bedeelegungskultur stäerkt och dat gesellschaftlecht Wuelbefannen. Wann nämlech d'Biergerinnen an d'Bierger sech eescht geholl spieren, se wëssen, dass hir Iddie consideréiert ginn, dann droe si och dozou bäi, dass mer eng méi staark an och eng méi glécklech Community kënnen opbauen.

An dann natierlech och d'Geheimformel, an déi kenne mer alleguerten: Wat mer d'Leit méi fréi matabannen, wat mer se éischter informéieren, wat mer se éischter mat participéiere loossen, wat och herno manner Widderstand wäert entstoen.

Ech weess, dass beim Theema vun der Biergerbedeelegung oft Bedenken opkommen. Ganz gäre gëtt et och esou als e Moudetrend belächelt. „Et kascht ze deier“, heescht et dann, et wier ze zäitopwänneg, ze wéineg Leit géife participéieren an am Endeffekt géife just déi eenzel Partikularinteressen dominéieren.

Wat also maachen? Ben, wann een d'Vertraue vun de Leit erëm stäerke wëll, da muss ee virun allem mat hinnen éierlech sinn an et muss ee mat hinnen op Aenhéicht ëmgoen.

Am schlëmmste Fall ass d'Biergerbedeelegung just fir d'Galerie organiséiert, dat heescht, féiert virun allem dann zur Frustratioun vun alleguerten deene Leit, déi matgemaach hunn, déi sech engagéiert hunn an déi sech awer definitiv méi erwaart hunn.

Wéi een et net soll maachen, dat hu mer ganz rezent gesinn an der Consultatiounsdebatt zu de Pensiounen „Schwätz mat!“, déi sech herno als Scheindebatt entpuppt huet, nodeems jo d'ganzt Land opgefuerdert ginn ass matzemaachen, an och ganz vill Leit deem Appell jo nokomm sinn a participéiert hunn, wou dann awer schlussendlech d'Regierung eleng Decisioune geholl huet a gesot huet: „Jo, gutt dass mer driwwer geschwat hunn, mee eigentlech hu mer kee Mandat, fir eng Pensiounsreform ze maachen.“

Dat, Kolleeginnen a Kolleegen, ass definitiv e Beispill, wéi ee keng Biergerbedeelegung soll maachen! Well dann heescht et: „Déi douewen, déi douewen, déi maache jo souwisou, wat se wëllen“, an d'Konsequenz ass, dass d'Mësstraue méi grouss gëtt, respektiv d'Vertraue futsch ass.

D'Biergerbedeelegung ass kee Sens unique an d'Biergerbedeelegung kann erfollegräich sinn, wa se op Laangfristegkeet setzt. Dat confirméieren och Kommunikatiounsfuerscher.

Den Här Bauler huet grad d'Stad Lëtzebuerg als grousst Paradebeispill vun der Biergerbedeelegung genannt. Effektiv, de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg ass vill ënnerwee. Ech wëll just drop hiweisen, dass „informéieren“ nach net onbedéngt Participatioun bedeit. Et ass gutt, dass een iwwer Projeten informéiert, wann een Decisiounen hëlt. Mee dat eent ass „informéieren“ an dat anert ass „participéieren“, d'Leit am Virfeld consultéieren, matabannen.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech hunn Iech ni do gesinn an och nach kee vun de Conseilleren.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Watgelift?

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech hunn Iech ni do gesinn an och kee vun Äre Conseillere vun der Stad Lëtzebuerg. Vun der Stad Lëtzebuerg!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech sinn och net Member vum Stater Schäfferot. Et ass normal, dass ech net do nach deelhuelen.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, mee vu datt Der do sot, wéi et do géing goen, vu datt Der sot, wéi et do géing goen, da wier et gutt, wann ee vun Äre Leit dobäi gewiescht wier!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An ech wunnen och net an der Stad.

M. Franz Fayot (LSAP) | Et ass normal, dass mer net kommen, well et ass souwisou just wierklech eng fake Consultatioun.

(Brouhaha)

Mme Lydie Polfer (DP) | Kee vun Iech war do.

M. Tom Weidig (ADR) | Dach, ech war do. An dat ass och eng Propagandashow. Do ginn ech der Madamm Bofferding Recht.

(Brouhaha)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Gutt, ech kommen op mäi Punkt zréck.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir sinn hei net am Stater Gemengerot.

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Madamm Bofferding huet eleng d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech kommen op mäi Punkt zréck. „Informéieren" a „participéieren" ass net dat selwecht. Mee, Madamm Polfer, wou Der mech awer gesitt, dat ass a menger Gemeng. An d'Gemeng Diddeleng, déi ech och hei onbedéngt wëll zitéieren, well déi et e bëssen aneschters mécht ...

(Brouhaha)

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Wat mécht dann elo d'Gemeng Diddeleng ganz konkreet? Ben, et ass déi Gemeng hei am Land, déi fir d'éischt e Service vun der Démocratie participative agefouert huet.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | D'Gemeng Diddeleng huet e Biergerrot.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dëst Joer hunn d'Leit ganz aktiv um Kulturentwécklungsprogramm kënne mat participéieren. Dat heescht, hir Iddie sinn an dësen Entwécklungsprogramm mat agefloss. En anert Stéchwuert ass de Budget participatif. Och dat huet d'Gemeng Diddeleng an d'Weeër geleet, ...

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... wou d'Leit konnte konkreet Projeten areechen. Dëst Joer, mengen ech, sinn der fënnef Stéck zréckbehale ginn, wou eeben d'Leit hir Iddien aginn hunn. Wat ganz interessant ass, ass, dass dee Projet och vun der Uni Lëtzebuerg begleet gëtt, fir dass eeben do kënnen Experienze gesammelt ginn a fir et och herno deenen anere Gemengen zur Verfügung kënnen ze stellen.

M. Georges Engel (LSAP) | Esou geet Biergerbedeelegung.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | De Buergermeeschter vun der Stad Diddeleng ass hei, deem kënnt Der ganz gären herno Froe stellen, wann Der interesséiert sidd. Op alle Fall dat Wichtegst, ...

(Brouhaha)

... dat Wichtegst, ...

M. André Bauler (DP) | Et ass och eng Biergerfro.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... wat mer hei sollen zréckhalen, ass, dass, wann een et gäre wëll maachen, wann ee wëll d'Leit participéiere loossen, da geet et. D'Konzepter sinn do. Et ass eebe just heiansdo de politesche Wëllen, dee feelt. Mee op alle Fall d'Gemeng Diddeleng weist, dass et méiglech ass.

Als Inneministesch hunn ech mech och ganz vill mat der Biergerbedeelegung ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Bofferding, erlaabt Der, datt den Här Zeimet Iech eng Fro stellt?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Natierlech.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Madamm Bofferding. Ech wollt just froen: Kéint Der eis eng Kéier kuerz soen, wivill datt dee Biergerbedeelegungsbudget – oder vläicht kann de Buergermeeschter vun Diddeleng drop äntwerten – am Volume vu sengem Budget ausmécht a Prozenter?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech hu jo gesot, wann ee weider Froen huet, kann ee sech ganz gären un de Buergermeeschter wenden.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nee, et wär awer interessant, ze wëssen, vu wivill datt mer schwätzen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ma, ganz gäre kënnt Der Iech herno do zesummesetzen an dat do am Detail diskutéieren.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Majo, Madamm Bofferding, Dir hutt dat elo grad gelueft, da musst Der jo wëssen, wéi vill dat am Budget vun der Stad Diddeleng ausmécht.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An den Här Biancalana kann Iech nach ganz vill aner Tuyaue mat op de Wee ginn, wéi Dir et dann an Ärer Gemeng kënnt maachen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dir kënnt och den CSV-Buergermeeschter vun Esch froen. Deen huet nämlech vun Diddeleng kopéiert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Bon, ech géif deen zwar net grad als Beispill huele fir Participatioun a gudden Dialog. Mee gutt!

Mme Lydie Polfer (DP) | Mir haten dat scho virun zéng Joer!

M. André Bauler (DP) | A wat fir engem Modell si mir hei?

M. Fernand Etgen, Président de séance | Loosst Iech net duerjerneebréngen, Madamm Bofferding!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Wien hätt geduecht, dass esou eng Debatt iwwert d'Demokratie esou en Ënnerhalungswäert hätt? Mee gutt!

Ech kommen dann dorobber zréck an deene puer Minutten, déi mer nach bleiwen, well als deemoleg Inneministesch hunn ech mech och ganz vill mat der Thematik vun der Biergerbedeelegung auserneegesat, well eebe grad d'Gemengen déi ideal Plaze sinn, fir dat konkreet kënnen ëmzesetzen.

Ech hat och e Projet de loi deposéiert. Ech hunn nei Instrumenter, zousätzlech Instrumenter zur Biergerbedeelegung ausgeschafft, wéi dat kommunaalt Biergerinitiativrecht, inspiréiert um europäeschen Initiativrecht, esou wéi et och an eiser Constitutioun verankert ass.

Beim Referendum, och do hunn ech Upassunge virgesinn, wou ech deemools ënnerscheet hunn tëschent dem Referendum, dee vun de Leit ugefrot gëtt, an deem, dee vun de Gemengen, also vum Gemengerot lancéiert gëtt, wou ech et wichteg fonnt hunn, dass, wann eng Gemeng dohinnergeet an eng ganz konkreet Fro stellt an d'Leit do consultéiert, se sech dann och herno dee Moment un d'Resultat soll halen. Dat heescht, dass dat Resultat herno soll bannend sinn. Dat hunn ech och dee Moment am Projet de loi esou fixéiert.

Par contre, Här Goergen, Dir hutt virdrunner d'Fro gestallt, ob d'Regierung elo wëlles hätt, an Zukunft méi Referenden ze organiséieren. Ech muss soen, dass ech déi Fro e bësse komesch fannen, well u sech organiséiert ee jo e Referendum, well een e Sujet huet, well een eng ganz konkreet Fro huet. A fir elo einfach ze soen: „O, hutt Der wëlles, an Zukunft méi Referenden ze organiséieren?", ...

M. André Bauler (DP) | Dat ass awer wouer.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... franchement, dat fannen ech relativ populistesch. An ech fannen et immens schued, dass Dir de Referendum op dat reduzéiert. Et weist eigentlech, dass Der d'Instrument net wierklech verstanen hutt.

Eng aner Form vu Biergerbedeelegung, déi esou e richtege Boom erlieft a vun där mer och schonn héieren hunn, dat sinn d'Petitiounen. Mee och hei ass et wichteg, dass e Suivi garantéiert gëtt. Dat ass dat, wat och ëmmer d'Petitiounskommissioun selwer gesot huet. An dofir begréisse mer och – an ech gesinn, dass d'Presidentin mam Kapp wénkt –, d'Initiativ eebe vun der Kommissioun, dass elo muss e Suivi kommen, dass Der do e bësse méi streng gitt, dass Der nofrot, dass eeben och do Stellungname kommen, respektiv dass déi Debatt och net hei herno einfach am Sand verleeft. Ech mengen, dat ass ganz wichteg, dass dat och weider gemaach gëtt, an och eeben hei déi Biergerbedeelegung weider wëllen ze stäerken.

Mme Nancy Arendt (CSV) | Dat war och virdrun de Fall.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Fir dann eeben, wéi ech virdrunner gesot hunn, fir och weiderzekommen, fir nach nei Formater ze fannen, proposéiere mir, d'LSAP, e Biergerrot. Dat ass esou eng Aart Chamber vun de Citoyens, esou eng permanent Struktur, déi eis legislativ Aarbecht soll guidéieren. Mir kéinten eis virstellen, dass hei zoufälleg gelouste Bierger kéinten an dësem Forum reegelméisseg zesummekommen an iwwer ganz grouss Dossieren diskutéieren, Dossieren, déi de Leit grad ënnert den Neel brennen, zum Beispill d'Pensiounsreform. Si kéinten op Experten zréckgräifen, se kënnen do och vun der Uni begleet ginn, Konsensvirschléi maachen. Dat ass fir eis eng Pist, déi mer onbedéngt solle goen, fir eeben esou nach kënnen eis Biergerbedeelegung weider auszebauen.

Ech war och mat verschiddene Kolleege vun heibanne viru Kuerzem zu Eupen, wou mer eis dat ukucke gaange waren. Déi hu schonn esou e Biergerrot, sechs Joer, dee ganz gutt fonctionéiert, wou am Ufank och e bëssen esou Beréierungsängschte waren, wat se och ganz kloer gesot hunn, wou se net woussten, wou se géifen erauskommen, a mëttlerweil soen, dass dat eng absolutt Plus-value ass an dass se nëmme kënne recommandéieren, och esou eppes an anere Länner ëmzesetzen.

An duerfir deposéieren ech, Här President, och d'Resolutioun am Numm vun der LSAP, well mer gären der Chamber wëllen en Optrag ginn, zesumme mat der Cellule scientifique esou e Konzept emol auszeschaffen. D'Cellule scientifique, déi jo schonn erwäänt ginn ass, déi huet hei wierklech eng wonnerbar Aarbecht geleescht a wierklech ganz vill Viraarbecht hei geleescht, vill Recherche gemaach, a selwer och eng ganz Rëtsch Recommandatioune matginn.

Duerfir nach eng Kéier der Madamm Welfring merci, fir déi Initiativ, déi Der geholl hutt. Heirunner solle mer eis inspiréieren, fir eeben ze kucken, wéi esou eppes kéint ausgesinn.

An an der Resolutioun si mer elo manner streng wéi den Här Goergen. Mir wëllen einfach emol gären e Konzept, dass dat op d'Bee gestallt gëtt. An dat soll dann innerhalb vu sechs Méint ongeféier dem Büro virgestallt ginn, fir eeben ze kucken, wéi een dat da kann herno hei der Chamber ënnerglidderen.

Wichteg ass just, dass mer net alleguerten ëmmer soen: „D'Demokratie ass wichteg a mir mussen d'Leit abannen", mee dass mer och wierklech hei weider Forme fannen. An dofir eeben dës Resolutioun, wou mer fuerderen, dass mer eeben a Richtung vun engem Biergerrot ginn.

Voilà! Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– notant que des sondages d'opinion realisés au Luxembourg montrent que 73 % des citoyens sont favorables à un recours plus fréquent à des assemblées citoyennes portant sur d'autres thématiques que le climat ;

– notant également les modèles éprouvés de démocratie délibérative permanente dans plusieurs pays européens, notamment le dialogue citoyen permanent en Communauté germanophone de Belgique depuis 2019, les commissions délibératives de la Region de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne, les conseils citoyens du Vorarlberg en Autriche depuis 2006, les Bürgerräte allemands organisés par le Bundestag depuis 2023, et les conventions citoyennes organisées par le Conseil économique, social et environnemental en France ;

– notant en outre le succès du système des pétitions publiques de la Chambre des Députés ;

– rappelant également les expériences positives du Klima-Biergerrot et du Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050, qui ont demontré la faisabilité et la valeur ajoutée des assemblées citoyennes délibératives au Luxembourg ;

– considérant l'évaluation scientifique du Klima-Biergerrot et du Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050 par l'Université du Luxembourg, qui recommande notamment : la garantie d'un suivi transparent des contributions, l'intégration des résultats dans les politiques publiques à travers des mécanismes formels, la professionnalisation de l'encadrement des démarches participatives, et la mise en place de formats plus continus et ancrés dans le temps ;

– considérant également la note de recherche scientifique n° 051 de la Cellule scientifique de la Chambre des Deputés du 28 octobre 2025 intitulée « La participation citoyenne peut-elle être institutionnalisée ? Étude de la faisabilité d'un dispositif délibératif permanent à l'échelle nationale au Luxembourg », qui examine la faisabilité d'un mécanisme de participation citoyenne institutionnalisé ;

– reconnaissant la nécessité de renforcer la confiance démocratique et d'innover le dialogue entre citoyens et institutions, tout en respectant le principe fondamental de la démocratie représentative consacré par l'article 2 de la Constitution,

décide

– de charger l'administration de la Chambre des Députés, en collaboration avec la Cellule scientifique, d'élaborer un concept détaillé pour la création d'une Chambre des Citoyens, dispositif délibératif permanent, à soumettre au Bureau de la Chambre des Députés dans un délai de six mois ;

– que ce concept s'inspirera des meilleures pratiques internationales identifiées dans la note de recherche scientifique n° 051, notamment du dialogue citoyen permanent en Communauté germanophone de Belgique, telles que :

• une sélection des participants par tirage au sort stratifié parmi la population résidente, garantissant la représentativité sociodémographique ;

• un cadre délibératif de qualité avec facilitateurs professionnels, appui scientifique pluraliste et sélection des experts ;

• des mécanismes de suivi clairs et transparents, par exemple la présentation des recommandations en séance plénière ou en commission avec participation citoyenne, l'obligation de réponse motivée du Parlement ou du Gouvernement, et une réunion de suivi un an après ;

• la possibilité d'une articulation avec le système des pétitions publiques existant, permettant qu'une pétition ayant recueilli le plus de signatures puisse faire l'objet d'une délibération approfondie au sein de la Chambre des Citoyens ;

• un mécanisme d'évaluation continue et indépendante par des équipes universitaires ;

– d'associer la Cellule scientifique de la Chambre des Députés et l'Université du Luxembourg à l'élaboration de ce concept, afin de garantir sa conformité aux standards scientifiques et aux meilleures pratiques européennes en matière de démocratie délibérative.

(s.) Taina Bofferding, Dan Biancalana, Paulette Lenert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, de Mikro ass fir Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech hunn elo hei nogelauschtert. Ech hunn iergendwéi d'Gefill kritt, dass een hei probéiert, iergendwéi esou laanscht dat Theema Referendum ze schläichen, andeems een nei participativ Méiglechkeete proposéiert. An dobäi ass de Referendum jo awer eppes, wat hei am Land och elo heiansdo benotzt gëtt, wéi zum Beispill elo viru Kuerzem och an der Gemeng Ierpeldeng. An esou wéi et och virgesinn ass bei enger eventueller Fusioun vun de Gemengen aus der Nordstad, wou jo dann de Referendum benotzt gëtt.

Firwat gëtt en op anere Plazen net benotzt? Dat ass eng gutt Fro. Ech probéieren, hei op déi Punkten anzegoen.

Demokratie heescht d'Herrschaft vum Vollek. Konkreet bedeit dat, dass d'Majoritéit vum Vollek decidéiert. Dat geschitt meeschtens iwwer Walen, wou d'Leit hir Representantë wielen, déi dann hir Interesse vertrieden. A méi seele geet et awer och iwwer e Referendum.

Et heescht, och Meenungen ze akzeptéieren, déi ee selwer net deelt. Et heescht, d'Meenungsfräiheet ze akzeptéieren an ze promouvéieren. An Demokratie heescht och, deenen aneren nozelauschteren, dem Wëlle vum Vollek nozelauschteren an dem Vollek och d'Méiglechkeet ze ginn, säi Wëllen auszedrécken.

Dee leschte Referendum war 2015. Hätt d'Regierung 2015 kee Referendum gemaach, dat wësse mer alleguerten, da wier et e Jo zum Auslännerwalrecht ginn. Well 2015 waren all déi sougenannten „entscheedend Kräften" hei am Land, oder wéi wëllt Der et nennen, Establishment – et ass och deemools geschwat gi vun den Elitten – fir de Jo. D'Regierung, fënnef Parteien, d'DP, LSAP, déi gréng, déi Lénk, d'Piratenpartei, d'Journalisten an d'Meedien alleguerte ware fir de Jo. D'Gewerkschafte ware fir de Jo, ausser d'CGFP, déi war fir den Nee. D'Patronatsvertriedunge ware fir de Jo, d'Wirtschaftsleit, d'Leit aus der Kulturzeen, d'Kierch an natierlech e ganz grousse Deel vu sougenannten „Netregierungsorganisatiounen", déi awer alleguer vun der Regierung finanzéiert ginn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, erlaabt Dir, datt den Här Zeimet Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här Keup. Ech war elo e bëssen iwwerrascht, Dir sidd elo séier driwwer ewech gaangen. Dir hutt gesot, wann de Referendum net gewiescht wier, da wier d'Auslännerwalrecht komm. Ech froe mech, wéi Der zu där Konklusioun kënnt kommen, well dofir brauch een eng Zweedrëttelmajoritéit an der Chamber. Dofir froen ech mech, wéi Der op déi Rechnung kommt – mir schwätze jo hei an Hypotheesen, dat soll een eigentlech net maachen, där historescher – ,wéi Der zu där Konklusioun kommt, datt d'Auslännerwalrecht komm wär, wann dee Referendum net gewiescht wär.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech sinn där fester Iwwerzeegung, ech mengen, d'CSV ass deemools ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat war ...

M. Fred Keup (ADR) | ... dunn an d'Campagne gaangen an huet gesot ... Wéi huet se gesot? „Gitt gutt informéiert an d'Wallokal!" An dat war e bëssen eng Wischiwaschi-Positioun. An ech mengen, wann de Referendum net komm wier, da wier dat dote warscheinlech och mat der CSV esou duerchgaangen. Ech mengen net ..., oder sot mir de Contraire, da sot Der, d'CSV hätt deemools ganz sécher géint en Auslännerwalrecht gestëmmt hei an der Chamber!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech kann Iech just soen, datt d'CSV-Positioun deemools, wann ech mech ganz gutt erënneren, an deem do Punkt net déi war, datt ee fir d'Auslännerwalrecht wier. Dofir wonneren ech mech iwwer Är Ausso, déi Der esou hei gemaach hutt, well si ass historesch gesi falsch.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Laurent Zeimet (CSV) | A si ass och verfassungsrechtlech falsch, well Der net gesot hutt, datt een eng Zweedrëttelmajoritéit an der Chamber dofir gebraucht hätt.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ok, da wier et eng Majoritéit awer da ginn derfir, esou wéi mer et dann och iwwerall an der Gesellschaft héieren hunn.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här Keup, pardon, mee et war keng Majoritéit derfir.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dat kënnt Der elo net esou soen, dat kënnt Der hei net esou behaapten!

M. Fred Keup (ADR) | Also ech si fest dervun iwwerzeegt, wann déi Campagne net ugaange wier mam Auslännerwalrecht, da wiert Dir derfir gewiescht. Ok, do kënne mer driwwer spekuléieren, et ass an der Rei. Ech hunn dann eebe meng Meenung an Dir hutt Är Meenung.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nee. Dir spekuléiert, mir wëssen!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, et waren der och ganz vill vun Iech deemools fir d'Auslännerwalrecht. Zum Beispill och d'CSJ an och aner Kolleege vun Iech hu sech do derfir ausgeschwat. Ech misst dat nokucken, wien dat alles war. Mee dat war esou. Esou einfach war et net!

Sou. Wat ass tatsächlech geschitt? Geschitt ass, dass e Referendum ofgehale ginn ass, d'Bierger si gefrot ginn, d'Vollek huet ofgestëmmt an eraus koum: 80 % géint d'Auslännerwalrecht!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Nëmmen 20 % wollten en Auslännerwalrecht, wat also complètement den Opposé war vun deem, wat mer an der ganzer Campagne, an de Meedien an esou weider, héieren hunn.

D'ILRES hat virausgesi plus/minus 50:50. Dat war ee Mount virum Referendum. Et ass awer schliisslech 80:20 ginn. Do gesäit een och, wéi si kënne falsch leien. Et war en Héichpunkt vun der Demokratie, wou d'Bierger ganz kloer – net knapp, ganz kloer! – hir Meenung gesot hunn, wéi se wëllen hiert Land hei gestalten.

Dëst demokratescht Resultat gëtt bis haut ëmmer erëm kontestéiert. Als direkt Reaktioun dorobber koum eng Ofschwächung vum Niveau vum Lëtzebuergeschen, deen ee brauch, fir Lëtzebuerger kënnen ze ginn.

An der neier Verfassung gesäit de Moment en Artikel vir, dass e Referendum kann organiséiert ginn, wou och d'Auslänner kënne mat ofstëmmen, wat och dat Resultat vun 2015 a sengem Grondsënn net respektéiert. An et sinn och ëmmer erëm Leit, déi fuerderen, dass de Referendum vun 2015 net akzeptéiert gëtt.

An ech mengen, fir eis ass et ganz wichteg als ADR fir ze soen: Respektéiert de Bierger! Hutt d'Vertrauen an de Bierger! D'Demokratie ass, datt de Wieler entscheet, wat e gären hätt. An d'Meenung vum Vollek ass dat, wat et ze maache gëlt. D'ADR ass fir méi Demokratie, fir direkt Demokratie, wou all d'Bierger participéieren a matdecidéieren an dann och entscheeden, wat hei am Land geschitt.

Versprach gi war e Referendum iwwert déi nei Verfassung virun e puer Joer. Walprogramm 2018, d'CSV: „Vor dem ersten verfassungsrechtlichem Votum wird der Verfassungstext in regionalen Diskussionsrunden mit den Bürgern erörtert und durchdiskutiert. [...] Dieser Text wird danach den Bürgern in einer Volksbefragung (Referendum) vorgelegt."

Une voix | Genau.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass net geschitt. D'DP versprécht an hirem Walprogramm: „Die vier größten im Parlament vertretenen Parteien" – deemools ware mir nach keng dovun – „tragen diesen Text mit und haben sich für ein Referendum während der nächsten Legislaturperiode ausgesprochen." Versprieche gebrach!

D'LSAP: „Anstelle einer zweiten Lesung soll der neue Verfassungstext allen stimmberechtigten Bürgern anschließend nach breiter öffentlicher Diskussion zur Abstimmung per Referendum vorgelegt werden" – ass och net gemaach ginn!

An déi gréng och: „Deshalb ist es wichtig, die Reform unserer Verfassung zügig abzuschließen und per Referendum den Bürgern [...] zur Abstimmung vorzulegen." Hu se net gemaach!

M. Ben Polidori (LSAP) | Sot Dir mol, wat Dir de Leit ëmmer zielt, ob Dir alles maacht!

M. Fred Keup (ADR) | Wou, wat, wéi?

(Hilarité)

Ech héieren iergendwéi eng Stëmm hei, ech weess net, wien et ass.

Den Alex Bodry: „Ich glaube, dass es im 21. Jahrhundert normal sein sollte, dass neben dem Parlament auch die Bürger über ein neues Grundgesetz abstimmen dürfen." An esou weider an esou fort.

Ech hunn hei Zitater vum Claude Wiseler: „D'CSV ass dofir, datt no den Europawalen e Referendum iwwert d'Verfassung gemaach gëtt."

Une voix | A jo.

M. Fred Keup (ADR) | An dann nach hei: „Claude Wiseler [...] und Alex Bodry [...] halten jedoch prinzipiell an der Idee eines Referendums fest. Auch Claude Adam [...] und Simone Beissel [...] sind nicht dagegen, sind aber skeptisch, was den Ausgang angeht."

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir hunn erëm en neien Zitatenonkel.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei wannechgelift, e bësse méi Andacht heibannen!

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | An dat ass dann ... Jo.

M. André Bauler (DP) | Mir sinn awer net an enger Kapell.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, Här Paschtouer.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | A skeptesch ware se, wat den Ausgang ugeet. An dat war dann och de Grond, firwat et net zu deem Referendum komm ass, deen déi Parteien allegueरte versprach hunn: Well se Angscht hate virum Resultat, well se Angscht hate virun der Meenung vun de Bierger a well se iwwerzeegt waren, oder gefaart hunn op d'mannst, dass d'Resultat dann net deem géif entspriechen, wat si wollte maachen. An duerfir hu se da léiwer geduecht: Da froe mer d'Wieler net, da maache mer et selwer, da wësse mer och, wat kënnt.

An dat ass e bëssen de Punkt, deen och den Här Goergen scho gesot huet hei, datt d'Leit eeben d'Vertrauen an d'Demokratie an hei och an d'Parlament an an d'Parteie verléieren. Dat wësst Dir och.

E Referendum ass immens wichteg, well en de Virdeel huet, dass de Bierger geheim an anonym a fräi säi Kräiz an enger Kabinn ka maachen. An dat ass dee groussen Ënnerscheed zu engem Biergerrot, wou Der Iech musst ëffentlech äusseren zu eppes an engem Grupp a wou Der musst Är Meenung esou präisginn. A fir richteg Demokratie huet een eebe grad dee Prinzipp erfonnt, dass d'Kräizer geheim, anonym a fräi gemaach ginn, fir dass keen duerno ka wéinst senger Meenung ënnerdréckt ginn oder Repercussioune muss fäerten. Ee Bierger, eng Stëmm, dat ass richteg Demokratie!

Mir kucken d'Beispill an der Schwäiz. Mir hunn dat schonn héieren hei. An an der Schwäiz ass e fantastesche System, wou een aktuell 100.000 Ënnerschrëfte brauch, fir e Referendum ze forcéieren. Op d'Lëtzebuerger Populatioun erofgerechent bräicht een zu Lëtzebuerg 7.500 Ënnerschrëften an da misst e Referendum organiséiert ginn. 7.500 Ënnerschrëften! Dat ass proportionell gesinn de Seuil, dee se an der Schwäiz hunn, an da muss e Referendum organiséiert ginn!

Mir haten an de leschte fënnef Joer 44 Referenden an der Schwäiz. Dee leschten elo nach e Sonnden, do ass et ëm eng Ierfschaftssteier gaangen, déi ofgeleent ginn ass. An d'nächst Joer wäert iwwregens e ganz interessante Referendum an der Schwäiz sinn, dat ass déi sougenannten „Nohaltegkeetsinitiativ" fir eng nohalteg Schwäiz, wou gefuerdert gëtt, datt déi net méi wéi 10 Milliounen Awunner am Joer 2050 dierft hunn. Dat wieren ëmgerechent op Lëtzebuerg 800.000 Awunner am Joer 2050. An dat ass och dat, wat mir hei wäerten an den nächste Méint eng Kéier proposéieren: Fir e Referendum ze maachen iwwert d'Zukunft vum Land, wou all d'Bierger da kënne matschwätzen.

An et ass ganz kloer esou, dass d'ADR ëmmer ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, Dir musst esou lues zu Ärem Enn kommen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Här President. D'ADR wäert ëmmer derfir sinn, fir all d'Bierger ze froen, fir d'Bierger mat anzebezéien, fir richteg Demokratie, fir direkt Demokratie. An domadder ass d'ADR sécherlech déi demokrateschste Partei hei, déi mer hunn.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An elo wier et un där honorabeler Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also, ech denke, mat deem leschte Saz ka kee Mënsch heibannen, ausser vläicht d'Vertrieder vun der ADR, d'accord sinn, well et ass grad ...

M. Fred Keup (ADR) | Ech kann Iech och soen, wéi eng déi ondemokrateschsten ass, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass grad wéinst Parteie wéi Ärer Partei – hei am Land vläicht nach e bësse manner, mee an anere Länner –, datt mer ganz vill, och hei am Haus schonn an deene leschte Méint, iwwert d'Risike fir d'Demokratie diskutéiert hunn. Et ass grad wéinst Parteie wéi Ärer, déi op Spaltung aus ass, déi drop aus ass, mat ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat sinn déi gréng, Madamm Tanson!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... populisteschen Deklaratiounen ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat sinn déi gréng.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här President, däerf ech schwätzen?

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dir däerft schwätzen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | An Dir hutt eleng d'Wuert an den Här Keup huet net d'Wuert fir de Moment!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President, jo. Et si grad eebe Parteie wéi Är, déi spalten, déi mat Falschinformatioune verfueren, déi e grousse Risiko fir eis Demokratien duerstellen. Mir haten och dowéinst hei virun e puer Méint op Demande hi vun der DP eng large Debatt, wou mer dee Constat gemaach hunn, wou mer gesot hunn: Et ass e Problem! Mir musse kucken, eis Demokratien ze stäerken, eis Institutiounen ze stäerken. D'Chamber huet eis Cellule scientifique och mat engem Stresstest beoptraagt, op Initiativ hi vum President a vun der Conférence des Présidents. An eigentlech fannen ech et jo iergendwéi schonn e bizarrë Constat, dass mer ëmmer erëm soen: „Mir hunn e Problem, mir hunn Demokratieverloscht." Mir hunn e Vertrauen, virun allem an eis demokratesch Institutiounen! Dat ass do. D'Madamm Bofferding huet virdrun d'Ziffere vun der POLINDEX-Etüd genannt. A mir wëssen, dass leider aktuell a ganz Europa a weltwäit verschidde Parteie probéieren, d'demokratesch Institutioune vu banne futti ze maachen.

An dann ass d'Fro: Wéi gi mer domadder ëm? Fillt der Iech dann ugesprach? Wéi gi mer domadder ëm? Kucke mer einfach no? Mir maachen dee Constat a mir soen: „Et ass an der Rei." Dann diskutéiere mir doriwwer a mir diskutéieren doriwwer. Oder probéiere mer wierklech, no Léisungen ze sichen? An eng Léisung, déi kloer identifizéiert ass, ass déi, dass een d'Bierger méi abënnt.

Natierlech si mir gewielte Vertrieder, Här Zeimet, ech si ganz bei Iech. A mir hunn eng wichteg Roll, a mir sollen eis och selwer seriö huelen. Ech muss awer feststellen, dass dat leider am Alldag net ëmmer de Fall ass. Wann et drëms geet, d'Institutioun vum Deputéierten ze stäerken an zum Beispill ze soen: „Mir si kee Mi-temps-Deputéierten, mir sinn e Vollzäit-Deputéierten", da kréie mer hei an deem Haus keng Majoritéit zesummen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann et drëms geet, Question-urgenten ze traitéieren, déi awer wierklech an der Press sinn, wéi elo d'Fro mam Sportsmusée, déi awer net anodine ass, wa mer déi gären hei an der Plenière wëllen diskutéiere mat dem zoustännege Minister, amplaz just d'Artikelen an der Zeitung ze gesinn, da gëtt dat refuséiert. Wa mer froen, fir Dokumenter vun der Regierung ze kréien, da musse mer op d'Geriicht goen, fir se da schlussendlech ze kréien. A wa mer se kréien, dann ass alles ënnert dem Secret.

Dat heescht, nee, Här Zeimet, ech sinn net mat Iech d'accord, dass heibannen eist Verständnis vun eiser Funktioun, vun der Kontrollfunktioun vun der Regierung, fir Impakt ze huelen op Decisiounen, déi geholl ginn, dass mer dat ëmmer esou seriö huelen, wéi mer et misste maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass en Deel och vun där Fro: Wat ass Politick? Wat ass d'Vertraue vun de Bierger an de Biergerinnen an eis Politick?

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A mir sinn der Meenung, dass et extreem wichteg ass, d'Bierger an de Prozess matanzebannen, grad an deenen Zäiten, an deene mer elo sinn. An eent vun deenen Instrumenter ass de Biergerrot.

D'Joëlle Welfring – dat ass glécklecherweis vun e puer Leit haut ernimmt ginn – huet effektiv deen Optrag un d'Cellule scientifique ginn. Mir hunn och eng Demande, Här President vun der Institutiounskommissioun, dass mer dat sollen do mol fir d'éischt eng Kéier zesummen debattéiere fir ze kucken: Wat sinn déi Konklusiounen, déi mer dorauser kënnen zéien? Well et ass héich interessant, wat d'Cellule scientifique schreift. Si seet notamment och, dass Lëtzebuerg sech ganz gutt géif prêtéieren dofir, an dass et wichteg ass, dat wëssenschaftlech ze begleeden.

A mir haten an der leschter Legislaturperiod, den Här Bauler ass drop agaangen, schonn esou Instrumenter, wou d'ailleurs de viregte Premier gesot huet, ënner anerem, dass de PNEC elo e Plang wier vun a fir d'Mënschen, well en zesumme mat de Leit diskutéiert gouf. An ech wier frou, wann een dat net géif verweisen.

Eppes aneschters awer, wat wierklech wichteg ass a wat ech haut, ausser aus deem ganz rietsen Eck, net héieren hunn, dat ass: Mir sinn e Land, wou iwwert d'Hallschent vun der Bevëlkerung oder quasi d'Hallschent vun der Bevëlkerung net d'Walrecht huet national. An d'Fro stellt sech jo ëmmer: Wéi banne mer déi Leit an an eise Prozess?

Et war e Referendum, dat ass richteg, deen ass mat enger ganz grousser Majoritéit verworf ginn. Nee, et wäert net geschéien iwwer e Walrecht, op alle Fall net an nächster Zukunft. Dann ass d'Fro: Wéi maache mer et dann? Ignoréiere mer déi Leit? Kucke mer, ob et vläicht verschidden Organer gëtt, déi da consultativ fonctionéieren, déi méi oder manner gutt fonctionéieren? Kucke mer just op d'Gewerkschaften, déi da gelauschtert ginn, wa se op d'Strooss ginn, Här Premierminister? Oder probéiere mer nach aner Weeër, fir déi Leit mat anzebannen?

An och do ass zum Beispill e Biergerrot e ganz wichtegt Instrument, well een nämlech kann iwwert dee Wee kucken, Leit mat anzebannen, déi net vun engem Walrecht kënne profitéieren.

An dat selwecht gëllt och fir de Gemengenniveau. Et ass ugeklongen. Dat ass jo deen Niveau, wou eigentlech déi Decisioune getraff ginn, déi am noosten un engem sengem Alldag sinn: Doriwwer, wéi ee sech beweegt do ronderëm, wou ee wunnt, wéi den ëffentleche Raum gestalt ass, wéi d'Gebaier installéiert ginn an esou weider. An do gëtt et jo och déi Initiativ vun der Madamm Bofferding, fir do weiderzekomme bei de Referenden, bei der Biergerbedeelegung op lokalem Niveau.

Mir wieren d'ailleurs frou, wann dee Projet mat genau där selwechter Vehemenz géif weidergedriwwe gi wéi verschidden anerer, wéi zum Beispill de Platzverweis vum Inneminister, deen op vill kritesch Avise gestouss ass.

Duerfir, mir denken, mir hunn nach ganz vill Potenzial hei am Land, fir eis demokratesch Participatioun ze stäerken. Dat ass keen Afrostelle vun eiser Roll als Chamber. An dat ass och net dat selwecht, wéi wann ee bei d'Péitenger Lokalsektioun geet. Well do héiert ee jo dann awer nëmmen en Deel vun der Gesellschaft. Et geet jo grad drëm, och déi Leit ze héieren, déi een normalerweis net héiert. Et geet jo grad drëm, net just seng eege Parteimemberen nozelauschteren, net just eis an eisem Mikrokosmos nozelauschteren.

De Premierminister huet kierzlech an engem Radiosinterview gesot, e géif gär méi op den Terrain goen, well e wier e Bürosmënsch. Majo, dat hei ass zum Beispill och e gudden Outil. Do kënnt Der an Ärem Büro sinn an da lauschteren, wat déi Leit do decidéiert hunn, zesummen, wa se an engem Biergerrot zesummen e ganz komplexen Dossier traitéiert hunn, informéiert gi sinn, sech zum Beispill och konnte mat Wëssenschaftler ausenanersetzen, fir en Dossier opzeschaffen.

An et ass d'ailleurs och e gutt Instrument, wann zum Beispill, wéi beim Pensiounsdossier, iwwert deen eigentlech kee Wuert am Walprogramm, an de Walprogrammer, verluer gaangen ass, da gesot gëtt: „Mir mussen elo hei agéieren!", fir dann hinzegoen an ze soen: „Kommt, mir bannen d'Leit breet an!" Dat geschitt net. Den Usaz war do. Mee déi Plattform „Schwätz mat!" kann ee wierklech net als richteg Biergerparticipatioun gëlle loossen. Dat war éischter „außer Spesen nichts gewesen". Et war éischter eng Twitter-Participatioun, well en fin de compte hutt Dir de Leit e bëssen d'Wuert ginn, wou se konnten op engem hyperkomplexen Dossier matschwätzen. An herno sidd Der heihinner komm an Dir hutt zwar Annoncë gemaach, déi eigentlech de Géigendeel vun deem waren, wann ee liest, wat do vu Remarken erakomm ass, vun deem, wat erakomm ass.

Dat ass net esou, wéi mir eis Biergerbedeelegung virstellen. An et ass effektiv och net, fir just eng Kéier ze lauschteren an dann eng aner Decisioun ze huelen. Et geet drëm, ganz konkreet an zilfürend mat de Leit zesummen zu Decisiounen ze kommen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Tanson. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir ass et effektiv, éierlech gesot, am Ufank e bësse gaange wéi dem Här Zeimet, wéi ech d'Demande gelies hunn, well ech mer geduecht hunn: Wou geet d'Rees hin?

D'Fro vu Referenden – jo, nee, wéi – ass am Fong eng, déi jo just um Schluss vun engem méi breet oder anescht opgestallte Prozess vun demokratescher Ausernanersetzung kéint stoen.

An zu Lëtzebuerg hu mer keng laang Traditioun vu Referenden. Et ginn e puer historesch Staate vu grousse Referenden, déi ofgehale gi sinn, mat Resultater, déi mer mol méi gefalen, mol manner gefalen. Mee dorëms geet et jo och net. Mir hunn am Géigesaz zu der Schwäiz oder verschiddenen amerikanesche Bundesstaaten déi Traditioun net; an deene Länner, Schwäiz oder Bundesstaaten, wou effektiv e puermol d'Joer – deelweis e puermol d'Joer – d'Leit ëm hir Meenung zu ganz spezifesche Sujete gefrot ginn.

Bei eis funktionéiert d'Demokratie ganz iwwert de representative Wee – mat alle Vir- an och mat allen Nodeeler dorunner. Mir kenne Referenden nach e bëssen op kommunalem Plang, wou et elo an der Lescht och eenzel Beispiller gi sinn.

Ech muss Iech éierlech soen, datt mir als Lénk e bëssen eng aner Konzeptioun vum Referendum hunn. Mir sinn och der Meenung, datt et e Mëttel ka si vun der demokratescher Abannung vu Leit, mee et ass den absolutte Schlusspunkt vun där Abannung. Et fänkt net domadder un. Et fänkt u mat Debatten. Et fänkt u mat Diskussiounen, déi wäit iwwert de Kader vun deem, wat mir hei maachen, mussen erausgoen.

Dofir hu mir och an där Propositioun vun eiser alternativer Verfassung och de Referendum virgesinn, mee deen, éischtens, vun de Leit invoquéiert gëtt, net wéi mer bis elo de Fall haten an och bei deem gescheiterte Referendum vu virun zéng Joer vun der Regierung. Well do riskéiert dat erauszekommen, wat erauskomm ass, nämlech: D'Leit ginn der Regierung eng Nott. Déi, déi mat hir averstane sinn, wann et en plus nach e puer Froe sinn, déi näischt mateneen ze dinn hunn, da soen d'Leit: „Tipptopp". A wann d'Leit mat der Regierung net averstane sinn, aus vläicht ganz anere Grënn, da soe se: „Nee".

E Referendum muss vun de Leit selwer aus kommen, vu Biergerkommiteeën, an anescht wéi bei Petitiounen, net vun iergendengem, deen iergendeng Iddi grad huet an op e Béierdeckel schreift an dat dann zur Debatt stellt. Mee et muss ee Kommitee sinn. Dat heescht, et muss schonn eng kollektiv Ausenanersetzung ronderëm ee Sujet sinn. Dat ass, mengen ech, eent vun den Elementer, déi ganz wichteg musse sinn: Et muss vun de Leit kommen an déi Leit musse sech och schonn iergendwéi am Virfeld organiséiert hunn, ausgetosch hunn, fir kënne wierklech Prozeduren anzeleeden.

Dat bedeit dann och, datt een eng demokratesch Dynamik entwéckele kann. Dat sinn och d'Konditiounen an deene Länner wéi an der Schwäiz oder an den amerikanesche Bundesstaaten, wéi kënne Referenden entstoen.

Mir hunn och an der Debatt ... Nodeems dann effektiv déi dee Moment véier gréisste Parteien 2021 gesot hunn: „Mir maachen awer kee Referendum bei der Verfassung", wollte mir d'Debatt dorëms awer net zoumaachen a mir hunn eng Iddi opgegraff, déi vu franséische Politologen entwéckelt ginn ass, nämlech déi vum Preferendum. Dat heescht, datt een och net eng Fro stellt: „jo/nee zu iergendengem hyperkomplexen Text", mee e Preferendum, wou ee Preferenzen erausheiert, wou ee weess: Wat sinn déi grouss Richtungen an déi d'Leit sech wëlle beweegen? Wat ass de Kader vun enger Gesellschaftsentwécklung – an e Verfassungstext ass dat –, dee mer wëlle gesinn? A wéi gesot: De Referendum selwer, ass ëmmer nëmmen dann um Enn vun esou engem Prozess!

A ganz am Ufank vun esou Prozesser sinn Initiativen, déi – an dat muss ee soen – déi lescht Regierung awer och zumindest ergraff huet, fir sech méi breet opzestellen, fir Froe méi déif an der Gesellschaft ze diskutéieren. Dat si Biergerréit, déi entwéckelt gi sinn, dat si Biergerkommiteeën, mat dem Nodeel, muss ee soen, datt se vun uewen erof als Iddi vun enger Regierung entwéckelt gi sinn. Et wier vill méi interessant gewiescht, wann dat den ëmgekéierte Wee gaange wier, Bottom-up. Mee ëmmerhin, d'Iddi ass: Et gëtt komplex Sujeten. A mir hätte gär, eis géif interesséieren, wa Leit sech mat engem Sujet ausenanersetzen, wat do Iddien an Entwécklunge sinn. An et sinn éischter positiv Erfarungen, déi an der leschter Legislaturperiod mat deenen dote Moyene gemaach gi sinn.

Duerfir war ech, ganz éierlech gesot, och relativ enttäuscht, wéi, mengen ech, an der alleréischter

Sëtzung vun der Institutiounekommissioun, de Regierungsprogramm vum Premierminister virgestallt ginn ass, wat de Volet Institutiounen ugeet, op Nofro hin, ech mengen, vun der Madamm Tanson – ech si mer awer net méi sécher –, wou si gefrot huet: „Wéi gesäit et da mat deenen Instrumenter aus an huet d'Regierung wëlles, esou Instrumenter an Zukunft weider ze benotzen?" An d'Regierung, beziehungsweis de Premier, huet deem eng Ofso ginn, deenen dote Instrumenter. A mer wëssen, duerch wat se ersat gi sinn, nämlech en Internetsite „Schwätz mat!" mat all deem, wat mer elo kennen, wat dobäi erauskomm ass.

Mir sinn awer och als Lénk der Meenung, datt d'direkt demokratesch Matbestëmmung just kann déi representativ Demokratie ergänzen. Et kann e weidert Element si vun engem Konzept vun Demokratie, wat iwwert déi representativ Demokratie erausgeet, wat se awer op kee Fall ersetze kann. An da si mer awer och bei der demokratescher Ausenanersetzung beim Parlament selwer, bei der Stäerkt vum Parlament. An do muss ech soen, do sinn ech, änlech wéi d'Madamm Tanson, net ganz beim Här Zeimet. Ech mengen, datt, wat eist Parlament hei zu Lëtzebuerg ugeet, ganz vill Sputt no uewen ass. A wann ech dat soen, da maachen ech eis alleguer hei net schlecht oder och mech selwer net schlecht, mee mir mussen awer wierklech zentral Froe kënnen ugoen.

An ech weess, Här Zeimet, Dir sidd ee vun deenen, déi och an der CSV de Courage hunn, eng eege Meenung ze hunn an déi och ze soen, an net nëmmen ee vun deenen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... deen, wéi anerer an anere Parteien och, wa se jeeweils an der Majoritéit sinn – dat betrëfft net nëmmen d'CSV, dat wëll ech awer och hei soen –, déi keng eege Meenung hunn.

(Hilarité)

Dat ass de Sënn an den Zweck vum Parlament. An eréischt da gi mer der representativer Demokratie gerecht: wann en Deputéierten, deen effektiv en Optrag vum Wieler kritt, och kann an däerf seng Meenung hei an der Chamber soen! An dat kann zu kontroversen an interessante politeschen Debatte féieren, déi eventuell och kënne fruchtbar sinn.

Ech ginn och net dorobber an, datt ech d'Gefill entretemps net lassginn, egal wéi eng Regierung grad un der Muecht ass, datt et am Interêt vun enger Regierung ass, fir e schwaacht Parlament ze hunn, wou d'Majoritéitsparteie virun allem derfir do sinn, fir Saachen duerchzewénken an hir Ministeren ze schützen, amplaz eng wierklech Debatt ze féieren. Och dat ass keen Alengstellungsusproch vun der CSV. Dat betrëfft ganz vill Parteien, dann, wa se jeeweils an der Regierung sinn.

Här President, en allerlescht Wuert: Direkt Demokratie a Matbestëmmung funktionéiert awer och nach eng Kéier anescht. An ee schéint Beispill dovunner, vu Matbestëmmung, hu mer den 28. Juni gesinn, wou 25.000 Leit hirem Häerz an hirem Verstand och nach Féiss ginn hunn an op d'Strooss gaange sinn, ...

(Interruptions)

... fir kënne matzebestëmmen – a mat Erfolleg, muss ee soen. Mat Erfolleg! Déi Matbestëmmung ass esou wäit gaangen – mir kennen d'Resultater –, datt vun deenen Aussoen, déi nach zwee Méint virdru gemaach gi si vum Premierminister, wat d'Pensiounsreform ugaangen ass, datt esou zréckgeruddert ginn ass, datt, ech mengen, de Premierminister haut nach ëmmer e Krämpchen am rietsen Aarm huet.

(Hilarité)

Här President, seng Stëmm ze erhiewen, an domat wëll ech ofschléissen, sech fir eppes anzesetzen, sech mat anere Mënschen a Beweegung setzen, si Méiglechkeeten, dëser empfonnter Muechtlosegkeet entgéintzekommen an eppes ze verhënneren oder, wéi et den 28. Juni de Fall war, eppes Besseres, eng aner Perspektiv kënnen ze schafen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Marc Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premierminister Luc Frieden.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech hu mech de Moie gefrot, well d'Theema vun dëser Debatt ass jo „Participation citoyenne par référendum", firwat dat iwwerhaapt eng Interpellatioun wär. Well eigentlech ass déi Fro, déi mer hei diskutéieren, eng ganz wichteg Fro iwwert d'Organisatioun vun eiser Demokratie. Et ass keng Interpellatioun, déi sech un d'Regierung riicht, mee et ass eng Fro, déi sech un d'Bierger allgemeng riicht a virun allem un d'Chamber fir ze froen: Wéi organiséiere mir d'Demokratie?

Fir mech ass déi bescht Definitioun vun der Demokratie, an déi kierzten, eigentlech déi vum Lincoln a senger berüümter Gettysburg-Ried vun 1863, wou e gesot huet: „D'Demokratie ass d'Regierungsform vum Vollek, duerch d'Vollek a fir d'Vollek." An dat ass dat, ëm dat et hei geet. Mir liewen an engem Regimm, gottseidank, vun der Demokratie, wou d'Muecht vun de Leit, déi am Land sinn, ausgeet. An da muss ee kucken, wéi een dat an enger Gesellschaft organiséiert.

Eist Land huet, wéi vill Länner an Europa, wéi déi meescht Länner an Europa, de Choix getraff, datt mer dat maachen duerch gewielte Parlamenter. An déi gewielte Parlamenter – an dat ass de Moien hei an den Interventiounen, mat Ausnam vum Interpellant a vläicht vum ADR-Vertrieder, ervirgaangen –, d'Parteie sinn am permanente Kontakt mat de Leit. An dat ass, firwat eis Demokratie och, a mengen Aen, gutt fonctionéiert, besonnesch an engem klenge Land wéi eisem.

Et begéint ee jo d'Leit all Dag. D'Parteie sinn d'Emanatioun vun dem Vollek. An et sinn d'Memberen, déi eis soen, wat se gutt a wat se net gutt fannen. Et sinn eis Memberen, eis Delegéiert, déi decidéieren, wat an d'Walprogrammer stoe kënnt. An e Koalitiounsprogramm entsteet nun eemol no Walen aus de Walprogrammer! Et ass jo net esou, wéi wann dat an enger totaler Abstraktioun géif geschéien.

Duerfir sinn ech der Meenung, datt d'representativ Demokratie eigentlech gutt fonctionéiert. A souguer wärend deene fënnef Joer ass et jo och net esou, datt een net mat de Leit schwätzt. All Deputéierte schwätzt permanent mat de Leit. Duerfir, mengen ech, solle mer de System vun der parlamentarescher Demokratie net a Fro stellen. Ganz am Géigendeel: Ech mengen e fonctionéiert gutt.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech hunn awer och de Moien hei héieren ... An, ech mengen, all déi Beispiller, déi genannt si ginn, déi ware ganz oft um kommunale Plang. An ech mengen, datt et do ganz oft vläicht déi bescht Plaz ass, fir eng Rei Punkten ze diskutéieren, déi direkt mam Bierger a Kontakt sinn an déi och vläicht méi einfach mat Jo a mat Nee ze beäntwere sinn.

Ech mengen, datt eng Biergerbedeelegung natierlech ganz utile ass, soss géif d'Demokratie jo guer net fonctionéieren. Mir liewe jo net an engem Tuerm lassgeléist vum Rescht vun der Gesellschaft! Mee d'Entscheedungsmechanismen, dat ass a mengen Aen, an den Ae vun der Regierung, d'Chamber um nationale Plang. Dat ass de Gemengerot um lokale Plang. Mee datt een um Wee dohinner d'Leit abënnt, jee no Sujet, dat schéngt mer noutwendeg, dat schéngt mer gutt ze sinn an dat gëtt och largement gemaach op eng informell Aart a Weis. An et kann ee selbstverständlech och kucken, fir dat op eng méi formell Aart a Weis ze maachen.

Firwat scheitert dat Formellt oft, notamment um nationale Plang? Dat ass a mengen Aen d'Fro vun der Representativitéit. Leit, déi sech abanne fir e Sujet, engagéiere fir e Sujet, wat extreem utile ass, wat och wichteg ass fir d'Meinungsbildung, ass dann nach d'Fro: Wéi representativ sinn déi Leit dann? Wéi ginn déi erausgesicht? An dat, wat déi Leit soen, wivill Leit representéiert dat? An dat ass, mengen ech, anescht an engem Parlament, wou d'Representativitéit aus Walen entsteet, un deenen all d'Bierger, déi d'Walrecht hunn, deelgeholl hunn.

Dann ass et och richteg, datt ee sech an enger komplexer Gesellschaft wéi eiser och d'Fro stellt, wat mer mat der Meenung maache vun all deenen, déi bei eis am Land wunnen an déi net d'Walrecht hunn. Ech mengen, datt do och notamment de Rôle vun de Chambre-professionnellë ganz wichteg ass, well déi méi e breet Electorat hunn. Mee et ass och wichteg, wéi mer kënne kucken, datt mer déi Leit an d'Meinungsbildung méi mat agebonne kréien. Dat ass en Theema, mat deem mer eis an Zukunft och nach méi mussen auserneesetzen, well et awer grad an eisem Land e ganz groussen Deel vun der Bevëlkerung ass.

D'Regierung huet an hirem Koalitiounsprogramm net virgesinn, datt mer géifen e permanente Biergerrot an d'Weeër leeden, mee mir hunn awer a verschiddenen Thematike scho virgesinn, datt mer géifen d'Bierger méi mat abezéien. Dat ass, wann ech de Regierungsprogramm kucken, bei verschiddenen Theeme ronderëm d'Schoul. Dat ass am Kontext vun der Klimapolitick. Dat ass um kommunale Plang. Mir gesinn dat jo och bei de Fusiounsdiskussiounen an esou weider. Ech mengen, op deene Beräicher solle mer virugoen.

D'Regierung plangt, kee Referendum an dëser Legislaturperiod der Chamber ze proposéieren, mee ech wëll nach eng Kéier soen: Et ass och net d'Kompetenz vun der Regierung, well et steet ganz kloer am Artikel 80 vun der Verfassung, datt d'Chamber decidéiert, a wéi enge Fäll e Referendum soll stattfannen. A wat ganz interessant ass, datt déi nei Verfassung do dräi Elementer berücksichtegt. Et ass: a welche Fäll, a welche Konditiounen an – interessant – mat welchen Effeten; well dat stoung net an der Verfassung virdrun am Artikel 51.

Well déi Effeten ... An dat ass genau dee Punkt, deen och den honorabelen Här Zeimet hei abordéiert huet, wéi en zréckgekuckt huet an d'Geschicht: Wat ass dann den Effet vun engem Referendum? Well effektiv hunn an der Geschicht Referende stattfonnt, déi net ëmmer berücksichtegt gi sinn. A ganz interessant fannen ech och nach ëmmer dee Referendum vun 1937, deen eigentlech stattfonnt huet, nodeem d'Chamber schonn e Gesetz gestëmmt hat. Dat heescht also, dat war eng Zort a posteriori Vott vun de Leit.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt een effektiv, wann een ee Referendum mécht op ganz wichtegen institutionelle Froen, déi een och ka mat Jo a mat Nee beäntwerten, dann och kuckt, wat d'Effeten dovunner

sinn, an den Zäitpunkt, wou een dee Referendum mécht.

Ech wëll och drop hiweisen, datt e Referendum eng grouss organisatoresch Saach ass. Et sinn nämlech Walen: Do muss ee Walbüroe maachen, do muss een ... Mir wëssen, wéi komplizéiert et ass, fir Chamberwalen ze organiséieren ..., organisatoresch komplizéiert ass. Dat kann een also och net all Méindegmoien organiséieren. Dat kann ee sécherlech vun Zäit zu Zäit maachen. Nach, mengen ech, ass et och wichteg, datt ee kann eng Fro stellen, déi einfach mat Jo a mat Nee ze beäntweren ass. An ech menge vill Froen, déi Dir heibannen diskutéiert, wichteger a manner wichteger, mee virun allem déi ganz wichteg, déi sinn esou komplex, datt et enorm schwiereg ass, se an d'Form vun engem Referendum eranzegéissen.

Et ass hei e puermol vun der Pensiounsreform geschwat ginn. Do ass eng breet Consultatioun geféiert ginn. Mee wéi ech Iech nogelauschtert hunn, hunn ech mech gefrot: Wéi hätt een dann d'Fro an engem Referendum bei enger Pensiounsreform gestallt? Ech mengen, datt dat ... Et fënnt ee vläicht Formullen, mee bei villen Theemen ass et ganz schwiereg, dat an engem Referendum ze maachen.

Duerfir, mengen ech, ass d'Chamber eng gutt Plaz, well d'Chamber ass déi, déi nolauschtert, deenen, déi se vertrieden. D'Chamber ass déi Plaz, wou an de Kommissiounen an och am Plenum, mee virun allem och an de Kommissiounen, eng exzellent an déifgräifend Analys vu komplexen Theeme gemaach gëtt. Dorauser entsteet dann eppes, wat herno heibannen diskutéiert gëtt a wat dann ofgestëmmt gëtt. An et ass um Wieler, fir dat da gutt ze fannen oder net gutt ze fannen. Dat ass d'Stäerkt vun der Demokratie.

D'Demokratie ass eppes Superes. Mir solle se dauernd verbesseren. Mir sollen eis och Froe stellen, effektiv, wéi och verschidde Riedner et hei gemaach hunn, firwat d'Leit déi representativ Demokratie haut vläicht manner gutt fannen, wéi virun enger Rei Joren. Ech géif dat och gäre selwer besser verstoen, mee ech fannen um Dag vun haut keng aner Systemer, déi besser si wéi d'Demokratie. Duerfir solle mer zesumme kucken, wéi mer se nach kënne weider verbesseren.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | A jo, d'Consultatioun, notamment um lokale Plang, d'Abanne vun de Bierger, notamment um lokale Plang, ass wichteg. Mee d'Entscheedung muss herno representativ sinn. An duerfir, mengen ech, solle mer eis gemeinsam Iddie maachen, wat een nach ka verbesseren.

Mee op d'Fro hin, déi vum Interpellant gestallt ginn ass: Et ass kee Referendum an dëser Legislaturperiod vusäite vun der Regierung geplangt. Mee d'Chamber ass souverän an där Fro.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Premierminister. Nach Parole après ministre fir d'Madamm Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Den Här Premierminister huet elo just gesot, datt vill vun deenen Initiativen iwwert d'Participation citoyenne vun de Gemenge géifen ausgoen.

Une voix | Très bien!

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech wëll doropshin ee Wuert just soen, well virdrun esou ganz desagreabel a falsch Saache gesot gi sinn iwwer eng Initiativ, déi d'Stad Lëtzebuerg d'lescht Joer an dëst Joer ënnerholl huet.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An net méi spéit wéi de Moie krute mer als Gemeng eng E-Mail vun enger Madamm gescheckt, déi ons Merci seet – an ech liesen Iech et vir, et ass ganz kuerz –, well eppes, wourop se ons opmierksam gemaach hat an den Apéri'touren, wou e Problem war, dat ass gëschter an d'Rei gemaach ginn.

An du schreift d'Madamm eis haut: ...

(Interruption et hilarité)

Jo, dat kann Iech elo gefalen oder net. Mir gefält et ganz gutt.

(Hilarité)

„Tout d'abord, je tiens à vous témoigner ma reconnaissance. Vous avez été à mon écoute après l'Apéri'tour. Et même si je n'y croyais pas, vous avez fait un excellent travail." Da seet se ganz prezis engem Beamten nach Merci, a mir. An dann: „Pour être honnête, je ne sais pas qui est à l'origine du projet Apéri'tour, mais sachez que hier je me suis sentie honorée et fière d'être Luxembourgeoise malgré mes origines portugaises."

Dat ass, wéi mir effektiv d'Participation citoyenne verstinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | A!

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Dir frot Parole après ministre, huelen ech un.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Net Parole après Mad...

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, ech ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif wierklech ..., well mer net hei zu enger Diskussioun wëlle kommen ... A mir hunn nach véier Motiounen an eng Resolutioun fir ze diskutéieren.

M. Georges Engel (LSAP) | Jiddereen huet Parole après ministre!

M. Claude Wiseler, Président | Dofir ... Jiddereen huet Parole après ministre. Den Här Wagner huet elo d'Wuert, kuerz.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, ech maache Parole après ministre, well ech weess net, ob den Här Premierminister richteg informéiert ass, nodeems d'Madamm Buergermeeschtesch hei intervenéiert ass.

(Hilarité)

D'Apéri'toure kënne ganz interessant sinn an der Stad, well se zemools en État des lieux maachen. D'Leit soe Saachen. Ech liesen dat och mat ganz vill Interessi. Datt Saache geléist ginn, gëtt et och. Demokratie heescht awer och: net just nolauschteren, mee och d'Leit mat abannen.

Ech sinn haut och konfrontéiert ginn, well ech kréien och Maile vu Bierger aus der Stad, als Oppositiounsgemengerot, vum Interesseveräin Polvermillen, vun deem vun Hamm, well do e risege Sportskomplex gemaach gëtt a wou d'Leit a Panik sinn, well do wierklech ëmweltpolitesch Problemer sinn. A si soen: „De Schäfferot lauschtert guer net no an en zitt dat duerch!" Ganz einfach!

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Mee ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Zwee Quartieren! Nee, mee, Här Buergermee..., Här President.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass d'Gewunnecht aus dem Gemengerot, dat do.

M. David Wagner (déi Lénk) | Voilà. Ech wollt dat just ... Ech wollt dee Punkt just kloermaachen, fir datt den Här Premierminister och richteg informéiert ass.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mir hu se dräimol empfaang. Dräimol!

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Dat ass gutt gesot.

(Hilarité)

An elo schléisse mer déi do Diskussioun of a mir kommen erëm zu eisem Sujet.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | An d'Diskussioun heizou ...

Une voix | Här Wagner ... Ech erklären Iech et.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, wat frot Dir elo?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, däerf ech och nach e Mail virliesen?

(Hilarité)

Plusieurs voix | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, am léifsten net. Merci, Här Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

Motions et résolution

An da géife mer zu de Motioune kommen, wann Der wëllt.

(Interruptions et hilarité)

Voilà. Da kënne mer zu de Motioune kommen.

Motion 1

Déi éischt Motioun, déi hei deposéiert ginn ass, ass d'Motioun vum Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir wëllt duerno schwätzen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Den Här Zeimet, den Här Keup, d'Madamm Tanson, den Här Baum. Här Zeimet, fänkt Dir un.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Also, de Premierminister huet jo och elo grad nach dorobber reagéiert. Am Moment ass net virgesinn, e Referendum – vun der Regierung aus – ze declenchéieren. Ech mengen, d'Chamber huet am Moment och keen esou e Projet, soudatt mer hei net gesinn, firwat mer déi Motioun sollten unhuelen.

Déi Méiglechkeet besteet ëmmer! Déi steet an eiser Constitutioun. Wann d'Chamber der Meenung ass, d'Vollek mussen ze froen, wann zum Beispill d'Constitutioun geännert gëtt an d'Chamber der Meenung wär, den zweete Vott sollt ersat ginn duerch e Referendum, da kënne mer dat jo gäre maachen, wann d'Majoritéit do derfir ass. Dofir gesi mer net an, datt mer dofir eng Motioun brauchen.

Ech proposéieren der Chamber a menger Fraktioun, dës Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir hu grad vum Premierminister héieren, dass d'Regierung net plangt, fir e Referendum an däser Legislaturperiod ze maachen. Dat ass eigentlech schued an dat erkläert och, wéi ech virdru gesot hunn, e bëssen de Grond, firwat dass eng ganz Partie vu Leit ëmmer manner Vertrauen an d'Politick hunn, ...

(Interruption)

M. Tom Weidig (ADR) | Genau.

M. Fred Keup (ADR) | ... well se d'Gefill hunn, dass do eng ganz Partie Leit zesummesëtzen an aner Meenunge vertrieden an aner Decisiounen huelen, wéi si spieren, dass d'Vollek se géif huelen. Där Beispiller gëtt et der eng ganz Partie. Mir hate geschwat vum Auslännerwalrecht, mir hu geschwat vum Referendum, deen net organiséiert ginn ass fir déi nei Verfassung.

An do musst Der Iech alleguer selwer mat der Nues huelen, well do sidd Dir och verantwortlech derfir. Dann hätt Der Iech net aus der Fënster soll erausleenen an dat esou propagéieren. Mee wann Der e Referendum verspriecht an et dann net anhaalt, a wann Der hei Decisiounen huelt, wou Der och selwer spiert, well Dir gitt jo och all ënnert d'Leit ... Wann Der wierklech ënnert d'Leit gitt, wou net nëmme Kopfnicker sinn, da mierkt Der jo awer bei ganz ville Punkten, dass d'Leit net averstane sinn – zum Beispill bei deem, wou mer gëschter hei driwwer geschwat hunn. Da sollt Der oppassen a mir sollen alleguer oppassen, fir hei keng Decisiounen ze huelen, wou mer dobausse spieren, dass d'Majoritéit vun de Leit dat net matdréit. Well dat féiert eebe grad derzou, dass d'Vertrauen erofgeet.

Duerfir ass am Fong am Prinzipp dës Motioun och, fir e Referendum alljoers ze maachen, eng gutt Saach. Et freet ee sech natierlech: Firwat ee lo all Joer? Mir géifen éischter derfir plädéiere fir eng gewëssen Unzuel vun Ënnerschréften: 7.500 Ënnerschréfte vu Bierger an da muss e Referendum gemaach ginn, egal wéi oft am Joer. Dat wier eise Wee.

(Interruptions)

An hei, op jidde Fall, géife mer dat hei awer am Prinzipp, well mer dermat d'accord sinn, matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson, den Här Baum, d'Madamm Bofferding. A wann den Här Zeimet duerno wëllt, kann en och nach eng Kéier d'Wuert huelen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, déi heite Motioun ass fir eis problematesch an där Hisiicht, dass se einfach seet, et solle Referenden organiséiert ginn, an een dat och nach ausmécht op eng Zuel, dat heescht, op d'mannst ee pro Joer, onofhängeg vum Sujet, onofhängeg dovun, ob wierklech eng Fro sech grad stellt. Dat ass an eisen Aen net esou, wéi et soll fonctionéieren. Dat heescht, de Referendum soll scho Sujet-gebonne sinn. An dat ass net dat, wat elo hei aus däser Motioun ervirgeet. Duerfir wäert ech menge Kolleege proposéieren, dat net matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, déi Motioun ass op verschiddenen Niveaue problematesch. Deen éischten ass deen, datt ech effektiv net agesinn, firwat d'Regierung soll opgefuerdert ginn, Referende pro Joer ze maachen.

Dat Zweet, wat mech awer och wierklech stéiert, dat ass: De Referendum gëtt hei elo net esou gesi wéi wierklech en Instrument vun demokratescher Matbestëmmung, mee wéi e Feetisch: „Kommt, mir maachen ee Referendum pro Joer zu iergendengem wichtegen Theema!" Dat ass de Moyen, d'Mëttel vum Referendum am Fong net seriö geholl. An duerfir, mengen ech, stëmme mir sécher och dergéint.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka mech deem nëmmen uschléissen. Effektiv, e Referendum ass kee Selbstzweck. Fir elo ze soen: „Kommt, mir organiséiere all Joer een an da kucke mer, wat grad de Sujet ass, wat kéint interessant sinn." An, ech weess net, dann esou Enn des Joers, Dezember, mierke mer, dass mer nach keen haten, an da suckele mer eis eppes aus de Fangeren.

Ech mengen net, dass dat den Esprit vum Instrument ass. An dofir nach eng Kéier, Här Goergen, ech widderhuelen dat, wat ech virdrunner gesot hunn: Ech mengen, Dir hutt net verstanen, firwat eigentlech e Referendum aberuff gëtt.

An dem Här Keup wëll ech just nach äntweren. Ech mengen net, dass d'Leit méi Mësstrauen an d'Politick an an d'Institutioune kréien, well säit 2015 kee Referendum méi hei am Land stattfonnt huet. Ech mengen, do si ganz aner Chantieren, déi ee muss ugoen.

An haalt op, ëmmer alles op déi Referendumdebatt do ze drécken! Well grad Dir weist, wéi geféierlech Referendume sinn.

(Interruptions)

A grad Dir weist, dass mer eigentlech guer keng Loscht méi hunn, nach eng Kéier esou eppes ze maachen.

M. Fred Keup (ADR) | Well mir d'Meenung vum Vollek vertrieden?!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | O!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Keup huet elo net d'Wuert. Här Zeimet, wollt Dir nach eppes soen? Dat ass net de Fall. Dann den ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dach!

M. Claude Wiseler, Président | Dach? Ma, da fuert lass!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Den Här Keup huet elo just gesot, hie géif et eng gutt Iddi fannen, wann et esou eng Initiativ géif ginn, datt d'Leit mat esou vill Ënnerschréfte kéinten e Referendum ufroen oder an d'Rulle bréngen.

Ech sinn e bëssen erstaunt. An dat hunn ech, Madamm Tanson, gemengt: Mir sollen eis selwer seriö huelen. Et wär jo gutt, wa mer eis eegen Instrumenter awer géife kennen. Well dat, wat Der fuerdert, Här Keup, dat gëtt et scho laang! Dat kënnen d'Leit. E Referendum kann och vun de Leit dobaussen ugestiwwelt ginn ... oder an d'Rulle bruecht ginn – dat ass vläicht e besseren Ausdrock. Dat geet. Dat gëtt et. Jo, et deet mer leed, wann Der et net wësst, mee dat Instrument hu mer.

(Interruptions par M. Marc Goergen)

Wann Iech d'Zuel ze héich ass, kënnt Der eng Propositioun de loi maachen, ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass schwéier.

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... fir déi erofzesetzen. Dofir sidd Der jo Deputéierten. Dat hunn ech gemengt mat „seriö huelen". Et kann een einfach Saache sou mol kritiséieren oder esou maachen, wéi wann et se net géif ginn. Mee da schafft, da maacht et!

Dir hutt all d'Moyennen, fir dat kënnen ze änneren, wann Der hei am Haus – an dat ass Demokratie – dofir eng Majoritéit fannt. Mee einfach hei ze maachen, wéi wann et dat net géif ginn, datt dat eréischt misst agefouert ginn, dat ass einfach falsch a kann een net esou stoe loossen.

An ech wëll Iech just nach ...

Ech maachen nach eng Remark. Ben, ech wollt se eigentlech net méi ..., mee ech maache se awer.

Dir sidd jo esou fir Referenden a Verfassungsreferenden! Ech hu mech just gefrot, wéi ech déi Sondagë gesinn hunn iwwert d'Verfassung, wéi eng Wielerschaft d'Monarchie am mannsten ënnerstëtzt. Do war ech ganz iwwerrascht. An ech géif mer déi Zuelen nach eng Kéier ukucken, iert Der nach eng Kéier esou e Referendum frot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den Här Keup nach eng Kéier. Jiddweree däerf zweemol schwätzen. An dann ass et gedoen.

(Interruption et hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Ech wollt dat awer riichtbéien, wat den Här Zeimet elo zum Schluss ugeschwat huet a wou déi meescht warscheinlech och elo hei net direkt de Lien verstinn. Mee Dir musst oppassen, wéi d'Fro gestallt war. D'Fro war gestallt: Sidd Der mat der aktueller Form vu Monarchie zefridden?

A wéi Der wësst, bei der leschter Verfassung ass d'Roll vum Grand-Duc erofgesat ginn. An dat war eppes, wou mir als ADR net ...

(Interruptions et hilarité)

... dermat averstane waren. Mir hätte gären, dass d'Situatioun erëm op d'mannst esou wier, wéi se war virun der Verfassungsännerung. Dat heescht, mir si fir e méi staarke Rôle vun der Monarchie.

(Interruptions diverses)

Dowéinst ass dat doten derbäi erauskoum.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dir wëllt d'Verfassung vun 1856!

M. Fred Keup (ADR) | Mir wëssen och, dass et Méiglechkeete gëtt, fir e Referendum hei ze fuerderen. Mee dat ass alles esou extreemst kompliziéiert.

M. Tom Weidig (ADR) | Genau.

M. Fred Keup (ADR) | Mir erënneren eis nach, bei der Verfassungsreform. Da mussen d'Leit op d'Gemeng goen, zu gewëssenen Zäiten ...

M. Tom Weidig (ADR) | Genau.

M. Fred Keup (ADR) | ... an dann do ënnerschreiwen, woubäi alles soss digitaliséiert gëtt. Do hutt Der et deemools refuséiert, ...

M. Tom Weidig (ADR) | O jo, genau.

M. Fred Keup (ADR) | ... wou mir et virgeschloen hunn. Dat heescht, dat sinn alles esou Pseudomoossnamen, wou gemaach gëtt, wéi wann dat méiglech wier. An der Realitéit sinn déi Hürden esou héich, dass et net ka gemaach ginn.

Mir wäerten och eng Propositioun maachen an da wäerte mer déi hei ofstëmmen. Ech géif Iech dann invitéiere matzemaachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Jo, merci, Här President. A just zu de Propositions de loi, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck: Mir hu schonn eng fir méi Biergerbedeelegung – ech hunn elo nokuckt – zënter 2019 hei am Haus lafen. Ech kann Iech awer och soen, dass se warscheinlech herno wäert ofgeleent ginn, zumindest hat d'Regierung dat an hirer Äntwert ugekënnegt.

(Interruptions)

Dat heescht, och mat Propositions de loi komme mer net weider, also fir méi Demokratie. Dofir just dat als Reaktioun.

Jo, effektiv, pro Joer geschriwwen an express keen Theema virginn, well wa mer gesot hätten „zu deenen an deenen Theemen", dann hätt Der erëm gesot: „Mir kënnen d'Theemen net virginn", well mer jo och der Meenung sinn, dass d'Theemen herno musse vun de Bierger kommen an net vun der Chamber selwer. Dofir hu mer jo och den Term gewielt vun „organiséieren", net dass d'Regierung soll decidéieren, wat gefrot gëtt. Dat ass och e groussen Ënnerscheed. Dofir hu mer bewosst den Term „organiséiere" gewielt.

Wa mer elo geschriwwen hätten „pro Legislaturperiod", wär d'Argumentatioun déi selwecht gewiescht. Eis geet einfach drëm, dass de Bierger eng Garantie soll hunn, dass e reegelméisseg gefrot gëtt an dass en am Referendum kann ofstëmmen iwwert déi Politick, déi herno säi Liewe wäert veränneren. An dat ass dat, wat mer an der Motioun froen, net méi an net manner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

An da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 1 vum Här Goergen kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier, ob Der all d'Procuratioune geholl hutt, wannechgelift! Voilà, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 7, Neen: 53, Abstentioun: 0. Dës Motioun ass also mat 53 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2 et résolution 1

An da komme mer zur Motioun 2 vum Här Goergen. Den Här Goergen wëllt duerno schwätzen. Wie freet heizou d'Wuert? Den Här Zeimet, d'Madamm Tanson. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci. Ech hu just nach eng Kéier gekuckt, wéi eng dat elo ass. Ech oder mir proposéieren, déi esou net unzehuelen, well mir wëllen och elo net schonn Debat iwwert der Madamm Welfring hiren ugefrotenen Avis vun der Cellule scientifique, wouriwwer mer eis eng Kéier an der Kommissioun ausgetosch hunn, elo schonn hei virgräife mat där Motioun. An dofir géif ech proposéieren, datt, wa mer iwwert deen Avis an der Kommissioun schwätzen, mer gären och iwwert déi Motioun hei an der Kommissioun kënne schwätzen. Dofir wäre mer bereet, se da bis dohinner en suspens ze halen, mee wa se elo sollt zur Ofstëmmung kommen, géif ech op alle Fall menge Kolleege proposéieren, mat Nee ze stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech begréissen déi Approche vum President vun der Institutiounskommissioun, well effektiv hat d'Joëlle Welfring déi Demande bei der Cellule scientifique gemaach. Scho säit e puer Deeg, mengen ech, oder enger Woch läit déi Demande vir, dass mer sollen de Rapport vun der Cellule scientifique eng Kéier an der Institutiounskommissioun zesummen diskutéieren. Dat heescht, sur la forme géif ech proposéieren, effektiv dat hei do mat ze diskutéieren.

Wat mech awer iwwerrascht iwwert de Fong, Här Goergen, dat ass: Wann Der den Avis vun der Cellule scientifique liest, da gesitt Der, dass et verschidde Moyene gëtt, wien dee Biergerrot kann instituéieren. An deen éischten ass am Fong deen, dass d'Chamber en instituéiert.

Duerfir, sur le fond fannen ech et natierlech och nach schwiereg, direkt ze soen: „Sou, léif Regierung, maacht Dir dat elo wannechgelift. Mir huelen eis hei direkt aus der Verantwortung eraus." Duerfir, och do hätt ech awer elo Bedenken. Dat heescht, wa mer se net un d'Kommissioun verweisen, da wäerte mer se awer och net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Baum an den Här Keup.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech gesinn dat änlech. Ech mengen, mir hunn deen Avis vun der Cellule scientifique. Mir sollen deen emol fir d'éischt eng Kéier seriö an der Kommissioun diskutéieren, fir ze kucken, wéi eng Conclusioune mer dorauser zéien.

Ech muss soen, och mir als Lénk hunn ... Wat deen institutionaliséierte Biergerrot ugeet, mengen ech, datt dat eng Diskussioun wäert ass. Et hänkt awer virun allem och ganz vill vun der Form of. Wie mécht wat? Wéi soll dat organiséiert ginn? An, jo, d'Cellule scientifique ... Dat gëllt da vläicht och fir d'Resolutioun vun der LSAP. Ech géif mer wënschen, datt mer dat wierklech fir d'éischt eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Keup an dann duerno d'Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Wéi Der wësst, si mer ganz skeptesch, wat esou Biergerréit ugeet, och aus den Erfarungen eraus, déi mer mat esou Biergerréit schonn haten, notamment wéi déi ganz Klimadiskussioun war. An do ass jo och ganz vill kritiséiert ginn, wat do eventuell ka schiflafen an esou engem Biergerrot, an dass dat am Endeffekt guer net onbedéngt representativ ass fir d'ganzt Vollek, mee et eeben dervun ofhänkt, wéi eng Leit sech do mellen, awéifern déi do de Courage hunn, eng Meenung duerchzesetzen an derzou ze stoen.

An et ass jo net fir näischt, dass mir an eisem Walsystem, an allen Demokratien hunn, dass d'Wale fräi sinn, dass se anonym sinn an dass een an eng Walkabinn geet, wou kee gesäit, wien ee wielt. Well et ass esou, wou d'demokratesch Meenung hei gesot gëtt an den Demokratien, dat ass am Geheimen, dat ass am Anonymmen, dat ass am Fräien. An dat ass net fir den normale Bierger dobaussen op enger ëffentlecher Plaz, eebe genau well ee weess, dass wann dat bis ass, dann eeben d'Meenunge kënne manipuléiert ginn. Duerfir huet een dat jo och esou gemaach.

Dat ass ëmmer de Risiko vun esou Biergerréit. Wann een iwwert d'Lous dat Ganzt dann zitt, wien do Member gëtt, dann ass et e bëssen eng aner Saach, mee och do stellt sech dann d'Fro, wéi dat da soll am Detail fonctionéieren.

An ech weess och net, ob déi Modeller, déi et emol sou gëtt am Ausland, iwwerdrobar wieren hei op Lëtzebuerg. Also hei ass eppes, wou mir effektiv net e Plus gesi fir d'demokratesch Participatioun, souguer eventuell au contraire, éischter e Risiko vu Manipulatioun. An duerfir stëmme mer dat net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, ech fannen déi Offer gutt vum President vun der Institutiounskommissioun, dass mer dat do mat an d'Kommissioun huelen, dass mer eis Zäit huelen, fir eis mam Avis vun der Cellule scientifique, also mat der Nott, auserneenzesetzen, fir kënne weiderzediskutéieren. Do ass jo nach ganz villes, wat opsteet. Ech mengen, den Här Keup huet eis grad illustréiert, dass en och net verstanen huet, wat e Biergerrot ass, an esou gëtt dat eis d'Geleeënheet, dass mer eis domadder auserneesetzen an eis et eeben och ukucken, well am Ausland gëtt et ganz vill interessant Beispiller. Ech hunn Eupe genannt – do war deen een oder anere vun heibanne mat dohinner –, dat fonctionéiert. Also do brauch ee keng Angscht ze hunn.

An deem Kontext, Här President, géif ech och eis Resolutioun dann net zum Vott stellen, mee da géif déi mat an d'Kommissioun goen. Ech mengen, an deem Moment wär dat méi kohärent. Da brauche mer net herno driwwer ofzestëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Elo géing ech, vu datt ech keng aner Wuertmeldung hunn, dem Här Goergen d'Wuert ginn, och fir seng Meenung iwwert de Renvoi an d'Kommissioun ze héieren.

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Jo, merci. Nee, dat ass och ok, well a sech geet et jo drëm, dass herno e Biergerrot derbäi erauskënnt. Wéi elo de Wee ass, ass eig...

(Interruption et hilarité)

Dir sot elo: „Dat gesi mer nach." Dat gëtt mer elo net onbedéngt Zouversiicht.

(Interruption)

Jo, et kann een alles diskutéieren. Dofir ass jo och eng Fro, wéi eng Form dass een herno géif wiele vun

engem Biergerrot. Well och d'Madamm Tanson huet dat ugeschwat: Et gëtt effektiv verschidde Méiglechkeeten, och elo ob Chamber, ob Regierung ... A sech ass et just de Wee, deen eng Kéier dozou soll féieren, dass d'Leit méi Matbestëmmung kréien duerch e Biergerrot. Wéi de Wee herno ausgesäit, also do si mer total oppen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat heescht, Dir sidd domadder d'accord, dat an d'Institutiounskommissioun ze renvoyéieren. An d'Madamm Bofferding ass d'accord, datt hir Resolutioun och an d'Institutiounskommissioun renvoyéiert an do diskutéiert gëtt am Kader vun dem Punkt, wou den Avis vun der Cellule scientifique diskutéiert gëtt.

Kënne mer mat deenen zwou Proposition-de-renvoien d'accord sinn, an dat à main levée ofstëmmen?

Vote sur le renvoi de la motion 2 et de la résolution 1 en commission

Wien domat d'accord ass, hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann hu mer souwuel d'Motioun Nummer 2 vum Här Goergen wéi och d'Resolutioun Nummer 1 vun der Madamm Bofferding an d'Institutiounskommissioun renvoyéiert.

(La motion 2 de M. Marc Goergen et la résolution 1 de Mme Taina Bofferding sont renvoyées à la Commission des Institutions.)

Motion 3

An da komme mer zur Motioun Nummer 3 vun de Piraten, och vum Här Goergen an dësem Fall. An, Här Goergen, Dir wëllt se duerno explizéieren. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Zeimet, d'Madamm Tanson, den Här Biancalana, den Här Keup an den Här Bauler. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll och der Madamm Bofferding nach Merci soen, datt se och déi Propos scho gemaach huet, déi ech soss herno vläicht gemaach hätt. Da kënne mer déi zwou Saachen zesummen diskutéieren, awer natierlech mat oppenem Ausgang. Dat gehéiert och zu enger Demokratie. Mir kënnen net elo scho soen: „D'Resultat wäert dat dote sinn."

Zu däser drëtter Motioun vum Här Goergen géif ech och menge Kolleegen – ech wëll d'Spannung direkt ewechhuelen – proposéieren, se net unzehuelen, well och de Budget, mengen ech, gëtt vun der Chamber decidéiert, vun de Bierger, déi hei gewielt sinn. An dat ass déi Participatioun, déi mir do elo mol fir gutt befannen. Och dat geschitt no ville Consultatiounen. Mäin honorabele Kolleeg, de Maurice Bauer, war als Budgetsrapporter wéi seng Virgänger och elo vill ënnerwee an huet vill consultéiert a wäert sécherlech do och den Input matbréngen an e puer Deeg. Dofir gesi mer heifir elo keng Noutwendegkeet.

Och an de Gemenge gëtt et zwar sou Pilotprojeten, mee ech krut leider virdrun nach keng Äntwert, wat dann dat Ganzt, dee participative Budget, am Budget vun der Stad Diddeleng ausmécht u Volumen. Et wäert net ganz vill sinn. An och de Rescht vum Budget ass participativ. Op mannst an deene Gemengen, déi ech kennen, gëtt dat zesummegesat, well och am Virfeld vum Budget schwätzt ee mat Leit. Et ass een an de Quartieren. Et gesäit een, wat muss gemaach ginn. Et schwätzt ee mat de Veräiner. Et weess een, wat do d'Wënsch an d'Besoine sinn. Dat ass och e participative Budget an am Volume vill méi héich wéi dat, wat elo vläicht do an d'Fënster gestallt gëtt.

An deem Sënn géif ech menge Kolleeginnen a Kolleege proposéieren, dës Motioun net unzehuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech gesinn dat net esou negativ wéi den Här Zeimet. Ech denken, dass e participative Budget e ganz wichtegen Outil ka sinn, well et ass jo eigentlech dat wichtegst Gesetz, dat mer hei am Joer stëmmen. Bon, mir stëmmen dat nach ëmmer hanner zouenen Dieren, well dat ass eng vun de Kommissiounen, déi net iwwerdroe ginn. Ech mengen, do kéinte mer scho mol usetzen, wa mer vu Participatioun schwätzen. Mee et wär scho gutt, wann een do d'Leit nach méi kéint abannen.

Ech muss allerdéngs soen, ech verstinn dem Här Goergen seng Motioun net richteg, well op där enger Säit fuerdert en en Aféiere vun enger participativer Budgetsapproche, an dann hannendru freet en, dass eng Etüd soll duerchgefouert ginn, déi ënnersicht, wéi dat soll goen. Ech hätt och hei léiwer, mir géifen dat eng Kéier an der Finanzkommissioun zesummen diskutéieren, well et mer, wéi gesot, net ganz kloer ass, wat dem Här Goergen hei virschwieft. Dat wier eigentlech éischter eis Demande.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten als LSAP dës Motioun och net matstëmmen, well et geet jo och e bëssen ëm d'Verständnis vum participative Budget, sou wéi en um lokale Plang vun enger Rei Gemenge gehandhaabt gëtt, fir deen op den nationalen Niveau ze hiewen.

De participative Budget ... D'Verständnis dovunner ass, dass am Budget selwer oder am Gemengebudget selwer eng attitréiert Enveloppe ass. An Här Zeimet, se ass 100.000 Euro fir d'Stad Diddeleng, wat eng attitréiert Enveloppe ass. An do ronderëm ginn d'Krittären definéiert, no deene Leit Projete kënnen eraschécken, déi recevabel sinn oder net recevabel sinn a Fonctioun vu verschiddenen deementspriechende Krittären, no deenen e Jury och d'Recevabilitéit selektionéiert, an duerno kënnen d'Biergerinnen a Bierger ofstëmmen iwwert déi Enveloppe an iwwert déi Projeten, déi zréckbehale ginn.

Et ass also net d'Verständnis, dass iwwer en Deel vum Gemengebudget oder en Deel vum Staatsbudget kéint ofgestëmmt ginn. Also d'Verständnis vum participative Budget an där Gemeng, déi mir ganz no steet – aner Gemengen, déi suivéieren och am Ausland –, ass op alle Fall dat. An där Logik wierklech wëlle mer suivéieren an net, wéi gesot, där heiter.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana, well am Ufank, sou wéi et hei formuléiert ass, konnt een net esou richteg verstoen, ëm wat et hei genee geet an ëm wéi eng Chifferen et geet.

Ech mengen, et ass awer am Allgemengen esou, dass och elo schonn d'Bierger grad an de Gemengen – a méi klenge Gemengen, wou ee méi no ass un de Responsabelen, geet dat nach besser – kënnen hir Projete virschloen. A wann een och zu e puer Leit ass, da kënnt et jo och gutt a gär derzou, dass dat och gemaach gëtt, wann et net ze deier ass a wann et anerer net stéiert.

Déi Form vu lokaler Participatioun existéiert, mengen ech schonn, grad a klenge Gemengen, wou jiddweree jiddweree kennt a wou een net einfach esou als Gemengeresponsabelen nach kann en Deel vun de Leit iwwergoen. Ech menge grad do ass dat heiten eppes, wat et nach ganz vill gëtt.

A méi grousse Gemengen ass dat vläicht méi schwiereg. Do muss een da méi institutionaliséiert Projete maache wéi vläicht zu Diddeleng, wou dann d'Leit kënne bei esou eppes matmaachen. Am Kär kéint dat eng richteg oder eng interessant Saach sinn.

Awer fir elo hinzegoen an dat als Approche hei um Niveau vum ganze Land anzeféieren, schéngt mer och, sou wéi ech et elo hei liesen, net machbar oder relativ komplizéiert. Ech géif duerfir dat heiten elo net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Et ass scho bal alles gesot. Ech wollt just hei nach eng Kéier opwerfen, vu datt – d'Madamm Tanson huet dat och elo gesot – vun enger Etüd geschwat gëtt, wou een da kéint kucken, wat fir een Deel vum Budget vu wat fir enge Bierger géif ofgestëmmt ginn. Do muss ee wierklech ... Hei steet elo „vun de Bierger:innen ofstëmme loossen". Do muss ee sech awer froen: Wat fir eng Bierger sinn dat dann a wéi representativ wier dann dee Vott? Hei stellt sech och d'Fro vun der Representativitéit vun deem Vott.

An ech denken, mir wësse jo, dass mir hei, wat de Budget ugeet, an enger grousser Prozedur sinn, enger legislativer Prozedur, wou ganz vill Meenunge formuléiert ginn, Avise formuléiert ginn, nieft dem Staatsrot, vun de Chambres professionnelles. De Budgetsrapporter mécht och nach säin Tour. An ech denken, do huet een déi ganz Abannung. An dass een dat op lokalem Plang ka maachen, dat ass nozevollzéien, mee de Budget ass esou e komplext Dokument, datt et net esou einfach ass, dat esou duerchzezéien, wéi dat hei formuléiert ass.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Lénk si mir och der Meenung, datt de participative Budget eppes ganz Interessantes a ganz Wichteges ka sinn. Et däerf een awer just net vergiessen: Et gëtt eng ganz Rëtsch verschidden Approchen, wéi een domadder kann ëmgoen. An hei gëtt elo gefrot, datt ausgerechent d'Regierung déi Approche soll entwéckelen. Also dat Vertrauen hunn ech elo an dës Regierung net, fir déi Approchen ze entwéckelen. Duerfir stëmmen ech dergéint.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Et ass elo keng aner Wuertmeldung do. Här Goergen, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Merci, Här President. Jo, deen een huet méi, deen anere manner Vertrauen an d'Regierung, mee ech kann awer Är Aschätzung deelen.

Jo, et sinn zwee verschidde Punkten, well se sech och eigentlech komplett ënnerscheeden. Also den éischten, just fir dat kloerzestellen, ass eng participativ Budgetsapproche, wou d'Bierger d'Méiglechkeet kréien, de Budget ze kommentéieren, Proposen a Projeten zum Staatsbudget anzereechen. Dat heescht, an enger Matbestëmmung geet dat wäit, jo. Et ass och dat, wat mir wëllen. De Budget ass nun emol och dat, wat all d'Bierger am Land betrëfft, mee si kënnen awer net direkt matschwätzen.

An dofir ass eis Iddi, dass een dem Bierger d'Méiglechkeet gëtt, wann de Budget virgestallt gëtt, och

mat an dee Prozess ze goen a seng Kommentaren a seng Proposen ze maachen. Dat wär, jidderengem eng Stëmm ze ginn.

An deen zweeten dann, déi Etüd, déi Der ugeschwat hutt, geet méi wäit. Dat wär, ob ee verschidden Deeler vum Budget kéint herno ëffentlech ofstëmme loossen. Dat ass och eng Méiglechkeet vu méi Biergerbedeelegung, déi mir gesinn. An dat ass einfach déi Aart a Weis, déi mir gesinn, wéi d'Demokratie misst gelieft ginn: dass een de Leit méi Méiglechkeete gëtt, fir matzeentscheeden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

An da géife mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 3 vun dem Här Goergen kommen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen, 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 54 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par M. Tom Weidig), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 4

A mir kéimen zur leschter Motioun vum Här Goergen. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Zeimet, d'Madamm Bofferding. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, also d'Ministere komme jo schonn net no, d'Froe vun den Deputéierten ze beäntwerten. Dofir sinn ech awer elo ganz skeptesch, datt mer elo nach eppes sollen aféieren, datt och nach vu bausse Froen iwwer e prozedurale Wee solle kënne gestallt ginn. Dovun elo mol ofgesinn.

Mee ech mengen, dat ass och eng Prerogativ vum Parlament. An da mengen ech och, wa mer eis wëlle seriö huelen, da solle mer och eis Moyenen net ze vill diluéieren. Dofir sinn d'Deputéiert do, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Dat ass eis Aufgab. Dat musse mer maachen. An dofir kënne mer där heiter Iddi u sech näischt ofgewannen.

Wann d'Leit dobaussen e Minister wëllen eppes froen, ech mengen, da kënne se dat och maachen. Ech mengen net, datt d'Ministeren do net drop äntwerten, sief et iwwer Courrier, iwwer Telefon oder wann ee se dobausse begéint oder bei ëffentleche Reuniounen. Mee fir elo hei eppes Prozedurales anzeféieren, do gesi mer wierklech net an, wat dat soll vu Plus-value bréngen. An dofir si mer der Meenung, datt och dës Motioun sollt ofgeleent ginn. An ech recommandéieren da menge Kolleegen, mat Nee ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Bofferding, duerno d'Madamm Cahen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, ech sinn, wéi Der mierkt, jo nach e bësse gesondheetlech ugeschloen, mee beim beschte Wëlle verstinn ech net, wat déi Motioun hei soll. Also de Pirat constatéiert, Här Goergen, Dir constatéiert, dass et aktuell wéineg Méiglechkeete fir d'Biergerinnen an d'Bierger gëtt, en Debat an der Chamber kënnen ze lancéieren. An d'Äntwert ass, dass d'Biergerinnen an d'Bierger elo kënnen de Ministèrë Froe stellen.

Ech mengen, wann ee gäre wëll aner Formater fannen, fir d'Leit anzebannen, kann ech mer och do ganz aner Solutioune virstellen, wéi dass een elo de Ministèren do Froe stellt. Dovun ofgesi kënnen d'Leit haut Bréiwer schreiwen. An ech weess aus Erfarung, an ech mengen, och ganz vill anerer: Wann d'Leit eppes um Häerz hunn, da kenne se d'Adress vum Ministère a si wëssen och, wéi se sech dee Moment un de Minister, un d'Ministesch wenden. Dat fonctionéiert scho ganz gutt.

A wéi gesot, wann Der gäre wëllt aner Méiglechkeeten hunn, fir d'Leit anzebannen, mengen ech, hu mir do iwwer vill Konzepter diskutéiert. Mee da kann net d'Äntwert sinn, dass een elo kann de Ministeren do Froe stellen, eng Aart Question parlementaire. Also dat do kann elo net d'Äntwert dorobber sinn. An dofir wäerte mer dat do net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt dat och soen. Zéng Joer Minister. Ech mengen, d'Leit, déi hunn ëmmer fonnt, wou se mech konnte fannen. An dann ass et nach ëmmer um Minister, ze decidéieren, ob e wëll äntwerten oder net.

Mee, Här Goergen, mir sëtzen all Woch eng Kéier zesummen an der Petitiounskommissioun. Do kënnen d'Bierger der Chamber dann eng Pétition ordinaire schécken, déi mir da weiderschécken un de Minister. Dat ass jo e bësselchen dat, wat Dir hei fuerdert. Dat gëtt et. Also dofir muss ech do awer soen, sou wéi d'Madamm Bofferding och, dass ech net richteg verstinn, wat Der hei frot.

Well éischtens liewe mer an enger Demokratie a jiddweree ka jiddwerengem schreiwen. Dann ass et nach ëmmer jiddwerengem fräigestallt, ze äntwerten oder net, wann en dat wëll. Mee all Woch sëtze mer zesummen an der Petitiounskommissioun, all Woch kucke mer déi Pétition-ordinairen, déi mir da mat eiser Presidentin weider un d'Regierungsmembere schécken a wou mer dann och Äntwerte kréie respektiv d'Leit hir Äntwerte kréien, also verstinn ech iwwerhaapt net, wat hei gefrot gëtt, well dat gëtt et am Fong alles, wat Der frot.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Hei muss ech och soen, dass mer dat heiten net esou kënne matstëmmen. Ech mengen, de Prinzipp ass deen, dass mir hei den éischte Pouvoir sinn a mir gewielt sinn a mir d'Regierung ernennen a mir d'Regierung kontrolléieren. An zu där Kontroll gehéiert eeben d'Méiglechkeet, Froen ze stellen. An duerfir ass dat och explizitt wichteg, dass mir dat maachen. An et ass och ganz wichteg, dass déi Froen da ganz seriö beäntwert ginn.

An hei verstinn ech net richteg, wéi dat genee soll ausgesinn. Well, fir et da mol einfach richteg riichteraus ze soen, ech mengen, dass verschidde Ministèren och elo scho mat där Risenunzuel u Froe komplett iwwerfuerdert sinn, oder mir iwwerfuerdere se domadder. A wann do nach Dausende Leit weider Froe géife stellen an de Ministère dann ëmmer op all Fro explizitt äntwerte misst, och ëffentlech, mengen ech, dass dat de Kader ganz däitlech géif sprengen. Voilà, duerfir: Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Soss keng aner Wuertmeldung? Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also mech stéiert hei och virun allem d'Inkohärenz erëm an där Motioun, well effektiv gëtt da gesot, mir kéinte keng Debaten an der Chamber hei féieren. Ech deelen dat net. Mir hunn natierlech bedauert, dass mer bei de Petitioune méi restriktiv gi sinn, mee et gëtt déi Méiglechkeet awer. Et kann een eng Debatt hei an d'Chamber hikréien. A fir eis ass d'Äntwert definitiv net déi, ze soen: Ma wann e Problem ass, fir Debatten an d'Chamber ze kréien, da muss een zousätzlech Froen un d'Regierung stellen. Ech deelen awer och net d'Analys hei vu Verschiddenen, déi gemaach gëtt, fir ze soen: Mir maachen dat do elo net, well domat beschneide mer eis Rechter. Also ech mengen, dass dat och schwiereg ass, ze soen: En aneren däerf net eng Fro stellen, well domadder huele mir eis eppes ewech.

Ech fannen et scho wichteg, dass d'Bierger Méiglechkeeten hunn, Froen ze stellen. Wat jo wierklech ass: Den Annuaire vun de Ministèren ass ëffentlech zougänglech. Ech krut selwer ganz oft Froe perséinlech gestallt. Ech mengen, vill aner Leit kennen dat. An et gëtt wierklech Mechanismen, fir Froen ze stellen. Et gëtt och, denken ech, an deene meeschte Ministèren dorobber geäntwert.

Ech wier scho frou, wa mir als Deputéiert, Här President, Äntwerten op eis Froe géife kréien.

(Interruption et hilarité)

Dat wär schonn eng ganz grouss Plus-value. A wann net heiansdo géif lapidar geäntwert gi respektiv net géif geäntwert ginn an een d'Froen net zwee- oder dräimol misst stellen. Ech mengen, do hätte mer och scho vill geschafft. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat gesot, Madamm Tanson, kritt elo den Här Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, mir gesinn dat änlech. Mir hunn am Moment de Problem, datt mer eigentlech als Deputéiert, wéi d'Madamm Tanson gesot huet, net nëmme frou wieren, wa mer iwwerhaapt Äntwerte géife kréien an den Delaien, mee wa mer och nach korrekt Äntwerte géife kréien, nämlech wann eis Froe beäntwert géife ginn. Wann dat schonn en place wier, wiere mer schonn e klengt Stéck weider.

E weidert Stéck weider wiere mer och, wann d'Press op hir Froe géif Äntwerte kréien, d'Press, déi scho ganz gär als „fourth estate" ugesi gëtt an enger parlamentarescher Demokratie, als een Element vu Kontroll vun der Regierung. Och do ass, mengen ech, nach ganz vill Sputt no uewen.

An da gëtt hei gefrot, datt jiddwereen elo soll dem Minister politesch relevant Froe stellen. Do stellt sech mir direkt d'Fro: Wien decidéiert dann, wat politesch relevant ass oder net?

Also ech mengen, datt mer Mechanismen hunn, fir Froen ze stellen. Déi sollen och kënne gestallt ginn a mir sollten éischter dorunner schaffen, datt dat méi effikass gëtt, wéi de Champs esou wäit opzemaachen, datt een awer Gefor leeft, datt dat komplett diluéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), interpellateur | Merci, Här President. Also d'Petitiounen, déi ordinär, si mer geleefeg. An ech mengen, mir maachen dat jo och allkéiers, mee déi sinn eeben herno net public. An op där anerer Säit waarde mer elo, dass d'Regierung do endlech eng Plattform schaaft, fir dass och dee System soll geännert ginn. Dat dauert jo och elo schonn eng Zäitchen, dass déi Plattform nach net do ass.

Hei war e bëssen eng aner Iddi wéi elo d'Pétitions ordinaires. Hei ass et drëm gaangen, dass een eng Onlineplattform schaaft, a wann e Bierger en Uleies huet, dass e ka säi Minister do froen, mee dass awer och all anere Bierger herno déi Fro kann noliesen. Dat ass nämlech dee groussen Ënnerscheed.

Dir hutt elo déi ganzen Zäit hei geschwat vun engem Bréif. Deen ass net transparent. Eis geet et drëm, dass een herno och eng Datebank huet, wou ee gesäit, wat geäntwert ginn ass. Wéi ass d'politesch Entwécklung? Wéi sinn déi Sujeten? An ob dat herno ee Bierger ass oder ob dann digital herno 25, 100 oder 200 Leit musse klicken, fir dass déi Fro weidergeet, dat ass jo alles eng Diskussiounsbasis.

Eis ass et drëm gaangen, dem Bierger d'Méiglechkeet ze ginn, mat senger Regierung ze kommunizéieren, an dass dat herno transparent erfaasst ass an dass jiddereen dat kann nokucken. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

An da géif ech d'Motioun Nummer 4 vum Här Goergen och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier, ob Der d'Procuratiounen all benotzt hutt. Voilà. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 58 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 58 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. 8652 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut légal des groupes politiques, des groupes techniques et des sensibilités politiques

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8652 iwwert de legale Statut vun de Fraktiounen, vun de Groupe-techniquen a vun de politesche Sensibilitéiten. Et ass e Riedemodell „avec rapport et sans débat" festgesat. Dat ass also, datt d'Rapportrice fënnef Minutten huet. Well dat hei e Punkt ass, wou d'Regierung net matdiskutéiert, huet d'Regierung hei och keng Riedezäit. An dann ass et d'Madamm Tanson, déi d'Wuert huet.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Hei geet et effektiv just ëm de Fonctionnement vun der Chamber an nach méi spezifesch ëm déi verschidde Fraktiounen, Sensibilités politiques oder Groupes techniques.

Den Ursprong vun deem Ganzen ass op där enger Säit d'Volontéit, déi Dir och virun allem hutt, Här President, fir méi eng grouss Sécherheet de Fraktiounen an de Gruppen ze ginn, andeems mer ons dann als Grupp, Sensibilitéit eng Personnalité juridique ginn, an op där anerer Säit eeben och d'Analys vun der Cour des comptes, déi ab dem 1. Januar 2026 sech wäert op alleguerten eis Kontabilitéite bezéien. An dat hu mer och missen hei verankeren.

Dat heescht, wat hu mer elo gemaach? Mir hu virun allem bei all Artikel ëmmer Sensibilités politiques dobäi gesat. Déi waren zwar scho verankert am Reglement, mee net esou an dësem Passage.

An dann hu mer den Artikel 19 iwwerschafft. Do kënnt dann eeben d'Personnalité juridique mat erastoen, „dans le cadre de la gestion matérielle et financière de leurs activités parlementaires" an eeben och fir d'Aarbechtsrelatiounen, an de Fait, dass mer dann och als Fraktioun, Groupe politique, Sensibilité politique kënnen um Geriicht een usichen.

Da sinn nach e puer méi legistesch Ännerunge gemaach ginn. An dann ass eeben och festgehalen, dass déi Crédits de fonctionnement, déi mer da kréien, dass mer eis och nach méi en Detail ginn. Et ass nach amgaangen, diskutéiert ze ginn an der Conférence des Présidents an am Bureau, wéi dat am Detail soll oflafen.

Mir hate just nach – ech kucken, ob d'Madamm Weydert do ass, voilà – op d'Propositioun hi vun der Madamm Weydert an eeben och op déi Erfarungen hin, déi mer an deene leschte Méint hu misse maachen, nach explizitt dobäigeschriwwen, dass déi Crédits de fonctionnement och just fir d'Depense sinn, déi wierklech d'Activités parlementaires betreffen, an net kënne benotzt ginn, „pour couvrir les dépenses produites par les partis politiques", also nëmme kënne benotzt gi fir d'Activités parlementaires, net fir d'Aktivitéite vun der Partei an och, ganz wichteg, net fir d'Dépenses personnelles vun den Deputéierten.

Mir sinn hei ganz séier virukomm. Dës Propos ass den 13. November deposéiert ginn an dunn ass se an d'Conférence renvoyéiert ginn, eeben an d'Reglementskommissioun, wou mer dann de 26. November konnten dat heiten ofschléissen an och de Rapport unhuelen. Merci Iech alleguerten.

An d'Aarbechten un der Modifikatioun vum Reglement, déi breet Aarbechten, déi grouss Modifikatiounen, déi sinn a vollem Gang. Mir gesinn eis am Zwouwocherhythmus, fir och ëmmer dertëschent Zäit ze hunn, dat erëm opzeschaffen. A mir wäerten de Mëtten nach d'Geleeënheet kréien, fir doriwwer ze diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci der Rapportrice fir de schrëftlechen a fir de mëndleche Rapport a fir déi schnell Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass.

An da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8652. Den Text steet am Document parlementaire 8652[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8652

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Ännerung vum Reglement ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vu datt dat hei e Reglement ass, brauche mer keng Dispens vum zweete Vott ze froen. An domat ass dann och déi éischt Modifikatioun vum Code parlementaire, deen Der d'lescht Woch ausgedeelt kritt hutt, scho fäerdeg. An Dir wäert dann déi nei Fiche geliwwert kréien, fir se an Äre Classeur ze maachen.

An domat si mer dann och um Enn vun der Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.30 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 28
   M. Claude Wiseler, Président
2. **8515 – Projet de loi portant modification de l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale** p. 28
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Weiler
   Discussion générale : M. Charles Weiler | Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8515 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Charles Weiler | Mme Liz Braz | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **8603 – Projet de loi portant modification des articles 359 et 368-1 du Code civil** p. 34
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Weiler
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8603 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8318 – Projet de loi visant à favoriser le déploiement de réseaux de communication à haut débit** p. 35
   Rapport de la Commission des Médias et des Communications : Mme Octavie Modert
   Discussion générale : M. Guy Arendt | Mme Francine Closener | M. Dan Hardy (intervention de M. Ben Polidori) | Mme Djuna Bernard | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8318 et dispense du second vote constitutionnel
5. **Motion de M. Ben Polidori relative à la garantie du niveau de protection actuel par le RGPD lors de toute réforme du cadre numérique** p. 37
   Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori
   Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
6. **8543 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2024)** p. 38
   Rapport de la Commission des Pétitions : M. Meris Sehovic (dépôt de la résolution 1)
   Débat : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Barbara Agostino | Mme Liz Braz | M. Dan Hardy | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen (intervention de M. Laurent Zeimet) | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement
   Résolution 1 : M. Marc Goergen | Mme Corinne Cahen | Mme Francine Closener | M. Meris Sehovic
   Vote sur la résolution 1 (adoptée)
7. **Résolution de M. Marc Goergen relative à la mise en œuvre de la recommandation numéro 51 du rapport d'activité jusqu'en 2023** p. 46
   Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | Mme Corinne Cahen | Mme Liz Braz | M. Dan Hardy | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen
   Vote sur la résolution (rejetée)
8. **Résolution de M. Marc Goergen relative à la modification du modèle de temps de parole « avec rapport et sans débat »** p. 48
   Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding | M. Marc Goergen | Mme Sam Tanson
   Vote sur la résolution (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8515 – Projet de loi portant modification de l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtte mam Projet de loi 8515 un, enger Ofännerung vum Code de procédure pénale am Kader vun der Toun- a Bildopnam vu bestëmmte Plazen a Gefierer souwéi vun informateschen Donnéeën. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charles Weiler, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Weiler. Här Weiler.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, de Gesetzesprojet 8515 soll den nationale Kader vu spezielle Kontroll- an Iwwerwaachungsmoossnamen un d'Realitéite vun der haiteger Zäit upassen. Duerch d'Ännerung vum Artikel 88-2 Paragraf 2 vum Code de procédure pénale kritt d'Justiz méi performant Instrumenter zur Verfügung, fir geziilt an och méi effizient géint schwéier Kriminalitéit virzegoen.

D'Artikelen 88-1 a follgend vum Code de procédure pénale, déi schonn 1982 agefouert an 2018 substanziell ausgebaut goufen, erlaben u sech haut scho verschidde Mesüren, notamment Oflauschtermoossnamen, Akustikiwwerwaachung, Bildopname souwéi d'Erfaassung vun informateschen Donnéeën. Allerdéngs dierfen dës Moossname just am Kader an am Beräich vun der Staatssécherheet an och dem Kampf géint den Terrorismus agesat ginn.

Den Text, dee mer haut diskutéieren, ënnersträicht an deem Zesummenhang ënner anerem d'Noutwendegkeet, de lëtzebuergesche Rechtskader och un d'Dispositioune vun eisen Nopeschlänner erunzeféieren, déi esou Techniken hautdesdaags fir e weesentlech méi breede Spektrum vun Infraktiounen a vu schwéiere Strofdoten zouloossen, wéi dat bei eis de Fall ass.

D'Zil vum Projet ass dofir, de Champ d'application vun dësen Iwwerwaachungsmoossnamen op all Crime an och op eng Rei besonnesch schwéier Delikter auszebauen, dorënner ënner anerem d'organiséiert Kriminalitéit, de Mënschenhandel, d'sexuell Exploitatioun an de Mëssbrauch vu Mannerjäregen, d'Falschgeld, den Drogentrafick, de Blanchiment an d'Verstéiss am Waffeberäich.

Déi prozedural Garantien an och den Dateschutz, déi 2018 ausgebaut goufen, bleiwen integral erhalen. Ech mengen, datt dat och wichteg ze erwänen ass.

D'Justizministesch Elisabeth Margue huet de Projet den 19. Mäerz 2025 deposéiert. Den Text ass de 27. Mäerz un d'Justizkommissioun verwise ginn. Duerno hunn de Parquet général, de Stater an den Dikrecher Parquet de 24. Mäerz eng gemeinsam Stellungnam ofginn. Den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg huet den 8. Mee säin Avis ofginn. De 5. Juni 2025 huet d'Justizministesch de Gesetzesprojet an der Kommissioun presentéiert, an ech sinn do och als Rapporteur fir dee Projet genannt ginn.

De Staatsrot huet den 1. Juli säin Avis ofginn. An deem Avis weist de Staatsrot drop hin, dass déi virgesinnen Enquêtemoossnamen an eng Rei vun eise Grondrechter agräifen, wéi d'Recht op d'Privatliewen, d'individuell Fräiheet, d'Inviolabilitéit vum Wunnsëtz an de Secret vun der Korrespondenz.

Déi héich Kierperschaft huet och dobäi ënnerstrach, wéi wichteg et ass, dat richtegt Gläichgewiicht tëscht der Sécherheet op där enger Säit an op där anerer Säit de perséinleche Fräiheeten ze fannen, am Respekt vum Proportionalitéitsprinzipp, esou wéi en an der Verfassung an och an der Europäescher Mënscherechtskonventioun festgehalen a verankert ass.

Weider huet de Staatsrot festgehalen, datt de Projet u sech méi wäit geet wéi de franséischen Text, wou déi speziell Enquêtetechnike virun allem op déi organiséiert Kriminalitéit begrenzt a limitéiert sinn. De virleienden Text géif et dogéint erlaben, dës Mëttel och bei manner schwéieren Infraktiounen anzesetzen.

An deem Zesummenhang huet de Staatsrot kritiséiert, dass keng zefriddestellend Begrënnung fir déi ënnerschiddlech Behandlung tëscht de Moossname vum Artikel 88-2 genannt gëtt. En huet dorophin och eng Reserv par rapport zu der Dispens vum zweete Vote constitutionnel formuléiert.

Dorophin ass den Text ugepasst ginn an de Staatsrot huet a sengem Avis complémentaire vum 18. November Feu vert ginn an déi genannte Reserv dann och opgehuewen. Zum Ofschloss vun den Aarbechten huet d'Kommissioun de Rapport de 27. November ugeholl.

Dat gesot, erlaben ech mer dann, Här President, nach e puer Wierder als Spriecher vu menger Fraktioun ze soen.

Discussion générale

Léif alleguer, fir d'CSV steet fest: Eng modern an eng effikass Justiz ass d'Grondlag fir e séchere Rechtsstaat. Mir kënnen net erwaarden, d'Kriminalitéit, sou wéi se sech am Joer 2025 presentéiert, mat Instrumenter aus den 80er-Joren effikass kënnen ze bekämpfen. Wa mer och wëlle verhënneren, datt organiséiert Banden, Drogennetzwierker oder Täter, déi Kanner sexuell exploitéieren, eis ëmmer e Schrëtt viraus sinn, da musse mer eiser Justiz och déi Mëttele ginn, déi se freet an déi se och brauch.

Une voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | D'Realitéit ass nämlech och kloer: Déi modern Delinquance ass digital, international an technesch och héich entwéckelt. An déi Kriminell kommunizéieren haut net nëmme méi mat engem Nokia 3210. Si operéieren iwwer verschlësselt Plattformen, Darknetstrukturen, Serveren am Ausland a komplex Netzwierker, déi iwwer Nuecht kënne verschwannen.

An dëser Situatioun kann et net sinn, datt mer mat Instrumenter aus vergaangener Zäit probéieren, dogéint unzekämpfen, well dat klappt ganz einfach net. Dat schüürt net nëmme Geforen, mee hëlt eiser Justiz och d'Effikassitéit. D'Technologie huet sech verännert, si huet geännert, an de Rechtsstaat muss matgoen an nozéien, well soss kritt en ëmmer den zweete Präis. A genee do setzt dësen Text un.

Haut ass et esou, dass eng ganz Rei Täter iwwert déi klassesch Telekommunikatiounsiwwerwaachung net méi erfaasst oder iwwerhaapt lokaliséiert kënne ginn. An d'Justizautoritéite stinn deemno virun der Erausfuerderung, datt béides, d'Ermëttlungen an d'Beweisféierung, massiv u Wierksamkeet verléieren.

Ech ginn e konkreet Beispill aus der Praxis: An engem Nopeschland gëtt eng legal Oflauschteraktioun géint eng organiséiert Band duerchgefouert. A genee an deem Moment, wou d'Banditten, soen ech emol, dann iwwert d'Grenz fuere mat hirem Gefier, muss Stand haut déi auslännesch Autoritéit mat der Iwwerwaachung ophalen, net well de Risiko oder d'Gefore verschwonne sinn, mee well eis aktuell Gesetzgeebung et net erlaabt, dës Form vu spezieller Iwwerwaachung fir déi spezifesch Strofdot ze iwwerhuelen. D'Iwwerwaachung vun der Kommunikatioun vun de presuméierten Täter ass deemno vun engem Moment op deen aneren net méi méiglech. Si kënnen deemno fräi zirkuléieren, an och do ass et dann esou, datt d'Poursuitte ganz oft am Sand verlafen, amplaz dass d'Täter sech hirer Verantwortung stelle mussen.

Eppes ass och kloer: Déi Kriminell si sech de Grenzen an de Lücken an eiser Gesetzgeebung bewosst a si passen och hiert Verhalen dorunner un. Si benotzen déi technesch Mëttel, déi hinnen zur Verfügung stinn, fir sech dann der Iwwerwaachung an och den Ermëttlungen ze entzéien. A genau dofir ass et wichteg, dass eis Justiz d'Instrumenter kritt, déi dem techneschen Niveau vun haut entspriechen.

Natierlech stelle sech an esou engem Dossier eng ganz Rei legitimm Froen zu de Grondrechter an och zum Dateschutz. Jo, et geet hei ëm staark Iwwerwaachungsmoossnamen, an et ass absolutt noutwendeg, datt een do ganz genee hikuckt.

Mee ech wëll et ganz däitlech soen: Dëse Projet ass kee Blankoscheck fir Vollzäitiwwerwaachung. Et ass kee Fräibréif, fir onkontrolléiert an d'Privatliewe vun de Leit anzegräifen. Et handelt sech ëm geziilt, streng encadréiert Moossnamen, déi nëmme fir schwéier Strofdote virgesi sinn, mat kloer definéierte Konditiounen, mat limitéierter Dauer an ënnert den Dateschutzgarantien, déi 2018 agefouert goufen an déi och weiderhin integral gëllen.

A wichteg an deem Kontext ass ze betounen, dass dëst ënner riichterlecher Kontroll geschitt, am Kader vun enger Enquête judiciaire. Et ass de Riichter, deen appreciéiert an decidéiert, ob d'Konditiounen erfëllt sinn, fir zu dëse Mesüre kënnen ze gräifen, soudass d'Gefor vum Abus u sech ausgeschloss gëtt.

Mir schwätzen net iwwer massenhaft Iwwerwaachung vun onschëllege Bierger, mee iwwer punktuell, justifizéiert Asätz do, wou e seriöe Verdacht op schwéier Kriminalitéit besteet, an dat ëmmer – an dat muss ech och ëmmer erëm betounen – ënnert dem Contrôle judiciaire.

Eppes däerfe mer och net vergiessen: D'Grondrechter gëlle fir jiddereen, an dat zemools fir d'Affer. D'Recht, net exploitéiert ze ginn, d'Recht, net a kriminell Netzwierker eragezunn ze ginn, d'Recht, an engem séchere Land ze liewen, ass och en Deel vun eiser Verfassungskultur. A wann de Staat net méi an der Lag ass, esou Netzwierker ze ënnerbriechen, da loosse mer och d'Affer eleng. A genau dat wëlle mer heimadder verhënneren.

Dofir steet d'CSV kloer hannert dësem Projet, well en d'Balance sicht tëscht enger staarker, effizienter Sécherheetspolitick an engem konsequente Rechtsstaat. Mir vertrauen eiser Justiz, mir vertrauen eise Riichteren an de Kontrollinstanzen, an dëse Projet gëtt hinnen déi néideg Instrumenter, ouni d'Fundamenter vun eiser Demokratie a Fro ze stellen. Et ass en Instrument vu Verantwortung, vis-à-vis vun de Bierger a virun allem vis-à-vis vun den Affer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An déi éischt ageschriwwe Riednerin vun haut de Mëtten ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'DNA vun der Kriminalitéit huet sech verännert. Dat schreift Europol an hirem rezente Rapport iwwert d'organiséiert Kriminalitéit – eng Observatioun, déi sech am Alldag vun eisen Enquêteuren och ëmmer nees bestätege léisst.

Déi grouss kriminell Netzwierker vun haut schaffe mat héich sophistiquéierte Mëttel: mat verschlësselter, anonymiséierter Kommunikatioun, mat komplexen digitalen Infrastrukturen a flexibele Strukturen, déi iwwert d'Grenzen ewechginn a sech permanent un déi nei Technologien upassen.

Dës Evolutioun mécht, datt déi klassesch Enquêtemëttel ëmmer méi dacks un hir Grenze stoussen. Als Gesetzgeeber dierfe mir dat net ignoréieren a sinn deemno gefuerdert, och déi prozedural Moyenen an der Poursuite pénale un dës nei Technologien ze adaptéieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Andeems mir den Artikel 88-2 Paragraf 2 vum Code de procédure pénale änneren, erméigleche mir, dass déi speziell Iwwerwaachungsmoossnamen, déi scho genannt goufen – Sonorisatioun, Fixatioun vu Biller a Captatioun vun informateschen Donnéeën –, net méi nëmmen am Kontext vun Terrorismus an eiser Staatssécherheet kënnen agesat ginn. Dës ginn hei op déi schwéierste Form vun der Kriminalitéit, notamment Mënschenhandel, international Drogennetzer, Verstéiss am Waffeberäich, sexuell Ausbeutung a Pedopornografie, Falschgeld a schwéier Forme vun organiséierter Kriminalitéit, ausgeweit.

Mir wëssen aus der Praxis, dass zum Beispill d'Sonorisatioun an der Terrorismusbekämpfung schonn haut eng wichteg Roll spillt an Instructioune schonn entscheedend weiderbruecht huet. A Situatiounen, wou et fir d'Victimmen ëm Liewen oder Doud geet, wéi zum Beispill bei der Entféierung vu Kanner, do zielt all Minutt. An do kënne mir eis et dann einfach net leeschten, op déi Mëttel ze verzichten, déi eis effektiv och hei a schwéiere Forme vu Kriminalitéit kéinte weiderhëllefen.

En effikasse legale Kader muss sech kënnen upassen. Mir kënnen net mat Instrumenter vun 1982 d'Kriminalitéit vun 2025 bekämpfen. Mat dësem Gesetzesprojet gi mir eise Justizautoritéiten déi néideg Mëttel, fir d'Instructioune bei moderne Forme vun der Kriminalitéit méi effikass an och méi séier ze maachen. D'Delaie vun de Prozedure gi jo oft kritiséiert. Ech menge schonn, dass et hei och zousätzlech Moyene gëtt, déi och kënnen zu enger Acceleratioun vun de Prozedure bäidroen, wa mer grad bei komplexen, ganz graven Infraktioune sinn.

Mir schafen domat e proportionéierten, moderniséierten a mat den EU-Standarden alignéierte Gesetzeskader. Et war scho gesot ginn: An anere Länner gëtt et déi heite Moyene schonn. An iwwregens huet och eise Procureur européen délégué verschidde Moyenen, déi hei an dësem Text elo fir de lëtzebuergesche Kader virgesi ginn.

Här President, wéi bei eiser Diskussioun ëm d'Erweiderung vun der Mini-Instructioun, wëll ech awer och bei dësem Projet soen an och insistéieren, dass esou erweidert Moyene keng Willkür bedeiten, mee dass an der Procédure pénale ëmmer och d'Garantie-procédurallen an notamment d'Droits de la défense musse respektéiert ginn.

Déi besonnesch intrusiv prozedural Moyenen, déi mir hei op aner Infraktiounen ausweiten, mussen alleguerte vun engem Untersuchungsriichter ordonéiert ginn, engem Untersuchungsriichter, deen, wéi gewosst, à charge an à décharge instruéiert. Si kënnen och wierklech just à titre exceptionnel a mat spezieller Motivatioun ordonéiert ginn, soudass dës Moyene verhältnisméisseg agesat musse ginn, wann et noutwendeg ass an och all aner Mëttel net méi do sinn. Dobäi kommen d'Garantien aus dem Dateschutz, déi hei och musse respektéiert sinn iwwert déi Gesetzer an déi Reegelen, déi mer eis fir den Dateschutz ginn hunn. Mir schwätzen also vun engem geziilten, engem kontrolléierten Asaz an net vun enger flächendeckender Iwwerwaachung.

Dëse Projet geet aleng net duer, fir déi organiséiert Kriminalitéit ze bekämpfen, mee en ass e weidere Schratt, fir zesummen a Kooperatioun mat eisen Nopesch- a Partnerlänner kënnen aktiv ze handelen an eis besser géint grav an nei Forme vu Kriminalitéit opzestellen. Mir iwwerhuele Verantwortung fir de Schutz, fir d'Sécherheet vun de Leit a fir eng modern Justiz, déi sech un d'Entwécklungen an un d'Besoine vun der Gesellschaft upasst. Ech recommandéieren aus dëse Grënn menger Fraktioun, dësem Gesetzesprojet zouzestëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir héieren et: D'Kriminalitéit, déi ännert sech.

D'Kriminalitéitskultur ass warscheinlech an eiser DNA als Mënsch déi selwecht säit jeehier. Ech weess net, ob sech do vill deet, mee d'Aart a Weis, wéi virgaange gëtt, déi ännert extreem schnell. D'Technologie mécht et méiglech, a mir humpelen hannendrun.

Ech wëll awer betounen, dass eis Rechtskultur genausou – hoffentlech – an eiser europäescher DNA verankert ass. Eis Grondrechter, dat sinn net iergendwellech Rechter. Et sinn, wéi d'Wuert et seet, eis Wuerzelen, et sinn eis Leitplanken. Et ass dat, wat eis haut nach ausmécht am Verglach zu anere Länner, zu Tendenzen op der Welt, déi an eng aner Richtung ginn. Duerfir solle mer déi op kee Fall aus den Ae verléieren.

Ech widderhuelen net, wat am Rapport scho ganz detailléiert beschriwwe ginn ass, wourëms et haut hei geet. Et geet an der Substanz ëm ganz invasiv Mesüren, Iwwerwaachungsmesüren. Ech géif awer gären un de Kontext erënneren. An deem Kontext, wou mer déi Diskussiounen hei ugefaangen hunn, do war et net Dir vis-à-vis, Madamm Minister, mee Äre Kolleeg, den Här Gloden, dee souzesoen an de Krich gezunn ass géint d'Heescherten. Mir haten e Problem an eisem Stadtbild hei, wou et lassgaangen ass. Déi einfach Heescherei war e grousse Problem. An et ass eng grouss Armada ausgefuer ginn, fir dogéint virzegoen.

An deem Kontext hate mer vill Gespréicher, hei an och an de Chamberskommissiounen. Mir hu geschwat mat den Acteure vum Terrain. Mir hu probéiert ze verstoen, wat da genau gewollt ass. Ech si ganz frou an ech soen och Merci, dass entre-temps déi einfach Heescherei hir Plaz dann net méi soll am Code pénal hunn an Zukunft. An trotzdeem ass an deene Gespréicher eppes aneres visibel ginn. Well mir wollten ewech vun deene klenge Fësch. Do ware mer eis iergendwann alleguerten eens. Et sinn net déi kleng Fësch, op déi mer eis Energie solle setzen. Et ass ëm déi grouss Fësch gaangen, déi mat den décke Limousinnen, d'Strippenzieher, déi, déi de Mënschenhandel bedreiwen, déi, déi Milliounen a Milliounen deviéieren u Gelder, déi iergendwou sinn, déi eng Realitéit sinn, déi wäissgewäsch ginn.

An deem Kader sëtze mer e bësselchen, wéi een op Englesch géif soen, „helpless" do alleguerten. A mir hu gesot: „Jo, firwat komme mer dann net dorunner? Firwat kënne mer näischt maachen?" An et huet sech erausgestallt, dass dat net just eng Fro vu Ressourcen ass – ech weess, dass do vill gemaach gëtt fir anzestellen –, mee och vu Moyenen, vun Technologien, déi zur Verfügung gestallt ginn, fir dass eis Justizautoritéite kënne seriö virgoen an och eeben der grousser Kriminalitéit besser op d'Spuer kommen.

Ech muss soen, dat heiten ass e Projet, dee mir wäerte matstëmmen, ech huelen dat direkt virewech, awer dat Ganzt net ouni Bauchwéi, muss ech och soen. Ech hu mer ganz vill Gedanke gemaach an deene leschten Deeg hei ronderëm. Ech hätt gären hei méi e leidenschaftleche Plädoyer an eng aner Richtung geféiert, an trotzdeem sinn ech och selwer perséinlech fir mech ganz kloer zur Konklusioun komm, dass mer elo solle matstëmmen, well mir hunn Tatsaache virun eis. Mir hunn Dausenden u Victimmen. Dat si Leit, déi sech souwisou net wiere kënnen, déi ausgeliwwert sinn. Dat ass eng Realitéit dagdeeglech, a mir wëssen, a mir kënnen d'Aen net zoumaachen, dass eis Autoritéiten net kënnen handelen am Moment. Dat heescht, mir maachen eis an engem gewëssene Sënn schëlleg, wa mer hei net handelen an och net schnell handelen.

Et ass awer fir eis als Partei genausou wichteg, dass mer hei déi néideg Virsiicht un den Dag leeën an dass mer dee gudden Echange, dee mer am Moment mat eisen Autoritéiten hunn, oprechterhalen a genau Mesüre wéi déi hei an aller Transparenz suivéieren, dass mer Rechenschaft ofgeliwwert kréien, wéi se ugewannt ginn, dass ee sech eventuell och net ze schued ass, wann ee mierkt an engem Joer oder a puer Joer, dass mer vläicht e Schratt ze wäit gaange sinn, dass een e Schratt nees zréckgeet.

Mir decken hei ganz breet of. D'Infraktiounen, déi viséiert sinn, sinn zum Deel och verhältnisméisseg streng gereegelt – ech denken un de Blanchiment – am Verglach zu anere Länner. Dat sinn alles Saachen, op déi een nach eng Kéier, vläicht am Detail a réckbléckend, wann een d'Praxis méi genau gesäit, kann zréckkommen. Mir wäerten och dofir eng Motioun, déi herno vun de gréngе Kolleege wäert eragereecht ginn, matdroen, déi fuerdert, dass mer eis hei alleguerten zesummesetzen an e seriöe Suivi maache vun der Applikatioun vun dëse Mesüren. D'Sam Tanson wäert herno am Detail dorobber agoen.

En anert Argument nieft der Realitéit vun net wéinege Victimmen, mee ganz, ganz ville Victimmen an deene Schwächsten am ganze Spill ass awer och en determinante Facteur d'Symbolik, déi mer hei op den Dësch leeën. Eis Justizautoritéite sinn op eis ugewisen. Wa si eis soen, si hätten d'Hänn gebonnen, mengen ech, si mer hinne schëlleg, hinnen och dat Vertrauen entgéintzebréngen, dat se verdéngt hunn an enger gesonder Demokratie. Ech gleewen dorunner. An et ass net, well vläicht déi eng oder déi aner Kéier eng Decisioun geholl gëtt, déi deem engen oder aneren net gefält, dass een dofir d'Integritéit vun eise Justizautoritéite soll global a Fro stellen.

Ech gleewen drun, dass se dat mat Mooss a Verstand wäerten applizéieren an dass se och an aller Transparenz wäerten den Echange mat eis sichen, fir ze evaluéieren, ob dat heiten dat ass, wat se brauchen, an dass mir och déi néideg Fräiheet am Kapp behalen, fir eis vläicht ze soen, dass mer eventuell ze wäit gaange sinn. Dozou soll ee sech och an enger Chamber net ze schued sinn.

Voilà, dat war et. Wéi gesot, d'Motioun, déi mir wäerten ënnerstëtzen, gëtt herno am Detail vun der Madamm Tanson nach eng Kéier ëmschriwwen. An an deem Sënn géif ech op alle Fall nach ëmmer eiser Fraktioun proposéieren, dëst Gesetz matzestëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Lenert. An da wier et elo um honorabelen Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut also de Projet de loi 8515, deen d'Upassung vum Artikel 88-2 Paragraf 2 vum Code de procédure pénale virgesäit. Eng Haaptfro, déi sech stellt, ass, wat fir Mëttelen de Staat asetzen däerf a wéi wäit hie goe soll, ouni déi fundamental Rechter vun de Mënschen ze verletzen.

Dëse Projet erweidert d'Benotzung vun de speziellen Ermëttlungsinstrumenter, wéi Tounopnamen, Bildopnamen an d'Sammele vun informateschen Donnéeën, bei Fäll vu schwéierer Kriminalitéit, ënner anerem Pedopornografie, Mënschenhandel a grenziwwerschreidender organiséierter Kriminalitéit.

Bis elo waren dës Instrumenter nëmmen am Fall vu Staatsgefor oder Terrorismus zougelooss. D'Realitéit ass déi, datt d'Forme vu Kriminalitéit sech engersäits staark vervillfältegt a sech anerersäits och staark weiderentwéckelt hunn, gradewéi och déi technologesch Méiglechkeeten. Et gëtt kriminell Netzwierker, déi op professionellem Niveau verschidde Forme vu Kriminalitéit am digitale Raum bedreiwen, dorënner Cyberkriminalitéit, massiven Drogen- a Mënschenhandel souwéi och pedokriminell Plattformen. Déi Kriminell schaffe mat neisten digitalen Techniken, woumat si net just all moralesch Wäerter, mee och d'Gesetz mat Féiss treppelen. Et ass also néideg, dem Parquet an der Police déi néideg Mëttel ze ginn, fir dës Strukturen opzebriechen an ze ënnerbannen.

Ausserdeem setzt déi international Rechtshëllef viraus, besonnesch an der Zesummenaarbecht mam Parquet européen, datt de Lëtzebuerger Gesetzgeeber kompatibel Ermëttlungsinstrumenter virgesäit. Ouni gesetzlech Upassung riskéiere mer am Fall vun enger néideger Zesummenaarbecht mat den entspriechende Strukturen am Ausland, net effikass kooperéieren ze kënnen oder d'Zesummenaarbecht souguer ze blockéieren. Dëst géif kriminelle Strukturen direkt an d'Hänn spillen, wat mir natierlech net wëllen.

D'Praxis weist eis kloer, datt eis Gesetzgeebung Lacunnen opweist. Dëst betrëfft besonnesch Prozeduren, déi iwwert d'Landesgrenzen eraus verlafen an déi mat dësem Projet awer kënne behuewe ginn. Et geet hei net just ëm eng theoreetesch méiglech Situatioun, mee ëm Situatiounen, déi an der Praxis scho längst Realitéit sinn. Dowéinst besteet eng konkreet Noutwendegkeet, déi vun de betraffene Leit um Terrain unerkannt a gefuerdert gëtt.

Mir dierfen awer net ignoréieren, datt dës Instrumenter och en Agréff an d'Privatsphär mat sech bréngen. D'Avise vum Staatsrot hunn dat jo kloer gewisen. Dat ass hei och schonn ugeklongen. De Staatsrot erënnert drun, datt eng Toun- oder Bildopnam, a besonnesch d'Sammele vun informateschen Donnéeën, op d'mannst esou intrusiv ass, wann net nach méi intrusiv, wéi dat klassescht Oflauschtere vun den Telekommunikatiounen.

De Schutz vum Bierger a senger Privatsphär ass eis als ADR ganz wichteg a mir setzen eis ëmmer nees fir de Schutz vun dëser an. D'Stäerkung vun de juristesche Mëttel dierf net zu enger Schwächung vun de Grondrechter féieren. Eist Land däerf net an eng Kultur vun der genereller Iwwerwaachung geroden.

De Staatsrot huet zu Recht drop higewisen, datt dës Mëttelen extreem intrusiv kënne sinn. Dofir besteet d'ADR op e kloer reguléierte Kader, well dës Mëttelen dierfen net fräi an ouni Weideres benotzt ginn. An dee Kader ass vun dësem Projet och esou virgesinn: Dës Mëttel dierfen nëmme vum Riichter ordonéiert ginn, op Basis vun enger preziser an detailléierter Motivatioun. D'Nullitéit beim Verstouss géint d'Prozedur bleift vollstänneg erhalen – an dat ass fir d'ADR net verhandelbar. D'Erweiderung däerf net zu enger allgemenger Praxis ginn, mee muss och an Zukunft e strikt limitéiert Instrument bleiwen.

An enger Zäit, an där Netzwierker vu Mënschenhandelsstrukturen oder pedokriminelle Plattforme massiv vun digitalen Technologië profitéieren, ass et politesch a moralesch ze vertrieden, wann de Staat dës Technologien asetzt, fir esou Verbriechen ze verhënneren an ze verfollegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Dëse Projet stellt eng néideg Moderniséierung duer, déi gläichzäiteg d'Effikassitéit vun der Justiz stäerkt, déi international Kooperatioun verbessert an awer déi weesentlech Grondrechter duerch strikt Kontrollmechanisme séchert. D'Forme vu Kriminalitéit hu sech verännert. Eis Instrumenter mussen et och. Dowéinst stëmme mir dëse Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Hardy. An da wier et elo un där

honorabeler Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, et ass schonn ugeklongen: Mir schwätzen haut iwwer eng Reform, déi u sech eng vun de sensibelste Mesüren an eisem ganze Code de procédure pénale betrëfft, nämlech d'Méiglechkeet, Leit ofzelauschtere bei engem Doheem, den Telefon, awer natierlech och – an dat ass jo elo scho vill ugeklongen – déi digital Moyenen, dat heescht, ze infiltréieren an en Telefon, an en aneren digitalen Apparat. Dat si Mesüren, déi an dat Intiimst agräifen a vun deenen déi sensibelst bis elo just am Fall vun Terrorismus oder Infraktioune géint d'Staatssécherheet gegollt hunn.

An ech sinn absolutt d'accord mat menge Virriedner, déi ënnerstrach hunn, dass d'Kriminalitéit evoluéiert, dass d'Moyene vun de kriminelle Banden evoluéieren an dass et wichteg ass, dass eis Justizautoritéiten an d'Police och déi néideg Moyenen hunn, fir do matzehalen.

D'Fro, déi sech awer an eisen Ae stellt, ass déi vun der Verhältnisméissegkeet vun deene Mesüren, déi mer decidéieren, fir ëmmer ze kucken: Dat, wat mer elo decidéieren, ass dat wierklech genau dat, wat gebraucht gëtt, zemools wann et esou wäit geet wéi dat, wat hei am Raum steet? Fréier ass effektiv villes iwwert den ... Et ass virdru rieds gaange vum Nokia oder vun aneren Apparaten, déi mer vläicht elo manner am Gebrauch hunn. An haut leeft ganz villes iwwert d'Messengerservicer. Grad an der internationaler Kriminalitéit, an der Bandekriminalitéit musse mer d'Moyenen hunn, fir do kënne matzehalen.

Amplaz awer elo hei en zilgeriichten an och éierlechen Debat iwwert dat ze féieren, wat dat bedeit, net nëmme fir d'Justizautoritéiten – well leider, an dat läit net un de politesche Responsabelen elo hei, sinn déi Texter hei just aviséiert gi vun de Justizautoritéiten –, mee och fir déi betraffe Mënschen, an amplaz just am Detail ze kucken, fir wéi eng konkreet Infraktiounen esou intrusiv Moossname gerechtfertegt sinn, ass awer mat enger gewëssener Nonchalance hei gehandelt ginn. An déi Nonchalance gëtt an eisen Aen der Sensibilitéit vun dësem Text net gerecht: Et ass en Agrëff an dat Privaatst vum Mënsch.

An ech ka mer eigentlech keen heibanne virstellen, dee sech wuel géing dobäi spieren, wann dat em géing geschéien. An dat selwecht gëllt och garantéiert fir ganz vill Leit dobaussen. An dobäi muss een ëmmer nees preziséieren: Et geet hei net ëm verurteelt Krimineller. Et geet hei éischtens ëm Leit, déi beschëllegt sinn oder déi soupçonéiert si souguer, an zweetens och ëm Leit – dat ass elo net weider ugeklongen –, déi a Kontakt si mat deene Leit, déi ënner Verdacht stinn. Dat heescht, et ass schonn eppes, wat wierklech ganz, ganz wäit geet a wou mer also och mat Bedacht musse virgoen.

Wéi awer elo hei virgaange ginn ass, dat gesäit ee ganz gutt um legislative Verlaf vum Dossier. An enger éischter Versioun vum Text hat d'Regierung nieft enger Oplëschtung vun Infraktiounen, déi, denken ech, wierklech gréisstendeels hir Legitimitéit hunn, de ganze Blanchiment mat erageholl. Dat kléngt vläicht fir e Laie gutt. Sue wäisswäschen, dat ass jo wierklech grav, mee et muss ee jo wëssen, datt, fir datt et zu Blanchiment hei am Land kënnt, eng Infraction primaire gemaach muss ginn. Dat heescht, et muss ee fir d'éischt eng aner Strofdot begaangen hunn an de Produit vun där, dee gëtt da wäissgewäsch. An dat gëtt awer extreem extensiv ausgeluecht, soudatt ee bei quasi all Strofdot nach kann zousätzlech de Blanchiment reprochéiert kréien.

Parallell dozou ass an der leschter Plenière hei d'Lëscht ofgeschaaft gi vun eeben deenen Infractions primaires, soudass elo all Delikt eeben zu engem Blanchiment féiere kann, mam Resultat also, datt, wann déi éischt Versioun haut hei zum Vott géing stoen, déi Mesüren do fir all Delikt kéinte spillen. An do si mer wäit ewech vun deene Kriminalitéitsfäll, déi elo ugeklonge sinn, vun Drogebanden an esou weider.

Mir kruten zwar, an dat soen ech och, natierlech op meng Remarken hin an der Kommissioun och direkt eng Ouverture gemaach vun der Ministesch. De Staatsrot huet dunn och am Avis de Rappell gemaach, datt et hei ëm en extreem delikate Sujet geet, deen d'Mënscherechter staark touchéiert: de Schutz vum Privatliewen, d'individuell Fräiheet, d'Inviolabilitéit vum Domicile a vun der Korrespondenz. De Staatsrot huet virun allem d'Fro opgeworf, wéi et kéint sinn, datt beim Punkt a), also dem rengen Telefonsoflauschteren, eng Limitt vun zwee Joer géing gëllen a beim Punkt b), also dem Asetze vun den Ecoutten oder engem Staatstrojaner, déi Limitt eeben net géing am Text stoen.

Niewebäi bemierkt muss ech soen: Ech hunn deen heiten Avis verglach mat deem vun 2018, wou d'Dispositioun vum Staatstrojaner iwwerhaapt mol agefouert ginn ass fir d'Fäll vun Terrorismus a fir d'Fäll vun der Sécherheet vum Staat, an do ass eng Verhältnisméissegkeetskontroll gemaach ginn, déi dës Kéier net gemaach ginn ass. An ech hunn och d'Rieden nach eng Kéier gekuckt vun 2018, wou den Text hei gestëmmt ginn ass. An do war esou eng grouss Virsiicht hei an de Bänke vu jiddwerengem, déi gesot hunn: „Ok, fir déi dote schlëmm Infraktiounen, do kënne mer eis dat virstellen. Mir musse ganz gutt oppassen. Mir mussen extreem virsiichteg sinn." Dat war kuerz no den Attentater vu Paräis. Ech stelle fest, datt mer haut wierklech an enger anerer Welt liewen.

Déi aner Fro vum Staatsrot war déi, wisou Der net – an dat bleift wierklech meng Fro – och wéi a Frankräich eng Barriär virgesinn hutt, datt de ganze Prozedere nëmme ka genotzt ginn, wann et sech ëm organiséiert Kriminalitéit an Delinquance handelt. Do ass eng extensiv Oplëschtung vun den Infraktiounen. A jo, do steet och de Blanchiment dran, am franséischen Text, mee bezunn – bezunn! – op déi Infraktiounen, déi virdrun am Text stoungen. An dat sinn haaptsächlech déi vun der organiséierter Kriminalitéit.

Dir hutt dunn en Amendement gemaach an dunn ass eng Peine minimale vu véier Joer oder méi drastoe komm. Wann et net ëm de Prinzipp gaange wier, nämlech deen, dass et awer wichteg ass ze soen: „Kommt, mir kucke genau, ëm wéi eng Infraktiounen et geet!", dann hätt een, mengen ech, mat deem Text kënnen d'accord sinn.

Mee nee, de Staatsrot huet a sengem Avis déi lescht Woch gesot – och hei nees net ganz nozevollzéien –, et wier méi kohärent, vun enger Peine maximale vu véier Joer oder méi ze schreiwen. Dat gouf dunn einfach iwwerholl. Dat kléngt och elo erëm no engem Detail, mee ob ee vun enger Peine minimale vu véier Joer schwätzt – wat de facto eigentlech just dem Crime gläichkënnt, well mir hunn dat bal net an eisem Code pénal – oder ob ee vun enger Peine maximale schwätzt, wou ganz gutt en Delikt vun dräi Méint zum Beispill op fënnef Joer ka gëllen, dat ass e Risenënnerscheed.

An duerfir fanne mer, dass dat heiten, och am Verglach mat der franséischer Legislatioun, mat der däitscher Legislatioun, déi sech ganz vill domat beschäftegt huet, wierklech net gutt legiferéiert ass an engem Kontext, dee wierklech méi Fangerspëtzegefill verlaangt hätt. Mir hätte léiwer eng prezis Lëscht vun Infraktioune gehat a mir hätten och wierklech léiwer de Verweis op déi organiséiert Kriminalitéit gehat. Dir hutt dat net gemaach. Dat ass e Choix. Duerfir enthale mer eis bei dësem Text.

Mir erkennen natierlech d'Wichtegkeet un, eis méi Moyenen ze ginn. Ech deposéieren awer eng Motioun – d'Madamm Lenert ass schonn drop agaangen – an ech sinn der Meenung, fir de Suivi wierklech kënnen ze maachen, ass et wichteg, dass mer kënnen alljoers gesinn: Ass et vill benotzt ginn? Fir wéi eng Infraktiounen ass et benotzt ginn? A wéi eng Moyens techniques de surveillance si benotzt ginn? An ech wier dankbar, wann dat kéint ugeholl ginn, eeben och fir dass mer wierklech de Suivi vun dëser Mesür maache kënnen.

Merci.

Motion 1

« relative au contrôle parlementaire de l'utilisation des moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication prévues à l'article 88-1 du Code de procédure pénale »

La Chambre des Députés,

– vu le vote du projet de loi n° 8515 portant modification de l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale ;

– considérant que cette modification étend de manière substantielle les cas dans lesquels les autorités judiciaires peuvent recourir aux moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication prévues à l'article 88-1 du Code de procédure pénale ;

– considérant que ces techniques d'enquête présentent un degré d'intrusion particulièrement élevé dans la vie privée et qu'elles exigent, pour garantir le respect des droits fondamentaux et du principe de proportionnalité, un contrôle démocratique approprié ;

– considérant que la confiance du public dans l'action des autorités répressives repose notamment sur un haut niveau de transparence quant à l'utilisation des moyens d'enquête les plus intrusifs,

invite le Gouvernement

– à établir un rapport annuel portant sur l'utilisation des moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication prévues à l'article 88-1 du Code de procédure pénale ;

– à y inclure, pour chaque année écoulée :

• le nombre total de décisions du juge d'instruction autorisant l'utilisation des moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication prévues à l'article 88-1 du Code de procédure pénale,
• une ventilation par moyen technique de surveillance,
• une ventilation par types d'infractions visées à l'article 88-2, paragraphe 2,
• la durée moyenne des mesures autorisées et le nombre de prorogations,
• les motifs invoqués en application de l'article 88-2, paragraphe 2, point 3,
• des éléments d'information permettant d'apprécier l'impact opérationnel de ces mesures ;

– à transmettre ce rapport annuellement à la Chambre des Députés ;

– à procéder à une évaluation du nouvel article 88-2 trois ans à compter depuis l'entrée en vigueur de la loi.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Paulette Lenert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An da wier et elo um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. A sech geet dëst Gesetz un d'Substanz vun der

Privatsphär, dem Dateschutz an eise Grondrechter: de Staatstrojaner. Et geet ëm Vertrauen, ëm Muecht, ëm d'Fro, wou d'Grenz tëscht Sécherheet a Fräiheet verleeft. Et geet ëm d'Iwwerwaachung iwwer digital Mëttel. Dat ass schonn eng empfindlech Kompetenz, déi an d'Privatsphär agräift.

Mat dësem Projet zum Staatstrojaner geet d'Regierung ze wäit. Et geet net nëmmen ëm d'Oflauschteren, mee et geet ëm déi sougenannten informatesch Daten, also am Kloertext de staatlechen Hacking vu Computeren a vu Smartphonen. Dat sinn déi sougenannte Staatstrojaner.

D'Gesetz erlaabt domat, dass d'Autoritéiten digital Apparater vu Bierger kënnen infiltréieren iwwer Kameraen, Mikrofonen oder Spaïchermeedien, fir un déi Daten ze kommen. Dës extreem intrusiv Moossnamen, wéi d'Oflauschteren a Filme vu Wunnengen oder Autoen, ware bis elo op Terrorismus a Staatssécherheet limitéiert. Dës Regierung wäert et breet opmaachen.

Elo gi se op eng breet Lëscht vun Delikter ausgedeent. Dat geet doriwwer eraus, wat bis elo an engem Rechtsstaat als verhältnismëisseg gegollt huet. Wéi ech schonn de 5. Juni an der Justizkommissioun gesot hat, ass dëst kee klenge juristeschen Detail, mee e Paradigmewiessel – an dat zum Negativen! Et geet net méi nëmmen ëm d'Bekämpfung vu Kriminalitéit, mee ëm d'Grondfro, wéi vill Kontroll de Staat iwwer seng Bierger an hir Privatsphär soll kréien. An all nei Befugnisser, déi mol agefouert goufen, si bliwwen a si ginn duerno ëmmer méi breet interpretéiert.

Mir wësse jo, wéi esou Softwaren, esou Tools fonctionéieren. Softwaren – huele mer Pegasus – kënnen all Mikro, all Kamera an all Dateblat an engem Handy aktivéieren. Si ginn och do agesat, wou se net sollen agesat ginn. D'Erfarungen aus anere Länner weisen dat däitlech. A grad do läit d'Gefor: D'Grenz tëscht enger geziilter Enquête an enger flächendeckender Iwwerwaachung gëtt ëmmer méi dënn.

Mir gesinn och d'Gefor fir de Quelleschutz. Wann d'Justiz oder d'Police d'Méiglechkeet kritt, all Kommunikatioun ofzelauschteren, da gëtt et e reelle Risiko fir Journalisten, Affekoten, Politiker, Whistleblower an Aktivisten. D'Fräiheet vun der Press an de Schutz vun den Informanten dierfen net ënnert d'Rieder vun engem techneschen Apparat kommen, deen ëmmer méi déif an eis Privatsphär agräift.

Wann de legale Kader méi breet gëtt, gëtt och d'Iwwerwaachung méi breet. Déi nei Moossname produzéiere riseg Datevolumen, déi analyséiert musse ginn. A jiddereen, dee mat der Realitéit an der Police oder an der Justiz schafft, weess, dass déi Kapazitéiten haut schonn iwwerlaascht sinn.

Eng Software léist kee Personalmangel. Eng Spionagetechnologie ersetzt keen Enquêteur. Äre Staatstrojaner muss och ausgelies ginn. An Dir wäert jo hoffentlech dofir net d'Kënschtlech Intelligenz benotzen.

Déi Prioritéite stëmmen och net. Amplaz ëmmer méi technesch Iwwerwaachung an Datesammlung ze maachen, sollte mir d'Police um Terrain stäerken, si vun administrativen Aufgaben entlaaschten an hir Presenz bei de Leit verstäerken. Sécherheet entsteet net duerch e Staatstrojaner.

D'politesch Kontroll bleift och onkloer. D'CNPD seet, si wier net zoustänneg. D'Autorité de contrôle judiciaire nennt et eng politesch Decisioun. Dat heescht am Fong: Keen iwwerwaacht d'Iwwerwaachung. A grad dat ass an engem Rechtsstaat ganz problematesch.

Och op europäeschem Niveau ass d'Linn kloer. Mir Piraten am Europaparlament hunn eis ëmmer géint Chat Control an och géint déi Pegasus-Systemer gestallt. De Pirat Patrick Breyer huet gesot: „Mir dierfen d'digital Privatsphär vun de Bierger net zerstéieren am Numm vun der Sécherheet."

D'Pegasus-Enquête am Europaparlament huet confirméiert, dass dësen Tool a verschiddene Länner géint Journalisten, Magistraten, Politiker agesat gouf, en Tool, deen dann och zu Lëtzebuerg vun der Regierung wäert finanzéiert ginn. 2018 loung laut Geriichtsdokumenter eng Lizenz bei 6 Milliounen Euro fir europäesch Staaten, plus, wat ee méi iwwerwaacht huet, wat d'Käschten an d'Luucht gaange sinn.

Interessant ass awer do, dass Länner wéi Saudi-Arabie 55 Millioune u Pegasus bezuelt hunn. Dat heescht, de Lëtzebuerger Staat wäert mat deene Softwaren, déi en elo keeft, d'Iwwwerwaachung an anere Länner matfinanzéieren. An Dir kënnt Iech jo virstellen, wien a Saudi-Arabien an an all deenen anere Länner iwwerwaacht ginn ass.

Mir Piraten hunn eng kloer Konklusioun gezunn: keen Asaz vu Staatstrojaner! D'Sécherheet ass wichteg, mee se däerf net d'Fräiheet opfriessen. D'Justiz brauch Vertrauen, net d'Iwwerwaachung. A Vertraue kënnt net duerch e Staatstrojaner, mee duerch Transparenz, Verantwortung a Respekt virun de Grondrechter.

Well Dir mengt jo net, dass d'Gangsteren op all deene Plattforme bleiwen, déi d'Virriedner elo hei ernimmt hunn. Digital fonctionéiert dat net esou. Déi Gangsteren, déi wierklech eppes ze verstoppen hunn, wäerten do sinn, wou Pegasus an de Staatstrojaner nach net sinn. An dat wäert net esou einfach fonctionéieren, dass déi elo op WhatsApp bleiwen, wa se wëssen, dass muer d'Justiz dat iwwerwaache kann. Dofir ass dat komplett falsch, dass ee mengt, doduerch géing d'Sécherheet an d'Luucht goen.

Mir Piraten warne scho laang virum Staatstrojaner, och viru senge Konsequenzen, well hien als Trojaner wäert Der och net agrenze kënnen. Déi Software wäert herno op deenen Apparater landen, déi Der e guer net wëllt, vläicht souguer op Regierungsapparater oder soss enzwousch, well e Staatstrojaner kritt Der net agespaart. Dat ass eng Software, déi kritt Der net an e Käfeg.

Mir stinn op engem wichtege Punkt. Entweeder hale mir un engem Rechtsstaat fest, wou de Bierger Rechter huet, och vis-à-vis vum Staat. Oder Dir gitt an eng Zäit, wou d'Iwwerwaachung de Standard gëtt an d'Privatsphär d'Ausnam.

Dofir soe mir Piraten ganz kloer Nee zum Staatstrojaner. Mir wëllen e Staat, dee seng Bierger net iwwerwaacht.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mat dësem Gesetzesprojet soll d'Justiz d'Méiglechkeet kréien, Verdächteger an hiren Entourage ouni hiert Wësse mat elektronesche Mëttel ze iwwerwaachen, an dat bei Verdacht op e Crime oder am Kader vun enger ganzer Rëtsch vu manner schwéieren Delikter. Et geet dobäi ëm Toun- a Videoiwwerwaachung vum Doheem oder vum Auto vum Verdächtege beziehungsweis ëm d'Iwwerwaachung vun elektronesche Geräter, zum Beispill vum perséinleche Computer mëttels Iwwerwaachungssoftware – an Däitschland generell „Staatstrojaner" genannt – oder vum Handy mat Spionagesoftware wéi deem ganz ëmstriddene Pegasus.

Här President, dat heiten ass e ganz sensibelen Dossier, zumindest mol fir Mënsche mat enger lénker Sensibilitéit. Et spillt sech nämlech of am Spannungsverhältnis tëscht der Bekämpfung vu Verbriechen an deem an der Verfassung verankerte Recht op Privatsphär. E stellt déi komplizéiert Fro, wéi vill Biergerrechter mer bereet sinn opzeginn, fir eng méi effikass Bekämpfung vun der Kriminalitéit ze erméiglechen. An dat erfuerdert Fangerspëtzegefill – an alle Länner, wou sech déi dote Fro stellt.

An ech mengen, keen heibanne wëll Krimineller schützen, zumools net, wann et sech dobäi ëm schwéier Gesetzesverstéiss dréint. Mee et muss een ëmmer de Risiko am Hannerkapp halen, datt ee kéint lues a lues, Schrëtt fir Schrëtt, an en Iwwerwaachungsstaat eraschlidderen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dat ass mat deem heite Projet de loi net de Fall, well et ass hei legal encadréiert a begrenzt. Mee et ass awer e weidere Schrëtt an déi Richtung. Oder anescht gesot: Et fale weider Barriären, déi d'Biergerinnen a Bierger schütze géint e potenziellen Iwwerwaachungsstaat.

2018 – an eng Rëtsch Virriedner sinn drop agaangen – huet den deemolege Justizminister Félix Braz dës Iwwerwaachungsméiglechkeeten an eis Legislatioun agefouert, awer just wann et ëm Terrorismus oder ëm d'Staatssécherheet gaangen ass, an dëst ënnert dem fir eis alleguer schwéier ze erdroendem Androck vun den terroristeschen Attacken zu Paräis.

An haut, siwe Joer méi spéit, hu mer eng Regierung, déi seet, datt déi Iwwerwaachung an déi ganz intrusiv Mëttelen, déi do kënnen appliz éiert ginn am Beräich vun der Terrorismusbekämpfung, esou effikass waren, datt se elo och op d'Kriminalitéit vum Droit commun, wann een dat esou ka soen, sollen ausgedeent ginn. A wie weess, a siwe Joer kënnt da vläicht eng nei Regierung, déi dës Legislatioun hei esou effikass fënnt, datt se d'Iwwerwaachung wäert op sämtlech Gesetzesverstéiss ausdeenen, a siwe Joer duerno féiert dann nach eng aner Regierung d'Iwwerwaachung aus reng preventiven Zwecker an. Dir gesitt, et ass eng ganz quokeleg Fro, wou mer hei sinn.

An d'Richtung, déi d'Regierung hei virgëtt – iwwregens net nëmmen an deem heiten Dossier – ass fir eis zumindest besuergneserreegend. Et geet an d'Richtung vun engem repressive Law-and-Order-Staat. A mir fannen et och schued, datt et doriwwer net méi eng breet Gesellschaftsdebatt ginn ass. Wou si wichteg Avisen, déi dës Debatt hätte kënne fidderen, zum Beispill vun der Konsultativer Mënscherechtskommissioun? Déi feelen. An déi feelen dringend an dëser Debatt, fir justement d'Fro vun der Proportionalitéit, op déi ech nach wäert kommen, kënnen ofzeweien.

Här President, de Staatsrot deelt eis Bedenken. En huet déi Bedenken d'ailleurs – an d'Madamm Tanson huet et zu Recht gesot – vill méi hefteg 2018 zum Ausdrock bruecht. 2018 hunn och vill Deputéiert d'Bedenke vill méi hefteg zum Ausdrock bruecht, wéi dat hei de Fall ass. An de Staatsrot huet et awer och dës Kéier nach eng Kéier bekräftegt. De Staatsrot huet dann och den ursprünglechen Äifer vun der Regierung misse bremsen, well déi wollt am Ufank jo nach vill méi wäit goen. Via Opposition formelle huet de Staatsrot elo zumindest séchergestallt, dass d'Iwwerwaachung just op Delikter ausgedeent gëtt, op déi eng maximal Strof vun zwee Joer oder méi steet.

Mee och dat ass awer problematesch, well dat wäert net verhënneren, datt och, wéi gesot, déi ganz intrusiv Moyenen hei kënnen agesat gi fir d'Petite délinquance, eebe well et jo net begrenzt ass op Delikter, op déi op d'mannst zwee Joer Prisong stinn, mee theoreetesch och op Delikter, wou eng Strof vun e puer Deeg bis zwee Joer dropsteet. An do ass

dann awer fir eis de Prinzipp vun der Verhältnisméissegkeet net méi ginn, déi Proportionalitéit, déi awer, mengen ech, wichteg ass am Ofschätzen dovunner, wat wichteg an néideg Mëttele sinn an der Bekämpfung vu Kriminalitéit an op där anerer Säit dem Schutz vun der Privatsphär.

D'Regierung argumentéiert a seet, si wéilt eis Gesetzgebung just upassen un déi vun eisen Nopeschlänner. Och virdrun ass dat hei ugeklongen. Dat ass awer net just eis sauer opgestouss, mee zumindest och dem Staatsrot, deen drop opmierksam gemaach huet, datt zumindest eent vun eisen dräi Nopeschlänner, nämlech Däitschland, eng ganz restriktiv Reegelung huet, wat d'elektronesch Iwwerwaachung ugeet. A souguer Frankräich, dat zweet vun eisen dräi Nopeschlänner, wat jo ansonsten an deenen dote Froen net onbedéngt als Musterbeispill géllt, geet hei vill manner wäit wéi dës Regierung, well a Frankräich däerfen déi intrusiv Iwwerwaachungsmethode just agesat ginn, wann et sech ëm organiséiert Kriminalitéit handelt – eng Formel, där mir och eventuell eis Zoustëmmung hätte kënne ginn.

An dat ass jo interessant an all den Argumentatioune vum Här Weiler, dee ganz vill iwwer Netzwierker geschwat huet, vun der Madamm Hartmann, déi notamment iwwer organiséiert Kriminalitéit geschwat huet, och vun der Madamm Lenert: Ëmmer geet et ëm organiséiert Kriminalitéit. Mee wann Der dat wëllt, da schreiwe mer dat, da schreift dat dohinner a mer begrenzen et dorobber. Dësen Text mécht dat awer net!

An duerfir, Här President, mengen ech, hutt Dir verstanen: Dësen Text geet eis ze wäit. E schéisst, mengen ech, laanscht d'Zil. An andeem en dat mécht, begëtt e sech op eng, mengen ech, awer fir eis Gesellschaft ganz geféierlech Courbe. Mir wäerten deen heiten Text net matstëmme kënnen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Dës Reform ass eng wichteg Etapp an eise Beméiungen, der Justiz déi néideg Moyenen ze ginn, fir hir Aarbecht effikass ze maachen. Et ass och e weidert Element am Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit an et ass d'Upassung vun onsem Kader un d'Evolutioun vun der Technologie. An och do ass iwwer e puer Joer ganz vill geschitt.

Wat maache mer? D'Sonorisatioun an d'Erfaassung vun Informatikdaten, déi bis elo just asetzbar ware bei Terrorismus an nationaler Sécherheet, weite mer elo aus op all Crime an eng Rei Delikter. An dës Selektioun, déi hu mer gemaach zesumme mat de Justizautoritéiten, fir ze kucken: Wat sinn dann déi Infraktiounen, déi besonnesch virkomme bei der organiséierter Kriminalitéit?

An dobäi sinn och eng Rei Infraktiounen, wou et eebe grad wichteg ass, kënnen iwwert dës Mëttelen ze verfügen, well et ouni dës Mëttele quasi onméiglech ass, Preuven ze fannen. Mir wëssen, datt besonnesch och an den Drogendelikter WhatsApp ganz wichteg ass, datt iwwer Codewierder kommunizéiert gëtt. Mir wëssen, datt och beim Grooming am Darknet operéiert gëtt an datt mer mussen dës Moyenen hunn, fir kënnen un déi néideg Preuven ze kommen.

Déi Lëscht ass entstanen opgrond vun Diskussioune mat de Justizautoritéiten. Si ass awer och ugepasst ginn am Laf vun der Prozedur opgrond vun der Diskussioun, déi mer haten an der Chamberskommissioun, an och vun den Avisen. Esou hu mer beim Blanchiment decidéiert, an esou hate mer et och an der Diskussioun zréckbehalen, eis un deem ze inspiréieren, wat notamment de Fall ass fir de Parquet européen, genausou wéi mer d'Lëscht vun den Infraktiounen och ugepasst hunn, fir datt eeben net méi Moyene méiglech si wéi bei den Écoute-téléphoniquen. Dat ass ganz wichteg, datt am Fong geholl dee Seuil, deen Dir virdru genannt hutt, Här Baum, awer respektéiert ass duerch déi Lëscht vun Infraktiounen, esou wéi se am Moment am Text ass.

Wisou ass dat wichteg? Ben, well d'Technik evoluéiert huet. An esou hunn och d'Methode vun de Kriminellen evoluéiert. Déi klassesch Moyene ginn net méi duer, well d'Kommunikatioun eeben einfach net méi iwwert déi klassesch Moyene leeft. Ech mengen, wie vun eis heibanne benotzt nach reegelméisseg den Haustelefon? Ech selwer op alle Fall net. An och iwwer WhatsApp telefonéiere mer ëmmer méi. An ech mengen, datt souwuel de Procureur général d'État wéi och seng Virgängerin reegelméisseg betount hunn, datt mer dës Moyene brauchen, well déi klassesch Écoute téléphonique, esou wéi mer se agesat hu fréier an déi fréier och en effikassen Outil war, einfach näischt méi bréngt. An déi hunn dat net eréischt gefuerdert, säit dës Regierung do ass. Si hu scho méi laang drop opmierksam gemaach, datt se der Technik hannendrulafen. An dowéinster hu se notamment och nach eng Kéier méi wéi däitlech hei an der Chamberskommissioun ënnerstrach, wéi mer d'Diskussiounen haten iwwert den Drogendësch, dass si dës Moyene brauchen.

An onsen Nopeschlänner gi se och schonn eng Zäitche méi wäit wéi just den Terrorismus an déi national Sécherheet. Mir hunn eis inspiréiert un deenen Texter. Mir hu se net eent zu eent iwwerholl, mee Dir wësst, datt dat zu Lëtzebuerg och net onbedéngt muss sinn, datt mer ëmmer nëmme kopéiere gi bei eis Nopeschlänner. Mee mir probéiere jo awer iergendwéi, eise Justizautoritéite Moyenen ze ginn opgrond vun där krimineller Situatioun, déi si hei zu Lëtzebuerg kennen.

Den zweete Grond, firwat mer dat maachen, ass awer och d'international Kooperatioun, well mer feststellen, datt Lëtzebuerg am Fong geholl e bëssen e Blind Spot ass, well eis Nopeschlänner eeben déi Moyene kënnen asetzen. An den Här Weiler, deem ech d'ailleurs Merci soe fir säin exzellente Rapport, deen huet och kloer ënnerstrach, datt déi Daten, déi erfaasst ginn hei zu Lëtzebuerg, net kënne genotzt ginn, well mir déi Moyenen net an eiser Legislatioun virgesinn hunn. An dat, muss ech awer soen, ass an der internationaler Kooperatioun schwiereg. Ech mengen, eise Representant vun Eurojust huet dat och ganz kloer an der Kommissioun gesot. Also, et ass méi wéi eng Kéier, datt mer gefrot gi sinn, dat heiten ze maachen.

An da passe mer awer och d'Texter un un d'Moyene vum Europäesche Parquet. Ech mengen, datt et schwéier nozevollzéien ass, datt den Europäesche Parquet hei aner Moyenen huet wéi eisen nationale Parquet an dësem Domän.

Eis Justiz muss sech also upassen. An déi Moossname bleiwen trotz allem awer d'Ausnam. Se si kontrolléiert, se ënnerleien der Zoustëmmung vum Untersuchungsriichter an et muss e konkreete Verdacht op eng Strofdot bestoen.

Jo, se sinn invasiv. Mee och d'Victimme sinn invasive Methoden ausgesat. A mir mussen eis och d'Moyene ginn, fir si ze schützen. An ech hunn, wéi vill vun Iech heibannen, och d'Vertrauen an d'Justiz, dass se déi esou asetze wäert, wéi et am Text virgesinn ass an och op räsonabel Aart a Weis. Et muss ee souwisou wëssen, datt déi Moyene guer net esou einfach anzesetze sinn, soudatt dat schonn e gewëssenen Opwand ass an datt natierlech an engem Dossier d'Elementer och mussen do sinn, fir se kënnen anzesetzen.

Op alle Fall interesséieren ech mech och fir de Suivi vun deem Dossier. An ech mengen, et ass richteg, datt mer eis och d'Fro stellen: Wéi vill ass et dann tatsächlech elo benotzt ginn? Do sinn ech ganz bei Iech.

Mee fir mech ass dat heiten op alle Fall déi richteg Balance tëschent der Fräiheet op där enger Säit an der Sécherheet op där anerer Säit.

Ech soen Iech Merci fir de breede Support.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen, wann Der alleguer ageloggt sidd, och zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8515 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8515[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8515 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmen op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der wannechgelift nach Är Procuratioune kuerz nokucken? Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 51, Nee: 4, Abstentiounen: 4. Dëse Projet de loi ass also mat 51 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ... Ech kréien hei signaléiert, Här Di Bartolomeo, Ären Ecran hätt net fonctionéiert. Dir hutt mat Jo gestëmmt.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Dëse Projet de loi ass also mat 52 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Liz Braz) et M. Ben Polidori (par M. Franz Fayot) ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, an dat ass de Projet de loi ...

(Interruptions)

Motion 1

Et ass nach eng Motioun do, jo. Et deet mer leed. Mir hunn nach eng Motioun vun der Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, wëllt Dir elo driwwer schwätzen? Dir schwätzt duerno driwwer. Wie wëllt zu der Madamm Tanson hirer Motioun Stellung huelen? Den Här Weiler, d'Madamm Braz. Här Weiler, fänkt Dir un.

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Jo, d'Ministesch huet et scho gesot, datt de Suivi wichteg ass. Mir sinn eis bewosst, datt et e sensibelen Dossier ass an och eng considerabel Iwwerwaachung scho ka sinn, wou de Proportionalitéitsprinzipp an och de Suivi judiciaire primordial sinn. Dofir si mir och der Meenung, datt et richteg a wichteg ass, e Suivi ze maachen an dat dann och mat engem Rapport all Joer festzehalen, soudatt ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun matzestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. D'Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Jo, effektiv ass de Vott vun dëser Motioun eis wichteg. Mir hu virdru betount, dass mer e bësse Bauchwéi mat deem Projet hunn. Virun allem d'Evaluatioun no dräi Joer wier eis wichteg. Mir hunn hei virun zwou Wochen en awer déifgräifende Revirement gestëmmt bei der Applikatioun vum Sursis automatique, ouni dass dovun eng Evaluatioun gemaach ginn ass. Vu dass dat heite Mesüre sinn, déi extreem wäit ginn, solle mer hei no dräi Joer ganz sécher eng Kéier Konklusiounen zéien, wéi oft se benotzt gi sinn a wéi effikass se herno wierklech waren, fir dass mer dann nach eng Kéier kënnen driwwer diskutéieren, ob een dat doten esou soll bäibehalen oder net. Deementspriechend si mir natierlech ganz en faveur, fir déi Motioun matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci fir d'Wuert, Här President. Also mir soe reegelméisseg als ADR, dass mir net wëllen, dass et eng Kéier zu engem Iwwerwaachungsstaat kënnt, och ëmmer méi. An ech mengen, déi Motioun ass an eisen Ae gutt. Déi Mesür ass och fir eis als ADR kriddeleg. Dat hunn ech och virdrun a menger Ried ukléngе gelooss. An dofir droe mir dat hei mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Ech gesinn elo am Moment keng aner Wuertmeldung zu dëser Motioun. Da géing ech d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Tanson zum Vott ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ok, wann Dir wëllt d'Wuert huelen, kritt Dir et selbstverständlech.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, well ech et wierklech wëll ausdrécklech begréissen, dass d'Majoritéit hei mat op de Wee geet, fir déi Evaluatioun ze maachen. Et weist, dass d'Sensibilitéit vun deem Dossier, peu importe den Desaccord vläicht um Detail, um leschten Detail vum Text, awer do ass. An duerfir fannen ech et gutt, dass mer alljoers dann dee Rapport kréien an dann no dräi Joer eeben och kucken, wat ee mat dem Text mécht, ob een esou weiderfiert oder net.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Vote sur la motion 1

Da maachen ech elo de Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Tanson op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, da si mer geschwënn esou wäit. Kuckt wannechgelift no, ob Der all Är Procuratioune matgeholl hutt. Voilà, dat wär gemaach. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par Mme Stéphanie Weydert), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

3. 8603 – Projet de loi portant modification des articles 359 et 368-1 du Code civil

An da géinge mer awer bei den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen. Dat ass de Projet de loi 8603, d'Redresséiere vu verschiddenen Erreurs matérielles an den Artikelen 359 an 368-1 vum Code civil. Ech erënneren drun, datt et e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. An deemno huet de Rapporteur fënnef Minutten – maximum.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mir hunn am Abrëll vun dësem Joer e ganz wichtege Projet hei am Haus gestëmmt. Dat war d'Reform vum Adoptiounsrecht, eng Reform, déi der Entwécklung vun eiser Gesellschaft an och dem Familljemodell, wéi en haut a senger Diversitéit besteet, Rechnung dréit. Dee war richteg a wichteg, dee Projet.

Et hu sech allerdéngs an deem Text zwou kleng Erreur-matériellen ageschlach, déi och kengem vun all deene Juristen, déi heibanne sëtzen, dont le rapporteur, opgefall sinn. Dat soll net virkommen, et kann awer mol virkommen. Dofir redresséiere mer dat elo.

Betraff sinn d'Artikelen 359 an 368-1 vum Code civil. Bon, bei deenen Artikelen, déi d'Reegelung vun den Nimm bei der Adoption simple a plénière reegelen, ass aktuell vun der „adoption par une personne mariée de l'enfant de son conjoint, partenaire ou concubin" rieds. Or, eng bestuete Persoun kann net gläichzäiteg Partner an/oder de Concubin vun enger anerer Persoun am Sënn vum Code civil sinn.

(Interruption par M. Claude Haagen et hilarité)

Nee, dat geet net, Här Haagen. Ech kann Iech awer herno nach eng Kéier den Detail ginn.

Et geet also just drëms, dës Inkohärenz ze sträichen, andeems an den zwou betraffenen Dispositiounen dat Wuert „mariée" da gestrach gëtt.

D'Reegelen iwwert den Numm vum adoptéierte Kand, esou wéi se och am Kader vun der Reform beschloss gi sinn, bleiwen inhaltlech onverännert. Voilà, vill méi ass et net, mee et ass wichteg, datt mer den Text upassen.

Ech wëll och de Memberen aus der Justizkommissioun e grousse Merci soen, dass mer dësen Text op eng ganz séier, einfach an och pragmatesch Aart a Weis konnte finaliséieren an och hei an d'Chamber bréngen. Merci dofir.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporter Merci fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport.

An da géinge mer direkt zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8603 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8603[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8603 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Probéiert nach eng Kéier, d'Procuratiounen ze kucken, wannechgelift. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Ben Polidori), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8318 – Projet de loi visant à favoriser le déploiement de réseaux de communication à haut débit

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8318, d'Ëmsetze vun engem europäesche Reglement, dat dem Staat et erméiglecht, den Asaz vum Héichgeschwindegkeets-Kommunikatiounsnetzwierk ze fërderen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, d'Madamm Francine Closener, den Här Dan Hardy an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Rapport de la Commission des Médias et des Communications

Mme Octavie Modert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, stelle mir eis emol vir, mir hätte kee séieren Internet doheem fir ze schaffen oder fir den normalen Alldag. A villen europäesche Länner gëtt et eng jett Géigenden an Uertschaften, och an eisen Nopeschlänner, wou weeder mobill nach fix Internetnetzer séier an zouverléisseg Connectivitéit bréngen. An dat ass d'Ursaach vum EU-Reglement, dat mat dësem Gesetz ëmgesat gëtt, souwäit wéi et ëmzesetzen ass, och wann hei zu Lëtzebuerg iwwer 90 % vun de Stéit en ultrarapiden Uschloss hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 8318 schaaft e klore legale Kader fir den Ausbau vu schnelle Kommunikatiounsnetzer, souwuel fixe wéi och mobillen Netzer, dorënner 4G a 5G. De Projet fousst, wéi gesot, op engem EU-Reglement vun 2023, fir datt d'Länner Bäihëllefe kënne gi fir den Ausbau vun de Kommunikatiounsnetzer à haut débit bis 2030, do, wou Bedarf ass. E geet och zréck op d'Leitlinn vun der Europäescher Kommissioun „Une boussole numérique pour 2030". De Gesetzesprojet füügt sech gläichzäiteg an déi national Strategie fir Ultrahéich-Debit-Netzer fir d'Joren 2021 bis 2025 an an awer och an déi national 5G-Strategie.

De Kärgedanke vum Gesetz ass einfach: Jiddwereen, egal wou en am Land wunnt, soll en zouverlässegen a séieren Internetzougang hunn. Dofir muss de Staat do aktiv ginn, wou de private Maart net kann oder net wëll investéieren, well d'Rentabilitéit net garantéiert ass. Et geet also ëm eng geziilte staatlech Hëllef fir grad déi Plazen oder Regiounen, déi soss riskéiere géifen, digital hannendrun ze bleiwen, fir do kënne geziilt anzegräifen. All Netz gëtt gekuckt, fir d'Couverture ze bestëmmen.

Fir dës staatlech Bäihëllefe fir d'Netzbedreiwer transparent a geziilt auszeriichten, gesäit de Gesetzesprojet e prezise Mechanismus vir: Den ILR wäert an enger éischter Etapp eng ganz granular Kartografie vum Land erstellen, nach méi detailléiert wéi déi, déi en elo schonn huet, fir erauszefannen, wou d'Leit Zougang zu engem performanten Netz hunn a wou net. Konkreet geet et also drëm, erauszefannen, wou et nach Defiziter gëtt a wou Handlungsbedarf besteet, an da ginn dës Kaarten, wann Handlungsbedarf besteet, der ëffentlecher Consultatioun wärend 30 Deeg ënnerworf.

An de Kaarte ginn dräi Zonen definéiert. Schwaarz Zonen: Do sinn op d'mannst zwee fix ultrarapid Netzer schonn do oder et huet een op d'mannst konkreet Pläng dofir doleien. Da sinn et gro Zonen, wou et nëmmen een eenzegt esou en Netz gëtt oder et konkreet geplangt ass. An et gëtt déi wäiss Zonen, White Spots, wou guer keen ultrarapid Netz existéiert oder geplangt gëtt. A genau ëm déi wäiss Zone geet et. Nëmmen an de wäissen a jee nodeems och an de grousse groe Problemzonen däerfen déi staatlech Hëllefe fléissen. Dat si meeschtens geografesch ofgeleeë Plazen, en eenzelnen Haff oder awer eng eenzel Strooss oder en Deel vun enger Uertschaft, déi nach net ugeschloss sinn. Dofir kënnen et also Bäihëllefe ginn, fir dann do konkreet aktiv ze ginn.

Dat neit Gesetz gesäit och ënner konkreete Konditiounen De-minimis-Bäihëllefe fir d'Bedreiwer vir. Dozou zougelooss si Käschten, déi mat dem Bau, der Gestioun a mam Betrib vun den Netzinfrastrukturen ze dinn hunn.

En anert wichtegt Element: De Projet gesäit dann d'Aféierung vun engem Bongesystem fir Konsument/inne vir souwéi fir Kleng- a Mëttelbetriber an de wäisse Zonen. Dat si Connectivitéitsbongen, a mat deene kënnen déi, déi sech et soss net leeschte kéinten, entweeder en neit Abonnement fir de séieren Internet ofschléissen oder awer hiert bestoend Abonnement esou upassen, datt se op d'mannst eng Leeschtung vun 30 Megabit pro Sekonn an de Spëtzestonnen erreeche kënnen. Normalerweis sinn awer 100 Megabit viséiert. Dës Bonge kënne bis zu 50 % vun den zoulässege Käschten ofdecken, déi ënner anerem och fir d'Installéierung oder den Ekipement am Haus gëllen.

De Gesetzesprojet gesäit schliisslech vir, datt kontrolléiert gëtt, datt déi staatlech Bäihëllefen, wa se gemaach ginn un d'Bedreiwer, wierklech derzou bäidroen, datt méi Leit dann och séieren Internet kréien.

Zur Chronologie vun dësem Gesetz: De Projet de loi ass den 29. September 2023 vum viregte Meediminister, vum Xavier Bettel, deposéiert ginn.

D'Chambre des Salariés huet hiren Avis den 19. Dezember 2023 ofginn. Si kritiséiert de Projet a seet, e wär just néideg, well de Service universel trotz der Reform vun 2017 net richteg géif fonctionéieren. Weider bemängelt se, datt d'Modalitéite vun de Bongen net preziséiert genuch wären.

D'Handelskammer huet de 26. Abrëll 2024 hiren éischten Avis eragereecht. Se begréisst de Projet, freet awer méi kloer Definitiounen, ënner anerem zu de Limitte vun den Aiden, zu de Génie-civil-Aarbechten, zur Spëtzenzäit an zur ëffentlecher Consultatioun. Si weist drop hin, datt eng staatlech Interventioun an de schlecht versuergte Regioune sënnvoll ass, mee begrenzt bleiwe muss, fir de Konkurrenzmaart net ze verzerren.

De Staatsrot huet a sengem éischte Gutachte vum 12. Juli 2024 verschidde formell Oppositioune formuléiert, haaptsächlech wéinst Insécurité juridique a wéinst enger méiglecher Divergenz zum EU-Recht. En erënnert drun, datt d'EU-Reglement vun 2023, ëm dat et hei geet, natierlech direkt uwendbar ass an net an nationaalt Recht ëmgesat muss ginn an datt d'Konformitéit mam europäeschen Text och textuell ze garantéieren ass an Iwwerreguléierung domadder ze vermeiden ass.

D'Meediekommissioun huet doropshi 14 Amendementer ausgeschafft an den Observatioune vum Staatsrot Rechnung gedroen. Déi wichtegst Ännerunge betreffen d'Klärung vum Champ d'application, d'Prozedure vun der ëffentlecher Consultatioun an d'Konditioune fir d'Vergi vun de staatlechen Zouschëss.

A sengem Zousazavis vum 7. Oktober huet de Staatsrot dann och all d'Oppositions formelles opgehuewen.

Och d'Chambre de Commerce huet an hirem zweete Gutachte vum 13. November vun dësem Joer den Amendementer am grousse Ganzen zougestëmmt.

De 25. November huet d'Meediekommissioun mech als Rapporterin bestëmmt, an der Nofolleg vum Félix Eischen, an de Rapport ugeholl.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier ënnerstraichen, datt dëse Gesetzesprojet derzou bäidréit, datt all Mënsch Zougang zum séieren Internet kritt, egal wou e wunnt. Et geet drëms, d'Digitaliséierung net nëmmen als wirtschaftlech Noutwendegkeet, mee och als gesellschaftlech Verantwortung ze gesinn.

Hei am Land gëtt et mëttlerweil wéineg connectivitéitsfräi Zonen. An de leschten zwee Jore sinn nach vill nei Plaze besser ugebonne ginn. Jee no Zuele sinn et 90 bis 95 % vum Land, déi mat engem ultrahéijen Internet bis an d'Haus era verbonne sinn. Un de leschte Prozenter muss natierlech geschafft ginn. Dat war och de Fall, an dat muss och de Fall sinn.

De potenzielle Champ d'application ass also hei am Land begrenzt. Trotzdeem ass et gutt, datt dëse Gesetzesprojet den Autoritéiten d'Méiglechkeet an d'Hand gëtt. Falls et White Spots géif ginn, wou näischt an dem hei virgesinnen Zäitraum geschéie géif, da kann d'Regierung op d'Maartversoe reagéieren. Dat ass wichteg. Et ass eng Fro vu Chancëgläichheet.

Ech ginn heimadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun a recommandéieren Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ze ënnerstëtzen, a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner zu dësem Projet de loi ass den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Modert huet schonn eng ganz Partie Saache gesot. Erlaabt mer awer, nach e puer Wuert bäizeflécken. Wéi mer et alleguerte wëssen, ass d'Connectivitéit hei am Alldag bal net méi ewechzedenken. Ob op der Aarbecht, fir ze kommunizéieren, fir Noriichten ze liesen oder och fir doheem Filmer ze kucken, mir musse bal mam Internet verbonne sinn. Dofir kommen déi fix an déi mobill Reseauen an d'Spill.

Lëtzebuerg ass mat enger Couverture vun 99,6 % mam 5G-Reseau eent vun de fortschrëttlechste Länner an Europa. Trotzdeem gëtt et besonnesch am ländleche Raum nach Lücken, wou et nach un der Infrastruktur feelt. Dëst läit dorunner, datt et fir d'Netzbedreiwer kee grousse wirtschaftleche Virdeel huet, an deene Géigenden déi néideg Infrastruktur op d'Been ze setzen. Déi Hëllefen, déi mat dësem Gesetzestext agefouert ginn, kënnen dëst awer an Zukunft änneren.

D'Demokratesch Partei ass fir e flächendeckenden Ausbau vun de Kommunikatiounsreseauen. Lëtzebuerg huet an de leschte Jore ganz vill an déi digital Infrastruktur fir fix a fir mobill Reseauen investéiert. Mir setzen eis awer och dofir an, datt mer dës Investitiounen an Zukunft weider héichhalen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet, wéi d'Madamm Modert et scho gesot huet, dee vum Xavier Bettel deposéiert ginn ass, ass eng Reflexioun vun dëser Fuerderung. A senger Presentatioun vun der „Stratégie nationale pour les réseaux de communications électroniques à ultra-haut-débit 2021-2025" huet den Här Bettel d'Problematik richteg erkannt: Déi digital Ongläichheet féiert ëmmer méi zu enger sozialer Spléckung.

Mam Projet, deen eis haut virgestallt gouf, kann dës Ongläichheet behuewe ginn. Ob fix oder mobill Reseauen, mir sinn der Meenung, datt jiddweree soll dee selwechten Accès op séieren Debit am Internet hunn.

Deementspriechend ginn ech heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, séieren a sécheren Internet ass haut eng essentiel Infrastruktur, wéi Stroossen, Waasser a Stroum, net nëmmen an der Stad, mee an all Duerf, op all Bauerenhaff, an all klenger Entreprise am Land.

An dëse Gesetzesprojet ass geduecht, fir déi Lächer ze stoppen, besonnesch am Norden an am Osten, an eeben do anzeschreiden, wou de Marché et eleng net fäerdegbréngt, eng performant Verbindung ze garantéieren, virun allem eeben am ländleche Raum, an de Zones blanches a grises.

Et ass awer eeben elo net esou, dass de Marché alles reegelt. An déi ultraliberal Approche war nach ni gutt fir all d'Mënschen. Et ass gutt, datt déi sech hei zu Lëtzebuerg net respektiv nach net duerchgesat huet.

Mir begréisse jiddefalls, datt den ILR iwwer eng detailléiert Kartografie an eng ëffentlech Consultatioun Zonen definéiert, wou de Staat agräift. Dat bréngt Transparenz an eng fair Kompetitioun tëscht den Acteuren aus dem Secteur.

Positiv ass och, datt de Projet net nëmmen an d'Infrastrukturen investéiert, mee mat deene sougenannte Bons de connectivité och konkreet bei de Stéit a bei de PMEen agräift, fir den Uschloss och fir déi mat de méi klenge Moyenen ze erliichteren.

Als LSAP ass et eis wichteg, datt déi digital Transitioun sozial gerecht ofleeft. Duerfir och eng kleng Remark, wat d'Ëmsetzung ugeet: Mir fannen et wichteg, datt d'Gemengen an déi lokal Acteure seriö an de Prozess agebonne ginn an datt d'Evaluatioun vum Impakt, ob dat elo d'Connectivitéit ass oder d'Präisser oder d'Qualitéit, reegelméisseg an transparent gemaach gëtt. Do gesi mer nach eng Responsabilitéit vun der Regierung, d'Auswierkunge vun de Mesüren op de Secteur am A ze behalen.

Am grousse Ganzen ass dëse Projet e wichtege Bausteen, fir d'Liewensqualitéit am ganze Land ze verbesseren, fir eng gerecht Verdeelung vum séieren Internet. A mir hoffen natierlech, dass eeben de ländleche Raum, den Osten an den Norden, elo séier d'Prioritéit kritt.

Mir sti jiddefalls zum Projet a ginn domadder och den Accord fir dëse Projet de loi. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. An da kritt den Här Dan Hardy d'Wuert. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op den éischte Bléck klëngt dëse Projet de loi ganz gutt. E gehéiert zu enger Dynamik, déi essentiel fir d'Zukunft vun eisem Land ass. Mir alleguerte wëssen, datt an der aktueller Gesellschaft de generellen Zougang zu enger performanter digitaler Infrastruktur eng onverzichtbar Virausssetzung fir wirtschaftlech Kompetitivitéit, Innovatioun a sozial Inklusioun ass. Ech begréissen och d'Ambitiounen an d'Efforte vun der Meediekommissioun an deem Kontext.

Déi verfollegt Ziler sinn, déi national Ofdeckung ze beschleunegen an déi territorial Ongläichheeten ze reduzéieren. Domadder si mir ganz averstanen. Eis leien awer e puer wichteg Punkten um Häerz.

Éischtens: An der Kommissioun hat ech dorobber higewisen, datt et nach net genuch Mëttel- a Laangzäitetüde gëtt, wat d'Auswierkunge vun der 4G- respektiv 5G-Technologie ugeet, dat heescht, wat dee geneeën Impakt vun där elektromagnéitescher Stralung op d'Ëmwelt an och virun allem op d'Gesondheet vu Mënsch an Déier ass.

Zweetens: Mir, d'ADR, sinn och der Meenung, datt déi aktuell Garantien am Beräich Dateschutz a Cybersécherheet nach net wäit genuch ginn, fir den Erausfuerderunge gerecht ze ginn.

Drëttens ass eis nach opgefall, datt an dësem Gesetzesprojet just vun engem graff geschate Käschtepunkt vun 9 Milliounen Euro rieds geet. Do géif ech gär vun der Regierung wëssen, wéi vill Milliounen do nach dobäikommen an och ob déi Käschte vum Staat, de Gemengen oder de privaten Operateure gedroe ginn. Oder gi se tëscht den eenzelnen Acteuren opgedeelt? Mir wëssen et net.

Summa summarum: Mir als ADR sinn net géint de Fortschrëtt, mee soulaang d'Punkten, déi ech elo grad opgezielt hunn, nach net kloer beäntwert sinn, wäerte mir weiderhi virsiichteg sinn an dësem Dossier. A genee aus deem Grond enthale mir eis bei dësem Gesetzesprojet. D'Gesondheet vun de Mënschen an de Schutz vun eiser Ëmwelt hu fir eis Prioritéit.

Ech soen Iech Merci.

M. Michel Lemaire (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Den Här Polidori wollt Iech eng Fro stellen, Här Hardy. Sidd Der domat d'accord?

M. Dan Hardy (ADR) | An der Rei, Här President, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Hardy ass drop agaange mam 4G a 5G, wat dat eventuell kéint vu Konsequenzen op d'Gesondheet hunn. Ech wéilt e ganz konkreet froen, wann den Här Hardy elo dohanne géif op der Bänk sëtzen als Minister, ob en alleguerten d'Antennen dobaussen, de 4G wéi de 5G – den 3G ass zum Deel schonn ofgebaut ginn –, géif ofbauen, well jo anscheinend esou eng grouss Problematik sollt sinn, wat d'Gesondheet ugeet. Ech mengen, déi Äntwert géif mech immens interesséieren, wéi Der dozou géift stoen. An och, Här Hardy, ob Dir selwer hei sëtzt mat engem 5G-Handy, 4G-Handy, ob Iech dat am Fong awer egal ass oder ob Der just do op der Bün eppes kritiséiert, wat Der awer selwer notzt – selwer notzt! – a souguer mat Iwwerzeegung notzt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Nee, Här Polidori, ech mengen, Dir vermëscht do verschidde Saachen.

(Hilarité et interruptions)

Ech hunn éischtens ... Éischtens ... Da lauschtert mer mol no, wannechgelift!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Hardy huet d'Wuert.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Dan Hardy (ADR) | Lauschtert mer no, wannechgelift! Et wär léif, wann ech kéint ausschwätzen. Ech hunn, wann Der gutt nogelauschtert hutt, net vun engem kuerzfristegen Impakt op eis Gesondheet geschwat. Ech hu gesot, dass mir gär méi Etüden hätten, déi beleeën, wat fir eng Auswierkungen eeben d'4G- an d'5G-Stralung konkreet op eis Gesondheet huet, mëttel- a laangfristeg. Dorëms geet et.

A wann Der Iech e bëssen informéiert, da kënnt Der selwer feststellen, dass et nach net ganz vill Etüden an deem Sënn gëtt. An dofir soe mir, mir sollen awer virsiichteg sinn – op eemol 4, 5, 6, 7G an ëmmer nëmmen esou weider! –, mee mir sollen och kucke konkreet, wat déi mëttel- a laangfristeg Follge sinn. A mir setzen alles dorun, dass mir dat och gewuer ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Madamm Bernard, et ass un Iech.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dir kënnt mir gären elo schonn eng Fro stellen, Här Di Bartolomeo, mee ech hunn nach net ugefaange mat schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, ech mengen, Madamm Bernard, elo sot Dir, wat Dir soe wollt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi schaffe mer weider um legale Kader a virun allem awer och um entspriechende Finanzéierungsmechanismus, fir eebe grad och an deene Regiounen, wou de Marché eleng et net deet, en zolitte Broadband- a Mobillnetzopbau ze garantéieren. Digital Connectivitéit ass eng Infrastruktur vum 21. Joerhonnert. A jo, et ass richteg, dass keen am Land dovunner soll ofgehaange ginn, egal wou e wunnt.

Mee grad well dëst Gesetz eng Beschleunegung vum 5G-Ausbau mat sech bréngt, hu mir eeben och d'Responsabilitéit, d'Fro vun der Gesondheet an dem Ëmweltimpakt seriö an transparent unzegoen. Et kommen awer elo nach e séllegen Nuancen zu mengem Virriedner.

Et gëtt ronderëm 5G vill Desinformatioun. An dat wëlle mir hei net bedreiwen. D'WHO an aner internatiounal Organer soen haut ganz kloer, dass ënnert de gëllende Grenzwäerter kee bewisene schiedlechen Effekt op d'Gesondheet besteet.

Et ass awer genausou wouer, dass et nach ëmmer Lücken an der wëssenschaftlecher Evidenz gëtt, besonnesch wann et ëm laangfristeg Expositioun, ëm Kombinatiounseffekter vu 4G a 5G an déi verdicht Netzwierker geet. D'Fuerschung iwwert d'Gesamtexpositioun an d'Situatioun an dicht bebauten a multifunktionale Raim ass nach net fäerdeg ofgeschloss.

An dat ass keng Angschtmaacherei, mee dat ass fir eis einfach nëmmen de Principe de précaution, wann ee seet: Jo, mir stinn hannert der moderner digitaler Infrastruktur, mee mir wëllen awer och e kloren, kontinuéierleche Monitoring. Mir wëllen, dass eng onofhängeg Iwwerwaachung vun den Expositioune gemaach gëtt an dass och eng reegelméisseg Aktualiséierung vun de Grenzwäerter op Basis vun der wëssenschaftlecher Entwécklung gemaach gëtt.

Als Gréng wëlle mer, dass d'Politick no vir kuckt an net no hannen. Mee dat bedeit eeben och, dass mer op den Impakt op eis Ëmwelt an eeben och op d'Gesondheet vun eis selwer an eise Kanner sollen oppassen. An dofir ass eis bei dëser Finanzéierungsfro virun

allem wichteg, dass d'Regierung och weiderhin op Transparenz iwwert d'Platzéierung vun den Antenne setzt, kloer kommunizéiert mat de Biergerinnen a Bierger an och eng serió Evaluatioun an e Monitoring mécht.

Digitaliséierung a Precautioun, dat si fir eis keng Géigesätz. Si sinn zwou Säite vun der selwechter Verantwortung. An ech proposéieren deemno menger Fraktioun, dëst Gesetz matzestëmmen, maachen awer en dréngenden Appell, dass mer de Monitoring vum Impakt op Ëmwelt a Gesondheet hei net solle vergiessen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann ass et um Här David Wagner. Här Wagner, et ass schonn un Iech.

(Hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech hat nach op den Här Goergen gewaart, mee bon. Jo, Här President, ech mengen, wann een deen heite Projet de loi liest, da gesäit een awer schlussendlech, an d'Madamm Closener ass drop agaangen, wéi de Maart a Wierklechkeet funktionéiert. Mir sinn all an der Schoul geléiert ginn, wann een am westlechen Deel vun Europa lieft, datt de Maart dee beschte System wier an dee géif dat alles ëmmer gutt reegelen. Mee haut kënnen awer d'Leit, déi am ländleche Raum liewen, zemools am Norden an am Osten, gewuer ginn, datt déi privat Operateure sech guer net fir si interesséieren, well se u sech einfach net rentabel sinn. An dofir wäerten dann eeben och do déi Infrastrukturen net installéiert ginn.

Dat ass d'Realitéit vum Maart. Dat hu mer d'ailleurs och a ganz villen anere Beräicher, mir wëssen et, am ëffentlechen Transport zum Beispill och. D'Englänner hu jo déi Erfarung gemaach mat hirem Schinnennetz, dat einfach net weiderentwéckelt gëtt an deene Géigenden, wou et net profitabel ass, well manner Leit do liewen, obwuel trotzdeem Leit awer mussen den Zuch huelen. Mee dat gëtt et quasi fir ganz vill Saachen. De Maart funktionéiert u sech ni, wann et de Staat net gëtt, also de Steierzueler, deen derhannert ass, fir him ze hëllefen. Dat ass a Wierklechkeet d'Realitéit. De fräie Maart ass eng Illusioun an u sech eng Ligen, déi mer eis selwer erzielen zënter Joerzéngten.

An elo musse mer eeben deen heite Projet de loi ëmsetzen. Et ass gutt, datt jiddereen Accès ka kréien op de 5G, op schnell Kommunikatiounen, natierlech am Respekt vun den internationale gesondheetlechen Normen, déi och vun der Weltgesondheetsorganisatioun festgeluecht ginn. Also et gëtt Milliounen Etüden doriwwer. Dat däerf een net vergiessen. An ech ginn dervunner aus, datt mir se och wäerte respektéieren. Dat soll een och maachen.

Et ass awer eebe schued. Et ass eeben europäesch Logik: Keng Verzerrung vum Maart et cetera, et muss een oppassen an duerno um Enn ass et ëmmer de Steierzueler, deen aspréngt. Et hätt ee wéinstens kënnen, ech weess net, Reegelunge virgesinn, datt een Operateuren, déi sech ëmmerhin déi fett oder séiss Stécker vum Kuch wëllen accaparéieren, andeems se sech do installéieren, wou se kënne vill Profitt maachen, seet: „Dir kënnt et maachen, mee Dir musst awer och déi aner ofdecken, déi manner profitabel sinn, als Obligatioun." Ech weess net, ob dat legal méiglech wier, mee et wier op jidde Fall eng Pist.

Mee mir wäerten trotzdeem deen heite Projet de loi matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an et wär un der Regierung, Stellung ze huelen. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President. An och der Madamm Modert villmools merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Sujet.

Eng leeschtungsfäeg, eng zouverlässeg an eng sécher Connectivitéit ass d'Grondlag fir déi digital Transformatioun vu Lëtzebuerg. A mir hu bei deem viregte Projet festgestallt, wéi eist Liewen ëmmer, ëmmer méi digital ofleeft.

An ech muss Iech soen, Lëtzebuerg ass wierklech un der Spëtzt vun de Rankingen. Wann een den Digital Decade Programme kuckt, wou reegelméisseg och gekuckt gëtt, wou déi verschidde Länner dru sinn, da si mir un der Spëtzt mat 95,2 % vun de Stéit, déi Accès zu engem fixe schnellen Internet hunn, an 99,6 % vun de Stéit, déi Accès op eng 5G-Couverture hunn. Et ass also net wierklech eng grouss Marketfailure hei zu Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg huet fréi investéiert, souwuel an d'Fiber wéi an d'Datenzenteren, an huet d'Fondatioun geschaf, datt mer haut esou gutt dostinn.

Mir hunn awer nach ëmmer ambitiéis Ziler. An déi sinn eeben, bis 2030 100 % vun de Foyeren ofzedecke mat engem schnellen Internet. An dowéinst musse mer eis déi néideg Moyene ginn. Mee natierlech ënner spezifesche Konditioune géinge mer den Operateuren ënnert d'Äerm gräifen, fir déi sougenannte „Last Mile" ofzedecken, well et eeben net ëmmer rentabel ass, bis an de leschten Deel d'Infrastruktur auszebauen.

An dat maache mer am Aklang mat der EU-Reegelung. Dowéinst hu mer missen déi national Gesetzgeebung upassen. Mee et soll an engem Kontext vun enger fairer Konkurrenz geschéien an eebe wann e kloert Maartversoen nogewise gouf.

Dat heescht, wéi geet dat herno an der Praxis? Et gëtt eng Analys gemaach, eng Kartografie iwwert den ILR, wou eebe justement déi Regiounen ausgewise ginn, wou et eventuell néideg wär, eng Interventioun ze maachen. Da gëtt eng ëffentlech Consultatioun gemaach, wou all déi interesséiert Parteien, Bierger, Entreprisen, Telecomsoperateuren a lokal Autoritéiten, encouragéiert ginn, hir Bemierkungen anzereechen. Déi Consultatioun wäert mindestens 30 Deeg daueren. An dann déi drëtt Etapp ass déi vun der ekonomescher Analys, wou dann eebe festgestallt gëtt, ob déi Marketfailure do ass oder net. A wann da keen Operateur ugëtt, an de kommenden zwee Joer déi Zonen unzeschléissen, dann ass e Maartversoe festgestallt. An da kënnt natierlech eng ëffentlech Ausschreiwung, fir déi Infrastruktur dann och en place ze setzen.

An deem Sënn, mengen ech, gi mer eis e System, wou mer wierklech probéieren, esou vill wéi méiglech eeben ze erreechen, ouni mussen ze intervenéieren. Mir hu 4 Milliounen am Budget 2026 virgesinn. Mee ech mengen, mir sinn et eise Bierger schëlleg, datt jiddwereen Accès op e schnellen Internet huet. An dowéinst stëmme mer haut dat Gesetz als Méiglechkeet fir eis, fir ze intervenéieren, falls de Marché et net hiergëtt.

An natierlech geschitt all dat an de Standarden – ech mengen, et ass kloer gesot ginn – vun der Weltgesondheetsorganisatioun. Den ILR mécht haut eng Kartografie, wou d'Antennen opgestallt sinn. E mécht reegelméisseg Moossungen. De Site www.ondes.lu ass nach ëmmer en ligne. Et huet also absolutt näischt geännert. Mir kucken dat weiderhin. Natierlech kucke mer d'Donnéeën. Mee et ass wichteg, datt mer eng performant Connectivitéit zu Lëtzebuerg hunn.

An dowéinst soen ech Iech Merci fir dee breede Support.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8318 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8318[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8318 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Merci. An ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Ben Polidori), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Motion de M. Ben Polidori relative à la garantie du niveau de protection actuel par le RGPD lors de toute réforme du cadre numérique

(Motion déposée en séance publique n° 111 du 2 décembre 2025 – à consulter au compte rendu n° 45/2023-2028 en page 17)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Motioun vum Här Ben Polidori iwwert den Digital Omnibus. Här Polidori, wollt Dir

direkt eppes dozou soen? Dir hat se scho presentéiert. Dir wëllt duerno eppes soen. Ech hunn elo nach keen, dee sech ageschriwwen huet, well mer dat eréischt de Moien decidéiert hunn. Dofir froen ech, wien hei wëllt Stellung huelen. Ech gesinn d'Madamm Kemp, den Här Weidig, d'Madamm Welfring. Ech fänken u mat der Madamm Kemp.

Discussion générale

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools fir d'Wuert. Ech hunn dës Motioun ganz opmierksam duerchgelies an do ass mer ee Punkt an d'A gesprongen, an zwar de véierten Tiret. Do steet dran: „en transparente Suivi". A fir genau deen transparente Suivi vun deem Digital Omnibus ze garantéieren, wollt ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun mat an eng Commission jointe ze huelen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir haten den Draghi-Rapport. Deen hu mer begréisst. A mir begréissen och all déi Initiative vun Omnibus. Et ass wichteg, datt Europa méi schlank gëtt a méi effizient. Ech mengen och, deen Digital-Omnibus-Akt féiert éischtens zu Simplification administrative. Et kënnt zu enger Konsolidéierung vu Gesetzer. An et kënnt och zu enger Reduzéierung vun de wierklech grousse Compliancekäschten, déi op d'Firmen zoukommen. An et gëtt wierklech manner Bürokratie. An dat fanne mir gutt.

Op där anerer Säit si mer awer och averstanen, datt, wa Vereinfachunge kommen, et net op d'Käschte vum Dateschutz soll goen. An et ass wichteg, datt, wa mer vereinfachen, mer oppassen, datt awer do net de ganzen Dateschutz fortkënnt. An duerfir begréisse mir déi Motioun a mir wäerte se matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Also mir begréissen dës Motioun a mir droe se och mat. A mir sinn och domadder averstanen, dass se an der Kommissioun diskutéiert gëtt. Et geet hei ëm eppes ganz Wichteges. Et geet engersäits ëm de Schutz vun eise perséinlechen Daten, de Schutz vun de Rechter vun de Bierger an Europa. An deen Omnibus-Package bréngt net nëmmen eng Gefor fir de Schutzstatus vun deenen Donnéeën a vun de Rechter, mee anerersäits bréngt en och Geforen, erëm eng Kéier, fir de Stellewäert vun der Europäescher Unioun als Leader am Standardsetze vum héije Schutz. Dat ass amgaang ze erodéieren. An dat ass e weidert Beispill.

Et geet och anescht. Dat weisen aner Deeler vun der Welt. A Brasilien zum Beispill huet den Elon Musk mat sengem X e Prozess verluer, well do d'Daten net geschützt waren. An dat weist, dass, wann ee Rechter huet an dofir asteet, een do och kann, soen ech emol, derfir suergen, dass méi Gerechtegkeet entsteet. An dorop musse mer hei onbedéngt oppassen. Dofir Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen do, ier mer dem Här Polidori d'Wuert ginn? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann ass et un Iech, Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Ben, gottseidank hat ech de véierten Tiret dragesat. Da kënne mer se elo nach an d'Kommissioun renvoyéieren, wann ech do den Ok ginn. Also, vum Prinzipp hier, ob mir elo déi Motioun hei stëmmen oder net stëmmen, ob mer an enger Kommissioun sollen driwwer diskutéieren, mir war et wichteg, dass deen Text elo um Dësch läit, dass mer solle kucken, dass mer ons eebe weider asetzen, fir e staarken Dateschutz ze kréien. En plus, wou am Moment och verschidden Entreprisen, ënner anerem Meta, hei ronderëmpilgeren, och bei d'Regierung, fir eebe ganz kloer dat ze kucken. Dat fannt Der am Transparenzregëster erëm. Elo de 15. Oktober war do eng Reunioun, wou ganz kloer gefrot gëtt vun enger Entreprise wéi Meta, eebe Facebook, Instagram a Co, fir Simplifikatioun eranzebréngen.

An ech hunn näischt géint Simplifikatioun respektiv ze kucken, wat ee kéint verbesseren, mee awer net op d'Käschte vum Dateschutz, a scho guer net op d'Käschten, wéi gesot, vun de sensibelen Donnéeën a Wäerter, fir déi mer ons elo déi lescht Joren an der Europäescher Unioun staarkgemaach hunn.

Dofir, ech kann domadder liewen, dass mer dës Motioun mat an d'Kommissioun huelen. Ech stellen awer a Fro, wéi wéi dat elo gedoen hätt, wa mer déi hei gedroen hätten. Well mir hätten domadder awer näischt Schlechtes gemaach. Mir hätten ons virun allem éischter schnell derfir staarkgemaach, dass mer nach ëmmer zu deene Wäerter stinn, zu deene mer nach virun e puer Joer stoungen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Fro, ob d'Chamber domat d'accord ass, de Renvoi an d'Kommissioun vun dëser Motioun ze maachen. Kann ech e Vote par appel nominal maachen? Wien ass dofir?

Plusieurs voix | Appel nominal?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Also, déi zwee Deeg, wou de ganzen Dag Chamber ass, sinn net ganz einfach.

(Hilarité)

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Also, wien ass derfir?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité an d'Kommissioun verwisen.

(La motion de M. Ben Polidori est renvoyée à la Commission des Médias et des Communications.)

6. 8543 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2024)

An da géinge mer zum nächste Punkt vun dem Ordre du jour kommen. Dat ass den Debat iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2024. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Barbara Agostino, d'Madamm Liz Braz, den Här Dan Hardy, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Kommissioun, an zwar den honorabelen Här Sehovic. Et ass un Iech.

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Meris Sehovic (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Här President, Dir kënnt Iech e bëssen zréckleenen. Ech hunn haut esou vill Riedezäit, dass ech zimmlech confiant sinn, dass ech mech wäert kënnen drun halen.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Da kucke mer dat, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), rapporteur | Här President, Madamm Ombudsman, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Rapporter vun der Petitiounskommissioun ass et jo haut meng Aufgab, Iech net nëmmen d'Haaptlinne vum Rapport vum Ombudsman fir d'Joer 2024 virzestellen, mee virun allem déi villfach Analysen an Diskussiounen, déi an de verschiddene Chamberkommissiounen dozou stattfonnt hunn, ze synthetiséieren.

Déi vill verschidde Fäll, déi mer an de Kommissiounen diskutéiert hunn, waren natierlech thematesch ganz ënnerschiddlech, mee eng Rei vun transversalen Diagnosen ass ëmmer erëmkomm: d'Fro vun der Kommunikatioun, déi wichteg Roll vun deem, wat mer am Droit administratif d'„obligation de motivation" nennen, déi ëmmer méi zentral Bedeitung vun digitalen Administratiounsdemarchen, awer och déi Risiken, déi duerch Digital-Only-Prozeduren entstinn.

D'Ombudsman beschäftegt sech mat Mënschen an hire Liewenssituatiounen. Op Basis vun de Beschreiwunge vun individuelle Schicksaler am Joresrapport hu mer eis an de Chamberkommissioune méi mat deem strukturellen a mam legale Kader auserneegesat. An haut am Débat d'orientation – dat wär op d'mannst main Zil – beschäftege mer eis jo da mam Bild am grousse Ganzen.

An dëst Bild wëll ech haut an dräi Etappen zeechnen: éischtens mat enger Analys vum Avant-propos vum Ombudsman, zweetens mat enger Presentatioun vun de strukturelle Problemer an Theemen, déi d'Kommissiounen identifizéiert hunn, an drëttens da mat de Conclusiounen, déi sech aus der gesamter Aarbecht erginn.

D'Zil vu mengem Rapport ass haut zweefach: éischtens, de Joresrapport vum Ombudsman zougänglech ze maachen, an zweetens, déi politesch an administrativ Bedeitung dovunner ze konkretiséieren. An deem Sënn schwätzen ech haut eeben net just iwwert déi 1.455 Reklamatiounen aus dem Joer 2024, mee och méi grondsätzlech eigentlech iwwert d'Fro, wéi eng Verwaltung mer de Biergerinnen a Bierger ubidde wëllen.

Ech wëll also elo kuerz op den Avant-propos vun der Madamm Claudia Monti agoen, där hire leschte Rapport mer haut virleien hunn. An dorop kommen ech zum Schluss nach eng Kéier ze schwätzen.

Hir Introductioun ass eng Reflexioun iwwer aacht Joer Mandat als Ombudsman. An den Ombudsman zitéiert an deem Rapport de Conseil économique, social et environnemental. Zitat: „Humaniser l'Administration, c'est lui redonner un visage, une capacité d'écoute, une aptitude à reconnaître les erreurs." Dëst Zitat dréit eng Iddi a sech, wou ech der Meenung sinn, dass se fir d'ëffentlech Verwaltung haut méi wichteg wéi jee ass, nämlech dass d'Bezéiung tëschent de Biergerinnen a Bierger an der Administratioun net nëmmen eng funktional Bezéiung ass. Si ass och emotional. Si ass och sozial. An a ville Fäll, wa mer vun Openthaltsrecht schwätzen, wa mer vu Sozialleeschtunge schwätzen, vun Aiden, dann ass déi Relatioun souguer materiell-existenziell.

D'Madamm Monti geet op eng Rei Erfarungen an, déi si am Laf vun hirem Mandat observéiert huet:

Decisiounen, déi d'Grenze vum Arbitrairë beréieren: Entscheedungen, déi fir déi betraffe Persounen net méi verständlech sinn, och wa se um Pabeier legal sinn.

De Silence administratif: dacks e blanne Fleck an der Verwaltung. Dat bedeit net forcement, dass keng Intentioun do wier, fir ze äntwerten, mee datt einfach kee systematesche Prozess existéiert, fir eng Äntwert ze garantéieren.

De Pingpong-Prinzipp tëscht Verwaltungen: e Klassiker an de Reklamatiounen. Bierger, déi tëscht zwou oder méi Verwaltungen hin- an hiergereecht ginn, ouni datt eng Instanz Verantwortung iwwerhëlt.

An d'Gefor vun enger Administratioun ouni mënschlecht Gesiicht: besonnesch duerch d'Digitaliséierung vun den administrativen Demarchen, déi natierlech vill Virdeeler huet, mee och Risike mat sech bréngt.

D'Ombudsman schreift och an engem menger Meenung no wichtege Passage, datt eng gewësse Form vun Depersonalisatioun duerch digital Demarchen entstanen ass, zum Beispill zougemaachte Guicheten, limitéiert Telefonszäiten, obligatoresch E-Mail-Kommunikatiounen oder ganz nei digital Plattforme mat héijer Komplexitéit.

Dëst féiert dozou, datt eng Rei Leit, vun eelere Matbiergerinnen a Matbierger bis hin zu Leit mat Sproochschwieregkeeten oder kognitiven Aschränkungen, riskéieren, faktesch ausgeschloss ze ginn.

Eng aner grouss Iddi vum Avant-propos ass déi vum Recht op Feeler. An deenen heefegsten Ombudsman-Dossiere geet et net ëm Mëssbrauch oder eng Intentioun, mee ëm e Feeler, deen entsteet duerch Komplexitéit, onvollstänneg Informatioun oder mënschlech Situatiounen. An d'Fro, ob Lëtzebuerg wéi zum Beispill Frankräich en Droit à l'erreur am Droit administratif aféiere sollt, ass eng Fro, déi d'Ombudsman stellt an déi mer eis och an der Petitiounskommissioun gestallt hunn an déi derwäert ass, méi am Fong diskutéiert ze ginn.

Ech kommen zum quantitativen Deel vum Rapport, zu de Statistiken.

Et ass wichteg ze betounen, datt d'Zuelen am Rapport net fir sech selwer stinn, mee méi déif interpretéiert musse ginn. Genee dat hunn d'Chamberkommissioune gemaach, an ech wäert hei déi wichtegst Erkenntnisser zesummefaassen.

D'Haaptzuelen am Iwwerbléck: Fir d'Joer 2024 zielt den Ombudsman also 1.455 Reklamatiounen, 1.003 ofgeschlosse Fäll an en Taux de correction vun 89,3 %.

Déi éischt wichteg Feststellung: Déi héich Zuel vu Reklamatiounen ass net automatesch e schlecht Signal. Fir d'Institutioun Ombudsman bedeite vill Reklamatiounen och eng méi héich Visibilitéit, en niddregschwellege Service an e Vertrauen, datt Reklamatiounen och effektiv traitéiert ginn.

Déi zweet wichteg Observatioun: Den insgesamt héijen Taux de correction weist drop hin, datt vill Reklamatioune keng strukturell Ursaachen hunn, keng strukturell Feeler opweisen, mee datt et sech oft ëm Kommunikatiounsproblemer, Verspéidungen an den Äntwerten, Ongereimtheeten an der Applikatioun vun enger Reglementatioun oder ëm falsch Informatiounen handelt.

D'Kommissioune sinn och drop agaangen, wéi déi Zuele sech iwwert déi lescht Joren entwéckelt hunn. An déi interessantsten Tendenzen hei sinn eng konstant Steigerung vun der Zuel vun de Reklamatiounen an de Beräicher vun de Sozialleeschtungen a vum Familljerecht, eng staark Presenz ëmmer nach vun Dossieren aus dem Immigratiounsrecht an eng liicht Zounam vun de Reklamatiounen um kommunalen Niveau, déi sech awer duerch ëmmer méi komplex Aufgabe fir d'Gemengen zumindest deelweis erkläre léisst.

Aus där Perspektiv ass et och wichteg ze verstoen, datt verschidde Beräicher vun der ëffentlecher Verwaltung – vu hir rechtlech an och hir sozial Komplexitéit – inhärent méi konfliktufälleg sinn. Dofir däerfe mer dës Zuelen net notzen, ausdrécklech net notzen, fir mam Fanger op déi eng oder aner Administratioun ze weisen. Mee se sinn eng Indicatioun dofir, dass dës Beräicher eng besonnesch Attentioun vum Legislateur erfuerderen.

Ech hunn an de sëllegen Echangë mat de Chamberskommissiounen a bei der Redaktioun vun eisem Rapport versicht, déi transversal Musteren ze identifizéieren, déi sech duerch all d'Diskussioune gezunn hunn, egal wéi ënnerschiddlech d'Thematiken am Endeffekt waren. Ech hunn der virun allem dräi fonnt.

Éischtens: D'Kommunikatioun an d'Begrënnungspraxis sinn eng Quell vu ganz ville Konflikter. D'Problemer an der Kommunikatioun mat der Verwaltung sinn déi heefegst Observatioune bei den Dossiere vum Ombudsman. D'Biergerinnen a Bierger kréien ze spéit, ze onkloer oder guer keng Äntwert. D'Entscheedunge sinn heiansdo juristesch korrekt, mee fir d'Biergerinnen an d'Bierger net verständlech. D'Verwaltung setzt heiansdo drop, datt e Bierger eng Prozedur kennt oder verstanen huet, mee dat ass net ëmmer de Fall. An d'Telefonszäite sinn heiansdo ze restriktiv, E-Maile ginn net séier genuch beäntwert an digital Formulairë ginn net ëmmer an engem räsonabelen Delai traitéiert.

An hirem Rapport stellt d'Ombudsman zwar fest, dass et säit 2017 Lignes de bonne conduite administrative gëtt, mee dass dës Guidelines nach laang net an allen Administratioune bekannt sinn an och applizéiert ginn.

Pour rappel dofir: D'Lignes de bonne conduite administrative definéieren u sech déi zentral Rechter vum Administré vis-à-vis vun der Verwaltung a solle garantéieren, datt d'Prozeduren transparent, verständlech an an engem räsonabelen Delai oflafen. Si gesinn ënner anerem vir, datt all Bierger eng kloer a begrënnt Äntwert op seng Demande kritt. Decisioune musse motivéiert an einfach formuléiert ginn, a Retarden oder Refusen däerfen net ouni Erklärung bleiwen. De Guide schreift och vir, datt den Administré Accès zum Dossier huet an iwwert d'Prozedure proaktiv informéiert soll ginn. D'Zil dovunner ass et, Konflikter ze vermeiden, d'Kommunikatioun ze verbesseren an d'Vertrauen an d'Verwaltung ze stäerken. Wann dës Prinzippie konsequent ugewannt géife ginn, géife vill vun de Reklamatiounen aus dem Ombudsman-Bericht guer net entstoen.

Zweeten transversale Constat: D'Digitaliséierung ass eng vun de grousse Chancen, mee och eng vun de grousse Gefore fir d'ëffentlech Verwaltungen. Digital Servicer kënne vill méi effizient, vill méi séier a vill méi transparent sinn. Mee wann d'Digitaliséierung obligatoresch gëtt, entstinn nei Ongläichheeten.

Besonnesch vulnerabel Gruppen – eeler Leit, Leit mat Handicap, Leit mat limitéierte Sproochkenntnisser – kënnen hei séier den Uschloss verléieren. D'Ombudsman huet dat am Rapport ganz schaarf formuléiert. Ech zitéieren nach eng Kéier: „Je ne saurais me résigner à ce qu'une démarche administrative soit exclusivement possible par voie dématérialisée, sans aucune autre alternative."

Mir deelen déi Aschätzung. Dat ass e Sujet, deen och an de leschte Joren hei am Débat d'orientation ëmmer erëm thematiséiert ginn ass. Mir mussen dofir onbedéngt sécherstellen – an ech mengen, dass mer eis hei am Haus och eens sinn –, dass de Staat bei all sengen Efforten am Beräich vun der Digitaliséierung a vun der Kënschtlecher Intelligenz en hybriden Usaz verfollegt: digital plus analog. D'Digitaliséierung däerf net zu enger Administratioun ouni Mënsch féieren.

An drëtten a leschten transversale Constat: D'europäesch Integratioun kann am Alldag vun de Mënschen eng Plus-value schafen. Vill vun de Reklamatiounen – egal wéi eng Administratioun am Endeffekt betraff ass –, vu Froen zur Unerkennung vun Diplomer iwwert d'Erneierung vum Fürerschäi bis hin zum Ausbezuele vu verschiddenen Aiden a Subventiounen, hunn haut – dat stelle mer fest, wa mer de Rapport liesen – eng grenziwwerschreidend Dimensioun. An all deene Fäll ass eng reng national Léisung nëmme schwéier duerchsetzbar, well oft europäesch oder international Normen am Spill sinn.

Globaliséierung, oppe Grenzen – déi zwar ëmmer méi a Fro gestallt ginn –, e gemeinsame Wärungs- a Wirtschaftsraum, e gemeinsame Schenge-Raum: All dëst huet dozou bäigedroen, dass d'Alldagsliewe vun de Biergerinnen a Bierger sech staark verännert an och internationaliséiert huet. Do, wou Liewensweeër, Familljegeschichten an och professionell Parcoursen ëmmer méi international ginn, ëmmer méi europäesch ginn, grad do bitt d'europäesch Integratioun eng Risechance.

Wa mer op europäeschem Niveau ënnerwee sinn, da fokusséiere mer eis dacks op déi grouss Froe vun eiser Zäit: Krich a Fridden, Klimakris a globale Biodiversitéitsverloscht, Welthandel an esou weider an esou virun. Dat ass natierlech gutt a richteg esou. Mee mir sollten dobäi net de Bléck verléiere fir déi – entre guillemets – méi „kleng" Froen, d'Alldagsfroe vun de Leit. Hei kënnen d'Europäesch Unioun an d'Memberstaaten usetzen. Eng besser Zesummenaarbecht an deene Beräicher, déi den Alldag vun de Mënsche ganz direkt touchéieren, ass sécher ee vun de Weeër, wéi mer Vertrauen an d'europäesch Institutiounen an an de Multilateralismus stäerke kënnen. An dat ass haut batter noutwenneg.

Nieft dësen transversale Conclusiounen erlaben ech mer et, verschidden eenzel Thematiken a Reklamatiounen aus dem Rapport erauszepicken an ze beliichten. Ech kann natierlech net op all eenzel Reklamatioun agoen. Dat ass och guer net meng Aufgab als Rapporter. Ech géif mech dofir gäre virun allem mat deene Fäll beschäftegen, wou mer an der Diskussioun an de Chamberkommissiounen e kloren Handlungsbedarf identifizéiert hunn.

Éischtens beim Immigratiounsrecht a bei de Prozeduren, wat sécher ee vun de komplexsten a sensibelste Beräicher vum Verwaltungsrecht ass. Vill vun de Fäll, mat deene mer eis beschäftegt hunn – an och dat ass net nei an dësem Rapport, mee eng Tendenz, déi sech zënter Joren eigentlech scho materialiséiert –, hu mam Immigratiounsrecht ze dinn. Keen anere Beräich huet esou vill strukturell, sozial an och juristesch Konsequenzen. Dëst ass och am Ombudsman-Rapport 2024 däitlech ze gesinn: eng grouss Unzuel vun Dossieren, déi mat Existenzsécherheet, Familljeliewen, Aarbechtssituatioun an Integratioun ze dinn hunn.

D'Komplexitéit vum Immigratiounsrecht ass haut eng Realitéit, déi duerch d'Multiplizitéit vun Normen, EU-Reglementer an och internationalen Obligatiounen entsteet. Mee grad well dëse Beräich esou sensibel ass, brauch en eng besonnesch transparent an zouverlässeg Verwaltungskultur.

D'Dossiere vum Immigratiounsrecht si keng technesch Detailer, mee Decisiounen, déi iwwer Liewensleef a Liewensmodeller entscheeden, iwwert d'Recht ze schaffen, seng Famill zesummenzeféieren, eng Wunneng ze hunn, sech fräi ze beweegen an Zougang zu Gesondheetsleeschtungen ze kréien.

Dofir muss et eis en Uleies sinn, d'Delaien an dësen Demarchen esou kuerz ewéi nëmme méiglech ze maachen, well all Delai bedeit fir déi betraffe Persoun eng Zäit vun Onsécherheet. Dat ass eng Belaaschtung, déi dacks net vum Gesetz gewollt ass, mee aus der Prozedur einfach ervirgeet. An dofir ass et enorm wichteg, dass dës Prozeduren net an d'Längt gezu ginn, mee méiglechst effikass an transparent oflafen.

Fir vill vun deenen Dossieren ass den Ombudsman d'ailleurs déi eenzeg Instanz, déi séier intervenéiere ka fir ze hëllefen, ouni dass fir d'Biergerinnen an d'Bierger deier juristesch Schrëtt noutwenneg ginn. Dat ass och definitiv eng Stäerkt vun der Institutioun, mee gläichzäiteg och en Argument, fir d'Verwaltung an deem Beräich méi transparent, méi proaktiv a méi schnell ze maachen.

En zweete Beräich, op deen ech agoe wëll, ass dann de Beräich vun de Sozialleeschtungen an och vun der Familljepolitick. Wann et ëm Sozial- a Familljeleeschtunge geet, da sinn dat natierlech Dossiere mat engem direkten Impakt op d'materiell Existenz vun de Leit.

Ech wëll op ee Fall méi konkreet agoen, dee mer an der Kommissioun och länger beschwat hunn: Eng Mamm freet beim Fonds national de solidarité eng Avance vun der Pension alimentaire fir hir zwee Kanner un. Si kann d'Adress vum Papp net liwweren, an dofir stoppt den FNS d'Bezuelung. De Papp huet säit 2009 net bezuelt, ass net opfindbar, gouf wéinst Abandon de famille scho verurteelt, an d'Mamm huet Joren u Recherchen, Huissierskäschten an aner Prozeduren hannert sech.

Dëse Sachverhalt weist: D'Gesetz ass zwar richteg applizéiert, mee et féiert zu Resultater, déi sozial kaum drobar sinn. Den Ombudsman recommandéiert eng Iwweraarbechtung vum Gesetz a kloer Informatioune fir d'Demandeuren, fir dass d'Kanner hei net zweemol bestrooft ginn.

Et ass positiv ervirzesträichen, datt de Familljeminister an der Chamberskommissioun ugekënnegt huet, bis Enn vum nächste Joer e Projet de loi virleeën ze wëllen, deen ënner anerem drop ausgeriicht ass, déi Problematik unzegoen, déi mer hei am Ombudsman-Rapport beschriwwe kréien.

En anere Problemberäich, dee mer och scho méi laang kennen, betrëfft d'Loyerssubsiden. 2024 ass d'Zuel vun de Reklamatiounen iwwer laang Delaie bei den Dossiere weider geklommen. All Joer mussen déi beneficiaire Stéit hir Dossieren nei evaluéiere loossen an eng Rei Dokumenter nei iwwermëttelen. Mee och wann dës Pabeiere fristgerecht agereecht ginn, bleift d'Waarden op d'Ausbezuelung dacks extreem laang.

D'Ombudsman huet festgestallt, datt an e puer Dossieren d'Hëllef réckwierkend zwar dann erëm ausbezuelt gëtt, mee déi Betraffe méintlaang ouni Aide dostinn – grad a Situatiounen, wou Haushalter finanziell schwaach ofgeséchert sinn. Fir vill Famillje ass dës Waardezäit existenziell problematesch, an e puer verzichten och aus Frustratioun iwwert d'Komplexitéit ganz op hir Rechter. Och dat ass e Constat, dee mer hei am Parlament scho länger maachen.

En éischte Schrëtt a Richtung vun enger administrativer Vereinfachung si mer 2023 gaange mam Gesetz iwwert d'Aides individuelles au logement. Dat Gesetz hu mer net méi spéit wéi gëschter an der Plenière iwwerschafft, mat weideren administrative Vereinfachungen, déi d'Situatioun vun den Administréen hoffentlech wäert besser maachen. An deem Sënn ass et och eng gutt Nouvelle, dass de Service des aides au logement, dee fir d'Ausbezuelen zoustänneg ass, ausgebaut soll ginn zu enger eegener Administration des aides individuelles au logement an dass dëse Projet de loi och schonn am legislative Prozess ass an dann hoffentlech och geschwënn hei an der Plenière lant.

En drëtte Volet betrëfft d'Aarbecht an d'Aarbechtsrecht. An engem Fall, deen ech ervirhiewe wëll an deen d'ADEM betrëfft, do geet et ëm e Salarié vu méi wéi 27 Joer, dee seng Aarbechtszäit reduzéiert hat, fir erëm mam Studéieren ufänken ze kënnen. Wärend dem leschte Studiejoer gouf hie gekënnegt. Mee well hie just nach manner wéi 16 Stonne pro Woch geschafft huet, konnt hie kee Recht op Chômageindemnitéite geltend maachen.

Och dëst entsprécht zwar de gesetzleche Bestëmmungen, déi och duerch eng änlech Jurisprudenz vum Conseil supérieur de la sécurité sociale bestätegt goufen. Den Ombudsman ass awer der Meenung, datt de Code du travail dës Situatioun explizitt reegele sollt, fir Studenten iwwer 27 Joer, déi parallell studéieren a schaffen, rechtlech kloer opzefänken. Am Rapport gëtt och bedauert, datt et am Recht eigentlech aktuell keen definéierte Studentebegrëff gëtt, wat d'Interpretatioun an d'Applikatioun vu Gesetzer erschwéiert.

D'Aarbechtskommissioun an den Aarbechtsminister hunn zur Kenntnis geholl, dass d'Gesetzgeebung an dësem Punkt muss weiderentwéckelt ginn. Vu dass déi schoulesch a professionell Parcoursen ëmmer méi heterogeen ginn an d'beruflech Weider- a Fortbildung jo och u Wichtegkeet gewonnen hunn, deele mer dës Conclusioun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo, wou ech déi verschidden Elementer aus de Stellungname vun de ville Chamberskommissiounen an och déi méi transversal Conclusioune virgestallt hunn, komme mer zu deem Punkt, deen haut och eng Decisioun vun der Chamber verlaangt, nämlech eng Resolutioun, déi ech heimat am Numm vun der Petitiounskommissioun deposéiere wëll an déi vun alle Fraktioune gedroe gëtt.

Résolution 1

« relative à la participation de l'Ombudsman aux travaux des commissions parlementaires »

La Chambre des Deputés,

considérant

– l'importance du rôle de l'Ombudsman dans la promotion d'une administration accessible, humaine, transparente et respectueuse des droits des usager.ère.s ;

– la valeur ajoutée des échanges réguliers entre l'Ombudsman, les commissions parlementaires et les représentant.e.s étatiques concernés, notamment pour mieux comprendre les problématiques récurrentes rencontrées par les administré.e.s ;

– les constats et recommandations formulés dans le rapport annuel de l'Ombudsman ainsi que leur utilité pour l'amélioration continue des pratiques administratives et l'évolution du cadre légal ;

– la nécessité de renforcer le dialogue institutionnel afin d'assurer un suivi constructif des observations, remarques et recommandations de l'Ombudsman,

décide

– d'organiser, après les échanges menés au sein des différentes commissions compétentes et avant que la Commission des Pétitions n'approuve son projet de rapport, une réunion « toutes commissions » à laquelle l'Ombudsman et son équipe seront invités, afin de permettre un dernier échange transversal sur les constats, observations et recommandations du rapport annuel.

(s.) Meris Sehovic, Barbara Agostino, Liz Braz, Marc Goergen, Dan Hardy, Nathalie Morgenthaler, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), rapporteur | Den Hannergrond vun der Resolutioun ass d'Fro: Wéi kënne mer d'Aarbecht vum Ombudsman an de parlamentaresche Contrôle am Sënn vum Bierger nach besser matenee verbannen? Wéi kënne mer d'Institutioun Ombudsman nach méi bekannt an nach méi erreechbar fir d'Leit maachen?

Mir deelen an dësem Punkt d'Analys vum Ombudsman. Seng Roll ass nach ze wéineg bekannt. Vun hei geet dofir och en Appell un d'Regierung an un d'Gemengen eraus, méi visibel iwwert d'Kompetenze vum Ombudsman ze informéieren, zum Beispill op den offizielle Korrespondenzen an Entscheedungen.

An dësem Kontext rappeléieren ech och d'Recommandatiounen 51 an 52 vum Ombudsman, déi eng Erweiderung vum Kompetenzfeld vun der Institutioun virgesinn. Mir wäerten eis haut am Kader vun enger Resolutioun nach eng Kéier doriwwer austauschen.

Doriwwer eraus läit och eng Proposition de loi vum Kolleeg Dan Biancalana vir, fir de Rôle vum Ombudsman als Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté ze stäerken an ze erweideren, fir him an Zukunft och d'Méiglechkeet ze ginn, Accès ze kréien op Plazen, wou de facto och eng Aschränkung vun der Fräiheet stattfanne kann: Altersheemer, Foyeren oder d'Maison de retour, iwwert déi mer rezent vill geschwat hunn.

Ech mengen, dass et derwäert wier, mat der neier Ombudsman, der Madamm Konsbruck, dës Diskussioun ze redynamiséieren an elo, bal zéng Joer eigentlech nom Verfaasse vun deene Recommandatiounen, zesummen de Point ze maachen.

Entre-temps wollte mer awer als Petitiounskommissioun en éischte Schrëtt an déi Richtung maachen, andeems mer d'Aarbecht vum Ombudsman méi fest an eiser eegener parlamentarescher Agenda verankeren.

Aktuell ass et esou, dass den Ombudsman eemol am Joer an d'Parlament invitéiert gëtt, fir säi Rapport an enger Reunioun „toutes commissions" virzestellen. Dëse Rapport gëtt duerno vun den eenzelne Chamberskommissiounen diskutéiert an d'Petitiounskommissioun gëtt chargéiert, d'Conclusioune fir d'Chamber ze zéien.

Mir proposéieren, dass ab deem nächste Rapport vum Ombudsman all Joer nach eng zweet Invitatioun un den Ombudsman erausgeet, fir an d'Chamber ze kommen, nodeems d'Kommissiounen iwwert de Rapport geschwat hunn a bevir de Rapport vun der Petitiounskommissioun validéiert gëtt.

Dat géif et eis erméiglechen, als Chamber eis Observatiounen a Conclusioune mam Ombudsman ze diskutéieren, verschidden Thematiken zesummen ze verdéiwen an de parlamentaresche Suivi vun de Recommandatiounen ze verbesseren, ier de finale Rapport dann a Form vun engem Débat d'orientation hei an der Plenière diskutéiert gëtt.

D'Institutioun vum Ombudsman ass haut mat der neier Verfassung konstitutionell verankert. Mat dëser Propos wëlle mer derfir suergen, dass och eise parlamentaresche Rhythmus dës Verankerung an der Praxis reflektéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ombudsman, wéi ech dës Ried ugefaangen hunn, hunn ech gesot, datt de Rapport vum Ombudsman net just eng Zesummestellung vu Reklamatiounen ass, mee a gewëssener Hisiicht eng Landkaart vun de Relatiounen tëscht de Biergerinnen a Bierger

an der Verwaltung. De Rapport vum Ombudsman erlaabt et eis, de Staat aus der Perspektiv vum Administré ze kucken.

D'Madamm Monti schreift dozou an hirem Avant-propos: „Toute décision administrative, aussi simple puisse-t-elle paraître, peut être très lourde de conséquences pour un usager." Dëse Constat ass e gudde Kompass fir eng effikass a biergerfrëndlech Verwaltung. Eng Entscheedung ka fir d'Verwaltung eng Routine sinn, mee fir déi Persounen, déi se betrëfft, ka se Froen, Ängscht oder souguer finanziell Konsequenze mat sech bréngen.

Dofir ass a bleift et wichteg, dass d'Begrënnungen transparent sinn, d'Prozedur verständlech ass, d'Kommunikatioun proaktiv ass, d'Digitaliséierung inklusiv ass an datt d'Verwaltung ëmmer e mënschlecht Gesiicht behält.

An dofir ass et wichteg, datt d'Chamber all Joer eng kohärent an transversal Analys vum Ombudsman-Rapport mécht an och e parlamentaresche Suivi assuréiert. An dofir ass et och wichteg, datt mer haut eng Resolutioun stëmmen, déi genau dëse Prozess weider stäerke soll.

Ech wëll zum Schluss nach Merci soen:

Der Madamm Monti, déi sech wärend aacht Joer konsequent a mat vill Leidenschaft fir d'Rechter vun de Biergerinnen a Bierger agesat huet a mat hirem Asaz d'Institutioun Ombudsman nohalteg gestäerkt huet.

Der Madamm Konsbruck, déi d'Mandat als Ombudsman virun e puer Méint nei ugetrueden huet a mat där ech mech am Kader vun den Aarbechten zu dësem Rapport austausche konnt. Iech, Madamm Konsbruck, wënschen ech eng glécklech Hand an der Ausübung vun Ärem wichtege Mandat.

Merci och de Chamberkommissiounen, déi eng exzellent Aarbecht an der Analys vum Ombudsman-Rapport geleescht hunn.

Natierlech och menge Kolleeginnen a Kolleegen aus der Petitiounskommissioun, déi mer dëse Rôle als Rapporter uvertraut hunn an déi dëse Rapport an engem konstruktiven a kollaborative Geescht begleet hunn.

Merci de Biergerinnen a Bierger, déi duerch hir Reklamatiounen dozou bäidroen, dass mer d'Verwaltung besser maachen.

A last but not least natierlech och der Madamm Pinto an der Madamm Jacobs aus der parlamentarescher Administratioun beziehungsweis aus der gréngen Fraktioun, déi mech bei der Aarbecht un dësem Rapport kräfteg ënnerstëtzt hunn.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng), rapporteur | An Iech alleguerte merci, dass Der mer esou gedëlleg nogelauschtert hutt. Merci alleguerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporter villmools Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an appreciéieren, datt e largement an der Zäit bliwwen ass, déi en hat.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin zu dësem Rapport ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Débat

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, de Joresbericht 2024 vum Ombudsman ass nach vun der viregter Inhaberin, der Madamm Claudia Monti, opgestallt ginn. Am Numm vun der CSV wéilt ech hir eise grousse Merci ausschwätze fir déi Aarbecht, déi si wärend all deene Joren un der Spëtzt vun dëser wichteger Institutioun geleescht huet.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Ech hat d'Chance, a mengem viregte Beruff och alt méi dacks mat hir zesummenzeschaffen, a kann dohier hirer Nofollgerin hir Wierder, si hätt hir Missioun mat vill Engagement, Mënschlechkeet an Empathie ausgefouert, voll a ganz bestätegen. An esou wéi ech d'Madamm Claudine Konsbruck kennen, sinn ech zouversiichtlech, dass hir dat och wäert geléngen. Mir wënschen hir op alle Fall déi selwecht Ausdauer, well där brauch ee ganz vill an där Fonctioun, an dat néidegt Fangerspëtzegefill souwéi natierlech awer och vill Freed an hirer neier, ganz nobeler Aarbecht.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Très bien!

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | De Joresbericht 2024 – mee ech denken, mir sinn eis heibannen all eens, net nëmmen dësen – setzt e Grondgedanke vun dëser Institutioun an de Mëttelpunkt: d'Verwaltung méi mënschlech maachen. Dat bedeit also nolauschteren a kloer a begrënnt äntweren a Feeler kënnen unerkennen.

De Bericht hält fest, dass vill Verwaltunge bei der Informatioun virun an no enger Entscheedung Fortschrëtter gemaach hunn. Gläichzäiteg gëtt et awer och dacks nach Situatiounen, déi eng gewësse Willkür ënnersträichen, mat ausbleiwenden oder onvollstännegen Äntwerten. Et bleift d'Noutwendegkeet, d'Ursprech vun de Biergerinnen a Bierger empathesch a gesetzlech korrekt ze erfëllen.

De Rapporter Meris Sehovic ass ganz vollstänneg op déi verschidde Statistiken an Zorte vun Dossieren agaangen, dofir maachen ech dat net nach eng Kéier. D'Léier aus den 1.455 Reklamatioune vum leschte Joer ass: Informatioun, Motivatioun vun Entscheedungen an termingerecht Reaktioune bleiwe weiderhi vital.

Nieft den Zuele falen e puer Tendenzen op: Déi zwëschemënschlech Qualitéit zwësche Verwaltung a Biergerinnen oder Bierger bleift de wichtegste Facteur. Wa Krittären erkläert, Entscheedunge juristesch motivéiert a bannent verstännege Friste kommunizéiert ginn, desescaladéieren d'Sträitfäll an eng Rei vu Reklamatioune léise sech duerch Informatioun eleng.

Gläichzäiteg bleiwen awer och e puer Enkpäss persistent: Virun allem a Fäll, wou finanziell Hëllefen am Spill sinn, sinn d'Transparenz vun de Krittären an d'Proportionalitéit vun de Strofen net ëmmer ganz explizitt. Dobäi kënnt och, dass d'Vitess respektiv éischter d'Längt vun den Exame vun den Dossiere méi vulnerabel Leit finanziell immens belaaschte kënnen. Hei geet et éischter ëm Prozessverbesserunge wéi ëm e Richtungswiessel: méi kloer Informatioune mat méi séieren Entscheedungen.

De Suivi vu strukturelle Recommandatioune weist e gemëschtent Bild: E puer Moossnamen, zënter 2017 ugeholl, sinn um Stéchdag nach ëmmer an Aarbecht an aner, méi rezent Recommandatioune waarden nach op eng kloer Positioun vun den zoustännegen Autoritéiten. Dëse laange gesetzlechen a reglementaresche Rhythmus hannerléisst bei de Biergerinnen a Bierger zu Recht leider e batteren Nogeschmaach.

Mee loosse mer elo positiv no vir kucken: Déi nei Ombudsman huet eng Rei Ännerungen an d'A gefaasst, déi mir als CSV och esou begréissen. Esou huet d'Madamm Claudine Konsbruck betount, dass si d'Institutioun erëm méi staark op d'Vermënschlechung vum administrative Kontakt ausriichte wäert. All Biergerin a Bierger soll wëssen, wie säin Dossier behandelt, eng identifizéiert Persoun telefonesch erreeche kënnen an an enger verstänneger Frist eng motivéiert Äntwert kréien. Si huet uginn, de Fokus op d'Traçabilitéit vun den Dossieren an op d'Disponibilitéit vun engem mënschlechen Uspriechpartner ze leeën, a gläichzäiteg drun erënnert, dass d'Digitaliséierung ni däerf de mënschleche Kontakt ersetzen.

Wat d'Rechtsinformatioun ugeet, huet d'Ombudsman eng Aktualiséierung vun de Lignes de bonne conduite administrative ugekënnegt, mat enger aktiver Verbreedung bei de Ministèren a Servicer.

Am selwechte Sënn wëll si bei engem Refus systematesch en explizitte Verweis op net contentiéis Weeër verankeren, dorënner d'Saisine vum Ombudsman, a gläichzäiteg drun erënneren, dass d'geriichtlech Delaien onverännert weiderlafen. D'Zil ass et, dass d'Leit schonn ab der Notifikatioun verstinn, u wie se sech solle wenden, a wéi enger Reiefolleg a mat wat fir enge Fristen.

Fir d'Orientéierung vum Public an enger méi komplexer Landschaft vu sektorielle Mediatioune méi einfach ze maachen, huet d'Ombudsman virgeschloen, eng ëffentlech Säit anzeféieren, déi op enger eenzeger Plaz den Ombudsman an déi aner Mediateuren a Mediatricen – Gesondheet, Konsum, Kanner- a Jugendberäich, kommunal Mediatiounen a sou weider – zesummeféiert, mat enger einfacher Erklärung, wie fir wat zoustänneg ass. D'Iddi dohannert ass et, Feelweiderleedungen un de falsche Guichet ze vermeiden an ze fréi agereechte Reklamatiounen ze reduzéieren.

Weiderhin huet d'Madamm Claudine Konsbruck ugekënnegt, déi ronn 60 Recommandatiounen, déi zënter dem Ufank vum Bestoe vum Ombudsman formuléiert goufen, duerchzehuelen, fir ze préiwen, wat ëmgesat ginn ass, wat nach ëmmer relevant ass a wou et néideg ass, nees Drock ze maachen. Ugestrieft gëtt et, rekurrent Feststellunge vum Bericht méi séier a Prozedurupassungen ëmzesetzen, besonnesch do, wou eng einfach schrëftlech Kloerstellung schonn duergeet, fir repetitiv Sträitfäll ze vermeiden.

Zesummegefaasst ginn d'Ännerunge siichtbar an der Qualitéit vum Service un de Biergerinnen an de Bierger – de mënschleche Kontakt, d'Fristen an d'Liesbarkeet –, an der systematescher Informatioun iwwer net contentiéis Recoursméiglechkeeten an an enger méi klorer Reegelung iwwer aktualiséiert Circulairen a Leitlinnen. Dobäi kënnt eng besser Orientéierung duerch eng eenzeg kloer Ulafstell fir déi verschidde Mediatricen a Mediateuren an e méi konsequente Suivi vun de Recommandatiounen.

Dëst si mat Sécherheet alles Virsätz, déi mer als CSV begréissen a mat Spannung erwaarden.

Här President, léif alleguer, als Fazit weist de Rapport vun 2024, dass den Ombudsman eng gefroten an nëtzlech Institutioun bleift. Bal néng vun zéng Interventioune féieren zu enger Verbesserung oder op d'mannst zu enger verständlecher a motivéierter Äntwert.

Negativ ze bewäerte bleift weiderhin, wa Verwaltungen net matschaffen oder ze laang brauchen, net genuch Lisibilitéit vu Krittären, Recommandatiounen, déi zwar ugeholl, mee net ëmgesat ginn. De Bekanntheetsgrad vun der Institutioun selwer kéint och nach verbessert ginn.

Positiv ze bewäerten ass eng ëmmer méi oppen Dialogkultur, och alt emol séier Verbesserungen a Servicer, déi Entscheedunge konsequent un d'Legalitéit a Proportionalitéit upassen.

Den Ombudsman ass also net e renge Knoutermann, un deen ee sech went, fir säi Frust lasszeginn, mee

d'Zil ass et, kloer Verbesserungen am Sënn vun de Leit erbäizeféieren.

Der Ombudsman an hirer ganzer Ekipp sief nach eng Kéier e grousse Merci gesot fir hiren Asaz am Déngscht vun de Bierger a Biergerinnen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Morgenthaler Merci. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, u sech misst een dovun ausgoen, dass mat der Aktivitéit vum Ombudsman d'Dossiere vu Joer zu Joer manner ginn. An trotzdeem ginn dem Ombudsman seng Servicer all Joer op en Neits vu Bierger consultéiert, déi iwwert de reguläre Wee bei den Administratiounen net méi virukommen.

Wann een iwwert d'Jore kuckt, si sech d'Doleancen, déi un den Ombudsman erugedroe ginn, ganz oft immens änlech. An dofir ass och dëst Joer de Rapport immens representativ – scho bal symptomatesch – dofir, wou d'Problemer opdauchen a wéi domat ëmgaange gëtt.

Mee aus Feeler léiert een och, a besonnesch dofir ass et wichteg, dass den Ombudsman seng Missioun weiderféiert, op Problemer an Ongerechtegkeeten opmierksam mécht an am Asaz fir d'Leit do d'Bréck schléit, wou de Wee vum Bierger an enger Sakgaass gelant ass.

242 Reklamatioune waren et insgesamt fir d'Joer 2024. De Rapport nennt en Taux de correction vun 89,3 %, de gréissten Deel dovunner komplett. De méi klengen Deel gouf op d'mannst deelweis gereegelt.

De Rapport relativéiert awer och. Vun deenen 89,3 % Korrektioun wieren awer net 100 % zu der Satisfaktioun vun de Leit op en Enn gaang. Dat géif just heeschen, dass den Ombudsman an deenen Dossieren eng Äntwert vun der jeeweileger Verwaltung krut, onofhängeg dovun, ob déi positiv oder negativ ausgefall ass.

Sécher ass d'Zil ëmmer, dat Beschtméiglecht fir de Bierger erauszeschloen. Mee fir e Bierger, deen Dag a Mount op eng Äntwert waart, déi net kënnt, a seng Zäit an Energie dropmécht, fir u säi Recht oder op d'mannst e Retour ze kommen, ass schonn eleng eng kloer Äntwert munchmol genuch, fir den Dossier endlech kënnen ofzeschléissen oder sech anerersäits Hëllef ze sichen.

Iert ech awer zu e puer Beispiller kommen, wou den Ombudsman intervenéiert ass, géif ech e puer Wuert zum Deel vun de Gemenge soen.

Menger Erënnerung no goufen déi an der Vergaangenheet oft mat méi Beispiller ugefouert, wou Saachen net fonctionéiert hunn. Sécherlech ass och elo net alles perfekt, an trotzdeem ass et positiv ze bewäerten, dass de Rapport vun 2024 tatsächlech keng immens laang Lëscht vu Gemengendossieren uféiert.

Da fält de Gros vun deenen, déi ernimmt ginn, tatsächlech och net an de Kompetenzberäich vum Ombudsman, entweeder well den Dossier net recevabel war oder well d'Gemeng u sech näischt falsch gemaach huet an also domat am Recht war, hir Decisioun esou ze huelen, wéi dat gemaach gouf.

Ech denken hei speziell un e Fall, wou eng Persoun hirer Gemeng virgeworf huet, Bauautorisatiounen opgrond vu falschen Donnéeën erausginn ze hunn an dass wéinst deenen Aarbechten en Deel vum eegenen Terrain verluer gaange wier. Net nëmmen huet dës Persoun d'Gemeng reegelméisseg kontaktéiert an hiert Recht ageklot, an dat och iwwert de Wee vum Affekot, mee si huet och Accusatioune géint Gemengenaarbechter souleväiert an de Bien-fondé vun den Decisioune vun der Gemeng hannerfrot.

Wéi sech no der Interventioun vum Ombudsman erausgestallt huet, hat d'Gemeng net just der Persoun all Informatioune geliwwert, déi si ugefrot hat, d'Gemeng hat sech och un all d'Reegelen a Gesetzer gehalen an hat och bei der Baugeneemegung de Plan cadastral berücksichtegt, soudass hier näischt konnt virgeworf ginn.

Interessanterweis konnt duerno bei Kontrolle vum Schantje festgestallt ginn, dass déi Persoun, déi sech beschwéiert hat, selwer géint d'Bautereegele verstouss hat, andeem si eng Konstruktioun op hirem eegenen Terrain opgeriicht hat, ouni dofir déi néideg Autorisatiounen ugefrot ze hunn.

Nodeems kloer war, dass d'Gemeng am Recht ass, huet den Ombudsman dës Affär dann och net méi weider iwwerholl.

Iert ech op Dossieren aginn, wou et richteg a wichteg war, dass den Ombudsman intervenéiert, fannen ech awer och dëse Fall ganz interessant, an zwar well e ganz kloer weist, dass den Ombudsman zwar do ass, fir de Leit dobäi ze hëllefen, mat Administratiounen a Kontakt ze trieden an un hiert Recht ze kommen.

Wat den Ombudsman awer net ass, ass eng Instanz, déi ee consultéiert, fir säin eegene Wëllen duerchzesetzen. Dat ass net seng Missioun, an et ass och wichteg, dat eemol gesot ze hunn, well all déi Zäit, déi den Ombudsman mat senger Ekipp un Dossiere verbréngt, déi se net concernéieren, ass Zäit, déi hinne fir aner Dossiere feelt. An ech hat et gesot: 2024 eleng gouf et där 242 Dossieren. Den Ombudsman a seng Ekipp haten also genuch ze dinn.

Zu deene Fäll, wou si eppes konnte maachen, komme mer elo. An ech huelen elo e Beispill aus der Santé. Do liese mer vun enger Persoun, déi 2021 en Hörapparat huet musse kréien, well se op deem engen Ouer net méi esou gutt héiert. 2024 dann de Constat, dass elo och dat anert Ouer ofgebaut huet an dofir en zweeten Apparat muss ugefrot ginn. Well d'Ufro awer net an deem selwechte Joer war, also am Laf vun deenen zwielef Méint, kritt dës Persoun gesot, dass dësen zweeten Apparat net méi rembourséiert gëtt.

Am Kloertext: Wann déi Persoun sech dräi Joer virdrun en Apparat ugefrot hätt, dee si zwar zu deem Moment net gebraucht huet, da wär e Remboursement méiglech. Mee well no dräi Joer d'Krittären net méi erfëllt sinn, muss dëse Patient den Apparat elo aus senger eegener Täsch bezuelen.

Heizou zwee Punkten. Éischtens: Wann d'Leit sech sollen u Krittären halen, ass et wichteg, dass déi disponibel an och accessibel sinn, an zwar an enger Sprooch, déi fir jidder Mënsch verständlech ass. Well nëmmen dann, wann d'Leit d'Konditioune kennen, ka sech och dru gehale ginn.

Da muss awer och mat deem néidege Verstand an der néideger Flexibilitéit u verschidde Saachen erugaange ginn. Wann eng Persoun e Remboursement freet fir en Apparat, well si op engem Ouer net gutt héiert, dann ass dat dach eng tipptopp Saach, dass dat anert Ouer nach fonctionéiert an dass dat nach gesond ass. Mee da kënne mer awer net higoen, wann dës selwecht Persoun no e puer Joer och op deem zweeten Ouer elo Problemer huet – a wann och nëmmen, well se méi al ginn ass – an dann den zweeten Apparat net rembourséieren. Domat bestrofe mer jo u sech déi Leit, déi de System net vun Ufank u voll belaascht hunn, a färdere gläichzäiteg e System, wou d'Leit léiwer direkt no méi Geld froen, aus Angscht, dass een et spéider net méi kritt. Kolleeginnen a Kolleegen, et deet mir leed, mee do entzitt sech mir d'Logik.

An esou ass dat bei munche Fäll, déi am Ombudsman-Rapport ernimmt ginn. Sécher gëtt et och Fäll, déi méi komplex a komplizéiert sinn a wou et och manner evident ass, déi richteg Äntwert ze fannen. Mee ganz oft sinn et och d'Prozeduren an d'Reegelen, déi de Prozess just méi rigid a komplizéiert maachen, wéi en et misst sinn. A ganz onofhängeg vun den Inhalter ass et nämlech genau dat, wat dozou féiert, dass den Ombudsman weiderhin all Joer mat Dossiere saiséiert gëtt, well einfach d'Leit doru scheiteren, dass sech u méi administrativ Reegele geklammert gëtt, amplaz dem Mënsch hannert dem Dossier ze hëllefen.

Dofir war ech awer och frou iwwer positiv Evolutiounen, vun deenen de Rapport bericht, beispillsweis am Logement.

Beim Logement gouf ugemierkt, dass et ëmmer méi Reklamatioune gëtt am Kader vun de Subventions de loyer. Ëmmer méi géif sech beschwéiert ginn, dass d'Dossieren duerch de Service vun den Aides au logement immens laang bréichten, ier se traitéiert ginn.

Och dat ass fir déi Leit, déi op déi Aiden ugewise sinn, net schéin. Vill Leit hunn et hautzudaags schwéier, d'Enner beieneenzekréien um Enn vum Mount. A grad déi, déi iwwerhaapt eligibel si fir dës Ënnerstëtzung, sinn oft Menagen, déi a prekäre Verhältnisser liewen a wierklech op all Cent ugewise sinn.

De Rapport deit un, dass ee säit enger Entrevue tëschent dem Ombudsman an dem Ministère scho verschidde Verbesserunge konnt feststellen. Mee och an der Kommissioun bei der Presentatioun vum Ombudsman-Rapport ass een op déi verschidden Efforten agaangen an et gouf an Aussiicht gestallt, u verschiddene Schrauwen ze dréien: éischtens duerch eng Simplification administrative, zweetens duerch d'Digitalisatioun vun de Prozeduren, fir se méi effikass ze maachen, mee och, drëttens, duerch den Echange vun Informatiounen an Donnéeën ënnert den Administratiounen, mam Echange beispillsweis mam Nationale Solidaritéitsfong, mat der Zukunftskeess fir Kanner, dem CCSS oder och der Gesondheetskeess – alles Administratiounen an Informatiounen, déi hëllefe kënnen, d'Prozedure méi effikass ze maachen an esou d'Dossiere méi séier ze evakuéieren. Op dësem Wee ginn d'Bierger zousätzlech och zäitlech entlaascht, well si all dës Verwaltungsgäng an Demarchen net méi musse maachen.

Dann – zousätzlech – ass de Ministère och op d'Demande vun den Offices sociaux agaangen, fir de Remboursement vun de Subventions de loyer anescht ze organiséieren am Fall wou eng Persoun eemol ze vill kritt huet. Amplaz dass elo d'Paiementer gestoppt ginn, bis den Excedent zréckbezuelt ginn ass, lafen déi elo virun – eng weider Manéier, fir de Leit net zousätzlech finanziellen Drock ze maachen.

D'ailleurs, an ech géif hei eng kleng Klammer opmaachen, mee et gouf och schonn an der Kommissioun ernimmt: Och d'Gesetz iwwert d'Subventions de loyer wäert esou ugepasst ginn, dass net Leit, deenen hir Situatioun sech verbessert, beispillsweis duerch eng nei Aarbecht, finanziell ënner Drock geroden duerch Remboursementer. Och hei wäerten d'Calcullen an Zukunft adaptéiert ginn, fir dass éischtens manner Aarbecht entsteet beim Recalcul an zweetens net déi Leit bestrooft ginn, déi hir Situatioun verbesseren.

Dir gesitt also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ombudsman huet säin Notzen an dréit och um Terrain

dozou bäi, d'Situatioun vun den Administréen ze verbesseren. Villes ass nach deels immens komplizéiert, mee wéi mir gesinn, ass et effektiv och méiglech, déi néideg Upassunge virzehuelen, fir souwuel de Verwaltungen, ma awer haaptsächlech och de Bierger, déi Hëllefe brauchen, d'Liewen enorm ze vereinfachen.

An dësem Sënn kann ech d'Madamm Claudine Konsbruck mat hirer Ekipp an hirer Aarbecht nëmme weider ënnerstëtzen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Zu Lëtzebuerg kënns de just weider, wann s de ee kenns." E Saz, dee mer heibannen allegueren schonn héieren hunn. An et ass e Saz, dee wéi keen anere fir d'Hürden an eisem politeschen an administrative System steet. Natierlech ass de Saz e bëssen iwwerspëtzt an natierlech kann een hei am Land och weiderkommen, wann ee kee kennt. Mee et ass awer oft net ëmmer evident.

Als eenzelne Bierger steet een engem enormen administrativen a politeschen Apparat géigeniwwer. A grad fir Leit a vulnerabele Situatioune kënnen de Kontakt mat staatlechen Administratiounen an d'Ausféiere vun den administrativen Demarchë séier eng Erausfuerderung duerstellen, déi just schwéier ze bewältegen ass, sief et duerch Sproochebarriären, Problemer beim Liesen a beim Schreiwen oder zum Beispill en Handicap.

An dann dierf een och net vergiessen, dass d'Digitaliséierung zwar fir vill Mënschen am Land eng Vereinfachung duerstellt an eng Acceleratioun bei de Prozeduren erméiglecht, gläichzäiteg awer och vill Persounen ausschléisst, déi sech an der digitaler Welt net esou doheem fillen.

Dobäi ass et esou wichteg, dass eise Staat, d'Verwaltungen an och d'Gemengen accessibel a reaktiv sinn. D'Aart a Weis, wéi d'Leit mat den Institutiounen a Kontakt kommen an d'Erfarungen, déi si dobäi maachen, beaflosse schliisslech och, wéi d'Leit de Staat an d'Politick insgesamt wouerhuelen. Kréien ech Hëllef? Ginn ech eescht geholl? Gëtt mir mat Interessi an Empathie begéint? Oder kréien ech méintelaang keng Äntwert a kréie just d'Gefill, e ganz klengt Riedchen an engem ganz groussen Apparat ze sinn? All dës Facteure beaflossen, awéifern d'Leit d'Gefill kréien, dass se gesi ginn, dass se eng Stëmm hunn, dass se seriö geholl ginn an net wéi eng Laascht ofgestempelt ginn an an den Delaien hänke gelooss ginn.

Wie sech vusäite vun de staatlechen Administratiounen elenggelooss fillt, dee fillt sech insgesamt elenggelooss vum Staat a vun der Politick dohannert. A fir dass d'Leit d'Vertrauen an de Staat net verléieren, ass et wichteg, dass mir liicht zougänglech a reaktiv Gemengen a staatlech Servicer hunn. An dofir ass eeben och d'Aarbecht vum Ombudsman esou bedeitend.

Den Ombudsman ass eng enorm wichteg Institutioun a si misst nach vill méi bekannt gemaach ginn. Mee natierlech sollt dat primäert politescht Zil ëmmer dora bestoen, dass déi staatlech a kommunal Servicer esou gutt sinn, dass d'Leit guer net gezwonge sinn, sech mussen un den Ombudsman ze wenden.

Aus deem Grond ass et dann och bedauerlech, dass an dësem Rapport alt nees ze liesen ass, dass den Ombudsman nach ëmmer mat ze vill tragesche Fäll konfrontéiert war, déi um mënschlechen Niveau nëmme schwéier ze justifiéiere wieren a bei deenen zum Deel ausserhalb vun all legalem Kader agéiert gouf. Esou eppes ass inakzeptabel.

Natierlech schwätze mir hei vu Fäll, déi Ausnamen duerstellen. Déi grouss Majoritéit vun de Beamte maachen hir Aarbecht gewëssenhaft an exemplaresch, an dofir muss een hinnen och eng Kéier Merci soen. An och wann et e Fait ass, dass dës Fäll Ausnamen duerstellen, entschëllegt dat a kenger Weis déi Problemer, déi an dësem Rapport ervirgehuewe ginn. Well mir mussen eis jo bewosst sinn, dass déi Situatiounen, vun deene mir an dësem Rapport liesen, déi sinn, bei deenen d'Leit och d'Ausdauer an de Reflex haten, fir sech iwwerhaapt un den Ombudsman ze wenden. All déi Leit, déi net wossten, dass et den Ombudsman iwwerhaapt gëtt, déi net wossten, wéi si e saiséiere kënnen, oder déi opgrond vu verschiddensten Aschränkunge Problemer haten, hir Rechter geltend ze maachen, all dës Leit tauchen an dësem Rapport mol guer net op. Mee och si dierfen net vergiess ginn.

E staarke Sozialstaat dierf keen duerch d'Netz fale loossen, och a ganz besonnesch net, wann et ëm den Accès zu Rechter geet. Ech wëll mech dofir am Follgende ganz bewosst op déi Fäll konzentréieren, an deenen et ëm héich vulnerabel Persoune geet, also op déi Fäll, wou an eisen Aen deen dréngendsten Handlungsbedarf besteet.

En éischte ganz grousse Volet, dee bekanntermoosse fir vill Prekaritéit suergt, ass do natierlech de Logement, beispillsweis de Manktum un adequatem Logement. Mir fannen et net akzeptabel, dass Mënschen, déi keen Doheem méi hunn, vun engem Service bei deen anere gejot ginn, well d'Reegele fir d'Ausstellung vun enger Adresse de référence deelweis ze onkloer an ze restriktiv sinn.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Regierung d'Problematik ronderëm déi gesetzlech Basis vun der Adresse de référence och erkannt huet a schonn iwwert de Wee vun enger Circulaire nogebessert huet. Mee dat ännert awer näischt dorun, dass dat Gesetz wierklech zäitno op de Leescht geholl muss ginn, well et aktuell net déi gesetzlech Sécherheet bitt, déi et misst bidden.

En anert Gesetz, dat an dësem Rapport duerch seng Onkloerheet am vergaangene Joer fir eng Rei Problemer gesuergt huet, ass d'Gesetz vum 20. Dezember 2019 iwwert d'Critères de salubrité a säi passend Reglement. Dëst Gesetz, dat jo dat wichtegt Zil huet, d'Locatairen am Fong do virdrun ze schützen, an onwierdegen Ëmstänn ze wunnen, gëtt vun de Gemengen aus Angscht, Feeler ze maachen, oft ganz streng interpretéiert. Prinzipiell ass dat am Fong jo net schlecht, well et eebe grad drëms geet, dës Mënschen ze schützen, mee wéi mer hei am Rapport awer liesen, sinn dat Gesetz an déi streng Interpretatioun vun de Gemenge Schold drun, dass Familljen a Frënn sech finalement an Noutsituatioune keen Ënnerdaach mat enger Adress géigesäiteg ubidde kënnen.

Natierlech gëllt et ze verhënneren, dass d'Leit an iwwerfëllte Wunnengen an onwierdege Konditioune liewen. Gläichzäiteg ass awer bekannt, wat fir negativ Konsequenzen et fir e Mënsch huet, wann e seng Adress, an domat d'Recht op ganz vill Hëllefen, verléiert. De besote Fall, bei deem eng Persoun sech temporär bei hiren Elteren umelle wollt, weist, wéi schwéier et ass, iwwer extern Krittären ze bestëmmen, ob d'Konditioune vun der Salubritéit an enger Wunneng agehale ginn oder net. Richteg beurteele kann een den Zoustand vun enger Wunneng jo am Fong eréischt dann, wann een och dobanne steet.

A wéi mir weider am Rapport liese kënnen, kämpfen och net nëmmen d'Gemenge mat dëser Problematik. D'Onsécherheete bei de Bestëmmunge vun der Conformitéit vun de Wunnverhältnisser kommen och däitlech eraus an de Fäll vum Regroupement familial. Och hei sinn d'Beamte vun der Direction générale de l'immigration haaptsächlech dorëm besuergt, kee Feeler ze maachen, mee de Concernéierte ginn awer net selte vill Steng an de Wee geluecht.

Et ass also ganz kloer, dass d'gesetzlech Basis hei sollt iwwerschafft ginn, a mir freeën eis dofir, dass an de Kommissiounsaarbechten erauskomm ass, dass entre-temps Echangen tëscht dem Inneministère an dem Logementsministère virgesi sinn, fir an dësem Dossier no bessere Léisungen ze sichen.

Et ass wichteg, dass mir kloer gesetzlech Ramebedéngunge schafen, déi de Leit et erlaben, an Dignitéit an a propperen Zoustänn ze liewen. Bekanntermoossen ass et zu Lëtzebuerg awer generell net einfach, u bezuelbare Wunnraum ze kommen, deen dann och nach a gudde Konditiounen ass. Ganz vill Leit am Land sinn dofir oft op d'Loyerssubventiounen ugewisen, fir trotz den héije Logementskäschten nach iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dass den Ombudsman am virleiende Rapport drop hiweist, dass et grad bei dëse Loyerssubventiounen 2024 grouss Retarde gouf, ass dofir besonnesch problematesch. Hei koumen, an dat ass scho virdru gesot ginn, Sue grad bei deene Leit net zurzäit un, déi se am Fong am dréngendste brauchen. An et ass net fir näischt, dass och d'Entente vun den Offices sociaux schonn op dës Dysfonctionnementer opmierksam gemaach huet. Wéi gesot ginn ass, sinn déi laang Delaien dem Logementsministère awer ëmmerhi bewosst an et gëtt dorunner geschafft. Dat ass gutt a wichteg, well ënnert de Retarden hu vill Leit gelidden – an dorënner och vill ze vill Kanner.

D'Kanneraarmut ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg. A wann d'Eltere Problemer hunn, hire Loyer ze bezuelen, dann huet dat och Repercussiounen op d'Kanner. D'Kanner mierken, dass hir Eltere Suergen hunn. Si mierken, dass hir Famill net esou um gesellschaftleche Liewen deelhuele ka wéi anerer, an hinne feelt et am schlëmmste Fall och u ganz elementare Produiten, well d'Suen einfach net méi duerginn, fir d'Käschten am Alldag ze droen. Mir brauchen dofir eng staark Sozialpolitick, déi den Intérêt supérieur vum Kand ëmmer am A behält.

Leider ass dat haut net iwwerall de Fall. Verschidde Kanner si schonn direkt no hirer Gebuert mat Benodeelegunge konfrontéiert – an heiansdo souguer scho virdrun. Wéi mir dëst Joer, an och schonn déi Jore virdrun, am Rapport vum Ombudsman liese konnten, kënnt et zum Beispill ëmmer nees vir, dass schwanger Fraen duerch hir Schwangerschaft Existenzängscht mussen hunn, well se kee Congé de maternité kréien oder wéi an dësem Fall gebiede ginn, d'Sue vum Congé de maternité nodréiglech zréckzebezuelen.

Et ass kloer, dass eise Sozialsystem gewësse Reegele brauch a gewësse Konditioune fir bestëmmten Hëllefe muss virgesinn. Wann de System awer dozou féiert, dass schwanger Frae sech op eemol a ganz prekäre Situatiounen erëmfannen, well se duercn de Schwangerschaftsschutz net méi schaffen dierfen a gläichzäiteg awer keen Ersatzgehalt erhalen, well se net fir de Congé de maternité eligibel sinn, dann hu mer e Problem.

Mir gesinn et dofir als absolutt Prioritéit un, dass gekuckt muss ginn, wéi een d'Netz vun de sozialen Ofsécherunge méi enk ronderëm déi schwanger Fraen zéie kann. Eng Schwangerschaft am éischte Joer no engem Studium zum Beispill oder wärend enger Mesure d'emploi dierf keng Aarmutsfal sinn.

Wa mir schwanger Fraen net ënnerstëtzen, bidde mir de Kanner scho vun Ufank u méi schlecht Startchancen, an dat muss verhënnert ginn. An dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Famillen am Allgemengen. Eng staark, oppen a modern Familljepolitick ass wichteg, fir alle Kanner am Land gutt Startchancen ze bidden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng staark Sozialpolitick ass eng Politick, déi sech fir déi Schwächst an der Gesellschaft asetzt: fir d'Kanner, fir eeler Leit, fir Persoune mat Aschränkungen a fir all déi Leit, déi opgrond vu sozioekonomescher Benodeelegung manner Méiglechkeeten hunn. Et ass eng Politick, déi sech fir Gläichheet a fir Gerechtegkeet staarkmécht, an eng Politick, fir déi mir stinn.

De virleiende Rapport weist eis, wou d'Lücken an eisem sozialen Netz sinn, wou Mënsche leiden a wou d'Vertrauen an de Sozialstaat erofzegoen drot. An et ass dofir ganz wichteg, dass mir, d'Chamber an d'Regierung, dëse Rapport eescht huelen an och wierklech e Suivi vun dëse Fäll maachen, well ech mengen, dass der ganz vill vun eis an d'Politick gaange sinn, well se genee an esou Fäll wéi deenen, déi hei an dësem Rapport beschriwwe sinn, eppes ännere wollten. A Fäll, wou een einfach denkt: „Dat kann dach net sinn! Dat geet dach géint all Mënschlechkeet a géint de gesonde Verstand!"

Dëse Rapport weist, wou mer usetze mussen. Ech géif gären nach dem Rapporter Merci soe fir seng soignéiert Aarbecht an och der Madamm Monti fir hir aacht Joer Asaz, bonne Chance bei hirem neien Challenge, an der neier Ombudsfra bonne Chance bei hirem neien Amt. An et läit elo un eis, a virun allem un der Majoritéit, fir ze reagéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An dann ass et um Här Dan Hardy. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wëllkomm och vu mir un déi nei Ombudsman. Voilà, schéin, dass Der bei eis sidd.

Da profitéieren ech vun der Geleeënheet, fir der Madamm Monti an hire Mataarbechter nach eemol Merci ze soe fir déi geleeschten Aarbecht, iwwert déi mer jo hei haut diskutéieren. Am Rapport d'activité ass e Réckbléck op hir aachtjäreg Amtszäit an och Recommandatioune vum Ombudsman.

Merci och un de Rapporter, den Här Sehovic, speziell fir déi vill Detailer a sengem Rapport.

Am Avant-propos steet geschriwwen, datt de mënschlechen Aspekt an der Relatioun tëscht Bierger a Verwaltung geférdert soll ginn. D'ADR ënnerstëtzt natierlech dës Positioun, an ech erënneren dorunner, datt eis Aufgab net nëmmen op d'Uwendung vu Reglementer oder d'Veraarbechtung vun Dossiere beschränkt ass. Si besteet an der Haaptsaach doranner, d'Persoun hannert all Ufro ze erkennen. Mir maache gär de Rappell, datt d'Verwaltung am Déngscht vun de Bierger steet an hinne géigeniwwer opmierksam, respektvoll an oppen ass. Op dës Manéier stäerke mir d'Vertrauen a bauen eng laangfristeg Relatioun tëscht de Bierger an der Verwaltung op.

Et schéngt esou ze sinn, datt mir alleguerte gréisstendeels zefridde si mat der Effikassitéit vun den Interventioune vum Ombudsman, also och iwwert de sougenannten Taux de correction.

Dann hu mer awer de Problem vun deene laangen Delaien. Jo, deen existéiert bal an all Verwaltung. An ech mengen, et wier néideg, fir hei Remedur ze schafen. Den Hin an Hier tëschent deenen eenzelen Administratiounen ass eng grouss Ursaach, Verwaltungen, déi sech dacks géigesäiteg d'Schold um Mëssel ginn oder Responsabilitéit ofginn, mat der Konsequenz, datt sech de Bierger da reegelméisseg elenggelooss fillt.

Dofir och d'Fro un d'Regierung, wéi se deem Problem entgéintwierke wëll an d'Kooperatioun tëscht de Verwaltungen nach weider verbessere wëll.

Kuerz dann to der Statistik vun zejoert. Am Ganze si 1.455 Reklamatiounen eragereecht ginn. Eng 1.000 konnten der gekläert ginn. Ronn 430 Fäll stinn nach ëmmer op. Trotzdeem ënnersträichen dës Zuelen d'Effizienz vun der Aarbecht vum Ombudsman. Dat gesi mer och iwwert de sougenannten Taux de correction, dee bei bal 90 % läit.

Festgestallt gouf dann och, datt d'Reklamatiounen, déi iwwert d'Gemengen eragereecht goufen, sech haaptsächlech op déi follgend Theeme bezéien: Sozialhëllef, Steieren a Gebuerten et cetera. Dacks ginn och déi laang Delaie bei de Gemengen ernimmt, wat och mat der ëmständlecher Natur vun den administrative Prozeduren zesummenhänkt.

Dofir wëll ech dorunner erënneren, datt d'ADR nach ëmmer eng Vereinfachung vun den administrative Prozedure gefuerdert huet. Mir sinn eis de Schwieregkeeten an Erausfuerderungen, déi virun eis leien, ganz bewosst. D'Zougänglechkeet vun der ëffentlecher Verwaltung muss nach weider verbessert ginn. D'administrativ Prozedure mussen och vereinfacht ginn, fir d'Frustratioun vun de Bierger ze begrenzen. An dat ass vu grousser Wichtegkeet a stellt, wéi gesot, och eng Fuerderung vun eis duer.

En anere Punkt: All Bierger huet d'Recht op eng gläichberechtegt Behandlung ouni Diskriminéierung. An där Hisiicht gëtt et nach genuch ze dinn. Esou musse Mechanismen entwéckelt ginn, fir Konflikter vu vireran ze verhënneren, éier se entstinn. Natierlech ass et néideg, déi ëffentlech Servicer ze moderniséieren an dofir an d'Digitaliséierung ze investéieren, ouni awer Ongläichheeten ze schafen, an zousätzlech an d'Ausbildung vum Personal ze investéieren.

Här President, ech komme gläich zum Schluss. Mir hu festgestallt, datt bei verschiddene Ministèren den Undeel vun de Reklamatioune besonnesch héich ass. Dofir setze mir eis fir e kontinuéierlechen Dialog an, fir eng Kultur vun der Kooperatioun tëscht de Bierger an den Autoritéiten ze fërderen.

Da begréisst d'ADR nach, datt sech d'Madamm Monti an hirer wichteger Positioun ëmmer politesch neutral verhalen hat, sou wéi dat an der Definitioun vum Ombudsman festgeschriwwen ass. A mir hoffe ganz staark, dass dat an Zukunft och mat der neier Mediatrice/Ombudsman, der Madamm Konsbruck, esou bleift, an do hu mir och dat néidegt Vertrauen.

Mir bedaueren awer, datt sech eenzel Responsabel vun aneren Institutiounen, déi der Chamber ënnerstinn, net ëmmer un déi politesch Neutralitéit halen. Dofir zitéieren ech nach eemol dat negatiivt Beispill vum OKaJu, dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, dee kloer politesch Positioun bezunn hat a sech fir méi LGBTQ-Enseignement an de Schoulen ausgeschwat hat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Hardy. An dann huet den Här Sehovic nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Meris Sehovic (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Hannert enger staarker Ombudsman sti ganz vill staark Männer a Fraen. An ech hu ganz ville Leit Merci gesot, awer net de Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der Institutioun. Dat wollt ech heimadder ausdrécklech nohuelen, well si alleguerten zesumme maachen, dass mer esou eng gutt Aarbecht kënne maachen. Dofir entschëllegt den Oubli, an e grousse Merci un Iech alleguerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass d'Wuert fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | A jo, Här Sehovic. Et ass gutt, dass Der nach eng Kéier komm sidd, well ech mengen, jidderee ka sech do uschléissen, dass et och d'Ekipp hannendrun ass, déi déi ganz Aarbecht stäipt. An dofir och e grousse Merci un d'Madamm Monti fir all hir Joren. Also, et waren ëmmer ganz konstruktiv Gespréicher hei. An ech hu wierklech geschat, wéi oppen a wéi éierlech si och mam Parlament war an och de Fanger do an d'Wonne geluecht huet, wou et sënnvoll war.

An och der neier Ombudsman Claudine Konsbruck alles Guddes fir hiren Job. Ech hu matkritt, dass Der voll motivéiert sidd. Loosst Iech do op kee Fall bremsen, wann Der och heiansdo op Widderstand wäert stoussen. Well déi Momenter wäerte sécherlech och kommen. An ech denken awer, dass Der dee ganze Support vum Parlament hutt, wann Der Är Dossieren ugitt an den nächste Méint a Joren. An ech weess, dass d'Situatioun net ëmmer ganz einfach wäert sinn.

An dofir och merci dem Meris Sehovic fir de Rapport. Ech weess, dass dat vill Aarbecht ass an dass och vill Stonnen drop gi bei de Kommissiounen, wou ech herno nach eng Kéier drop zréckkommen.

Jo, de Rapport ass a sech ëmmer en Ausdrock vun enger Onmuecht, déi de Bierger huet géigeniwwer vum Staat a wou en dann a sech kee Rot méi weess an da bei den Ombudsman geet, esou quasi als leschte Rettungsreef, deen en nach hëlt, well en awer meeschtens dat Gefill huet, dass en awer am Recht wär. An ech mengen, den Taux de correction bestätegt dat nach eng Kéier, datt en och oft am Recht war an dass en dat och unerkannt kritt. An dofir ass et och wichteg, dass d'Bierger wëssen, dass et den Ombudsman gëtt.

Et ass elo vill geschwat ginn hei iwwert d'Gemengen. Ech mengen awer, dass op deene meeschte Gemengendokumenter, déi ee kritt, net op den Ombudsman higewise gëtt. Wann s de elo dobausse géings mat Leit schwätzen, weess ech mol net, ob jidderee weess, dass d'Gemengen an dee Ressort géinge falen. Et ass och do, wou mer awer nach eppes missten nobesseren. Ech weess, dass mer déi Diskussioun hei haten.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Ass et bei Iech, Här Zeimet? A nee, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Här Zeimet, wëllt Der net léiwer duerno? Ech hätt léiwer, mir géingen den Här Goergen fäerdeg schwätze loossen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech wollt just eng Äntwert ginn, well en eng Fro stellt. Da kritt e se beäntwert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also mir ass et egal, Här President. E kann äntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Här Zeimet, wann et dem Här Goergen egal ass, da kritt Dir elo d'Wuert.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Scho viru Jore gouf eng Circulaire, ech mengen, vum Interieur, erausginn, wou genau drop higewise gouf, op wat alles muss an de Courrieren higewise ginn – et ka souguer vun der Madamm Bofferding gewiescht sinn –, wou och de Mediateur ernimmt gouf. An ech denken, all

d'Gemengen hale sech dorun a wäerte bei all Refus, dee se maachen, drop hiweisen, datt zu de Voies de recours och de Mediateur gehéiert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ok. Ech weess nämlech, dass mer déi Diskussioun hei haten. An do war et nämlech ëm all déi staatlech Instanze gaangen. An ech huele jo un, dass se an der Tëschenzäit dat alleguerte maachen. Et ass gutt, dass Der mer elo gesot hutt, dass et och fräiwëlleg ass bei de Gemengen. Wëssentlech, déi Dokumenter, déi ech gesinn hunn, do war et nach net drop. Mee et ass awer gutt, well ech mengen, d'Gemenge sinn dem Public nach net bekannt dofir, dass een awer bei den Ombudsman ka goen. A jo, mir haten och mol déi Diskussioun, ob een d'Gemengen herno mam Numm a mat der Uertschaft nennt oder net. Dat ass awer eng ganz aner Diskussioun.

Wat aus dem Rapport ervirgeet, dat si jo déi sozial Ongerechtegkeeten. Grad do musse mer upaken. A grad bei de sozialen Ongerechtegkeeten, wann een am Rapport liest – et ass vill Gespréich, Här President –, dass, wa verschidde Primmen net ausbezuelt ginn oder anerer, dann de Bierger awer a Problemer kënnt bezéiungsweis souguer seng Wunneng muss verloossen. Do kann ee sech eng Kéier d'Fro stellen, ob den Ombudsman net eng prioritär Linn muss kréien op esou Fäll, fir direkt beim Ministère awer kënnen ze intervenéieren.

Huele mer déi Diskussiounen, déi mer an der Logementskommissioun haten. Wann herno ee säi Loyer net méi ka bezuelen, ass dat awer prioritär. An dann ass et och esou, dass den Ombudsman misst ganz, ganz schnell virukommen, fir deene Leit ze hëllefen.

An ech kennen och aner Situatiounen aus dem Office social, wou et gutt gewiescht wär, wann déi Leitung vill méi schnell gewiescht wär. Ech wëll net soen, datt mir dem Ombudsman do aner Moyene ginn, fir dass dee vläicht iwwer e puer Méint kéint kompenséieren an dat beim Ministère herno erëmkritt. Dat wär déi zweet Etapp, wann dat mat der prioritärer Linn net fonctionéiert. Well et kann net sinn, dass, wann een Urecht op Hëllefen huet an een op déi Hëllefen ugewisen ass, ee just dat Recht herno kritt duerch den Ombudsman an awer déi Méint alleguerte verluer huet. Well et ass och net all Proprietär, deen esou fein ass an dann dorobber waart.

Allgemeng muss een eng Kéier och déi Diskussioun iwwert den Delai féieren, wann den Ombudsman op engem Dossier aktiv gëtt, ob een d'Delaien net stoppe kann oder zumindest unhale ka fir eng gewëssen Zäit, bis awer eng Äntwert do ass. Well et ass awer och komesch, dass een ëmmer alles weiderleet, obwuel den Dossier jo awer vum Ombudsman traitéiert gëtt, an awer, wann een den Taux de correction kuckt, eng Korrektioun ze maache wär an deementspriechend deene Leit hir Delaien dann awer weiderlafen, se oft viru Fait-accomplie gesat ginn an awer vläicht am Nachhinein da Recht kréien, wat awer net dat ass.

An dann ... Wat hat ech mer nach opgeschriwwen? Dat mat de Logementen. Jo, gëschter ass dat gestëmmt ginn. Virdrun ass dat ugeschwat ginn. Dat ass gëschter gestëmmt ginn. Dat heescht, dat ass ... Dat, wat an der Kommissioun gesot ginn ass, dat ass ... Et ass gutt, dass mer dat gëschter gemaach hunn.

A fir de Rescht ... Dir hat mech elo aus mengen Notizen hei erausbruecht, mee ech mengen, ech hat awer alleguerten d'Punkten elo geholl.

Dofir Iech e grousse Merci. An ech mengen, ech freeë mech schonn op Ären éischte Rapport, well da kréie mer nach eng Kéier d'Diskussioun.

Ech kann och direkt nach zur ... Nee, ech maachen dat herno bei der Resolutioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Wéi all Joer weist dëse Rapport op d'Mëssverständnesser hin, déi optrieden, wa Bierger duerch en Dossier oder eng Prozedur mat enger Verwaltung a Kontakt kommen a sech an hire Rechter ongerecht behandelt fillen.

Opgrond vu senger Missioun ass den Ombudsman, wéi dat schonn oft gesot gouf, u sech esou eng Aart Opfangstatioun fir d'Onzefriddenheet vun der Gesellschaft. Déi vill Dossieren, déi ouni Problemer duerch d'Verwaltung ginn, déi gesi mer net. Mir gesi just déi Plainten, déi Dossieren, déi no Gerechtegkeet froen. Ob si duerno Recht kréien oder net, dat ass eng aner Saach.

Dacks geet et u sech och ëm Fäll, an deenen d'Gesetzestexter flou, widderspréchlech, onkomplett sinn oder wou Transitiounsmoossname feelen. Den Ombudsman huet et d'ailleurs esou formuléiert: „des dispositions légales ou règlementaires floues, contradictoires, incomplètes ou dans l'absence de mesures transitoires, créant en pratique certains vides juridiques, trop souvent propices à des interprétations défavorables par défaut". Dës Situatioune féieren dann dozou, dass Beamten a Verwaltungen heiansdo ze vill Interpretatiounsspillraum hunn oder Gesetzestexter falsch oder ze restriktiv interpretéieren.

D'Madamm Monti nach, déi eeëmoleg Ombudsman, proposéiert der Regierung e ganze Set u Mesüren, wéi zum Beispill den Droit à l'erreur. Dëst Recht berout op dräi Prinzippien:

Éischtens: Versteesdemech bei der éischter Demarche. All Demandeur soll d'Méiglechkeet hunn, Dokumenter nozereechen oder Feeler ze verbesseren, ouni Konsequenzen oder Sanktiounen ze spieren.

Zweetens: D'Beweislaascht soll bei der Verwaltung leien. Et ass un der Verwaltung ze weisen, datt et sech ëm eng Fraude handelt, an net um Demandeur, fir seng Éierlechkeet ze beweisen.

Drëttens: D'Relatioun baséiert op Vertrauen, Transparenz a Vereinfachung. D'Verwaltung an de Bierger solle sech géigesäiteg verstoe kënnen an d'Prozedure musse kloer an accessibel sinn.

Dat si schonn Diskussiounen, déi mer ganz oft gefouert hunn, nach viru Joren, wou ech och eng Kéier Rapporteur war a wou mer eng Motioun ugeholl haten iwwert déi einfach Sprooch, déi d'Verwaltunge musse benotzen. Do si schonn eng ganz Partie Progrèse gemaach ginn.

An et ass jo evident: Ech mengen, egal wat fir eng Mammesprooch een dës Kéier huet, ob et Lëtzebuergesch ass, Däitsch oder Franséisch, déi jeeweileg Amtssprooche versteet ee souwisou ni oder ganz schwéier, wann een net aus dem Fach ass. Déi maachen natierlech och Sënn, well se eng gewësse Logik mussen hunn. Also ass et net onwichteg, datt se prezis an an engem gewëssene Jargon, deen administrativ-juristesch ass, formuléiert sinn. Mee et kann een net vun de Bierger erwaarden, datt se dee Jargon verstinn.

D'Madamm Monti plädéiert dann an hirem leschte Bericht, datt dëst Recht, wéi et a Frankräich applizéiert gëtt, d'Relatioun tëscht de Bierger an der Administratioun an e gesond Gläichgewiicht brénge kéint. De Bierger soll net direkt sanktionéiert ginn oder als Schmarotzer ofgestempelt ginn. All Institutioun géif souwisou dovunner profitéieren: d'Verwaltunge selwer, den Demandeur an natierlech och en iwwerlaaschte Justizapparat.

Här President, meng Fro un d'Regierung ass, ob si bereet ass, och dëse Wee matzegoen an den Droit à l'erreur anzeféieren.

Trotz der Prioritéit vun der aktueller Regierung am Beräich vun der administrativer Vereinfachung – oder dat, wat esou duergestallt gëtt – gesi mir, dass trotzdeem awer och vill Efforten haaptsächlech an den digitalen Ausbau geriicht sinn.

Jo, d'Digitaliséierung ass wichteg a kann eng wichteg Ënnerstëtzung sinn, mee si eleng ass keng Léisung. D'Relatioun tëscht Bierger a Verwaltung muss hybrid bleiwen. Digital Servicer kënnen d'Prozedure vereinfachen, mee si kënne kee mënschlechen Austausch ersetzen, kee Gespréich, keng Erklärung, keng Aleedung am direkte Kontakt.

Laang Waardezäiten op eng Äntwert oder op eng Hëllef, d'Schwieregkeet, fir erauszefannen, wéi wäit en Dossier ass, an déi heefeg mangelhaft Kommunikatioun tëscht verschiddene Verwaltungen, dat sinn Indicateuren, déi net kënne vernoléissegt ginn. Dofir rifft de Bericht vum Ombudsman kloer no méi Mënschlechkeet, engem bessere Versteesdemech an enger zougänglecher a verständlecher Verwaltung.

All déi Phenomeener werfen dann och eng aner Fro op: d'Fro vum Personalmangel bei de Verwaltungen. Wou läit de Problem? Wou ass de Wuerm dran? Well u sech si jo all déi Repetitiounen, déi Mëssverständnesser, déi entstinn tëscht Verwaltungen an de Bierger, net hëllefräich am gudde Funktionéiere selwer vun de Verwaltungen. Et ass jo och am Sënn vun de Verwaltungen – déi meescht Verwaltunge verstinn dat och, mee et sinn der nach ëmmer, déi si retizent –, fir u sech d'Prozeduren ze verbesseren oder ze änneren, fir datt et duerno méi fléissend iwwert d'Bün geet. Et ass besser fir jiddereen an natierlech am Sënn vun de Bierger.

Mee dann, ganz um Enn, et mierkt een allkéiers: De Bericht vum Ombudsman weist ganz kloer och politesch Problemer, well vill Problemer kënnen duerno um Enn och net vun engem Ombudsman geléist ginn. Et mierkt ee ganz einfach, datt immens vill Leit a prekäre Situatioune sinn, an der Aarmut hei zu Lëtzebuerg sinn. Dat hëlt net of. Dat hëlt zou, permanent, a ganz schlëmm Situatiounen, zemools um Niveau vum Logement.

Warscheinlech mierke mer dat och als Deputéiert oder als Gemengevertrieder, wou ee ganz oft kontaktéiert gëtt vu Leit, wou wierklech näischt méi geet a wou een heiansdo als Deputéierten oder als Gemengerot vläicht och net méi weess. Well wa schonn e Geriicht geschwat huet, wat solle mir da maachen? Da versicht een awer trotzdeem ze hëllefen.

Mee dat ass eeben d'Problematik: déi héich Loyerspräisser, d'Zënsen, d'Deierecht, d'Energiepräisser et cetera, et cetera. Dat féiert d'Leit ëmmer dozou, nei Aiden ze froen. Heiansdo sinn d'Situatiounen e bësse méi komplizéiert an da kritt ee se net onbedéngt oder net ganz. Et ass een an enger Gemengewunneng an da gëtt een erausgepucht an et weess een net firwat et cetera, et cetera. Et gëtt immens vill politesch Problemer, déi ee muss léisen. An dann hätt warscheinlech och den Ombudsman, déi Stell, manner Aarbecht, an dat wär besser fir jiddereen.

Op jidde Fall och der Madamm Konsbruck eng glécklech Hand bei hirem Amt. Ech mengen, si wäert dat och ganz gutt maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Wagner. Domat wäre mer dann um Enn vun eiser Riednerlëscht ukomm.

An d'Regierung kritt dann d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement | Merci, Här President. Ech géif mer dann erlaben, ganz kuerz Stellung ze huelen am Numm vun der Regierung an a menger Qualitéit als Ministre chargée des Relations avec le Parlement. An ech wäert dat, wat Der haut alles gesot hutt, natierlech och weiderginn un déi zoustänneg Ministeren. Dir hat jo och an de Kommissiounen d'Méiglechkeet, den Austausch ze siche mat all de Ministeren. An haut am Rapport ass jo och kloer ervirkomm, datt schonn eng Rei Saachen och ënnerwee sinn, fir eeben deene Problemer, déi opgezeechent gi si vum Rapport, entgéintzewierken.

De manière générale probéieren d'Ministèren an och d'Administratiounen natierlech, hiert Beschtméiglecht ze maachen, fir dem Bierger ze hëllefen an him och mat Rot an Dot zur Säit ze stoen. Bon, et ass en Taux de correction vun 89 %. Dat ass net schlecht, mee et ass natierlech nach Loft no uewen, an dat ass onsen Effort, deen elo gefrot ass. An ech mengen, Dir hutt an Ärem Rapport och eng ganz Rei Saachen opgezeechent.

Ech mengen, d'Kommunikatioun ass ganz wichteg, och de Bierger matzehuele bei der Digitalisatioun ass ganz wichteg, an och d'Vereinfachung vun de Prozeduren. Net nëmme mir verléieren ons heiansdo an de Prozeduren, mee och d'Bierger verléiere sech an de Prozeduren. Och dat ass letzten Endes am Interêt vun de Bierger.

Bon, d'Zuele bleiwe relativ stabel, dat heescht trotz dem Fakt, datt d'Dossieren ëmmer méi komplex ginn, an och trotz dem Fakt, datt mer ëmmer méi eng grouss Populatioun hunn. Mee an deem Sënn géif ech dem Rapporter villmools Merci soe fir säin detailléierte Rapport, deen all déi Diskussiounen erëmspigelt, déi hei am Parlament stattfonnt hunn an déi mer eis natierlech och zu Häerz huelen, well der Regierung ass d'Institutioun vum Ombudsman ganz wichteg.

An dat Instrument, dat de Rapport duerstellt, ass natierlech och ëmmer gutt fir eis, fir ze kucken: Wat kann een nach maachen, fir déi Kommunikatioun an déi Relatioun tëscht dem Staat an de Bierger ze verbesseren. An deem Sënn géing ech och dem Ombudsman e ganz, ganz grousse Merci soe fir seng Aarbecht. Seng Aarbecht suergt fir d'Vertrauen tëscht den Institutiounen, fir datt dat net verluer geet an datt dat oprechterhale gëtt, andeems en eebe probéiert, déi zwou Säite beieneenzeféieren.

An deem Sënn géif ech am Numm vun der Regierung och der Madamm Monti e ganz grousse Merci soe fir déi lescht aacht Joer, wou si mat ganz vill Engagement déi Roll erfëllt huet. An et ass sécher eng Roll, déi net ëmmer einfach ass, fir dëse Vermëttler ze spillen tëscht deenen zwou Säiten. Mee si huet op alle Fall mat ganz vill Engagement dozou bäigedroen, datt ville Bierger konnt gehollef ginn. Op alle Fall all ons Unerkennung fir dës Tâche, déi definitiv net einfach ass.

Gläichzäiteg géing ech och dem neien Ombudsman eng glécklech Hand wënschen. An ech freeë mech, wéi gesot, d'nächst Joer dann deen éischte Rapport vun der neier Ombudsman och hei mat Iech kënnen ze diskutéieren.

Wéi gesot, ech kann nëmmen d'Wichtegkeet vum Rapport ënnerstraichen an datt dës Regierung sech natierlech de Rapport ganz zu Häerz hëlt an dat Bescht mécht, fir all deene Problemer entgéintzewierken.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wäre mer dann elo um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm.

Résolution 1

Mir hunn eng Resolutioun um Büro hei leien. Dat ass d'Resolutioun, déi vun dem Rapporteur, dem Här Sehovic, eragereecht ginn ass. Sinn dozou nach Wuertmeldungen do? Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hat gemengt, déi aner géingen och nach Positioun dozou huelen, well jo awer trotzdeem och eng Diskussioun an der Kommissioun selwer war iwwert déi Resolutioun. Dofir wollt ech awer elo e puer Wuert dozou soen. Well dat heiten ass jo a sech d'Kompromëssléisung, déi mer elo ... Déi wäert ech och esou matstëmmen.

Mee a sech war jo d'Ufanksiddi, dass ee seet: D'Ombudsman kënnt an all d'Kommissioune mat, wou de Rapport diskutéiert gëtt, fir dass ee kann an de Kommissiounen aktiv driwwer diskutéieren, wat déi eenzel Punkte wären, wat dann och en Dialog wär par rapport zu de Ministeren. An dat géing fir eis d'Aarbecht vill méi einfach maachen.

Do hu mer awer keng Majoritéit fonnt. An deementspriechend ass dat heiten elo d'Kompromëssléisung, déi mir Piraten och esou géinge matstëmmen. Mee mir komme vläicht eng Kéier awer op de Wee – dat hei ass den éischte Schratt –, dass och den Ombudsman kann an deene Reuniounen derbäi sinn, wann de Rapport diskutéiert gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Mir haten effektiv eng Diskussioun doriwwer an der Kommissioun. Et ass esou, dass den Ombudsman säi Rapport jo presentéiere kënnt bei „toutes commissions". Dat heescht, do ass d'ganzt Parlament, all d'Parlamentarier, natierlech agelueden.

Et ass fir ons eng Diskussioun tëschent dem Ombudsman an den Deputéierten, an net tëschent dem Ombudsman an der Regierung. Dat heescht, hei ass jo och eng Diskussioun am Parlament. An dofir, mengen ech, ass déi hei de richtege Wee, fir elo ze soen: „Ma wann de Rapporter sech eng Kéier alles ugelauschtert huet an all de Kommissiounen, dann organiséiere mer nach eng Kéier en ‚toutes commissions', wou alleguerten d'Deputéiert ageluede sinn, fir dann nach eng Kéier mam Ombudsman och diskutéieren ze komme par rapport zu deem, wat mer an de verschiddene Kommissiounen héieren hunn." An dofir ënnerstëtze mir als DP natierlech den Depot hei.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech wousst guer net, dass mer déi hei elo nach géife kommentéieren, well et jo eeben e Kompromëss war, deen an der Petitiounskommissioun fonnt ginn ass. Mir hätten als LSAP och wonnerbar kënne mat där initialer Iddi liewen, dass den Ombudsman och an déi eenzel Kommissiounen invitéiert gi wier. Mee dat hei ass awer och tipptopp. D'Haaptsaach ass, dass den Ombudsman weiderhin an de Prozess matagebonne bleift an net just Observateur vun der Chamber ass, mee dass e sech och dorunner ka bedeelegen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), rapporteur | Jo, ech ka mech deem uschléissen. Ech fannen, dass heiansdo an der Diskussioun an der Kommissioun dann och eng Propos erauskënnt, déi eigentlech gradesou gutt ass wéi dat, wou mer lassgaange sinn. Soudass ech muss soen: Et ass méi wéi e Kompromëss. Et ass eng gutt Léisung, déi e wichtege Schratt wär, fir dee Suivi am Parlament an d'Zesummenaarbecht tëscht dem Parlament an dem Ombudsman ze verbesseren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géing ech d'Resolutioun Nummer 1 vum Här Sehovic zum Vott stellen.

Vote sur la résolution 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Resolutioun ass also à l'unanimité mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Ben Polidori), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. Résolution de M. Marc Goergen relative à la mise en œuvre de la recommandation numéro 51 du rapport d'activité jusqu'en 2023

(Résolution déposée en séance publique n° 58 du 9 juin 2022 – à consulter au compte rendu n° 20/2021-2022 en page 33)

Da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar der Resolutioun vum Här Marc Goergen iwwert d'Ëmsetze vun der Recommandatioun Nummer 51 vum Rapport

d'activité vum Ombudsman bis d'Joer 2023. Den Här Goergen wëllt duerno d'Wuert huelen. Et hu sech elo gemellt: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Corinne Cahen, d'Madamm Liz Braz, den Här Dan Hardy an den Här Meris Sehovic. A fir d'éischt huet d'Madamm Nathalie Morgenthaler d'Wuert.

(Interruption par M. Jean-Paul Schaaf)

Den Här Jean-Paul Schaaf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, Här President, merci. Ech wëll dat gäre fir eis Fraktioun maachen. Et ass einfach esou, dass mer hei eng Resolutioun hunn, déi och e Kontext huet, an deem se entstanen ass. Dee Kontext war jo deen, dass eeben no der Kris vun der Pandemie eng Feststellung do war, fir ze soen, voilà, dass eigentlech den Ombudsman net direkt zoustänneg ass fir Reklamatiounen, déi eigentlech aus dem privatrechtleche Secteur kommen, an do eng Situatioun, déi eng aussergewéinlech Situatioun war, komm ass.

Elo si mer dräi Joer méi spéit. An et muss ee soen: Déi huet jo de Wee gemaach an d'Institutiounskommissioun an och an d'Petitiounskommissioun an et ass e Gesetz 2023 komm, soudatt mer net méi genau déi selwecht Viraussetzungen hu wéi deemools, wou se entstanen ass.

Et gëtt e puer Grënn, firwat mer eigentlech de Moment déi hei wëllen ofleenen.

Dat Éischt, dat ass deen, dass en Deel vun deem, wat gefrot ginn ass, also déi Recommandatioun Nummer 51 vum Ombudsman, ewell längst ëmgesat ass duerch d'Gesetz, dass et also net méi integral a Fro kënnt. Déi, déi d'Gesetz 2023 op den Instanzewee bruecht hunn, déi hunn dat jo och en connaissance de cause gemaach, fir ze soen: „Déi an déi an déi Elementer sinn eis wichteg. Déi huele mer de Moment mat." Wat haaptsächlech jo bleift, dat ass deen Droit d'initiative an och de gesamte konventionéierte Secteur.

A wann Der virdrun e bëssen nogelauschtert hutt bei den Diskussiounen, déi elo waren ëm de Rapport vum Ombudsman, dann ass eis jo och opgefall – notamment meng Kolleegin, d'Madamm Morgenthaler, huet och drop higewisen –, dass eng ganz Rëtsch vun Institutiounen eege Systemer hunn, fir d'Reklamatiounen ze tätegen, fir intern Mediatiounen ze hunn, fir Eethikskommissiounen ze hunn a fir notamment, zum Beispill an der Santé, en nationale Mediatiounsservice ze hunn. Dofir, et gëtt eng ganz Rëtsch vun Demarchen, déi en place sinn. Dat ass dat eent.

An dat anert ass – an domat halen ech och op –, dass mer de Moment jo eigentlech véier Gremien hunn, déi sech ëm d'Mënscherechter allgemeng këmmeren, ëm d'Anhale vun de Mënscherechter hei am Land. Mir hunn den Ombudsman, mir hunn den OKaJu, mir hunn de Centre pour l'égalité de traitement a mir hunn och d'Mënscherechtskonventioun ...

Plusieurs voix | Kommissioun.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | D'Mënscherechtskommissioun, pardon, net „Konventioun". D'Mënscherechtskommissioun. Mir hunn also véier Gremien, déi eigentlech mat dem Anhale vun de Mënscherechter ze dinn hunn. A wa mer elo soen: „Neen, dat heite geet elo eigentlech méi wäit, well et och op d'Platebandë vun deem engen oder deem anere kann trëppelen." An duerfir soe mer heizou: Nee, mee mir sinn awer op fir eng Diskussioun doriwwer, iwwer eeben notamment déi véier Elementer dovun, wéi mer mat de Mënscherechter hei am Land a mat der Sécherstellung vun all de Rechter ëmginn, fir dass kee virun der Dier bleift, wann et ëm Mënscherechtsfroe geet.

Duerfir, déi Diskussioun, do ass d'CSV-Fraktioun selbstverständlech gäre bereet, doriwwer ze diskutéieren, wann dat gegeebenefalls sollt de Fall sinn. Duerfir recommandéiere mer elo haut, dës Resolutioun an där Form net unzehuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schaaf. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Mir géingen ons deem ralliéieren, wat den Här Schaaf grad gesot huet. Also éischtens emol kënne mer se bis 2023 natierlech souwisou net méi ëmsetzen, wat hei eeben drasteet, well mer sinn elo schonn 2025 a geschwë souwisou och schonn net méi 2025.

An dann dat, wat ech och schonn an der Kommissioun gesot hunn: Et steet hei dran: „établissements de droit privé chargés d'une mission de service public, [...] cofinancés par des deniers publics". Dat mat deem „cofinancés" ass souwisou net ganz richteg, well d'Altersheemer, hunn ech scho gesot, hunn éischtens emol alleguerten en anere Statut. Dat eent si Kongregatiounen. Dat anert si privat Betriber. An dat drëtt, dat kënnen och emol Établissement-publicke sinn. Dat heescht, déi sinn alleguer aneschters, mee se si finanzéiert duerch d'Assurance dépendance op där enger Säit – dat kënnt dann, wann ee wëll, am wäiteste Sënn vum Staat –, mee awer op där anerer Säit vum Pensiounspräis. A wann ee seet, „kofinanzéiert" heescht, wann d'Assurance dépendance bezuelt gëtt, jo, da geet een natierlech och méi wäit, an déi gëtt och bei de Leit doheem herno bezuelt.

Dofir, mir sinn natierlech oppen, fir iwwer Saachen ze diskutéieren, mee et si vill Saache geschitt, zanter dass déi Recommandatioun 51 gemaach ginn ass. Den Här Schaaf huet der puer opgezielt. Ech géing gär ganz besonnesch drop hiweisen, dass et elo obligatoresch ass, och an den Alters- a Fleegeheemer en Eethikkommitee ze hunn, fir eebe vläicht iwwer verschidde Situatiounen ze schwätzen, déi medezinnesch net honnertprozenteg kënne gekläert ginn, mee eethesch musse gekläert ginn. Ech mengen, do ass ganz vill geschitt, zanter dass déi Recommandatioun gemaach ginn ass.

Mir géinge se och net unhuelen, sinn awer och hei oppe fir Gespréicher, och mam neien Ombudsman, fir ze kucken: Wat brauch den Ombudsman, fir kënne gutt ze schaffen? Wat kënne mir als Parlament dozou bäidroen, fir dass e seng Aarbecht gutt ka maachen am Sënn vun de Bierger hei am Land an am Sënn dovunner, dass mer gutt matenee fonctionéieren tëschent de Verwaltungen an deenen, déi verwalt ginn hei am Land?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Wann déi Resolutioun entretemps effektiv e bësse vereelzt ass, sinn et awer nach ëmmer vill pertinent Elementer, déi an där Recommandatioun 51 drastinn. An ech denken, dass do och nach ëmmer vill oppene Buedem ass fir nozebesseren.

Ech wëll an deem Kontext awer och drop hiweisen, dass effektiv – si ass virdrun erwäänt ginn – déi Propositioun de loi vum Dan Biancalana dem Ombudsman als Contrôleur des lieux privatifs zousätzlech Accèse soll ginn op zum Beispill Foyeren, op Altersheimer oder déi bekannt Maison de retour. Ech mengen, et wär virun allem och wichteg, dass mer déi dote Propositioun, déi an der Institutiounekommissioun de Moment hänkt, virubréngen.

Mir gesinn awer elo net an, firwat mer géint déi Resolutioun sollte stëmmen. An dofir géif ech menger Fraktioun soen, fir se matzedroen, natierlech mat engem Datum, deen ugepasst wier un déi haiteg Joren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Här Dan Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, déi Resolutioun ass an eisen Aen einfach ze al effektiv an och net méi aktuell. Dofir kënne mer se eeben och als ADR net matdroen. Mir verschléissen eis awer wierklech net enger Diskussioun iwwert déi wichteg Bierger- a Mënscherechter, déi eiser Meenung no och misst gefouert ginn, sou wéi dat och elo scho virdrun hei ugeklongen ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'Recommandatiounen 51 an 52 sinn, wann ech mech net ieren, vun 2017. Dat war déi virlescht Ombudsman, déi déi nach verfaasst huet. D'Resolutioun ass och scho vun 2022. Et ass an deem Sënn e bësse bedauernswäert, dass souwuel d'Recommandatioune wéi och elo déi Resolutioun eigentlech esou laang am parlamentaresche Prozess ënnerwee sinn.

Et ass richteg, dass zënterdeems eng ganz Rei Saache geännert hunn, verschidde Saachen ëmgesat gi sinn. Ech deelen och eigentlech déi Iddi, dass mer och mat der neier Ombudsman dat Gespréich eng Kéier solle sichen, fir eng Kéier den État des lieux ze maachen. An trotzdeem fannen ech et awer e wichtegt Signal. Mir stinn hannert de Recommandatiounen 51 an 52. An dowéinst recommandéieren ech menge Kolleeginnen och, dass mer se matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ass nach eng Wuertmeldung do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Här Goergen, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Jo. Also, wat den Datum ugeet: Sorry, dat loung net a mengen Hänn. Ech hu se 2022 beim Debat ofginn. Dass mer elo 2025 driwwer schwätzen, loung net a mengen Hänn, dass se do e puer Tier gedréint huet. Ech hätt jo och léiwer gehat, et wär direkt ëmgesat ginn an 2023 wär dat scho méiglech gewiescht.

Jo, Madamm Cahen, Dir hutt vum Text geschwat. Also, ech hunn nach eng Kéier déi ganz Recommandatioun gekuckt vum Ombudsman vun deemools. Dat ass hiren Text, dee si eis deemools eraginn huet: „fonctionnement des établissements de droit privé chargés d'une mission de service public", an duerno kënnt dee Saz, „normalement cofinancés par des deniers publics". Jo, ech hunn dee Saz deemools iwwerholl, sou wéi d'Ombudsman dat ... Et deet mer leed, mee ech hunn dat deemools einfach esou iwwerholl. Dat heescht, ech sinn dovun ausgaangen, dass dat dee richtege Saz an där Situatioun wär.

An ech stinn och nach ëmmer zu deem, wat deemools den Ombudsman gefrot huet, dass en och Accès do awer sollt kréien. Well den Ombudsman ass awer eppes aneres wéi elo, wann iergendwou Eethikkomiteeën agesat ginn oder aner Mesüren. Dat ass awer net vergläichbar mam Ombudsman. An ech mengen awer, säin Amt ass méi héich unzegesinn an och vill méi neutral an och staatlech, wann een Ombudsman ass, wéi wann een elo seet: „Mir hunn en Eethikkommitee iergendzwousch agesat."

Dofir stëmme mir dës Resolutioun, och wa se al ass, nach ëmmer mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Resolutioun dann ofgeschloss.

Vote sur la résolution

An ech géing fir d'Resolutioun vum Här Marc Goergen, déi eis haut virläit, de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Dës Resolutioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Stéphanie Weydert), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

8. Résolution de M. Marc Goergen relative à la modification du modèle de temps de parole « avec rapport et sans débat »

(Résolution déposée en séance publique n° 112 du 3 décembre 2025 – à consulter au compte rendu n° 45/2023-2028 en page 28)

An da géinge mer zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass d'Resolutioun vum Här Marc Goergen iwwert d'Ofännerung vum Modell vun der Riedezäit „avec rapport et sans débat". Här Goergen, wëllt Dir am Ufank eppes dozou soen? Dat ass net de Fall. Wie wëllt eppes dozou soen? Den Här Spautz, d'Madamm Tanson. Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech war virgëschter e bëssen aus de Socke gefuer, wéi den Här Goergen esou eng Resolutioun heibannen eraginn huet. Mir hu viru Méint, all Fraktioun heibannen, e Bréif kritt, se solle wannechgelift hir Proposen eraginn, wat beim Reglement vun der Chamber soll geännert ginn.

Mir sëtzen elo all Mëttwoch zwëschent 10.00 an 12.00 Auer an der Reglementskommissioun zesummen, fir Artikel fir Artikel duerchzegoe vum Reglement. An am Reglement steet do, dass et de Moment bei „sans débat" esou ass, dass de Rapporter eppes virstellt an dass d'Regierung kann dorop äntwerten.

An ech hu gekuckt: An all deene Fuerderungen, déi erakomm sinn – et si jo vill Fuerderungen erakomm, wat och berechtegt ass, fir d'Reglement unzepassen –, ass awer vun de Piraten keng dra gewiescht, fir ze soen, mir missten deen Artikel do änneren. A wann een dann eng Sitzung, soen ech, mëssbraucht, eng ëffentlech Sitzung, fir da mat esou engem Virschlag ze kommen, dat wier berechtegt, wa mer net amgaang wieren, dorun ze schaffen. Mee d'Presidentin vun der Reglementskommissioun, wéi ech matkritt hunn, déi wäert no mir schwätzen, déi kann Iech dann am Detail soen, wat mer alles scho gemaach hunn.

An ech sinn dofir erstaunt, Här Goergen. Wann ech Iech net besser géif kennen, géif ech mengen, Dir wiert e Populist ...

(Hilarité)

... an dat do wier puere Populismus. Mee vu dass ech Iech kennen, soen ech dat elo net.

(Hilarité)

Mee ech kann Iech just soen: Eis Fraktioun wäert dat do net matmaachen, esou e Gespills, wat d'Reglement ubelaangt. D'Reglement ass amgaang, iwwerschafft ze ginn. Da misst den Input vun Ärer Partei vläicht an der Reglementskommissioun kommen an da misst Der vläicht mat Ärem zweete Mann aus der Partei schwätzen, deen an der Reglementskommissioun ass, dass deen dann deementspriechend Proposen eragëtt, an net hei am Plenum dat just maachen, fir no bausse grouss dozestoen.

Mee dofir: Mir stëmmen dat net mat. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. D'Madamm Tanson an duerno d'Madamm Bofferding.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech sinn elo net gradesou aus de Socke gefuer wéi den Här Spautz, mee ech war schonn och interpelléiert iwwert déi Resolutioun, well mer effektiv – an ech maachen Iech elo net déi Freed, fir elo hei dee ganzen Detail vun den Aarbechten opzeléschten – wierklech am Detail alles kucken an all Artikelen article par article diskutéieren. Mir sinn am Moment bei de Kommissiounen, d'Plenière kënnt nach. An Dir hutt wierklech e Vertrieder, och wann Der vläicht net ëmmer matenee schwätzt, an där Kommissioun, an dee schwätzt, schafft och vill mat.

Här Spautz, et si vill Fraktiounen, déi eppes eraginn hunn. Mir hunn awer nach aner Saachen en cours de route mat erageholl. Ech mengen net, dass dat elo exklusiv soll sinn. Dat hei kënne mer natierlech och diskutéieren. Mee de Wee, wéi mer dat elo gemaach hunn, ass vläicht net deen optimaalsten.

Duerfir géing ech och proposéieren, dass mer dat éischter géingen am Kader vun der Diskussioun an der Règlementskommissioun maachen an net elo hei am Plenum een eenzelne Punkt doraus diskutéieren, well soss kënne mer dat all Woch maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, den Här Spautz huet grad dat Wuert „Gespills" gesot. Ech mengen, dat trëfft et a resüméiert et a bréngt et definitiv hei op de Punkt.

D'Madamm Tanson huet elo nach eng Kéier erkläert, wou mer an der Règlementskommissioun amgaange sinn, drun ze schaffen. Mee dovun ofgesinn: Ech hu gekuckt, mir hate gëschter zweemol Rapporten ouni Debatt, haut hate mer en, an dat war guer kee Problem. Mir kënnen zwar gären an der Kommissioun och nach eng Kéier diskutéieren, mee franchement, ech gesinn elo net genau, wat hei Äert Uleies ass, firwat dat fir Iech esou eng grouss Problematik ass. Ech mengen, dat fonctionéiert ganz gutt an der Praxis.

An dovun ofgesinn, fannen ech schonn, dass den Auteur vun engem Projet de loi – dat ass jo dann e Regierungsmember an der Reegel – herno nach eng Kéier eppes kann ergänzend soen, wann de Rapporter vläicht eppes sollt vergiess hunn oder wa vläicht en neit Element am Dossier ass. Fir elo hei d'Regierung an hire Rechter ze beschneiden, fannen ech schonn e bëssen dreist. Ech fannen, soen ech och elo als Oppositioun, hei wierklech keng Plus-value, fir déi Resolutioun do matzedroen.

An effektiv, dat heiten ass Gespills. An ech fannen, et ass och net würdeg, dass mer iwwerhaapt déi Diskussiounen hei musse féieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kann den Här Goergen nach d'Wuert kréien.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Nee, ech ginn och der Madamm Tanson Recht, wann déi Aarbechten amgaange sinn, dass et dee Wee gewiescht wär. Ech wëll just soen: Déi heite Resolutioun ass entstanen no enger Situatioun, déi mer en Dënschden haten, well den Här President engem Deputéierten, deen am „sans débat" wollt schnell eppes soen, dem Här Cruchten, d'Wuert net ginn huet, par contre d'Regierung awer d'Wuert krut. An dat war déi Ongerechtegkeet, déi ech verspuert hunn. Dat war u sech d'Intentioun, ...

(Interruptions)

... dass een an deem Modell eng Kéier driwwer diskutéiert, firwat dass d'Deputéiert am Parlament net d'Méiglechkeet kréie par rapport dozou, dass d'Regierung se kritt.

Ech verstinn d'Intentioun vun Iech derhannert, mee meng Suerg war éischter, dass den Deputéierten an de Rechter beschnidde war, an deem konkreete Fall, par rapport zu der Regierung. Dat war a sech d'Iddi vun der Resolutioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. D'Madamm Tanson ganz kuerz.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, just eng Präzisioun. Also, wat een awer muss wëssen: Et geet duer – a mir haten ee Beispill zum Beispill de Mëtten an der Justizkommissioun –, dass ee Member an enger Kommissioun seet: „Ech wëll dat net. Ech hätt gären, dass mer ..."

(Interruption)

Oder an der Conférence. „Ech hätt gär, dass mer en anere Riedemodell huelen", da gëtt dat och gemaach. Dat heescht, et ass kee Beschneide vun eise Rechter, wa mer e „sans débat" maachen, well een ëmmer dat anert kann och froen. Dat ass awer och wichteg ze wëssen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Resolutioun ofgeschloss.

An ech géing dës Resolutioun och zum Vott stellen.

Vote sur la résolution

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. E klengen Effort nach, wannechgelift, fir d'Procuratiounen alleguer ze huelen, wann Der déi wëllt nokucken. Bon, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 57 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Resolutioun ass also mat 57 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Claire Delcourt), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm.

Ech hiewen d'Sëtzung op.

(La séance publique est levée à 17.13 heures.)

116e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 49
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 49
   M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding | M. Marc Baum (intervention de M. Marc Goergen) | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson | M. Tom Weidig | Mme Carole Hartmann | M. Gilles Baum | Mme Paulette Lenert | M. Laurent Zeimet | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Taina Bofferding
   Vote sur l'ordre du jour (adopté)
3. **Communications** p. 51
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Octroi d'un titre honorifique à un ancien député** p. 52
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Hommage à M. Marc Spautz** p. 52
   M. Claude Wiseler, Président
6. **Changement de composition du Bureau** p. 52
   M. Claude Wiseler, Président
7. **Changement de composition de la Conférence des Présidents** p. 53
   M. Claude Wiseler, Président
8. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 53
   M. Claude Wiseler, Président
9. **Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales** p. 53
   M. Claude Wiseler, Président
10. **Désignation d'un président du Centre pour l'égalité de traitement** p. 53
    M. Claude Wiseler, Président
11. **8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 et modifiant :**
    1° le Code de la sécurité sociale ;
    2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
    3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
    4° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
    5° la loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire ;
    6° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
    7° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
    8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
    9° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques ;
    10° la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement » ;
    11° la loi modifiée relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire ;
    12° la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable
    8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029 p. 53
    Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Eric Thill, M. Marc Spautz, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

Ech hunn zwou Wuertmeldungen. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, mir fuerderen nach eng Kéier eng Ofännerung vum Ordre du jour, notamment wat den Donneschdeg betrëfft. Mir si villes gewinnt, Enn des Joers sinn emol eng Rëtsch Projet-de-loien, déi nach ze stëmme sinn. Mee niewent deenen administrative Punkten, déi mer ze stëmmen hunn, sinn et insgesamt nach 22 Projet-de-loien, déi ustinn.

An dofir huet meng Fraktioun an der Conférence des Présidents schonn drop higewisen, notamment gefuerdert, dass de Projet de loi 8456 iwwert d'Sonndesaarbecht an de Projet de loi 8472 iwwert d'Ouvertureszäite sollen erofgeholl ginn, dass mer déi den nächste Mount stëmmen, dass mer eis och do déi néideg Zäit huelen. Dat sinn zwee politesch ganz brisant Dossiere vu grousser gesellschaftlecher Relevanz. Ech mengen, dofir sinn Dausende vu Leit op d'Strooss gaangen. A mir fannen et net richteg, dat um leschte Chambersdag nach séier duerchzebrätschen.

An dofir, Här Chamberspresident, fuerdere mer nach eng Kéier hei e formelle Vott fir eng Ofännerung vun der Dagesuerdnung. An ech mengen, dat ass net just nëmmen d'Oppositioun, déi dat fuerdert, souguer d'Press huet schonn drop opmierksam gemaach.

Wann dëst Parlament sech wëll eescht huelen – Dir hutt jo ëmmer gesot, dat hei wär dat stäerkste Parlament ever –, da solle mer och eis Aarbecht deementspriechend kënne maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech ginn dem Här Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Ordre du jour vun dëser Woch ëmfaasst aleng fir e Mëttwoch an en Donneschden 22 Gesetzesprojeten, ouni d'Motiounen an d'Resolutiounen, déi nach wäerte bei den eenzelne Projets de loi deposéiert ginn. Diskutéiert sollen nieft dem Budget e Mëttwoch nach sechs weider Gesetzespropose mat deelweis wäiträichendem fiskaleschem Ëmfang ginn. Den Donneschde sollen – nieft der Dereguléierung vun der Sonndesaarbecht, der Liberaliséierung vun den Ëffnungszäiten, der Pensiounsreform, dem Ausbau vun de Spidolsantennen an, an, an ... – zeg Gesetzer debattéiert ginn.

All déi Projeten, déi d'Land e ganzt Joer laang an Otem gehalen hunn, sollen an engem eenzegen Dag ofgefäerdegt ginn. Dëst bedeit, datt d'Chamber am beschte Fall e Mëttwoch an en Donneschdeg fir jeeweils zwielef Stonnen ugesat ass. Ech erënneren an deem Kontext un dem Premier seng Aussoe beim État de la nation, datt hie kaum néng Stonne konzentréiert nolauschtere kéint.

(Hilarité)

Dëst ass e Pensum, Här Premierminister, deen eng seriö parlamentaresch Aarbecht u seng Limitte bréngt – souwuel d'Deputéiert selwer wéi och d'Press, déi dat couvréiere soll.

Dëst ass eng Situatioun, wéi mer se zu Lëtzebuerg allerhéchstens ganz zum Schluss vun enger Legislaturperiod kannt hunn, wann eng demissionär Regierung um allerleschte Stëppel virun de Walen nach hir Projete wëll gestëmmt kréien.

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass vläicht esou.

M. Marc Baum (déi Lénk) | An et ass eng Situatioun, wéi mer se an absolutte Krisenzäite kannt hunn, an der Pandemie, wann de Vott vun engem Projet wuertwiertlech iwwer Liewen an Doud decidéiert huet. An där Situatioun si mer net, glécklecherweis.

An de Respekt virum Parlament géif gebidden, all Projete vun der Dagesuerdnung ze huelen, déi net musse fir den 1. Januar a Kraaft trieden. Dëst si virun allem d'Projeten 8456 zur Sonndesaarbecht an 8472 zu den Ëffnungszäiten, bei deenen et strictement egal ass, ob se den 1. Januar a Kraaft trieden oder Mëtt Januar no der nächster Chamberswoch.

En plus ass et esou, datt bei den Ëffnungszäiten de Staatsrot leschte Freideg eréischt säin Avis ofginn huet an de Rapport vun der zoustänneger Kommissioun net méi fréi wéi haut de Moie konnt ugeholl ginn.

Här President, esou schafft een et! Net, wann een net an enger akuter Kris ass.

Här President, et ass mer zu Ouere komm, datt et der Regierung hiren ausdréckleche Wonsch wier, dës Projeten nach am Joer 2025 ze evakuéieren, well se sou zimmlech alles dat rassembléieren, wat an deem leschte Joer bei der Regierung schifgelaf ass. A se wëll se aus psychologesche Grënn net nach an dat neit Joer eriwwerhuelen.

Här President, mir sinn d'Chamber, den éischte Pouvoir, Ausdrock vun der representativer Demokratie. Mir sinn duerfir do, Gesetzer no beschtem Wëssen a Gewëssen, an éierbarer Form an am Respekt vum demokratesche Pluralismus ze stëmmen. Mir sinn net duerfir do, der mentaler Befindlechkeet vun enger Regierung ze follegen.

Une voix | Jo.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Duerfir, Här President, proposéieren ech, datt mer déi zwee Punkte vum Ordre du jour sträichen – ausser de Regierungschef géif der Chamber d'Demissioun vun der Regierung presentéieren, wat en objektive Grond fir d'Bäibehale vun deenen zwee Projete géif duerstellen.

Sollt dat net de Fall sinn, froen d'Deputéiert e Vott zur Dagesuerdnung aus Respekt virum Parlament an aus Respekt virun eisem Mandat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Sinn zum Ordre du jour nach aner Wuertmeldungen? Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech ka mech mengen zwee Virriedner nëmmen uschléissen. An ech wollt vläicht nach en zousätzlecht Argument, zumindest wat d'Ëffnungszäiten ugeet, mat an de Raum werfen. Mir hunn normalerweis eng Reegel, datt mer e Rapport dräi Deeg viru sengem Punkt um Ordre du jour an der Chamber unhuelen. Dat ass bei deem heite Projet definitiv net de Fall. En ass haut de Moien an enger Visio mat kuerzem Opruffe vun, „hei ass den Avis vum Staatsrot, deen e Freideg koum", presentéiert ginn an ass dunn haut de Moien, well d'Rapportrice nach gëschter Gemengenobligatiounen hat – wat vläicht och en Argument géint d'Duebelmandater kéint sinn, mee bref –, ugeholl gi mat deene Stëmme vun der Majoritéit. D'Oppositioun huet sech do enthalen oder huet dergéint gestëmmt.

Et kann net sinn, datt e Projet, deen net unanime duerch eng Kommissioun geet, den Dag vun enger Chamberssëtzung moies ugeholl gëtt, fir annerhallwen Dag méi spéit um Ordre du jour ze stoen. Dat ass wierklech net méi sech seriö mat deem Rapport befaassen, dat ass net méi seriö Chambersaarbecht maachen an dat erméiglecht och net wierklech, e breeden Debat, dee mer jo gären hei am Haus vun der Demokratie wéilte féieren, ze féieren. An deementspriechend ass et eis ganz staark Demande, zumindest dee Projet vum Ordre du jour ze huelen. Mir kënnen eis awer och deem ralliéieren, fir déi zwee Projete vum Ordre du jour ze huelen, dat géif och fir eng besser Aarbechtsatmosphär heibanne suergen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Nach aner Stellungnamen zum Ordre du jour? Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass ganz villes gesot ginn. Ech widderhuelen dat elo net alles. Mir hunn natierlech alleguerte Verständnis dofir, dass mer Texter, déi mussen den 1. Januar a Kraaft sinn, hei nach an där Urgence, an där mer elo sinn, stëmmen. Mee ech mengen och net, dass et der Aarbecht vun der Chamber zegutt kënnt, wann Texter, déi absolutt net musse fir den 1. Januar a Kraaft sinn, ausser e politesche Wëllen, deen dann iergendwéi vum Himmel gefall kënnt, dass mer do elo hei déi Aarbecht esou iwwert de Knéi briechen, dass d'Rapporten net matzäit ugeholl ginn, dass d'Aarbecht an de Chamberkommissiounen net ka seriö gemaach ginn.

An dofir schléissen ech mech natierlech menge Virriedner un a wier Demandeur, dass op d'mannst déi Projete ronderëm d'Ëffnungszäiten net géifen nach dës Woch op dem Ordre du jour bleiwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, als ADR-Fraktioun schléisse mer eis och de Bedenke vun deenen aneren Oppositiounsparteien un.

Mir fannen och, datt et net ka sinn, datt mer elo op de leschte Stëppel all déi vill Projete maachen, datt mer vun 8.00 Auer moies bis owes 9.00 Auer oder souguer 10.00 Auer dat ganz einfach duerchginn.

De Problem ass, mir mussen eis jo och virbereeden op déi eenzel Projet-de-loien. A wa mer esou vill Projet-de-loien hunn, da kënne mer eis parlamentaresch Aarbecht halt net esou gutt maachen. An duerfir deele mer déi Suergen a fannen och, datt déi zwee Projeten do kéinten erofgeholl ginn.

Anescht wéi den Här Baum seet, denke mer awer elo net iwwer iergendeng Demissioun vun der Regierung no.

Merci.

(Hilarité et interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Ech gouf ugeschwat och als Presidentin vun der Wirtschaftskommissioun. Ech wëll Iech soen, dass mer de leschten Donneschdeg an der Wirtschaftskommissioun ënner anerem déi Amendementer diskutéiert hunn, déi de Freideg virdru vun der Regierung ugeholl goufen an déi op Opposition-formellë vum Staatsrot reagéiert hunn. Mir hunn och leschten Donneschden drop higewisen, dass nach en Avis géif komme vum Staatsrot, wou mer géifen drop hoffen, dass domadder kéinte weider Opposition-formellë behuewe ginn, well d'Regierung nämlech den Opposition-formellë vum Staatsrot nach eng Kéier suivéiert ass.

An ech hat och dee Moment schonn indiquéiert, dass ech, well ech gëschter Budgetssitzung hat op der Gemeng – an ech hat dat nach mat der Madamm Adehm a mat der Madamm Agostino ofgeschwat – op der Plage fixe vun de Finanzen an der Educatioun géif proposéieren, de Rapport ze stëmmen, wann den Avis vum Staatsrot déi Opposition-formellë géif levéieren.

Duerfir sinn ech der Meenung, dass mer, voilà, déi Preparatioun hei d'lescht Woch, wéi och d'Conférence des Présidents war, alleguerte schonn hätte kënne maachen. Et ass net esou, dass de Moien alles vum Himmel gefall komm ass. Et ass alles d'lescht Woch esou diskutéiert ginn. An dofir sinn ech net domadder averstanen, dass elo hei gesot gëtt, dass mer hei eppes um Niveau vun der Wirtschaftskommissioun iwwert de Knéi gebrach hätten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Nach eng Wuertmeldung? Den Här Baum an den Här Zeimet.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech sinn dach awer elo e bëssen erstaunt, well mer eis an der Conférence des Présidents – et ass op alle Fall déi Impressioun, déi ech hat – awer op dee Programm do gëeenegt hunn.

Ech kann eng ganz kleng Ouverture maachen. Ech kann eng ganz kleng Ouverture maachen. An ech hunn och dat schonn am Chamberssekretariat

notifizéiert, dass et wierklech gutt wär, wa mer d'nächst Joer am Dezember dräi Woche géinge virgesinn. Mee fir haut proposéieren ech awer, ...

(Hilarité et interruptions)

... fir haut proposéieren ech ... Ech hunn effektiv elo zur Kenntnis geholl, dass mer da muer warscheinlech zwielef Stonnen hei sëtzen, vläicht iwwermuer och. Et gëtt vill Leit zu Lëtzebuerg, déi och vill schaffen.

(Interruptions)

Et gëtt vill Leit zu Lëtzebuerg, déi och vill schaffen. An ech mengen, wa mir elo eng Kéier zwielef Stonnen hei duerchzéien ...

(Interruptions)

Loosst mech wannechgelift schwätzen!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Baum huet d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Loosst mech wannechgelift schwätzen, well ech hunn d'Wuert. An dofir géif ech proposéieren, dass mer bei deem Ordre du jour bleiwen, sou wéi en an der Conférence des Présidents mat alle Parteien, mat alle Parteie festgeluecht ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech hunn d'Madamm Lenert oder den Här Di Bartolomeo. Ech weess elo net, wien d'Wuert fir d'éischt wëllt huelen. D'Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech hat d'Éier, selwer uwiesend ze sinn an der Conférence des Présidents, an ech hat zu engem Punkt en ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Lenert eleng huet d'Wuert!

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Ech hat zu engem Punkt e Vott gefrot an d'Majoritéit huet dat refuséiert, mee mir hate schonn eis Bedenken ubruecht zu deem Ordre du jour. Natierlech gëllt och eng Majoritéitsreegel an der Conférence des Présidents, an déi huet gespillt dës Kéier.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Wëllt den Här Di Bartolomeo och nach d'Wuert?

(Interruptions)

Här Zeimet. Jo, richteg. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech si jo nach relativ nei elo op däser Plaz.

(Hilarité et interruption)

Dofir ... Ech war awer an der Conférence des Présidents dobäi an ech kann och nëmme confirméieren, wat den Här Baum elo just gesot huet: Do war awer eng Eenegkeet, datt mer iwwer ... Mir waren eis all eens, datt et e chargéierten Ordre du jour wier, mee mir hunn awer gekuckt: Wéi komme mer am beschten derduerch? Dofir sinn d'Auerzäiten ugepasst ginn. Dofir ass derfir gesuergt ginn, datt mer méi eng kuerz Mëttespaus sollen hunn.

Mir waren och d'accord bei Modell-2en op deene Projeten, déi elo erëm op eemol vun dem Ordre du jour solle geholl ginn. Dofir sinn ech awer elo e bëssen iwwerrascht, well dat elo hei ... Elo diskutéiere mer scho laang iwwert den Ordre du jour an enger Woch, wou mer schonn anscheinend net vill Zäit hunn, obwuel dat an der Conférence des Présidents ausdiskutéiert gouf. Dofir si mir och derfir, datt den Ordre du jour esou bleift, wéi en ass.

An doriwwer, déi Projeten, déi proposéiert ginn, elo vum Ordre du jour ze huelen: Also, wa mer iwwer ee Projet vill diskutéiert hunn iwwert déi lescht Méint, da war et jo deen doten. An ech mengen, et ass bal alles gesot a mir kënnen elo hei dës Woch d'Konklusioun zu deem Sujet zéien.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet.

Une voix | Dat ass awer keen Argument.

Une autre voix | Dat ass fir de Xi Jinping.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ech hat dee leschten Donneschden d'Éier, Iech an der Conférence des Présidents ze ersetzen, an ech sinn zimmlech iwwerrascht, wéi déi Diskussioun an der Conférence des Présidents hei vun den zwee Majoritéitsfraktiounscheffen duergestallt gëtt.

(Exclamations)

Et ass richteg, dass an der Conférence des Présidents den Ordre du jour, dee vun hir presentéiert gëtt, ugeholl ginn ass. Mee ech hunn nach extra eng Kéier nogefrot, ob dat déi unanime Meenung wär vun de Majoritéitsfraktiounen. An do krut ech gesot: Jo, dat ass déi unanime Meenung vun de Majoritéitsfraktiounen. Domat war d'Decisioun ganz kloer.

A wann ech dann déi falsch oder déi zimmlech gewoten Duerstellung vun de Majoritéitscheffen däerf als Ulass huelen: Ech si bal iwwerzeegt, dass, wann eng aner Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents gewiescht wär, dass zumindest ee Majoritéitsvertrieder Verständnis derfir gehat hätt, dass déi hei Projeten, déi esou kontroverséiert si wéi kaum en aneren, vum Ordre du jour ewechgeholl gi wären. An heibanne weess jiddwereen, wien ech domat mengen.

(Interruptions)

Ech soen Iech Merci, an ech wollt dat awer riichtbéien, well et jo och d'Missioun vun engem Président f.f. ass, de richtegen Oflaf vun enger Conférence des Présidents erëmzeginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung zu dësem Punkt vum Ordre du jour. Da géing ech den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, zum Vott stellen. An ech ginn dovun aus, datt Der wäert den elektronesche Vott froen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo!

M. Claude Wiseler, Président | Dofir, éier mer deen ufänken, kontrolléiert wannechgelift, ob Der alleguer ageloggt sidd, fir datt mer dat och elo an enger ordentlecher Prozedur kënnen duerchféieren. Wann dat de Fall ass, da géing ech froen, ob ech dat kéint op den Ecran kréien, fir de Vott opzemaachen.

Une voix | Iwwer wat stëmme mer of?

M. Claude Wiseler, Président | Mir stëmmen of iwwert den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet. Déi, déi also mat dem virgeschloenen Ordre du jour d'accord sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi gär eng Ofännerung hätten, déi stëmme mat Neen.

Vote sur l'ordre du jour

De Vott fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Et feelt nach eng Procuratioun. Wannechgelift, kënnt Der dat nach eng Kéier nokucken? A nee, et ass richteg, et feelt keng. Sorry, dat war elo mäi Feeler.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 34, Nee: 25, Abstentioun: 0. Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, ass also mat 34 Jo-Stëmmen zu 25 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

3. Communications

An da komme mer zum nächste Punkt vun deem ugehollenen Ordre du jour, wou ech follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen hunn:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 16 décembre 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8653 – Projet de règlement grand-ducal portant
1° modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ;
2° renouvellement du statut de parc naturel

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 02/12/2025

8663 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les contributions du Luxembourg aux programmes de l'Agence spatiale européenne et au programme national mis en œuvre avec l'assistance de l'Agence spatiale européenne, LuxIMPULSE, pour la période 2026-2029

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 05/12/2025

8664 – Projet de loi portant :
1° modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;
2° abrogation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,
en vue de la mise en œuvre du :
1° règlement (UE) 2024/1781 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception pour des produits durables, modifiant la directive (UE) 2020/1828 et le règlement (UE) 2023/1542 et abrogeant la directive 2009/125/CE ;
2° règlement (UE) 2024/3110 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 établissant des règles harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant le règlement (UE) n° 305/2011

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 05/12/2025

8665 – Projet de loi fixant des frais de gestion pour certaines déclarations en douane

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 08/12/2025

8666 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 14 mai 2025, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006, tels que modifiés par le Protocole, signé à Rome, le 18 septembre 2009

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 10/12/2025

8667 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg, le 3 juillet 2025, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 15 octobre 2007

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 10/12/2025

8668 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 11/12/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3889 – Demande de pétition publique : Mettre en place le paiement immédiat direct (PID) pour les IRM et les CT-scans

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 02/12/2025

3890 – Demande de pétition ordinaire : Organe de contrôle indépendant pour les syndics

Dépôt : M. Jorge Martins Fernandes, le 02/12/2025

3891 – Demande de pétition publique : Réforme du financement des retraites par la création d'un fonds souverain luxembourgeois

Dépôt : M. Philippe Ientile, le 02/12/2025

3892 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant la protection des données personnelles lors de l'enregistrement dans les établissements publics au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 03/12/2025

3893 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant l'amélioration des conditions d'accessibilité et de confort dans les salles d'attente des établissements publics, en particulier dans les hôpitaux

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 03/12/2025

3894 – Demande de pétition publique : Maintenir l'étiquettage des produits génétiquement manipulés (OGM)

Dépôt : M. Daniel Norbert Grommes, le 05/12/2025

3895 – Demande de pétition ordinaire : Pétition : Interdiction de l'attache permanente des chiens à l'extérieur au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 07/12/2025

3896 – Demande de pétition ordinaire : Pétition : Reconnaître les gobelets destinés au prélèvement d'échantillons d'urine comme dispositifs médicaux et rendre obligatoire leur délivrance sécurisée en pharmacie au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 07/12/2025

3897 – Demande de pétition publique : Pour un contrôle renforcé et une gouvernance transparente des syndics de copropriété au Luxembourg

Dépôt : M. Fabrice Joaquin Castelein, le 08/12/2025

3898 – Demande de pétition publique : Für eine hochwertige Schule: Revision des automatischen Aufstiegs und Einführung eines einheitlichen ABC-Systems in der Grundschule

Dépôt : M. Johnny Vael, le 08/12/2025

3899 – Demande de pétition publique : Fir eng Unerkennung vu Familljen an der Besteierung!

Dépôt : Mme Aline Schaltz, le 10/12/2025

3900 – Demande de pétition ordinaire : Impfung géint Gürtelrous (Herpes Zoster) vum Alter vu 60 Joer un

Dépôt : M. Romain Reiter, le 11/12/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass den Octroi vun engem Titre honorifique fir e fréieren Deputéierten. De Bureau huet den 3. Dezember 2025 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chamberreglement virgeschloen, dem fréieren Deputéierte Jeff Engelen den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzeerkennen. Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Dem neien Éierendeputéierten all eis Felicitatiounen.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Bravo!

5. Hommage à M. Marc Spautz

M. Claude Wiseler, Président | Ee vun eise Kolleegen huet d'Plaz an dësem Sall gewiesselt. De Marc Spautz sëtzt, sou wéi mer dat elo gesinn, op der Regierungsbänk. Hien ass de leschten Donneschde vum Grand-Duc als neien Aarbechtsminister vereedegt ginn. Domat huet hien d'Chamber als Deputéierte verlooss an och als CSV-Fraktiounspresident. Eng Fonctioun, déi, wéi mer elo gesinn hunn, vum Deputéierte Laurent Zeimet iwwerholl ginn ass.

Dëse Punkt um Ordre du jour heescht Hommage. Dat heescht awer net, datt de Marc Spautz géing vollkommen ausschléissen, jeemools eng Kéier an d'Chamber zréckzekommen, wann ech richteg verstanen hunn. Et soll also haaptsächlech, mengen ech, e Merci sinn. Ech wëll dem Marc Spautz op dëser Plaz Merci soe fir dat, wat hie säit iwwer 20 Joer an der Chamber geleescht huet. Ech maachen dat am Numm vun der Chamber a vun all eenzelem Kolleeg heibannen.

De Marc Spautz engagéiert sech schonn eng ganz laang Zäit. Fir d'éischt an der Gewerkschaft LCGB, där en am Alter vu 14 Joer bäigetrueden ass. An der Politick aktiv ginn ass hien am Alter vun 18 Joer. Hien huet vu Kleng u Gewerkschaft a Politick virgelieft kritt, quasi an d'Wéi geluecht duerch säi Papp, eisen Éierepresident, de Jean Spautz.

Hie schafft nom Motto: Wann een eppes gestalte wëll, da muss ee sech gewerkschaftlech respektiv politesch selwer engagéieren. D'Politick war fir hien e Weiderféiere vu sengem gewerkschaftlechen Engagement, mee mat anere Mëttelen.

2004 ass hien eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt an duerno ëmmer erëmgewielt ginn. Duerch seng Aarbecht als Deputéierten huet hien déi sozial Komponent hei am Haus verstäerkt. Hie war vun Ufank un aktiv an allen Dossieren, déi d'Aarbechtsrecht uginn. Do konnt hien och seng Erfarung als Generalsekretär vum LCGB matabréngen.

Ech wëll elo net all dem Marc Spautz seng Fonctiounen an deene méi wéi 20 Joer Chamber opzielen, ob dat an der Familljen-, Gesondheets-, Sozial-Sécherheets- oder Aarbechtskommissioun war, an och als Fraktiounspresident an och als Familljen-, Integratiouns- a Kooperatiounsminister, schlussendlech och als Minister fir Relatioune mam Parlament. An niewebäi och nach als Schäffe vu Schëffleng. Eng Erfarung, wéi se der net vill heibannen hunn.

Mee wat de Marc Spautz auszeechent, ass haaptsächlech säi Charakter a säi Stil. Echt an determinéiert, géing ech emol de Charakter beschreiwen. Vun der Long op d'Zong an ongefiltert de Stil. Mat him weess een, wou een drun ass.

Léiwe Marc, du weess jo, dass de elo vun deenen, déi d'Regierung kontrolléieren, bei déi gaange bass, déi vun der Chamber kontrolléiert ginn. Dat verlaangt vill Courage.

(Hilarité)

Mir wënschen dir vill Chance an denger neier Erausfuerderung a flott Diskussiounen – an do zweiwelen ech absolutt kee Moment drun – hei an der Chamber. Bonne Chance fir dech.

(Applaudissements)

De vakante Sëtz vum Marc Spautz gëtt an der éischter Sëtzungswoch am Januar erëm besat.

6. Changement de composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, nodeems den Här Marc Spautz als Regierungsmember ernannt ginn ass, ass e Posten als Member vum Bureau fräiginn. Et gëtt proposéiert, datt den Här Laurent Zeimet Member vum Bureau gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Member vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Dann ass meng Fro: Vu datt mer nëmmen ee Kandidat hunn, brauche mer nom Artikel 7 (5) vum Chambersreglement, wa mer deen applizéieren, net ofzestëmmen. Wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber mat der Applikatioun vun deem Artikel averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. An den Här Laurent Zeimet ass also als Member vum Bureau proklaméiert.

7. Changement de composition de la Conférence des Présidents

Ech informéieren Iech och, datt den Här Laurent Zeimet, als neie Fraktiounschef vun der CSV, automatesch Member vun der Conférence des Présidents ginn ass.

8. Changements de composition de commissions parlementaires

A wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Marc Spautz.

An der Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Marc Spautz.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Marc Spautz.

An der Commission du Travail ersetzt den Här Maurice Bauer den Här Marc Spautz.

An der Commission des Finances ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Marc Spautz.

An an der Commission de la Fonction publique ersetzt d'Madamm Stéphanie Weydert den Här Marc Spautz.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'European Interparlementary Space Conference ersetzt d'Madamm Octavie Modert den Här Laurent Zeimet als effektive Member.

An an der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Octavie Modert den Här Laurent Zeimet als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

10. Désignation d'un président du Centre pour l'égalité de traitement

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, der Designatioun vun engem President vum Centre pour l'égalité de traitement.

No den Dispositioune vun den Artikelen 138 an 139 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht arrêtéiert, déi un d'Deputéierte verschéckt ginn ass an och eng Kéier haut verdeelt ginn ass.

Den Här Andy Schammo huet sech als eenzege Kandidat fir de Poste gemellt. Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Dofir stellen ech fir d'éischt d'Fro: Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An dann ass den Här Andy Schammo deemno vun der Chamber als President vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert.

11. 8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

4° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

5° la loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire ;

6° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;

7° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

9° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques ;

10° la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement » ;

11° la loi modifiée relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire ;

12° la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 8600 vum Staatsbudget fir d'Joer 2026 an iwwert de Projet de loi 8601 iwwert déi finanziell Programmatioun fir d'Joren 2025 bis 2029. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, wéi ech virun e puer Deeg an e Lycée gaange sinn, fir iwwert de Staatsbudget ze schwätzen, huet e Professer de Sujet vum Budget esou resüméiert: Ohne Knete keine Fete!

(Hilarité)

Dat war natierlech iwwerspëtzt formuléiert, an awer ass d'Ausso kloer: Mir mussen all Euro, dee mir wëllen ausginn, fir d'éischt verdéngen!

Oder wéi den däitsche Bundeskanzler Friedrich Merz et rezent an enger Regierungserklärung ëmschriwwen huet: „Nur in einer auf Wachstum ausgerichteten Volkswirtschaft werden die Mittel gewonnen, die wir brauchen, um Infrastruktur zu finanzieren, Solidarität zu üben und soziale Sicherheit auf Dauer zu gewährleisten."

Mir stinn am Moment an engem weltwirtschaftleche Kontext, deen esou dynamesch an onsécher ass, wéi e laang net méi war. No engem Joer 2024, an deem d'Weltwirtschaft e stabille Wuesstem gewisen huet, huet sech d'Situatioun am Laf vun 2025 grondleeënd geännert.

Zanter dem Ufank vun dësem Joer ass eng nei Erausfuerderung opkomm: déi aggressiv US-Handelspolitick mat historesch héijen Douaneszöllen. Keen zweiwelt drun, dass dës Politick grouss Konsequenzen huet – fir d'USA selwer, fir Europa an awer och fir déi global Wirtschaftsstruktur.

Mir gesinn et an de Produktiounsketten, am weltwäiten Handel an an enger neier Inflatiounsdynamik. D'Resultater am éischte Semester 2025 weisen e kloert Bild: schwankend PIB-Entwécklungen, eng allgemeng Verонsécherung, déi sech och an de Mäert reflektéiert.

Awer et gëtt och positiv Signaler: D'Eurozon stabiliséiert sech lues, d'Industrie kënnt aus der Kontraktioun eraus an d'Servicer bleiwen dynamesch.

Wat d'Prognosen ugeet, rechent de Statec mat engem moderaten, mee stabille Wuesstem an de kommende Joren. Laut de Schätzunge vun Eurostat aus dem Hierscht soll d'Eurozon 2025 ëm 1,3 % wuessen, 2026 ëm 1,2 %. D'Inflatioun bleift ënner Kontroll, d'Zënse stabill an d'Finanzmäert hu Potenzial fir méi eng staark Leeschtung ewéi erwaart.

Mee mir däerfen eis net täuschen, d'Risike bleiwe substanziell. D'Onsécherheet iwwert déi amerikanesch Wirtschaftspolitick, d'geopolitesch Spannungen an déi weltwäit Fragilitéit vun de Produktiounskette bleiwen Erausfuerderungen, deene mir eescht an d'A musse kucken.

Dëst ass d'Welt, an där och Lëtzebuerg seng wirtschaftlech Entscheedungen treffe muss. Eng Welt mat Chancen, mee och mat Risiken. Eng Welt, déi no Stabilitéit, no Virsiicht, mee och no Wäitsiicht an no couragéierte Choixe rifft.

Komme mer elo op d'Situatioun hei am Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an esou engem Kontext musse mir als Land – kleng, mee oppe fir d'Welt – pragmatesch, zukunftsorientéiert a resilient handelen. Mir wäerten eis op déi grouss Linne vun der globaler weltwäiter Wirtschaft astellen, fir d'Stabilitéit, de sozialen Zesummenhalt an eis wirtschaftlech Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg ze sécheren.

Grad dowéinster ass et en exzellente Choix vum Finanzminister, fir de Staatsbudget 2026 ënnert dem Theema vum „Matenee wuessen" ze presentéieren, mat all senge multiple Facetten.

Mir kucken haut op d'Situatioun vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, eng Situatioun, déi zanter 2022 vun enger Rei vu schwéieren Erausfuerderunge gepräägt ass.

No enger Rezessioun am Joer 2022 an engem Quasi-Null-Wuesstem 2023 ass och de Wuesstem fir 2024 mat nëmmen 0,4 % eng Bestätegung: Eis Wirtschaft kënnt nëmme lues virun!

Awer 2025 bréngt och nei Signaler vun Erhuelung. Dräi Quartaler hannereneen ass d'Wirtschaft erëm gewuess, gedroe virun allem vun den Informatiouns- a Kommunikatiounsservicer, déi sech no engem schwéieren Ofschwong am Joer virdrun erëm stäerken.

Doniewent droen och eis ëffentlech Déngschtleeschtungen, d'Verwaltung, d'Gesondheet, d'Educatioun, de Business Service an de Commerce zu enger lueser, mee reeller Erhuelung bäi.

D'Finanzplaz, eng vun de Schlësselbranchë vun eisem Land, weist eng gewësse Stagnatioun, och wann d'Donnéeë fir 2024 no uewe korrigéiert goufen an d'Leeschtung besser war wéi ugeholl, dat besonnesch an der Fongenindustrie.

Wat d'Inflatioun ugeet, si mir an engem ganz anere Bild wéi nach viru Kuerzem: D'Joren 2022 an 2023 ware gepräägt vun engem staarke Präisdrock wéinst der Energiekris, mee 2024 ass d'Inflatioun däitlech gefall. Hir liicht Augmentatioun am Joer 2025 ass virun allem op temporaire Facteure wéi d'Energiepräisser an eng Indextranche zréckzeféieren.

Am internationale Verglach bleift Lëtzebuerg och weiderhin e Land mat enger relativ niddreger Inflatioun. D'Léin hu sech no de villen Indextranchen am Joer 2023 stabiliséiert. D'Beschäftegung wiisst weiderhin, mee däitlech méi lues wéi an de Jore virun der Kris. De Chômage ass eropgaangen, e läit aktuell bei 5,9 %, a mir kënnen nach net vun enger stabiller Entlaaschtung schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst waren d'Zuelen an dëst war d'Situatioun, wéi de Finanzminister de Budget den 3. Oktober hei an der Chamber deposéiert huet. Säitdeem ass eng nei Estimatioun vum Statec Ufank Dezember erakomm.

Am drëtte Véirel 2025 ass de lëtzebuergesche PIB am Volumen ëm 1,1 % am Verglach mam viregte Véirel geklommen an ëm 2,7 % am Verglach mam drëtte Véirel 2024. Dës liicht positiv Signaler erlaben et dem Statec, seng Prognos vun engem Wuesstem vun 1 % vum PIB fir dëst Joer an 2 % fir 2026 oprechtzeerhalen. Dat hëlt wuel net all Onsécherheet ewech, mee gekoppelt mat engem Ausbléck vu méi niddregen Energiepräisser an enger besserer Konjunktur an der Eurozon gëtt et eis eng besser wirtschaftlech Basis.

Komme mir elo zu de Kärzuele vum Staatsbudget 2026. An dëser schwiereger Situatioun huet de Finanzminister e Budget deposéiert, deen ee kann als antizyklesch betruechten. Fir 2026 hu mir viraussiichtlech Recettë vun 31,1 Milliarden Euro. Dat ass e Plus vun 1,5 Milliarden Euro oder 4,9 %.

D'Ausgabe klamme vu geschaten 30,8 Milliarden Euro 2025 op 32,6 Milliarden Euro 2026, e Plus vun 1,8 Milliarden oder 5,7 %.

Den Defizit beim Zentralstaat wäert 2026 domadder 1,49 Milliarden Euro bedroen. De Gesamtstaat wäert 2025 viraussiichtlech mat engem Defizit vu 706 Millounen ofschléissen, wat 0,8 % vum PIB ausmécht. Fir 2026 soll sech de Sold op 408 Milliounen negativ verbesseren. Dat sinn 0,4 % vum PIB.

A Prozenter vum PIB wäert eis Schold stabel bleiwen, Stand haut ronn 27 % vum PIB. Den aktuelle Budget pluriannuel gesäit och vir, dass eis Schold bis zum Enn vun der Legislatur relativ stabel bleift. Dat ass wichteg, fir den Triple-A an awer och, fir eis Scholden am Grëff ze behalen. Dës antizyklesch Politick maache mir net nëmme fir 2026, mee fir déi gesamte Legislaturperiod. Mir investéieren a Land a Leit an an Infrastrukturen, an dëst a schwieregen Zäiten, a méi schwieregen Zäite wéi nach 2024 ugeholl.

De virausgesote Wuesstem gëtt no ënnen ajustéiert: Amplaz 2,7 % Wuesstem vum PIB am Duerchschnëtt, esou wéi 2024 geschat ginn ass, gëtt elo nach mat 2 % fir d'Jore 2025 bis 2029 gerechent. D'Beschäftegung wiisst méi lues, de Chômage bleift op engem héijen Niveau a geet nëmme lues zréck.

D'Regierung awer paakt akut Problemer un a wëllt déi akut Prioritéite behandelen: Aarbechtsmaart, bezuelbar Wunnengen an Aarmut. Dozou gehéiert, de Sozialstaat ze stäerken, seng NATO-Engagementer ze erfëllen, déi ekologesch Transitioun an d'industriell an technologesch Basis ze stäerken.

De Budgetsprojet 2026 bis 2029 ass antizyklesch mat héijen Investissementer, enger Stäerkung vun der Kompetitivitéit, der Ënnerstëtzung vun der Kafkraaft an der Verbesserung beim Zougang zum Wunnraum. Dobäi soll d'Triple-A-Notéierung geschützt an d'Staatsfinanze stabill gehale ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dëser Plaz dem Finanzminister zesumme mat sengen Ekippen am Ministère an och an der IGF felicitéieren a villmools Merci soen, datt si an dësem Budget eng Rei Neierunge mat villen Elementer vun Transparenz a vu Mesurabilitéit erabruecht hunn. Dat hëlleft, dass de Budget méi lieserlech gëtt a besser als Outil ka gebraucht ginn, fir zum Beispill e Suivi vun den ëffentleche Finanzen ze garantéieren.

Dës Neierunge sinn: eng Simulatioun, wann d'Zënsen entweeder géifen däitlech erop- oder däitlech erofgoen; Aféierung vun Indicateuren oder Objektiver, déi all Ministère proposéiert huet; eng Risikoanalys vun de Staatsfinanzen no europäesche Krittären; e ganzt Kapitel iwwert d'Recettë vum Budget, wat bis elo net esou am Budget stoung; an d'Aféierung vum PIBien-être.

Esou gesäit dëse Budget eng Simulatioun vir, wann d'Zënsen entweeder géifen däitlech erop- oder däitlech erofgoen. D'Konsequenze vun engem Klamme vun 100 Basispunkte vun den Zënsen wäre signifikativ: De Wuesstem géif 2026 vun erwaarten 2 % op nëmmen 1,2 % zréckfalen an am Joer 2027 géife mir d'Auswierkungen nach méi kloer spieren. Et géifen och manner Aarbechtsplazen entstoen an de Chômage géif liicht iwwert deem leien, wat mir am Haaptzenario erwaarden.

Dës Entwécklung hätt natierlech och negativ Konsequenzen op d'Staatsfinanzen: 2026 géif de Staatsdefizit bei minus 0,7 % vum PIB leien, mee hie géif bis 2029 op minus 1,6 % rutschen. D'Staatsschold géif vu 27,6 % vum PIB am Joer 2026 op 28,9 % am Joer 2029 klammen.

Op där anerer Säit, bei engem Zenario vum Erofgoe vun den Zënsen ëm 100 Basispunkte wieren d'Resultater och kloer: D'Konjunktur géif 2026 ëm 1 Prozentpunkt méi staark wuesse wéi am Zentralzenario. Um Aarbechtsmaart hätt dat e positiven Impakt. De Chômage géif ënnert dem Haaptzenario leien a bis 2029 op 5 % erofgoen.

Och op eis Staatsfinanze wär et e positiven Impakt. 2026 géife mir e Budget bal am Equiliber erreeche mat engem Defizit vun nëmmen 0,1 %. D'Staatsschold géif net klammen, mee zréckgoen op 25,2 % vum PIB am Joer 2029.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng weider Neierung betrëfft d'Risikoanalys vun de Staatsfinanzen no europäesche Krittären. Dës Krittären ëmfaassen zwou Kennzuelen, S1 an S2, déi moossen, wéi grouss den Effort muss sinn, fir d'Staatsschold stabill ze halen oder op e gesonden Niveau ze bréngen.

D'Resultat fir Lëtzebuerg 2024 ass follgend: Beim Indicateur S1 hu mir e mëttlere Risiko; beim Indicateur S2 – deen entscheedend ass – hu mir en héije Risiko. De Modell weist, datt virun allem d'Alterung vun eiser Bevëlkerung an d'Evolutioun vun de Käschte fir Pensiounen, Gesondheets- a Fleegeleeschtungen déi grouss Erausfuerderunge sinn.

Eleng d'Pensiounen droe mat iwwer fënnef Prozentpunkten zum héijen S2-Wäert bäi. Dofir klasséiert d'Europäesch Kommissioun eis am Gesamtbild als Land mat héijem Risiko fir déi laangfristeg Soutenabilitéit. Dat ass keen Alarmismus, mee eng Warnung, déi mir eescht huelen.

An dowéinst huet dës Regierung och schonns ënner anerem d'Consultatioun fir eng Pensiounsreform lancéiert an eng éischt Mesür proposéiert, fir d'Situatioun vun eisem Pensiounssystem ze verbesseren. Dorops wäerte mer dës Woch an der Chamber jo nach agoen, wann déi entspriechend Gesetzesprojeten zum Vott stinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Budget ass den Ausdrock vun enger Politick vun enger Regierung a gëtt déi néideg Moyenen dofir. Dowéinst ass eng weider Neierung vun dësem Budget, wéi gesot, d'Aféierung vun Indicateuren oder Objektiver fir d'Ministèren an d'Verwaltungen.

Dat ass e wichtege Schratt no vir. Dank Objektiver, déi quasi all Ministère ausgeschafft huet, kann ee moossen, ob d'Gelder, déi ausgi ginn, och déi geziilte Wierkung hunn an esou dem Budget e Suivi erlaben. Dës Miessbarkeet erlaabt et, d'Effizienz vun den Ausgaben ze evaluéieren a fir eng besser budgetär Planung an den nächste Joren ze suergen. Dëst schaaft méi Vertrauen an d'Politick an an d'Institutiounen.

Fir den Zesummenhang tëscht dem Staatsbudget an de Steiersue vun de Mënschen ze verdäitlechen, proposéieren ech, dass mir eis um Beispill vun Neiseeland inspiréieren a jidderengem bei sengem Steierbulletin eng Säit derbäileeën, déi resüméiert, woufir d'Steiergelder ausgi ginn.

Wat d'Indicateuren oder d'Objektiver betrëfft, proposéieren ech, dass dës weider ausgebaut a verfeinert ginn op engem Wee zu méi effikasser budgetärer Planung. An ech invitéieren och de Finanzminister mat sengen Ekippen, dëse Wee konsequent weiderzegoen. Och solle si déi aner Ministèrë begleede bei der Verfeinerung an dem Suivi vun dësen Indicateuren oder Objektiver.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer elo zum PIBien-être. Mir si gewinnt, de wirtschaftleche Succès vun engem Land a Proportiounen, Prozenter a PIB-Zuelen auszerechnen. Mee d'Wourecht ass och, dass d'Liewensqualitéit vun de Leit sech net op eng eenzeg Zuel reduzéiere léisst.

Schonn 2009 huet Lëtzebuerg dofir Weiche gestallt mam Projet PIBien-être, zesumme mam Conseil supérieur pour un développement durable, mam Conseil économique et social a mam Statec.

D'Fro war deemools ewéi haut: Wéi geet et de Leit eigentlech wierklech? An net nëmmen: Wéi geet et der Wirtschaft?

Duerno gouf vill diskutéiert, et ass awer net vill geschitt. Dëst Joer gouf en ëmfaassende Kader geschafe mat objektive wéi subjektive Kennzuelen, déi d'Liewen an eisem Land moossen: Akommes, Gesondheet, Vertrauen, Ëmweltqualitéit, Chancen. Jee, dat ganzt Bild, an net nëmmen eng Säit dovunner.

Mat dem Koalitiounsaccord 2023 bis 2028 huet de Finanzminister decidéiert, dës Erkenntnisser konsequent an d'Budgetspolitick anzebannen, well e Budget net nëmmen eng Lëscht vu Käschten a Recetten ass; e Budget ass en Instrument, dat soll d'Liewen an eisem Land besser maachen.

Dofir gouf fir de Budget 2026 dëse Projet gestart. Et gouf analyséiert, wéi eng Staatsdepensen e reellen, en direkte Bäitrag zum Wuelbefanne vun de Leit leeschten, op Basis vu sechs kloer definéierte Wuelstandsindicateuren.

4,9 Milliarden Euro, also bal 15 % vum Staatsbudget, droen direkt zu bessere Liewensbedéngunge bäi. Déi héchste Bäiträg ginn an d'Bekämpfung vun der Aarmut, an d'Verbesserung vun der Kafkraaft an an den Zougang zu bezuelbarem Wunnraum.

15 Ministèren hunn dorunner deelgeholl, mee déi dräi gréissten droen 80 % vum Volume. Dëst ass an den Ae vum Finanzminister awer nëmmen en Ufank. Dofir recommandéieren ech, dass d'Indicateure weider verfeinert an ausgebaut ginn. Esou kënne mir och den Tagging budgétaire verbessere fir e méi kohärente Budget am Interessi vu Land a Leit.

Iwwert de PIBien-être eraus kéint et och interessant sinn, sech Gedanken ze maachen, eventuell op de Wee vum Green Budgeting ze goen.

D'OCDE definéiert de Green Budgeting als eng zilorientéiert Approche vun der Budgetéierung, déi d'Instrumenter vun der budgetarescher Politick notzt, fir d'Regierungen op allen Niveauen ze ënnerstëtzen, hir Ëmwelt- a Klimaziler ze erreechen.

Zu verschiddenen Instrumenter vun enger grénger Budgetéierung zielen ënner anerem Ëmweltimpakt-Evaluatiounen, gréng Budgettagging an eng Iwwerpréifung vun den Depensen aus enger ekologescher Perspektiv.

Am Kontext vun de Beméiunge vun der Regierung, d'Chancë vun der ekologescher Transitioun fir Lëtzebuerg ze notzen an ervirzesträichen, kéint d'Aféierung vun esou engem Green Budgeting an d'Budgetsprozedur eng reell Valeur ajoutée duerstellen. Si géif d'Ambitioun vu Lëtzebuerg am Beräich vun der nohalteger Entwécklung a vun der Liewensqualitéit vun de Bierger nach méi ënnersträichen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Budget ass och en detailléierte Commentaire iwwert d'Recettë vum Staat. Dëst neit Kapitel vum Budgetsprojet stellt d'Entwécklung vun den Haaptrecettë vun den dräi Steierverwaltunge fir d'Period 2024 bis 2029 vir.

Fir all Recettë gëtt e Verglach gezunn tëscht dem gestëmmte Budget 2024 an der effektiver Ausféierung souwéi tëscht den Donnéeë vum Pluriannuel 2024 bis 2028 an dem Projet fir de Pluriannuel 2025 bis 2029. Donieft ginn och Erklärungen zu de Prognosen an de proposéierten Hypotheesen uginn.

D'Bäiträg zu dëse Recetten, déi vun der Steierverwaltung, der Douane an dem Enregistrement geliwwert ginn, droen aktiv dozou bäi, d'Recommandatioune vum Rechnungshaff, vun der Chamber an de ville weideren Organisatiounen am Beräich vun der Transparenz an der Budgetsinformatioun ze erfëllen.

Ech weess, dass de Finanzminister net vill hält vu grousse Begréffer, mee mat dësem Budget huet hie mat senge Leit en neie Meilesteen a Saachen Transparenz geschafen. Dorobber kann een houfreg sinn, an awer och bescheide genuch, fir ze erkennen, dass dëst en éischte Schratt ass, dee mir weider ausbaue sollen an och mussen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kampf géint d'Aarmut ass ee Sujet, deen ech wëll an den nächste Minutte méi am Detail kucken.

„E bessert Zesummeliewen heescht virun allem, d'sozial Kohäsioun stäerken an d'Aarmut bekämpfen." Dëse Saz vum Premierminister Luc Frieden am Kader vun der Deklaratioun zum Regierungsprogramm 2023 beschreift d'Zilsetzung vun der aktueller Regierung, an ech mengen, dat beschreift perfekt dat Zil, wat mir alleguerten heibannen zesummen erreeche wëllen.

Matenee wuessen: Eist Land brauch eng staark sozial Kohäsioun. Si ass eng wichteg an eng essentiell Verbindung, fir eis pluralistesch, multikulturell Gesellschaft zesummenzehalen, dat, wat eist Land esou wäertvoll an eenzegaarteg mécht.

D'sozial Kohäsioun stäerken, esou wéi et de Premier am Numm vun der Regierung am November 2023 gesot huet, bedeit, resolutt géint d'Aarmut virzegoen. Et bedeit, keen um Wee zeréckzeloossen. Mee dofir ass et Zäit, fir Choixen ze treffen. An dës Koalitioun huet dat an deem Sënn vun Ufank un entschlosse gemaach.

D'Regierung hat an huet fir de Kampf géint d'Aarmut eng breet an eng global Approche.

Une voix | Très bien!

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | An dësem Budget 2026 si 14,99 Milliarden Euro virgesinn, nach eemol méi ewéi eng hallef Milliard méi wéi dëst Joer an, trotz héije Militärausgaben, weiderhi 46 % vun eise Budgetsausgaben. E staarke Message an e kloert Zeechen!

D'Bekämpfung vun der Aarmut mécht sech net an engem Ministère oder an enger Verwaltung, wuel wëssend, dass de Familljeministère eng zentral Koordinatiounsroll huet. D'Aarmutsbekämpfung ass déi transversal Aufgab vun eigentlech alle verschiddene Ministèren, verschiddene Verwaltungen a Kooperatioun mat de Gemengen a mat den Acteuren am soziale Secteur, Professionellen ewéi Benevollen.

An och d'Chamber ass en Haaptacteur an dësem Engagement. Wat d'Zil ugeet, si mir eis heibannen eens, beim Wee dohinner, net ëmmer. Zesummen hu mir proaktiv bei der Bekämpfung vun der Aarmut matgewierkt a vill Projete verbessert. De Clivage Majoritéit/Oppositioun huet meeschtens keng Roll gespillt, wann et drëms gaangen ass, de Matmënschen a Familljen, déi net op der Sonnesäit vum Liewe stinn, ze hëllefen.

Mee wéi gesot, et ass Zäit, Choixen ze treffen. An dat huet d'Regierung zanter hirem Untrëtt am November 2023 gemaach. D'Mesüren, déi geholl goufe säitdeem, sti fir eng kloer an eng méi cibléiert Sozialpolitick an Aarmutsbekämpfung hei am Land, a sinn a mengem schrëftleche Rapport zu engem groussen Deel am Detail beschriwwen.

Ech wëll dofir hei nëmme stéchwuertaarteg verschiddener ernimmen:

De Crédit d'impôt monoparental gouf gehuewen. Den onqualifizéierte soziale Mindestloun ass steierfräi a gouf op dem 1. Januar 2025 ëm 2,6 % gehuewen. De REVIS gouf och ëm 2,6 % gehuewe genausou wéi de Revenu fir schwéierbehënnert Persounen. Monoparentall Familljen, Wittleit a Persounen iwwer 64 Joer gi steierlech besser behandelt.

Den 1. Januar 2024 gouf d'Steiertabell ëm véier Indextranchen ugepasst. Op dem 1. Januar 2025 gouf et eng weider Upassung ëm 2,5 Indextranchen.

D'Allocation de vie chère gouf op dem 1. Januar 2025 ëm 10 % ugehuewen. D'Prime énergie gouf op dem 1. Januar 2025 verdräifacht. An et gouf eng Prime énergie réduite geschafe fir Stéit, déi liicht iwwert dem Seuil leien, deen d'Urecht op d'Primm ginn huet.

Vill vun deene Mesüre goufen am Kader vum Entlaaschtungspak, deen am Juli 2024 presentéiert gouf an op dem 1. Januar 2025 a Kraaft getrueden ass, geholl. An d'Regierung huet parallell weidergeschafft.

Wichteg nei Impulser an Hëllefe komme mam éischten Aarmutsplang, deen de Familljeminister zesumme mat der Gesondheetsministesch, dem Logements- an Educatiounsminister am Numm vun der Regierung déi lescht Woch virgestallt huet.

106 Mesüre sinn d'Resultat vun enger staarker Zesummenaarbecht vun 18 Ministere fir eng méi cibléiert Aarmutsbekämpfung. Et ass och d'Resultat vun enger ganz breeder Consultatioun duerch d'Regierung vun immens villen Acteure vum Terrain aus dem soziale Secteur – eng Demarche, déi op mengem Tour duerch de soziale Secteur fir meng Entrevuë reegelméisseg ervirgestrach ginn ass an ëmmer erëm enorm begréisst ginn ass.

Ech wëll dräi Mesüren haut hei erausgräifen: déi sozial cibléiert Hëllef fir defavoriséiert Stéit mat Kanner; déi zweet Mesür ass déi sozial cibléiert Hëllef fir finanzschwaach Stéit, an deenen eng eeler Persoun lieft; an eng drëtt Mesür ass d'Aféierung vun enger véierter Tranche vun der Prime de naissance, bei där verstäerkt op déi éischt Entwécklung vum Kand gekuckt gëtt.

Mee dat bescht Element géint d'Aarmut an d'Prekaritéit ass sécherlech och eng Schaff. Een Haaptelement vum nationalen Aarmutsplang sinn duerfir d'Mesüren, fir d'Beneficiairë vum REVIS nei oder erëm an Aarbecht ze bréngen, an d'Valoriséierung vun der Beruffsausbildung mat Upassung beim Léiergeld, Formatiounsofferen a verschiddene Sproochen, d'Vermëttlung vu Sprooch- an digitale Kompetenzen.

Doriwwer eraus ass och den Ausbau vun de cibléierten Hëllefe fir d'Entreprisë virgesinn, déi sech un dem Effort bedeelegen, Demandeurs d'emploi anzestellen.

Och am Logement gouf et Zäit, Choixen ze treffen. Deiere Wunnraum an héich Loyeren dreiwen d'Aarmut an den Aarmutsrisiko no uewen. D'Situatioun vum Logement zu Lëtzebuerg huet massiv sozial Repercussiounen. A grad déi defavoriséiert Familljen a Stéit mussen iwwerproportional vill an de Logement investéieren.

D'Regierung schafft weiderhi mat ville Moossnamen, fir un dëse grave Problem erunzegoen a Léisungen ze sichen, fir d'Situatioun vun deene Mënschen, déi op der Sich sinn no engem Daach iwwert dem Kapp, ze verbesseren. Si intervenéiert massiv am Beräich vum Logement. Och hei verweisen ech op de schrëftleche Rapport a limitéiere mech op Stéchwierder.

D'Subvention loyer fir akommesschwaach Stéit gouf op dem 1. Juli 2024 eropgesat. D'Bailleurs sociaux ginn ënnerstëtzt. Wien en Haus oder en Appartement iwwer e Bailleur social verlount, ass mam Revenu,

deen e kritt, zu 90 % vun der Steier befreit. Fir de Fonds spécial pour le logement abordable sinn déi nächst véier Joer méi wéi 1,2 Milliarde virgesinn. Am VEFA-Programm si 480 Milliounen iwwer véier Joer virgesinn, fir Appartementer ze kafen, déi de Bestand u sozialen an abordabele Wunnengen erhéijen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zu engem immens wichtege Choix vun déser Regierung, déi ganz sécher e Paradigmewiessel an der Aarmutsbekämpfung duerstellt: D'automateschen Ausbezuele vun der Allocation de vie chère an der Prime énergie gouf dëst Joer agefouert, an erlaabt mer dofir hei op déser Plaz, ganz speziell dem Fonds national de solidarité mat all deenen, déi dat méiglech gemaach hunn, Merci ze soen! Eng immens wichteg Initiativ, déi ervirstécht, well se hëlleft, de Problem vum Non-recours vu sozialer Ënnerstëtzung deelweis ze léisen!

De Statec geet dervun aus, datt d'Allocation de vie chère 2022 vu 44 % vun de Persounen, déi u sech Urecht gehat hätten, net ugefrot ginn ass. Bei der Subvention loyer sinn et souguer ronn 75 % vun eligibele Mënschen hei zu Lëtzebuerg, déi also hätte kënnen dës Hëllef ufroen, et awer net gemaach hunn.

Duerch d'Automatiséierung vum Ausbezuele gëtt dem Non-recours effikass entgéintgewierkt, eng Moossnam, déi hir Friichten dréit. No den Informatioune vum Fonds national de solidarité hu bis an den Oktober 2025, dat heescht dëst Joer, 12.203 Stéit vun dem automateschen Ausbezuele vun der Allocation de vie chère an der Prime énergie profitéiert. Am ganze Joer 2024 hunn awer nëmmen 9.248 Stéit esou eng Demande gemaach. Also eng Steigerung vu 25 %, nëmmen, well den FNS d'Ausbezuelen automatiséiert huet.

Dat si bal 3.000 Menagen, déi opgrond vun de ville Moossnamen, déi geholl gi sinn, an och wéinst dem automateschen Ausbezuelen 2025 méi Suen hunn, fir Rechnungen ze bezuelen, sech eppes ze kafen oder sech manner musse Suergen ze maachen, ob et Enn vum Mount opgeet. Dat ass d'Resultat vun engem Choix vun der Regierung, fir cibléiert géint d'Aarmut virzegoen.

Dofir proposéieren ech och a mengem Rapport, op dësem Wee weiderzefueren an ze probéieren, souwäit dat méiglech ass, dëst automatescht Ausbezuelen och op d'Loyerssubventiounen an eventuell aner Hëllefen auszedeenen. Et ass ze begréissen, dass d'Regierung am Aarmutsplang virgesäit, vun 2027 u véier Hëllefen am neie Complément de vie chère zesummenzeleeën, deen dann och d'Referenz ass, fir weider Hëllefen ze kréien.

Bei deenen héijen Zuele vun Non-recours ass et eis gemeinsam Responsabilitéit, ze probéieren, dës Zuelen erofzekréien an dofir ze suergen, dass, wa méiglech, all Mënschen déi Hëllefe kréien, déi hinnen och zoustinn. Och d'Gemenge sollen onbedéngt ugehale ginn, wa si Hëllefen ausbezuelen, fir déi méiglechst automatesch auszebezuelen.

Zesumme mam Once-Only-Prinzipp, deen tëschent de Verwaltungen den Echange vun Donnéeën organiséiert an esou d'Liewe vu villen Ayant-droitë méi einfach mécht, dem Guichet social unique, dem automateschen Ausbezuele vun den Aiden, der Harmoniséierung vun de Critères d'éligibilité ass dëst Bëndelen e Systemwiessel fir all d'Familljen, déi op eis Solidaritéit ugewise sinn, an e Gamechanger och fir d'Verwaltungen. Dës ginn enorm entlaascht a kënne mëttel- a laangfristeg wäertvoll Aarbechtskraaft liberéiere fir déi direkt Sozialaarbecht um Terrain, wéi zum Beispill an den Office-sociallen.

Och bei de Pension-alimentairen ass en héijen Taux de non-recours, well en Ayant-droit esou vill Konditioune muss erfëllen, mat oft héije finanziellen Ausgabe verbonnen, dass dat oft e Risiko duerstellt, fir an d'Aarmut ze rutschen, ier en dës Hëllef ereischt kritt. Dofir musse mir probéieren, de System wa méiglech ze adaptéieren, fir esou méi Ayant-droiten d'Chance ze ginn, op dës Hëllef zréckzegräifen. An deem Sënn figuréiert d'Reform vum Gesetz iwwert de Recouvrement vun de Pension-alimentairen och am Aarmutsplang. An dat ass gutt esou.

Wann een no de Grënn sicht, firwat d'Mënschen net op d'Hëllefen zréckgräifen, op déi si awer Urecht hunn, ass d'Stigmatiséierung e Grond vu sougenannten Non-recoursen, deen oft ernimmt gëtt. Dofir ass et och wichteg, dass hei déi ëffentlech Hand eng proaktiv an eng positiv Approche anhëlt an ëmmer probéiert, den Ayant-droiten ze hëllefen a se ze begleeden. Et sinn Ayant-droiten a keng Bittsteller. Dat gëllt fir all d'Administratiounen an natierlech och fir d'Office-sociallen, déi dofir mat dësem Budget 2026 weider verstäerkt ginn. Och den Droit à l'erreur misst hei méiglech sinn a besser garantéiert ginn.

Vill Administratioune gebrauchen och haut schonns déi Einfach an déi Liicht Sprooch. Dat ass och eng wichteg Hëllef, wann ee wëllt de Problem vum Non-recours léisen. Dofir sollt dëst eigentlech eng generaliséiert Praxis an de Verwaltunge sinn. Mir wollten dëse Budgetsrapport op déi Liicht Sprooch iwwersetzen. Mee et ass einfach immens zäitopwendeg a wierklech net einfach. Mee well mer awer wollten e wichtege Message an deem Sënn matginn, hu mer decidéiert, just eng kuerz Beschreiwung, wat de Budget ass, an e puer Recommandatiounen iwwersetzen ze loossen, an hunn dorauser zwou Säite gemaach, déi Der am Moment ausgedeelt kritt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Oft sinn och Mënsche mat engem Handicap vum Risiko vun Aarmut betraff, well si dacks musse bei den Dokter goen, wat mat grousse finanzielle Belaaschtunge verbonnen ass. De Secteur wier do dankbar, weider iwwer eng nach verbessert Prise en charge zesumme mat der CNS nozedenken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'sozial Kohäsioun stäerken an d'Aarmut bekämpfen, dat ass en zentraalt Uleies vun eis all. Wa mir d'Schéier tëschent Aarm a Räich net zougemaach kréien, schwächt dat d'sozial Kohäsioun. Et befeiert politeschen Extremismus an et ass Waasser op d'Mille vu Populiste mat de vermeintlech einfache Léisungen.

Mir gesinn, wéi Extremismus an eisen Nopeschlänner de politeschen Diskurs vergëft, wéi d'Polariséierung vun der politescher Landschaft d'Sich vum Konsens verhënnert an d'Reformen an eng progressiv Politick blockéiert. Wa mir dat hei zu Lëtzebuerg net wëllen, musse mir eis sozial Kohäsioun weider stäerken doduerjer, datt mir géint d'Aarmut an den Aarmutsrisiko virginn.

A wat sozial Sënn mécht, mécht och ekonomesch Sënn. D'Equatioun ass eigentlech ganz einfach: En niddregen Aarmutsrisiko stäerkt d'sozial Kohäsioun. D'sozial Kohäsioun dréit zum soziale Fridde bäi. Soziale Fridden ass e Standuertfacteur an e Virdeel, genausou wichteg ewéi d'Besteierung, eise performanten ëffentlechen Déngscht um Niveau vun de Gemengen a vum Staat, d'Infrastruktur oder d'Qualitéit vun der Main-d'oeuvre.

D'Regierung huet scho villes ëmgesat. Et weise sech och déi éischt Resultater. Den Aarmutsrisiko ass dem Statec no 2024 par rapport zu 2023 vun 18,8 % op 18,1 % zréckgaangen. Zefridde kann een domadder awer net sinn, well all eenzel Persoun, déi an Aarmut lieft, ass eng ze vill. An awer, op d'mannst schéngt den Trend vum leschte Joerzéngt, an deem den Taux vum Aarmutsrisiko eropgaangen ass, fir de Moment gestoppt.

An dësem Effort däerfe mir net noloossen, an de Budgetsprojet 2026 weist, datt d'Regierung net noléisst. Wéi virdru schonns gesot, sinn am Budget 2026 14,99 Milliarden, bal 15 Milliarden, virgesinn, nach eemol méi wéi eng hallef Milliard méi wéi dëst Joer, an dat si 46 % vun eisen Ausgaben. Mam neien Aarmutsplang, deen d'Regierung virgestallt huet, komme weider nei Impulser. Domadder gëtt eng kohärent an transversal Politick nach weider koordinéiert am Sënn vu méi Effizienz a méi cibléierten Hëllefe fir d'Mënschen, déi an Aarmut liewen oder vun Aarmut betraff sinn.

Ee kuerzt Wuert zur Energiepolitick. D'Energiekäschte sinn och en Driver vun Aarmut. Dofir begréisse mir, dass de Budget 2026 virgesäit, dass de Staat d'Netzkäschte fir 150 Milliounen iwwerhëlt, genausou wéi de Mechanisme de compensation fir ronn 80 Milliounen Euro.

Zesumme mat der Präissenkung, déi déi grouss Acteure vun der Stroumversuergung zu Lëtzebuerg annoncéiert hunn, dréit dat weesentlech zur Entlaaschtung bei de Stroumrechnunge bäi, vun där all d'Stéit profitéieren, och déi Stéit mat manner Revenuen. D'Stroumpräisser zu Lëtzebuerg leien ënnert der europäescher Moyenne a si méi niddreg wéi an eisen dräi Nopeschlänner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Stéit, an deene Kanner sinn – dat bréngt mech zum nächste Punkt. Wa mer bei der Bekämpfung vun der Aarmut an dem Aarmutsrisiko den Trend no uewe gestoppt hunn, ass dat bei der Kanneraarmut leider net de Fall. Leider souguer de Géigendeel!

De Rapport vum Statec „Travail et cohésion sociale“ vu September 2024 hält fest, datt bal e Véierel vun de Kanner dem Aarmutsrisiko ausgesat ass. D'Unicef huet rezent Zuele presentéiert, datt vun 39 OECD-Länner a Länner aus der EU Lëtzebuerg sech ganz hannen op der 35. vun 39 Plaze klasséiert.

Bei der Kanneraarmut musse mir also handelen, séier, resolutt, cibléiert a gutt iwwerluecht! Dofir begréisse mir d'Akzenter, déi am Unicef-Rapport festgehale goufen an datt de Schwéierpunkt op der Bekämpfung vun der Kanneraarmut läit.

Et kann net sinn, datt an engem Land – eent vun deene räichste Länner – bal 20 % vun de Kanner a Wunnenge liewe vu schlechter Qualitéit. Et kann net sinn, dass d'Kanner net op Gebuertsdeeg vun hire Schoulkomerode kënne goen, well se selwer keen invitéiere kënnen oder d'Elteren net d'Moyenen hu fir e Kaddo. Do si mir alleguerte matenaner gefuerdert an hunn eng Responsabilitéit.

D'Kanner kënnen net fir d'Elteren. A besonnesch, bei deenen allermeeschten Elteren – a ganz ville Fäll eng elengerzéiend Mamm –, ass et genau esou, datt si sech villes vum eegene Mond ofspueren, fir hire Kanner eppes kënnen ze bidden.

Mee d'Wunnen zu Lëtzebuerg ass deier. D'Liewenskäschte sinn héich. Dofir setzt de Budget 2026 hei kloer Akzenter, andeems d'Ausgabe fir d'Zukunftskeess op bal 1,6 Milliarde klammen, mat steierlechen Entlaaschtungen a Steierbonifikatiounen. Hei muss een d'Aktioune begréissen, déi am Aarmutsplang festgehale goufen an déi e Schwéierpunkt op d'Bekämpfung vun der Kanneraarmut leeën.

Den Aarmutsplang baut op Recommandatiounen op, déi den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, de LISER, an d'Unicef opgewisen hunn. Eng Politick, déi

resolutt d'Kanneraarmut ofbaut, ass keng Almosepolitick. Mee genau de Géigendeel ass de Fall. D'Ënnerstëtzung fir benodeelegt Familljen a besonnesch Investissementer an d'Betreiung vu klenge Kanner bis fënnef Joer an d'Begleedung vun hiren Elteren hunn op laang Siicht e ganz grousse Benefiss fir d'Gesellschaft an déi ëffentlech Finanzen.

D'Konklusioune vum LISER, der Unicef an dem Ombudsman, awer och villen internationalen Etüden, kommen zum selwechte Resultat: Datt déi méiglechst fréi a cibléiert Férderung vu klenge Kanner a vulnerabele Familljen am meeschten hëlleft an zu engem bessere schoulesche Parcours féiert, d'Gesondheetsrisike reduzéiert – och de Risiko fir spéider chronesch Kränkten ze kréien, gëtt méi kleng –, d'Warscheinlechkeet méi kleng mécht, spéider am Liewen op Sozialhëllef ugewisen ze sinn, de Wee opmécht fir besser Aarbechtsplazen am Erwuesseneliewen an de Kreeslaf vun der generatiounsiwwergräifender Aarmut zerstéiert.

Also méiglechst fréi a méiglechst konzentréiert ze ënnerstëtzen, de Problem souzesoen un der Wuerzel ze paken, ass mat déi effizientste Politick, fir den Taux vum Aarmutsrisiko, a besonnesch vum Kanneraarmutsrisk, an eiser Gesellschaft ofzebauen.

An deem Sënn ass et d'Recommandatioun vum Secteur, fir d'Chancëgläichheet bei de Kanner ze stäerken, datt esou fréi wéi méiglech de reegelméissege Kontakt och mat der Kultur soll gefërdert ginn.

D'Gesondheetsministesch huet et bei der Presentatioun vum Aarmutsplang op de Punkt bruecht, wéi se dervu geschwat huet, wéi wichteg et ass, verstäerkt op déi éischt Entwécklung vum Kand ze kucken. Déi éischt 1.000 Deeg.

Natierlech zielt dat fir all Kand an net nëmme fir Kanner, déi a vulnerabele Stéit liewen. Awer de Fait, datt no dëse Kanner gekuckt gëtt an e Cadre en place gesat gëtt, dee si aus hirem Abseits erausbhëlt, ass op laang Siicht e Gewënn fir d'Gesellschaft, well dat sozial a finanziell Follgekäschten evitéiert.

De Kampf géint d'Aarmut, a besonnesch géint d'Kanneraarmut, ass zënter elo zwee Joer eng Prioritéit vun der Regierung. Et ass e bewosste Choix an dësem Budget 2026 en faveur vun enger proaktiver a cibléierter Sozial- a Familljepolitick, fir d'Stäerkung vun der sozialer Kohäsioun zu Lëtzebuerg ze schaffen. Et ass de Choix fir eng Gesellschaftsstabilitéit „à la luxembourgeoise", déi mir an dëser Zäit vun Ëmbréch, Disruptiounen a multiple Krise brauchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir alles dëst wëlle kënne finanzéieren, wa mir hei zu Lëtzebuerg weiderhi wëlle fir den Triple-S stoen, da musse mir den Triple-A sécheren a verstäerken.

An der Regierungserklärung huet de Premier gesot: „Nëmme wa mir eng staark, kompetitiv an innovativ Wirtschaft hunn, kënne mir déi Aarbechtsplaze schafen, déi d'Fundament vun eiser sozialer Politick sinn."

Wuesstum ass kee Selbstzweck, mee ouni Wuesstum gëtt et kee Sozialstaat, keng ekologesch Transformatioun, keng kompetitiv Infrastruktur a keng digital Moderniséierung. Ouni Wuesstum gëtt et keng héichwäerteg an attraktiv Aarbechtsplazen.

An dofir steet dëse Budget 2026 och fir eng Ekonomie, déi ëmfaassend denkt: ekologesch, sozial a wirtschaftlech. Eng Ekonomie, déi Kompetitivitéit, Produktivitéit an Innovatioun vereinbaart, well si eis déi noutwendeg Finanzmëttel gëtt, déi mir brauchen, fir eng gerecht a solidaresch Politick ze maachen.

Fir Wuesstum ze schafen, brauche mir méi bezuelbar Wunnengen. Och do ass de Budget 2026 ganz ambitiéis mat immens héijen Ausgaben iwwert déi nächst Joren. Fir d'Relance vun dem Secteur ze ënnerstëtzen, ass et sécherlech interessant ze kucken, wéi eng weider cibléiert an zäitlech limitéiert Initiative méiglech sinn an ob e Konzept vum Leasing immobilier eventuell méiglech wär.

Och deen am Koalitiounsaccord annoncéierte Fonds citoyen pour le financement des projets immobiliers, wou d'Biergerinnen an d'Bierger kënnen iwwer en ëffentleche Fong an Immobilien investéieren, ass eng interessant Pist, fir dëse Secteur erëm méi ze relancéieren an d'Participatioun ze stäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Viraussetzung fir eis sozial Ambitiounen. Et ass d'Viraussetzung fir eng héich Liewensqualitéit. Et ass d'Viraussetzung fir e staarke Sozialstaat. An dofir ass den Triple-A hei zu Lëtzebuerg esou wichteg. Hien ass e Symbol, mee och eng reell Garantie fir niddreg Käschten op de Kapitalmäert, fir en attraktiven Investitiounsstanduert a fir Vertrauen.

An dëst Vertrauen hunn d'Ratingsagencen am Oktober confirméiert. Si soen et kloer: Lëtzebuerg ass staark, stabill an d'ëffentlech Finanze si gutt gefouert, mat niddreger Staatsschold, gesonde Finanzen an effizienten Institutiounen. An de Budget 2026 gëtt dës Linn konsequent vir.

2026 investéiert Lëtzebuerg 4,8 % vum PIB – en neie Rekord. Mat dësen Investissementer gëtt d'Ekonomie gestäerkt an de Standuert méi attraktiv gemaach. Duerch dës Attraktivitéit kënnen Talenter ugezu ginn a jonk Leit fir Lëtzebuerg gewonne ginn.

Dofir musse mir och d'Attraktivitéit vum Land nach weider stäerken. Mat méi internationale Verbindungen duerch d'Loft, mat bessere Verkéiersachsen an der Groussregioun. Mat der Ënnerstëtzung vun eiser Finanzplaz, wou oft kritiséiert gëtt, dass d'Lëtzebuerger all hiert Erspuertes op Spuerkonten hunn an net vill dovunner zréck an d'Ekonomie investéiert gëtt.

Dofir ass et hei d'Propositioun, ze analyséieren, ob et méiglech ass, all neigebuerenem Kand e Montant vu 500 Euro ze schenken, mat der Oplag, dass dës Suen net op e Spuerkonto kommen, mee an d'Finanzinstrumenter investéiert ginn, déi direkt der Ekonomie zeguttkommen. Wat och am Sënn wier vun enger verbesserter Éducation financière.

Mat dësem Budget 2026 kreéiere mer nei Recetten – net duerch Spueren, mee duerch wirtschaftlechen Opschwong. A gläichzäiteg setze mir eng kloer Prioritéit: 46 % vum Staatsbudget si Sozialtransferten. An enger Zäit vu geopolitescher Onsécherheet an héije Verdeedegungsausgaben ass dat eng staark Ausso. Et weist: Mir loossen déi vulnerabel Mënschen net eleng!

Mee wéi gesot, fir dëse Sozialstaat kënnen ze finanzéieren, brauche mir eng dynamesch, diversifizéiert Ekonomie. Eng Ekonomie, déi flexibel an innovativ ass. Esou, wéi mir dat an eiser Geschicht ëmmer erëm gewisen a bewisen hunn. Dat ass keen Zoufall. Dat ass Standuertpolitick. Dat ass matenee wuessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi all Joer hu sech d'Chambre-professionellen immens vill Méi gemaach a ganz ausféierlech Avise geschriwwen. Ausserdeem hu sech de Conseil national des finances publiques, d'Cour des comptes an d'Zentralbank am Detail mat dësem Budget beschäftegt. Ech wëll hinnen en ausdréckleche Merci soe fir hir Aarbecht an hir wäertvoll Bäiträg. Aus Zäitgrënn verweisen ech fir den Detail vun dësen Avisen op mäi schrëftleche Rapport.

Och de Staatsrot huet eng interessant Analys vum Budget a vum Pluriannuel gemaach. Et goufe keng Opposition-formellë formuléiert, awer eng Rei Verbesserungsvirschléi. Och hei verweisen ech fir den Detail op de Commentaire des articles vu mengem schrëftleche Rapport.

Zur Prozedur gëtt et Follgendes ze soen. Ech sinn den 1. Juli an der Finanzkommissioun zum Rapporteur ernannt ginn. Den 8. Oktober huet de Finanzminister de Budget an der Chamber deposéiert. Am Ganzen ass d'Finanzkommissioun zéngmol zesummekomm, fir sech mam Budget an den Avisen ze befaassen. Dëse Rapport gouf den 12. Dezember an der Kommissioun mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou e Budgetsrapport bedeit net nëmmen e grousse Aarbechtsopwand, et ass och eng fantastesch Rees duerch eist wonnerbaart Land an eng Aarbecht vun enger ganzer Ekipp.

Iwwert déi lescht Méint hat ech d'Chance, méi wéi 38 Entrevuë mat diversen Acteuren aus der Zivillgesellschaft ze hunn, an ech wéilt all Eenzelnem villmools Merci soe vun dëser Plaz aus fir seng Zäit a säi wäertvollen an inspiréierenden Input. Ech hunn immens vill geléiert an et war richteg spannend an interessant.

Ech wollt awer net ophalen, ouni e puer Leit Merci ze soen op dëser Plaz. Villmools merci der Presidentin vun der Finanzkommissioun an all de Membere vun der Finanzkommissioun, déi e Stéck vum Wee mat mir gaange sinn, virop dem Caroline Guezennec mat hirer wäertvoller Hëllef. Och dem Finanzminister, sengen exzellenten Ekippen am Haus an och bei der IGF e ganz grousse Merci. Virun allem awer och menger Famill, déi vill Gedold mat mir hat iwwert déi lescht Méint, well ech net vill doheem war. An awer och menge ganze Fraktiounskolleege vun der CSV-Fraktioun an dem Generalsekretariat, déi mech mat vill Kompetenz, Engagement an Aarbecht, a Rou virun allem, duerch dës spannend Méint begleet hunn. Speziell dem Henri Wagner vun der Fraktioun e ganz decke Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Erlaabt mer nach ee leschte Saz zum Schluss. Duerch d'Automatiséierung hu mir 2025 op d'manst 25 % vun de Menagë méi finanziell Hëllef ginn. An 2025 goufe vill aner Hëllefen a Moossnamen ëmgesat an en ambitiéisen Aarmutsplang presentéiert, soudatt ech d'Hoffnung behalen, datt ech déi lescht 25 heibannen och nach iergendwann eng Kéier dovunner iwwerzeegt kréien.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporter, dem Här Maurice Bauer.

Muer de Moien héiere mer den Exposé vum Finanzminister Gilles Roth iwwert dës zwee Projeten. D'Chamber féiert uschléissend hir Debatten.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.15 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 58**
M. Claude Wiseler, Président
2. **8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]**
8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029 (suite) **p. 58**
Exposé : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Laurent Mosar)
3. **8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]**
8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029 (suite) **p. 60**
Discussion générale : M. Laurent Zeimet (interventions de M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel et M. David Wagner) | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding (interventions de Mme Diane Adehm, M. Gilles Baum, M. Laurent Zeimet et Mme Corinne Cahen) (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (interventions de Mme Diane Adehm, Mme Corinne Cahen, M. Gilles Baum et M. Franz Fayot) | Mme Sam Tanson (interventions de M. Gilles Baum et M. André Bauler) | M. Sven Clement (interventions de M. Luc Emering)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Eric Thill, M. Marc Spautz, Ministres

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029 (suite)

D'Chamber fänkt elo mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2026 an iwwert déi finanziell Programmatioun fir d'Joren 2025 bis 2029 un. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'CSV huet 155 Minutten, d'DP 120, d'LSAP 110, d'ADR 75, déi gréng 50, d'Piraten 25, déi Lénk 25 an d'Regierung 50. Et hu sech schonn ageschriwwe fir den éischten Tour vun de Riedner: den Här Laurent Zeimet, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

An da géif ech elo der Regierung d'Wuert gi fir dem Minister säin Exposé. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gudde Moien.

Plusieurs voix | Gudde Moien.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | De Budget, dee mir haut diskutéieren, ass e Budget vun der Stabilitéit an net vun der Onsécherheet. Et ass e Budget vun der breeder Mëtt an net vun den Extreemen. Et ass e Budget vum nohaltegen Invest an net vum Ofbau. Et ass e Budget vun der Entlaaschtung an net vun der Belaaschtung. Et ass e Budget vu Perspektiven, net vum Stëllstand. An et ass e Budget vun der Aarmutsbekämpfung, net vun der Gläichgültegkeet.

Här President, dëse Budget steet fir de „Matenee wuessen", fir eise Lëtzebuerger Modell, fir eise Lëtzebuerger Wirtschafts- a Sozialmodell. Virop merci dem Budgetsrapporter, dem Maurice Bauer, fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, fir déi vill Ureegunge fir e solidarescht Lëtzebuerg.

Grad d'Aarmutsbekämpfung ass dem Rapporter e wichtegt Uleies. Seng Virschléi reie sech eigentlech och an den Aarmutsplang vun dëser Regierung an. A genee hei fënnt een de „Matenee wuessen". Mat Rekordinvestitiounen an eis Wirtschaft, an d'Digitaliséierung, an eis Infrastrukturen, an d'Mobilitéit a virun allem och an d'Sécherheet. Mat Entlaaschtung fir déi breet Mëtt, fir jiddwereen.

Tëscht 2023 an 2024 ass dat duerchschnëttlech disponibelt Akommes vun de Biergerinnen a Bierger ëm 6,3 % an d'Luucht gaangen. Eng änlech Entwécklung gesäit de Statec och fir 2025 – wichteg! – och fir de wirtschaftleche Wuesstum, wéi d'Salariatskummer dat beschreift. Ouni Wuesstum vun der Wirtschaft gëtt et och kee Wuesstum vun dem soziale Fortschrëtt an ëmgedréit. Duerfir vill Ënnerstëtzung fir déi méi Schwaach. Den Aarmutsrisiko geet erof laut dem Statec. Lues, ma sécher. Dëse Wee gi mer konsequent weider mam Aarmutsplang.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2025: net vill Mateneen an der Welt. 2026 bleift onberechenbar. Eis Welt ass zersplittert. De Welthandel bleift nach ëmmer ugespaant. Mee globale Wuesstum brauch och e globaalt Mateneen. Nach ass dëse globale Wuesstum net esou richteg do, mee haut scho besser wéi am Fréijoer dëst Joer ugeholl.

Fir 2025 rechent den FMI, also den internationale Wärungsfong, mat engem Plus vun 3,2 %, fir 2026 mat 3,1 %. Heiheem klëmmt eise Wirtschaftswuesstum, also de PIB, dëst Joer ëm 1 %, 2026 plus 1,7 %, e Plus awer bei dem Wirtschaftswuesstum, also beim PIB, iwwert déi lescht véier Trimesteren. Dat hate mer zanter sechs Joer net méi, fir d'lescht 2019. E Liicht um Horizont, jo, ma ënnert eiser historescher Performance vu bal ronn 3 %.

D'Inflatioun stabiliséiert sech och heiheem: 2,2 % am Joer 2025 a plus en annerhallwe Prozent dat nächst Joer.

Här President, méi wichteg: De Chômage geet lues erof. 5,9 % dëst Joer, 5,8 % fir 2026. Eng ganz liicht Verbesserung, mee d'Richtung stëmmt. D'Beschäftegung wiisst, awer net iwwerall. Laut dem Statec plus 1,6 % 2026. E Liichtbléck, seet eigentlech och d'Chambre des Salariés. Dëse Wuesstumsfonken, dee brauch och weider Sauerstoff. Duerfir massiv Investitiounen an eis Wirtschaft, an eis Fuerschung an an eis Mobilitéit. Duerfir grad elo eng Stabiliséierung vum Stroumpräis. Duerfir stellt de Staat grad elo weider an. Duerfir schaffe mir grad elo un engem neie Moossnamepak fir de Wunnengsbau, fir den Emploi am Bau ze stäerken. Duerfir erhale mir och e staarke Sozialstaat. Well eis Stabilitéit ass, och mat Bléck op aner Plazen an Europa, en zolitte Standuertvirdeel.

Här President, d'Demokratie lieft vum kriteschen Dialog. A Kritick gëtt et och un dësem Budget. Mir géifen de Budget schéischreiwen, net alles budgetiséieren, zum Beispill d'Steierreform, zum Beispill d'Verdeedegungsausgaben. Dobäi entsprécht awer dëse Budget der aktueller Beschlosslag vun der Regierung, gradewéi bei de viregte Regierungen ënner verschiddene politesche Konstellatiounen.

Jo, d'NATO huet sech eng nei Trajectoire bis 2035 ginn. Budgetiséiert ass den aktuelle Regierungsbeschloss, also 2 % vum dem RNB.

Erënnert Iech, 2014 huet d'NATO sech zu Wales op 2 % Ausgabe bannent zéng Joer gëeenegt. Dat huet zu Lëtzebuerg ni e budgetären Néierschlag fonnt. Dëse Stëllstand muss ënner anerem och elo opgeholl ginn.

D'Steierreform: eng Reform, déi nach net deposéiert ass, awer geschwë wäert sinn. De budgetären Impakt wäert am Gesetzesprojet stoen. Esou steet et och am Artikel 79 vun eisem Kontabilitéitsgesetz. Esou gouf et, niewebäi bemierkt, och bei där leschter gréisserer Steierreform 2017 gemaach.

An awer kann ech Iech haut soen, a wëll Iech dat och soen: De Regierungsrot huet gëschter de Steierreformprojet ugeholl. Wann de Procès-verbal dovunner adoptéiert ass, da wäert ech deen och bei der Chamber deposéieren. De 6. Januar wäert d'Finanzkommissioun vun der Chamber doriwwer informéiert ginn, an dee selwechten Dag, zesumme mat dem Staatsminister, dem Minister Claude Meisch an dem Minister Max Hahn, déi ganz Lëtzebuerger Ëffentlechkeet.

Ech kann Iech haut awer scho soen: Mir gi fir 2028 vun engem Bruttoimpakt op den Zentralstaat vun där Reform, Stand haut, vu ronn 880 Milliounen Euro aus. No Ofzuch vun den opgelafenen Indextranchen en Nettoimpakt tëschent 400 a 500 Milliounen Euro fir d'Joren 2028 an 2029.

Och net richteg ass ze soen, et wier keen Apel fir den Duuscht méi do. Mir hunn de Budgetsbongert an den Duuscht am Gréff.

Fir 2025 rechne mir ...

Une voix | Oh là là!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, et ass nach fréi am Moien.

(Hilarité et interruptions)

Fir 2025 rechne mir mat engem Defizit vun 1,2 Milliarden Euro. 2026 mat engem Minus vun 1,49 Milliarden Euro. Jo, Här Di Bartolomeo, dat si vill Suen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass en décken Apel!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mee si verlafen net am Sand. En Invest an d'Stabilitéit, an de Mateneen an och an de Wuesstum. An dach sinn et

1,7 Milliarden Euro manner Defizit 2024 a 660 Millounen Euro manner Defizit 2025 wéi nach am Budget 2023 am Pluriannuel virausgesot an och deemools gestëmmt.

Den Apel war also fréier nach méi kleng an den Duuscht nach méi grouss. Den Defizit ass also manner grouss wéi 2023 ausgewisen, dat trotz weesentlech méi Ausgaben am Zentralstaat fir eis Verdeedegung, engem Plus vun 366 Milliounen Euro, dat trotz Energieentlaaschtung fir Leit a Betriber, engem Plus vun 150 Milliounen Euro, dat trotz engem héijen Invest an d'Moderniséierung vum Land, 4,8 % vun eisem PIB an domadder 500 Milliounen Euro méi wéi d'Moyenne vun de 4 % aus de leschte Joren, dat trotz enger Sozialronn mat zousätzlechen Ausgabe fir de Staat vun 190 Milliounen Euro, an dat trotz méi Sue fir d'Krankeversécherungen, engem Plus vu 40 Milliounen Euro aleng fir 2026.

Här President, da gëtt och gesot, mir wieren ze vill ofhängeg vun dem Tubak, méi prezis vun den Akzisen um Tubak. 2026: Einnamen, an dat soen ech och riichteraus, vu ronn 1,5 Milliarden Euro, ouni TVA. Dësen Damp, dee schmaacht net jiddwerengem. Déi eng verlaange méi héich Akzisen. D'Europäesch Unioun wëllt eng Besteierung op Basis vun der Wirtschaftskraaft vun dem jeeweilege Land. Mir gesinn dat, éierlech gesot, ganz kritesch. Dat wier nämlech e Prezedenzfall, deen net am Interessi vun eisem Land wier, och well eng Besteierung déi Finanzschwaach méi belaascht. An dat seet och d'Chambre des Salariés.

Mir bleiwen awer net stoen a maache weesentlech méi wéi an der Vergaangenheet. Fir 2026 plus 5,7 % bei den Akzisen op den Zigaretten, am Verglach zu den duerchschnëttlech 2 % tëschent 2013 an 2023, e Plus vu 6,7 % bei den Akzisen um lassenen Tubak. Déi, déi op dës Einname verzichte wëllen, jo, déi sollen de Leit och kloer erklären, wou se déi Milliard da wëlle spueren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Einnamen entwéckele sech dëst Joer eigentlech gutt, wann och manner dynamesch wéi am aussergewéinleche Joer 2024. Plus 2,4 % op den 30. November 2025 am Joresverglach, dorënner e Plus vun 386 Milliounen Euro, oder plus 15 %, nach eng Kéier, bei der Kierperschaftssteier. An och bei der Gewerbesteier – d'Gemenge freeë sech – plus 211 Milliounen Euro.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | E Plus vu 74 Milliounen oder plus 6 % bei der Taxe d'abonnement, also dat, wat vun der Fongenindustrie bezuelt gëtt. An nach emol e Plus vun 109 Milliounen Euro, plus 2 %, bei der Lounsteier. Eis Steierpolitick wierkt entgéint munche Befierchtungen.

Dës Politick vu méi Netto vum Brutto féiere mir och an Zukunft weider, mat engem Steierofschlag vu bis zu 9.000 Euro pro Joer fir Leit, déi fräiwëlleg méi laang schaffe ginn, ënnert dem Virbehalt, dass d'Chamber haut den Owend oder muer duerfir hir Zoustëmmung gëtt. Och méi Ofsetzbarkeet fir privat Pensiounsversécherunge vun 2026 un: 4.500 Euro amplaz vun 3.200 Euro, ënnert dem Virbehalt vun der Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet duerch d'Chamber.

Weesentlech Entlaaschtungen och mat där neier Steierreform fir eng eenheetlech Steierklass. Wéi gesot, den Detail dovunner gëtt uganks Januar d'nächst Joer presentéiert.

Här President, ech kommen elo zu den Eckdate vun eisem Budget: Einnamen am Zentralstaat vun 31,1 Milliarden Euro, e Plus vu 4,9 %. Donieft Ausgabe vun 32,6 Milliarden Euro fir 2026, e Plus vu 5,7 %.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, de Schéiereffekt bleift leider fir 2026 negativ. Awer och hei, virsiichteg gesot, mengen ech, stëmmt d'Richtung. A fir 2027 an 2028 soll de Schéiereffekt erëm positiv sinn. An en Iwwerschoss an der Sécurité sociale, och duerch d'Upassunge vun der Sozialronn, en Iwwerschoss, deen awer iwwert d'Jore wäert ofhuelen. Doduerch wäerte mir déi nächst Jore viraussiichtlech all Joer och en Defizit – leider – am Gesamtstaat hunn tëscht minus 0,4 % fir 2026 a minus 1,1 % vum PIB am Joer 2029, wäit ënnert der 3-Prozent-Reegel vu Maastricht.

Wou kommen d'Suen dann elo hier? Mir erwaarden eng gutt Dynamik bei der TVA, plus 7 %, an och bei der Loun- an Akommessteier, plus 5,6 %, trotz Upassung vum Steiertariff. E manner séiert Klammen awer bei der Kierperschaftssteier, just 2,4 %, hu mer ageplangt, dat opgrond vun der aussergewéinlecher Performance iwwert déi lescht zwee Joer vun der Kierperschaftssteier.

A wou ginn d'Ausgaben hin? Mir hale Fouss bei Mol. D'Ausgabe wuesse manner séier wéi 2025: e Plus vu 4,9 % bei de Funktionementskäschten am Verglach zu 7 % an der Moyenne vun 1996 bis 2024, een zolitte Plus vu 5,8 % beim Invest, an absolutten Zuelen eigentlech e Rekord vu 4,5 Milliarden Euro, wichteg awer fir déi energeetesch Transitioun, fir d'Mobilitéit, fir de Wunnengsbau an och fir eis Wirtschaft. Donieft e méi moderate Wuesstum bei de Personalkäschten, plus 4,6 % no engem Plus vun 8,7 % dëst Joer.

Dobäi behale mir déi zweetniddregst Schold an der Eurozon fir 2026, viraussiichtlech déi niddregst Schold 2027, mee ech kucken net an eng Glaskugel. Eng Staatsschold awer bei ronn 27 % iwwert déi nächst Joren, manner héich wéi déi 29,5 %, déi eis am Budget 2023 fir 2026 virausgesot goufen. Mir hunn – ech paken Holz un – eis Schold am Grëff a mir behale weiderhi stabill Staatsfinanzen. Dat soen iwwregens och d'Ratingsagencen, zulescht Fitch an DBRS am Oktober dëst Joer.

Här President, Stabilitéit gehéiert zu eisem Lëtzebuerger Modell, eng Prioritéit fir eise soziale Fridden. Mir investéiere mat dësem Budget an eise Lëtzebuerger Sozial- a Wirtschaftsmodell fir e staarke Sozialstaat. Dat fënnt een och an eise Budgetsprioritéiten erëm.

Eis Zukunft gëtt et just mat Sécherheet dobaussen. An déi gëtt et net zum Nulltariff. 2 % vun eisem nationale Wirtschaftswuesstum fléissen 2026 an eisen Effort de défense: Stand haut ronn 1,3 Milliarden Euro, plus 500 Milliounen Euro am Verglach zum Budget 2025. Vill Suen, mee dës Sue sécheren och, ënner anerem, eise Fridden!

Gläichzäiteg baue mir eis Kompetenzen a Saache Satellitten, Cyberverdeedegung a Fuerschung aus. Mat 94 Millioune bis 2029 fir eng Cyber Defence Cloud, enger méi héijer staatlecher Bedeelegung u LuxGovSat fir 101 Milliounen Euro iwwert déi nächst zwee Joer. Weider Ënnerstëtzung fir d'Ukrain: 80 Milliounen Euro.

Nei Weeër gi mer och mat Staatsobligatiounen, eisem sougenannten „Defence Bond", ënnert dem Virbehalt vun der Zoustëmmung vun dëser Chamber: 150 Milliounen Euro iwwert déi nächst dräi Joer. De Projet an déi Defence Bonds ginn der breeder Ëffentlechkeet no der Ofstëmmung vun dëser Chamber, déi hoffentlech positiv ass, haut oder muer virgestallt. An och mat engem SNCI-Fong fir d'Entwécklung vu sougenannten Dual-use-Gidder: 40 Milliounen Euro iwwert déi nächst véier Joer fir de Staat.

De „Matenee wuessen", dee gesi mir global. Duerfir investéiere mer ronn 1 % vun eisem nationale Räichtum an eis Kooperatioun. Duerfir baue mir eis Finanz- a Wirtschaftsdiplomatie aus. Duerfir méi Sue fir den Aussenhandel, insgesamt 14,5 Milliounen Euro 2026 mat siwen neie Wirtschaftsmissiounen.

Här President, 46 % vun eisen Ausgabe si Sozialtransferten, Investitiounen an eise soziale Fridden, an eis Stabilitéit, mat méi Kannergeld vun 2027 un. Eng gutt Saach!

D'Ausgabe vun der Zukunftskeess leien 2026 bei 1,6 Milliarden Euro, mat steierlecher Entlaaschtung fir jiddwereen iwwert déi lescht Joren, besonnesch d'Leit an der Steierklass 1a, also Alengerzéier. A wann Der déi eenzel Avise gekuckt hutt, da gesitt Der, dass besonnesch do iwwert déi lescht Etüden den Aarmutsrisiko erofgaangen ass.

A geziilt fir kleng a mëttel Akommessen och Steiererliichterung: 2024 an 2025 6,5 Indextranchen inflatiounsberengegt, nieft engem steierbefreite Mindestloun zanter Januar 2025 – an dat soll och an Zukunft esou bleiwen – a weideren Entlaaschtunge fir Alengerzéier. Keng Steiere méi bis zu 52.400 Euro Bruttoloun pro Joer. Donieft, an dat ass net nei, eng Steierbonifikatioun vun 922,50 Euro fir deen Elterendeel, deen net an de Genoss vun der Steierklass 1a kënnt.

An ech soen och do der Deputéierter Sam Tanson Merci fir déi Ureegung. Mir hunn dat och technesch kënnen ëmsetzen. Ech mengen, dat ass e Gewënn, virun allem fir Leit, déi nei Forme vum Zesummeliewen hunn, déi an enger sougenannter „Garde alternée", dat heescht wou d'Eltere sech d'Garde vum Kand opdeelen, liewen.

Här President, d'Wunnen an de Wunnengsbau bleift eng grouss Suerg an duerfir och weiderhin eng éischt Prioritéit vun dëser Regierung. „Matenee wuessen" brauch en Doheem. Méi abordabele Wunnengsbau duerch méi Zouwendunge fir den entspriechende Spezialfong. D'Dotatioun klëmmt vun 313 op 355 Milliounen Euro 2026, 375 Milliounen Euro am Joer 2027.

Ausgabe vum Spezialfong iwwert déi nächste véier Joer – geschat – vu ronn 2 Milliarden Euro. Dozou zielt och de staatleche VEFA-Opkafprogramm: bis elo 485 aktéiert a reservéiert Wunnenge fir gutt 300 Milliounen Euro opkaaft. De Programm gëtt weider ausgebaut.

Finanziell Bedeelegungen u Projete vun dem Fonds du logement, der SNHBM, de Gemengen a privaten Acteure vun 1,3 Milliarden Euro iwwert déi nächst véier Joer. De Bailleur social gëtt ënnerstëtzt mat duerchschnëttlech 28 Milliounen Euro déi nächst véier Joer. Da ginn d'Wunnengsbäihëllefe fir d'Leit an d'Luucht: d'Loyerssubventioun fir 45 Milliounen Euro an d'Zënssubventioun bei de Scholdzënse vun Immobiliekreditter fir 30 Milliounen Euro 2026.

42 % – jo, dësen enorme Chiffer – vun eise Steierausgaben, also de sougenannten Dépenses fiscales, ginn an de Wunnengsbau, dorënner 353 Milliounen Euro aleng fir de Bëllegen Akt. Mee ech mengen, dat war eng gemeinsam Fuerderung an och eng gemeinsam Decisioun vun der ganzer Chamber. Dir gesitt awer, dass dat um Niveau vun den Einnamen dach e grousse Impakt huet, mee et ënnerstëtzt een d'Eegentumserwerber domadder. An ech mengen, duerfir ass dat eng sënnvoll Ausgab. D'Regierung schafft och u weidere Moossnamen, net just u Steiermoossnamen.

Här President, de Sozialstaat ass en Invest vun eisem „Matenee wuessen". Duerfir erhéije mer den Deierungszouschlag, d'Energieprimm an déi erweidert Energieprimm och 2026 fir 120 Milliounen Euro. Dobäi gëtt d'Deierungszoulag direkt un d'REVIS-Bezéier ausbezuelt: 32,5 Milliounen Euro fir 2026.

Nei ass och de verbesserte Complement fir eeler Leit, déi sech keng Betreiungsstruktur leeschte kënnen: 12 Milliounen Euro.

Donieft och eng Stäerkung vun de Sozialämter, déi eng wichteg Aufgab hei am ganze Land iwwerhuelen. An et war e richtege Schrëtt, och wann en deemools vill diskutéiert gi war. Ech ka mech erënneren: Et war d'Madamm Flesch, déi hir Vuen als fréier Sozialschäffin vun der Stad Lëtzebuerg abruecht huet. Mee dee Projet, deen deemools gestëmmt ginn ass, huet richteg gutt Friichte gedroen, an dat queesch duerch d'Land. An d'Leit aus dem Office national d'inclusion sociale brauchen och dofir méi Personal.

Méi Sue fir den Accueil an d'Ënnerbréngung vun de Flüchtlingen – jo, och dat ass Solidaritéit –: 240 Milliounen Euro pro Joer.

Här President, fir mateneen ze wuessen, muss ee gesond sinn. Duerfir geet de Gesondheetsbudget zolidd an d'Luucht: op 494 Milliounen Euro. Och d'Ausgaben um Spidolsfong klammen 2026 op 275 Milliounen Euro – hei eng Verdueblung opgrond vun eenzelne Projeten, notamment dem CHL, déi de Moment amgaange sinn. Gutt 10 Milliounen Euro fir d'Digitaliséierung an de Spideeler, 21 Milliounen Euro fir de Kaf vun Impfstoffer.

Awer och kee Mateneen ouni Aarbecht. Mir investéieren duerfir an d'Aarbecht! D'Ausgabe vum Beschäftegungsfong klammen op elo insgesamt 1,3 Milliarden Euro, plus 60,4 Milliounen, mat iwwer 50 % fir d'Beschäftegungsmoossnamen a weideren 43,6 Milliounen Euro virun allem fir d'Formatioun – wichteg an engem moderne Land –, dorënner och den nationale Skills-Plang. 66,8 Milliounen Euro fir d'Bekämpfung vum Jugendchômage a vum Laangzäitchômage.

Här President, Bildung bleift de beschte Schutz géint de Chômage. Duerfir 4,7 – jo, Dir hutt gutt héieren! –, 4,7 Milliarden Euro fir d'Educatioun, e Plus vun 9,2 %. Méi Sue fir d'Investitiounsfongen do, ronn eng Véierelsmilliard fir de Bau vu Lycéeën a Léierstrukturen. Domat schafe mer nei Perspektive fir eis Kanner a Jugendlecher an och dee richtegen Encadrement. D'Gesamtausgabe fir den Accueil vun de Kanner: ronn 871 Milliounen Euro 2026. An dat geet erop bis op 1 Milliard 2029. Donieft Studentebäihëllefe fir 181 Milliounen Euro, nach eng Kéier e Plus vu 5,4 Milliounen.

Här President, d'Kultur steet fir eise Mateneen. Mat ronn 290 Milliounen Euro fir 2026 bleift de Budget fir eis Kultur duerfir op engem héijen, fir net ze soe ganz héijen Niveau, mat Verantwortung awer fir eise Patrimoine. Duerfir: Investitiounen an eis Schlässer an och Schiferanlagen, de Patrimoine culturel zu Maarteleng. 27,2 Milliounen Euro bis 2029. Ronn 134 Milliounen Euro fir eis Muséeën, Kulturzentren, Theateren a Musekshaiser.

Am Sport ass et de Matenee vum Ekippegeescht. Den Encadrement an de Federatiounen ënnerstëtze mir mat ronn 8 Milliounen Euro (veuillez lire: méi wéi 8 Milliounen Euro). D'Veräiner mat dem Basissubsid an dem Subside Qualité+: 5 Milliounen. Nei Weeër hi mer och mat de Gemengen: 2,1 Milliounen Euro fir d'Sportscoordinateuren.

Här President, kee Matenee-Wuessen ouni Innovatioun an Diversifikatioun. Mir stäerken eis Finanzplaz. Si huet en direkten Impakt op eis Staatsfinanzen. Deen ass héich – am Sënn vun der Diversifikatioun ze héich. Duerfir: zanter 2025 keng Taxe d'abonnement méi fir all aktiv geréiert ETF-Fongen. Duerfir och eng méi attraktiv Besteierung vum Carried Interest – de Projet de loi dierft am Januar d'nächst Joer gestëmmt ginn –, der Bedeelegung also vun de Fongemanager un der Iwwerperformance vun engem Fong. An Dir hutt gesinn: Déi Éischt hunn dat scho matkritt a wäerte sech deemnächst zu Lëtzebuerg néierloossen, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... fir esou nei Aktivitéiten, Här Mosar, weider och op Lëtzebuerg ze kréien. Duerfir de Start och vum FundTech Accelerator fir déi digital Transformatioun vun der Fongenindustrie an d'Schafe vum AI Experience Center mat Hëllef vum Luxembourg House of Financial Technology, dem LHoFT. 2027 setze mer nach eemol d'Kierperschaftssteier erof.

Och d'KI an d'Digitaliséierung kënnen e positive Kader fir eis Matmënschen a fir eise Wuesstem schafen. Bis 2029 gëtt et zousätzlech 424 Milliounen Euro fir d'Kënschtlech-Intelligenz-Strategie, Cloud an Data, mam neie Superrechner, dem MeluXina-AI, an der Luxembourg AI Factory fir 57 Milliounen Euro, mat enger strateegescher Partnerschaft mat Mistral AI – Käschtepunkt: 11 Milliounen Euro.

Lëtzebuerg als Innovatiounsstandort positionéieren heescht och d'Fuerschung moderniséieren. Ronn 380 Milliounen Euro fir d'Uni Lëtzebuerg, de Luxembourg Institute of Science and Technology, de LIST, an de Luxembourg Institute of Health, den LIH.

Mir setze weider op Talenter an ënnerstëtzen och jonk an innovativ Betriber, mat enger erweiderter Bedeelegungsprimm, engem méi attraktiven Expat-Regimm, der Jobstarter-Primm an dem Steierkreditt fir bezuelt Iwwerstonne vun eise Frontalieren, engem Steierkreditt beim Invest an eng Startup – och dee Projet steet haut den Owend oder muer de Moien zum Vott – an och engem neie Stock-Options-Regimm mat gesetzlecher Basis als Deel vum Startup-Aktiounsplang.

Här President, eis Kleng- a Mëttelbetriber sinn d'Réckgrat vun eiser Gesellschaft. Mir stäerke si mat manner Bürokratie, awer och mat méi engem einfachen Zougang zur Finanzéierung. Nieft den Aidëregimmer gëtt et zanter Kuerzem och en Null-Zëns-Prêt vun der SNCI fir eis PMEen.

60 Milliounen och fir den Tourismusfong, jo, an der Period 2026 bis 2029.

An 225 Milliounen Euro fir de Landwirtschaftsministère fir 2026 aleng – d'Madamm Hansen wäert sech freeën.

(Hilarité)

Matenee wuessen heescht och en nohaltege Mateneen an eiser Ëmwelt. Dofir setze mir op eng ambitiéis Klima- an Ëmweltpolitick mat 3,4 Milliarden Euro fir den nationale Klima- an Energieplang.

Finanziell Ënnerstëtzung och fir d'nohaltegt Bauen. Déi nächst véier Joer: 450 Milliounen Euro fir Fotovoltaikanlagen, 43 Milliounen Euro fir d'Virfinanzéierung 2026.

An och de Regimm vun de Luedstatiounen, déi mer brauchen, gëtt weidergefouert an op intelligent Systemer erweidert mat iwwer 10 Milliounen Euro.

56 Milliounen Euro fir de Klimabonus Mobilitéit. De Steierkreditt CO_2 klëmmt op 216 Euro bei engem Bruttoloun vu bis zu 40.000 Euro.

De Staat iwwerhëlt och d'Netzbenotzungskäschten – ech hat dat scho virdru mentionéiert – an Héicht vu ronn 150 Milliounen Euro a bedeelegt sech och weider um Kompensatiounsmechanismus: eng Erspuernis vu ronn 300 Euro fir all Duerchschnëttsstot.

Weider Ënnerstëtzung fir Handwierk a Bau mat méi héijen Ofschreiwunge bei der energeetescher Sanéierung.

Här President, zum Schluss nach d'Mobilitéit. D'Mobilitéit ass en Deel vun eiser Kompetitivitéit. Duerfir stelle mir d'Weichen a Richtung Zukunft.

D'Zouwendunge vum Fonds du rail ginn d'nächst Joer vu 680 Milliounen op 742 Milliounen Euro an d'Luucht. 3,4 Milliarden Euro fléissen iwwert déi nächst véier Joer weider an d'Schinn.

D'Dotatioun vum Luxtram beleeft sech 2026 fir de Staat op ronn 66,9 Milliounen Euro – just 2026!

Ausgabe vun iwwer 2,5 Milliarden och fir de Busverkéier vun 2026 bis 2029. Donieft och – an dat hu mer zesumme mat de grousse Südgemenge gemaach – Verännerunge beim Syndikat TICE mat engem neie Syndicat mixte vu Staat an de betraffene Südgemengen. E Gesamtbudget mat de Gemengen – ech betoune „mat de Gemengen“! – vu gutt 900 Milliounen Euro iwwert déi nächst zéng Joer.

A fir de Stroossebau: och Ausgabe vun 2,6 Milliarden Euro fir déi nächst véier Joer.

Fir e moderne Flughafen – dee brauche mer: Schafung ënner anerem vun engem virtuelle Kontrolltower fir 44 Milliounen Euro.

Här President, de „Matenee wuessen“ brauch e staarke moderne Staat a gutt Aarbechtskonditiounen. Dat ënner anerem mat 160 neie Plazen a Coworking-Strukturen duerch d'Land fir 2026, wat och ënner anerem vun der CGFP begréisst gouf.

D'Ëmsetzung vun dem Gehälteraccord mat der Punktwäerterhéijung vun 2 % 2025 – unanime hei gestëmmt – an 0,5 % – och unanime hei gestëmmt – d'nächst Joer: 153 Milliounen Euro Néierschlag am Budget fir 2026.

Ma och d'Personal fir d'Police, mengen ech, stellt keen a Fro: plus 220 Posten.

Méi Suen och fir déi gutt Aarbecht, déi am CGDIS geleescht gëtt: ronn 166 Milliounen Euro.

An d'Kreditter fir d'Justiz – jo, déi gehéiert och zu engem Rechtsstaat – klammen 2026 op ronn 360 Milliounen Euro, e Plus vun iwwer 10 Milliounen.

Här President, de „Matenee wuessen“ an eise Lëtzebuerger Modell ginn eigentlech Hand an Hand. Dëse Budget ass en Invest an eise Lëtzebuerger Modell, an eise „Matenee wuessen“. Ee Wuesstum, deen eist Land a seng Leit stäerkt an hirem Alldagsliewen: doheem, an der Famill, op der Aarbecht an an der Fräizäit. A fir dëse „Matenee wuessen“ liwwert dës Regierung e stabille Finanzkader, fir esou Lëtzebuerg zesummenzehalen – zesummenzehalen! –, fir eist Land och op d'Zukunft ze preparéieren.

An deem Sënn hoffen ech op eng breet Zoustëmmung zu dësem Budget. Ech soen Iech virleefeg mol Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister Gilles Roth.

3. 8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029 (suite)

Da komme mer zu den Debatten iwwert de Staatsbudget. Den éischten ageschriwwene Riedner vun

haut de Moien ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, e schéine gudde Moien dann och vu menger Säit. Ech wëll fir d'Éischt, wann Der erlaabt, Här President, menge Kolleegen aus menger Fraktioun nach emol Merci soen, datt se mer hiert Vertraue ginn hunn, fir déi Aufgab vum Fraktiounschef ze iwwerhuele vum Marc Spautz, deem ech all Guddes wënschen a senger neier Funktioun. Ech hoffen, sengem Virbild gerecht ze ginn. An ech wéilt och de Kolleege vun deenen anere Bänke Merci soe fir déi gutt Wënsch fir déi nei Aufgab. Ech wënsche mir an ech proposéieren Iech eng konstruktiv an eng fair Kooperatioun hei am Haus.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech wëll natierlech och dem Finanzminister Merci soe fir seng Erklärung vun elo just nach emol zum Budget. De Gilles Roth huet an enger schwiereger Zäit e Budgetsprojet virgeluecht, deen der ekonomescher a sozialer Situatioun vum Land a sengem Ëmfeld Rechnung dréit. Mir stäerke mat dësem Budget déi sozial Kohäsioun, mir investéieren an d'Zukunft a mir halen d'Staatsschold op engem räsonabelen Niveau.

An enger Zäit, wou sozial Ongläichheeten, Klimawandel, Energiepräisser an international Krisen ëmmer méi enk matenee verbonne sinn, ass dëse Budget och e Spigel vun eiser Verantwortung net nëmme géintiwwer de Bierger vun haut, mee och géintiwwer de Generatiounen, déi no eis kommen. Mat dësem Budget gëtt de Koalitiounsaccord tëschen CSV an DP weider ëmgesat.

Och wann Eenzelner heibannen a vläicht och dobausse sech géife freeën, wann dës Regierung schonn um Enn wier, wéi mer gëschter nach héieren hunn, ass mäin Androck éischter, datt se mat neiem Elan no vir geet a weider un hirem Programm schafft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech leeën a mengen Iwwerleeungen haut de Moien den Akzent op d'Aarbecht vun deene chrëschtlech-soziale Regierungsmemberen. D'Kolleegin Diane Adehm beliicht méi spéit an der Debatt nach aner Aspekter.

Une voix | Ganz gutt!

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Domat wëll ech d'Efforten an den Engagement vun de liberale Kolleegen awer net klengrieden. De Budget an de Regierungsprogramm sinn a sti fir eng Ekipp. An ech si sécher, datt d'DP-Kolleegen net wäerte vergiessen, hir Contributiounen haut nach ervirzehiewen.

(Interruptions)

Well mir wuesse mateneen, wéi de Finanzminister ënnersträicht a wéi e seng Presentatioun och iwwerschriwwen huet.

Déi gutt Nouvelle ass: Mir wuessen erëm! De Minister huet elo grad nach eng Kéier Zuele genannt, déi op e Wuesstem hindeiten. D'Wuert „Wuesstem" am Kontext vum Staatsbudget mengt an éischter Linn natierlech déi ekonomesch Croissance. An hei weisen eeben d'Zuelen, och vun der Zentralbank, no uewen, och wa mer nach wäit vun deem Wuesstem ewech sinn, dat mer nach viru Corona kannt hunn. 2022 hate mer eng Rezessioun, wou d'Wirtschaft ëm 1,1 % zréckgaangen ass, 2023 praktesch eng Stagnatioun, an elo erëm eng liicht an encourageant Croissance.

Manner Wuesstem bedeit manner Aarbechtsplazen, manner Wuelstand a finanziellen Drock op eis sozial Systemer. Wichteg ass awer, datt mer matenee wuessen, datt jiddereen am Land matgeholl gëtt, an dat och iwwerall am Land, an am beschten net op Käschte vun deenen nächste Generatiounen.

Här President, ech wëll dem Maurice Bauer eise Respekt weisen a Merci soen, well en huet an de leschte Woche ganz vill Zäit an Energie an dëse Budget investéiert. En huet vill Leit begéint an ëmmer nees d'Fro gestallt, wéi déi Zuele sech op d'Liewe vun de Leit, op hir perséinlech Situatioun an hir perséinlech Perspektive wäerten auswierken.

An en huet och gëschter e Geste gemaach, dee mer begréissen, andeem en de Budget a Liichter Sprooch verdeele gelooss huet. Et war seng Iddi, well e wollt, mengen ech, och op eppes hiweisen, och mol weisen, wat dat heescht. Mir hunn dat ënnerstëtzt. Natierlech hätt een och d'Aarbecht vum Parlament a Liichter Sprooch kënnen ervirhiewen.

(Interruption)

Mee dorëms ass et net gaangen. Et ass drëm gaangen, ze weisen, wat Liicht Sprooch bedeit. An ech fannen, dat war e wichtegt Zeechen. Dofir huet en och eis Ënnerstëtzung.

Wësst Der, mat der Liichter Sprooch, dat ass esou eng Saach. Ech ka mech erënneren, wéi ech Generalssekretär war, hate mer och de Programm a Liichter Sprooch publizéiert. An ech war op enger Table ronde bei enger Ëmweltgewerkschaft. Ech war schwéier an d'Laberente komm, well ech ëmmer erëm gesot krut: „Dat an dat hutt Der net an Ärem Programm." An ech hu gesot: „Ma dach, dat hu mer am Programm!" „Ma nee, dat hutt Der net am Programm!" Bis sech no der Table ronde erausgestallt hat, datt d'Moderatioun leider just de Programm a Liichter Sprooch gelies hat.

Den Här Bauer war vill um Terrain ënnerwee an huet a sengem Rapport de Fokus gesat, deen ech als zentral ugesinn: d'Stäerkung vun der sozialer Kohäsioun an e konsequent Engagement fir déi méi Schwaach an eiser Mëtt. Och wann d'Majoritéit an d'Oppositioun sech net ëmmer eens sinn iwwert de Wee, wéi mer dat Zil am beschte kënnen erreechen, si mer eis awer am Fong an dësem Punkt eens: Wann d'Schéier tëschent Aarm a Räich riskéiert, méi wäit auserneenzegoen, dann ass et geféierlech fir de soziale Fridden. An et ass Waasser op d'Mille vun de Populisten an ënnergrueft op Dauer d'Vertrauen an eis Institutiounen.

Matenee wuessen heescht fir eis, déi méi Schwaach ënnerstëtzen. Fir eis ass Sozialpolitick eng Investitioun an d'sozial Kohäsioun vun eisem Land. De Sozialbudget mécht ronn 46 % vun de staatlechen Depensen aus – also bal d'Hallschent – an trotz héijen Depensen an anere Beräicher, wéi zum Beispill der Defense, bleift dëse Prozentsaz stabill an op engem héijen Niveau.

Den Aarmutsrisiko ass déi lescht Jore staark an d'Luucht gaang. De Statec beleet: Tëschent 2013 an 2023 ass den Aarmutsrisiko vu 15,9 % op 18,8 % geklommen, eng Verschlechterung ëm bal 3 % an enger Period – erlaabt mer, drun ze erënneren –, wou d'CSV keng Responsabilitéit an der Regierung gedroen huet. Wien also haut kritesch mat der Regierung ass a mengt, et misst nach méi gemaach ginn an et kéint ee villes besser maachen, muss och selbstkritesch sinn an déi Politick hannerfroen, déi een zéng Joer laang matgedroen huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Den Aarmutsrisiko ass nach ëmmer ze héich a säin Niveau net zefriddestellend. Besonnesch beonrouegend ass dobäi d'Situatioun vun de Kanner: Bal ee Véierel ass dem Aarmutsrisiko ausgesat. Eise Premier Luc Frieden huet vun Ufank un erkläert, dass d'Mesüre géint d'Kanneraarmut eng absolutt Prioritéit hunn. Dofir huet dës Regierung decidéiert, cibléiert ze handelen.

De Rapporter ass schonn am Detail op vill vun dëse Mesüren a sengem Rapport agaang. De soziale Mindestloun ass gehéicht a steierfräi ginn. Elengerzéiender goufe steierlech entlaascht. De REVIS an d'Allocatioun fir Persoune mat engem schwéieren Handicap goufen an d'Luucht gesat. D'Steierbarèmë goufen un d'Präisdeierecht ugepasst. D'Allocation de vie chère gouf erhéicht. D'Prime énergie gouf verdräifacht. Eng nei reduzéiert Energieprimm gouf agefouert, fir dass déi Primm net schlagaarteg op null erofgeet, wann een e bësse méi verdéngt. A mam Entlaaschtungspak gouf zanter dem 1. Januar dëst Joer d'Kafkraaft vun de Bierger gestäerkt.

Vill Stéit mat niddrege Revenue liewen a schlecht isoléierte Wunnengen a bezuelen dowéint héich Heizkäschten. Dofir ass et richteg, datt mer mam Budget d'Energieprimmen héijen, de Klimabonus ausbauen an d'CO_2-Käschte sozial offiederen. De Kampf géint d'Aarmut heescht haut och, Klimaschutz esou gestalten, datt keen zréckgelooss gëtt.

De Klimasozialplang, dee virun e puer Wochen an der Chamber virgestallt gouf, zementéiert eis Ambitioun, fir och an Zukunft eng sozial gerecht Klimapolitick weiderzeféieren. Mir maachen de qualitative Schratt mam automateschen Ausbezuele vun der Allocation de vie chère an der Energieprimm. De Staat, d'Gemengen an d'Offices sociaux suergen derfir, datt d'Hëllef ouni Ëmwee bei deenen ukënnt, déi se brauchen.

A genee an dësem Geescht ass och den Aarmutsplang vum Familljeminister zesumme mat anere Ressorten ausgeschafft ginn: méi transversal, méi no um Terrain a méi automatiséiert Hëllefen. Cibléiert Familljenhëllefen, Adaptatiounen am Congé parental, Ausbau vun der Kannerbetreiung, e besseren Accès zu Sozialwunnengen. All dës Mesüre verbesseren d'Hëllefsstellung fir déi méi Schwaach an eiser Mëtt, mee se mussen och encouragéieren, fir esou wäit wéi méiglech eegestänneg duerch d'Liewen ze kommen.

Vun all de Recommandatiounen, déi de Kolleeg Maurice Bauer gemaach huet, wollt ech der dräi ervirsträichen, déi eis besonnesch wichteg erschéngen. Dat automatescht Ausbezuele vun den Aidë soll virugedriwwe ginn, an dat och mat Hëllef vum Once-Only-Prinzipp. D'Prozeduren a Formulaire solle vereinfacht ginn, an dat kéint een dann och mat der Liichter Sprooch maachen, sou wéi en dat gëschter ënnerstrach huet. Administratiounen a Servicer sollen op méiglech Ënnerstëtzungen direkt hiweisen.

Matenee wuessen heescht och matenee wuesse fir bezuelbare Wunnraum. Eng nohalteg Wunnengspolitick ass zanter Joren eng Erausfuerderung fir eis all. Vill Stéit fannen um Marché keng Wunneng, déi hire soziale Moyenen entsprécht. Bezuelbare Wunnraum heescht och, derfir ze suergen, datt Energie- an Niewekäschten niddreg bleiwen. Logementspolitick ass dofir ëmmer méi och Energie- a Klimapolitick.

Mir ënnerschätzen déi labill Situatioun um Wunnengsmaart an am Bausecteur net. Mir baue momentan nach ze wéineg. Ze schwéierfälleg Geneemegungsprozedure bréngen Projeten a Verzuch a maache se net méi gënschteg. D'Regierung wëll méi séier bezuelbare Wunnraum schafen. An dës Ambitioun reflektéiert sech och am Budget fir dat nächst Joer.

Am Departement vum Logement sinn Depensë vu 549 Millioune virgesinn. Dat sinn iwwer 60 Millioune méi wéi am votéierte Budget vun dësem Joer.

E weesentlechen Deel dovunner fléisst an de Fonds spécial pour le logement abordable. Fir d'nächst Joer stinn 350 Millioune fir d'Aides à la pierre zur Verfügung. Iwwert déi nächst véier Joer solle méi wéi 1,2 Milliarden Euro iwwert dëse Fong an den abordabele Wunnraum investéiert ginn. Dat entsprécht méi wéi 300 Millioune pro Joer.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Stëmmeg soll et sinn, Här Di Bartolomeo. Do hutt Der Recht.

Dës 1,2 Milliarden Euro ginn op verschidde wichteg Acteure verdeelt: de Fonds du logement, d'SNHBM, d'Gemengen am Kader vum Pacte Logement souwéi Privatacteuren an ASBLen, déi am abordabele Wunnraum schaffen. Dës Investitioune mussen net nëmme méi Wunnraum schafen, mee bessere Wunnraum, energieeffizient, klimafest, mat nohaltege Mobilitéitskonzepter a liewenswäerte Quartieren.

Esou versteet sech d'Logementspolitick als Investitioun an déi sozial Kohäsioun, de Klimaschutz, a bréngt eng laangfristeg Käschtereduktioun.

Mir begréissen, dass d'Regierung amgaangen ass, sech Gedanken ze maachen, wéi ee méi Wunnengen a virun allem méi abordabel Wunnenge kann op de Marché bréngen. A firwat net och grouss Entreprisen encouragéieren, Wunnraum fir hir Mataarbechter ze kafen an ze bauen?

Matenee wuesse kënne mer nëmme mat de Gemengen. An d'Gemenge spillen eng zentral Roll och am Wunnengsbau. D'Baupotenzial an de PAGe bedréit no Experte 4.300 Hektar. Op dëser Fläch kéinten iwwer 160.000 Wunnengen entstoen. Mir wëssen, déi meescht Dossiere kënnen nëmme geléngen, wa Staat a Gemengen Hand an Hand schaffen. An an dësem Geescht goufen eng Rei vu Mesüren op d'Schinn gesat, déi den Handlungsspillraum vun de Gemengen däitlech wäerte stäerken.

Och wann et ëm d'Nohaltegkeet geet, spillen d'Gemengen eng Schlësselroll. Klimawandel, Waasserschutz an d'Gestioun vun der Hëtztreduktioun, d'Mobilitéit an d'Gestaltung vun nohaltege Quartiere geschéien um Terrain. Dofir ass d'Stäerkung vun de Gemengen och eng Investitioun an d'Klimaresilienz vum Land. D'Erhéijung an d'Neiopstellung vun de Subsiden no méi gerechte Krittäre suergen derfir, datt d'Gemengen hir Aufgaben am soziale Beräich, mee och am Klima- an am Ëmweltschutz kënne besser erfëllen.

Ganz konkreet hu mer an de leschte Méint gesinn, wéi Gemengen d'Klimabonus-Mesüre fir hir Bierger ëmsetzen. A se sinn och gelueft ginn an ausgezeechent ginn, net méi spéit wéi d'lescht Woch vum Ëmweltminister Wilmes. Et gi méi héich Subsiden. An dës Subside ginn no méi gerechte Krittäre verdeelt. Eng Persoun ass eng Persoun, e Kand ass e Kand, egal a wéi enger Gemeng se wunnen. Dat bréngt Fairness an Transparenz an d'Finanzéierung. An d'Reform vum Artikel 29bis soll et erméiglechen, méi abordabele Wunnraum ze bauen.

Weider Instrumenter wéi de Remembrement ministériel oder de Prinzipp vum „Silence vaut accord" sinn an der Prozedur an droen dozou bäi, datt Projeten net méi onnéideg blockéiert ginn, mee endlech eng realistesch Chance hunn, ëmgesat ze ginn.

Gestraffte Bauprozedure bedeiten och manner Käschten. Acceleréiert Prozedure bréngen net manner Qualitéit, mee och méi Effizienz am Déngscht vun enger nohalteger Entwécklung.

Fir mateneen ze wuessen, brauche mer och eng nach besser Educatioun. An Educatioun ass wuel déi nohaltegst Investitioun, déi e Staat ka maachen. Se stäerkt d'Chancëgerechtegkeet, d'Innovatioun an och d'Kompetitivitéit vum Land. De Finanzminister huet et richteg gesot: Formatioun an Educatioun sinn de beschte Schutz géint d'Aarbechtslosegkeet.

D'Realitéit weist dës Erausfuerderung. Eis Schoul zielt haut ronn 118.000 Kanner a Jugendlecher, 2.000 méi nach wéi virun engem Joer. An déi Tendenz geet no uewen. Mat engem Educatiounsbudget vu 4,7 Milliarden Euro, enger Hausse vun 9,2 %, reagéiert d'Regierung net nëmmen op d'Demografie, se setzt och en däitleche Fokus op d'Qualitéit. D'Mëttel sollen do ukommen, wou d'Nofro am héchsten ass. D'Qualitéit am Klassesall an an der Betreiung bleiwen dobäi den zentrale Moossstab.

Gutt ass och d'Ambitioun, nei Schoulen an nei Betreiungsplazen ze bauen a Chantieren och mat méi Dynamik virunzebréngen. Datt den Educatiounsministère sech als Bauträger positionéiert, kann eng Chance sinn, fir an Zukunft méi séier a méi flexibel kënnen ze handelen.

Mir begréissen och d'Erhéijung vun de Subventioune fir d'Betreiung vu 6 op 7 Euro pro Stonn. Dat bréngt Méikäschte vun 41 Milliounen Euro mat sech, mee domat kann d'Stabilitéit vum System gestäerkt an d'Qualitéit an de Strukture virun allem gesëchert ginn.

Matenee wuesse kënne mer och nëmmen am Dialog mat Entrepreneuren a Gewerkschaften. D'Aarbechtswelt verännert sech séier: Teletravail, Plattformaarbecht, demografeschen Drock an och e Mangel u qualifizéierte Fachkräfte stellen d'Betriber an d'Salariéë virun nei Erausfuerderungen. Den neien Aarbechtsminister Marc Spautz huet et däitlech gemaach, datt seng Prioritéit kloer ass: De Sozialdialog mat Energie relancéieren an d'Aarbechtsrecht erëm modern a liesbar maachen.

(Interruption)

Et ass gutt, datt d'nächst Joer en neien Elan an dëse Sozialdialog kënnt. Dofir ziele mer op d'Verantwortung op alle Säite fir e Sozialdialog, deen net blockéiert, mee orientéiert, net polariséiert, mee no Léisunge sicht. Meng Fraktioun ass iwwerzeegt: Ouni Sozialdialog gëtt et keng nohalteg Kompetitivitéit.

Mir wëllen och digital matenee wuessen, woubäi déi Nouvelle iwwer LuxTrust een natierlech beonrouegt, wann een zu dëser Stonn och nach net weess, wat genau geschitt ass. An ënnert deem Bemoll: D'lescht Joer stoung d'Digitaliséierung am Mëttelpunkt vum Rapport vun der Madamm Cahen an d'Digitaliséierung kann de Staat sécher méi effizient maachen, de Ressourcëverbrauch reduzéieren a Prozedure vereinfachen. D'Depensen am Digitalberäich klammen ëm 13,9 Milliounen op 340 Milliounen Euro. An iwwert déi nächst véier Joer sinn am Ganze ronn 1,3 Milliarden Euro ageplangt.

D'Zil ass kloer: Net nëmme Stied, mee och déi ländlech Regioune sollen eng stabill, modern an zouverlässeg Internetverbindung hunn. Do, wou de Privatsecteur net investéiert, well et net rentabel ass oder well de Marché aleng et net dréit, hëlt de Staat seng Verantwortung.

An déi selwecht Logik passt de Start vum DAB+ den 1. Dezember dëst Joer. Dëse modernen digitale Radiostandard bréngt net nëmmen eng besser Qualitéit, mee och méi Offer a méi Pluralismus.

Et ass richteg, wann ëmmer méi Prozeduren iwwer MyGuichet lafen, wann d'Finanzverwaltung op elektronesch Deklaratiounen ëmstellt an d'Justiz hir zivill a penal Ketten digitaliséiert, mee genausou wichteg ass et, datt déi Leit, déi net esou digital affin sinn, net aleng gelooss ginn, well d'Digitaliséierung kann nëmme fonctionéieren, wa jiddereе matgeholl gëtt.

Här President, matenee wuessen heescht och matenee wuessen duerch gereegelt Immigratioun. 2024 koume 25.725 Leit an d'Land. 16.444 hunn eist Land verlooss. Ënnert dem Stréch e Plus vun 9.281 neien Awunner. Mir waren, sinn a bleiwen e Land, dat mat der Immigratioun wiisst. Duerch déi nei Awunner gi mer méi räich, mee mir musse vun engem Niewentenee vun Expats a Leit vun hei méi zu engem Matenee kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | All Efforten an Initiativen, déi och a ville Gemenge gemaach ginn, kann een nëmmen ënnerstëtzen a se si wëllkomm.

Ech war viru Kuerzem hei um Fëschmaart ënnerwee an hunn zwee Leit begéint, déi mech nom Wee gefrot hunn. Si wollten op den Hellege Geescht. Do war ech jo dee Richtegen.

(Hilarité)

An ech hunn hinnen de Wee erkläert an ech war awer du virwëtzeg an hu gefrot: „Vu wou sidd Der dann?" Dunn hu se gesot: „Mir sinn aus Polen." Du sot ech: „A, gefält et Iech dann hei? Sidd Der scho laang hei?" Du sot se: „Jo, ma schonn zwee Joer. A vu wou sidd Dir dann?" Du sot ech: „Ma ech si vun hei, ech sinn e Lëtzebuerger." Du sot se: „A, ma Dir sidd deen éischte Lëtzebuerger, deem mir begéinen no zwee Joer am Land."

Mee Immigratioun muss no klore Reegele geschéien a muss och esou geschéien, datt d'Kohäsioun am Land bestoe bleift.

Mir wëllen och e Land bleiwen, dat Mënschen op der Flucht Schutz bitt. Am Migratiounsberäich bereet de Budget 2026 d'Ëmsetzung vum neien europäesche Migratiouns- an Asylpak vir. Konkreet heescht dat, datt mer eis Capacitéiten ausbauen an déi nei Screeningprozedur aféieren. Dës Missioune ginn an enger neier 24/7-Struktur zentraliséiert, wat net nëmmen Investitiounen an d'Installatioun an an de Fonctionnement verlaangt, mee och eng Opstockung vum Personal.

D'Aféiere vum Permis unique an déi geplangten Upassungen am Regroupement familial reie sech an dee selwechte Geescht an. Mënschen, déi Schutz brauchen oder déi hei schaffen a liewen, sollen a mussen eng fair a kloer definéiert Perspektiv kréien. A mir ënnerstëtzen och all Effort – all Effort! –, fir bestoend Strukturen, déi net mënschewierdeg sinn, elo schnell ze sanéieren oder neier ze schafen.

Matenee wuessen heescht matenee wuessen am Respekt vun eiser Ëmwelt. De Budget 2026 erméiglecht dem Ëmweltminister Serge Wilmes, Akzenter am Klima- an Ëmweltschutz ze setzen. Am Klima- an Energieplang sinn 3,4 Milliarde fir 2026 virgesinn an iwwer 13 Milliarde bis 2029. Dat erlaabt Investitiounen an erneierbar Energien, d'energeetesch Renovatioun an d'Elektromobilitéit.

Mir verstinn d'Klimapolitick net als Verzichtspolitick, mee als eng Moderniséierungspolitick. De Klimabonus Mobilitéit, d'Primm fir Luedstatiounen an d'Renovatiounsprogrammer hëllefen de Leit, e Schrëtt a Richtung méi nohaltegt Liewen ze maachen.

Op der Säit vun der Natur- a Waasserpolitick gi grouss Programmer konsequent ëmgesat. D'Ëmweltfonge wéi de Fonds pour la protection de l'environnement an de Fonds climat et énergie finanzéieren eng breet Pallett vu Projeten, fir eis Liewensgrondlagen ze erhalen.

Mir musse wuessen, matenee wuesse mat erneierbaren Energien. D'Energiekris huet eis kloer gewisen:

D'Energiepolitick ass Sozialpolitick, Sécherheetspolitick a Klimapolitick an engem.

De Budget 2026 huet hei zwee Haaptziler, d'Sécherheet vun der Versuergung an d'Dekarboniséierung. D'Iwwerhuele vun den Netzkäschten, ronn 150 Milliounen Euro, bréngt engem Stot am Duerchschnëtt 200 Euro Entlaaschtung pro Joer.

D'Fotovoltaik gëtt weider ausgebaut. Fir d'Joren 2026 bis 2029 sti 450 Milliounen Euro zur Verfügung inklusiv enger Prefinanzéierung vu Fotovoltaikanlagen, déi Investitiounen och fir Stéit mat manner finanzielle Mëttele méi accessibel mécht.

Dës Prefinanzéierung vu Fotovoltaikanlagen, d'Ënnerstëtzung fir gréngen Waasserstoff an den Ausbau vu PV- a Wandfläche sollen derfir suergen, datt dës Technologië méi séier och op den Terrain kommen. Mat dem Pak „Einfach – Séier – Erneierbar" ginn d'Prozedure vereinfacht an digitaliséiert, esou datt d'Projete méi séier kënnen ëmgesat ginn an domadder och d'Energietransitioun beschleunegt gëtt.

Nei ass och eng Späicherstrategie fir Lëtzebuerg, déi d'Privatleit an d'Industrie encouragéiert, eege Stroumreserven opzebauen. Dat mécht d'Netz méi stabill a verbessert d'Notzung vun der eegener PV-Produktioun.

Matenee wuesse kënne mer och nëmmen, wa mer eis Mobilitéit weider verbesseren. Mat dësem Budget stäerkt d'Regierung den ëffentlechen Transport – Bus, Zuch an Tram – a verbessert d'Konditioune fir Cyclisten a Foussgänger. All Investitioun an den ëffentlechen Transport ass gläichzäiteg Klimaschutz, Gesondheetspolitick a Standuertpolitick. All Mënsch, deen op den ëffentlechen Transport ëmklëmmt, reduzéiert d'Emissiounen, de Stau, a lieft méi gesond.

Den nationale Mobilitéitsplang 2035 bleift d'Basis fir déi nächst Joren, dee fir 2040 gëtt an deem Geescht virugedriwwen, mat ëffentlechen Date vum digitale Mobilitéitsobservatoire, fir d'Entscheedungen op eng objektiv Basis ze stellen.

Eng grouss Prioritéit ass d'Moderniséierung vun eisem Schinnennetz. International Verbindunge Richtung Frankräich ginn ausgebaut, d'Capacitéite solle pro Stonn weesentlech eropgoen. An och de Succès vum Tram féiert zu weideren Etappen, déi mam nationale Mobilitéitsplang ofgestëmmt sinn.

De Minister huet de Mueren nach eng Kéier drun erënnert: Och de Findel gëtt un déi zukünfteg Ufuerderungen ugepasst: méi modern Infrastrukturen, méi effizient Prozeduren an héich Sécherheetsstandarden.

D'Aviatioun bleift e strateegesche Pilier vun eiser Ekonomie. An déi nei Missioune vun der ziviller Aviatioun verlaangen no enger Verstäerkung vum Personal an enger digitaliséierter Ausrëschtung.

Matenee wuessen heescht och, eis Landwirtschaft sécheren an eis eege Liewensmëttelproduktioun sécheren.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ënnert der Verantwortung vun der Landwirtschaftsministerin Martine Hansen klëmmt de Budget vum Ministère d'nächst Joer op 225 Milliounen Euro, eng Erhéijung ëm 6,8 Milliounen am Verglach zu elo. Dat ass e kloert Zeechen, dass d'Regierung dëse Secteur eescht hëlt an d'Zukunftsfäegkeet vun eiser landwirtschaftlecher Produktioun stäerke wëll.

Besonnesch wichteg sinn déi 20 Milliounen Euro, déi am Kader vum neie Gesetz fir Zären, Uebst a Geméis virgesi sinn. Grad an dësem Beräich hu mer nach grouss Defiziter. An dës Investitioun ass e wichtege Schratt a Richtung méi Diversifikatioun a méi Liewensmëttelautonomie. Eng regional nohalteg Produktioun ass och Klima- a Sécherheetspolitick. De Ministère ënnerstëtzt d'Baueren och ganz konkreet bei der ëmstriddener Ëmsetzung vun der Deforestatiounsdirektiv.

An eng laang gefuerdert Moderniséierung gëtt och elo Realitéit. D'ASTA zu Ettelbréck kritt endlech en neie Labo. Dëst ass eng substanziell Verbesserung fir d'Fuerschung, d'Analysen an den technesch Support vun der Landwirtschaft. An och am Wäibau geet et virun. Et kommen Erliichterungen, et komme Vereinfachungen och am Regimm fir d'Hierschtleit.

Matenee wuessen heescht och, datt mer gesond a sozial ofgeséchert wuessen. D'Madamm Minister huet et, mengen ech, haut och nach an engem Interview an enger Zeitung confirméiert. A fir d'CSV ass dat genausou kloer. De Conventionnement obligatoire, dee bleift bestoen. Et gëtt keng Zwouklassemedezinn. Et gëtt keng Privatiséierung vun der Santé. D'Gesondheet bleift an ëffentlecher Hand a Verantwortung. Extrahospital Aktivitéite ginn ausgebaut, fir d'Spideeler ze entlaaschten an d'Versuergung méi no un d'Bierger ze bréngen. D'Spidolinfrastrukture gi moderniséiert an och weiderentwéckelt.

De Budget 2026 gesäit eng zousätzlech Dotatioun vun 59 Milliounen Euro vir, déi der Gesondheetskeess zeguttkommen. Dat ass eng Entscheedung, déi de Finanzminister zesumme mat der Gesondheetsministesch, der Madamm Martine Deprez, geholl huet an déi weist, datt mir d'Fundamenter vun eisem Gesondheetssystem ofsécheren.

Gläichzäiteg huet d'Ministesch an de leschte Méint un der Pensiounsreform geschafft, déi mer da muer hei am Haus wäerten diskutéieren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eng Reförmchen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Matenee wuessen … Wann hei gesot gëtt op menger Lénker, et wier nëmmen eng Reförmchen: Et steet Iech jo fräi, eng grouss Reform muer nach ze deposéieren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mer hunn dat scho gemaach!

(Hilarité)

Jo. Viru 15 Joer.

Une voix | Laachen, mee Der hutt et matgestëmmt.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Kommt, mir gräifen der Spannung net vir an halen eis dat fir muer, an da komme mer dorobber zréck. Mir si gespaant, wat Der eis da muer wäert dozou soen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Si ware selwer dobäi a si maachen et kleng. Ha!

M. Georges Engel (LSAP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Loosst Iech net vum Här Di Bartolomeo stéieren.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nee, ëm Gottes wëllen. Ech hunn nach Snickers derbäi, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dann däerft Der awer och elo net provozéieren.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mateneen … Pardon!

Matenee wuesse kënne mer och nëmmen, wann eise Rechtsstaat respektéiert gëtt.

D'Justizministesch, d'Madamm Elisabeth Margue, suergt derfir, datt e groussen Deel vun hirem Budget dohi geet, wou et am wichtegsten ass: bei d'Mënschen, déi d'Justiz all Dag droen. Well ouni qualifizéiert Personal kann eng Justiz net optimal fonctionéieren.

D'Reform vum Gesetz iwwert d'Attachés de justice weist do schonn hir éischt konkreet Resultater. Mat 42 Attachéen an der Formatioun – dat ass eng Rekordzuel – erhéicht sech d'Presenz an de Parqueten an an de Juridictiounen däitlech.

Parallell dozou mécht d'Digitaliséierung vun der Justiz e wichtege Schrëtt no vir. Se soll d'Prozedure vereinfachen, d'Delaie verkierzen an d'Servicer fir d'Bierger méi kloer an zougänglech maachen.

Matenee wuesse geet och nëmmen am Vertrauen an a Sécherheet. D'Sécherheet ass eng Grondbedéngung fir d'Zesummeliewen. Dofir ass et wichteg, datt de Budget weider an d'Police an an d'Sécurité civile investéiert.

Am Beräich vun der Police orientéiert d'Regierung sech un de bekannte Véier P vum Inneminister Léon Gloden: Personal, Presenz, Proximitéit a Preventioun. An op all dëse Punkten hunn d'Regierung an den Inneminister geliwwert.

Et goufe bedeitend Verstäerkungen am Personal. De Recrutement klëmmt vun 160 op 200 Poliziste pro Joer an d'Gesamtzuel vu Polizisten an Zivilpersonal geet vun 3.100 op 3.400 erop. Duerch de Reklassement konnten nach emol ronn 480 Polizisten an déi Karriär opsteigen, déi hirer Qualifikatioun entspréicht. Dat ass wichteg fir d'Attraktivitéit vum Beruff. An d'Aféierung vun der Police locale verbessert d'Presenz um Terrain, wat fir d'Preventioun eng zentral Roll spillt.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Bodycams, déi elo am breeden Asaz sinn, droen och zur Preventioun an Opklärung bäi. An duerch d'Gesetz iwwert d'Kameraiwwerwaachung sinn d'Prozeduren elo méi séier, méi kloer a méi effikass.

An och un der ziviller Sécherheet gëtt weider geschafft. Mat engem nationale Plang gëtt d'Land méi resilient fir d'Zukunft opgestallt. D'Gemengen hunn e Guide kritt, fir hir eege lokal Resilienzpläng auszeschaffen. An de Plang fir d'Organisatioun vum Rettungswiese gouf weiderentwéckelt, fir d'Effizienz a Krisenzäiten ze stäerken.

Hei gëtt de Lien zur Nohaltegkeet am Beräich vun der ziviller Sécherheet evident. Den nationale Resilienzplang, d'lokal Resilienzguiden an d'Weiderentwécklung vum PNOS si konkreet Äntwerten och op Iwwerschwemmungen, Stuermschied, Hëtzewellen an aner Dauerkrise wéi eventuell Pandemien.

Klimaupassung ouni Zivillschutz ass net denkbar. An all Euro, deen hei an d'Preventioun investéiert gëtt, spuert muer villfach Käschten, finanziell a mënschlech.

Mir wënschen eis, mengen ech, alleguer, datt, wa mer matenee wuessen, mer dat kënnen a Fridden a Fräiheet. Den Ugrëffskrich vu Russland géint d'Ukrain ass déi gréisste Sécherheetsbedroung zanter dem Zweete Weltkrich. A wéineg deit drop hin, datt dat bis Chrëschtdag géif besser ginn. En huet Europa virun eng batter Realitéit gestallt. Eis Verdeedegungsbereetschaft, déi ass net grouss. Joerzéngtelaang Spuerprogrammer hunn déi europäesch Arméie geschwächt.

D'NATO an d'EU hu kloergestallt, datt hir Verdeedegungscapacitéite musse massiv gestäerkt ginn. Lëtzebuerg huet am Mee 2025 en neit Engagement geholl: Vun dësem Joer u ginn 2 % vum RNB fir d'Defense agesat. Um NATO-Sommet vun Den Haag koumen zousätzlech Ambitiounen derbäi mat der Perspektiv, datt déi Alliéiert hir Ausgabe bis 2035 däitlech erhéijen. Fir eist Land bedeit dat eng progressiv Opwäertung vun eisen Efforten an der Defense.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Investéiert gëtt an d'Capacitéite vun eiser Arméi an och an déi, déi mer mat Partnerlänner deelen. Land-, Loft- a Cyberkomponenten, Weltraum- a medezinnesch Supportstrukturen.

D'Regierung setzt dobäi geziilt op Synergië mat der nationaler Ekonomie, fir datt Investitiounen och positiv technesch an industriell Impulser kënne ginn. Well d'Betriber awer Zäit brauchen, fir sech ëmzestellen, ginn d'Depensë fir d'Defense just progressiv eropgefuer.

D'Lëtzebuerger Engagement fir d'Ukrain bleift ongebrach. D'Regierung ënnerstëtzt d'Ukrain esou laang wéi néideg, politesch, finanziell a militäresch. Lëtzebuerg bleift domat e konstruktiven a responsabele Partner an de Vereenten Natiounen, an der Europäescher Unioun an an der NATO.

Matenee wuessen, an dat duerch eng fair a modern Besteierung. Mir wollten d'Leit entlaaschten. Mir hunn d'Leit entlaascht a mir hunn d'Kafkraaft gestäerkt.

De Finanzminister huet Propose gemaach, fir eis Besteierung ze reforméieren an duerch eng Individualiséierung ze moderniséieren. A wéi mer de Moien héieren hunn, ass dat vum Regierungsrot och esou ugeholl ginn.

Dës Propose sinn op eng breet Zoustëmmung getraff. An och déi wäerten an Zukunft eng steierlech Entlaaschtung fir vill Leit mat sech bréngen. Do héiert een d'Kritick, datt d'Steierreform net budgetiséiert wier. Mee wéi kéint een eng Reform budgetiséieren, wann nach kee Projet de loi fäerdeg ass a wa se och elo net fir dat nächst Joer wäert gräifen? Dann héiert een d'Oppositioun sech beschwéieren, wat déi Steierreform géif kaschten, net méi spéit wéi de Mueren. D'Individualiséierung, wéi se vun der Virgängerregierung diskutéiert gouf, hätt knapp 2 Milliarde kascht, also weesentlech méi wéi déi Propos, déi den Här Roth virgestallt huet.

D'Oppositioun fuerdert awer am selwechten Otemzuch bal, dass awer och nach misst méi gemaach ginn, ënner anerem fir d'Kanner. Eenzelner mengen, et sollt een nei Recettë siche goen. Dobäi kënnt dann ëmmer déi klassesch Iddi op, déi Déck méi ze besteieren.

M. David Wagner (déi Lénk) | Déi Räich!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat ass eng Iddi ... Déi Räich, déi Räich, déi Räich! Dat ass eng gutt Iddi. Déi kënnt och bei jidderengem gutt un, well keen hält sech jo selwer fir dee Räichen oder fir deen Décken. Well dat si jo déi aner. Dat sinn déi aner. Ech wëll just soen: Éischtens ass jo, an dat wësst Der alleguerten, eise Steiertariff progressiv a breet Schëllere bezuelen haut och méi Steiere wéi manner breet Schëlleren.

(Interruption)

Dann héieren ech Politiker, dorënner och e fréiere Wirtschaftsminister, behaapten, d'Steierpolitick vun dëser Regierung géif jo näischt bréngen, wéi wann dat nëmmen esou erof géif drëpsen, sou wéi déi Politick, déi eiser Meenung no duerch d'Stäerkung vun der Kafkraaft awer dozou bäidréit, méi Schwong an eis Wirtschaft ze kréien. An de Minister huet d'Chifferen haut de Muere genannt, datt dat ufänkt ze wierken. Ech wëll just drun erënneren, datt verschidde vun deene Kritiker och a Virgängerregierungen esou eng Politick matgedroen hunn.

Matenee wuesse kënne mer nëmmen duerch eng responsabel Budgetspolitick. Mir leien aktuell mat eiser Staatsschold bei ronn 27 % vun eiser Wirtschaftskraaft. An domat si mer nach kloer an engem Beräich, dee vun allen Institutiounen als räsonabel ugesi gëtt. Mir liewen an enger Welt am Ëmbroch. Kricher, Konflikter, Klimawandel hunn direkt Konsequenzen op eisen Alldag. D'Energiekris huet gewisen, wéi vulnerabel eis Wirtschaft a vill Stéit sinn, wann d'Energiepräisser explodéieren an Ofhängegkeete sech rächen.

Mir sinn an engem ganz komeschen Ëmfeld: Eis Nopere schwächelen an iwwert den Atlantik kommen all Dag wéineg gutt Nouvellen. America First heescht fir eis: Kuck, dass de eens gëss! Et wier illusoresch, ze mengen, et kéint een hei zu Lëtzebuerg eng Budgetspolitick maachen, wéi wann dat alles näischt mat eis ze dinn hätt.

Jo, dëse Budget weist en Defizit vu ronn 1,4 Milliarden op. De Staat séchert eis Gesondheetsversuergung of. De Staat transferéiert méi un d'Pensiounskeess, fir de System stabill ze halen, virun allem och an enger Zäit, wou vill Babyboomer an déi wuelverdéngte Pensioun wëlle goen. De Staat investéiert ronn 500 Milliounen Euro méi an Infrastrukturen, déi mer wierklech brauchen. De Staat gëtt ronn 366 Milliounen Euro méi fir d'Sécherheet doheem an an Europa aus. D'Sozialronn kascht de Staat ronn 190 Milliounen Euro. An d'Energieentlaaschtung fir d'Leit a Betriber féiert och nach emol zu zousätzleche Käschte vun 150 Milliounen Euro.

Ouni dës Depensë wär den Defizit sécher méi kleng, mee mir hätten dann awer och aner a vill méi déifgräifend Problemer. Well e Land, dat net méi a seng Infrastrukturen investéiert, e Land, dat am Sozialsystem spuert, an eng Regierung, déi an der Zäit vu Krich a Bedroung mengt, se kéint sech aus deem kollektiven Effort erausshalen, wär keng Regierung a wär kee Land, déi oder dat responsabel géif handelen.

An déi Leit heibannen, déi der Meenung sinn, den Defizit wier ze héich, sollen dann haut kloer soen, wou si géife spueren: Bei de Sozialausgaben? A wa jo, wou genau? Bei den Investitiounen? Wa jo, wou genau? Bei den Defenseausgaben, zu deene mer eis verflicht hunn? Da solle se dat soen!

Scholden, déi Energiekäschten erofsetzen, Emissioune reduzéieren, Gesondheet a Bildung stäerken an d'Resilienz vun eisem Land erhéijen, si keng Belaaschtung, se sinn eng Investitioun an eis laangfristeg Stabilitéit.

Mir wëssen och, datt mer fir d'Zukunft musse virsiichteg bleiwen. D'Recetten an d'Depensë mussen erëm méi no beieneegefouert ginn. Matenee wuessen heescht och, datt de Staat net ka lassgeléist vun der Ekonomie wuessen.

Matenee wuessen heescht dofir, sech och Ziler ginn an Ziler definéieren. An dofir begréisse mer ausdrécklech, datt de Finanzminister an dësem Budget eng Innovatioun agefouert huet, andeems e fir d'éischte Kéier Indicateure vum PIB du bien-être an d'Budgetsanalys afléisse gelooss huet. Jo, Lëtzebuerg ass e räicht Land. A jo, mir hunn am internationale Verglach nach e ganz héije PIB. Mee de PIB seet net alles iwwer eist Land aus. E seet näischt doriwwer aus, wéi et de Leit konkreet geet, an e seet och näischt doriwwer aus, wéi et ëm eis Ëmwelt steet. An dofir ass dës Demarche richteg, och wann et eréischt en éischte Schratt ass.

Mat dësen Indicateuren hu mer nieft de klasseschen ekonomesche Kennzuelen elo och Instrumenter, déi sozial an ekologesch Realitéiten ofbilden an déi et erlaben, och d'Effikassitéit vun deene politesche Mesüre besser ze evaluéieren. E Beispill ass deen Taux, dee weist, wéi vill Leit méi wéi 40 % vun hirem disponibele Revenu fir Wunnen ausgi mussen. Dofir ënnerstëtze mir de Finanzminister kloer an dëser Approche, dëse Wee weiderzegoen, well eng modern Budgetspolitick sech net nëmme mat plakegen Zuele beschäftegt, mee se muss och d'Liewensrealitéiten erëmspigelen.

Mir begréisse weider, datt de Gilles Roth nieft den Indicateure vum PIB du bien-être och eng Rei vu sougenannten Indicateurs de suivi asetzt. D'Zil vun deenen ass et, ze moossen, ob déi Depensë vum Staat a prioritär Beräicher och effikass sinn. An dofir weist dëse Budget sécher an déi richteg Richtung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Budget schützt déi Schwächst an eiser Gesellschaft duerch cibléiert a méi effikass sozial Mesüren. Dëse Budget stäerkt d'Zukunftsfäegkeet vum Land duerch héich Investitiounen an Infrastrukturen, an Educatioun, an Ëmwelt, an Digitaliséierung, an Innovatioun. Dëse Budget hält d'Staatsschold stabill zu eiser Wirtschaftskraaft. Dëse Budget ass nohalteg a wierkt och fir déi kommend Generatiounen. An dofir, Här President, wäert eis Fraktioun dësem Budget hir Zoustëmmung ginn.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Zeimet villmools Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, et ass un Iech.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, Här Aarbechtsminister, et ass kal dobaussen, d'Deeg si kuerz a mir sti virun enger Zäit, wou mer eis eigentlech alleguerte freeën, kënnen Zäit mat Frënn a mat eiser Famill ze verbréngen. Elo wësse mer awer, dass hei zu Lëtzebuerg net all Mënsch dovunner ka profitéieren. Et gëtt Leit, déi all Dag kämpfen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. An et gëtt Leit, déi all Dag struewelen, fir aus der Aarmut erauszekommen.

A wa mer haut iwwert de Budget diskutéieren, dann diskutéiere mer net nëmmen iwwer Tabellen, mir diskutéieren net nëmmen iwwer Prognosen, mir diskutéieren net nëmmen iwwer e finanzpolitescht Instrument, mir schwätzen iwwer Liewensrealitéiten. Liewensrealitéite vu Familen, déi moies mat Suergen opstinn, Familen, wou de Kanner dat néidegst feelt. Jo, zu Lëtzebuerg ass d'Aarmut net ëmmer sichtbar, mee si ass do.

All Geschicht, déi mir héieren, all Schicksal, dat un eis erugedroe gëtt, all Schicksal, dat mer erliewen, erënnert eis drun: D'Budgetspolitick ass net nëmmen e Chambersexercice, mee et ass eng Verantwortung, déi mir all heibannen droe fir d'Leit zu Lëtzebuerg. Genee dëser Verantwortung huet sech eng demokratesch Partei verschriwwen a spigelt sech och an dësem Budget erëm, engem Budget, deen net nëmmen d'Zuelen am A behält, mee engem Budget, dee virun allem de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt, engem Budget, dee weist, datt eis Regierung wëll handelen, engem Budget, deen eng sozial-liberal Handschrëft dréit an der Aarmut de Kampf useet, wéi et virdru seelen hei am Land gemaach ginn ass. An ech widderhuelen nach eng Kéier, wat d'Virriedner gesot hunn: De Sozialbudget an déi sozial Transferte maache ronn 46 % vun den Depensen dëst Joer aus.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch huet de Familljeminister Max Hahn zesumme mat der Madamm Deprez a mam Här Meisch den nationale Plang géint d'Aarmut virgestallt, an deen huet et a sech: Ronn 1 Milliard Euro, fir 106 Mesüren ëmzesetzen, gesäit de Plang vir. Mee wéi de Familljeminister richteg betount huet: léiwer Aktioune wéi e Plang!

E puer Beispiller erausgestrach:

Beim Kannergeld wäert ab 2027 de Basismontant fir e Kand vu 5 bis 12 Joer ëm 45 Euro eropgoen. Fir Kanner vu méi wéi 12 Joer geet e souguer ëm 60 Euro erop.

D'Leeschtunge vun der Zukunftskeess ginn an Zukunft alleguer indexéiert. Dat gëllt fir d'Allocation de rentrée scolaire, d'Prime de naissance an d'Allocation spéciale supplémentaire.

Eng véiert Tranche gëtt bei der Prime de naissance agefouert, fir d'Leit ze motivéieren, um „Bilan 30" deelzehuelen.

Familje mat Kanner a ganz niddregem Revenu kréien da vun 2027 un och eng zousätzlech Hëllef: 300 Euro d'Joer fir e Kand tëschent 4 a 5 Joer, 1.000 Euro vu 6 bis 12 Joer a bis zu 3.000 Euro fir scolariséiert Kanner tëschent 12 a 25 Joer.

D'REVIS-Bezéier wäerten de Crédit d'impôt monoparental vun 3.500 Euro d'Joer automatesch ausbezuelt kréien.

A fir déi eeler Leit gëtt et eng sozial cibléiert Hëllef vu bis zu 2.400 Euro d'Joer – an net de Mount, wéi ech fälschlecherweis e Samschden am „Background" gesot hat –, also fir Stéit, an deenen eng eeler Persoun lieft. A fir all zousätzlech eeler Persoun ginn nach eng Kéier 1.200 Euro dropgeluecht, dat natierlech degressiv no Krittäre vum Revenu. An déi Hëllef spillt schonn ab dem nächste Joer.

Et gëtt och eng nei Hëllef, fir ze hëllefen, d'Käschte vun den Altersheimer ze decken. De Complément pour personnes âgées, de COMPA, hëlleft, fir sech e Bett am Altersheim kënnen ze leeschten. An dobäi kënnt en Täschegeld an och eng Majoratioun fir essentiel Produiten a Servicer. Alteren an Dignitéit däerf keng Fro vum Portemonnaie sinn, och net hei zu Lëtzebuerg. An dofir gëtt déi doten Hëllef och ab dem 1. Januar agefouert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, den Aktiounsplang géint d'Aarmut zu Lëtzebuerg gesäit och d'Schafe vun engem Complément de vie chère vir, an deem d'Hëllef fir déi eeler Leit, d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm zesummegeluecht ginn. Et soll also vereinfacht ginn an et sollen och Efforte gemaach ginn – an ech kommen dodrop zréck –, dass effektiv och alleguerten d'Leit, déi Suen zegutt hunn, och solle kënnen an de Genoss vun deene Sue kommen.

E grousst Uleies, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, vun dëser Majoritéit ass dann och, derfir ze suergen, dass d'Hëllefen do ukommen, wou se och wierklech gebraucht ginn. Dofir orientéiert, informéiert an sensibiliséiert de GPS-Social iwwert déi verschidden Aiden, déi et gëtt, a wéi d'Demarchë si fir se ze kréien: duerch en digitale Portail, duerch e Guichet physique, duerch eng anonym Helpline, awer och – an dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn – duerch eng mobill Ekipp, déi sech duerch d'Land wäert beweegen. Déi wäert bei d'Leit goen an déi wäert probéieren, esou vill Leit wéi méiglech ze erreechen, fir dass d'Leit och an de Genoss komme vun deenen Hëllefen, déi hinnen zoustinn. No fënnef Joer gëtt dann hei eng Evaluatioun gemaach, wéi een dës Hëllef nach verbessere kéint.

Mam Prinzipp vum Once-Only gëtt an Zukunft fir all bestoend Aide gepréift, ob se automatesch kann ausbezuelt ginn. Bei elengerzéiende REVIS-Bezéier gëtt de Crédit d'impôt jo schonn automatesch ausbezuelt.

An och wann de Familljeministère alles drusetzt, fir déi Demarchen an Zukunft, souwäit et geet, ze automatiséieren an ze digitaliséieren, sou wäert et awer och an Zukunft méiglech bleiwen, seng Demanden op Pabeier eranzereechen.

Aarmut bekämpfen ass eng Saach, mee de Leit beim Sprong aus der Aarmut erauszehëllefen, ass gradesou wichteg. An do wäerte mer an Zukunft méi cibléiert a méi konkreet géint de Phenomeen vun der Iwwerverschëldung virgoen. Dofir ass all Joer eng Semaine du surendettement virgesinn, fir iwwert d'Risiken an awer och iwwert d'Hëllefen opzekläre an dofir ze sensibiliséieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Weider Campagnë fir déi gesamt Bevëlkerung si virgesinn, fir se ze sensibiliséieren. An zesumme mam Educatiounsministère gëtt och dru geschafft, d'Éducation financière an de Primärschoulen an an de Lycéeën ze fërderen an ze verbesseren. Och ass d'Aféierung vun engem Finanzfürerschäi virgesinn, an och d'Aféierung vun engem Online-Outil, mat deem d'Leit hire private Budget, de Budget vum Stot, doheem kënnen opstellen an iwwerpréiwen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee vun Aarmut schwätzt, dann ass een natierlech ganz schnell och beim Logement. An et ass ze begréissen, dass d'Regierung, virop mam Logementsminister Claude Meisch, och an Zukunft hei mam néidege Pragmatismus op de Marché awierkt a gläichzäiteg och déi Leit ënnerstëtzt, déi Hëllef brauchen. Ech wollt hei op verschidde Punkten agoen, déi eis ganz besonnesch wichteg sinn.

D'Depensë vun der Subvention loyer am Joer 2026 gi vu 35 op 45 Millioune an d'Luucht. D'Mesüre solle méi breet opgemaach ginn, fir dass méi Leit eligibel ginn an och méi Leit dovunner kënne profitéieren. Och do ass et awer wichteg, virzegoe géint den Non-recours, well nach ëmmer quasi dräi Véierel vun de Locatairen net op déi doten Aide zréckgräifen.

Wann ee méi wäit kuckt, da ginn d'Depensë fir d'Subvention loyer am Joer 2029 op 60 Millioune erop, e staarkt Zeeche säitens der Regierung – an nach eng Kéier soen ech –, fir géint den Non-recours vun dëser Hëllef virzegoen, an och e staarkt Signal fir weiderhin déi Schwächst an eiser Gesellschaft um Wunnengsmaart ze ënnerstëtzen.

E klengt Rechebeispill, fir dass een dat awer besser och versteet: Eng Famill mat zwee Kanner mat engem Salaire vu 6.200 Euro an engem Loyer vun 2.500 Euro kritt eng Subvention loyer vu 405 Euro de Mount. Dat bedeit, dass de Staat där Famill hei, deem Stot, 16 Prozent vum Loyer bäileet. Ech erënneren och drun, dass dëst Joer, 2025, d'Zouwendung pro Kand bei der Subvention loyer ëm 40 Euro pro Mount eropgaangen ass.

Jo, d'Loyerssituatioun ass net einfach, dat wësse mer. Mee de Staat gräift hei mat der Subvention loyer deene méi Schwaachen ënnert d'Äerm. Am Virfeld vun dëser Ried hunn ech emol gekuckt, wéi et an anere Länner an an anere Stied ass, an deenen awer similaire Problemer um Logementsmarché bestinn. An ech kann Iech soen, dass de Staat hei zu Lëtzebuerg wierklech ganz, ganz vill ënnerhëlt, fir de Leit entgéintzekommen. Dofir si mir als DP och houfreg, dass ab dem nächste Joer d'Subvention loyer nach méi Leit kann ënnerstëtzen, well se d'nächst Joer nach méi breet opgemaach gëtt.

Ausserdeem ënnerstëtzt d'Regierung d'ASBL Mieterschutz ab 2026 mat zousätzlechen 335.000 Euro. Domat denkt dëse Budget och un den Haaptacteur, un deen d'Leit sech wende kënnen, wa se Froen hunn oder sech an engem ongerechte Mietsverhältnis befannen a konkreet Hëllef brauchen.

En anere ganz wichtege Volet ass de Fonds spécial, a virop de VEFA-Opkaf-Programm, deen d'Regierung kontinuéierlech duerchzitt. Hei wäerte säitens der Regierung och weiderhin Investissementer an de Stee gemaach ginn, fir engersäits de Logement abordable ze fërderen an anersäits awer och de Bausecteur ze ënnerstëtzen. De Fonds spécial wäert vun 308 Milliounen dëst Joer op 350 Milliounen an d'Luucht goen. Dat ass e Plus vun 13 %. An iwwert déi nächst Joren, déi nächst véier Joer, wäerte mer do 1,2 Milliarden Euro an de Grapp huelen.

Och soss spuert dëse Budget net beim Logement. D'Ausgabe fir de Fonds du logement gi vun 93 op 96 Millioune erop. Fir d'SNHBM klëmmt de Budget vu 25 op 31 Milliounen. An de Budget fir d'ASBLen, dorënner schonn déi erwäänte vum Mieterschutz, geet vun 31 op 38 Millioune erop.

Mir maachen hei eng pragmatesch an eng realistesch Politick. Ech soen dat virun allem mat Bléck op d'Kritick, déi an der Logementskommissioun komm ass. De Fonds spécial mécht eng realistesch Previsioun fir déi nächst Jore mam Zil, de Wunnengsbau ze ënnerstëtzen an duerch déi verschidden Dotatiounen an och duerch de VEFA-Opfangprogramm ze stäipen. Et bréngt nämlech kengem eppes, wa mer Joer fir Joer schéin Zuelen a schéi Prozenter an de Budget setzen, wa mer vu virera wëssen, dass mer déi Ziler, déi mer eis setzen, net kënnen erreechen

Och mam Bléck op eis Investissementer an de Wunnengsbau: Mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Regierung net ka méi maachen, wéi de Marché iwwerhaapt hiergëtt, a se setzt och dofir op e pragmateschen Opkafprogramm niewent der Ënnerstëtzung vun allen Acteuren, déi um Wunnengsmaart aktiv sinn. Bis elo – ech mengen, dat ass de leschte Stand – hu mer vun der globaler Enveloppe vun deene 480 Milliounen Euro, déi virgesi waren, scho ronn 380 Milliounen Euro engagéiert. D'Regierung wäert eis do le moment venu och soen, wéi se gedenkt weiderzefueren, wann d'Enveloppe zu 100 % engagéiert ass.

Mat de Mesüren, déi geholl ginn, bréngе mer de Marché rëm no vir a mir suergen och derfir, dass en erëm méi eegestänneg fonctionéiert. Ech weess, dass verschidde vun de Kolleegen heibanne mengen, de Staat misst de Wunnengsmaart dominéieren an alles organiséieren. Mee grad dat, mengen ech, wëlle mer net. An et géif och net fonctionéieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Marché soll duerch geziilt Mesüren an duerch geziilt Investitiounen ënnerstëtzt ginn, fir dass mer d'Aarbechtsplazen an deem Secteur ofséchere kënnen.

Ech wëll hei wierklech betounen, dass d'Regierung amgaangen ass, u ville Schrauwe gläichzäiteg ze dréinen, fir de Logement erëm un d'Rullen ze kréien. Mir gesi bei den Haaptposten am Budget, dass déi Pilieren, déi virop an der Kreatioun vum abordabele Wunnraum immens wichteg sinn, alleguer an den nächste Jore favoriséiert ginn.

E ganz wichtegt Instrument ass awer och d'GLS, d'Gestion locative sociale, déi weiderhin ausgebaut gëtt a bis 2029 op 3,5 Millioune gehuewe gëtt. Dat betrëfft engersäits de karitative Secteur, awer och – awer och! – d'Gemengen. D'Regierung huet erkannt, dass de Modell vun der GLS e wichtegen Outil ass an der Kreatioun vun abordabelem Wunnraum.

Klenge Rappel: Wann een iwwert d'Gestion locative sociale eng Wunneng verlount, da kritt een e faire Loyer, deen zu 90 % steierfräi ass. De Staat bekëmmert sech ëm alles a mécht d'Wunneng an d'Rei, wann dat noutwendeg ass. Dëse Modell erweist sech ëmmer méi als e wichtege Pilier, als e wichtegt Puzzlestéck an der Wunnengsbaupolitick. Hate mer 2018 714 Wunnengen an der Gestion locative sociale, waren et der 2024 schonn iwwer 1.350. A mat der aktueller Campagne, wéi Der vläicht schonn héieren hutt oder déi Der vläicht an de leschten Deeg a Woche gesinn hutt, si mer zouversiichtlech, dass mer och weiderhin nach méi Leit kënne motivéieren, hir Wunneng an eng Gestion locative sociale eranzeginn.

Och soll de Privatmarché beim Schafe vun abordabelem Wunnraum mat agebonne ginn. De Logementsminister Claude Meisch plangt, mat sengem PPP, dem Public-private-Partnership, erschwénglech Wunnenge bei Projete vu private Promoteuren ze integréieren. Dat ass en anere wichtege Levier am zukünftegen abordabele Wunnraum, well een hei séier méi Wunnenge ka bauen, déi dann deene Leit zur Verfügung kënne gestallt ginn, déi eng Wunneng brauchen.

D'Gemengen als wichtege Partner am Wunnengsbau wäerte virop duerch de Pacte Logement 2.0 nach verstäerkt ënnerstëtzt ginn. Hei solle verschidden Hëllefen derfir suergen, dass d'Gemenge méi bauen, sief dat duerch Baulücken, op Frichen oder am Kader vum Plan sectoriel „Logement". Nodeems dëse Gesetzestext gestëmmt ass, sollen dann ab 2027 d'Gemenge mat enger Dotatioun am Wäert vun 104 Milliounen Euro ënnerstëtzt ginn.

D'Regierung erwaart sech mat dësem Invest, dass eis Gemengen – an ech ginn net midd, et ze soen: dee wichtegsten Acteur um Wunnengsmaart – besser encadréiert ginn a méi Méiglechkeeten zur Verfügung gestallt kréien, fir och aktiv um Wunnengsbaumarché matzehëllefen.

Une voix | Richteg!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een heibannen driwwer schwätzt, wat alles muss gemaach ginn, fir dass d'Leit zu Lëtzebuerg en anstännegt Doheem kréien, en Daach iwwert dem Kapp kréien, sou gëtt et Plazen hei an Europa, wou hiert Doheem net méi existéiert.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch konnt ech an der Press liesen – an ech soen Iech d'Source och: et ass de „Monde" an ech halen de „Monde" awer fir eng ganz gutt Zeitung an eng zouverlässeg Source –, zu wéi engem Degré de russesche Regimm dee Krich féiert.

Säit der Invasioun an d'Ukrain am Februar 2022 gi Schoulen zu reegelrechte Propagandamaschinne verwandelt. Kleng Kanner kréie gesot, si misste Russland vu ganz klengem Alter u loyal sinn, si misste Russland géint d'Feinde verteidegen – an ech mengen, jiddwereen heibanne weess, wien domat gemengt ass – an no an no och de Kult vun der Arméi unhuelen.

An de Schoule léiert een da Follgendes: Dat heroescht Russland huet d'Ukrain vun den Nazie befreit. Dëse Programm vu Patriotismus, esou wéi Russland en nennt, fänkt schonn a ganz, ganz klengem Alter an der Primärschoul un.

Léif Kolleegen, ech muss Iech net soen, u wat fir donkel Zäite virun e bësse manner wéi engem Joerhonnert déi Zort vu Propaganda mech erënnert.

Déi undauernd Friddensverhandlunge sollten eis awer, mengen ech, net onbedéngt optimistesch stëmmen. D'Gefore vu Russland sengem aggressive Verhalen an d'hybrid Krichsféierung sinn eng Gefor fir Europa, fir eis Sécherheet a sécherlech och fir eis Fräiheeten, fir déi Acquisen, déi mir zu Lëtzebuerg dagdeeglech erliewen, och wa mer eis net ëmmer bewosst sinn, wéi gutt dass et eis hei am Land geet.

Jorelaang war et nämlech esou, dass d'Europäer, an domadder och mir, sech op de Schutz vun den amerikaneschen Alliéierte verlooss hunn. D'Konsequenzen heivunner waren ënner anerem, dass d'europäesch Länner vill ze wéineg oder kaum eppes an hir Verdeedegung investéiert hunn an domat d'Verantwortung fir d'Sécherheet an Europa voll a ganz op d'Amerikaner ofgewälzt hunn. Mir hunn eis an Europa vun der Defense vun den Amerikaner ofhängeg gemaach.

Ugesiichts vun der aktueller Sécherheetslag an Europa an dem Fakt, dass d'Amerikaner, an dat net eréischt säit der Administratioun Trump, Europa net méi als hir Haaptprioritéit an der Sécherheetspolitick gesinn, an ugesiichts vun der net ëmmer zouverlässeger Aussepolitick vun den Amerikaner – do denkt een un Elementer am Kader vun den aktuellen Negociatioune fir de Fridden an der Ukrain – ass et ëmsou méi wichteg, dass een als Europa genau elo seng Verantwortung iwwerhëlt a méi an d'eege Verteidegung investéiert, dat virun allem, well d'NATO der Ofschreckung déngt, der Dissuasioun!

Et ass also Zäit fir e Paradigmewiessel an der Verdeedegungspolitick, och hei am Land, a mir hunn e scho mam Budget d'lescht Joer agelaut. Als Paradigmewiessel kann een och de Beschloss vum NATO-Sommet vun Den Haag am Juni gesinn, wou festgehale ginn ass, dass bis 2035 d'Länner solle 5 % vun hirem PIB – fir Lëtzebuerg wären et da 5 % vum RNB – an d'Verteidegung investéieren, opgedeelt op 3,5 % klassesch Militärinvestitiounen an 1,5 % Investitiounen, déi heimat kënnen a Verbindung stoen.

Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, dat vu senge gudde Relatioune mat Partnerlänner lieft, ass et essentiel, dës och ze fleegen an ëmsou méi och eisen Deel zu der kollektiver Verdeedegung bäizedroen an e fiabelen, en zouverlässege Partner fir eis europäesch Alliéiert ze sinn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An dofir huet eis Regierung decidéiert, datt och Lëtzebuerg bis 2035 déi 5 % vum RNB zu senger Verteidegung an zu der Sécherheet vum Land a vum europäesche Kontinent soll bäisteieren, och wann een 2029 wuel d'Resultater vun enger „mid-term review" wäert consideréieren. Fir 2025 – ech hunn et gesot – hu mer jo schonn decidéiert, dass mer géifen op 2 % vum RNB eropkommen. Dat si ronn 1,3 Milliarden.

Zukünfteg Investitiounen a Capacitéite wäerten zum engen d'Erfëlle vun den NATO Capacity Targets als Zil hunn, mee awer och den Ausbau vu bestoenden a vun neie Capacitéiten, wou mer scho fir eis Kompetenze bekannt sinn, wéi zum Beispill am Space-Secteur.

D'Prioritéit vun der Regierung bleift och bei dësen Investitiounen, dass se solle sënnvoll sinn, dass et och méiglech ass, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an d'Lëtzebuerger Entreprisë kënne matschaffen an deene Projeten an dass et och eng Retombée économique gëtt. Dës gëllt et natierlech ze maximiséieren. An d'Ënnerstëtzung vun der Ukrain – Dir hutt et héiere virdru beim Här Finanzminister – bleift och weiderhin eng Prioritéit.

Och wa sech Lëtzebuerg zu sengem 5-Prozent-Zil fir 2035 bekannt huet, esou ass nach keng gréisser Steigerung an dësem Budget 2025 virgesinn. Dëst läit u verschiddene Facteuren: engersäits, well fir d'Trajectoire nach eng Rëtsch Froen – déi vun der Direction de la défense a punkto Krittären, wat als 3,5 % klassesch Militärausgabe gëllt – vun der NATO nach musse beäntwert ginn. Do muss nach Kloerheet geschafe ginn. An dowéinst wëllt och op der Säit vun der Defense d'Madamm Ministesch Yuriko Backes näischt iwwert de Knéi briechen a keng Previsioune ginn, déi duerno net stëmmen, an dofir als Éischt op all d'Informatioune waarden, fir dann d'Trajectoire ze bestëmmen, wéi Lëtzebuerg ka suivéieren, fir déi 3,5 % plus 1,5 % ze erreechen. An ech fannen déi Approche, déi gewielt ginn ass, zu dësem Moment och richteg.

Fir sech awer scho mol richteg opzestellen, kommen ech awer mat e puer Zuelen aus dem Defensebudget. Do wäerten d'Fraise vum Personal am Ministère vu 7,19 op 8,8 Milliounen eropgoen. Bei de Frais en relation avec les capacités dans le domaine de la défense stinn 29,9 Millioune fir 2026 am Budget, dëst, well direkt e puer Budgeten, ënner anerem de Space a Luxinnovation, zesummegesat gi sinn.

D'Fërderung vun der Recherche an dem Developpement an dem Defenseberäich gëtt 2026 mat 59 Milliounen ënnerstëtzt, fir och dem Dynamismus vum Lëtzebuerger Secteur Rechnung ze droen. Mir hunn hei am Land ronn 110 Entreprisen, déi am Secteur vun der Defense täteg sinn. An d'Recherche ass e kruzialen Deel, an dee Lëtzebuerg wëllt investéieren, fir en Ekosystem opzebauen. Ech hu gesot: 59 Milliounen. Dëst Joer stounge mer bei 21 Milliounen.

D'Ausgabe fir d'Personal vun der Arméi louchen dëst Joer bei 103 Milliounen Euro. Fir d'nächst Joer sinn 117 Millioune virgesinn. An déi Previsioun geet bis 2029 op 134,5 Milliounen erop. Domadder ass dat eng Hausse vu 15 %, déi virun allem d'Resultat wäert si vun Ausgabe beim Personal vun der Arméi.

Dës Hausse léisst sech zum engen duerch de Besoin un neien Zaldoten erklären – do solle bis 2030 650 nei Zaldote rekrutéiert ginn; am Moment hu mer der 900 – esouwéi awer och duerch d'Hausse vun den Indemnitéiten, vun deenen déi eligibel Zaldote profitéiere kënnen als Resultat vun hirer Bedeelegung um Training, u Formatiounen an nationalen operationellen Aktivitéiten, déi am Kader vum Projet de loi 8068 virgesi sinn.

De Projet 8068 seet Iech vläicht elo net direkt eppes. Dee soll awer ufanks 2026 an d'Chamber kommen.

Och an Zukunft dierften dës Ausgaben net méi kleng ginn, zum enge wéinst dem substanzielle Besoin un neien Zaldoten, zum aneren awer och, well et fir dës Regierung a fir d'DP eng absolutt Prioritéit ass, de Stand – de Stand! – vum Zaldot esou attraktiv wéi méiglech ze maachen an deenen am Déngscht vun eisem Land och déi Kompensatioun, dee Salaire ze assuréieren, déi se verdéngen.

Une voix | Ganz richteg!

Une autre voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Bei den Ausgabe fir d'Exploitatioun vu Gefierer an den nächste Jore mat der Mise en place vum binationale Batailloun mat der Belsch, am Kader vun deem Lëtzebuerg 59 nei Kampfgefierer kritt a 55 Véhicules de soutien logistique, leien d'Estimatioune bis 2029 bei 30 Milliounen.

2026 ass och geplangt, de Fonds d'équipement militaire mat 635 Milliounen ze alimentéieren, déi aus dem Budget vun der Direktioun vun der Defense kommen.

Datt eis Regierung d'Suen intelligent uleet, gesäit een un e puer Beispiller, mee virop dem LuxGovSat 2 fir 134,6 Milliounen. Lëtzebuerg huet sech mam LuxGovSat 1, dem éischte Kommunikatiounssystem vun

enger Joint Venture tëschent dem Staat, 50 %, an der SES, 50 %, scho kënnen als Leader am Beräich vun der militärescher SatCom an deene leschte Joren etabléieren.

Well d'Demande fir d'SatCom duerch technesch Evolutiounen, awer och duerch geopolitesch Onstabilitéiten an eng Rëtsch aner Facteure weiderhin héich bleift, an och, fir de Rôle vu Lëtzebuerg als Leader am Beräich SatCom ze ënnermolen, also engem Beräich, wou eis Kontributioun natierlech direkt an d'NATO mat erafléisst an do schonn den Ënnerscheed mécht, huet d'Regierung am Juli annoncéiert, dass de Projet vun engem zweete Satellitt, also dem LuxGovSat 2, géif entaméiert ginn. De LuxGovSat 2, deen déi duebel Capacitéit huet vum LuxGovSat 1, ass esou geplangt, dass en deenen héchste Sécherheetsstandarden entsprécht, zu considerabele Retombées économiques hei am Land féiert a voll a ganz an d'Strategie vun der Lëtzebuerger Defense erapasst.

De binationale Batailloun mat der Belsch, deen ouni Zweiwel ee vun de wichtegsten a gréisste Projeten an der Geschicht vun eiser Lëtzebuerger Arméi ass, kritt nei Gefierer, fir d'Agilitéit vu méi liichte Gefierer mat der Kampffäegkeet an der Widderstandsfäegkeet vu Panzeren ze kombinéieren. Fir d'Gefierer vum Batailloun, also e Projet vun enger bis elo nach ni virgesinner Envergure vun der Arméi, sinn am Budget dëst Joer 148 Millioune virgesinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat do waren elo vill Zuelen, wat eis Defense ugeet, wat eis Arméi ugeet. An ech weess, dass et Leit dobausse gëtt, an ech weess, dass et och Leit heibanne gëtt, déi mengen, dat do wär iwwerdriwwen, mir wären hei zu Lëtzebuerg sécher an et géif eis schonn näischt geschéien.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn an der Summervakanz en interessant Buch gelies vun engem russesche Journalist, dem Andrey Gurkov. Vläicht hutt Der dee scho mol eng Kéier op der Tëlee gesinn. En ass e reegelméissege Gaascht am däitsche Fernsee. Titel vum Buch: „Für Russland ist Europa der Feind: Warum meine Heimat mit dem Westen gebrochen hat." Ech kann Iech soen, an deem Buch geet et net nëmmen drëm, Territoiren ze eroberen, mee et geet drëm, eis Wäerter futti ze maachen. An et geet och drëm, déi Aart a Weis, wéi mir an Europa liewen, futti ze maachen an eis en anere Liewensstil, en anert Liewen opzedrängen.

Mat der neier Strategie vun der Trump-Administratioun, déi och viru Kuerzem erauskomm ass, kann ee ganz kloer erausliesen, dass d'Zil dovunner och ass, d'Europäesch Unioun ze splécken, d'Europäesch Unioun ze schwächen, rietspopulistesch Parteien an Europa, an den europäesche Länner ze fërderen, fir zu enger Schwächung an zu engem Verfall vun der Europäescher Unioun ze kommen.

D'Europäesch Unioun ass a bleift eng ekonomesch Macht. D'Europäesch Unioun ass a bleift awer virun allem e Friddensprojet. An d'Fro, wéi mer eis an Zukunft opstellen, ass am Fong ganz einfach. Wëlle mer an Europa zesummenhalen? Oder wëlle mer eenzel falen? Kënnt Dir Iech nach ee Land an der Europäescher Unioun virstellen – kommt, mir huele mol Däitschland –, dat eleng op der Weltbün par rapport zu Mächte wéi den USA, China Indien nach kéint bestoen? A wat wäre mir, wat wär Lëtzebuerg ouni d'Europäesch Unioun?

An ech erlabe mer haut, de fréiere Premier, den Här Juncker, ze zitéieren, deen op déi do Fro ganz genau geäntwert huet: „E Vull fir d'Kaz!"

Den Invest an eis Sécherheet, an eis Defense am Kader vun der NATO, ass en Invest an eis Zukunft an an eis Fräiheet. Mee doriwwer eraus ass et en Invest an d'Zukunft vun eise Kanner a vun eise Kandskanner.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ech kommen och net derlaanscht, eppes ze soen iwwer e ganz, ganz wichtege Projet, deen eis um Häerz läit, deen elo net direkt an dësem Budget scho säin Néierschlag fënnt, mee deen awer wäert en Impakt hunn op déi nächst Budgeten, méi laangfristeg gekuckt, eng DP-Iddi, déi an dräi Walprogrammer ze fanne war an déi elo Realitéit gëtt: dat ass d'Steierindividualiséierung oder d'Aféierung vun enger eenzeger Steierklass!

Jo, et ass ugeklonge vum Här Finanzminister: Mir wäerten do vill Suen an de Grapp huelen, mee dat ass et eis awer och derwäert. A wann alles klappt, an dovunner ginn ech och aus, wäert ab 2028 just nach eng Steierklass existéieren.

Als sozialliberal Partei ass dat e Kärstéck vun eiser DNA, e Kärstéck vun eiser dagdeeglecher Politick, dass jiddweree soll gläich Chancen hunn, dass jiddweree soll gläichbehandelt ginn an dass och jiddweree soll gläich besteiert ginn, onofhängeg vu sengem Familljestand.

Kolleeginnen a Kolleegen, et soll an Zukunft egal sinn, ob ee bestuet ass, ob een net bestuet ass. Et soll och egal sinn, wéi laang ee scho gescheet ass. All Liewensmodell soll d'selwecht respektéiert ginn, all Liewensmodell soll d'selwecht besteiert ginn!

Haut bezuelen d'Leit an der Steierklass 1 déi meeschte Steieren. An dat sinn dacks déi Leit, déi grad am Beruffsliewen ufänken, déi grad duerchstarten an déi grad Sue brauchen, fir sech eppes Eegenes opzebauen. An duerch déi nei Classe unique gi virun allem Jonggesellen entlaascht, fir dass si méi Netto, also méi Kafkraaft, hunn.

Et soll awer keen eppes ewechgeholl kréien, an dowéinst soll och eng grosszügeg Iwwergangsphas proposéiert ginn – ech hat elo mol héieren 20 Joer –, wou d'Leit an der Klass 2 bleiwe kënnen a fräiwëlleg an d'Klass R wiessele kënnen, falls dëst méi attraktiv fir si gëtt. Dobäi ass et natierlech nach eng Kéier wichteg ze ënnersträichen, dass dobäi keen eppes soll verléieren.

E moderne Steiersystem ass essentiel fir eis gesellschaftlech Entwécklungen a fir deenen Entwécklunge Rechnung ze droen, an natierlech, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken.

Mir hu vun Ufank u mat dëser Regierung d'Weiche gestallt, fir dass d'Hëllef op der richteger Plaz ukënnt, dat, well mer ufanks des Joers d'Steiertabell nach eng Kéier ëm 2,5 Indextranchen ugepasst hunn, well mer de Mindestloun steierfräi gemaach hunn a well mer d'Energieprimm verdräifacht hunn. D'Zil ass a bleift ëmmer d'Stäerkung vun der Kafkraaft.

Steiersystem, Familljepolitick, Aarmutsbekämpfung, dës Theemen hänke fir d'DP zesummen. A mir musse strukturell eppes hei am Land maachen, fir d'Land nach méi attraktiv a resilient a fit ze maachen.

D'Theema Steiersystem huet ganz vill mat Familljepolitick ze dinn. An dofir loosst mech bei deem Theema vun der Individualiséierung vun der eenzelner Steierklass nach eng Kéier op d'Kanner zréckkommen.

Zanter 2014/2015 ginn d'Kanner net méi an de Steiertabelle mat en compte geholl, mee dofir awer iwwert d'Dépenses spéciales. An dofir ass et mer wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass mer hei ab 2027 nach eng Kéier fir d'Famillje mat Kanner e ganz substanziellen Effort maache mat der Erhéijung vum Kannergeld.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een iwwer Kanner an eiser Gesellschaft schwätzt, da kënnt een natierlech och net derlaanscht, iwwert d'Defien ze schwätzen, déi sech an eiser Schoul stellen. An enger Zäit, an där eis Gesellschaft mat Erausfuerderunge konfrontéiert gëtt, déi d'Zesummeliewen an d'Fundamenter vun eiser Demokratie erausfuerderen, kënnt dem Educatiounssystem eng Roll zou, déi méi wichteg ass wéi jee. De Budget vum Educatiounsministère beleeft sech dëst Joer op ronn 4,7 Milliarden Euro. Dat ass eng Steigerung vun 9,2 %. An dat si gutt investéiert Suen, well mir wäerten an Zukunft all Joer ronn 2.000 Schüler an eise System bäikréien.

D'Schoul bleift déi Plaz, wou d'Kanner onofhängeg vun hirer Originn, hirer Kultur oder hirem Liewenswee zesummekommen. An deem Geescht ginn och geziilt Initiativen an eng Strategie an d'A gefaasst, déi d'Kohäsioun stäerken an d'Chancëgläichheet garantéieren. Ganz kuerz kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

Fir d'Éischt wäert d'Regierung d'Diversitéit vun de Sproochoffere weider ausbauen. An ab der Rentrée 2026/2027 gëtt de Projet „ALPHA – zesumme wuessen" generaliséiert.

D'Elteren am Cycle 1.2, am zweete Joer Spillschoul, kréien domat d'Méiglechkeet, d'Wiel, de Choix, d'Alphabetiséierung vun hirem Kand ze wielen. Si kënnen da wielen, ob d'Kanner am éischte Schouljoer mat Däitsch alphabetiséiert ginn oder mat Franséisch. Et ass ëmmer erëm wichteg, ze ënnersträichen, dass et eng Wiel ass an dass et net esou ass, dass d'Kanner zu Lëtzebuerg an Zukunft op Franséisch alphabetiséiert ginn! Ech kann et net oft genuch widderhuelen.

Parallell dozou schafe mir eng méi flexibel Offer u Schoulsproochen a mir erweideren och d'Baccalauréat-international-Offeren. Dëst ass en entscheedene Schrëtt, fir dass all Kand an eiser Schoullandschaft de Wee fënnt, deen him gerecht gëtt.

Fir dëse Reforme Rechnung ze droen, si méi wéi d'Hallschecht vum Budget natierlech Personalkäschten. Hei och eng Erhéijung op 140 Milliounen Euro fir de Fonds fir d'Infrastrukturfinanzéierung, deen an Zukunft och kleng Aarbechte wéi den Ënnerhalt, Transformatiounen, Renovatioune ka finanzéieren, fir d'Infrastrukturen un d'Zäit unzepassen.

An engem anere wichtege Beräich maache mer och déi néideg Schrëtt, fir dass Lëtzebuerg an Zukunft beim digitale Wandel um Ball bleift. Am Kader vun der nationaler Strategie fir digital Kompetenzen hëlt den Digital Learning Hub als Partner vun der Luxembourg AI Factory eng ëmmer méi grouss Roll an. Fir dës Dynamik ze verstäerken, schafe mer dräi spezialiséiert Hubs mat engem Budget vu 400.000 Euro an de Beräicher Data and AI, Quantique a Cybersecurity, déi konkreet op de Besoin un Talenter a Kompetenzen an eisem séier evoluéierende Beräich äntweren.

Mir lancéieren och eng national Strategie fir den Asaz vun der Kënschtlecher Intelligenz an der Schoul. Hei gëllt: Eng verantwortungsvoll Notzung erfuerdert och als Éischt, de Mënsch ze stäerken. Dat fänkt am Enseignement fondamental un, éier an de Lycéeën d'Funktiounsprinzippie vun der AI am Cours Digital Sciences enseignéiert ginn. An de méi héije Klasse soll AI da geziilt zum Asaz kommen, ëmmer am Déngscht vum Léieren an am Interêt vun de Kanner.

Mat der Plattform KI Kompass stelle mir de Schoulen eng Selektioun u sécheren a pedagogeschen AI-Tools zur Verfügung. Dofir sinn am Budget och 600.000 Euro fir AI-Lizenzen ageplangt.

Eis Verantwortung geet awer iwwert dee klassesche Schoulberäich eraus. D'Regierung wëll jonk Leit an

hirer Iwwergangsphas an d'autonoomt Liewe konkreet ënnerstëtzen. Wéinst de Präisser an der limitéierter Offer um Wunnengsmarché ass dës Phas fir vill Jonker eng ganz grouss Erausfuerderung. Dowéinst baue mir d'Offer vum Jugendwunnen aus. Wunnstrukture fir Jonker tëschent 18 a 25 solle verstäerkt geschafe ginn. Do muss ee léieren, an enger Communautéit ze liewen, e Budget ze plangen, e Loyer a Rechnungen ze bezuelen, kuerz: do kënne se déi Kompetenzen opbauen, déi se herno am eegestännege Liewe brauchen.

Eng aner Prioritéit bleift d'Valorisatioun vun der Formation professionnelle. Och an enger Zäit vun AI an technescher Transformatioun bleift d'Handwierk e fundamentale Pilier vun eiser Gesellschaft a vun eiser Ekonomie. Mir fuere weider mat der Moderniséierung vun der Ausbildung a mir schafe mat neien Offeren an der Formation continue nei Méiglechkeeten, fir dass jiddwereе seng Vocatioun fanne kann. D'Campagne „Shape your Future" wäert d'Visibilitéit an d'Attraktivitéit vun der Beruffsausbildung nach weider stäerken.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Zum Schluss wëll ech awer nach op en essentielle Punkt opmierksam maachen. Dat ass d'Prise en charge vu jonke Leit mat psychesche Problemer. Mir erweideren d'Offer vun der Aide à l'enfance duerch eng méi enk Kooperatioun mat de spezialiséierte psychiatresche Servicer. Ab 2026 gëtt eng Offer fir jonk Leit mat Verhalensstéierungen agesat nom Modell vu soziotherapeutesche Strukturen am Enseignement fondamental. Dozou gehéiert och d'Opriichte vun engem ambulante Service, fir eng méi adaptéiert, méi no a méi effizient Begleedung ze garantéieren.

All dës Moossnamen déngen engem Zil: eis Jonk ze stäerken, eis Schoul ze moderniséieren an eis Gesellschaft zesummenzeféieren. Den Educatiounsbudget ass dofir net eng Ausgab, mee eng Investitioun, an d'Zukunft vun eise Kanner, an d'Zukunft vum Land, an d'Zukunft vun hire Capacitéiten an hire Kompetenzen, fir déi Kanner, déi Lëtzebuerg an Zukunft wäerte matdroen a matgestalten.

Ech kéint nach vill iwwer aner Mesüre schwätzen, ech maachen dat awer just ganz kuerz: Den Ausbau vun de sportleche Aktivitéiten am Kader vun der Screen-Life-Balance mat enger zousätzlecher Sportsstonn an der Grondschoul, Aktivitéiten an de Maison-relaisen, déi ausgebaut ginn, d'Finanzéierung vun der LASEP, déi quasi verduebelt gëtt, de Secteur Jeunesse, do geet de Budget vun 28,5 Millioune op 35,5 Millioune erop. An och fir nei sportlech Koloniё fir Kanner a Jugendlecher si 650.000 Euro virgesinn.

An ech mengen, eppes, wat ganz wichteg ass a wat de Bedreiwer vun de Strukturen, awer och den Eltere wäert entgéintkommen, dat ass d'Participatioun vum Staat, déi pro Kand pro Stonn vu sechs op siwen Euro klëmmt.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, loosst mech och e kuerzt Wuert zum Lëtzebuerger Kultursecteur soen. De Kulturminister Eric Thill huet sech den Accès zur Kultur als eng vu senge politesche Prioritéiten op de Fändel geschriwwen. Dat engersäits, well d'Verfassung den Accès zur Kultur zënter der Reform virgesäit, mee och, well de Minister souwéi déi ganz demokratesch Partei der fester Iwwerzeegung ass, dass jiddwereen hei zu Lëtzebuerg sech och soll kënnen dru bedeelegen, dat onofhängeg vum Alter, vum Geschlecht oder vum Portmonni.

An deem Sënn wäert am Laf vum nächste Joer en nationalen Aktiounsplang fir den Zougang zur Kultur virgestallt ginn. De politesche Wëlle fënnt een och ganz kloer am Budget fir 2026 an déi Joren duerno erëm. Engersäits wäert de Staat d'Gemengen an Zukunft mat 3,3 Millioune ënnerstëtzen, fir kulturell Infrastrukturen op- an auszebauen. An och d'ASBLe kënne mat enger finanzieller Hëllef vun 2 Millioune rechnen, insgesamt also ronn 2 Millioune méi fir den Ausbau vun der kultureller Offer hei am Land. Dat kënne mer als Demokratesch Partei nëmme begréissen.

Här President, mat bal 3,5 Milliarden Euro ass dëst an absolutten Zuelen den héchste Budget, dee mer jee hate fir Investissementer an eis Infrastrukturen. Et si ronn 11,5 % vum Budget.

De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten huet am Kader vum Budget 2026 dräi grouss Prioritéiten ausgeschafft. Dat sinn d'Mobilitéit, d'Infrastrukturen an a ronderëm de Fluchhafen an déi ëffentlech Bauten an déi energeetesch Sanéierung.

D'Mobilitéit kann een a verschidde Kategorien opdeelen. Am wichtegste sinn natierlech do de Fonds du rail mat 742 Millioune an de Fonds des routes mat 381 Millioune. Nieft dëse Fonds spéciaux leien d'Haaptinvestissementer vum Ministère fir Mobilitéit a fir ëffentlech Bauten op dem Ausbau vum Tramsreseau, bei der Finanzéierung vun den Infrastrukture fir dat nationaalt Eisebunnsnetz a bei den Infrastrukturen an a ronderëm de Findel.

D'Projeten, déi natierlech erausstiechen, sinn den Ausbau vum Tramsreseau mam Fokus op den neien Tramsschapp op der Cloche d'Or, deen och d'Betribsopnam vum schnellen Tram a Richtung ...

Une voix | Bieles.

M. Gilles Baum (DP) | ... Bieles – dëst Joer hunn ech et richteg gesot, net wéi d'lescht Joer –, de schnellen Tram a Richtung Bieles erméiglecht.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo nach véier Säite Schrëft 12 getippt, mat enger ganzer Rei Projeten, déi ech Iech elo kéint erklären. Vu dass mer awer gëschter d'Wuert ginn haten, ze probéieren, an der Zäit ze bleiwen, géif ech dat just eng Kéier séier iwwerfléien.

Wéi gesot: de Bau vum schnellen Tram Richtung Bieles, d'Aarbechten um Pôle d'échange um Houwald, d'Aarbechten op der Lëtzebuerger Gare. Wat d'schoulesch Infrastrukturen ugeet: de Lycée Nic-Biever zu Diddeleng, de Bel-Val-Lycée, den Ausbau vum Edward Steichen zu Clierf, den Nordstad-Lycée, de Contournement Houschter Déckt an de Contournement de proximité zu Ettelbréck.

Voilà, ech mengen, ech bleiwen dann a menger Zäit. Ech si quasi eng hallef Stonn méi kuerz wéi d'lescht Joer, kommen dann och zum Ofschloss, fir dass mer de Moien an och de Mëtten eise Programm propper iwwert d'Bün kréien.

„Well et ëm muer geet", dat war de Motto, mat deem d'Demokratesch Partei am Hierscht op den Terrain gaangen ass, wou mer bei d'Leit gaange sinn, wou mer d'Leit begéint hunn a mat de Leit iwwert d'Defie geschwat hunn, déi eist Land uginn. Mir hunn dee Slogan gewielt, well et fir eis net nëmmen einfach eng politesch Floskel ass, mee well mer eis als Partei Gedanke maachen, wéi mer eis hei zu Lëtzebuerg solle méi laangfristeg opstellen.

Mir hu mat dësem Budget e weidert Fundament geluecht. Mir hunn derfir gesuergt, dass déi an der Gesellschaft weider ënnerstëtzt ginn, déi et am meeschte brauchen an deenen et net esou gutt geet. Mir hunn derfir gesuergt, dass mer als solidaresche Partner kënnen ugesi ginn an eis Wäerter no baussen an no banne verdeedegen. Mir hunn derfir gesuergt, dass all Mënsch d'selwecht vum Staat behandelt wäert ginn. A mir hunn derfir gesuergt, dass all Kand mat de selwechte Chancen an d'Liewe wäert starten. D'Kanner sinn d'Zukunft vum Land. Dat ass eise spezielle Fokus.

Domat géif ech ophalen – wéi gesot, eng hallef Stonn méi fréi wéi d'lescht Joer – an Iech Merci soe fir Ären Interessi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An dann huet d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ufänke wëll ech fir d'éischt mat engem grousse Merci u jiddereen, deen um Ausschaffe vun dësem Budget bedeelegt war, a ganz besonnesch och de Rapporter mat senger Ekipp. Dat kascht ganz vill Zäit. Dat kascht ganz vill Energie. Och wa mer dat inhaltlech net alles deelen, wat Der eis gëschter presentéiert hutt, esou verdéngt dat awer eis Unerkennung.

Mir hunn elo de Moien héieren, dat heite wier e Budget, dee sech den Erausfuerderunge stellt, deen d'Zukunftsfäegkeet vum Land stäerkt, de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt, an de Budget géif sech enger realistescher a pragmatescher Politick verschreiwen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Nun, dat ass eng Analys, déi mir net deelen. Och an der Oppositioun si mer verflicht, eis Léisunge virzestellen. Dat maache mer mat enger kritescher, genausou kloer awer och mat enger konstruktiver Approche. Mir soen, wat mer gutt fannen, wat mer ënnerstëtzen. Mee genausou däitlech soe mer och, wat fir eis an déi falsch Richtung geet a wat mer logescherweis géifen anescht maachen.

Wat mer sécher anescht géife maachen, dat sinn déi politesch Prioritéiten, déi géife mer aneschters setzen. Mir géifen de Fokus op dat Soziaalt, d'Gerechtegkeet, d'Nohaltegkeet an de Fortschrëtt setzen. Mir géifen eis virun allem un der Resilienz orientéieren an net komplett um ale Wuesstumsmodell festhalen.

An do läit déi gréisst Differenz tëschent eis, an domadder kommen ech och schonn zu eisem éischte Kritickpunkt: Ären éiwege Mantra vum Wuesstum! Fairerweis muss ee soen, dat war jorelaang de Lëtzebuerger Modell. Mee genausou fairerweis muss een och soen, dass mer déi lescht zéng Joer ëmmer nees probéiert hunn, géigenzesteieren an op en neie Modell hinzeschaffen. Stéchwuert „Luxembourg Stratégie".

Dës Regierung hält awer um ale Wirtschaftsmodell fest – dee gären als „Voodoo Economics" bezeechent gëtt –, andeems den Niveau vun den ëffentlechen Depensen héich gehale respektiv bäibehale gëtt, wärend gläichzäiteg d'Steieren erofgesat ginn.

Oder wéi de Premier et selwer erkläert: „Eise Modell baséiert also drop, datt duerch manner Steiere méi Aktivitéit entsteet. Déi kënnt de Betriber zegutt, déi kënnt den Aarbechtsplazen zegutt. An domadder kommen dann och erëm méi Steieren eran."

Effektiv, bis elo gouf et ënnert dëser Regierung eng Rëtsch Steiererliichterungen, wéi zum Beispill d'Erofsetze vum IRC ëm 1 Prozentpunkt, d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an och d'Erhéijung vun der Prime participative fir Leit mat héije Revenuen, nëmme fir dës elo ze nennen. Dat ëmmer mam Argument: Wann d'Steieren erofginn, klëmmt de Wuesstum vum Land. Eng Aart Wuesstumswonner gouf eis versprach.

Ech erënneren hei un d'Wierder vun der deemoleger CSV-Copresidentin viru sechs Joer: „[Et] kann awer

séier en Däiwelskrees ginn, an dat iwwregens net just finanztechnesch, mee och gesamtwirtschaftlech, fiskalesch, ëmwelttechnesch“. An effektiv, d'Madamm Hansen hat deemools absolutt Recht mat hirer Analys zum Wuesstum. Et gëtt iwwerzeegend Grënn, firwat eng Finanz- a Budgetspolitick sech net eleng op wirtschaftleche Wuesstum soll verloossen.

Dozou ganz kuerz fënnef Fakten:

Éischtens, de Wuesstum aleng garantéiert keng sozial Gerechtegkeet a léist och net automatesch déi strukturell Problemer hei am Land. Och wann d'Wirtschaft wiisst, heescht dat net per se, dass all Mënsch dovunner ka profitéieren.

Zweetens, de Wuesstum ass net ëmmer nohalteg. En erfuerdert och Investitiounen an d'Energie- an d'Klimatransitioun. Déi sinn eeben duerch de Wuesstum net automatesch garantéiert.

De Wuesstum ass volatill a schwankt mat dem Konjunkturzyklus. Eng Politick, déi sech blann op d'Croissance verléisst, mécht de Staat vulnerabel.

Fokus op staatlech Investitiounen, och ouni en direkte Wuesstumseffet, Investitiounen an d'Bildung, an d'Gesondheet, de Logement an d'Infrastrukturen an esou weider: bref, déi si wichteg, well dat si fundamental Public Goods, an hir Bedeitung geet iwwert déi kuerzfristeg Wuesstumseffekter eraus.

An dann, wat och ganz wichteg ass: D'Politick muss sech um Mënsch orientéieren an net un enger eenzeger Zuel. D'Croissance ass just en Indicateur a kann aleng net d'Äntwert op all eis gesellschaftlech Erausfuerderunge ginn. Méi Croissance heescht net automatesch méi Kafkraaft fir d'Leit!

Wann d'Croissance der nëmmen e puer profitéiere léisst, dann huet se hire politesche Wäert verpasst. D'Finanzpolitick muss ëmmer déi ganz Gesellschaft am A hunn an net just d'Happy Few.

An ech wëll et och ganz kloer soen: Wuesstum ass wichteg! Mir soen net, dass mer kee brauchen. Mir brauche Wuesstum, mee e kann – an dat differenzéiert eis, well mer et ganz kloer soen – net déi eenzeg Kompassnol sinn!

Mir wëllen eng Finanzpolitick, déi d'wirtschaftlech Dynamik mat sozialer Gerechtegkeet, mat Nohaltegkeet a mat enger klorer strateegescher Visioun kombinéiert, eng Finanzpolitick, déi de Besoin vun de Mënschen an de Mëttelpunkt stellt an net Diagrammen an engem Powerpoint. Stéchwuert PIBien-être.

De Rapporter huet gëschter ganz vill vun den Indicateure geschwat – och säin CSV-President huet et de Moien erwäänt –, wat mer absolutt begréissen. Mir ënnerstëtzen dat, wat jo ganz kloer ass, well et ass op eng Initiativ vun eis zeréckzeféieren. An ech bedaueren, dass Der mat kengem Wuert gesot hutt, dass deemools eng Motioun vun der LSAP gestëmmt ginn ass, vum Här Franz Fayot, wou mer genau déi doten Indicateure gefuerdert hunn a wou och de Minister gesot huet, dass en dat géif matdroen. Mir begréissen dat absolutt. Mee den Här Fayot wäert spéider nach eng Kéier drop agoen.

(Interruption)

Mee, Här Minister ... Jo, hutt Der eng Fro, Madamm Adehm? O, wann Der schwätzt, da gitt eraus Kaffi drénken.

(Exclamations)

Dat ass e bësse méi sympathesch, hein.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Loosst Iech net stéieren, Madamm Bofferding. Fuert mat Ärem interessanten Discours virun.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dat maachen ech och, Här Etgen. Dofir weisen ech de Minister drop hin ... Et wär besser, Dir géift mer emol nolauschteren. Duerno kënnt Der Iech gären ënnerhalen. Mee wann Der elo scho schwätzt, da kënnt Der mer schlecht nolauschteren, Madamm Adehm. Dat geet awer elo net!

(Interruption et hilarité)

Ech kommen zeréck, ech kommen zeréck ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Sou. Elo lauschtert jiddereen der Madamm Bofferding no.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | A, wou den Här Etgen Recht huet, huet e Recht. Gutt.

Här Minister, schonns beim Budget 2024 hu mer Iech drop higewisen, dass Äre Budget eng riskant Wett op d'Zukunft ass. An dësen onsécheren Zäite erschéngt et eis net responsabel, de Wuesstum als Allheilmëttel vun eise Staatsfinanzen ze gesinn.

An nom drëtte Budget muss ee sech effektiv d'Fro stellen: Wourunner mécht d'Regierung fest, dass dës steierlech Erliichterungen de Wuesstum an iergendenger Form positiv solle beaflosst hunn? Virun allem stellt sech d'Fro, ob dann e grousst Wuesstumswonner elo agetraff ass. A virun allem, wat soen eis elo d'Prognosen?

Meng Virriedner si schonn drop agaangen, an ech stëmmen och zou, dass dëse Budget sech absolutt an en ekonomesch an natierlech och e geopolitesch schwierege Kontext areit. Fakt ass awer, dass déi ekonomesch Previsioune fir dëst Joer an och fir déi kommend Joren net gutt sinn.

Mir hu virdrunner héieren, et wär eng gutt Noriicht, dass mer erëm géife wuessen. Jein, ech wëll drop hiweisen, dass d'Wuesstumsprevisiounen aus dem viregte Budget no ënne korrigéiert goufen. Laut dem Statec louch de Wuesstum fir 2024 schlussendlech bei 0,4 %, fir 2025 bei 1 % – däitlech manner wéi déi 2,7 %, déi nach am Joer virdrunner virausgesot goufen –, a fir d'nächst Joer, 2026, soll de PIB ëm 2,0 % wuessen. Et gëtt geschat, dass et viraussiichtlech 2028/2029 zu enger Reprise kënnt. Klenge Reminder: Am Duerchschnëtt hate mer ëmmer e Wuesstum vun 2,9 %.

Ech verweisen hei op den Avis vum Conseil national des finances publiques, dee sech dëse Previsioune géigeniwwer och ganz kritesch äussert. E gesäit net, duerch wat dës Wuesstumsprevisioune gerechtfertegt solle sinn.

Mir stellen also fest: D'Relance vum Wuesstem ass net esou blëtzaarteg komm, wéi d'Regierung sech dat opgrond vun hirer Politick erhofft hat. De Liblingssproch vun der Regierung, „méi Netto vum Brutto“, huet net automatesch zu méi Wuesstem gefouert. Souguer de Statec huet nach rezent a senger Note de conjoncture genau dëst confirméiert.

Här President, aus de Previsioune geet ervir, datt d'Staatsschold à moyen terme erëm soll klammen. Fir eis als LSAP war ëmmer kloer, dass mer net strikt op déi artificiel Grenz vun deenen 30 % pochen. Allerdéngs menge mer awer, dass déi Flexibilitéit par rapport zu deenen 30 % net kann heeschen, dass domadder Steierkaddoen dierfe finanzéiert ginn. Mir hu kee Problem, Scholden ze maachen, wann investéiert gëtt, sief dat a Wunnengen, Stroossen, Mobilitéit oder Infrastruktur. Mee et kann net sinn, dass mer eis selwer ëm Recettë brénge fir divers Steierkaddoen, déi dann ouni, ouni nei Recetten iwwer nei Scholde sollen ofgefiedert ginn.

Här Minister, Dir hutt virdrunner vum Apel fir den Duuscht geschwat. Dat war effektiv ëmmer erëm Ären Dada. An Ärer leschter Ried, deemools als Oppositiounspolitiker, 2023, hutt Der nach der viregter Regierung virgeworf, no der Schold kéim nach méi Schold an dass mer eise Budget net am Equiliber hätten, fir op weider Krise kënnen ze reagéieren – eebe keng Mouk op der Säit fir méi schwéier Zäiten.

Elo sot der, Här Minister: „Den Apel ass gesond.“ Mee e léist, an dat muss een awer och fairerweis soen, awer net alleguerten d'Erausfuerderungen, net allegüerten d'Problemer vum Land! D'Regierung verléiert sech am Bongert wärend d'Wunne fir d'Leit hei am Land ëmmer méi onbezuelbar gëtt.

A fir beim Kapitel vun de Previsiounen ofzeschléissen, e Wuert dann nach zum Pluriannuel, well deen och de Moie scho puermol erwäänt gouf.

De Pluriannuel seet en Defizit bis 2029 vun 1,3 Milliarde viraus. Déi Zuele sinn awer a Fro ze stellen, well den Effort an der Defense souwéi och déi kommend Steierreform net budgetiséiert sinn.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Et ass awer haut scho bekannt ... Jo, Här Zeimet?

(Interruptions)

Dat souwisou net. Wann Der elo sot, se sinn net budgetiséiert, well de Projet nach net gestëmmt ass, muss ech soen, dass ech e bëssen iwwerrascht sinn. Well och muer stëmme mer e Projet, d'Defence Bonds. Just fir ze soen, do leeft schonn op RTL e gesponserte Content. De Site ass schonn ageriicht, wou d'Leit erkläert kréien, wa se matmaachen, wat se alles vu steierleche Virdeeler kréien. A ganz ënnen an der Foussnott steet dann dran: „Sous réserve, dass d'Projet-de-loien dann och gestëmmt ginn.“ Also hätt Der och kënnen am Projet de loi hei eng kleng Foussnott maachen an drop hiweisen, dass déi doe Sue wäerte kommen.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Et war schonn ... Déi Estimatioune fir d'Individualiséierung si scho längst bekannt.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

De Minister huet haut de Moie gesot, dass et dann elo schlussendlech 880 Milliounen ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et huet just een d'Wuert de Moment, an dat ass d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... géif kaschten. Mee trotzdeem war bekannt, dass déi doten Depensë géife kommen.

(Interruption)

D'selwecht och bei der Defense.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Bofferding, erlaabt Der, datt den Här Zeimet Iech eng Fro stellt?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Gären herno, well en huet bestëmmt nach méi wéi eng Fro, wann ech bis fäerdeg sinn.

(Exclamations et interruptions)

Mme Diane Adehm (CSV) | Picken, awer da keng Froen unhuelen!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Wat eng Opreegung haut de Moien. Gutt.

Nach eng Kéier zum Pluriannuel. Hei gëtt weiderhi mat engem Taux d'effort vun 2 % gerechent. Dat heescht konkreet, datt d'Depensë fir 2029 ëm ronn 900 Milliounen ënnerschat ginn, wa bis 2035 den Taux d'effort vu 5 % vum RNB géif ëmgesat ginn.

Hei wëll ech och ganz kloer soen: Dat ass elo net just d'LSAP, déi dat kritiséiert, Här Zeimet. Ech verweisen hei op d'Avise vum CNFP wéi och vun IDEA. A just fir dass mer eis awer eens sinn: Ech mengen, dat si keng Unterseebooter vun der LSAP, mee si stéiere sech awer drun, dass béid grouss Projeten net chiffréiert sinn.

An an der Kommissioun huet och de Conseil national vun der Fonction publique sech ganz kloer zur Steierreform positionéiert an e sot: „Wann een esou eng Reform mécht, da muss ee se och géigefinanzéieren. D'Argument, eng Steierreform iwwert d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun ze finanzéieren, géing net gëllen, well och déi Inflatiounsberechtegungen net am Pluriannuel ze fanne sinn." Voilà, dat zu de Previsiounen, déi, wéi gesot, a Fro ze stelle sinn, well mer wëssen, dass se an der Lescht ëmmer erëm no ënne revidéiert goufen.

Zu den Erausfuerderungen. Gëschter huet de Rapporter eis illustréiert unhand vun de Chifferen, wéi urgent d'Situatioun an der Aarmutsbekämpfung ass. De laangerseente Plang géint d'Aarmut läit dann och endlech vir. Mir wäerte sécherlech nach méi wéi eemol driwwer schwätzen. Mir hunn och d'Demande gestallt, dass dësen zum Beispill an der Kommissioun vum Travail soll diskutéiert ginn, well do och ganz vill Elementer dra sinn.

Wat eis awer direkt opgefall ass, dat ass, dass an dësem Budget keng kloer Tracë vun eenzelne Mesüren, déi de Plang virgesäit, opgelëscht sinn, a virun allem dass ganz villes och eréischt méi spéit wäert dee Moment ëmgesat ginn.

Mir haten als LSAP schonn am Virfeld eis Reflexioune matgedeelt, notamment déi grouss Prioritéiten, déi sollten an dëse Plang erakommen. A wat fir eis ganz kloer ass, ass, dass net just gepléischtert soll ginn. Do muss ee soen, dat gouf jorelaang gemaach. Jo, do goufe verschidden Initiativen an der viregter Regierung geholl. Mee et muss ee soen, dass dat aleng net méi duergeet. Et brauch virun allem och strukturell Reformen, wéi zum Beispill d'Erhéijung vum Mindestloun.

An dat, well mer de Prinzipp verteidegen, dass ee vu sengem Loun muss kënne liewen. An dat soen och net nëmme mir. Dat soen och d'Leit vum Terrain. Ech verweisen op de rezenten Interview vum President vum Comité national vun der Defense sociale, ech verweisen awer och op de Bréif vun der Unioun vun de Gewerkschaften, deen elo nach ufanks Dezember un de Premier gaangen ass. Déi soe ganz kloer, dass den Aktiounsplang zwar prozedural Verbesserunge mat sech bréngt, wat sécherlech d'Liewe vun de Leit wäert vereinfachen – déi Pisten eeben um administrative Plang an d'Digitaliséierung gesi si ganz positiv –, si soen awer genausou, dass eist Land net e Plang brauch, deen d'Aarmut organiséiert a geréiert. Et brauch virun allem e Plang, deen d'Aarmut reduzéiert.

A fir eis ass ganz kloer: D'Aarmut ass kee Schicksal, et ass eng Ongerechtegkeet. An dofir brauchen d'Leit d'Méiglechkeet, aus der Aarmut erauszekommen, a Liewenskonditiounen, an deene si och net méi riskéieren, an d'Aarmut ze falen.

Wann de Räichtum an eiser Gesellschaft méi gerecht verdeelt wier, da missten och net esou vill Leit vu Sozialhëllef liewen. Fir eis ass kloer: Leit, déi an Aarmut liewen, brauche keng Almosen, si brauche gerecht Zukunftsperspektiven. An hinnen dës Zukunftsperspektiven ze ginn, ass virun allem eng Fro vu politeschem Wëllen.

Op där enger Säit brauch et e staarke Sozialstaat fir ze retten ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Bofferding, erlaabt Der, datt d'Madamm Cahen Iech eng Fro stellt? Vläicht eréischt herno?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Gären herno. Herno stinn ech selbstverständlech zur Verfügung, fir op allegeuerten d'Froen ze äntweren.

Zréck zu menger Reflexioun: Op där enger Säit brauch et e staarke Sozialstaat fir ze retten, wann et brennt, dat heescht en enkt soziaalt Opfangnetz. An op där anerer Säit brauch et awer och Perspektive fir d'Leit, fir dass se eeben hir Situatioun kënne verbesseren.

Mir wëllen net nëmme Symptomer bekämpfen, mir wëlle Chancë schafen duerch Bildung, Formatioun, Aarbecht, eeben duerch eng Politick, déi jiddereе mathëlt. An dozou gehéiert och, konsequent de Leit op der Strooss ze hëllefen a si net ze kriminaliséieren.

De Rapporteur huet gëschter kee Wuert zum Sansabrisme verluer, wat mech effektiv e bësse gewonnert huet, well ech weess, dass den Här Bauer jo ganz sozial engagéiert ass. An ech hu mer d'Fro gestallt, firwat Der op déi dote Populatioun net agaange sidd, well ech weess, dass déi Iech awer um Häerz läit. Vläicht, well Der net op enger Linn sidd mat Ärem Kolleeg, dem Inneminister, well dee gesäit d'Sozialpolitick doranner, d'Leit einfach vun enger Plaz op déi aner ze verjoen, ...

(Interruptions)

... dat weist e jo ganz kloer mat sengem verschäerfte Platzverweis.

(Interruption)

Och wann de Conseil d'État d'Regierung elo nach eng Kéier zeréckpäift, wat awer ganz kloer feelt, an dat ass eise Punkt, dat ass e sozialpolitescht Gesamtkonzept, dat d'Ursaache bekämpft wéi eeben d'Sucht, d'Obdachlosegkeet, psychesch Erkrankungen. Ouni méi Preventioun, Therapie an Hëllefsoffere wéi Housing First oder d'Wanteraktioun d'ganzt Joer oploosse bleift de Platzverweis en Instrument vun der Verdrängung an net ee vun der Probleemléisung.

Mir waarden och hei nach ëmmer op den Aktiounsplang géint de Sans-abrisme an och d'Exclusion sociale liée au logement, deen elo net Deel vun dësem Aktiounsplang ass, dee presentéiert gouf. Och hei soen d'Leit vum Terrain ganz kloer, dass et wichteg gewiescht wär, déi zesummenzebréngen. Déi sollen net lassgeléist, net getrennt vunenee consideréiert ginn, mee eeben zu engem ganze Stéck zesummekommen.

An der Aarmutsbekämpfung ass och keng Plaz fir d'DPIen an d'BPIen. Kee Wuert zur Integratioun, obwuel och hei ëmmer méi Stëmme vum Terrain haart ginn, déi drop hiweisen, dass et seriös Problemer ginn. An och dës Leit sinn en Deel vun eiser Gesellschaft, déi mer net einfach duerfen ignoréieren.

Wa mer vun Aarmut schwätzen, da si mer och ganz séier beim Logement. Dat ass nach ëmmer dee gréissten Aarmutsrisiko. Just fir hei e Chiffer ze nennen: Den Aarmutsrisiko bei de Locatairë läit bei bal 30 %. Bal all zéngten Haushalt muss méi wéi 40 % – méi wéi 40 %! – vu sengem Revenu ausgi fir d'Wunnen.

Beim Logement si mer leider nach net esou weiderkomm, wéi mer allegeuerte gehofft haten. Mir brauchen eng aktiv Wunnengspolitick a keng Symbolpolitick.

Fir d'LSAP ass kloer, mir brauchen am Logement e Systeemwiessel. Dee Systeemwiessel, dee mer an der viregter Regierung schonn ugefaangen haten. An, Här Baum, dat heescht net, dass de Staat elo komplett alles soll reegelen, mee dass en eebe méi aktiv an de Marché agräift a selwer och méi zum Acteur gëtt. Esou wéi mer et eeben an der Vergaangenheet och schonn zesummen an der Regierung gemaacht hunn.

D'Spekulatioun ass absolutt keen Theema méi, obwuel mer wëssen, dass et e Riseproblem am Wunnen, am Logement ass. An ech ka mech drun erënneren, dass deemools d'CSV mech gejot huet mat Motiounen, dass ech misst d'Grondsteier an d'Mobiliséierungssteier direkt an am beschte scho gëschter ëmgesat hunn.

Ech stelle just fest, dass nach näischt dovunner gestëmmt ass. Dat Eenzegt, wat Der bis elo fäerdegbruecht hutt, ass, den Text vun der Mobiliséierungssteier esou ze verwässeren, dass herno am Endeffekt guer kee se wäert bezuelen. Mee mir gesi ganz kloer, dass et fir Iech keng politesch Prioritéit ass, och hei am Endeffekt Neel mat Käpp ze maachen, sou wéi Der et ëmmer an der Oppositioun gefuerdert hutt.

De Premier huet emol gemengt, zu Lëtzebuerg missten alljoers ronn 600 Wunnenge gebaut ginn. Dëst, fir dem Wuesstum kënnen entgéintzewierken.

Une voix | 6.000!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | 6.000!

... 6.000 Wunnenge gebaut ginn, fir eeben dem Wuesstum kënnen entgéintzewierken an esou d'Offer u Wunnenge kënnen ze erhéijen.

Dëst Joer, wann et da gutt geet, ginn et der 1.000, dat trotz deene Steierkaddoen, déi d'Regierung gemaach huet. Et goufe wuel Picken un Aktivitéiten, dat kuerz virun deenen zwee Auslafdatumer, dat awer just bei deene Wunnengen an Haiser, déi scho stinn. Am Existant hunn d'Verméigensverhältnisser also wuel geännert, mee gebaut gouf awer iwwerhaapt net!

An d'Zuele vum Statec aus dem Mäerz beleeën och ganz kloer, dass ronn d'Hallschent vum Finanzvolume bei de VEFA-Akten, déi gemaach goufen, aus dem ëffentleche VEFA-Opkafprogramm komm ass.

Bis haut gesi mer keng richteg Solutioun, déi d'Regierung fir dëse Problem huet. A wa mer eis eppes hei zu Lëtzebuerg definitiv net kënnen erlaben, dann ass et, dass keng weider Wunnenge méi gebaut ginn.

Trotzdeem wëll ech awer och ganz kloer soen, an dat wësst Der och, Här Minister: De staatleche VEFA-Opkafprogramm gefält eis u sech a mir sinn och frou, dass zumindest dësen och weidergefouert gëtt, esou wéi e schonn an der viregter Regierung lancéiert gouf.

An awer hannerloossen d'Zuelen aus dem Budget a grad och aus dem Pluriannuel e ganz batteren Nogeschmaach, well säit de Previsiounen aus dem Budget 2024 ginn d'Zuelen aus dem Pluriannuel, déi do eebe fir den Opkafprogramm virgesi sinn, kontinuéierlech erof.

Eiser Meenung no wär et wichteg gewiescht, eebe grad d'Joren 2024, 2025, dee Moment eeben ze notzen, fir vill méi staark ze investéieren!

Mir hunn eis am Logement ..., an dat wëll ech och nach eng Kéier ganz kloer soen, an do sinn ech bei deem konstruktive Part, bei där konstruktiver Approche, an de Minister grinst a wénkt an e weess och, wat elo kënnt, well mer eis do eeben ëmmer ganz konstruktiv mat abruecht hu mat ganz konkreete Pisten. A mir begréissen och, dass eng Rëtsch vun deene

Pisten net einfach vun der Majoritéit per se ofgeschmettert ginn ass.

Ech erënneren hei un d'Motioun fir eng Verbesserung vun der VEFA-Gesetzgeebung vum Paulette Lenert, déi an d'Kommissioun verwise gouf. Dat ass elo ee Joer hier. Dofir – de President vun der Logementskommissioun ass nach heibannen – hoffe mir, dass elo wierklech och eppes geschitt, dass et och weidergeet, Well wa mer eis d'Neibauzuelen ukucken, dann ass et wichteg, dass d'Leit erëm Vertrauen an d'Promoteuren an och an hir VEFA-Projete kréien.

D'selwecht och bei der nationaler a professionaliséierter Mietkommissioun. Bis d'Legislatioun ugepasst ass – de Minister huet jo versprach, dass hei eppes géif kommen –, brauchen d'Locatairen hei am Land eng Ulafstell, fir hir Rechter kënnen anzekloen. An duerfir hoffe mer och hei, dass et virugeet.

An dann awer nach, zu gudder Lescht, wëll ech op d'Motioun vum Franz Fayot hiweisen, déi méi Transparenz bei den Nottärsakte fuerdert. Och déi läit nach ëmmer an der Kommissioun, och do si mer eis gréisstendeels eens.

Och wichteg ass, wéi gesot, dass déi Iddien, déi elo um Dësch leien, och ëmgesat gi respektiv dass mer hei virukommen.

Här President, d'nächst Theema, dat ech onbedéngt nach gäre wëll uschwätzen, an dat, dat wësst Der, eis als LSAP extreem wichteg ass, dat ass dat vum Emploi, vun der Beschäftegung.

Mir gesinn, dass den Emploi ganz lues klëmmt. Dësen zitt jo ëmmer eréischt an enger spéiderer Phas vum Wuesstum no. De ganz luese Wuesstum bréngt awer weiderhi keng grouss Croissance beim Emploi mat sech.

Den CNFP weist drop hin, dass e Grousdeel vun den Aarbechtsplaze beim Staat geschafe ginn. Säit dem Joer 2024 ass den Emploi beim Staat ëm 5 % geklommen an am Privatsecteur stagnéiert dëse Wuesstum awer säit Joren. De Conseil huet och ausgerechent, dass tëschent 2011 an 2019 all zéngt Aarbechtsplaz beim Staat geschafe gouf. An de Joren 2023 an 2024 war dat awer all Drëtt.

An ech erënneren och hei Iech, Minister Roth, un Är Ausso beim Depot vum Budget 2024, wou Der gesot hutt, dass d'Progressioun vun de Fonctionnementskäschte misst iwwerkuckt ginn. Wéi hat Der et deemools ausgedréckt? Dass de Staat als éischt emol bei sech selwer Fouss bei Mol muss halen. An Dir hutt och gesot, dass iwwert déi nächst Joren nei Posten, déi beim Staat geschafe ginn, am Sënn vun der Previsibilitéit iwwer e längeren Zäitraum musse festgeluecht ginn.

Mir stellen awer fest, dass déi Recommandatioun, déi Der deemools erausginn hutt, net esou vun Äre Kolleegen an der Regierung ëmgesat gouf.

D'Chambre des Métiers mécht och an hirem Avis op dës Problematik opmierksam. Si stellt a Fro, ob d'Steierrecetten aus dem Privatsecteur op Dauer duerginn, fir d'Organisatioun vum Staat ze bezuelen. Déi selwecht Reflexioun och bei IDEA, datt et gëllt, dëse Budgetsposten ze iwwerwaachen.

Et ass ganz sécher, an dat wëll ech och ganz kloer soen, net dem Staat seng Schold, dass d'Betriber hei am Land wéineg nei Aarbechtsplaze schafen. An trotzdeem musse bei all Wonsch fir eng méi staark Fonction publique, dee mer och absolutt ënnerstëtzen, d'Astellungen an nei Rekrutementer awer am A behale ginn.

Vill vun den Avisen, déi zum Budget erakomm sinn, hu sech mat der KI an hirem Effet op d'Zukunft vun eiser Aarbechtswelt auserneegesat. Mir wëssen haut schonn, dass d'KI d'Produktivitéit vun de Betriber wäert erhéijen an deemno wéi och Aarbechtsplaze wäert kaschten.

Nach ganz rezent hu mer gesinn, wéi och Milliardebenefisser verschidden Entreprisen net dovunner ofgehalen hunn, Leit ze entloossen. Dat ënnert dem Deckmantel vun der KI, wéi eeben elo rezent bei Amazon, wou mer wuel dee gréisste Sozialplang säit der Stolkris wäerten hunn.

Mir mussen eis Moyene ginn, fir d'Leit opzefänken, Leit, déi gutt qualifizéiert sinn, awer och Leit, déi manner gutt qualifizéiert sinn. An an deem Kontext verweisen ech op d'Économie sociale et solidaire.

Et ass méi wéi just eng alternativ Form vun der Ekonomie. Si kombinéiert wirtschaftlech Leeschtunge mat ganz klorem soziale Wäert. Si schaaft Aarbechtsplazen, déi och fir déi vulnerabelst Persounegruppen zougänglech sinn. Si ënnerstëtzt inklusiv Geschäftsmodeller, fërdert d'Zesummenaarbecht an d'Innovatioun am Interesse vun der Allgemengheet an hëlleft dobäi, nohalteg lokal Infrastrukturen opzebauen.

Wann ee sech awer elo d'Entwécklung vun dësem Secteur an deene leschte Joren ukuckt – an dofir schwätzen ech och dëse Punkt ganz geziilt un –, da gesäit een awer eppes ganz Besuergniserreegendes. Bis 2021 ass nach ganz vill op deem Gebitt geschitt, Projete goufen initiéiert, déi lescht Joren ass et awer däitlech méi roueg ginn.

Dës Regierung huet souguer de Begrëff aus dem Numm vum Aarbechtsministère gestrach. An de Budgetserklärunge gëtt zwar ëmmer erëm betount, wéi wichteg d'Économie sociale et solidaire wier, mee et gëtt awer net weider investéiert, well wa mer eis de Budget ukucken, da gesi mer, dass grad op deem dote Budgetsposten d'Suen erofginn, respektiv och beim Pluriannuel bleift de Montant bis 2029 identesch niddreg. Et stellt sech also d'Fro, wann Iech déi Alternativ esou wichteg ass, firwat Der net hei méi Suen an de Grapp huelt an investéiert.

Aktuell gëtt de Secteur vum Minister sech selwer iwwerlooss. Fir eis ganz kloer eng verpasste Chance. Hei wär et wichteg, ze investéieren. Wann Der d'Leit wëllt an de Mëttelpunkt stellen, ass dat heiten eng gutt Chance, fir genau dat doten ze maachen. Mee wie weess? Mam neien Aarbechtsminister – wou ech weess, dass en och ganz sensibel op deem dote Gebitt ass –, kënnt do jo vläicht neie Schwong an de Secteur. Neie Schwong hu mer jo och elo beim Sozialdialog versprach kritt. Da si mer emol gespaant, wat d'Zukunft mam Här Marc Spautz wäert bréngen.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

E puer Wierder nach zur Santé. Och do hate mer scho gréisser Diskussiounen. Ech verweisen hei nach op eng Heure d'actualité vu virun e puer Wochen, déi mer heibannen haten, wou ech bedaueren, dass déi Motiounen, déi mer erabruecht haten, net vun der Majoritéit ënnerstëtzt goufen. Mir hätten do kënnen e ganz kloert Zeeche setzen. Virun allem och déi Onrouen, déi et an deem Secteur gëtt, hätte mer domadder kënnen dee Moment beendegen.

An der leschter Legislatur huet d'CSV net mat Kritick um Gesondheetssystem gespuert. D'CSV-Deputéiert hunn no Reforme geruff. Et goung hinnen net séier genuch, net wäit genuch. Am Walkampf huet d'CSV mat der Scheierpaart gewénkt an d'Liberaliséierung vum System als Allheilmëttel fir all d'Problemer duergestallt.

Elo stellt sech dann eraus, dass dat awer net d'Patentrezept ass, well dat vill Risiken a Problemer mat sech géif bréngen. Stéchwuert „Kommerzialiséierung vun der medezinnescher Versuergung" an „Zwouklassemedezinn". Wéi gesot, ech bedaueren, dass mer eis hei net konnten drop eenegen, fir iwwert d'Motiounen e ganz staarkt Zeechen ze setzen.

Fir eis ass et awer kloer: Mir wëllen d'Gesondheetsversuergung fir d'Patienten, fir d'Assuréë méi accessibel maachen – Stéchwuert „Virage ambulatoire" –, mee net egal wéi. Mir brauchen eng gutt Versuergung no bei de Leit, ausserhalb vun de Spideeler, mee op kee Fall lassgeléist vun de Spideeler, sou wéi de Premier et emol eng Kéier selwer gemengt huet. A mir wëlle genuch a gutt forméiert Gesondheets- a medezinnescht Personal: Master an der Medezinn, Universitéitsspidol, fir just dës ze nennen. Mee genausou wichteg ass fir eis och eng modern, zäitgeméiss, reaktiv an equilibréiert Nomenclature, respektiv d'Méiglechkeet, fir de Katalog vun de Leeschtunge méi séier un d'Entwécklung vun der Wëssenschaft a vun der Medezinn kënnen unzepassen.

Mir waarden och nach ëmmer no zwee an engem hallwe Joer CSV/DP-Regierung dann op déi ganz vill Reformen, déi ganz vill Projeten, wou se ëmmer ganz haart derno gejaut hunn, dass se misste kommen, wéi zum Beispill d'Dokteschgesellschaften, e Projet de loi, deen um den Dësch loung, deen Der awer zréckgezunn hutt. Bis elo hu mer awer hei nach näischt Neies Ärersäits héieren.

46 % vum Budget fléissen an d'Sozialleeschtungen. Dat sinn effektiv ganz vill Suen. An d'Erhale vun eisem Sozialsystem, vun eise Sozialleeschtungen ass eis genausou wichteg wéi och Iech. D'Ausgabe gi wuel erop, allerdéngs net, well elo vill nei Mesüren agefouert ginn, mee virun allem ass et op mechanesch Ursaachen zréckzeféieren. D'Ausgabe wuesse virun allem doduerch, dass d'Bevëlkerung wiisst an och d'Zuel vun de potenzielle Beneficiairen zouhält. Wéi gesot: Nei Akzenter gesi mer wierklech keng an der Sozialpolitick!

E Wuert zur CUSS, der Couverture universelle des soins de santé, well dat fir eis e ganz essentiellen Dossier ass – dat wësst Der: Mir stéieren eis drun, dass dësen zwar am Budget erëmzefannen ass, awer ganz verstoppt hanner engem aneren Artikel, wou en eis emol net direkt opgefall ass, wou mer hu missen nofroen an d'Ministesch emol selwer net wosst, wou se d'CUSS dann an hirem Budget do verstoppt hätt.

De Fait, dass mer awer no méi wéi zwee Joer nach ëmmer net déi Evaluatioun virleien hunn, déi versprach ginn ass, weist, dass d'Regierung net wierklech wëlles huet, hei virunzekomme respektiv d'CUSS gesetzlech ze verankeren. A wa mer jo sou vill iwwert den Aktiounsplang géint d'Aarmutsbekämpfung geschwat hunn, wär dat hei e ganz wichtegen Aspekt, fir och hei endlech ze legiferéieren an och derfir ze suergen, dass déi vulnerabelst Leit an eiser Gesellschaft dee Moment och sozial komplett ofgeséchert sinn.

Och de Problem vum Defizit bei der CNS ass nëmme ganz kuerzfristeg geléist. Et ass gutt a richteg, dass d'Dotatioun vum Staat fir d'Maternité gehéicht gouf, well déi Depensen effektiv net wierklech ënnert den Objet vun der Gesondheetskeess falen. Dat war et awer och schonn! Nei Akzenter, aner Mesüre sinn hei net komm. An och do leie Pisten um Dësch. Notamment hunn d'Gewerkschafte scho säit annerhallwem Joer drop higewisen an eebe Propose virgeleucht, fir zum Beispill déi administrativ Fraisen aus der CNS erauszehuelen oder och d'Cotisatiounen ze deplafonéieren.

Wéi gesot: Geschitt also elo näischt. A mir hoffe wierklech net, dass et herno zu Leeschtungsverschlechterunge wäert kommen. Au contraire, mir brauche Leeschtungsverbesserungen, op déi d'Assuréë scho

waarden, sief dat elo bei de Bréller, sief dat an der Zännmedezinn. Et ass wichteg, dass eeben hei, wéi gesot, déi Leeschtunge fir d'Assuréë kommen.

Ee Wuert nach, wann ech scho bei der Secu sinn, zu de Pensiounen. Bon, mir wäerten zu engem spéidere Moment ... Muer wäerte mer nach méi ausféierlech doriwwer diskutéieren, wann déi zwee Projet-de-loie wäerte gestëmmt sinn. Trotzdeem muss ee soen: Et war vill Duercherneen, et ware vill Schierbelen, vill Porzeläin, dee gebrach gouf, a wat am Endeffekt erauskomm ass, ass eng kleng Reförmchen, déi awer keen esou wierklech zefriddestellt.

D'Argument, dat ëmmer erëm kënnt, dass mer alleguerten elo méi al ginn an et duerfir och logesch ass, dass mer méi laang schaffen ... Bon, dat Argument kléngt op den éischte Bléck jo nach vläicht e bësse logesch, mee trotzdeem: Wann een esou eng Mesür obligatoresch mécht, da muss een och kucken, dass se wierklech ëmsetzbar ass!

An domadder mengen ech, dass et wichteg ass, dass hei eeben och déi Begleetmoossname fir den Emploi vun den eelere Mataarbechter a Mataarbechterinne vum Personal och encadréiert gëtt. Et geet net duer ze soen: „Dir musst méi laang an der Aarbecht bleiwen." Da muss een och de Kader schafen. An et muss een och kucken, dass déi Leit wierklech méi laang kënnen an der Aarbecht bleiwen.

Leider ass et awer och esou, dass an Zukunft ëmmer méi Leit souwisou wäerte musse méi laang schaffe goen, well der nëmme just nach e puer sech d'Liewen a virun allem d'Wunnkäschte kënne leeschten, an dat mat enger Pensioun, déi fir ganz vill Leit ënnert dem Budget de référence läit.

Mee d'Regierung weigert sech hei, d'Mindestpensioun eropzesetzen, obwuel ech mech nach kann drun erënneren, dass op enger Table ronde d'Sozialministesch gesot huet, si kéint sech virstellen, dat an Zukunft ze maachen. Bon, muer stëmme mer de Projet de loi a mir bedaueren, dass déi Pist awer net zeréckbehale gouf. An hei, fir an deem Konstruktiven ... Mir géifen et definitiv aneschters maachen! An Dir wësst, wat eis Positiounen dozou sinn.

Här President, fir d'Zukunft ze gestalten, brauch et och finanzielle Spillraum, finanzielle Spillraum am Budget, och fir déi zukünfteg Schocken, déi eventuell kommen. Dat schreift d'Zentralbank an hirem Avis.

De Finanzminister seet ëmmer, en hätt keng Glaskugel, e wéisst net, wat an der Welt geschitt. Effektiv huet keen déi Glaskugel. Trotzdeem heescht eng responsabel Finanzpolitick, sech och selwer kënnen d'Moyenen ze ginn, fir, wann eebe Krise kommen, wann extern Schocke kommen, kënnen drop ze reagéieren. Dat ass d'Kärelement vun der Resilienz.

A grad Lëtzebuerg als eng kleng oppen Ekonomie, déi besonnesch ufälleg fir extern Schocken ass, muss eeben dofir iwwer en nach vill méi e grousse Spillraum verfüge wéi eeben eng méi grouss a manner ufälleg Ekonomie.

Eng resilient Politick brauch multipel Revenuquellen a brauch eng Strategie, déi och bei 0 % oder negativem Wuesstum op alle Fall temporär drobar bleift.

D'LSAP steet fir eng Politick, déi d'Zukunft schützt, an net Hypothéike fir déi nächst Generatiounen opmécht.

An effektiv stellt sech déi grouss Fro – do hu mer de Moie vun der Majoritéit nach keng Äntwert héieren: Wou bleift dann dee finanzielle Spillraum fir all déi wichteg Erausfuerderungen, déi Der eis opgezielt hutt, all déi grouss Projeten, déi Der wëllt realiséieren? Wou bleift dee finanzielle Spillraum, fir dat ze finanzéieren? Oder, fir et einfach auszedrécken: „Woher kommt das Geld?"

Duerch divers Steierentlaaschtunge wäert dem Staat all Joer – all Joer! – ronn 1 Milliard feelen. Ab 2028 – et ass schonn e puermol gesot ginn: déi grouss Steierreform an och d'Investitiounen an d'Defense, wann een dat dann alles zesummerechent – kéinten dem Staat vum Ufank vun der Legislatur bis zum Schluss, an och natierlech doriwwer eraus, all Joer mindestens 4 Milliarden Euro feelen!

Ech wëll och hei soen, dass dat, wat vun de Projeten ëmgesat gouf, net alles falsch ass. Mir hunn eng ganz Rëtsch matgedroen, sief dat d'Erhéijung vum Kreditt fir Elengerzéiender oder och de steierfräie Mindestloun. Jo, dat war richteg, dofir hu mer dat och matgedroen.

Mee trotzdeem, Här Baum ... En ass elo net méi do.

M. Gilles Baum (DP) | Dach! Hei.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | A, do sidd Der nach. Dir hutt d'Plaz gewiesselt. Gutt!

Här Baum, ech wéilt Iech just soen: D'Aféierung vun enger eenzeger Steierklass ënnerstëtze mir absolutt! An dat kascht och Suen!

Plusieurs voix | A!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir hunn ni gesot, dass mer dat net géifen ënnerstëtzen. Au contraire. Mee d'Fro, déi sech awer stellt, ass: Wéi bezuelt Der et? Wuer gitt Der d'Sue sichen, fir genau déi doe Steierreform kënnen ze finanzéieren? An ech mengen, do ass einfach d'Differenz tëschent eis. Mee mir hunn awer ni gesot, dass mer de Projet net géife mat ënnerstëtzen.

D'Iddi, déi hate mir och schonn. A mir hate jo och schonn an der viregter Regierung dorunner geschafft. Mir sinn och frou, dass de Minister hei op d'mannst emol d'Wuert gehalen huet, fir elo kënnen un deem unzesetzen. Mee och do natierlech läit den Däiwel am Detail. An och do wësst Der, dass mer Verschiddenes wäerten e bëssen aneschters gesinn.

Ech hunn am Ufank dovunner geschwat, dass d'Regierung sech ze vill op de Wuesstum verléisst, deen no deenen zwee an engem hallwe Joer, wou se am Amt ass, nach ëmmer net do ass. An dat ass eeben eisen Haaptkritickpunkt: dass eeben déi Wett op d'Zukunft, déi Wett op de Wuesstum ze vill riskant ass. Mir kënnen eise Budget net einfach strukturell ëm Steierrecettë bréngen, ouni doriwwer nozedenken, wéi dat Ganzt soll finanzéiert ginn, d'autant plus, well nach weider Recettë wäerten ewechfalen.

Domadder sinn ech bei den Zigaretten, beim Tubak, beim Spritt. Mir wëssen, dass dat d'Piliere vun eisem Lëtzebuerger Budget sinn. Den Tubak bréngt mëttlerweil – wien hätt dat jeemools geduecht? – méi wéi de Bensinn. D'Fëmmerten hu bis den 30. September iwwer 1 Milliard an d'Staatskeess bruecht. 1 Milliard!

D'lescht Joer hate mer d'Regierung opgefuerdert, sech méi konkreet Gedanken driwwer ze maache mat der europäescher Initiativ vun der Génération sans tabac: fir dass mer eeben deenen, déi haut fëmmen, hëllefen, domadder opzehalen, respektiv och déi Jonk dovunner ofzehalen, iwwerhaapt unzefänke mat Fëmmen. Mir stelle fest, dass d'Regierung bis elo hei awer nach näischt gemaach huet.

Nach viru Kuerzem hutt Dir, Här Finanzminister, Iech retizent gewisen, der europäescher Propos zouzestëmmen. Ech ënnerstellen Iech heimadder guer net, dass Der elo e groussen Tubaklobbyist sidd. Ëmmerhin 1,3 Milliarden Euro, dat ass net näischt! Ech mengen, dat si vill Suen. An ech verstinn och, dass dat wéideet, wann déi op eemol net méi do sinn – zemools well d'Tendenz jo nach weidergeet.

Tëschent de Joren 2023 a 2024 war de Verkaf vum Tubak hei zu Lëtzebuerg ëm 17 % geklommen! Dat ass och net näischt, mee et weist awer och, dass déi lëtzebuergesch Präisser nach wäit ënnert deem leien, wat mer an eisen Nopeschlänner verzeechnen.

D'Fondation Cancer huet an hirem Communiqué zu den Diskussiounen um europäeschen Niveau eist Land als en „europäeschen Tubaksbuttek" bezeechent. An dofir, Här Minister, mat där ganzer Regierung, an dat ass eise Punkt: Mir versti jo, dass dat vill Sue sinn, op déi Der net wëllt verzichten, mee Dir ignoréiert de gesondheetlechen Aspekt. Dëse Geschäftsmodell ass net méi haltbar! Mee soulaang de Rubel rullt, rullt en. An effektiv: Jo, et si ganz vill Suen, mee d'Grondlag ass awer falsch, an och dat kënnt Dir net ignoréieren.

(Interruption)

D'Cour des comptes huet an hirem Avis publizéiert, dass den Tubak, also déi direkt wéi och déi indirekt Effeten dovunner, all Joer méi wéi 850 Milliounen Euro kaschten – niewent all deene villen Doudegen, déi duerch den Tubak stierwen.

Amplaz op albewäert Mëttele wéi Tubaksakzisen ze setzen, brauche mer nei Weeër. A virun allem brauche mer nei Recetten. An dat schreift och d'Cour des comptes an hirem Avis.

Ganz kloer: Mir brauche Géigefinanzéierungsmodeller, fir déi ganz Depensen, eis politesch Erausfuerderungen, kënnen ze finanzéieren, well och den Tubak an och déi fossill Brennstoffer als Geldquell – an dat wësse mer alleguerten – net éiweg wäerten déngen.

An dësem Kontext fuerdere mer d'Regierung op, sech net den Diskussioun iwwert d'Géigefinanzéierung respektiv net den Diskussiounen iwwer nei Recetten ze verschléissen. Et ass wierklech un der Zäit, fir eeben och elo proaktiv – de Moment ass richteg, well mer wëssen, wat op eis duerkënnt – d'Käpp zesummenzestiechen an eeben ze kucken: Wat kënnen dann nei Recettë sinn?

Wa mer iwwer Géigefinanzéierung schwätzen, da musse mer natierlech och iwwer eise Steiermodell schwätzen. Niewent deenen Ongerechtegkeeten, déi et gëtt, sinn do sécherlech nach Pisten, fir och kënnen nei Recetten ze generéieren, ouni elo alleguerten d'Leit mussen ze zwéngen, méi Steiere missen ze bezuelen, well dat ass jo ëmmer dat, wat eis direkt hei virgeworf gëtt.

Eis geet et drëms, eeben hei en anere Shift ze kréien, an zwar d'Steierlaascht tëschent der Aarbecht an dem Kapital ëmzedréinen. Et kann ee kengem erklären, dass ee fir e Salaire vu 75.000 Euro am Joer bis zu fënnefmol – bis zu fënnefmol! – méi Steiere bezilt, ewéi dat fir den nämmlechte Montant un Dividenden aus engem verierften Aktiepak de Fall ass. Dat ass fir eis net akzeptabel. An et ass eeben do, wou mer der Meenung sinn, dass ee muss dee Shift bréngen. Et ass eeben do, wou een déi Steierlaascht tëschent der Aarbecht an dem Kapital muss ëmdréinen.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Wat sécherlech net responsabel ass – an och dat differenzéiert eis vis-à-vis vun der Majoritéit –, ass, weider Steierkaddoen auszedeelen, wéi zum Beispill d'Betribssteier duerch d'Baisse ëm ee Prozentpunkt, woumadder alljoers 100 Milliounen an der Staatskeess feelen.

Dir hutt wëlles, dat an Zukunft nach weider ze maachen. Dir huet wëlles, nach gären hei déi weider Steierkaddoen auszedeelen. Mee, wéi gesot, dat ass do, wou mir net géifen usetzen. Eis wär et méi wichteg eeben ze kucken, wéi mer nei Recettë kënne generéieren. Dat am Zesummenhang mat der sozialer

Gerechtegkeet. Dat am Zesummenhang mat der Nohaltegkeet, fir eeben hei kënne proaktiv virzegoen an d'Staatskeess eebe kënnen esou ze fidderen.

An dësem Kontext och eng Motioun, ...

Motion 1

La Chambre des Deputés,

– considérant que le débat budgétaire constitue un moment fondamental de l'activite parlementaire et que la trajectoire financière de I'État doit être planifiée de manière transparente, cohérente et durable, non seulement pour l'année courante mais aussi pour les années à venir ;

– considérant que de nombreuses mesures importantes sont déjà annoncées ou attendues pour les années à venir, notamment en matière de dépenses militaires, de réforme fiscale, de lutte contre la pauvreté, de santé publique, de transition écologique et de modernisation numérique ;

– considérant que ces engagements impliquent des besoins financiers considérables, récurrents et parfois structurels, qui ne sont pas pleinement reflétés et chiffrés dans la programmation financière pluriannuelle actuellement soumise à la Chambre ;

– considérant qu'à l'échelle internationale, les rapports récents de Mario Draghi et d'Enrico Letta mettent en lumière l'ampleur des besoins d'investissement pour répondre aux défis géopolitiques, à la transition écologique, à l'innovation, estimant qu'une stratégie de financement de plusieurs centaines de milliards d'euros par an est nécessaire si l'Union européenne veut maintenir sa place dans le monde et soutenir les transitions structurelles à venir ;

– considérant que la simple projection des besoins d'investissement européens illustre l'ampleur du défi financier qui attend les États membres et souligne la nécessité d'une planification financière robuste, cohérente et socialement responsable ;

– considérant que certaines recettes actuellement significatives pour le budget de l'État, notamment celles issues du tabac, estimées à environ 1,3 milliard d'euros pour l'année 2026, sont susceptibles d'évoluer, voire de diminuer, à moyen ou long terme, en particulier en raison d'engagements internationaux ou européens ;

– considérant qu'il est dès lors indispensable d'anticiper ces évolutions afin d'éviter des déséquilibres budgétaires futurs et de garantir la capacité de l'État à financer durablement ses politiques publiques ;

– considérant que l'absence de chiffrage précis des mesures futures dans le budget pluriannuel rend difficile pour le Parlement et la population d'apprécier les conséquences financières et politiques des engagements publics envisagés ;

– considérant qu'une stratégie nationale claire de renforcement des recettes est indispensable pour garantir un contre-financement crédible des mesures prévues, tout en maintenant la soutenabilité des finances publiques et la justice intergénérationnelle,

invite le Gouvernement à

– élaborer et présenter à la Chambre des Députés une stratégie globale pour accroître et sécuriser les recettes de l'État, afin de permettre le contre-financement des engagements budgétaires futurs, en tenant compte des défis géopolitiques, de la transition écologique, de la transformation numérique, de la cohésion sociale et des obligations internationales ;

– analyser l'évolution prévisible de certaines recettes aujourd'hui importantes, susceptibles de diminuer à moyen ou long terme en raison d'engagements internationaux ou d'objectifs de politiques publiques, et d'en évaluer les impacts potentiels sur l'équilibre budgétaire ;

– préparer l'État à ces évolutions structurelles, en identifiant de manière prospective des sources de recettes alternatives et durables, afin d'assurer la continuité du financement des politiques publiques et d'éviter toute dépendance excessive à des recettes appelées à disparaître.

(s.) Taina Bofferding, Liz Braz, Paulette Lenert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... wou dann nach eng Kéier ganz kloer gefuerdert ass ..., dass et eebe wichteg ass, no neie Recetten ze sichen.

Eng aner Iddi, déi ee kéint an deem Kontext diskutéieren, ass d'Contribution généralisée. Déi ass jo schonn am Kader vun de Pensiounen an d'Spill bruecht ginn, notamment och an engem vun den Avise vum Sozial- a vum Wirtschaftsrot, fir eeben esou zousätzlech Recetten ze kréien, déi op der Solidaritéit baséieren an déi gestaffelt an och op alle Revenue solle bezuelt ginn.

Hei geet et eeben drëms, fir bei alleguerten deene Leit, déi eeben hei kënnen zur Keess gebiede ginn, dee Moment eeben d'Solidaritéit spillen ze loossen. Dat wär an eisen Aen och méi gerecht, ewéi einfach elo nëmme pauschal virzegoen an eenheetlech d'Steieren ze erhéijen.

Eng aner Pist kéint sinn: d'Abgab op Roboteraarbecht a KI. Ech weess, dass vill Leit da schonn Ausschlag kréien, wann een dat doten erwäänt. Trotzdeem nach eng Kéier: D'KI wäert eist Liewe veränneren, mir wäerten do mat ganz aneren Erausfuerderungen nach ze kämpfen hunn. Och um internationalen, europäeschen Niveau lafen déi Diskussiounen.

Ech erënneren drun, dass schonn deemools bei eis d'Mady Delvaux-Stehres déi éischt Kéier eng Robotertax an d'Diskussioun bruecht huet. Och hei: Et ass Zukunftsmusek, mee et wär awer wichteg, sech elo domadder auserneenzesetzen, fir ze evitéieren, dass mer herno iwwerrannt ginn a keen anere Choix méi hunn, wéi da mussen op eemol einfach ze reagéieren. Duerfir ass et besser, heiansdo proaktiv virzegoen, wéi an der leschter Minutt mussen ze reagéieren, wat da keen arrangéiert.

Dëst gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, ass de Budget, an domadder wëll ech ofschléissen, net nëmmen eng Rei vun Zuelen. En ass eng politesch Erklärung. Mat dësem Budget erkläert d'Regierung, wien zielt a wie vergiess gëtt. Eng realistesch Politick baut op Fakten, net op Hoffnungsgrafiken. An e staarke Staat ass net deen, deen op Croissance hofft, mee et ass deen, dee sech op all déi méiglech Zenarie preparéiert.

Dofir plädéiere mir derfir, wéi ech scho virdrunner erkläert hunn, sech net komplett dem Mantra vum Wuesstum ze verschreiwen a Wuelstand net just doduerch ze definéieren, wéi vill een am Portemonnaie huet, mee wéi et engem am Endeffekt geet.

Dofir ass et fir eis wichteg, dass mer de Wuesstumskompass duerch e moderne GPS ersetzen, e GPS mat engem ganz groussen „S" fir „Soziales", dëst queesch duerch all d'Politickfelder. Ech sinn op d'Aarmut virdrun agaangen, op de Logement, op d'Aarbecht, d'Gesondheet, op d'Pensiounen. Ech mengen, do gesitt Der ganz kloer, wou mir eis Prioritéite setzen – wéi ech am Ufank gesot hunn: „Dat géife mir aneschters maachen." Fir eis wären dat doen déi Theemen. Dat wär do, wou mer géifen un d'Schrauwen dréine goen a wou mer sécherlech géife méi Verbesserunge fir eist Land a fir eis Leit bréngen.

Mir hunn de Mënsch am Bléck, net just Zuelen. Dir sot: „D'Wirtschaft muss dréinen, fir de Sozialstaat kënnen ze bezuelen." Mir soen: „Ouni Mënsche gëtt et keng Ekonomie." Et brauch sécherlech Croissance – wéi gesot, deem verschléisse mir eis och net –, mee et gëtt och nach eppes, dat sech „ëmverdeelen" nennt, eng gerecht Ëmverdeelung. Duerfir, et ass wichteg, dass Suen do sinn, mee Suen eleng ginn net duer. Et muss een och kucken, dass se do agesat ginn, wou se gebraucht ginn, respektiv derfir suergen, dass d'Leit se dann am Endeffekt och kréien.

Dat differenzéiert eis erëm ganz kloer vun Iech. An dofir wäerte mir dëse Budget sécherlech net matstëmmen. Mee et ass net just dee Punkt.

Wat eis besonnesch erschreckt, an dat hunn ech och ganz ausféierlech erkläert, dat ass déi Saach vun der Géigefinanzéierung, well Der Iech keng Gedanken driwwer maacht, wéi Der alleguerten déi grouss Erausfuerderungen, déi Projeten, déi Der ugesat hutt, wou der och eng Rëtsch derbäi sinn, déi mer ganz gären ënnerstëtzen ... Mee et stellt sech einfach d'Fro vun der Géigefinanzéierung: „Woher kommt das Geld?"

A mir hunn eis, wéi gesot, elo hei keng Wonnerléisung erwaart, awer zumindest Pisten – an dofir eis Motioun –, wéi een hei ka proaktiv virgoen, wéi een nei Recettë ka siche goen, fir dat doten alles ze finanzéieren.

Mir, d'LSAP, plange fir all Wieder, net nëmme fir d'Sonn, dat wëll ech ganz kloer soen, an dofir wäerte mer dëse Budget och net matstëmmen!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding. Mee da stinn nach zwou Froen op.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ganz gären.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Fir d'éischt den Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Effektiv ass dat elo schonn e bësse méi laang hier, mee dofir soen ech der Madamm Bofferding Merci, dass si et elo eng Kéier resüméiert huet. An do sinn elo esou vill Froe bäikomm, déi ech mer elo natierlech net erlaben, alleguerten ze stellen.

Mee déi eng Fro wär einfach dee Moment gewiescht, ob si eis kéint soen, wéini déi Reform, déi ugekënnegt gouf an déi elo nach net deposéiert ass, sollt a Kraaft trieden, déi si jo elo scho gär géigefinanzéiert hätt.

An ech hu mech elo no deene weideren Ausféierunge vun der Madamm Bofferding gefrot: Kéint et sinn, Madamm Bofferding, kéint Der mer dat confirméieren, datt d'LSAP hiert soziaalt Häerz ëmmer dann erëm nei entdeckt, wa se an der Oppositioun ass an net an der Verantwortung?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech mengen, Dir musst jo selwer driwwer laachen. Dat war elo keng echt Fro. Erwaart Der elo wierklech eng Äntwert dorobber?

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Ok, et ass ok. Dann déi nächst.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Nee, Är Fro, ob mir elo an der Oppositioun erëm eist soziaalt Häerz entdecken? Come on!

(Interruptions)

Also éierlech. Dir hutt selwer musse laachen iwwert déi Fro.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Déi éischt Fro war déi, ob Der mer kéint soen, wéini déi Reform, déi de Minister annoncéiert huet, soll a Kraaft trieden. Dat war déi éischt Fro.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Déi éischt war nach net beäntwert an déi zweet war beäntwert.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Wann Der op déi zweet net wëllt äntwerten, ass dat fir mech och eng Äntwert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Wat mengt Der elo fir eng Reform? Déi vun der eenzeger Steierklass? Jo.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Jo. Wat ass dann elo Är Fro? Dass mir kritiséieren, dass et net am Pluriannuel steet, wat net nëmme mir soen, mee wat och a ganz villen Avise steet?

Nach eng Kéier: Et hätt een ... Wann ee weess, dass esou vill Depensë kommen, da bréngt een et awer da mat, och wann et nach net gestëmmt ass.

Wéi gesot, d'Defence Bonds sidd Der och scho grouss amgaang ze promoten, an d'Gesetz ass mol nach net gestëmmt. Do geet et an hei geet et net? Come on!

(Interruption)

Also, déi kleng Foussnout hätt Der och kënnen hei dramaachen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Madamm Bofferding, wéini soll d'Reform, wéini soll d'Individualiséierung a Kraaft trieden? Kënnt Der eis soen, wat do annoncéiert ginn ass?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Soubal d'Gesetz gestëmmt ass, soll se a Kraaft trieden.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Minister huet herno 50 Minutten Zäit. Vläicht kann hien dann dorobber äntwerten.

Ech mengen, da steet nach eng aner Fro op vun der Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt just, ech hunn zwou Froen an eng Remark.

Déi éischt Fro: Dir sot, dass mer natierlech alleguer mussen derfir suergen, dass Leit, déi manner gutt ausgebilt sinn, och eng Aarbechtsplaz hunn an erhalen. Ech mengen, do ass jiddweree ganz bei Iech. Op där anerer Säit frot Der natierlech awer och, dass de Mindestloun soll an d'Luucht goen. Dann hunn ech zwou Froen. Déi éischt ass, op wéi vill de Mindestloun an d'Luucht soll goen? Zweetens, wat maacht Der da mat deenen Aarbechtsplazen, déi vläicht ewechfalen, well dat jo da genau déi sinn, wou vläicht awer da manner Aarbechtsplaze geschafe ginn oder wou der vläicht och ofgebaut ginn?

A meng Remark, déi ech wollt maachen, ass: Dir hutt DPI a BPI mat an ee Saz geholl. Ech wëll hei awer eng Kéier kloerstellen: D'BPIen, d'Bénéficiaires de protection internationale, déi hunn de Statutt an déi hunn déi nämmlecht Rechter an déi nämmlecht Flichte wéi all aneren, deen hei am Land wunnt.

Villmools merci.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dat ass richteg. An déi kämpfen och ganz vill mam Logementsproblem, wéi ganz vill aner Leit och hei am Land.

Zu Ärer Fro vum Mindestloun: Mir hu gesot, an enger éischter Phas kéint een deen emol ëm 100, 200 Euro eropsetzen, duerno soll ee weiderkucken.

Wichteg ass – nach eng Kéier, an dat ass de Prinzipp, dee mir verteidegen –, dass de vun dengem Loun genausou wéi vun denger Pensioun solls kënne liewen, dass de eeben net herno nach muss op Sozialhëllefen ugewise sinn.

Dofir hätte mer gäre strukturell Reformen. An dofir ass et och richteg, dass mer an der Aarmutsbekämpfung, wou mer gesinn, dass vill an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, mee wou mer net virukommen, einfach strukturell Reforme brauchen.

An natierlech geet d'Erhéijung vum Mindestloun eleng och net duer, well de Logement ass nach ëmmer de Problem Nummer eent an der Aarmut. A mir wëssen eeben, wéi ech virdrunner d'Chiffere genannt hunn, dass d'Leit ganz vill vun hirem Salaire mussen an d'Wunne stiechen. An et ass do, wou mer mussen e Levier setzen!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen dëse Budget haut net mat. Net aus Prinzipp, net aus Oppositiounsreflex, mee aus politescher a finanzieller Verantwortung. Et gëtt zwee Grënn:

De Budget steet fir eng Politick, déi d'Problemer vu Lëtzebuerg net léist, mee se no hanne verréckelt, op Käschte vun der nächster Generatioun. A vill Bierger froe sech, wou dann de versprachene Wiessel vun dëser Regierung ass. Wat ass eigentlech aneschters wéi bei der Gambia-Regierung virdrun? Wou ass den CSV-Afloss bei dëser Regierung? Mir gesinn en net.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Zweetens: D'Zuele vum Budget schwätzen eng däitlech Sprooch: 31,1 Milliarden Einnamen, 32,6 Milliarden Ausgaben, bleift en Defizit vun 1,5 Milliarden Euro – an dat net an enger Kris. E Staat, deen an esou Zäiten Defiziter mécht, lieft op Käschte vun der Zukunft.

An dës Scholdenentwécklung ass alarmant! Am Joer 2000 hate mir 6 Milliarde Scholden, elo hu mer 24 Milliarde Scholden. An esou, wéi et elo ausgesäit, wäerte mer bis 2029 nach zousätzlech 6 Milliarde Scholden derbäikréien an da wiere mer op 30 Milliarde Scholden. Op den Awunner gerechent waren dat am Joer 2007 6.296 Euro Scholde pro Awunner, aktuell 35.000 Euro Scholde pro Awunner an 2029 dann iwwer 40.000 Euro Scholde pro Awunner.

Dat ass eng massiv Hypothéik op d'Zukunft vun eise Kanner. An dobäi kënnt nach d'Zënsbelaaschtung. All Euro, deen an d'Zënse geet, ass en Euro, deen net investéiert ka gi fir eist Land, fir eis Leit a fir eis Zukunft.

Eng verantwortlech Regierung misst d'Ausgabe bremsen, Prioritéite setzen, eng Scholdebrems aféieren. Mee de Budget mécht genee dat net.

An da feele jo nach zwee Punkten:

Deen éischten, dee feelt, dat ass de Punkt vun de Militärausgaben. Do si mer elo op 1,3 Milliarden Euro. Mee wat net am Pluriannuel drasteet, dat ass dat, op wat mer wëllen higoen. Geplangt sinn nämlech bis 2030 3,5 %, da wiere mer op 2,3 Milliarden Euro, respektiv 5 % 2035, da wiere mer op 3,25 Milliarden Euro. Bei 3,5 % am Joer 2030 géif dat heeschen, dass all Awunner pro Joer 3.345 Euro bezilt fir d'Rüstung an d'Militär. Dat heescht, eng Famill vu véier Leit géif 13.380 Euro pro Joer dofir bezuelen. Bei 5 % wieren et fir eng Famill mat véier Leit 20.000 Euro, déi déi Leit bezuele fir d'Militär.

Deen zweete Punkt, deen och net hei drasteet, dat ass déi geplangte Steierreform, déi 850, 900 Millioune wäert kaschten.

An do kann ee sech dann och erëm froen: Wie bezilt dat eigentlech? Ma de Steierzueler! De Steierzueler bezilt d'Militärausgaben an de Steierzueler bezilt och seng eege Steierreform. A mat de Militärausgabe si mer dann op 2 Milliarde méi an Zäit vun dräi Joer. An dat ass eng considerabel Erhéijung, déi am Pluriannuel net drasteet.

Mat dëser Regierung gesäit et also kloer och fir d'Zukunft esou aus, dass d'Scholde wäerte klammen. An dat ass eigentlech alles aneschters wéi eng typesch CSV-Politick, déi ëmmer gesot huet, si wier stabill. Dobäi muss de Staat ëmmer méi Zënse bezuelen an et feelt eng Strategie, e Plang fir den Ofbau vum Defizit. An duerfir ass dëst e Budget vun der Onstabilitéit a vun den Extreemer, an zwar vun den extreeme Scholden!

Här President, dat féiert mech zur méi allgemenger Politick. Wann een e Budget opstellt, da mécht een dat och, fir gewëssen Ziler ze erreechen. An da muss ee sech froen – an dat freet ee sech ëmmer erëm –: Wat ass iwwerhaapt d'Zil vun dëser Regierung fir dëst Land? Wéi soll eist Land ausgesinn am Joer 2050? Wou ass de Projet do derfir, mat deem een d'Leit kéint matrappen, deen een hinne kéint weisen? Dat gesi mer net.

Wat mer elo gesinn, dat ass dat, wat hei virgeholl gëtt. Mee mir wëssen net, ob et eppes déngt. An d'Resultat wäerte mer no fënnef Joer Legislaturperiod, spéitstens 2028, dann evaluéieren. An da kritt d'Regierung hir Zensur vun eis an och vum Wieler. Mir wäerten déi maachen a mir wäerte kucken, ob d'Regierung gutt geschafft huet oder net, unhand vu ganz kloren Evaluatiounskritäären, déi ech hei nach eng Kéier wëll widderhuelen, wou ee ganz kloer no Statistike kucken an och moosse kann.

Mir kucken, ob d'Kafkraaft eropgeet oder erofgeet bei dëser Regierung; mir kucken, ob d'Energiepräisser eropginn oder erofginn; ob d'Kriminalitéit eropgeet oder erofgeet; ob den Trafick op de Stroosse sech verbessert oder nach verschlechtert; ob d'Waardezäiten an de Klinicken, an den Urgencen erofginn oder weider inakzeptabel héich bleiwen; ob d'Aarmut erofgeet oder weider inakzeptabel héich bleift; ob et bei dëser Regierung nach ëmmer esou wäert sinn, dass vill Lëtzebuerger mussen an d'Ausland plënneren, well si an hirem eegene Land keng Wunneng fannen; ob sech agesat gëtt fir dat, wat Lëtzebuerg ausmécht, seng Kultur, seng Sprooch, d'Lëtzebuergescht, oder ob et ëmmer méi verschwënnt; ob d'Stellung vun der Famill an der Gesellschaft weider erofgeet an d'Individualiséierung an eiser Gesellschaft zouhëlt; an ob eis Scholde weider zouhuelen oder ob mer erëm an eng stabill Situatioun kommen.

An ech kann Iech soen, wou mer elo no zwee Joer stinn: Bei deene meeschte vun dëse Punkte steet eist Land schlecht do! Et si vläicht vereenzelt Saachen, déi ok sinn, mee am grousse Ganzen, Trafick, Kriminalitéit, Klinicken, Aarmut, Wunnengen, sti mer schlecht do. A mir kucke gären an dräi Joer, ob sech da wierklech eppes verbessert huet. Dat ass jo nach e bëssen Zäit a mir gleewe gär u Wonner.

Mir wäerten op jidde Fall als ADR dat kontrolléieren a mir maachen dat fir e bessert Lëtzebuerg, dat mer wëllen hunn. A mir sinn iwwerzeegt, dass eist Land vill méi ka wéi dat, wat déi lescht Joren an och scho virdru bruecht ginn ass, a mir kéinte vill méi wäit sinn als Land, dat esou vill Moyenen hat an och nach ëmmer huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu virdru vu Wuesstum héieren, an de gréisste Problem am Land ass de Wuesstum, mee ganz besonnesch net de Wirtschaftswuesstum, deen ok ass, mee d'Bevëlkerungsexplosioun, an dat Ganzt Richtung 1-Millioun-Awunner-Staat.

An ech wëll Iech hei eppes zitéieren aus engem Buch vum Romain Kirt, dat ass iwwer 20 Joer al, wou dee geschriwwen huet: „Een […] Kollateralschued ass dat angeeblech onvermeidbaart Zousteieren op e Staat mat 700.000 Awunner. Dat wëll keen, och net den Auteur vun dësem Buch, well d'Liewensqualitéit – an net de Liewensstandard – hei am Land nohalteg a Gefor geréit, wa Lëtzebuerg zu engem 700.000-Awunner-Staat gëtt. […] D'Fro no deem 700.000-Awunner-Staat ass keng Pro-a-Contra-Saach, et gëtt nëmme Contra. A si ass och keng Fro vu ‚riets' oder ‚lénks'; et gëtt hei nëmmen eng Mëtt, déi Mëtt, wou d'Vernonft ugesidelt ass, an och déi seet ganz kloer Nee. Beim Theema 700.000-Awunner-Staat kann et dofir weeder lénks nach riets Positioune ginn, mee nëmmen: eng gutt duerchduechten an iwwerluechte panlëtzebuergesch Haltung."

Dat war virun 22 Joer, an den Här Juncker huet d'Buch och gelueft, deemools. Haut hu mer bal 700.000 Awunner, Här President, a jo, d'Liewensqualitéit ass erofgaangen! De Liewensstandard, jo, fir en Deel erop, awer laang net fir se all. Haut kann ee soen: Wat de 700.000-Awunner-Staat bedeit a wéi schlëmm verschidde Saache wierklech gi sinn, dat hätte sech deemools déi Wéinegst ausdenke kënnen. An et ass eng Warnung. Mir mussen onbedéngt verhënneren, dass mir weider esou schnell wuessen, dass mir virun 2050 op 800.000 Awunner kommen – wa mer dat iwwerhaapt wëllen, well et gëtt eebe just nach schlëmmer.

A mir kënnen eis roueg erënneren – dat ass wichteg –, wéi et eng Kéier war, an ech hunn dat och schonn hei gesot: Viru 40 Joer hat Lëtzebuerg keng Scholden, hat Lëtzebuerg keng Aarbechtsloser. A Lëtzebuerg hat och kee grousse Bevëlkerungswuesstum, mee e staarke Wirtschaftswuesstum. An dat ass de Leit zeguttkomm. Do konnt en Aarbechter sech en Haus leeschten, mat Gaart. An et huet een net missen zu zwee doheem schaffe goen. Si konnten an d'Vakanz fueren. Moies konnte se op d'Aarbecht fueren an hunn net eng Stonn gebraucht, wéi haut de Moien um Véierel op siwen, wann näischt méi fonctionéiert hei am Land, wann alles steet.

An d'KannerKlinik an d'Klinick hunn nach fonctionéiert, souguer op Lëtzebuergesch. A Kriminalitéit ass et ginn, awer net wéi haut. An et ass nach en Zesummenhalt ginn. D'Leit hu sech kannt. Ok, et war net individuell wéi haut. Famill an Traditioun waren och nach méi wäert. Villes ass net méi esou, wéi et war. A villes ass leider méi schlecht ginn. An éierlech sinn heescht och dat unerkennen.

Well, ganz konkreet, wéi eng Méiglechkeete bitt Der haut de Jonken hei zu Lëtzebuerg? Hutt Der Iech alleguerte scho mol gefrot, firwat esou vill Jonker net méi hei am Land bleiwen? Déi net méi hei kënne bleiwen, well se ënnert dem massive Konkurrenzdrock erausgedréckt ginn aus hirem Land, eng Wunneng am Ausland sichen. An op där anerer Säit gëtt et och gutt ausgebilt Lëtzebuerger, déi net méi wëllen zréck op Lëtzebuerg kommen.

Dat ass dach awer en Zeechen, dass hei am Land eppes falsch leeft. Als verantwortlech Politick musse mir dofir eise Jonken d'Perspektiv bidden op dat Banaalst vun der Welt: eng Aarbecht, en Haus, eng Famill grënnen an eng anstänneg Liewensqualitéit hei am Land.

Mee mir hunn zënter Joren de Punkt, dass d'Geld léiwer ausgi gëtt fir Dogme vun oppene Grenzen, vun enger desastréiser grénger Klimapolitick oder soss internationale Prestigeprojeten. An do leie mir – do leit Dir – falsch! Mat eis géif et dat net ginn! A mir soe ganz kloer: Mir mussen erëm no eise Leit an no eisem Land kucken!

An da schwätzen ech mol net vun der Perspektiv vun de Pensioune fir déi Jonk a vun all deem anere Misär, deen an deem Hamsterrad Bevëlkerungszouwuess, wou mir eis befannen, wäert kommen. Mir brauchen eng grondleeënd Analys vun der Altersversuergung. Den Här Frieden hat eng Kéier domat ugefaang, en ass séier blockéiert ginn, opgehalen, et wollt kee méi eppes dervu wëssen. Mee eis Rentekeese falen elo geschwënn awer an den Defizit. A bis an d'2040er-Jore sinn d'Keesen eidel.

A wéi wëllt Der d'Finanzéierung sécherstellen? Mat ëmmer weider neien Aarbechtskräften aus dem Ausland? Eng Pensioun gëtt bezuelt vun 2,5 schaffende Leit. Dat heescht, bei 400.000 Pensionéierte misste mir eng Millioun Leit hunn, déi schaffen. A wéi soll een dat maachen? Sollen eng Kéier 800.000, eng Millioun, nach méi Leit hei zu Lëtzebuerg schaffen? Sollen eng Kéier 400.000 Frontalieren op Lëtzebuerg kommen? Ass dat iwwerhaapt machbar an iwwerhaapt wënschenswäert? Ech mengen net, well d'Liewensqualitéit ass déi, déi nach méi dorënner géif leiden.

Duerfir musse mir d'Sozialsystemer onofhängeg maache vum Bevëlkerungszouwuess. An ech si frou, dass mir net déi Eenzeg sinn, déi dat soen, well d'Regierung huet et och gesot. Den Här Frieden sot a senger Regierungserklärung, an ech zitéieren dat: „Mir stinn zu […] engem Wuesstum, deen net ëmmer gläichzestellen ass mat méi Leit a méi Trafick, well och d'Technologie an nei Aarbechtsmethoden hëllefen, Wuesstum mat anere Methoden ze erreechen." An do sti mer mam Här Luc Frieden komplett op enger Linn. Mir géifen eis just wënschen, dass et dann och méi an déi Richtung géif goen. Kloer: Wirtschaftswuesstum: jo, mee dee Bevëlkerungswuesstum, dee mer haten: nee!

An dat ass och de Kontext vun den Zuelen, un déi ech hei elo eng Kéier wëll erënneren. Mir haten 1990 180.000 Aarbechtsplazen an haut iwwer 500.000. Mir haten iwwert déi lescht zéng Joer pro Joer 11.500 zousätzlech nei Aarbechtsplazen, déi geschaf gi sinn, plus nach déi, déi hu missen ersat ginn, well se an d'Pensioun gaange sinn. Dat sinn der nach eng Kéier 8.000 pro Joer gewiescht. Dat sinn also pro Joer 19.500 fräi Aarbechtsplazen. Eng Generatioun bei eis, e Joer, huet 6.500 Jonker, wa se dann alleguerten hei bleiwen. Et feelen also, 19.500 minus 6.500, 13.000 zousätzlech Aarbechtskräfte pro Joer aus dem Ausland. An dat sinn entweeder Grenzgänger oder et si Leit, déi op Lëtzebuerg immigréieren, Expatten, wéi Der et wëllt nennen.

An déi Zuele sinn einfach immens an d'Luucht gaangen. Mir hunn 230.000 Grenzgänger, 5.500 méi all Joer. An dat féiert eis a Situatiounen, wou et eeben einfach eng iwwerdriwwe Situatioun ass a wou mer net méi derduerchkommen. Den Haaptgrond ass eeben dat vun dëser enormer demografescher Verännerung, déi mir matgemaach hunn. An dat féiert eeben zu ganz vill negativen Aspekten, wou fréier vill méi oppen driwwer geschwat ginn ass an haut oft en Tabutheema draus gemaach gëtt.

Ech soen Iech zum Beispill eppes hei, wat de Statec viru 25 Joer geschriwwen huet: „Duerch d'Schafe vun ëmmer neien Aarbechtsplaze klëmmt d'Zuel vun de Frontalieren an Immigranten. Dat bréngt Drock op d'Gehälter, well d'Frontalieren 8 bis 10 % méi bëlleg schaffen." An dann nach en Nodeel: Et bréngt Drock op eis Wunnengen. De Konkurrenzkampf ëm eng Wunneng dreift d'Präisser an d'Luucht.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | All zousätzlechen Interessent fir eng Wunneng hei am Land féiert derzou, dass d'Präisser klammen, an all zousätzlechen Awunner féiert derzou, dass d'Chancen, eng Wunneng ze kafen, méi kleng ginn.

Et ass en normale Konkurrenzkampf mat engem Verdrängungseffekt, wou déi, déi erakommen an et sech leeschte kënnen, déi erausdrängen, déi sech et net leeschte kënnen. An d'Bevëlkerungsexplosioun, a besonnesch déi massiv Immigratioun an de leschten 20 Joer, ass de Schëllegen un deenen héije Wunnengspräisser hei am Land.

Den Drock op eist Stroossennetz, dat ëmmer méi iwwerfëllt gëtt. Den Drock op eis Infrastrukturen, Klinicken, déi fréier besser fonctionéiert hunn. Den Drock op eis Pensiounssituatioun. A wat geschitt, wa mer bis all de Frontalieren d'Pensiounen och nach mussen heemschécken, Suen, déi net méi zréckkommen? Dat si Gedanken, déi ee sech emol misst maachen.

Drock op eis Schoul, déi elo schonn erëm reforméiert gëtt. Well d'Kanner doheem kee Lëtzebuergesch méi schwätzen, soll et dann elo op Franséisch fir si lafen. Wéi kann e Land seng eege Wäerter, seng eege Kultur esou verkafen? Iwwregens sinn déi, déi soen, d'Schoul misst reforméiert ginn, well doheem d'Eltere kee Lëtzebuergesch méi schwätzen, déi selwecht, déi soen, et géif esou vill Lëtzebuergesch geschwat gi wéi nach ni. Wat e Widdersproch! Och d'Sprooch an d'Kultur ginn net méi héichgehal. Eis Traditiounen an dat, wat eis Virfaren erschaf hunn, ginn oft net méi gewürdegt.

An d'Richtung vun dëser Politick, Ärer Politick, ass kloer. Dat ass déi, déi virdru schonn do war: modern a progressiv, mee an d'Mauer. A firwat dat Ganzt? Dat, wat mir erliewen, dat ass e massive Wuesstum. An dat ass eng Wuesstumsfal, wou mer net draus erauskommen, a wou et ëmmer méi schwiereg gëtt.

An dann, wann déi Leit da soen: „Jo, mee de Wuesstum vun der Bevëlkerung, deen hëlleft eis awer, Räichtum ze schafen", da stellen ech mer d'Fro, firwat mir no 20, 30 Joer enormem Wuesstum 20 % Leit hei hunn, déi un der Aarmutsgrenz liewen – also, do ass da jo eppes komplett schifgelaf! – oder déi ënnert dem Konkurrenzdrock an d'Ausland musse plënneren. An da falen déi jo mol net méi ënnert déi, déi hei am Land un der Aarmutsgrenz liewen, mee da fale se an d'Statistike vun deem Land, wou se da wunnen. Aus den Augen, aus dem Sinn. Dat ass eng Katastroph!

Trotz dem Wuesstum geet et also ville Leit schlecht. Wat kann ee maachen? Et soll een déi Problemer éierlech ugoen, ophalen, dat Ganzt ze verharmlosen, déi negativ Konsequenzen erausschielen a méi wäit denken. A wann ech vu „verharmlose" schwätzen, ass dat dat, wat hei ëmmer e bëssen esou gemaach gëtt, wa gesot gëtt: „Mir mussen an d'Infrastruktur investéieren." Nee, mir investéieren hei net an eng Infrastruktur. Mir probéieren hei, iergendwéi dat opzehuelen, wat déi lescht 30 Joer verpasst ginn ass.

Well den Här Juncker huet schonn 2001 vu 700.000 Awunner geschwat. A jiddweree wosst, op wat et géif erauslafen. Mee d'Land ass net dorobber preparéiert ginn, soss hätt Der an de leschte 25 Joer ganz aner Infrastrukturprojete gehat, déi hei am Land ëmgesat gi wieren. Nee, mir investéieren net an Infrastrukturen. Mir lafen am Moment just hannendrun.

Da misst een eng kloer Haltung hunn zu deem Turbowuesstum a sech bewosst sinn, wa mer dat nach méi laang maachen, dass et dann nach méi schlëmm gëtt. D'Netlassloosse vun deem massive Wuesstum wäert méi schlëmm Konsequenzen hunn, wéi elo lasszeloossen.

An da sollte mer eis besënnen op dat, wat mer kënnen. Jo, mir sinn en attraktive Standuert. Déi

Attraktivitéit huet awer ofgeholl, well de Wuesstum setzt sech jo iergendwa selwer Grenzen. Deen, deen elo op Lëtzebuerg wëll kommen, fënnt keng Wunneng méi, steet am Stau an huet net méi déi Liewensqualitéit. An duerfir hu mer jo och méi Schwieregkeeten, sougenannten Talenter, ganz gutt Leit, op Lëtzebuerg ze kréien. Et ass eng Folleg vum Wuesstum, dee saturéiert ass.

Mir mussen awer weidermaachen, musse positiv denken a ganz besonnesch do, wou mer eng Nischepolitick kënne maachen, baséierend op Erfollegsmodeller, déi mer haten, ob dat d'Meediebetriber waren – RTL, CLT –, Satellitten – SES an esou weider –, wou innovativ geschafft gouf an d'Stäerkte vun engem klenge Land ausgenotzt goufen: kuerz Entscheedungsweeër, ugepasste Gesetzer a Reglementer. Do si mer komplett op Ärer Säit.

A Lëtzebuerg huet eng bedeitend Finanzplaz mat vill Kompetenz. An ech mengen, dass mer alleguerten – alleguerten! – gutt dorunner géifen doen, eis Finanzplaz voll a ganz ze ënnerstëtzen. Si kann d'Produktivitéit nach steigeren, ouni dowéinst op vill nei Aarbechtsplazen zréckzegräifen.

(Interruption)

Dëst ass e Wee vun zukunftsorientéierter Innovatiounspolitick. Duerch Digitaliséierung, KI kënnt do ëmmer méi Potenzial op.

Wa mer vu Wuesstum schwätzen, schwätze mer och vu Migratioun. Dat ass e kriddelegt Theema. Mir wëllen dat awer ugoen. An all Land ass dat ee vun den Haaptsujeten. An ech wollt hei eebe kuerz soen, dass mer zwou Zorten hu vun Immigratioun, also vu Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, an dat mécht e ganz groussen Ënnerscheed fir eist Land, ouni elo wëllen déi eenzel Leit ze bewäerten. Mir hunn engersäits déi sougenannten, wéi d'Wirtschaft ëmmer seet, Talenter, Expatten, gutt ausgebilten, oft räich Leit, déi op Lëtzebuerg kommen. A mir hunn anerersäits eng Migratioun aus ganz aarme Länner, déi oft net esou ganz legal geschitt, oder déi typesch Asylmigratioun.

An de Punkt ass jo deen, dass op där enger Säit déi Talenter der Wirtschaft an dem Staat finanziell laangfristeg natierlech ganz vill bréngen, wärend déi typesch Asylmigratioun laangfristeg oft am Duerchschnëtt e staarke Minus fir d'Staatskeese bedeit. An eist Zil ass, dass mer eis Sozialsystemer wëlle stabiliséieren an net laangfristeg belaaschten duerch zousätzlech Problemer. An ech soen dat hei och, fir dass Der verstitt, firwat déi meeschte Länner op der Welt eng selektiv Immigratioun bedreiwen, eng selektiv Immigratioun, souzesoen: „Mir huelen Talenter a mir huelen net déi, déi eis méi kaschten." A mir soen als ADR och ganz kloer, wie kann immigréieren: Wann een eng eegen Existenz kann ofsécheren. Mir wëlle ganz kloer eng Awanderung, déi net an eis Sozialsystemer geet. An domat sti mer haut an der politescher Mëtt an Europa, well déi meeschte Länner an Europa soen haut genee dat, wat ech elo sot.

Plusieurs voix | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | Duerfir ass et fir eis kloer: Mir brauchen eng nei zukunftsorientéiert Immigratiouns- an Asylpolitick. Et solle Leit Schutz kréien, déi Schutz brauchen, déi wierklech Schutz brauchen a sou laang wéi se et brauchen. Mee mir wëllen op europäesch Verdeelungsmechanisme verzichten a mir wëlle keng illegal Immigratioun aus ekonomesche Grënn. A mir ënnerstëtzen natierlech och all europäesch Initiativ, inklusiv déi, déi eis Regierung matmécht, fir eeben illegal Immigratioun an Europa esou wäit wéi méiglech ze verhënneren.

Här President, ech kommen och op e Wuert iwwert déi geplangte Steierreform. Et ass eng Steierreform virgesinn, déi wäert de Staat ongeféier 850 Milliounen oder 900 Millioune pro Joer kaschten. Ech hu scho gesot, dass de Steierzueler seng eege Steierreform bezilt. Well d'Sue kommen nun emol vun de Steieren. Wat awer hei nach méi interessant ass, dat ass, dass dat e bëssen zréckgeet op eng Motioun vum 1. Februar 2024, déi d'DP eraginn huet a woura se gefuerdert huet : „à élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes, des familles monoparentales et des classes moyennes." Also eng Steierreform mat manner Steiere fir déi méi Aarm, fir d'Mëttelschicht a fir déi Elengerzéiend. Summa summarum: bal fir jiddwereen. Dat war d'Motioun, déi deemools un d'Regierung geriicht ginn ass an och ugeholl ginn ass.

An elo stellen ech awer fest, dass bei dëser Steierreform Leit aus der Mëttelschicht verléiere wäerten, an zwar déi Koppelen, wou ee vill verdéngt an ee wéineg verdéngt oder aus verschiddene Grënn decidéiert – zum Beispill fir bei de Kanner ze bleiwen –, net schaffen ze goen. Déi Persoune wäerte bei der neier Steierreform kloer verléieren. An domadder steet dës Steierreform komplett am Widderspoch zu dëser Motioun. An ech froe mech allgemeng, wat iwwerhaapt geschitt, wann d'Regierung eng Motioun, déi vu Regierungsparteien agereecht ginn ass, net anhält.

Mir sinn op jiddwer Fall derfir, dass d'Mëttelschicht, wann et dann esou ass, soll entlaascht ginn an domadder och Koppelen, well et ass ganz wichteg, dass mer nach ëmmer e System hei zu Lëtzebuerg hunn, deen op der Solidaritéit an der Famill, déi d'Basis vun der Gesellschaft ass, opbaut.

Well dat féiert jo schonn zum nächste Punkt, an dat ass d'Aarmut. Mir hunn hei am Land ganz vill ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, erlaabt Der, datt d'Madamm Adehm Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, da maache mer dat och duerno. Dat ass besser, jo. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ok, dann däerft Der weiderfueren.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President.

Dat féiert mech dann zur Aarmut, déi jo och hei am Land ganz vill elengerzéiend Leit betrëfft, also och de Problem weist duerch ze vill Scheedungen a Famillen, déi auserneegeroden, de Familljemodell, deen net méi dat wäert ass, wat e war, d'Solidaritéit an der Famill, déi net méi dat wäert ass, wat se war, an d'Solidaritéit an der Koppel, déi och elo nach soll ofgeschaaft ginn, fir eng Individualiséierung vun der Gesellschaft, wou d'Leit dann no – och déi Lescht, déi nach un d'Famill gleewen – gesot kréien: „Denkt un Iech selwer, individuell!"

Dat féiert zu Kanneraarmut. An d'Kanner sinn haut zu Lëtzebuerg – an et ass ganz schlëmm, dat mussen ze soen – eng finanziell Belaaschtung. An d'Zuel vu Kanner zu Lëtzebuerg pro Fra ass op 1,25, sou niddreg wéi nach ni, well vill Jonker zécken, Familljen ze grënnen, oder si keng Méiglechkeeten hunn, well hinnen déi finanziell Mëttel dozou feelen. An d'Leit falen zum Deel an d'Aarmut, wa se Kanner kréien.

An duerfir brauche mir – ee Beispill – e vill méi héicht Kannergeld. An Dir hutt gesot, mat Ärem Aarmutsplang géif Der d'Kannergeld erhéijen, wann ech et elo richteg verstanen hunn, ëm 45 Euro fir déi méi jonk a 60 Euro fir déi méi al.

Elo ass et awer kloer esou, dass de Statec ausgerechent huet, dass e Kand vun 18 Joer, „pour vivre de façon décente chez leurs parents", 800 Euro de Mount kascht, ouni d'Wunnengskäschte matanzerechnen, well Dir braucht jo en Zëmmer. Ouni d'Wunnengskäschten, eleng dat, wat d'Kand konsuméiert, kascht 800 Euro de Mount. Elo erhéije mer d'Kannergeld – Dir – vun 380 op 440 Euro, oder esou. Mir wäerten dat matstëmmen, well mer ëmmer fir all Erhéijung vum Kannergeld sinn.

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | Mee ganz éierlech, dat geet awer net duer! Dat geet net duer, fir eng Politick ze maachen, déi wierklech d'Kanner an den Zentrum setzt. Als ADR wëlle mer ganz kloer d'Familljen an d'Kanner an den Zentrum vun eise politeschen Entscheedungen hei am Land setzen.

Här President, et musse Suen erakommen. A mir hunn zwee fantastesch Mechanismen – wou een am Fong net ze vill sollt driwwer schwätzen, mee well driwwer geschwat ginn ass, maachen ech dann och –, dat sinn den Tubak an de Bensinn. Den Tubak bréngt dem Staat iwwer eng Milliard Euro – Accisen, TVA – an de Bensinn an Diesel och iwwer eng Milliard Euro. Dat ass pro Joer, ouni dass mer vill derfir musse maachen. An dat ass eng ganz gutt Saach, well dat hëlleft eis, alleguerten déi Ausgaben ze stemmen, woubäi mer jo nach en Defizit hunn. An alleguer déi, déi dorobber wëlle verzichten, musse mir erklären, wéi se dann déi Einname kompenséiere wéilten.

Als ADR soe mer ganz kloer: Mir mussen dat bäibehalen a mir mussen och op europäeschem Niveau derfir kämpfen, dass déi Präisser vun eis festgeluecht ginn an net vun engem aneren zu Bréissel!

A mir mussen drop opbauen. An dat hunn ech schonn d'lescht Joer gesot. A gleeft mer: D'Tankstelle maachen nach laang net zou, och wa Verschiddener nach ëmmer dervun dreemen, de Verbrennungsmotor géif verschwannen. Dat hunn ech d'lescht Joer gesot. Haut wësse mer: De Verbrennungsmotor verschwënnt esou bal nach net. Mir haten hei proposéiert, de Verbrennungsmotor net ze verbidden, en nach no 2035 zouzeloossen. 53 Stëmme waren dergéint. Déi wollten de Verbuet erhalen. Dat war virun engem gudde Mount. Abee, d'Europäesch Kommissioun proposéiert elo genee dat, wat mir hei an der Chamber proposéiert hunn, ...

(Interruptions)

... de Verbuet 2035 auszesetzen. An domadder si mir alt erëm eng Kéier als ADR komplett an der politescher Mëtt an Europa.

(Interruption)

Amplaz vun Transformatiounsplanwirtschaft brauche mir Technologieoppenheet. Amplaz Ideologie brauche mer Realitéitssënn a kee Green Budgeting. Dat brauche mir net.

Et gëtt vill ze maachen, Här President. De Regierungsparteie vun hei soen ech: Hutt Courage! Dir hutt d'Verantwortung fir d'Zukunft an Ären Hänn. Loosst och net zou, dass hei Entwécklunge kommen, wéi se an eisen Nopeschlänner sinn, wou d'Situatioune ganz schlecht ausgesinn an eng Verbesserung net a Siicht ass! An dat sollt eis alleguerte Suerge maachen.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech hu vu groussen Erausfuerderunge geschwat. An ech hunn dervu geschwat, dass villes schifleeft zu Lëtzebuerg. Mir hu vill Problemer. Et geet de Lëtzebuerger net méi esou gutt wéi fréier. Mee d'Zukunft ass nach op. A wa mir Lëtzebuerger ëmdenken an eis Chancen notzen, da kënne mir eng positiv Zukunft hunn, fir eist Land ze stäerken.

Dofir brauche mir e Budget, dee verantwortlech ass. Fir Opschwong a Wirtschaftswuesstum, ewech vum 1-Millioun-Awunner-Staat zu engem räsonabele Bevölkerungswuesstum. Fir e Schoulsystem, deen net trennt, mee verbënnt an dat erhält, wat eisen Erfolleg ausgemaach huet. Fir e Lëtzebuerg, wou eis Jonker kënne wunnen, wou se kënnen eng Famill grënnen. Fir e gudde Gesondheetssystem. Fir e séchert Land an Europa. Fir Liewensqualitéit a fräi Mobilitéit. Fir Energiepräisser – Bensinn, Diesel, Heizung, Masutt –, déi niddreg sinn. A ganz wichteg: Mir sollten als Lëtzebuerger selbstbewosst sinn a mir sollte Vertrauen hunn an eis Stäerkten. Lëtzebuerg ka méi. Lëtzebuerg verdéngt méi. An d'ADR steet derfir, datt et fir eis Leit nees biergop geet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ...

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President.

M. Fernand Etgen, Président de séance | O, entschëllegt, Madamm Adehm. Dir hat d'Wuert gefrot an Dir kritt d'Wuert och elo.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Ech géing den Här Keup gäre froen, ob hie weess, wéi vill de Wuesstum vun der Lëtzebuerger Wirtschaft iwwert déi lescht Jore war. Well wann ech d'Zuele vum Statec kucken, da kann ech definitiv keen Turbowuesstum aus deenen Zuelen erausliesen.

(Interruption)

Duerfir ganz konkreet meng Fro, Här Keup: Kennt Dir déi Zuele vum Wuesstum vum PIB iwwert déi lescht Jore respektiv wéi et an Zukunft virgesinn ass?

An déi zweet Fro, déi ech dem Här Keup och gäre stelle géing – da kann e vläicht wärend där Zäit nodenken –, dat ass: En huet elo iwwert d'Steierreform hei geschwat. Éischtens stelle mer Iech déi selwecht Fro wéi der Madamm Bofferding: Hutt Dir de Projet de loi scho gesinn? Et ass bis elo ganz vill driwwer diskutéiert ginn. Hutt Dir schonn iergendeppes gesinn? Hutt Dir héieren, dass de Finanzminister eis schonn – ech weess net, wéi oft – scho gesot huet, dass fir Koppelen, déi bestuet sinn, en Iwwergangsregimm virgesinn ass, dass d'Majoritéit vun de Leit dovunner profitéiere wäerten, dass ganz, ganz wéineg Leit net dovu profitéiere wäerten? An hutt Der och héieren, dass de Finanzminister schonn e puermol gesot huet, dass och no deene Leit wäert gekuckt ginn?

A fir dann nach eng Kéier op Är Suerg anzegoe mat der Kanneraarmut: Hutt Der héieren, dass d'Kannergeld soll an Zukunft eropgesat ginn? An hutt Der och matkritt, dass am Kader vun der Steierreform virgesinn ass, en zousätzlechen Abattement fir Kanner anzeféieren?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Adehm. An ech ginn direkt d'Wuert zréck un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Madamm Adehm. Ech mengen, ech hu ganz kloer den Ënnerscheed gemaach – an ech maachen deen ëmmer – zwëschent Wirtschaftswuesstum a Bevëlkerungswuesstum. De Wirtschaftswuesstum huet e puer Joer stagnéiert. En ass elo bei 1 %. De Bevëlkerungswuesstum déi lescht 10, 15 Joer war extreem héich. An den Turbowuesstum, dee mir kritiséieren, ass dee vun der Bevëlkerung, deen eeben zu deene Problemer féiert. Et ass net de Wirtschaftswuesstum. Ech si ganz kloer op enger Linn mam Här Frieden. Mir brauche wirtschaftleche Wuesstum.

Dat anert, wat Der sot: Dir hutt vun der Steierreform geschwat. Ech héieren dat, wat geplangt ass, an ech liesen déi Motioun, déi erakomm ass. An Dir bestätegt jo, wat ech gesot hunn, andeems Der sot: „Eng Majoritéit wäert gewannen." Jo, eng Minoritéit wäert awer verléieren. An natierlech gëtt et en Iwwergangsregimm. An déi, déi elo am Regimm sinn, bestuet, déi wäerten op d'mannst 25 Joer kënnen drableiwen. Mee déi nei, an alt erëm eng Kéier déi Jonk, wäerten déi Leidtragend sinn. An do wäerte ganz kloer Leit aus der Mëttelschicht par rapport zu haut verléieren.

An dann d'Kannergeld: Ech hu gesot, d'Kannergeld gëtt erhéicht, jo, an et kommen och aner Mesüren derbäi. Mee mir sinn awer wäit dovun ewech, wat e Kand tatsächlech kascht. Dat ass esou. An do ass nach vill Sputt no uewen. Mee natierlech droe mer alles, wat Der do maacht, mat. A mir begréissen och trotz alle Kriticken, dass de Finanzminister och dru schafft, als Ausgläich eppes ze maache fir déi Leit mat Kanner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. D'Madamm Adehm wëll nach eng Kéier nohaken.

(Interruption)

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech wëll just nach eng Kéier nohaken. Wéi stellt Der Iech dann e Wirtschaftswuesstum ouni Bevëlkerungswuesstum respektiv ouni Frontaliere fir? Well et sinn déi Leit, d'Frontalieren an déi Leit, déi bei eis erageplënnert sinn – Dir hutt vun Talentattraction geschwat –, déi eis Wirtschaft haut dréien doen. A mir kënnen als Wirtschaft net evoluéieren, wa mer eis Frontalieren net hunn, déi all Dag eng wäertvoll Aarbecht leeschten, an och déi Leit, déi vu baussen an eist Land erakommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, Dir kritt d'Wuert zréck.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Madamm Adehm, ech fannen elo d'Zitat vum Här Frieden net erëm. Dat ass natierlech ganz schued. Dach, hei ass et. Den Här Frieden huet gesot: „Mir stinn zu [..] engem Wuesstum, deen net ëmmer gläichzestellen ass mat méi Leit a méi Trafick, ...

Plusieurs voix | Voilà! Voilà!

M. Fred Keup (ADR) | ... well och d'Technologie an nei Aarbechtsmethoden hëllefen eis, Wuesstum mat anere Methoden ze erreechen."

Plusieurs voix | Voilà!

M. Fred Keup (ADR) | Also, den Här Frieden huet dat esou gesot. Da musst Der Äre Parteipresident froen, wéi hien dat gemengt huet. Dee weess dat bestëmmt nach vill besser wéi ech.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. Da gëtt et nach zwou Wuertmeldungen. Fir d'éischt d'Madamm Cahen an duerno den Här Fayot. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Ech wollt froen, ob Der mierkt, dass Der Iech am Fong geholl déi ganzen Zäit e bësselchen a Widderspréch verléiert an Ärer Ried.

Well éischtens emol sot Der, Leit, déi doheem sinn, géinge verléiere mat der Individualiséierung. Do géif ech e bëssen un dat uknäppen, wat d'Madamm Adehm gefrot huet: Wouhier wësst Der dat? Well ech hunn dat net héieren an och net gesinn. Nieft dem Fait, dass et en Iwwergangsregimm gëtt, mengen ech, hätt Der besser, emol fir d'éischt ofzewaarden, wat de Finanzminister an d'Regierung Iech proposéieren a presentéieren. Dat heescht, dat ass einfach emol eng eidel Floskel.

Da schwätzt Der vun der Solidaritéit an der Koppel, déi mat der Steierklass 2 géing verschwannen. Also, wann déi Steierklass 2 fir esou vill Solidaritéit an der Koppel géing suergen, da wéisste mer dat haut an dann hätte mer net esou vill Scheedungen. Dat heescht, ech mengen net, dass et eng Steierklass ass, déi fir d'Solidaritéit an der Koppel suergt, mee ech menge schonn, dass do aner Saache sinn, déi dofir solle suergen.

Dann op där anerer Säit – dofir soen ech, Dir verstréckt Iech do a Widderspréch – schwätzt Der op eemol vun de Monoparentallen. Fir d'éischt schwätzt Der vun deenen, déi wëllen doheembleiwen an net schaffen, an da schwätzt Der vun de Monoparentallen, wou mer jo all wëssen, dass déi wierklech dacks Krämpes hunn, fir d'Enner beieneenzekréien, d'Monoparentallen.

Mee wär et dann net grad eng gutt Geleeënheet, fir och emol eng Kéier do Ären Diskurs ze iwwerleeën an ze revidéieren an ze soen, dass mer awer musse kucken, dass d'Leit solle responsabel sinn a schaffe goen, fir dass se sech d'Liewe kënne leeschten, amplaz dann herno heihinner ze kommen an ze soen, d'Monoparentalle wären awer esou schlecht drun, obwuel Dir se opfuerdert – en gros d'Fraen, fir et net ze soen –, dann awer éischter doheemzebleiwen?

Also, ech fannen, dass dat awer voller Widderspréch ass. An da mam Kannergeld: Dir kënnt soen, et géing 45 Euro an d'Luucht goen. Ech wëll awer hei eng Kéier preziséieren: Et si 45 Euro de Mount, dat si 540 Euro d'Joer! Ech wëll dat awer och eng Kéier gesot hunn. Dat ass elo deen niddrege Montant, nieft de gratis Schoulbicher, nieft dem Iessen an der Schoul, nieft der gratis Betreiung, an, an, an! Ech kéint déi Lëscht hei nach laang weiderféieren.

Also, Här Keup, sidd Der net der Meenung, dass Der Iech hei permanent total a Widderspréch verléiert?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An d'Wuert geet zréck un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Madamm Cahen, fir et Iech op Franséisch ze soen: „Ça ne tient pas la route", wat Der do sot.

(Interruptions)

Et ass esou, dass mer an der Finanzkommissioun ...

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix | Seet grad dee Richtegen!

M. Gilles Baum (DP) | Ech hunn éischter bei Ärer Ried gemengt: „Ça ne tient pas la route !"

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | An der Finanzkommissioun krute mer déi Steierreform jo awer scho presentéiert. An ech hoffen och, dass do nach Ännerunge kommen. An ech mengen och, Dir hutt et jo elo selwer gesot, dass en Iwwergangsregimm kënnt fir déi Leit, déi elo an der Koppel sinn. Mee fir déi nei Leit, déi duerno an eng Koppel komme wäerten, wäerten déi Virdeeler net méi bestoen.

A fir eis ass et awer ganz wichteg, dass eng Famill, eng Koppel och kann zesumme consideréiert ginn als Solidargemeinschaft, wou, wann dat de Choix ass vun de Leit, gesot gëtt: „Hei, deen ee bleift vläicht gréisstendeels oder ganz doheem, fir sech zum Beispill ëm d'Kanner ze këmmeren, an deen aneren, dee geet schaffen, an da geet dat duer fir ze liewen." An

do verzichten déi Leit jo och op eppes. An dat ass e Modell, deen een – ech mengen, dat war jo ëmmer de Standardmodell zu Lëtzebuerg – net einfach esou sollt opginn, well deen huet seng Meritten. An ech hunn ëmmer léiwer, mir stellen d'Kand an d'Famill an de Mëttelpunkt amplaz ëmmer nëmmen de wirtschaftlechen Aspekt vun de Leit, déi da misste schaffe goen.

Wat war dat anert, vun 800? Wat hat Der gesot? A, vum Kannergeld. Jo, ech hu gesot, ech sinn dermat averstanen, dass d'Kannergeld eropgeet. Dat ass eng ganz gutt Saach. Mee et ass awer wäit dervun ewech, wat d'Käschte vun engem Kand reellement bedeiten! Trotz gratis Schoulbicher, trotz anere Saachen, déi gratis sinn, sinn d'Käschte fir e Kand ... An ech hu gesot, do ass d'Wunneng net mol dran oder dee méi groussen Auto, deen Der musst kafen. D'Käschten, wann Der hei zu Lëtzebuerg e Kand hutt, sinn einfach vill, vill, vill méi héich wéi dat, wat d'Kannergeld aktuell hiergëtt. An dat ass e grousse Problem.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dann huet nach den Här Fayot eng Fro fir den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Gutt.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt den Här Keup froen, wann e jo u sech fir dee Modell ass, deen den Här Frieden beschriwwen huet, wou mer u sech mat manner Zouwanderung, mat manner Aarbechtskraaft déi selwecht Produktivitéit erreechen, wat u sech e ganz techno-optimistesche Modell ass, dat heescht mat vill Digitaliséierung, mat Leit, déi mer heihinner zéien, a vläicht „gudden" Auslänner, déi vill verdéngen, déi am Finanzsecteur schaffen, am digitale Beräich schaffen, wéi hien dat da conciliéiert mat där Nostalgie vum ale Lëtzebuerg vu viru 40, 50 Joer, wou d'Fra doheem bleift a wou alles nach heile Welt ass a wou mer u sech manner wuessen.

Déi zwou Saachen, déi zwou Visiounen, ginn a mengen Aen net richteg zesummen. Entweeder Dir sidd e bësse fir dee singapuresche Modell, wou mer effektiv an Zukunft mat Digitalisatioun, mat KI Produktivitéitsgaine kréien, vläicht effektiv méi Wuesstem mat manner Leit. An dann hutt Der domadder och e ganz anere Gesellschaftsmodell, deen domadder anhiergeet, wéi deen, deen Der ëmmer erëm an Äre Riede beschwiert. Dofir, ech géif dat gäre verstoen, wéi Der dat ënner een Hutt bréngt.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, also dat, wat d'selwecht ass wéi viru 40 Joer an där Iwwerleeung, déi ech elo fir haut ugestallt hunn, ass, dass mer an der Zäit ëmmer e Bevëlkerungswuesstem haten, dee ganz moderat war. An trotzdeem hate mer awer en héije Wirtschaftswuesstem. Dat heescht, an der Zäit hu mer et duerch verschidden industriell Prozeduren an esou weider fäerdegbruecht, de Wirtschaftswuesstem héichzehalen ouni massiv, massiv vill nei Aarbechtskräften. Dat heescht, et ass eppes, wat scho méiglech war, an et ass och eppes, wat méiglech ass. Et ass effektiv e bëssen eng Fro vun Technik. A jo, ech sinn och optimistesch, wat nei Technik ugeet, an ech mengen, et bleift eis och net vill aneres iwwreg.

Ob e Modell wéi a Singapur elo fir eis dat Richtegt ass, dat ass dat, wat ech och einfach gär emol géif héiere vun enger Regierung, fir ze wëssen, wou d'Rees da soll higoen.

Ech op jidde Fall weess och, dass déi Zäit net méi erëmkënnt, Här Fayot, aus den 80er-Joren. An ech hunn och net gesot, dass alles besser war. Ech hu gesot, dass villes besser war. Mee ech mengen, dass mer musse fortkomme vun deem Zouwuess, dee mer elo haten, vun der Bevëlkerung hier, an dass mer musse kucken, eis Wirtschaft esou opzestellen, dass mer an Zukunft och e Wirtschaftswuesstum duerch nei Technologien hunn.

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech entschëllege mech schonn am Viraus, falls ech eng Houschtattack sollt kréien.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Wéi? Pardon?

M. Gilles Baum (DP) | Dir hutt jo näischt aus China matbruecht?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, ech hoffen net. Ech hunn eppes mat dohannenhinner geholl.

(Hilarité)

Bon, komme mer vläicht zréck zum Budget an zu den Debatten hei. D'Budgetsdebatte si jo alljoers d'Geleeënheet, de Point ze maachen, wou mer aktuell stinn, souzesoen e Mini-État-de-la-nation. Dëst Joer ass dat awer nach e bësse méi de Fall, well dëse Budget 2026 markéiert d'Hallschent vun der Legislatur. E weist, wou dës Regierung steet, mee e weist leider net besonnesch kloer, wou d'Regierung hiwëll.

Datt d'Regierung an hirer Gesamtheet bis elo alles aneres wéi geglänzt huet, dat hunn ons d'Evenementer vun der leschter Woch à suffisance gewisen. Déi Konflikter, déi geschafe goufen, déi Politicken, déi eesäiteg a schlecht erkläert goufen, déi Mënschen, déi virun de Kapp gestouss goufen, alles dat huet jo elo gegipfelt an der Demissioun vun engem Minister, engem Sündenbock.

Well och wann déi jéngst Enthüllungen den Élément déclencheur vum Récktrëtt waren – eng ganz Rei vun de Konflikter a Revirementer virdrun an den aneren Dossiere goungen zréck op Decisiounen, déi awer vun der ganzer Regierung gedroen an och gepusht goufen. Ob dat elo dofir de Befreiungsschlag bedeit, mat där Demissioun, deen d'Regierung sech erhofft huet, dat sief emol dohigestallt. Mir kënne just hoffen, datt un der Method vun dëser Regierung, Politick ze maachen ... An domat sidd Dir effektiv net viséiert, Här Minister, well Der vun der Aart a Weis hier op d'mannst an dëser Regierung éischter als Musterschüler kënnt gëllen. Mir hoffen, datt op d'mannst d'Method sech ännert, manner konfrontativ gëtt, nees méi ëm den Zesummenhalt am Land besuergt ass.

Dir als Regierung waart ugetruede virun zwee Joer, fir „Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken". An onofhängeg vun den Evenementer vun de leschte Woche muss een awer dozou soen: Wann ee sech de Budget 2026 a virun allem och de Pluriannuel am Detail ukuckt, da gesäit een, datt aus deem Motto éischter ginn ass: „Dës Regierung iwwert déi nächst Wale retten."

Dat ass natierlech bemierkenswäert, wann een dat a Relatioun setzt mat deem, wat Dir iwwert déi lescht Joren hei ëmmer nees als Oppositiounsleader kritiséiert a gefuerdert hutt: méi Nohaltegkeet an de Staatsfinanzen, de faméisen – en ass schonn oft ugeklongen haut, ech hunn en haut net matbruecht – Apel fir den Duuscht, manner Schold, méi Transparenz a virun allem méi Rigueur budgétaire.

Et ass och bemierkenswäert, wann een dat a Relatioun setzt mat deem, wat Är Partei am Walkampf gesot huet, gradesou wéi wann een dat vergläicht mat deem, wat am Koalitiounsaccord steet. Dir wéilt eng responsabel an nohalteg Budgetspolitick maachen an eng nohalteg Trajectoire definéiere fir d'ëffentlech Schold. Är defensiv Ried vun de Moien huet jo gewisen, datt Der genee wësst, wou Der ugräifbar sidd. Do kënnt Der nach esou vill Bongerten hei an de Raum molen, wéi der wëllt.

Wat stelle mer fest? Mir kënnen definitiv net ausschléisse mat där Budgetspolitick, déi Der bedreift, dass mer net an e puer Joer massiv Problemer kréien. Dir leet net nëmme keen Apel fir den Duuscht op d'Säit, Dir presst esouguer Äppel, wou Der selwer nach net wësst, wou se sollen hierkommen. Mir wëssen och absolutt net, Stand haut, wéi d'Trajectoire vun der Dette an den nächste Joren ausgesäit. Dat läit net – oder net nëmmen – un den onséchere Budgetsprevisiounen, mee et läit drun, datt Der eis hei e Pluriannuel virgeluecht hutt, an deem e ganz grousse Deel vun de Chargen, déi op de Staatsbudget déi nächst Joren duerkommen, iwwerhaapt net drastinn.

Éischtens: d'Steierreform. Där hir Käschten – Dir hutt elo de Moie vun 880 Milliounen ab 2028 geschwat – steigen awer, Ären Deklaratiounen an der Kommissioun no, déi Joren duerno. Dir sot eis, si wiere géigefinanzéiert duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Ofgesinn dovun, datt dat nach e Walverspriechen ass, dat net realiséiert gëtt, ass dat keng Géigefinanzéierung. Well wéi sot de President vum Conseil national des finances publiques eis an der Kommissioun: „Et kann een net eppes mat eppes géigefinanzéieren, wat iwwerhaapt net budgetiséiert ass."

Ech hunn op e puer Weeër probéiert, vun Iech d'Informatioun ze kréien, wéi en Impakt dat op d'Trajectoire vun onse Staatsfinanze kéint hunn. Dir hutt mer déi Informatioun refuséiert mam Argument, et wier jo nach net deposéiert. Ech kann net gleewen, datt Der am Ministère déi Berechnungen net gemaach hutt, well den Text ass jo fäerdeg. Dat krute mer jo elo nach eng Kéier confirméiert. An dowéinst verstinn ech och dee Manko un Transparenz absolutt net.

Dat eenzegt Argument, dat Der an der Kommissioun an och elo de Moien nach eng Kéier virbruecht hutt, war: An der virviregter Regierung wier och d'Steierreform net am Pluriannuel gewiescht. An an der Kommissioun hat Der eis nach gesot, den Här Wiseler hätt trotz Nofro déi Informatiounen net kritt.

Ech hat gemengt, Här Minister, Dir wiert ugetrueden, fir d'Saache besser ze maachen – Saachen, déi Der hei ëmmer kritiséiert hutt –, an net fir Iech un deem ze inspiréieren, wat deemools net richteg war a wat och haut net richteg ass.

Da kënnt och nach dobäi, datt et jo net just eppes ass, wat net budgetiséiert ass. Et sinn eng ganz Rëtsch Saachen. Och d'Verdeedegung steet net am Pluriannuel. Am État de la nation am Mee sot de Premierminister, datt mer bis Enn vun dësem Joer wäerten op 2 % vum RNB bei den Defenseausgabe sinn an datt dat géing an de Budget erakommen. D'Zentralbank seet, déi 2 % géingen d'nächst Joer erreecht ginn.

Am Juni dunn huet Lëtzebuerg um NATO-Sommet den Engagement geholl, bis 2035 op 5 % vum RNB ze sinn – also 3 Prozentpunkte méi –, mat 3,5 % op klassesche Verdeedegungsausgaben an 1,5 %, déi d'Sécherheet an engem méi breede Sënn kënne betreffen. Also gëtt et hei wuel eng Decisioun, en Engagement vun der Regierung, op dee Wee ze goen.

2035, dat ass dann an néng Joer. Dat muss ee virbereeden. Dat kann een net eréischt 2029 ugoen, ausser et hofft een op e geopolitescht Wonner an dorop,

datt dann en nächsten US-President dat Zil net méi verfollegt, wat Stand haut vun engem immens grousse Optimismus zeugt. Den CNFP rechent vir, datt et mat enger linearer Progressioun bis 2029 880 Millioune d'Joer méi wieren, déi ee misst ausginn, wann een déi 5 % hëlt. Souguer bei 3,5 % wieren et nach 440 Millioune – Tendenz steigend.

Insgesamt missten tëschent 2026 an 2029 tëschent 1 an 2 Milliarde méi Defenseausgabe virgesi sinn, wann ee sech wéilt progressiv un déi 3,5 bis 5 % eruschaffen, déi jo net vum Himmel gefall kommen. Steet awer alles net am Pluriannuel. Den CNFP rechent vir, datt den Defizit vun der Administration centrale deemno 2029 net bei 1,5 Milliarde leie kéint, mee tëschent 2,7 an 3,1.

Drëttens: den Aarmutsplang. En ass immens vill ugeklongen, gëschter beim Rapport, de Moien och bei de verschiddene Spriecher vun der Majoritéit. Mir begréissen dee Plang a mer wäerte jo och nach d'Geleeënheet kréien, hei dorobber anzegoen. Et sinn eng ganz Rei gutt Elementer dran. Aner Saache vermësse mer. Genee wéi och d'LSAP hätte mer eis hei wierklech erwaart, dass zum Mindestloun konkreet Annoncë komm wieren.

Mee natierlech huet och dëse Plang e Käschtepunkt. 400 Millioune goufen an der Kommissioun an de Raum gestallt, zousätzlech zu de bestoenden Ausgaben am Joer 2027. De Moie sinn och nach aner Chiffere gefall. Verschidde Mesüre lafen d'nächst Joer un, anerer 2027. Mee och do vermësse mer déi Zuelen am Pluriannuel.

Dat nächst Beispill fir verstoppte Lächer: d'Fonge vum Staat. Déi ginn netto ëm Honnerte Millioune drainéiert bis 2029 – d'Offlëss sinn also vill méi héich wéi d'Recetten. An och bei den Établissements publics, wéi enger Uni, engem FNR, gi vill Millioune u Reserven ofgebaut, fir datt kuerzfristeg manner Sue aus dem Budget musse fléissen. Wéi mer an der Kommissioun derno gefrot hunn, krute mer gesot: „Déi Montante klammen erëm, wann d'Reserven erofkomm sinn." Och dat steet net am Pluriannuel. Dat ware Reserven aus besseren Zäiten, bei deenen elo scho geplangt ass, se auszeginn. Dir probéiert also, d'Enner e bësse méi no beieneen ze kréien, kuerzfristeg, mee ouni visibel Strategie doriwwer eraus. Déi Marge ass elo scho fort, an dat nach net emol an enger akuter budgetärer Kris.

Den CNFP ënnerstäicht och, datt Der d'Ausgaben am Pluriannuel insgesamt extreem konservativ uginn hutt. D'Dépenses de consommation intermédiaire sti bei plus 3,5 % versus engem historeschen Taux vu plus 7 %. Déi direkt an indirekt Investitioune sti bei plus 2,8 % versus engem Taux historique vu plus 7 %. An d'Prestations sociales sti bei plus 4,8 % versus hei engem historeschen Taux vu 6,5 %.

An dann: d'Betribsbesteierung. Dir hutt Iech als Zil gesat, déi zolidd erofzeschrauwen. Eng weider Baisse ass fir 2027 geplangt – eng weider grouss versprachen Depense. Mee hutt Der gekuckt, wat déi viregt Baisse bruecht huet? Ass den Trickle-down agetrueden? D'Cour des comptes schreift dozou, datt een heifir och net nëmme misst eng Evaluatioun vum Déchet fiscal maachen, mee eng Estimatioun, wéi eng potenziell positiv Retombéeën ee sech dovunner erwaart. Oder wéi et an der Kommissioun gesot gouf: „Et gëtt ëmmer behaapt, dat hätt e positiven Impakt, mee dat misst awer mol eng Kéier beluecht ginn."

An da stinn déi aner Fragilitéiten do, déi och d'Fro vun der laangfristeger oder souguer mëttelfristeger Perspektiv opwerfen. Alle virop natierlech d'Pensiounen: Do feelt villes, wat néideg wier. Dir erreecht elo awer net, wéi ugekënnegt, eng Ofsécherung iwwer 10 oder 15 Joer, mee maacht eng Plooschter drop fir e puer Joer.

D'Chambre des Métiers zum Beispill gesäit an deem, wat d'Regierung elo nach prett ass ze maachen, fir iwwert d'Walen ze kommen, „un simple report de l'échéance avec des conséquences néfastes sur les générations futures". A jo, ech kennen a kritiséieren de Regierungsnarrativ „Mir wollte jo méi, mee dir wollt net." Dat stëmmt net. Weeder datt dir méi wollt, well dat, wat de Premier hei op dëser Tribün am État de la nation ugekënnegt huet, huet noweisbar och net de System ofgeséchert. An et stëmmt och net, datt mir blockéiert hätten. Mir wollten e gerechte System, eng besser Ëmverdeelung an zousätzlech Recetten. Muer debattéiere mer dat am Detail.

Bei der Sozialversécherung ass d'Bild änlech. Den CNFP seet: „Le solde de la sécurité sociale conserve sa trajectoire de baisse structurelle quel que soit le rythme de la progression de l'emploi." Den Oppositiounsdeputéierte Gilles Roth sot zum Beispill 2022: „Allerdéngs – ech soen, den Däiwel ass am Detail – an dat ass eigentlech den A an den O vun eiser Presentatioun vun den ëffentleche Finanzen: [...] Dat ass de Verlaf vun dem Iwwerschoss vun de Sozialversécherunge vun 2000 bis 2025. A wat gesi mer? Mir gesinn eng Courbe, déi geet permanent erof. [...] Dat heescht, an 20 Joer si mer bei manner wéi der Hallschent – bei manner wéi der Hallschent! –, bei 700 bis 800 Millioune Euro."

Haut ass de Problem net méi en Zréckgoe vum Iwwerschoss, mee e Problem vun Defiziter. Dat ass keng Schadenfreude, et ass e Constat. Mee et geet drëm opzeweisen, datt Der genee wësst, wat lass ass. Ëmsou méi erwaarde mer eis Léisungen, déi den Numm och verdéngen, an deene Prozesser, déi elo ugestouss goufen. Déi Plooschter, déi elo fonnt gouf, déi léist héchstens déi politesch Zwéckmillche fir dës Regierung, mee déi léist näischt doriwwer eraus. D'Regierung muss no laangfristegen a virun allem méi nohaltege Léisunge sichen, well d'Zäit leeft.

Déi drëtt Fragilitéit: d'Trajectoire vun der Staatsschold. 7,2 Milliarde cumuléierten Defizit vun 2025 bis 2029 laut de Schätzungen am Pluriannuel. Eng Staatsschold, där hire Montant vun 2024 bis 2029 ëm 32 % soll klammen. Den CNFP warnt no de Previsiounen: „Le solde structurel ne respecterait plus l'objectif à moyen terme, et un écart important se produirait en 2029."

An nee, mir ginn elo net zu Fetischiste vun der faméiser schwaarzer Null. Mee d'Fro ass a bleift: Wéi éierlech si mer – oder besser dir – mat de Finanzen? Woufir gëtt d'Regierung Suen aus? A virun allem, wat kënne mer maachen, fir net zukünfteg Investitiounen a Gefor ze bréngen?

Dir an de Premierminister gitt net midd ze probéieren, et duerzestellen – Dir hutt et och de Moien nach eng Kéier gemaach –, wéi wann Dir d'wirtschaftlech Lag hei am Land gedréit hätt. An der Budgetsried sot Der, am Verglach zu de faméise Previsioune vu Senneng hätt Der aus den 3,25 Milliarden u prognostizéiertem Defizit vun Enn 2023 am Kader vun de Koalitiounsverhandlungen en Defizit vun 224 Millioune gemaach, also et quasi duerch Är reng Präsenz fäerdegbruecht, dem Staat 3 Milliarden anzespueren. Iwwert déi Prognosen hu mer jo hei am Haus schonn oft geschwat.

Mee d'Éierlechkeet géing eigentlech zwou Saache verlaangen:

Éischtens: de Constat, datt déi dynamesch Recetten, déi 2024 erakoumen, a virun allem deen Iwwerschoss gréisstendeels op déi Jore virdrun zeréckzeféiere war. Wann ech et elo esou géing dréine wéi Dir, da géing ech soen: „A, mee dat war déi gutt DP-LSAP-déi-gréng-Politick. Déi huet deen Iwwerschoss produzéiert." Mee mir wëssen allegueren, datt et vill domat ze dinn huet, datt an der Kris vu Verschiddener immens héich Benefisser gemaach goufen. Dat ass weder Ären nach onse Verdéngscht.

Zweetens: Dir hätt Är Duerstellung dëst Joer eigentlech misse mat Ärem eegene leschte Pluriannuel vergläichen amplaz mat de Prognose vu Senneng. Mee da wier den Narrativ vum Premier, Dir hätt d'Land wéi mat engem Zauberstaf gerett, a Fro gestallt. Well d'Differenz vum Solde vum Zentralstaat tëscht dem viregte Pluriannuel an dësem läit bei minus 406 Millioune fir d'nächst Joer, minus 813 Millioune fir 2027, minus 834 Millioune fir 2029. Guer net ze schwätzen dovun, wéi et géing ausgesinn, wann Der all déi virgenannten Depensen, déi net am Pluriannuel drastinn, mat agerechent hätt. Dat heescht, et gesäit elo méi schlecht aus wéi dat, wat Dir zejoert nach selwer prognostizéiert hutt. Mir landen elo bei Defiziter, déi net vun enger Baisse vun den Zënsen duerch d'EZB oder engem Mikrowuesstum vum PIB wäerte behuewe ginn.

Ech froe mech ëmmer erëm, wat den Oppositiounsdeputéierte Gilles Roth zu esou Projektioune gesot hätt. Mee méi wichteg nach: Ech froe mech, wéi den nächste Finanzminister an och deen duerno mat der steigender Zënslaascht wäerten ëmgoen. A bei wie se d'Sue kierzen oder siche gi fir de Remboursement. Et kéint jo sinn, datt een do awer herno bei der ominéiser „Mëtt" vun der Gesellschaft lant, well bei deene mat manner Revenu ass net vill ze huelen an déi mat ganz vill Revenu, déi si jo eventuell ze wichteg fir d'„Kompetitivitéit". „Time will tell", wéi d'Englänner soen.

De Staatsrot huet dobäi nach en zousätzleche Manko festgestallt, deen och net am Pluriannuel erëmzefannen ass: d'Schold vun de Gemengen. „L'estimation pour le dernier exercice de la programmation financière", also 2029, wär 1,2 Milliarde „supérieure à celle indiquée par le Gouvernement dans l'hypothèse de stagnation de la dette communale". Domadder komme se op eng Schold, déi net bei 27 %, mee bei 28,1 % vum PIB läit. Wa mer dat alles géingen zesummerechnen, wiere mer zimmlech sécher bei oder iwwert deene faméisen 30 %. An ech ënnerstellen Iech elo mol, datt dat wuel eng vun den Ursaachen ass, wisou Der all Diskussioun heiriwwer ofgeblockt hutt.

Déi nächst laangfristeg Schwaachstell, déi dëse Budget an dës Regierung net ugeet, mee éischter verschäerft: de wirtschaftleche Monolithismus an d'Ofhängegkeet vun der Finanzplaz. Dozou seet d'Chambre des Métiers: „La politique de diversification économique mise en œuvre ces dernières années montre ses limites." Natierlech ass d'Finanzplaz en extreem wichtege Pilier, mee mir sinn immens ofhängeg dovun a mer wëssen, wéi volatill et ass. En fonction vun der internationaler Situatioun op der Bourse, en fonction vun de Leetzënse kommen x méi oder manner Recetten eran. Guer net ze schwätze vun den Auswierkunge vun der KI op d'Aarbechtsplazen – och am Finanzsecteur –, vun engem eventuelle Platze vum KI-Boom oder generell vu geopolitesche Risike fir de Welthandel an déi wirtschaftlech Stabilitéit.

Dat nächst Beispill fir kuerzfristegt Denken: déi staatlech Contributioun zu den Elektreschpräisser. 150 Millioune pro Joer fir d'Netzkäschten, 120 Millioune budgetiséiert fir de Kompensatiounsmechanismus bis Enn 2028. 2029 laut Pluriannuel da genee: null. Näischt. Och de Stroumkäschteproblem ass also bis zum Waljoer geléist.

An dann natierlech, last but not least: d'Accisen um Tubak. 1,5 Milliarde Recetten erwaart Der Iech dat

nächst Joer. Dat ass enorm. Hei gëtt et dräi grouss Problematiken:

Éischtens natierlech d'Gesondheet vun de Mënschen. Et ass erwisen, datt niddreg Präisser zu méi Tubakskonsum féieren. Or, den Tubakskonsum ass déidlech. Dausend Mënsche stierwen alljoers un de Suitte vum Tubakskonsum hei am Land. An et gëtt nach vill méi Krankheetsfäll, déi domadder liéiert sinn. D'Cour des comptes rappeléiert an hirem Avis, datt een de Käschtepunkt vum Tabagismus, dee fir onst Land op 859 Milliounen Euro geschat gëtt, och a Relatioun setze muss mat deenen 1,5 Milliarde Recetten.

Schwiereg ass et natierlech och weiderhin, datt mer mat onser lascher Präispolitick d'Gesondheetspolitick vun onsen Nopeschlänner aushielegen, well hir Bierger heihin déi bëlleg Zigarette kafe kommen. A fir deem Argument, dat – et ass schonn de Moien ugeklongen – ëmmer erëmkënnt, virzegräifen: Ech hu mech – wéi nach e puer aner Ex-Ministeschen, si sëtzen hei op menger lénker Säit, an net just bei der LSAP – och an der viregter Regierung ëmmer derfir agesat, datt mer déi Präisser eropsetzen. Hätte mer dat gemaach, wier d'Ofhängegkeet elo manner grouss.

Zweetens – an dat ass de méi neie Moment –: Et gëtt grad un enger europäescher Reegel geschafft, fir d'Tubakspräisser an der EU un den Niveau de vie unzepassen. De Risk, datt mer an abseebarer Zukunft bedeitend manner Recetten iwwert den Tubak erakréien, ass reell. Eng Solutioun heifir gesi mer net an Ärem Budget.

Drëttens: Et gëtt vill Schwaarzmaarthandel iwwer Lëtzebuerg bedriwwen. Ëmmer nees liest een an auslänneschen Zeitungen, an der Press, vu Camionnettë mat Lëtzebuerger Tubak, déi illegal ënnerwee waren. Dat ass schiedlech fir ons Reputatioun an et fërdert d'Wäisswäsche vu Suen. Eigentlech misste mer ons ganz aktiv dogéint wieren. An dat geschitt leider net.

Et feelt also enorm vill an deem heite Budget. An trotzdeem steet ënnert dem Stréch e strukturellen Defizit. Et ass jo duerchaus virstellbar, datt d'Recetten, wéi an der Vergaangenheet, schonn e bësse besser wäerte si wéi budgetiséiert, mee d'Commentateure vum Pluriannuel sinn awer quasi duerch d'Bänk skeptesch, wat dat ubelaangt. De Problem ass deen, datt och vill Recettë ganz wackeleg sinn an Dir kee realistesche Masterplang – kee CEO-Plang – hutt, deen op d'Fro äntwert: Wat ass, wann et e bësse méi schlecht geet amplaz e bësse besser wéi geduecht? Wie muss dann dat Lach zouschëppen?

An ech wënschen dem Land natierlech, datt déi Rechnung, dat Gepokers, wäert opgoen. Mee ech ka mech dach nëmme wonneren iwwer esou vill Leichtsinn, wonneren doriwwer, datt grad eng CSV/DP-Regierung hei net mat méi Rigueur un d'Budgetspolitick vun onsem Land erugeet. A wann ech d'Riedner, déi elo viru mir aus der Oppositioun eraus geschwat hunn, vu lénks bis ganz riets, héieren, dann, denken ech, misst et Iech awer ze denke ginn, wa mer Iech alleguerten dee selwechte Reproche maachen.

Eise Virworf un Är Budgetspolitick ass also eigentlech deen, dass Der Iech zefridden domat gitt, op zwee, dräi Joer ze kucken, och wat déi wierklech grouss Risiken ugeet, wéi den Tanktourismus, den Tubak oder de Besoin, eng Marge ze hu fir extra Depensen a Krisen. An datt Der dat net emol ganz éierlech maacht.

Mat deem Zäithorizont kann een an dësen Zäiten net „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken". Budgetär markéiert dëse Budget, a virun allem de Pluriannuel, an eisen Aen dofir definitiv de Schwenk op „Dës Regierung iwwert déi nächst Wale retten". Ass dat dann elo d'Stoussrichtung vun der Regierung fir déi zweet Hallschent vun der Legislatur?

Natierlech sinn et keng einfach Zäiten. A mir verlaange jo net, dass Dir d'Zukunft kënnt viraussoen. Mee et ass elo scho kloer, datt et net evident wäert ginn. Geopolitesch ass et extreem komplizéiert. Grouss Länner konzentréiere sech op sech selwer. Grouss Konflikter sinn do oder kënnege sech un. D'Finanzmäert sinn nervös, a virun allem Europa leit. An dat ass och alles keen neie Moment, contrairement zu deem, wat ëmmer erëm hei ukléngt. Dat war alles schonn do oder ze erkennen, wéi Der ugetruede sidd.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

D'Zentralbank an déi international Institutioune warnen: D'Weltwirtschaft geet an eng Phas vu schwaachem, instabillem, vun externe Schocke beaflosstem Wuesstem. Fir eng kleng an extreem oppe Wirtschaft wéi Lëtzebuerg ass dat eng fundamental vulnerabel Situatioun. Eis haiteg Politick reagéiert net drop: Mir gesinn eng schwaach RNB-Entwécklung, eng iwwerschätzten Zukunft vum Finanzsecteur an e Budget ouni Reserv.

Eng e bësse méi wäitsiichteg Approche zu de Problemer a Risiken, op déi eist Land am aktuelle Kontext duersteiert, déi hätte mir eis gewënscht. A vun Iech, Här Roth, hätte mer eis déi eigentlech och erwaart. Zemools well Der jo definitiv d'Pretentioun hutt, den nächste Premier hei am Land ze ginn.

(Exclamations)

Ëmsou méi misst Der Iech Gedanke ronderëm d'Fro maachen: Wat ass, wann et net esou geet wéi bis elo ëmmer? Oder wéi d'Chambre de Commerce et freet: Wat ass, wa mer um „Enn vum Lëtzebuerger Modell" ukomm sinn?

Mee zréck zum Budget selwer. Ugefaang bei der Prosa an der Aleedung zum Budgetsprojet: Do gëtt Spuenien als positiivt Beispill zitéiert fir seng Entwécklung an de leschte Joren.

(Brouhaha)

An effektiv: Spuenien ...

(Interruption par M. Gusty Graas)

Et ass net vu mir, Här Graas, wou et zitéiert gëtt.

(Interruption)

Dat ass vum Finanzminister.

An effektiv: Spuenien ass an de leschte Joren d'Posterchild vun den europäeschen Ekonomien. Et ass just: Spuenie mécht eng Wirtschaftspolitick, déi eeben net ënnert dem allëmfaassende Motto vun der Exportkompetitivitéit steet. Interessant dofir, dass Spuenien hei esou positiv ervirgehuewe gëtt, wann et fir eng fundamental aner Wirtschaftspolitick steet, wéi dës Regierung se permanent fuerdert.

(Interruption)

An och den Helmut Schmidt hutt Der zitéiert, deen als Sozialdemokrat nu wierklech fir eppes aneres stoung wéi exportorientéiert Supplyside-Politick an Trickledown.

Vun der Prosa zu den Zuelen, an zwar zu de makroekonomesche Previsiounen, op deenen de Budget opbaut: Dir hutt an de leschte Budgeten d'Wuesstemserwaardunge scho successiv missen erofschrauwen. An och dës Kéier soen Iech direkt e puer Avisen, datt se eventuell ze vill optimistesch sinn.

D'Chambre des Métiers nennt d'Wuesstemshypothees vun 2 % „un objectif relativement ambitieux [...] au regard des réalités économiques". A si krute jo elo scho mol Recht vum Statec, deem seng lescht Previsioune méi niddreg si wéi dat, wourop sech de Budget baséiert. D'Handwierkskummer warnt: „Des prévisions économiques plus faibles que prévu pourraient ainsi dégrader significativement l'image de stabilité et de crédibilité rattachée au pays." A weider: „Le Luxembourg s'expose à une érosion durable de sa marge [...] budgétaire et à une aggravation de sa dépendance à des cycles économiques qu'il ne maîtrise pas." Ech muss soen: Dee Subtext zu engem CSV/DP-Staatsbudget zwee Joer no de Walen ass wierklech bemierkenswäert.

Zu de Recetten: Hei warnt d'Chambre de Commerce viru „recettes tributaires d'assiettes fiscales volatiles", engem „déficit durable" an enger „dette publique en légère mais non moins continue progression". Hire Fazit: „Ces déséquilibres successifs mettent en lumière les limites du cadre budgétaire actuel."

D'Cour des comptes: „Alors que les revenus tirés des carburants diminuent [...] et que les recettes provenant des produits du tabac ne représentent plus une ressource durable, une diversification de la base fiscale apparaît indispensable", fir zwou Säiten drop lapidar festzestellen: „Or, il appert qu'une telle stratégie de rééquilibrage budgétaire à court et moyen terme n'existe pas."

Mir bleiwen der Meenung, datt et wichteg wier, sech iwwer alternativ Recettë Gedanken ze maachen, sech ze iwwerleeën, wéi een d'Kapital an den iwwermoossege Räichtum besser besteiere kéint oder ob et net nach aner Weeër gëtt, fir zu Rentréeën ze kommen, amplaz de Géigendeel ze maachen an u sech just déi Recetten, déi do sinn, nach méi erofzesetzen.

Bei den Depensen: Den Haaptmessage ass jo deen, dass vill Depensen am Budget, virun allem am Pluriannuel, systematesch sousestiméiert sinn. Ech si schonn drop agaang.

Erlaabt mer e positive Punkt zum Theema Invest: D'Chambre de Commerce seet iwwert de Budget 2026: „Sur le plan de l'investissement public, le projet de budget 2026 affiche des ambitions considérables : renforcement des infrastructures de mobilité, soutien à la transition énergétique, accélération du logement abordable et digitalisation des services publics." Mir fannen et gutt, datt Der den Invest 2026 héichhaalt. Eis Suerg ass eeben déi, datt dat laangfristeg riskéiert, net méi méiglech ze sinn, wann d'Steierrecettë vum Staat ze vill erofgefuer ginn.

Mir vermëssen awer och am Pluriannuel hei eng ganz séllege Projeten, déi scho laang an der Diskussioun sinn a bei deenen och versprach ginn ass, dass se zäitno realiséiert géinge ginn. Wann een awer de Pluriannuel bei de groussen Infrastrukturprojete kuckt, wann een zum Beispill elo Awunner vum Norde vum Land wier – wéi mäi Bänknoper –, deen op d'Ëmsetzung vu laangjäreg Walversprieche waart, da kréien déi Erwaardungen en Dämpfer.

E puer Beispiller: De Contournement vun Hengescht kritt 2026 a 2027 e Budget vu 25.000 Euro. Duerno geet et da substanziell an d'Luucht: op 50.000 Euro. Fir de Contournement vun Ëlwe si bis 2029 all Joer konstant 10.000 Euro budgetiséiert. D'Zweespuereg-keet vun der N7 vun Ettelbréck bis op de Fridhaff: 10.000 Euro d'Joer. Mir sinn eis jo all eens: Dat sinn Etudëbudgeten, an domadder baue mer keen ee Meeter Contournement.

Dat ass elo nëmmen den Norden. Et gëtt natierlech nach séllegen aner Beispiller. Ee prominent ass den Tramausbau op der Areler Strooss. Dee steet net dran. Do ass d'Finanzéierungsgesetz duerch de Regierungsrot. De Käschtepunkt beleeft sech, laut Communiqué, op 171 Milliounen Euro.

Also, fir déi Bierger, déi do an de Pluriannuel kucken, stellt sech d'Fro: Wou sinn déi Walverspriechen hin, fir den Norden oder fir aner Deeler vum Land? An natierlech och: A wou wëll d'Regierung déi Suen dann hierhuelen, fir dann och 2028/2029 reell eppes ze bauen, vu dass se net budgetiséiert sinn a vu dass mer déi Situatioun hunn, déi mer elo schonn alleguerten hei beschriwwen hunn? Et kënnt elo déi zweet Hallschent vun der Legislatur, wou d'Ëmsetzung gefrot ass no de Verspriechen. A wann een de Pluriannuel kuckt, da gesäit et do op ville Plazen zimmlech dënn aus.

Souvill zu de groussen Aggregater am Budget. Ech kommen elo nach zu zwee wichtege Politickfelder: natierlech d'Klima- an d'Ëmweltpolitick. Ech war frou, dass souwuel de Maurice Bauer als Rapporter wéi och de Laurent Zeimet als CSV-Spriecher haut mol eng Kéier méi op dee Sujet agaange sinn, well et ass definitiv e Stéifkand vun der Politick vun dëser Regierung.

De Mouvement écologique huet a senger Stellungnam zum Budget eng ganz Rei berechtegt Kriticken un den Nohaltegkeetsindicateuren, déi fir de Budget benotzt ginn. D'Kritick geet do souwuel ëm de Choix vun den Indicateure wéi och ëm de Manktem u prezisen Objektiver. Dat rejoignéiert Froen, déi mer zesummen diskutéiert hunn. An ech begréissen do och nach eng Kéier ausdrécklech dee gudden Echange, dee mer haten, an och de Wëllen, nozebesseren a méi wäit ze goen. Mir erwaarden eis dat op alle Fall och fir d'Zukunft.

Also, déi Efforten a Richtung Green Budgeting, déi och de Maurice Bauer ugeschwat huet, an a Richtung PIBien-être, déi solle jo weidergoen. Mir wäerten dat natierlech nach ganz no suivéieren. A mir froen Iech, dass Der do da vläicht och op déi laangjäreg Expertis um Terrain zréckkommt. Dir hutt jo oft Echangen. Maacht et och vläicht mat deenen Acteuren, déi sech scho vill domat ausenanergesat hunn!

Ganz am Ufank vum Budget ass jo dann och ëmmer en Tablo vum Statec zur Konjunktur an de pluriannuelle wirtschaftleche Perspektiven. Do gëtt et och eng Zeil zu der Trajectoire vun den Zäregasemissiounen. Wann een do d'Chiffere vum Budget 2026 mat deenen aus dem Budget 2025 vergläicht, gesäit een, dass d'Ambitioun vun der Trajectoire ganz substanziell no ënne revidéiert gouf.

2026 sollen d'Emissioune just nach minus 3,4 % erofgoen amplaz 6,5 %, wéi am leschte Budget virgesinn. 2027: minus 4,6 % amplaz minus 6,8 %. An 2028: minus 5,1 % amplaz minus 6,8 %. Dat mécht an der Zomm eng wierklech vill méi lues Trajectoire bei den Emissiounen, verglach mam leschte Joer, aus.

„Et ass en Tablo mat Donnéeë vum Statec", wäert Der mer elo soen. Mee wat ass d'Positioun vun der Regierung zu den Ännerunge vun där Trajectoire? Mir hätten eis do natierlech e bësse méi Informatioune gewënscht, vu d'Envergure vun deene Changementer.

Am Budget selwer steet bei de Recetten dëst: „Au Luxembourg, la taxe carbone devrait atteindre 50 euros/tonne en 2027, ce qui serait probablement inférieur au prix de référence qui devrait être fixé par la Commission européenne". Dat sinn: „45 euros/tonne au prix de 2020, ce qui pourrait être proche de 60 euros/tonne en 2027". „Une augmentation plus importante des droits d'accises pourrait donc être nécessaire."

„L'incertitude qui règne encore à ce sujet [...] du fait que la position du Gouvernement reste muette quant à une éventuelle introduction de la directive européenne ETS 2 en 2027" – dobäi sot Dir als Deputéierten nach an Ärer Budgetsried: „Bei dem CO_2, do si mer kloer: Mir hätten do gär Previsibilitéit." An haut wëllt Är Regierung sech nach ëmmer net festleeën a léisst léiwer den ETS 2 onvirbereet kommen a riskéiert gegeebenefalls, datt d'CO_2-Tax iergendwa spronghaft muss erhéicht ginn, fir de méi héijen europäeschen Niveau ze erreechen.

An der Realitéit schéngt Der ze hoffen, datt den ETS 2 nach méi no hanne verréckelt gëtt, voire ofgeschaaft soll ginn, mat natierlech alle Konsequenzen, déi dat fir d'Klima weltwäit géing bedeiten. Et ass an eisen Aen och net responsabel, esou no un der Echeance net ze wëssen oder net ze soen, wat een als Regierung wëll maachen. Dës Regierung wurschtelt weider an der Klimapolitick a si hofft, mat enger Vogel-Strauß-Politick do duerchzekommen a wärenddeem esou ze maachen, wéi wa se eng ambitiéis Klimapolitick géing maachen.

Dozou gehéiert och d'Fro vun der Elektromobilitéit hei am Land. Et gesäit een, datt de Budget vum Subventionnement fir E-Autoe wäert erofgoen. Dat ass natierlech déi logesch Konsequenz vun der Regierungspolitick. Au vu vun de Statistiken, wat d'Immatrikulatioun vun dësen Autoen ugeet, kann een awer d'Fro stellen, ob dat Sënn mécht. De PNEC gesäit bis 2030 en Zil vun 49 % fir E-Autoen an Hybridautoe vir. Mir leien den Ament bei 9,6 %. Do muss also éischter méi Ambitioun wéi manner eran.

Dann d'Logementspolitick: Wéi effikass ass d'Logementspolitick vun der Regierung? Sinn zousätzlech Steieravantagë fir Multiproprietären an Investisseure wierklech dat, wat mer brauchen? Et war keng gutt Iddi, déi al Rezepter nees aus dem Tirang ze huelen. An d'Zuele weise jo och, datt se net wierklech de gewënschten Effekt haten, ausser datt nieft e puer glécklече Primo-acquéranten och eng ganz Rei Multiproprietären zu de grousse Gewënner vun Ärer Politick gehéiert hunn.

Jo, de Marché huet e bëssen ugezunn, virun allem am Bestand, also net dat, wat fir ons Entwécklung prioritär ass, a virun allem kuerz virum Enn vum Auslafe vun de Mesüren. Zënterdeem komme weiderhin Alarmriff aus dem Bausecteur an d'Präisser zéien och nees monter un.

Wat seet dat ons alles? Weeder ass de Konstruktiounssecteur gerett, nach ass eng Berouegung vum privaten Immobiliemarché en vue. Mir bleiwen dohier derbäi: Fir de Logementsproblem ze léisen, si Steiervirdeeler net de richtege Wee. Mir brauche méi abordabele Wunnraum vum Staat a vun de Gemengen.

Datt Der de VEFA-Programm weiderféiert, dat begréisse mer natierlech ausdrécklech. Mir sinn der Meenung, dee misst institutionaliséiert a mat der Landesplanung zesummebruecht ginn, mat gezillten Appels à projets, fir Wunnraum do, wou et Sënn mécht, entstoen ze loossen. Eraus aus deem Krisemodus, wou en entwéckelt ginn ass, bei eng Perenniséierung, déi nach méi koordinéiert kann oflafen. Et muss natierlech och weiderhi konsequent vum Staat gebaut ginn an d'Gemenge mussen an d'Flicht geholl ginn, fir hire Soll ze erfëllen.

Mee och beim Logement muss ee Schein a Sein an de Budgete vergläichen. D'Fondation IDEA stellt „un ‚trou d'investissement' de près de 700 millions d'euros sur la période 2024-2027" fest. Et sinn 336 Millioune manner ausgi gi wéi nach am Budget 2024 virgesinn, an d'Projektioune fir 2026 a 2027 sinn ëm 357 Milliounen erofgesat ginn am Verglach zum Budget 2024.

Jo, ech weess, wat Der mer elo do äntwert: Dir wëllt Är Projektioune méi no erusetzen un dat, wat a Realitéit ausgi gouf. Dat ass jo och u sech positiv – just vläicht net bei engem esou wichtegen Dossier wéi deem doten, wou et besser wär, et éischter ëmgekéiert ze maachen an dann ze kucken, d'Ambitiounen eropzeschrauwen, fir op déi Zuelen ze kommen, déi am Budget fixéiert goufen.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Do dernieft sinn awer wichteg Steierinstrumenter leider nach net do. D'Aarbechte bei der Mobiliséierungssteier an der Grondsteierreform sinn zwar elo endlech weidergaangen, mee mat staarke Verwässerungen. D'Leerstandssteier ass am Stëllstand. Souguer d'Betriber, besonnesch de Mëttelstand, fänken ëmmer méi haart un, Neel mat Käpp ze fuerdere beim Logement, well d'Kris sech och op d'Kompetitivitéit an d'Personalpenurie néierschléit. Also, dat Verwässeren, dat do bedriwwe gëtt vun der Regierung, beim Leerstand, bei der Mobiliséierung, dat gëtt vun engem ëmmer méi klengen Deel vum Land wierklech guttgeheescht an och ëmmer manner vun der Ekonomie. Wéi stoung et an engem rezenten Edito vum Handwierk? „Ohne Wohnraum kommen weder Fachkräfte noch Familien, und ohne Fachkräfte kein Wachstum."

D'Chambre des Métiers seet zum Logement: „Malgré les efforts du Gouvernement", déi se Iech unerkennt, „la crise du logement s'aggrave." Si seet, si wënscht sech esou vill Engagement beim Logement wéi elo an der Defense. Also och an der Ekonomie gëtt d'Zuel vun deenen, déi mengen, op déi eng oder aner Aart a Weis vun der Logementssituatioun kënnen ze profitéieren, ëmmer méi kleng.

An da gesäit een, datt d'Loyerspräisser net déi selwecht Berouegung erlieft hu wéi an der Vente an datt et awer och um Niveau vun de Steiere just Avantagë gëtt fir d'Proprietären. Donieft ass och en Deckel fir d'Loyere leider nach ëmmer net en vue a wäert och viraussiichtlech net dës Legislaturperiod kommen. En Deckel, dee grad deene géing zeguttkommen, déi sech näischt kënne kafen an déi en plus deenen ëmmer méi héije Loyeren ausgeliwwert sinn.

Onse Constat am Logement ass dofir deen: Dir hutt ganz vill Steierkaddoen u Leit verschenkt, déi se zum gréissten Deel net gebraucht hunn, an et huet net emol dat gewënschtent Zil erreecht. An déi Instrumenter, déi och e Lenkungseffekt kéinten hunn, déi déi viregt Regierung op de Wee bruecht huet, déi kommen net oder si komme spéit oder si komme verwässert.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir erwaarden ons vun enger Regierung an der Situatioun, an där mer als Land hei sinn, méi Courage, manner Gepléischters a virun allem méi Penaliséiere vun der Spekulatioun. Well et ass schlussendlech d'Spekulatioun, déi säit vill ze laanger Zäit eng ëmmer méi grouss Zuel vu Leit méi wäit ewech bréngt vun engem eegenen Doheem.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Maacht eppes géint déi Spekulatioun, amplaz se ze ënnerstëtzen!

Sou vill zur institutioneller Lektür vun dësem Budget als Oppositiounsdeputéiert. Mee ech si jo net nëmmen als solch hei, mee och fir déi gréng Stëmm ze vertrieden. Also, wat léisst sech aus grénger Siicht zu dësem Budget nach soen? A wat géife mer anescht maachen? Ech wëll probéieren, dat unhand vun e puer Wäerter ze illustréieren:

Transparenz: Mir géifen eis grouss finanziell Verspriechen an de Budget arechnen, amplaz se esou laang et geet erauszeloossen. An als Minimum, wa grouss

Depensen ofzegesi sinn, och wann nach keng final Decisioun virläit, géife mer Zeenarie liwweren, wat dat kéint fir d'Entwécklung vun onsem Land bedeiten. Et misst dach eigentlech normal sinn, datt mir heibannen alleguer zesummen, wann et dréms geet, d'Zukunft vun onsem Land ze plangen, um selwechte Wëssensstand sinn, wéi et wierklech ëm ons finanziell Situatioun steet.

Zweetens: Evidenzbaséierung an Nohaltegkeet. Mir géife keng grouss budgetär Verspreche wéi zum Beispill eng weider Baisse vun der Betribsbesteierung an de Raum stellen, wa mer a) net wëssen, wat se bréngt, a b) net wëssen, wéi mer se finanzéiert kréien. An och am Sënn vun der Virsiicht géife mer déi wirtschaftlech Diversifizéierung méi resolutt pushen, amplaz de Finanzplazmonolithismus ze verstäerken.

Drëttens: Gerechtegkeet a sozialen Zesummenhalt. Mir géifen eng steierlech Entlaaschtung virgesinn, déi sozial méi cibléiert wier op déi ënnescht an déi mëttelst Akommesschichten an net och nach uewe bei den Akommesse vun 200.000 Euro an driwwer Minussen an den Tablo schreiwen. Mir géifen am Géigendeel och méi Recettë bei deenen afuerderen, déi dat wierklech kaum spieren. Méi Gerechtegkeet, manner Géisskan, dat ass e Prinzipp, wat Dir selwer ëmmer gefuerdert hutt, mee wat Der elo hei net wierklech maacht.

Véiertens: Fortschrëtt an Zukunftsorientéierung. Mir géife virun allem am Logement keng al Politick maachen, déi mat Schold ass un der Kris, wéi mer se hunn. Mir géinge wierklech géint d'Spekulatioun virgoen an d'Mënschen, déi net nach eng Bauplaz oder en Appartement hu fir hir Kanner, mee déi a ganz anere Sphären ënnerwee sinn.

An dann: Previsibilitéit an Éierlechkeet. Amplaz vun enger Vogel-Strauß-Politick am Klima- an Ëmweltberäich géinge mer festhalen un der Ambitioun, déi mer brauchen au vu vun enger Natur, mat där een net verhandele kann an déi sech och net op muer vertréischte léisst.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An déi Positioun géinge mer och resolutt op europäeschem Niveau verdeedegen, och wann dat zu Bréissel leider grad net ganz „in" ass.

An zum Schluss: Ganzheetlecht Denken an d'Bereetschaft, haut Entscheedungen ze huelen am Interêt vu muer an iwwermuer, amplaz grouss Léisungen unzekënnegen a Plooschteren ze liwweren.

Dir hutt héich gepokert mat Äre Verspriechen am Walkampf an um Ufank vun der Legislatur: Steieren erof, Investitiounen an Depensë gläich oder nach méi. An elo, wou Der politesch a wirtschaftlech a schwéiere Gewässer sidd, pokert Der mat weideren Annoncë vu Steierkaddoen.

Ech halen Iech dat Bild vum Poker jo reegelméisseg vir, well et esou gutt passt. Am Poker schwätzt ee jo vun den „Outs", vun de Kaarten, déi mussen op den Dësch kommen, fir dass engem seng Strategie opgeet. Mee wéi eng Kaarte sinn iwwerhaapt nach am Spill, fir dass Är Wett opgeet? E puer Zënsbaissë vun der Zentralbank fir besser Croissance? E puer weider Steiererliichterungen nom Trickle-down-Prinzipp? E Wonner op der internationaler Bün?

Dat ass dat gréisste Lach an dësem Budget. Net déi Defiziter, déi drastinn, mee de Fakt, dass se warscheinlech net emol duerginn. An de Fakt, dass Dir keng realistesch Perspektiv oder Strategie ubitt, wéi Är Politick soll opgoen, wann och nëmme minimal eppes dertëschent kënnt. Mam Resultat, datt mir an dësem Budget en Tournant gesinn. Mir gesinn en Erofsetze vum Horizont vun der längerfristeger Zukunft op déi nächst Walen. De Präis dofir ass eng ënnerschwelleg Attitüd vun „après moi le déluge". Déi fënnt sech am Budget lues awer sécher an ëmmer méi däitlech erëm.

Dir wäert Iech also net wonneren, dass mer de Budget net matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Tanson, den Här Bauler wëllt Iech eng Fro stellen, wann Der domat d'accord sidd.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. A merci och der Madamm Tanson, datt si meng Fro zouléisst. Si huet elo just virun e puer Minutte vun engem Monolithismus um Niveau vun der Finanzindustrie geschwat. Ekonomisten, déi hir Preuvë scho gemaach hunn an international publizéieren, hunn awer nach an engem Artikel, deen ech gutt kennen, geschriwwen, datt mer e Finanzsecteur hunn, deen e groussen Ekosystem duerstellt, mat ënnerschiddlechen, diversen Acteuren an diverse Finanzleeschtungen.

Mir hunn also e ganz diversifizéierte System. Mir hunn am Fong geholl an där Spezialisatioun, déi mer hunn, an deem dominante Secteur, dee mer hunn – jo, dat ass wouer, mee an enger klenger Ekonomie kann een net alles maachen –, innerhalb vun der Spezialisatioun awer eng immens Diversifikatioun, eng Diversifizéierung, déi derzou féiert, datt mer manner verletzlech sinn, wéi mer dat nach um Niveau vun der Finanzkris waren.

Dofir, wou huelt Dir déi Argumentatioun hier, fir vun engem Monolithismus ze schwätzen, wéi mer en haten, jo, an de 60er-, 70er-Joren, um Niveau vun der Industrie, en l'occurrence vun der Stolindustrie? Ech wier gespaant, wéi Der dat argumentéiert an op wat Der Iech do wëssenschaftlech baséiert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech froe mech, ob mer net laanschtenee geschwat hunn. Ech hunn dervunner geschwat, dass mer déi Ofhängegkeet vun der Finanzplaz hunn. An do braucht Der just de Budget ze kucken an d'Zuele vun de Recetten. Et ass jo eng Evidenz même, wou den Haaptdeel vun eise Recetten hierkënnt. Déi kommen aus der Finanzplaz, déi kommen aus der Fongenindustrie. Dat heescht, mäi Punkt war deen, dass mer eis mussen diversifiéieren, ewech vun nëmmen der Finanzplaz, an net innerhalb vun der Finanzplaz. Duerfir, ech mengen, mir hunn eis net richteg verstanen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den nächsten ageschriwwene Riedner d'Wuert an dat ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen an enger Zäit vu Polykrisen. D'Regierung benotzt dat Wuert „Polykris" wéi e Schutzschëld géint all méiglech Kritick. Wann d'Scholde klammen: Polykris. Wann d'Wunnengspräisser explodéieren: Polykris. Wann d'Leit um Enn vum Mount näischt am Frigo hunn: Polykris. „Mir hätte jo gären, mee wéinst de Polykrise geet dat leider net!"

Mee loosst eis éierlech sinn: Fir d'Leit dobausse sinn d'Krisen net abstrakt. D'Kris ass de Caddie am Supermarché, deen ëmmer méi deier gëtt, obwuel ëmmer manner dran ass. D'Kris ass de Loyer, dee 50 % vum Salaire frësst. D'Kris ass d'Angscht, datt eis Kanner et net méi esou gutt wäerten hu wéi mir.

Dëse Budget 2026 ass keng Äntwert op dës Krisen. Dëse Budget ass en Dokument vun der Hëlleflosegkeet. Dir versicht, d'Lächer ze stoppen, wärend den Damm amgaang ass ze briechen.

Här Finanzminister Roth, ech erënnere mech gutt un Är Zäit als Deputéierten op den Oppositiounsbänken. Dir hutt ëmmer – an dat gouf schonn e puermol ugeschwat – vum Apel fir den Duuscht geschwat. Dir hutt gepriedegt, mir misste Reserven hale fir schlecht Zäiten. Dir hutt gewarnt, mir dierften net iwwer eise Verhältnisser liewen.

Haut sidd Dir de Gäertner vun eise Staatsfinanzen. An ech hu mer Äre Gaart – oder Bongert, wéi Der et selwer genannt hutt – mol ugekuckt. An ech muss Iech soen: Ären Apel fir den Duuscht ass net nëmme schrompeleg, nee, en ass komplett ausgedréchent!

An och soss ass Äre Gaart zimmlech eidel. Ëm dem Gaart vun de Lëtzebuerger Staatsfinanzen ass et esou schlecht bestallt wéi ëm d'Biodiversitéit vun eiser Natur. A wéi wann dat net scho genuch Grond zu Besuergnes wär, esou ass en och nach vun enger Rei Bëschbränn bedrot, déi riskéieren, e komplett ze zerstéieren. Dat mécht wéineg Hoffnung fir d'Zukunft. Dir hutt nämlech keng Reserve méi. Dir hutt nëmmen nach Scholden. An Dir benotzt dës Scholden net, fir d'Zukunft ze bauen, nee, mee fir de Stëllstand ze finanzéieren.

Kucke mer eis dat gréisste Feier un, dat hei an eisem Land brennt: d'Wunnengssituatioun. D'Regierung feiert sech selwer. Dir klappt Iech op d'Schëller, well Der elo Wunnengen opkaaft. Am Budget sti Milliounen a Millioune fir de Fonds du logement an d'SNHBM. Dat kléngt jo och gutt an der Zeitung: „De Staat mécht eppes!"

Mee loosst eis d'Realitéit eng Kéier kucken: Wat kaaft Der do eigentlech? Dir kaaft de Promoteuren hir Ladenhüter of. Dat sinn déi Projeten, déi se um fräie Marché net lassginn, well se einfach vill ze deier geplangt waren an elo de Rendement bruecht muss ginn. Wann dës Promoteuren déi Wunnengen zum selwechte Präis, deen de Staat hinnen elo bezilt, um Marché ugebueden hätten, wiere se scho laang u jonk Famillje verkaaft ginn – ouni Steiergelder!

Mee firwat sollte se de Präis dann erofsetzen? De Staat kënnt jo elo mam Scheckbuch. A jo, mam Scheckbuch, well mat der Kredittkaart kënnt Der haut net bezuelen, vu datt LuxTrust nach ëmmer net geet.

Dir stabiliséiert d'Präisser hei op engem Niveau, dee sech vill Mënschen einfach net méi leeschte kënnen. An dobäi kommen dann och nach Loyeren, déi mëttlerweil dacks esou héich sinn, datt och hei vill Leit se sech net méi leeschte kënnen.

Et ass dach pervers, wann d'SNHBM um Kierchbierg groussflächeg Werbung mécht, datt 80 % vun de Biergerinnen a Bierger eligibel sinn derfir, am subventionéierte Wunnraum ze wunnen! Do gesäit een, wéi staark dat Feier brennt: 80 % vun de Biergerinnen a Bierger sinn eligibel fir subventionéierte Wunnraum. Mee da schwätze mer net méi dervunner, datt mer eppes maachen, fir viru Prekaritéit ze schützen. Da maache mer eppes fir d'ganz Gesellschaft. An da muss ee sech awer d'Fro stellen: War dat d'Zil vun der Société nationale des habitations à bon marché? Ech mengen net.

An all dat féiert dozou, datt vill Leit – nämlech déi, déi ursprénglech mol op dee „bon marché" ugewise waren an et haut nach ëmmer wären – gezwonge ginn, hannert d'Grenze vun eisem Land wunnen ze

goen. Dat ass also keng sozial Wunnengspolitick. Dat ass eng Rettungsaktioun fir Spekulanten, bezuelt mat eise Steiergelder. De Staat dierf net de Rettungsanker fir d'Feelspekulatioune vu grousse Bauléiwe sinn!

Mir Piraten hätten do eng aner Iddi, eng Iddi, déi mer säit Joren an eisem Walprogramm hunn an déi d'Leit wierklech entlaaschte géif: de Mietkauf. Stellt Iech eng jonk Koppel vir. Si bezuelen 1.500 bis 2.000 Euro Loyer. An an eisem Modell wär dat Geld net verluer. All Mount, wou se de Loyer bezuelen, gehéiert hinnen e klengt Stéck méi vun hirer Wunneng. No 15 oder 20 Joer gehéiert hinnen e grousst Stéck vun der Wunneng, esou datt se et sech leeschte kënnen, se ganz opzekafen, ouni grousse Risiko, ouni eng Schold, déi se erdréckt. Dat ass sozialen Opstig. Dat ass eng Perspektiv fir déi Jonk. Äre Modell, dat ass d'Verwaltung vun der Nout. Eise Modell ass d'Schafe vun Eegentum fir jiddereen.

An dann nach e Wuert zum Bëllegen Akt. Dir hutt deen ugepasst, jo. Merci. Mee an der Realitéit vun de Präisser zu Lëtzebuerg ass dat just eng Dréps op de gliddege Steen. Wann eng Wunneng eng Millioun kascht, hëllefen e puer Dausend Euro Erspuernisser net genuch. Mir soe kloer: Keng Nottärskäschten op der éischter Wunneng! Wunnen ass e Recht an et ass kee Luxus.

Komme mer bei d'Steieren. Dat ass dee Punkt, wou dëse Budget déi gréisste Mogelpackung ass. Well, Här Minister, Dir hutt an de leschte Wochen oft vun enger grousser Steierreform geschwat. Mee Dir sot: „Net elo. Spéider an der Legislatur." Dir sot de Leit: „Waart nach e bëssen. Mir ginn Iech dann e Kaddo." Et ass esou wéi d'Muert, fir datt d'Leit weiderginn. E Kaddo? Hm, wann een de Kalenner kuckt: E Walkaddo?

Mee loosst eis mol rechnen: Wéi finanzéiert Der dann dee Kaddo, deen Der an zwee oder dräi Joer verspriecht? Ma Dir finanzéiert e mat de Suen, déi Der de Leit haut aus der Täsch huelt! Dir refuséiert nämlech déi automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. An dat heescht konkreet, d'Leit kréien eng Indextranche, an dat wär op den éischte Bléck super – mee nee, well duerch dës Indextranche rutsche se an e méi héije Steiersaz. De Staat hëlt sech also direkt en Deel vun deem zréck, wat se duerch den Index bäikruten. D'Leit hunn um Pabeier méi, mee se kënne sech manner leeschten. Dat nennt een dann déi kal Progressioun. An, Här Roth, als fréieren Oppositiounsdeputéierten hutt Der allkéiers fir d'automatesch Upassung plädéiert, an elo benotzt Der se, fir Är Steierreform wëllen ze finanzéieren.

Ech nennen déi kal Progressioun eng verstoppte Steiererhéijung. Dir huelt de Leit haut Geld ewech, all Mount, bei all Index, fir hinnen da kuerz virun de Walen e Brochdeel dovunner als grouss Reform zréckzeginn.

Stellt Iech vir, Dir gitt bei eng Bank, Dir leet Är Suen do un. D'Bank seet Iech: „Dir kritt 0 % Zënsen. An d'Inflatioun ësst Äre Wäert och nach op." An no dräi Joer kënnt de Banquier bei Iech a seet: „Hei hutt Der d'Hallschent zréck vun deem, wat Der verluer hutt." Ass dat e gudden Invest? Géift Dir bei där Bank bleiwen? Nee!

Mee genee dat mécht dës Regierung mat de Steierzueler. Dat ass e schlechten Deal. Dat ass e schlechte Rendement fir d'Biergerinnen an d'Bierger. D'Regierung finanzéiert hir Steierreform vu muer mat der kaler Progressioun vun haut. Dir huelt de Leit Geld aus der Täsch, fir herno de generéise Ritter ze spillen, wann Der hinnen e puer Grimmelen dovunner zréckgitt!

Mir Piraten hunn eng einfach Léisung: D'Inflatioun dierf keng Steiererhéijung sinn. D'Steiertabell muss an Zukunft automatesch un den Index ugepasst ginn. Dat wier fair. Dat wier transparent.

An, Här President, kucke mer eis d'Zuelen aus dem Rapport nach eng Kéier méi genau un: D'Scholden explodéieren! Mir steieren op 30 Milliarden Euro Scholden zou bis 2029. Den Zentralstaat mécht all Joer en Defizit vun 1,5 Milliarden Euro.

Elo wäert de Minister soen: „Mir mussen investéieren." Jo, Scholde maachen ass net ëmmer schlecht. Wann ech Scholde maachen, fir eng Schoul ze bauen, ass dat eng Investitioun an d'Bildung. Wann ech Scholde maachen, fir eng Zuchstreck ze bauen, dann ass dat eng Investitioun an d'Mobilitéit.

Mee wat maacht Dir? Dir maacht Scholden, fir de Status quo ze verwalten. Dir maacht Scholden, fir d'Lach an der Pensiounskeess ze stoppen, amplaz de System ze reforméieren. Dir maacht Scholde fir d'Betribskäschten. Dir verbrennt souzesoen d'Miwwelen, fir d'Haus ze hëtzen.

De Conseil national des finances publiques warnt eis. D'Cour des comptes warnt eis. Si soen all dat selwecht: Dëse Wee ass net nohalteg. Den Triple-A, eise Qualitéitslabel, wackelt. An d'Regierung? D'Regierung dréckt op de Snooze-Knäppchen an hofft, datt de Wecker ophält mat schellen. Mee de Wecker wäert net ophalen. Dat kenne mer alleguerte moies allze gutt. An dës Kéier sinn et eis Kanner, déi erwächen an de Schlamassel ofbezuele mussen.

30 Milliarden Euro Scholde bis 2029: Dës Regierung lieft op Pomp a schéckt d'Rechnung un eis Kanner. Mir verbrennen dofir d'Miwwele vum Haus, fir et nach iergendwéi ze hëtzen. Mir mussen endlech Schluss maache mat iwwerdriwwenen Ausgaben!

Mir brauchen dofir e Spending Review an Investitiounen an d'Zukunft, net an d'Verwaltung vum Stëllstand. Well dës Regierung net fäeg war, vernënfteg mat eisem Steiergeld ëmzegoen, gi mer 2026 eleng 436 Milliounen Euro fir Zënsen aus. Dat ass kee Programm, keng Investitioun, keen Asset. Dat ass einfach Geld, dat erausgeheit gëtt. An dat Schlëmmst: Dëst ass eng Explosioun vun 42 % am Verglach zum Joer virdrun.

436 Milliounen Euro – loosst Iech dat eng Kéier duerch de Kapp goen! Wann eng Wunneng oder en Haus 500.000 Euro géif kaschten, da kéinte mer mat deem Geld 872 Wunnenge kafen oder schafen oder bauen. 872 Famillje kéinten en Daach iwwert dem Kapp kréien. Mee amplaz an eis Zukunft ze investéieren, schécke mer dës Suen un d'Banken, un d'Investisseuren.

Jiddereen, deen doheem muss oppasse mat senge Scholden, versteet, wat hei leeft. Mir liewe wäit iwwer eise Verhältnisser an elo bezuele mer de Präis. Mee et sinn net déi, déi dës Politick gemaach hunn, déi de Präis wäerte bezuelen. Et ass de Steierzueler. 436 Milliounen erausgehäit, fir näischt ze kréien. Dat ass organiséiert Verschwendung um héchsten Niveau!

An dann nach d'Loyeren, Här President: De Finanzministère wäert 2026 ronn 58 Milliounen Euro u Loyeren u Privatproprietären iwwerweisen. Dëst ass net einfach nëmmen eng schlecht Gestioun, dëst ass eng systematesch Verschwendung vu Steiergelder! D'Regierung stécht Joer fir Joer Millioune vu Steiersuen direkt an d'Täsche vun de private Promoteuren. Wärend d'Bierger op bezuelbar Wunnenge waarden, ginn hir Steieren als Kaddo un déi Leit verdeelt, déi souwisou scho genuch hunn an Deel vum Problem sinn. Et ass e perverse System. Esou entsti keng Wäerter fir d'Allgemengheet, nëmme Profitter fir eng kleng Elitt vu Proprietären. D'Steierzueler kréien näischt zréck – ausser der Rechnung.

Här President, mir sinn e räicht Land. De PIB pro Kapp ass héich, zumindest um Pabeier. An trotzdeem klëmmt den Aarmutsrisiko. 18,1 % vun eise Leit liewen am Risiko vun Aarmut – bal all fënneften Awunner! A wat nach vill méi schlëmm ass: Jiddwer véiert Kand zu Lëtzebuerg ass vun Aarmut betraff. Loosst Iech dat op der Zong zergoen! Et huet e batteren Nogoût.

An enger Schoulklass vun 20 Kanner sinn der 5, déi doheem net wëssen, ob et owes eppes Waarmes ze iesse gëtt oder ob d'Elteren déi nei Schong kënne bezuelen. D'Regierung huet elo grouss hire Plang géint d'Aarmut presentéiert. A jo, e puer gutt Mesüre sinn derbäi, dat ass richteg. Mee déi meescht kommen net elo, déi komme fréistens 2027. A firwat? Well am Budget 2026 kee Geld dofir do ass.

Loosst eis dat kloer soen: Wann eppes wierklech eng Prioritéit ass, da fënnt een d'Mëttelen dofir! Da setzt een aner Projeten hannen un. Wann een awer seet: „Dat ass wichteg, mee mir hunn elo grad kee Budget", da weess jiddereen, wat dat wierklech heescht: „A, et ass vläicht awer net grad esou eng grouss Prioritéit!"

18,1 % vun eise Leit liewen am Risiko vun Aarmut. Jiddwer véiert Kand ass betraff. Dës Kanner ginn net eréischt 2027 an d'Schoul, dës Kanner sinn elo an der Schoul. Dës Famillje mussen elo Rechnunge bezuelen, net 2027.

Är Äntwert am Budget 2026: Hei e bëssen Allocation de vie chère, do e bëssen Upassung. Komplizéiert Formulairen. Demanden, déi ee muss areechen. A firwat? De Staat weess dach, wéi vill ee verdéngt. Wann ech ze vill verdéngen, kritt de Staat dat automatesch mat a bucht d'Steiere ganz séier of. Do sidd Der wierklech féx. Mee wann ech Hëllef brauch, wann ech meng Kanner net ernäre kann, wann ech keng Schong fir se kafe kann, wann ech d'Haus net hëtze kann, da muss ech froe goen. Da muss ech Pabeieren ausfëllen. Da muss ech meng Aarmut beweisen. Dat ass net nëmme pervers, dat ass och nach ineffizient!

44 % vun de Leit, also bal all Zweeten, hunn 2023 nach eng Aide net ugefrot, déi se u sech zegutt haten – dat ass d'AVC, d'Allocation de vie chère, de Rapporteur ass dorobber agaangen –, well se ze komplizéiert ass oder well d'Leit sech geschummt hunn. Sou genau weess de Staat dat net emol. An dat sollt eis schonn ze denke ginn, wann all Zweete vun enger Aide net profitéiert a mir net emol wëssen, firwat se et net maachen, a mer am Niwwel stocheren. Jo, et gouf e puer Verbesserungen, et gouf e bëssen automatiséiert. Mee einfach nëmmen e Formulaire ze verschécken, dat kann och net d'Automatiséierung sinn, vun där elo hei esou grouss geschwat gëtt.

Mir Piraten soe ganz kloer: Schluss mat der Bürokratie vun der Aarmut! Mir brauchen de Guichet social unique elo, net als Projet, mee als Realitéit. A virun allem brauche mer automatesch Hëllefen, an zwar richteg automatesch Hëllefen an net e Formulaire, dee mer un d'Leit schécken, nodeem se schonn eng aner Hëllef ugefrot hunn. Well da falen all déi Leit erëm duerch de Raster, déi guer keng Hëllef ugefrot hunn.

Hei goufen an der Lescht eng Rei Efforte gemaach – ech hunn et scho gesot –, déi mer natierlech begréissen. Mee mir mussen dat elo konsequent weiderféieren. De Staat huet d'Donnéeën. Benotzt se also fir ze hëllefen, net just fir ze kontrolléieren!

Aarmut zu Lëtzebuerg ass kee Schicksal. Et ass u sech e politesche Skandal! Wann de Staat automatesch

Steiere kasséiere kann, kann en och automatesch Hëllefen ausbezuelen. Mir wëllen d'Enn vum Pabeierkrich fir déi, déi Hëllef brauchen, well Aarmut dierf kee Formulaire sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer vun Aarmut schwätzen, da gëtt och gäre vun Ëmverdeelung geschwat. Da gëtt dervunner geschwat, weem mer hëllefen a wéi mer de Leit hëllefen. An do gëtt et eng Steier, déi elo erëm an d'Luucht geet, wou da vun der Regierungssäit gesot gëtt, déi wär jo sozial gestaffelt a mir géifen dat alles zum Deel iwwert den CI-CO_2 dann erëmkréien. Dat ass d'CO_2-Steier. Loosst eis also kuerz iwwert de Klima schwätzen.

D'CO_2-Steier geet erop. Dat steet am Budget. Dat heescht, de Spritt gëtt méi deier, d'Heize gëtt méi deier, eng ganz Rëtsch aner Saache ginn automatesch och méi deier. Dat dreift d'Inflatioun un.

D'Regierung seet elo: „Dir musst Äert Verhalen änneren!" Jo, do si mer ganz bei Iech. Mir mussen eppes fir den Ëmweltschutz maachen, mir mussen eppes géint de Klimawandel maachen.

Dir frot d'Leit, op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen. Mee frot mol d'Leit am Norden, am Westen oder am Oste vum Land, ob no 20.00 Auer nach e Bus fiert.

Dir frot d'Leit, en Elektroauto ze kafen. Mee wie ka sech en Auto fir 40.000 Euro leeschten, elo nodeem d'Subsiden erofgaange sinn, oder och iwwer 50.000 Euro fir eng Famill, wann een e méi groussen Auto brauch? Well probéiert mol eng Kéier, dräi Kannersëtzer an en normalen Auto ze kréien. Ech kann Iech soen: Dat geet net, dat hu mer alles schonn eng Kéier probéiert! A wou luet een deen Auto dann och nach, wann een an engem Appartement wunnt a keng Garage huet?

Äre Klimaschutz ass e Luxusproduit. Dir bestrooft déi, déi keng Alternativ hunn. Mir Piraten wëllen de Klimabonus. Eise Modell ass einfach: All Cent vun der CO_2-Steier muss direkt un d'Leit zréckfléissen. Net an de Staatsbudget, fir aner Lächer ze stoppen, nee, direkt zréck un d'Bierger. Déi Räich, déi vill verbrauchen, déi grouss Autoen hunn, déi grouss Villaen heizen, hire Pool heizen, do hu mer schonn driwwer geschwat, déi bezuelen drop. Déi normal Leit, déi spueren, déi géifen um Enn vum Joer méi erauskréien, wéi se bezuelt hunn. Dat wär sozial gerecht. Dat ass effikass. Keng grouss Verwaltung. An dat schaaft Akzeptanz fir de Klimaschutz.

Well Klimaschutz dierf keng Fro vum Portmonni sinn. Mir Piraten wëllen de Klimabonus. D'Sue vun der CO_2-Steier ginn net un de Staat, mee zréck un d'Leit. Wie wéineg verbraucht, profitéiert. Wie vill verbraucht, bezilt. Dat wier gréng a sozial.

(Interruption par M. Luc Emering)

Här President, ech mengen, den ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Emering?

M. Luc Emering (DP) | Ech hunn eng Fro.

M. Sven Clement (Piraten) | Kënnt Der mer se herno stellen? Ech si bal fäerdeg.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass am Fong dat, wat ech wollt maachen, Här Clement. Mir huelen d'Fro duerno.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.

Komme mer zu engem anere Punkt: d'Masse salariale vum Staat. Si klëmmt 2026 weider, op 5,1 Milliarden Euro. D'Äntwert vun dëser Regierung op jiddwer Problem ass ëmmer déi selwecht: méi Personal astellen. Mee dat ass keng Léisung! Dat ass nëmmen e Symptom vu mangelnder Effizienz. Amplaz endlech an d'Digitalisatioun vun eise Verwaltungsprozeduren ze investéieren, ginn ëmmer méi Beamten agestallt, fir e vereelzte System weiderzebedreiwen. Dat ass weeder schéi fir déi Leit, déi dat musse maachen, nach fir d'Bierger, déi mat hinnen interagéiere mussen.

Demarchen, déi an anere Länner online an e puer Minutte gemaach kënne ginn, erfuerderen hei nach ëmständlech Demarchen, Pabeieren, Ënnerschréften a Stempelen. An nach besser: Et fänkt een eppes digital op MyGuichet un ... Wann et dann an där Sproch offréiert gëtt, déi een och versteet, well do hu mer an enger rezenter Question parlementaire gesinn, datt ganz vill Demarchen net iwwersat si respektiv datt ee méintelaang brauch, fir dräi Ecranen ze iwwersetzen.

Bon, bref, da fänkt een dat digital un a wann et da geet, wa LuxTrust geet, wann de MyGuichet wëllt, da kritt een e puer Wochen drop awer e Courrier, fir op Pabeier erklärt ze kréien, datt ee vläicht awer iergendeppes op MyGuichet nach hätt missen eroplueden. An dat soll een elo, wannechgelift, op Pabeier erëm schécken.

Eleng dee Meediebroch kascht net nëmmen de Steierzueler Milliarden u Salairen, et kascht och nach eis Entreprisen a Bierger kostbar Zäit. Wa mer eis Prozedure séier, einfach an digital géife maachen, géife mer net nëmme bei der Augmentatioun vun der Masse salariale kënne spueren, mee mir géifen de ganze System méi effikass maachen, biergerfrëndlech a modern. Mee dofir misst ee wëllen an dofir misst ee kënnen. A bei dëser Regierung geet béides net.

Dëse Budget weist dann och e fundamentale Widdersproch an eiser Politick. Wärend de Gesondheetsministère eis erzielt, mir sollten ophale mat fëmmen, plangt de Finanzministère mat 1,53 Milliarden Euro un Tubaksrecetten. Bei engem Süchtegen ass d'Zil ëmmer, hie vu senger Drog erofzekréien. Mee hei ass de Staat selwer ofhängeg ginn. Net vum Tubak, mee vun de Recettë vum Verkaf. Mir verdénge méi Suen domat, Zigaretten un eis Noperen ze verkafen, wéi mer an de Bau vu bezuelbare Wunnengen investéieren.

Dat ass eng Politick, déi sech selwer widdersprécht. Eng Hand soll d'Leit vum Fëmmen ofhalen, déi aner Hand brauch awer dréngend d'Suen aus dem Tubaksverkaf. Dëst ass net nëmme finanziell Kuerzsichtegkeet, dat ass eng moralesch Bankrotterklärung. A muer stëmmt Der gären heibannen nach e Gesetz, dat et zirka 40 weideren Tankstellen erlaabt, an Zukunft Tubak 24/7 un d'Leit ze bréngen, an den Duerfkären. Dat ass eng konsequent Politick, zumindest an den Ae vum Finanzministère, mee sécherlech net an den Ae vum Gesondheetsministère.

Et gëtt Zäit, datt mer dës Ofhängegkeet vun den Tubaksrecetten ofbauen an eis Gesondheetspolitick net weider vu Finanzinteresse sabotéiere loossen. Dowéinst wär et vläicht un der Zäit, eise Finanzministère an eng Berodung bei der Fondation Cancer ze schécken, wat esou eng kuerzsiichteg Budgetspolitick eis wuel laangfristeg wierklech kaschte wäert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Budget ass keng Visioun fir Lëtzebuerg. Et ass e Verwaltungsakt vun enger Regierung, déi d'Iddië verluer huet. Dir ënnerstëtzt d'Promoteuren amplaz vun de jonke FamilLen. Dir finanzéiert Är Steierverspriече mat der Inflatioun vun haut – e schlechten Deal fir d'Leit. Dir maacht Scholden ouni Plang fir d'Zukunft, ouni den Apel fir den Duuscht, ouni aner Strategien.

Mir Piraten hunn eng aner Visioun. Eng Visioun, wou Wunnen e Recht ass a kee Spekulatiounsobjet, wou Steieren transparent a fair sinn, wou de Staat automatesch hëlleft, wann een an Nout ass, an effizient a séier schafft an op gesond Staatsfinanzen oppasst.

Mir wäerten dësem Budget net zoustëmmen. Net aus Prinzipp, mee aus déifster Iwwerzeegung, datt Lëtzebuerg eppes Besseres verdéngt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Emering hat nach eng Fro ze stellen. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci dem Här Clement, dass Der eng Fro vu mir akzeptéiert. Ech kommen zréck op dat Konzept, d'Piraten-Konzept vum Klimabonus, vun de Primmen, wat Der elo hei ugeschwat hutt. An Dir hutt do gesot, ech zitéieren Iech, dass Der net dermat d'accord wiert, dass eng CO_2-Steier iwwerhaapt géing zréck an d'Staatskeess goen, mee dass déi direkt misst bei d'Leit goen. Dat hutt Der gesot.

An da stellen ech mer d'Fro, wéi Der do d'sozial Komponent wëllt eranhuelen. Well déi Leit, déi immens vill polluéieren, déi vill verbrennen, déi bezuelen och automatesch méi CO_2-Steier. Dat heescht, laut Ärem Modell sinn dat jo dann och déi nämmlecht Leit, déi herno erëm am meeschte géifen zréckkréien. Dofir stellen ech dann d'Fro: Wou ass do d'sozial Komponent an deem Ganzen?

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ma, Här Emering, wann Der mer net nëmmen haut, mee och schonn an der Vergaangenheet, wa mer iwwert de Klimabonus geschwat hunn, nogelauschtert hätt, dann hätt Der warscheinlech matkritt – ech ginn dervun aus, datt mer dat awer ganz kloer erklärt hunn –, datt et deen nämmlechte Montant de remboursement wär fir jiddwereen, nämlech prozentual vun de Recetten.

Jiddwereе kritt dat nämmlecht erëm. A wie vill verbraucht, deen huet méi kontribuéiert, wéi en erëmkritt, huet also e Verloscht. An déi, déi manner verbrauche wéi d'Moyenne, ma déi kréie Geld eraus. An domadder géife virun allem déi Leit, déi wéineg verbrauchen a wéineg polluéieren, belount ginn. An dat wär eng sozial Komponent, well et si meeschtens déi mat klengen Appartementer, déi manner polluéiere wéi Leit, déi hire Pool oder hir Sauna am Keller vun hirer Villa mussen hëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

Ech géing elo proposéieren, datt mer hei ophale fir d'Sessioun vun de Moien an duerno mam Här Wagner weiderfueren. Ech géing Iech just soen, ech hunn elo nach op de Lëschten ageschriwwen, fir zu dësem Sujet ze schwätzen: den Här David Wagner, d'Madamm Diane Adehm, den Här Franz Fayot, d'Madamm Carole Hartmann an den Här André Bauler. Wann elo nach aner Leit sech wëllen aschreiwen, wär ech frou, wann Der dat elo kéint maachen, fir datt mer d'Organisatioun vun de Mëtten esou effikass wéi méiglech kënne maachen.

Domat wär dann d'Sëtzung vun de Moien zum Enn komm. Mir fueren de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.50 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Contamination du réseau d'eau potable	2874	Sven Clement	85
Protection du patrimoine architectural	2893	Alexandra Schoos, Fred Keup	86
Compatibilité entre les moyens d'identification eIDAS et MyGuichet	2901	Sven Clement	86
Introduction d'une vérification de bien-être suite à une panne des numéros d'urgence	2912	Sven Clement	87
Conditions de travail des soldats volontaires	2922	André Bauler, Fernand Etgen	88
Discussion autour de l'installation de nouveaux radars	2936	André Bauler	88
Actes antisémites	2939	Nathalie Morgenthaler, Laurent Mosar	88
Mesures prises afin de défendre un objectif climatique ambitieux pour 2040	2940	Sam Tanson, Joëlle Welfring	89
Violations des droits humains et exécutions en Iran	2942	Yves Cruchten, Paulette Lenert	89
Fermeture progressive des réseaux mobiles 2G et 3G par l'opérateur Orange	2944	Djuna Bernard	90
Sécurité des infrastructures nucléaires situées à proximité du Luxembourg	2945	Joëlle Welfring	90
Réaffectation du Freeport à des fins de défense	2947	Laurent Mosar	91
Transparence sur le marché de l'artisanat	2948	Marc Goergen	91
Site supplémentaire de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg	2949	Marc Goergen	92
Entreprise luxembourgeoise active dans les territoires palestiniens occupés	2951	David Wagner	92
Acceptation obligatoire du paiement en espèces au Luxembourg	2952	Fred Keup	92
Protection des monuments contre le vandalisme	2953	Marc Goergen	93
Traitement fiscal des revenus perçus par les bénévoles	2954	André Bauler	93
Impact de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif	2957	Georges Engel	93
« Témoin assisté »	2958	Dan Biancalana	93
Travaux d'élargissement de la B7 entre Schieren et Ettelbruck	2959	Jean-Paul Schaaf	94
Intelligence artificielle dans l'administration	2960	Ben Polidori, Yves Cruchten	94
Bilans de santé réguliers	2961	André Bauler, Carole Hartmann	95
Subside qualité+	2962	Sven Clement	95
Antisémitisme au Luxembourg	2963	Marc Goergen	95
Pénurie de médecins	2964	Marc Goergen	96
Sécurité et résilience du « Sender Diddeleng » après la panne du 29 septembre 2025	2965	Sven Clement	96
Conditions de logement au bâtiment Galileo à Belval	2966	Sven Clement	97
Mise en œuvre du protocole d'entente signé entre le Gouvernement et la FEDAS	2968	Djuna Bernard	98
Protection des acteurs sur le marché du logement	2969	Marc Goergen	98
Plan d'action national contre l'antisémitisme	2970	Sam Tanson	99

Contamination du réseau d'eau potable | Question **2874** (16/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Virun net allze laanger Zäit gouf et zu Stengefort 9 Fäll, wou Leit an der Gemeng duerch Legionelle krank gi sinn. Ënnert de Persounen, déi krank gi waren, waren och besonnesch vulnerabel Leit aus dem Hôpital intercommunal. Laut dem aktuellsten Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 4. August 2025 goufen an den Analyse vum kale Waasser keng Réckstänn vun de Bakterie fonnt, d'Analyse vun de Prouwe vum Waarmwaasser waren zu deem Moment awer nach net ofgeschloss.

Zënter e Freide soll an der Gemeng Stroossen d'Krunnewaasser kontaminéiert si mat Bakteerie vu fäkalem Ursprong. Dowéinst soll d'Krunnewaasser de Moment net consomméiert ginn oder virdru wärend mindestens 10 Minutten ofgekacht ginn. Laut rezente Presseartikele sollen um Méinden nei Prouwen analyséiert gi fir ze kucken, ob d'Waasser weiderhi verknascht ass. D'Resultater vun dësen Analyse géifen awer fréistens am Laf vum Dag oder souguer réischt dënschdes virleien. Um Terrain vun der Gemeng Stroosse befannen sech ënnert anerem och méi Crèchen an eng generell Ënnerbréngungsstruktur. Et gouf un eis erugedroen, dass um Méinde verschidde Crèchen an der Gemeng awer net doriwwer informéiert waren, dass si kee Krunnewaasser benotzen dierfen. Waasser ass awer net nëmmen e wichtegt Grondliewensmëttel, mee och besonnesch wichteg wat d'Hygiène ugeet. Am Fall vun zum Beispill enger Kontaminatioun mat E. Coli-Bakteerie kann esouguer een einfache Gest wéi d'Hänn wäschen zur Verbreedung vun de Bakteerie bäidroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Firwat brauchen Analyse vum Drénkwaasser hei am Land esoulaang fir ausgewäert ze ginn, besonnesch wann een d'Wichtegkeet vum Accès zu propperem Drénkwaasser bedenkt?

2. Firwat gëtt hei net méi oppen a séier vusäite vun enger betraffener Gemeng kommunizéiert, besonnesch mat de Betreiungsstrukturen, wou besonnesch vulnerabel Mënsche betreit ginn, déi betraff sinn?

Réponse (24/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Duerchféierung vun de Waasseranalysen an engem akkreditéiere Laboratoire dauert opgrond vun den Analysemethoden eng bestëmmten Zäit.

Esou ass zum Beispill d'Zil vun enger bakteriologescher Analys vum Drénkwaasser fir ze kontrolléieren, ob d'Waasser fräi vu Mikroorganismen ass. Dës Analys baséiert op der Kultivatioun vu Bakteerien, gefollegt vun enger Inkubatiounsphas bei kontrolléierter Temperatur. Um Enn vun der Inkubatiounszäit ginn d'Bakteeriekulturen identifizéiert a gezielt. Dës Inkubatiounszäit ka bis zu 72 Stonnen daueren.

Am Fall vun der Gemeng Stroossen ass eng mikrobiologesch Verschmotzung vun der ëffentlecher Drénkwaasserversuergung duerch eng Analys festgestallt ginn. Gemäss der Prozedur aus dem Drénkwaassergesetz vum 23. Dezember 2022, huet d'Gemeng, soubal festgestallt ginn ass, dass d'Drénkwaasserqualitéit net méi am ëffentleche Reseau garantéiert war, an Zesummenaarbecht mat der Waasserverwaltung Moossname geholl, fir d'Drénkwaasserqualitéit esou schnell wéi méiglech erëm hierzestellen. Dës Prozedur beinhalt d'Identifikatioun vum Ursprong vum Probleem, d'Ëmsetzung vun de Moossnamen, d'Eliminatioun vum Risiko an dann, an engem nächste Schrëtt, d'Duerchféierung vun neien Analysen. Wärend dëser Zäitspann, a fir all Risiko fir d'Gesondheet vun de Konsumente präventiv ze vermeiden, kann d'Populatioun opgefuerdert ginn, d'Waasser net direkt ze konsuméieren an et fir 2 Minutten ze kachen, fir Gedrénks oder d'Zoubereedung vun Iessen.

An der Gemeng Stroossen ass no Recherchë festgestallt ginn, dass d'Drénkwaasserquell vum staarke Ree beaflosst ginn ass. D'Gemeng huet dunn direkt dat concernéiert Quellewaasser net méi an de Reseau geleet an amplaz Waasser vum Drénkwaassersyndikat SEBES geholl. Präventiv sinn déi 2 Gemengebehälter desinfizéiert ginn. Fir eng vollständeg Wierksamkeet vun der Desinfektioun ze garantéieren, sinn opgrond vun dem Volume u gespäichertem Waasser 2 bis 3 Deeg néideg. Dunn eréischt sinn Analyse geholl ginn, wou et 72 Stonne gedauert huet, bis Resultater do waren.

Eréischt wann all Risiko fir de Verbraucher ausgeschloss ass, gëtt d'Krunnewaasser erëm fir de Gebrauch zougelooss. D'Gesondheet vum Verbraucher steet un éischter Stell.

Et sief och nach erwäänt, datt, laut Statistike vun der Europäescher Kommissioun, zu Lëtzebuerg 99,8 % vun den Analyse vum Krunnewaasser am ëffentleche Reseau drénkwaasserkonform sinn. Lëtzebuerg gehéiert hei zu den europäesche Spëtzereider. All Joer gi ronn 6.500 Analyse gemaach, wat d'Krunnewaasser sou zum am beschte kontrolléierte Liewensmëttel mécht.

D'Kontaminatioun zu Stengefort huet an engem Gebai mat engem eegene Reseau, dat heescht hannert dem „point de conformité" vun der ëffentlecher Drénkwaasserversuergung stattfonnt. Fir dës Fäll gëllen net déi selwecht Prozeduren a Kommunikatiounsweeër wéi bei enger Kontaminatioun an engem ëffentleche Reseau.

ad 2. Laut den Informatioune vun der Gemeng Stroossen ass d'Kommunikatioun a gesotem Fall via Warnungen op hirer Internetsäit, op de soziale Medien, op der Plattform Hoplr, op RTL Radio an Telee Lëtzebuerg, an der geschriwwener Press, via „sms2-citizen", Push op der City App a via Affichage op den ëffentlechen LED-Panneaue vun der Stroossener Gemeng gemaach ginn.

D'Gemeng Stroossen huet an deem Kontext den Inneminister driwwer informéiert, datt zousätzlech Moossnamen ëmgesat wäerte ginn, fir an Zukunft bei esou engem Virfall nach besser kënne mat de Bierger ze kommunizéieren. Bei dëse Moossnamen handelt et sech ënner anerem ëm d'Ausschaffe vun engem Krisekommunikatiounsplang an eng direkt a personaliséiert Kommunikatioun mat de sougenannte vulnerabele Bierger (wéi z. B. Structures d'accueil, Crèchen an Altersheemer). Doriwwer eraus sollen d'Bierger weiderhin encouragéiert ginn, fir sech beim Service „sms2citizen" anzeschreiwen.

Generell sief gesot, datt am Fall vun enger Aschränkung vun der Drénkwaasserversuergung d'Waasserverwaltung den Drénkwaasserfournisseur freet, fir déi betraffe Bevëlkerung direkt ze informéieren. Den Drénkwaasserfournisseur gëtt vun der Waasserverwaltung dann och drun erënnert, fir der Kommunikatioun eng besonnesch Opmierksamkeet ze schenken, besonnesch vis-à-vis vun den Etablissementer, déi vulnerabel Persoune kënnen ophuelen. Et ass ze bemierken, datt, wann eng Kontaminatioun an engem Gebai mat eegenem Drénkwaasserreseau, wéi am Fall zu Stengefort geschitt, aner Prozeduren a Moossname gëllen, déi an Zesummenaarbecht mat der Direction de la santé op déi eenzel Verbraucher cibléiert sinn.

Protection du patrimoine architectural | Question **2893** (18/09/2025) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

Am „LW"-Leitartikel vum 9. September 2025 („Öffentliche Bauprojekte zerstören Identität") gëtt betount, datt dee mat Steiersue finanzéierte Fonds du logement mat sengen „Abrissprojekten" net nëmmen déi historesch Bausubstanz, mee och en Deel vun der nationaler Identitéit zerstéiert. Zugläich gëtt dem Lëtzebuerger Staat net nëmmen ugelaascht, eist Land visuell ze verschandelen, mee och e Manktem u Respekt virun eiser Geschicht ënner Beweis ze stellen, wat de Betruechter drun erënnert, datt den éischten nationale Kulturentwécklungsplang, deen am Optrag vum Kulturministère ausgeschafft an 2018 virgestallt gi war, effektiv zwar vill vum kulturelle Patrimoine vun eisem Land schwätzt, mee déi national Geschicht wäitestgeeënd ausklammert. Tëscht deene „visuelle Katastrophen", déi am mentionéierte Leitartikel bedauert ginn, an der Tatsaach, datt de KEP keng konkreet Méiglechkeeten opweist, wéi een d'Lëtzebuerger Geschicht erëm méi staark am kollektive Gediechtnes vum Land verankere kéint, schéngt et also en Zesummenhang ze ginn.

An deem Zesummenhang hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Am „LW"-Leitartikel gëtt gefrot: „Warum zerstört ausgerechnet ein durch öffentliche Gelder finanzierter Fonds mit Abrissprojekten nicht nur historische Bausubstanz, sondern auch einen Teil der nationalen Identität?" Dës Fro gi mir un d'Regierung weider.

2. Wéi bewäert d'Regierung d'Kritick, datt am Numm vum (sozialen) Wunnengsbau historesch Uertskären ëmmer méi duerch standardiséiert a kulturfriem Baustiler entwäert ginn?

3. Am „LW"-Leitartikel heescht et: „Er [de Staat] sollte mit gutem Beispiel vorangehen – in Sachen Bauqualität, Nachhaltigkeit und Respekt vor der Geschichte. Doch stattdessen agiert er oft wie ein gewöhnlicher Investor: Abriss statt Erhalt, Standardarchitektur statt Kulturkontext, kurzfristige Lösungen statt langfristiger Werte. Wenn schon der Staat die Baukultur missachtet, wer soll sie dann noch verteidigen?" Och dës Fro gi mir un d'Regierung weider.

4. Schliisslech gëtt bedauert: „Dorfkerne sind mehr als Ansammlungen alter Häuser. Sie stiften Identität, schaffen Heimatgefühl, verbinden Generationen." Geet d'Regierung dervun aus, datt Begrëffer wéi „Identität" an „Heimatgefühl" am Joer 2025 Anachronisme sinn?

Réponse (24/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Fonds du logement ass e wichtegen Acteur an der Protektioun an an der Konservéierung vu Gebaier. Am Laf vun de leschte Joren huet de Fonds du logement sëlleg Projete realiséiert, déi d'Rehabilitatioun vum Patrimoine, dorënner d'Ëmännerung vum alen „Nelson Haff" zu Colmer-Bierg an e Foyer fir Jonker an an dräi Eefamilljenhaiser. Dëse Projet huet esouguer de „Prix spécial Patrimoine" am Kader vum Bauhärepräis vum OAI am Joer 2020 gewonnen. De Fonds du logement huet ënner anerem nach den alen „Haff Bredimus" zu Hunchereng a 14 Logementer, oder och nach d'Eefamilljenhaiser zu Iechternach, Heeschdref an an anere Gemenge restauréiert an transforméiert. Aktuell schafft de Fonds du logement un der Rehabilitatioun vum Schlass zu Eesebuer, dem ale Klouschter zu Useldeng an dem ale Bauerenhaff zu Déiljen. Et sief erwäänt, datt sëllegen Acteuren a Gemengen de Fonds du logement kontaktéieren, fir vu senge Kompetenzen am Kader vun der Renovatioun vu Patrimoine ze profitéieren.

ad 2. Och wann de Fonds du logement en Acteur am Erhalt an an der Renovatioun vu Patrimoine ass, esou ass hien och en Acteur, deen am Respekt vun de PAGen an de Bautereglementer schafft. All seng Projete gi mat der jeeweileger kommunaler Politick ofgestëmmt an an den zoustännege kommunale Servicer presentéiert an diskutéiert a mussen duerch d'kommunal Autorisatiounsprozedure goen.

Am Kader vum Projet zu Greiweldeng, deen am „Lëtzebuerger Wort" vum 9. September 2025 erwäänt gëtt, sief erwäänt, datt kee Gebai méi um Terrain stoung ewéi dëse vum Fonds du logement kaf gouf. Den neie Projet füügt sech harmonesch an de bebaute Bestand an.

Wat de geplangte Bau vun zwou Wunnengen an Eefamilljenhaiser zu Lénger ugeet, sollt ee bedenken, datt um Site zënter e puer Joerzéngten eng Tankstell war. Dës Aktivitéit huet eng bedeitend Buedemverknaschtung verursaacht, déi sech ënner den ale Gebaier bis op de fräien Deel vum Terrain ausgebreet huet. D'Analysen hunn eng Kuelewaasserstoffverschmotzung bis zu enger Déift vu ronn 3 Meeter nogewisen. D'Sanéierung vum Terrain huet dofir eng selektiv Ausgruewung vum verschmotzte Buedem an d'Ëmsetzung vun entspriechenden Andämmungs- an Dekontaminatiounsmoossnamen ëmfaasst. E PAP NQ war néideg, fir eng kohärent an integréiert Entwécklung vum Site ze garantéieren, wat eng Gesamtreflexioun erfuerdert, déi iwwer eng Renovatioun vun existente Gebaier erausgeet.

ad 3. Wat d'Punkten 1 an 2 ugeet, ass de Fonds du logement e passionéierte Verdeedeger an Acteur bei der Renovatioun vu gebautem Patrimoine. Vill aner nohalteg a qualitativ héichwäerteg Renovatioune goufe vum Fonds du logement zënter 1979 am ganze Land duerchgefouert. D'Renovatioun vum Quartier Grund an der Stad Lëtzebuerg, dem Quartier Brill zu Diddeleng asw. sief och nach erwäänt. De Fonds du logement huet seng eege Strategie an eng Equipe, déi sech ëm d'energeetesch Renovéierung vu sengem ganze gebaute Patrimoine këmmert, fir dësen ze erhalen a méi nohalteg ze maachen a weiderhin zu bezuelbare Loyere kënnen ze verloune fir ze verhënneren, datt d'Awunner an d'Energieaarmut falen.

Et sief awer och op d'Revalorisatioun vum Patrimoine op de grousse Frichen am Land higewisen. Gebaier wéi den „Idéal" zu Woolltz, d'Stolwierk oder och nach de „Laminoir" zu Diddeleng sinn nëmmen e puer Beispiller, wou dëse staatlechen Acteur enorm Efforte mécht, fir den Erhalt vum nationale Patrimoine ze garantéieren.

Dëst gëllt och fir de Fonds Belval bei der Revalorisatioun an der Entwécklung vum Site Belval.

D'Verwaltung fir ëffentlech Baute probéiert aus Grënn vun der „conservation patrimoniale" an „économie des ressources", wou et méiglech ass, de Bestand vun de Gebaier esouwäit méiglech ze erhalen an duerch entspriechend Renovatiounsprojeten d'Liewensdauer vun de Gebaier ze verlängeren.

Och bei net klasséierte Gebaier versicht d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten, eng éischter behutsam Approche ze vertrieden, andeems an Zesummenaarbecht mam Institut national pour le patrimoine architectural Léisunge gesicht ginn, fir d'Renovatioune méiglechst am Respekt vum Patrimoine ze plangen an ëmzesetzen.

ad 4. De gebaute Patrimoine stellt en integralen Deel vun eisem kulturellen Ierwen duer. Mam Patrimoinesgesetz vum 25. Februar 2022 huet de Staat sech d'Moyene ginn, fir dëse Patrimoine ze erhalen, ze schützen an ze valoriséieren, well en als Zeie vun eiser Geschicht eng wichteg Roll spillt. Dëst erlaabt et, dës Ressource op nohalteg Manéier un déi nächst Generatioune weiderzeginn.

Fir d'Regierung sinn déi genannte Begrëffer deemno, am Bezuch op d'Erhalen an de Schutz vum gebaute Patrimoine, net aus der Zäit gefall. Et sief an deem Kontext och un d'Definitioun vum kulturellen Ierwen am Patrimoinesgesetz (Artikel 1) erënnert, déi sech explizitt op Valeuren, Croyancen, de Savoir an Traditiounen als Reflet vun eiser gemeinsamer Vergaangenheet bezitt.

Compatibilité entre les moyens d'identification eIDAS et MyGuichet | Question **2901** (19/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'eIDAS-Veruerdnung soll d'géigesäiteg Unerkennung vun elektroneschen Identitéitsmëttelen tëschent

de Memberstaten erméiglechen a sou d'digital Mobilitéit vun de Bierger an der Europäescher Unioun stäerken.

Op myguichet.lu kënnen sech d'Bierger zwar mat eIDAS-Méttelen aus aneren europäesche Länner registréieren, awer si kënnen domadder keng Virgäng ënnerschreiwen. Dëst bedeit, datt si trotzdeem op d'Servicer vu LuxTrust ugewise sinn, wat praktesch zu engem Monopol vu LuxTrust féiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Firwat kënnen eIDAS-Identitéitsméttelen aus aneren EU-Länner op myguichet.lu nëmme fir d'Registréierung, awer net fir d'Ënnerschreiwe benotzt ginn?

2. Wéini plangt d'Regierung, déi voll eIDAS-Kompatibilitéit ze implementéieren, sou datt europäesch Bierger dës elektronesch Identifikatioun och fir d'Ënnerschreiwe vun administrative Virgäng zu Lëtzebuerg kënne benotzen?

3. Fonctionéieren d'„titres de séjour" mat gouvID? Wann net, firwat fonctionéiert dat net a plangt de Ministère hei an Zukunft nozebesseren?

Réponse (24/10/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

ad 1. Dat europäescht Reglement (EU) Nr. 910/2014 (eIDAS-Reglement) reegelt déi géigesäiteg Unerkennung vun nationalen elektroneschen Identifikatiounsméttele vun de Memberstaate fir d'grenziwwerschreidend Authentifikatioun vun Online-Servicer (Artikel 6), an déi géigesäiteg Unerkennung vu qualifizéierten elektroneschen Ënnerschrëften a qualifizéierten Apparater fir d'Erstelle vun elektronesche Signaturen (Artikel 24a).

D'eIDAS-Reglement reegelt awer net d'Erstelle vun elektroneschen Ënnerschrëften iwwer en Identifikatiounsméttel.

Dowéinst sinn e puer vun den Identifikatiounsméttelen, déi vun eIDAS unerkannt ginn, och qualifizéiert Geräter fir d'Erstelle vun elektroneschen Ënnerschrëften, wéi zum Beispill d'Lëtzebuerger elektronesch Identitéitskaart. Dës Léisungen erlabe souwuel grenziwwerschreidend Online-Authentifikatioun wéi och d'Erstelle vu qualifizéierten elektroneschen Ënnerschrëften.

Aner national Identifikatiounsméttelen, déi vun eIDAS unerkannt ginn, bidden dës Funktionalitéit fir d'Erstelle vun elektroneschen Ënnerschrëften net, wéi zum Beispill d'Mobillapplikatioun „France Identité" a Frankräich oder d'Smartcards „EFOS" a Schweden. Verschidden Identifikatiounsméttele kënne benotzt ginn, fir e qualifizéierten Zertifikat fir d'elektronesch Ënnerschrëft vu bestëmmten europäesche qualifizéierte Vertrauensdéngschtleeschter ze kréien, awer si erlaben u sech keng elektronesch Ënnerschrëft, an de Benotzer muss dofir en zousätzleche Service abonéieren.

Nieft dem Manktem u juristescher Basis gëtt et och keng technesch Harmoniséierung vun de Methode fir d'Erstelle vun elektroneschen Ënnerschrëfte mat Hëllef vun engem Identifikatiounsméttel. Zum Beispill gëtt d'grenziwwerschreidend Authentifikatioun iwwer eIDAS op Online-Servicer wéi myguichet.lu duerch gemeinsam europäesch technesch Spezifikatioune gereegelt, déi sech net mat elektroneschen Ënnerschrëfte beschäftegen. Ouni Harmoniséierung op europäeschem Niveau kann d'Interoperabilitéit net garantéiert ginn.

ad 2. De Manktem u Synergien an Harmoniséierung tëscht Identifikatiouns- a Kreatiounsfunktioune vun elektroneschen Ënnerschrëften ass eng bekannt Schwächt vun der éischter eIDAS-Reegelung. Fir dëse Problem ze léisen, huet dat europäescht Reglement (EU) Nr. 2024/1183 (eIDAS2-Reglement) de Konzept vun engem europäeschen digitalen Identitéitsportemonnaie agefouert („European Digital Identity Wallet").

Dëse „Wallet" wäert en elektronescht Identifikatiounsméttel sinn, dat et de Bierger och erlaabt, mat enger qualifizéierter elektronescher Ënnerschrëft ze ënnerschreiwen. Ausserdeem, obwuel e puer Memberstaaten de Moment keen unerkannt eIDAS-Identifikatiounsméttel hunn, ass d'Bereetstelle vun engem digitale Wallet fir all Memberstaat obligatoresch, sou dass herno den Zougang zu der qualifizéierter elektronescher Ënnerschrëft fir all europäesche Bierger garantéiert ass.

De Wallet gëtt och op Basis vu gemeinsamen europäeschen technesche Spezifikatioune konzipéiert, fir d'Interoperabilitéit bannent der Unioun vun allen nationale Wallet-Implementatioune sécherzestellen. Besonnesch de Règlement d'exécution (EU) 2024/2979 setzt technesch Standarde fest, déi fir all Wallet gemeinsam sinn, fir d'Kreatioun vu qualifizéierten elektroneschen Ënnerschrëften.

De Gesetzesprojet 8583 beschreift d'Modalitéiten, déi fir d'national Wallet-Léisung geplangt sinn.

ad 3. Wann d'Bierger eng nei Identitéitskaart kréien, kënnen se ufroen, datt e LuxTrust-Zertifikat an den Chip vun der Kaart integréiert gëtt. D'GouvID-Applikatioun erlaabt et, e Smartphone als Lieser fir de kontaktlosen Zougang zum LuxTrust-Zertifikat ze benotzen. Den Chip fir „titres de séjour" enthält kee LuxTrust-Zertifikat, dofir kënnen déi net mat GouvID benotzt ginn. Am Fall wou den „titre de séjour" mat engem LuxTrust-Zertifikat wéi op den Identitéitskaarte géif equipéiert ginn, wäert déi aktuell Applikatioun GouvID deen Zertifikat och kënne liesen.

Introduction d'une vérification de bien-être suite à une panne des numéros d'urgence | Question **2912** (22/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Cyberugrëff am Juli 2025, deen d'Noutruffnummeren 112 an 113 iwwer dräi Stonne laang zum Deel onzougänglech gemaach huet, huet eng kritesch Lück an eiser Telekommunikatiounsregulatioun opgedeckt. Wärend d'Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwer elektronesch Kommunikatiounsnetzer a -servicer d'EU-Direktiv 2018/1972 ëmsetzt an de grondleeënden Zougang zu Noutruffservicer garantéiert, feelt eng systematesch Verifikatioun vum Wuelergi vun de Leit, déi wärend Panne probéiert hunn, den Noutruff ze notzen. Dëst ënnerscheet sech markant vum australesche Modell, wou d'Telekommunikatiounsfirmaen duerch d'Telecommunications (Emergency Call Service) Determination zënter 2019 verflicht sinn, bannent 24 Stonnen no enger Pann Kontakt mat betraffene Persounen opzehuelen.

D'aktuell Regulatioun duerch den ILR konzentréiert sech op d'Grondufuerderunge wéi d'Bereetstellung vun engem gratis Zougang zu den Noutruffnummeren an der Iwwermëttlung vum Standuert, mee et gëtt keng Verflichtung fir d'Operateuren, systematesch ze iwwerpréiwen, ob Clienten, déi wärend enger Pann den Noutruff ugeruff hunn, sécher sinn. Dës regulatoresch Lück ass eng potenziell Quell vu Gefor fir eis Bierger, well medezinnesch Noutfäll, kriminell Handlungen oder Onglécker onentdeckt kënne bleiwen. Mat eisem kompakten Territoire zesumme mat dräi Haaptoperateuren, hätt Lëtzebuerg ideal Konditiounen, fir eng ëmfaassend Wuelstandsiwwerpréifung anzeféieren, déi méi grouss Länner logistesch schwéier kéinten ëmsetzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert de Minister déi aktuell Lück an eiser Telekommunikatiounsregulatioun, wat d'systematesch Verifikatioun vum Wuelergi vun de Leit ugeet, déi wärend Panne probéiert hunn, den Noutruff ze ruffen, a plangt de Ministère eng Ännerung vum Gesetz vum 17. Dezember 2021, fir obligatoresch „Welfare Checks" anzeféieren?

2. Kéint de Minister detailléiert erklären, wéi d'Regierung wärend dem Juli Cyberugrëff identifizéiert huet, wéi vill Leit probéiert hunn, d'Nummeren 112 an 113 unzeruffen, an ob dës Informatiounen systematesch gesammelt an ausgewäert goufen?

3. Wäert de Minister d'Aféierung vun enger gesetzlecher Verflichtung fir Telekommunikatiounsfirmae consideréieren, bannent 24 Stonnen no enger Pann, déi d'Noutruffservicer beaflosst huet, Kontakt mat betraffene Clienten ze sichen, no dem Beispill vum australeschen dräistufegen Escalatiounsprotokoll (Telefon, SMS, Police)?

4. Wéi kéint eng solch Regulatioun adaptéiert ginn un déi speziell Situatioun vu Lëtzebuerg mat 200.000 Grenzgänger deeglech?

5. Wat sinn d'Schätzunge vun de Käschte fir d'Implementatioun vun engem nationale Welfare-Check-System, a wéi kéint dëst finanzéiert ginn, besonnesch fir kleng Operateuren a MVNOs, fir eng komplett Ofdeckung ouni prohibitiv Käschten ze garantéieren?

6. Wäert de Minister eng Implementéierungsphas vun 18 Méint consideréieren, déi mat enger 3-Méint-Stakeholder-Consultatioun ufänkt, fir eng graduell Aféierung vun dësen Ufuerderungen ze erméiglechen, a wéi géif dëst mam ILR koordinéiert ginn?

7. Wéi kéint Lëtzebuerg d'Flexibilitéit vun der EU-Direktiv 2018/1972 notzen, déi explizitt Memberstaten erlaabt, „allgemeng Interessensobjektiver" inklusiv ëffentlech Sécherheet ze verfollegen, fir eng Pionéierroll an Europa ze iwwerhuele wat de Konsumenteschutz no enger Pann ugeet?

Réponse (24/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Wéi och schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen 2652, 2670, 2730 an 2736 beschriwwen, ass et wichteg ze betounen, datt d'Noutruffnummeren 112 an 113 vum CGDIS an der Police u sech funktionéiert hunn, also beim Virfall zu all Moment operationell waren. D'Appeller, déi wärend dëser Zäit aus dem POST-Reseau méiglech waren, grad wéi all déi, déi vun den aneren Telekommunikatiouns-Reseauen zu Lëtzebuerg op den 112 an 113 koumen, goufen ugeholl an traitéiert. Donieft goufen direkt nom Bekanntgi vum Problem bei POST vum CGDIS an der Police eng Rei zousätzlech Mesuren en place gesat, fir dem Bierger de Kontakt zu de Rettungsdéngschter wärend dem ganze Virfall ze garantéieren. Dës Mesurë goufe laut dem CGDIS an der Police och genotzt.

Nom Detektéiere vum Incident an den éischten techneschen Analyse gouf d'Kommunikatioun tëscht de concernéierten Autoritéiten a POST esou etabléiert, datt den 112 an 113 direkt déi Informatioune konnte kréien, déi si fir d'Erfëlle vun hire Missioune benéidegt hunn. Dësen Informatiounsfloss ass wärend der ganzer Zäit vum Virfall oprechterhale ginn.

Beim Virfall vum Juli 2025 war et esou, datt den Accès vun de meeschte private Clientë vu POST op

d'Telefons- an Internet-Servicer vu POST wärend e puer Stonne gestéiert war. Deemno war et de concernéierte POST-Clienten net méiglech, en Appell iwwert hire Reseau hierzestellen, et koum also guer net zu engem Appell oder enger Kommunikatioun, déi an de Bases de données vu POST registréiert gouf. Eng Prozedur, wéi se an däser parlamentarescher Fro proposéiert gouf, war bei dësem Virfall technesch guer net realisabel. Dëst gouf och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2670 esou beschriwwen.

Den Incident vum Juli 2025 huet awer gewisen, datt souwuel op techneschem wéi och op prozeduralem Niveau Verbesserunge musse virgeholl ginn. Dat betrëfft nieft der technescher Resilienz och d'Kommunikatioun mat der Bevëlkerung an hir Sensibiliséierung, awer och den Informatiounsaustausch mat de kritesche Infrastrukturen a mat den Operateuren. Dës Mesurë sinn aktuell amgaangen ausgeschafft ze ginn.

Conditions de travail des soldats volontaires | Question **2922** (23/09/2025) de **M. André Bauler** | **M. Fernand Etgen** (DP)

Dans un entretien publié le week-end dernier dans la presse nationale, des représentants du Syndicat professionnel de l'Armée luxembourgeoise (SPAL) ont critiqué les conditions de travail des soldats volontaires, soulignant notamment le fait que le solde dont bénéficient ces soldats ne dépasse souvent à peine le salaire social minimum qualifié. Les représentants ont ainsi revendiqué la nécessité d'une amélioration, tant au niveau de la rémunération que des conditions de travail et des mécanismes de protection. Tenant compte du contexte géopolitique actuel marqué par une menace réelle pour la zone euro-atlantique et au vu de l'augmentation des besoins en effectifs de l'armée en lien avec les investissements renforcés dans la défense, il apparaît nécessaire que l'armée soit un employeur attractif. Madame la Ministre de la Défense avait d'ailleurs reconnu, dans une interview publiée dans un journal luxembourgeois cet été, que des améliorations en matière de perspectives et de traitement des soldats volontaires devaient être entreprises.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quelles pistes et réflexions sont actuellement menées par votre ministère afin de rendre plus attractive la carrière de soldat volontaire ? Envisagez-vous, à cet égard, la création d'un statut spécifique, comme le revendique SPAL ?

2) Quelles autres mesures sont prévues pour renforcer l'attractivité de l'armée en tant qu'employeur, notamment en vue des recrutements importants qui devront être réalisés dans les prochaines années ?

Réponse (23/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

La valorisation et l'attractivité du service militaire en général sont une priorité absolue pour la Défense. Un personnel motivé et qualifié, en nombre suffisant, est indispensable pour notre capacité de défense nationale, notre contribution à la dissuasion et à la défense collective, ainsi que pour la mise en œuvre des projets en cours et futurs.

C'est pourquoi la Défense est en train de travailler sur un paquet de mesures pour renforcer l'attractivité et le recrutement de l'Armée luxembourgeoise. En ligne avec l'accord de coalition du Gouvernement, ces mesures ne concernent pas un statut ou une carrière en particulier, mais l'armée dans son ensemble et consistent d'une part à améliorer l'existant en valorisant le travail militaire et en veillant à l'opérationnalité de l'armée, et d'autre part à emprunter de nouvelles voies au niveau du recrutement.

Une revalorisation des différents éléments de rémunération des soldats volontaires est à l'étude.

Des pistes et réflexions sont en cours d'examen concernant le statut des soldats volontaires mais elles ne remettent pas en question la nature actuelle du statut des soldats volontaires, tel que défini dans la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise, mais entendent le compléter, notamment sur la question de leur régime de travail.

Les consultations interministérielles au sujet de ces mesures sont actuellement en cours. Les associations professionnelles de l'armée sont conviées à une réunion d'information à la mi-novembre afin de recueillir leur avis préliminaire et seront associées aux travaux ultérieurs. Le paquet de mesures devrait être proposé au Gouvernement en conseil avant la fin de l'année.

Discussion autour de l'installation de nouveaux radars | Question **2936** (25/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

No verschiddene schlëmmen Ongléker op eise Stroossen, mat deels dramatesche Konsequenzen, gouf d'Diskussioun ronderëm d'Installéiere vun neie Radaren nees frësch lancéiert.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics follgend Froe stellen:

1. Wat kascht d'Installéiere vun engem eenzelne Radar de Staat am Duerchschnëtt?

2. Wat ass de Präis vun der Installatioun vun engem Streckeradar?

3. Wéi héich sinn 2024 d'Entretienskäschte vun de Radaren hei am Land gewiescht? Wéi vill Radaren a Streckeradare gëtt et de Moment?

4. Tëscht Viichten a Biisse geschéien dacks Accidenter, och mat déidlechem Ausgang. Ass et schonn eng Etude ginn, mat Hëllef vun där festgestallt konnt ginn, ob sech d'Installéiere vun engem Radar op dëser Streck imposéiert? Wann net, ass sou eng Studie eventuell geplangt?

Réponse (21/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no de Käschten, dem Ënnerhalt an der Zuel vun de Radaren am Land.

ad 1. D'Ekipement vun engem fixe Radar (Kontroll vun der Vitess respektiv Mëssuechte vun enger Rouder Luucht) kascht ronn 120.000 € HTVA.

Dobäi kommen awer nach zousätzlech Käschte fir d'Installatioun vum Radar, wéi fir Génie-civil- oder Reseau-Aarbechten, Käschten, déi jee no Emplacement staark variéiere kënnen.

ad 2. Ee Streckeradar a bidirektionaler Ausféierung kascht ongeféier 500.000 € HTVA.

D'Zousazkäschte fir d'Installatioun (Génie civil respektiv néideg Reseauen) am Kader vum Streckeradar tëscht Gonnereng an dem Waldhaff hunn sech op ongeféier 200.000 € belaf.

Bei de Streckeradaren an den Autobunnstunnelle waren d'Installatiounskäschte méi niddreg, well do keng gréisser Aarbechten um Génie civil néideg waren an d'Reseaue gréisstendeels schonn op der Plaz waren.

ad 3. D'Käschte fir den Entretien (preventiv a curativ Maintenance, souwéi och periodesch Kontrollen) vu sämtleche Radaren hunn sech 2024 op ronn 380.000 € belaf. Fir d'Zertifikatioun an d'Homologatioun waren et ronn 12.000 € a fir sämtlech Telekommunikatiounsabonnementer ronn 220.000 €.

Aktuell gëtt et follgend Radaren:

– 27 fix Radare fir d'Vitess.
– 5 Streckeradare fir d'Duerchschnëttsvitess.
– 4 fix Radare fir d'Vitess a Rout Luucht.
– 5 mobill Radare fir d'Vitess.
– 2 Chantiersradare fir d'Vitess.

ad 4. Wat d'Streck vum CR306 tëscht Viichten a Biissen ubelaangt, ass festzehalen, dass et an de leschten dräi Joer (2022–2024) véier registréiert Accidenter gouf, dorënner een déidlechen Accident am Joer 2022. Bei dësem, souwéi och bei verschiddenen aneren Accidenter, huet Alkohol eng Roll gespillt.

De Streckeverlaf ass allgemeng net als besonnesch geféierlech anzestufen, wat déi generell Reegele vum Code de la route ubelaangt. Déi eenzeg Ausnam stellt eng laanggezunne Kéier duer, déi vun Automobilisten*innen – virun allem bei ongënschtege Wiederkonditiounen – ënnerschat gëtt.

Den Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" suivéiert d'Accidentologie op där Streck (esouwéi um gesamte Reseau), fir eventuell infrastrukturell Ursaache vun den Accidenter ze identifizéieren. An deene leschte Jore goufe vun der Stroossebauverwaltung doropshi schonns technesch Mesuren ënnerholl, déi e positiven Impakt op d'Verkéierssécherheet missten hunn.

Dozou gehéieren ënner anerem:

– d'Verbesserung vun der vertikaler Beschëlderung, inklusiv enger zousätzlecher Signalisatioun vun der genannter Kéier,
– d'Verbesserung vum Marquage,
– d'Uleeë vun enger Auslafzon hannert der Rietskéier a Richtung Biissen,
– an d'Installatioun vu Leitplanke mat zousätzlechem Motorradschutz am Hierscht 2024.

Aktuell leie keng weider Informatiounen zu rezenten Accidenter op dëser Streck vir, an et gëtt och keng Etüd fir d'Installéiere vun engem Radar. Dëst, well déi uewe genannte Mesurë fir d'éischt hir Wierkung op d'Verkéierssécherheet sollen entfalen.

Actes antisémites | Question **2939** (25/09/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

La recrudescence, en Europe comme ailleurs, de manifestations de haine à l'égard des personnes de confession juive interpelle nos démocraties. Fidèle à l'État de droit, à la dignité humaine et à l'égalité de tou·te·s devant la loi, le Luxembourg doit conjuguer prévention et protection afin de garantir la sécurité de chacun·e et la cohésion de notre société. Cela implique une vigilance constante face aux discours et comportements discriminatoires, en ligne comme hors ligne, un traitement rigoureux des faits par les autorités compétentes, ainsi qu'un attachement sans faille aux libertés fondamentales et d'expression, de réunion et de création, exercées dans le respect de l'ordre public. Dans cet esprit, la transparence des informations, la proportionnalité des mesures, la coopération avec la société civile et l'éducation au vivre-ensemble constituent des leviers essentiels pour prévenir et combattre l'antisémitisme sous toutes ses formes.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de manifestations, et de quel genre, ont eu lieu depuis le 7 octobre 2023 et combien d'entre elles ont été déclarées ?

2) Quelles mesures de protection spécifiques (patrouilles, dispositifs techniques, coordination) sont en place autour des synagogues, lieux culturels et associatifs juifs ?

3) Des consignes ont-elles été transmises aux autorités compétentes pour garantir que les conditions de sécurité soient mises en place afin que les événements puissent se tenir sans stigmatisation ?

4) Le Gouvernement peut-il indiquer s'il existe des campagnes d'information ou de sensibilisation destinées au grand public concernant l'organisation et la déclaration des manifestations ?

Réponse (15/10/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Depuis le 7 octobre 2023, après le déclenchement du conflit israélo-palestinien, et jusqu'au 1er octobre 2025, 99 manifestations pro-Palestine ont eu lieu au Luxembourg :

– 13 manifestations en 2023 ;
– 46 manifestations en 2024 ;
– 40 manifestations en 2025.

Toutes ces manifestations ont été déclarées au préalable et encadrées par la police, qu'il s'agisse de marches défilant en ville ou de piquets statiques organisés sur des places publiques.

ad 2) et 3) La police assure une surveillance régulière et des contrôles autour des sites concernés. Le SNPC (Service national de prévention de la criminalité) de la police entretient des échanges avec les responsables de la sécurité des synagogues afin de leur transmettre des consignes et recommandations de sécurité adaptées.

Néanmoins, dans un souci de sécurité et de protection des sites sensibles, la police ne peut pas divulguer le détail des mesures opérationnelles mises en place.

La sécurité des lieux de culte est un des thèmes de travail au sein du Comité interministériel pour le suivi du Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS), présidé par le Ministère d'État. Le Ministère des Affaires intérieures et le SNPC se concertent régulièrement en vue des travaux menés par ce comité.

ad 4) Il n'existe pas de campagne spécifique à ce sujet au niveau national, mais la police est chargée d'encadrer les manifestations déclarées et prend contact avec l'organisateur au préalable, afin de l'informer sur la législation en vigueur.

Le portail informationnel guichet.lu offre des renseignements nécessaires concernant les démarches à suivre pour l'organisation et la déclaration de manifestations. Il appartient aux bourgmestres « d'assurer le maintien du bon ordre dans les endroits où il y a de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics »[1].

[1] https://guichet.public.lu/fr/citoyens/loisirs/milieu-associatif/organisation-manifestation/autorisation-manifestation.html

Mesures prises afin de défendre un objectif climatique ambitieux pour 2040 | Question **2940** (25/09/2025) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La réunion extraordinaire du Conseil « Environnement » de l'Union européenne en date du 18 septembre 2025 a mis en évidence les profondes divergences entre États membres quant au niveau d'ambition climatique de l'Union pour 2035 et 2040. En effet, les ministres de l'Environnement européens n'ont pas pu s'accorder sur un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 90 % à l'horizon 2040, ni finaliser la Contribution déterminée au niveau national (CDN) de l'UE pour 2035 dans le cadre de l'Accord de Paris. Les ministres se sont limité.e.s à l'adoption d'une déclaration d'intention concernant la réduction des émissions pour 2035, approuvant une fourchette indicative comprise entre 66,25 % et 72,5 %, qui devra être validée et précisée ultérieurement.

Les chef.fe.s de Gouvernement sont maintenant appelé.e.s à donner des « orientations et priorités politiques générales » à ce sujet lors de la prochaine réunion du Conseil européen, qui se tiendra en octobre 2025.

Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a eu raison de déplorer la situation et de la qualifier comme « une perte de temps et de crédibilité monumentale », estimant qu'en « reportant des décisions cruciales, nous décevons nos concitoyen.ne.s, nous nuisons à nos entreprises et nous perdons la confiance de nos partenaires hors de l'Union européenne ». Il s'agit en effet d'une perte de crédibilité de l'Union européenne comme partenaire fiable dans les négociations climatiques, à un moment où la nécessité d'agir face au dérèglement climatique devient à la fois de plus en plus pressante et de plus en plus contestée.

Compte tenu de l'importance de la lutte pour un objectif ambitieux à l'horizon 2035 et 2040 et de la cohérence entre les engagements pris et les actions menées, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelles démarches diplomatiques et initiatives concrètes Messieurs les Ministres planifient-ils afin de bâtir des alliances ou de développer des alliances existantes entre États membres en faveur d'un objectif ambitieux d'ici 2040 ?

2) Monsieur le Ministre de l'Environnement entend-il participer à, ou prendre l'initiative de, des rencontres bilatérales ou multilatérales pour favoriser une coalition d'États favorables à un haut niveau d'ambition et, dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Quelles actions Monsieur le Premier ministre envisage-t-il auprès de ses homologues pour contribuer à un résultat ambitieux lors du Conseil européen ?

4) Le Luxembourg compte-t-il s'associer à des initiatives afin de renforcer le leadership climatique de l'Union européenne ou de soutenir la cause climatique en amont de ou à la COP30 et, dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (22/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) À l'occasion des Conseils « Environnement » du 18 septembre 2025 et du 21 courant le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a réitéré l'attachement du Gouvernement à l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 90 % d'ici 2040. Le sujet a également été abordé dans des échanges bilatéraux de Monsieur le Premier ministre avec plusieurs de ses homologues.

Le Luxembourg est par ailleurs membre actif d'une panoplie d'alliances en matière de politique climatique, telles que la « High Ambition Coalition », la « Beyond Oil and Gas Alliance » et le « Climate Club », pour n'en citer que celles-ci.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité prépare aussi son nouveau programme d'investissement 2026-2030 pour le financement climatique international, qui verra une augmentation de 45 % de ses moyens par rapport à l'enveloppe actuelle et incorporera des initiatives internationales propres.

ad 2) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité est en contact direct et régulier avec nombre des homologues européens ainsi qu'avec la Commission européenne afin d'œuvrer en faveur de l'inscription de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 90 % à l'horizon 2040 dans la « loi européenne sur le climat ». Il est encore en contact direct avec la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne et avec le commissaire chargé du Climat pour suivre l'évolution du dossier. Il est enfin en contact avec les homologues des États membres qui soutiennent cet objectif, comme la Suède, l'Espagne, les Pays-Bas, la Slovénie, l'Estonie et d'autres, et échange avec les pays voisins, notamment la Belgique, l'Allemagne et la France, afin de mieux cerner les leviers nécessaires à l'adhésion à cet objectif.

ad 3) Monsieur le Premier ministre veillera à faire valoir les positions et priorités du Luxembourg lors du Conseil européen afin de maintenir des objectifs climatiques ambitieux qui permettront à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de renforcer la compétitivité de l'économie européenne afin qu'elle puisse réussir la transition verte.

Dans ce contexte, il cherchera bien évidemment à construire des alliances avec les États membres partageant des approches similaires.

ad 4) Le Luxembourg est en train d'analyser bon nombre d'initiatives mises en avant dans le cadre de la COP30 qui se tiendra en novembre à Belém et vient d'annoncer de lancer sa propre initiative. C'est ainsi que le Luxembourg a annoncé au congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) à Abu Dhabi l'initiative novatrice « Rio Changemakers » qui vise à connecter projets, fonds et investisseurs et facilitera le financement et la mise en œuvre de projets ayant un impact réel sur les communautés et la planète. Une trentaine d'acteurs du milieu financier, de gouvernements nationaux, de la société civile, d'organisations internationales et d'initiatives locales ont à ce jour répondu à cet appel.

L'initiative « Rio Changemakers » sera officiellement lancée à l'occasion de la COP30 à Belém.

Violations des droits humains et exécutions en Iran | Question **2942** (25/09/2025) de **M. Yves Cruchten | Mme Paulette Lenert** (LSAP)

L'ONG norvégienne « Iran Human Rights » vient d'annoncer qu'au moins 1.000 personnes, dont des mineurs, auraient été exécutées en Iran depuis le début de 2025. Le nombre d'exécutions aurait particulièrement augmenté depuis le mois de juin. Ces condamnations à mort seraient souvent arbitraires et auraient pour but d'intimider la population. Dans ce contexte, il est important de souligner que les violations des droits humains en Iran et les discriminations systémiques à l'égard des femmes et des filles en Iran persistent.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'intervenir auprès de l'Iran ou au niveau international au sujet de cette hausse considérable du nombre d'exécutions ?

2) Selon Monsieur le Ministre, quelles mesures sont envisageables au niveau national et international, face aux nombreuses exécutions en Iran cette année ?

3) Comment Monsieur le Ministre qualifie-t-il actuellement les relations entre le Luxembourg et l'Iran, ainsi qu'entre l'UE et l'Iran ? Quel est l'impact de cette hausse considérable d'exécutions sur les relations entre le Luxembourg et l'Iran, ainsi que sur les relations entre l'UE et l'Iran ?

4) En mars 2025, dans le cadre des 58e et 59e sessions du Conseil des droits de l'homme, le Luxembourg a demandé à l'Iran de coopérer avec la Commission d'enquête et l'a appelé à abolir l'application de la peine de mort. Quel est le suivi de ces recommandations ?

Réponse (20/10/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Luxembourg intervient sur la scène multilatérale internationale sur la question de la peine de mort, y compris en Iran, comme indiqué dans la réponse à la question n° 4.

ad 2) Le Luxembourg est profondément préoccupé par l'augmentation du nombre d'exécutions. Il s'engage activement en faveur de l'abolition de la peine de mort et de la réduction du nombre élevé d'exécutions en Iran, tant dans divers forums internationaux que, de manière plus générale, dans le cadre d'échanges bilatéraux avec tous les pays rétentionnistes. Il convient toutefois de noter que les échanges directs avec l'Iran demeurent très limités, voire inexistants (voir question n° 3). Le Luxembourg soutient pleinement toutes les mesures adoptées par l'Union européenne en réponse aux violations des droits des humains en Iran.

ad 3) Le Luxembourg n'entretient actuellement pas d'échanges bilatéraux avec l'Iran. L'Union européenne adopte une approche globale et équilibrée à l'égard de ce pays, qui inclut le dialogue afin d'aborder l'ensemble des questions préoccupantes. Depuis octobre 2022, l'UE a également adopté plusieurs séries de mesures restrictives visant les auteurs de violations et abus graves des droits humains en Iran.

ad 4) Le Luxembourg continue de promouvoir l'abolition de la peine de mort ou l'instauration d'un moratoire dans les pays rétentionnistes, y compris en Iran. Lors du 4e cycle de l'Examen périodique universel (procédure qui a été créée par l'Assemblée générale de l'ONU), le Luxembourg a formulé à l'Iran une recommandation spécifique visant à instaurer un moratoire sur l'application de la peine de mort, en vue de son abolition définitive.

Le prochain échange avec la Rapporteuse spéciale et la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République islamique d'Iran est prévu lors de la 61e séance du CDH, en février/mars 2026.

Fermeture progressive des réseaux mobiles 2G et 3G par l'opérateur Orange | Question **2944** (25/09/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Au début du mois, l'opérateur Orange – également actif au Luxembourg – a annoncé l'arrêt progressif de ses réseaux mobiles 2G (à partir de 2026) et 3G (2028). Cette décision s'inscrit dans une stratégie de modernisation des infrastructures et de renforcement de la sécurité des usages. En outre, l'extension des technologies contribuera à la réduction de l'empreinte environnementale et à une moindre exposition aux rayonnements électromagnétiques.

Or, si la mise hors service de ces réseaux présente de nombreux avantages pour la sécurité, l'environnement et la santé publique, il importe de rappeler qu'une telle transition requiert une planification rigoureuse de la part du Gouvernement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée des Médias et de la Connectivité :

1) En réponse à notre question parlementaire n° 1607, l'ancien Ministre des Communications et des Médias avait reconnu l'absence d'une stratégie en matière d'extinction des réseaux 2G et 3G. Madame la Ministre a-t-elle, depuis, élaboré une planification spécifique à cet égard ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre dispose-t-elle d'estimations quant au nombre de particuliers et d'entreprises dépendant encore des services 2G et 3G au Luxembourg ?
– Quels services critiques ont été identifiés comme reposant encore sur ces technologies ?
– Madame la Ministre entend-elle, en collaboration avec Orange, mettre en place des mesures d'information claires à l'attention des acteurs concernés ?

Enfin, il convient de rappeler qu'à la suite de l'attaque informatique subie par POST Luxembourg, des mesures d'urgence avaient été prises, notamment la redirection des appels et messages des réseaux 4G et 5G vers le réseau 2G et vers les réseaux d'Orange, afin d'assurer une continuité des communications.

Dans ce contexte, je me permets de poser la question suivante :

3) Quelles mesures concrètes sont envisagées pour garantir la continuité des communications lors d'attaques informatiques majeures, une fois les réseaux 2G et 3G désactivés ?

Réponse (28/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) et 2) La question a été abordée en début d'année dans le cadre de la question parlementaire n° 1899, et la réponse reste d'actualité : ce sont les différents opérateurs qui définissent le calendrier de désactivation des anciennes technologies – en l'occurrence, 2025 pour la 3G et 2030 pour la 2G chez Orange Luxembourg. L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) est informé de cette décision ainsi que de l'état d'avancement de sa mise en œuvre.

– Les services suivants ont été identifiés comme reposant aujourd'hui encore sur les technologies 2G et 3G : Certains appels d'urgence (dans l'hypothèse où le réseau 4G ou 5G serait indisponible), les dispositifs de communication téléphonique utilisés dans les ascenseurs ou autres machines, le système eCall installé dans les voitures ainsi que les appels voix pour un grand nombre des clients en itinérance (cartes SIM étrangères visitant le Luxembourg). Le système eCall sera néanmoins remplacé à partir de 2026 par le système NG eCall reposant sur la technologie 4G/5G.

– Concernant les cartes SIM installées dans les ascenseurs ou autres équipements, les clients d'Orange seront informés en amont de la fermeture du réseau 2G, afin de garantir une transition fluide et sans interruption. Orange Luxembourg a par ailleurs étendu ses services sur le réseau 4G, notamment avec la voix sur 4G et les appels d'urgence. Des tests ont été réalisés en collaboration avec les autorités compétentes (CGDIS) pour assurer la continuité de ce service essentiel.

ad 3) Les technologies 4G et 5G présentent des avantages indéniables par rapport aux réseaux 2G et 3G, dont la pérennité ne peut plus être justifiée à long terme. Leur démantèlement est donc inévitable.

Les opérateurs exploitant les nouvelles générations de réseaux mobiles doivent mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour gérer les risques liés à la sécurité des réseaux et des services, conformément à la législation en vigueur et au futur cadre réglementaire NIS2. Il convient également de rappeler que le Luxembourg bénéficie de trois réseaux mobiles nationaux de haute qualité. La présence d'un tel écosystème diversifié et concurrentiel renforce la résilience de nos infrastructures de télécommunication.

Par ailleurs, des études sont en cours afin d'évaluer des mesures spécifiques visant à améliorer davantage l'accès téléphonique aux services de secours et de sécurité.

Sécurité des infrastructures nucléaires situées à proximité du Luxembourg | Question **2945** (25/09/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En Belgique, la législation relative à une sortie du nucléaire a récemment été modifiée, le Parlement ayant voté en faveur de la prolongation de la durée de vie des réacteurs Doel 4 et Tihange 3. En France, la phase générique des réexamens périodiques des réacteurs de 900 MW exploités par Électricité de France s'est conclue, ouvrant la voie à une prolongation similaire pour vingt réacteurs, dont ceux de Cattenom.

Si les risques liés à l'exploitation des réacteurs nucléaires sont largement documentés, ceux découlant d'une attaque terroriste sont moins souvent pris en considération. Cette situation est préoccupante notamment pour les réacteurs de deuxième génération exploités dans nos pays voisins, où les piscines d'entreposage sont particulièrement exposées face à des accidents aériens ou des attaques par drone. La probabilité de tels scénarios a d'ailleurs augmenté avec l'intensification du trafic aérien et l'évolution rapide des technologies d'armement. À cela s'ajoute l'augmentation significative de la population depuis la dernière évaluation, qui accroît encore la gravité potentielle de tels scénarios.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il aujourd'hui la vulnérabilité des réacteurs de deuxième génération face aux menaces susmentionnées, ainsi que les risques spécifiques qui en découlent pour notre pays ? En quoi, ces conclusions se distinguent-elles des évaluations antérieures ? Quels ajustements concrets ont été opérés ou sont à prévoir ?

2) Dans quelle mesure l'Armée luxembourgeoise dispose-t-elle des moyens nécessaires pour contribuer à la prévention et à la gestion de tels scénarios ? Une coordination régulière est-elle établie avec les forces armées ou de sécurité des pays voisins à cet égard ?
– Dans l'affirmative, cette coordination a-t-elle été ajustée à la lumière des évaluations actualisées ?
– Dans la négative, quelles mesures sont envisagées afin de renforcer la coopération dans ce domaine ?

3) Pourriez-vous préciser le rôle que joue le Haut-Commissariat à la protection nationale dans le cadre des mécanismes d'actualisation, d'évaluation, de préparation et de réponse face aux menaces potentielles identifiées ? Quelles mesures ont déjà été mises en œuvre ou sont envisagées dans ce domaine ?

Réponse (28/10/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) Il convient de faire la distinction entre la sûreté nucléaire (safety) qui regroupe l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles visant à prévenir les accidents dans les installations nucléaires et à

en limiter les conséquences pour les personnes et l'environnement (par exemple en cas de défaillance technique, d'erreur humaine ou de catastrophe naturelle), et la sécurité nucléaire (security), qui concerne les mesures destinées à protéger les installations et les matières nucléaires contre les actes malveillants, telles que le terrorisme, le sabotage ou le vol.

L'évaluation du risque d'actes malveillants contre les installations nucléaires relève des autorités nationales de sécurité, dont les analyses demeurent confidentielles pour des raisons de sûreté. Indépendamment de ces menaces, les prescriptions de sûreté imposées aux exploitants restent applicables.

Dans le cadre de la révision décennale des réacteurs du palier 1.300 MW prévue en 2024 et lors de ses rencontres bilatérales avec l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection française (ASNR), le Luxembourg a attiré l'attention de l'ASNR sur la vulnérabilité potentielle des piscines d'entreposage du combustible usé face à une chute accidentelle ou intentionnelle d'aéronef.

Le fait que les réacteurs de troisième génération, comme le nouveau réacteur de Flamanville, aient intégré les piscines d'entreposage du combustible usé à l'intérieur de l'enceinte du bâtiment réacteur suggère qu'une telle configuration pourrait offrir des avantages en matière de protection physique. L'exploitant Électricité de France (EDF) a mené une étude approfondie sur le risque de dégagement inacceptable de substances radioactives à la limite du site en cas de chute accidentelle d'aéronef. Selon l'approche probabiliste d'EDF, le risque est jugé très faible (à noter que les spécifications techniques n'ont pas été partagées). En France, l'ASNR a prescrit des mesures de protection dans le cadre de la révision du palier 1.300 MW, notamment concernant la mitigation d'un tel événement en renforçant les systèmes d'appoint en eau et de refroidissement, la prévention de l'ébullition et en cas de défaillance la gestion postaccidentelle.

Dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence nucléaire, les autorités compétentes ont adopté une approche déterministe. Plutôt que d'évaluer la probabilité d'un accident grave, cette méthode consiste à organiser une réponse coordonnée à la crise, quel que soit l'événement déclencheur. Cette stratégie, connue sous le nom de « HERCA-WENRA Approach », est accessible notamment sur le site www.herca.org.

Les recommandations issues de cette approche ont été intégrées dans les plans d'intervention d'urgence de plusieurs pays européens, dont le Luxembourg. Une application concrète de ces principes est l'extension du périmètre de distribution des comprimés d'iode en France, passé de 10 à 20 kilomètres autour des installations nucléaires.

ad 2) La défense du territoire belge ou français et de ses infrastructures critiques relève exclusivement de la responsabilité souveraine de la Belgique et de la France, et la défense des centrales nucléaires belges et françaises n'entre pas dans le champ des missions ordinaires de l'Armée luxembourgeoise. L'Armée luxembourgeoise n'a ni mandat, ni compétence directe pour assurer la protection d'infrastructures étrangères, même si elles sont situées à proximité immédiate de nos frontières.

ad 3) Dans le cadre de la gestion des risques au Luxembourg, le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) est principalement chargé d'initier et de coordonner des mesures relatives à la protection des infrastructures critiques situées sur le territoire national. Il est également responsable de conduire des analyses de risques afin d'identifier les scénarios susceptibles de se produire localement ou d'avoir un impact transfrontalier pouvant évoluer en situation de crise. Parmi ces scénarios figure notamment un accident dans une centrale nucléaire. Le plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire fait actuellement l'objet d'une révision, dans une logique d'amélioration continue des dispositifs de préparation et de réponse.

Réaffectation du Freeport à des fins de défense | Question **2947** (26/09/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans le contexte du débat au sujet de l'augmentation des dépenses pour la défense en mai dernier, nous avions lancé l'idée d'une reprise du Freeport par l'État et d'une réaffectation de celui-ci à des fins de défense. Le Freeport pourrait en effet être utilisé pour le stockage sécurisé de matériel militaire et les activités ainsi créées pourraient être comptabilisées en tant que dépenses pour la défense. Cette idée a d'ailleurs été saluée par de nombreux acteurs du secteur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quel est l'état d'avancement de la réflexion du Gouvernement concernant la réaffectation du Freeport à des fins de défense ?

– Est-ce qu'il y a eu des négociations avec le propriétaire du Freeport ?

– Est-ce qu'il y a eu dans ce contexte des concertations avec des acteurs du secteur de la défense ?

– Si une telle réaffectation pour la défense ne serait pas envisagée, le Gouvernement envisage-t-il tout de même une reprise du Freeport afin de l'affecter à d'autres activités ?

Réponse (28/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le Freeport est principalement destiné au stockage sécurisé de pièces précieuses, notamment d'œuvres d'art. Il a été conçu et équipé pour répondre aux exigences spécifiques liées à la conservation de biens de grande valeur. On peut supposer que toute reconversion en vue d'un usage pour le développement d'autres activités, en particulier celles liées à l'entrepreneuriat ou à l'accueil d'entreprises nécessiterait des transformations structurelles majeures.

Le Gouvernement est toutefois en train d'étudier différentes pistes visant à utiliser l'immeuble dans le cadre des fonctions pour lesquelles il a été initialement conçu. C'est ainsi que le Comité d'acquisition a engagé des pourparlers avec le propriétaire du Freeport.

Transparence sur le marché de l'artisanat | Question **2948** (29/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Handwierk zu Lëtzebuerg existéieren net nëmme grouss Firme mat Honnerten Employéen, déi oft a grousse staatleche Projeten de Virzuch kréien, mee et existéieren och ganz vill kleng Firmen, déi am Réibau, der Renovatioun vu Gebaier a villen anere Beruffer aktiv sinn.

De Bausecteur baut op Vertrauen op: de Client vertraut dem Betrib, dass de Schantje fäerdeggemaach gëtt an de Betrib vertraut drop, dass de Client fir déi Aarbechte bezilt. Et gëtt awer leider och vill schwaarz Schof, souwuel bei de Betriber, wéi och bei de Clienten. An déi schwaarz Schof suergen dofir, dass d'Vertraue vu ville Leit an déi gutt Handwierksbetriber verluer geet. Beispiller:

– Firmen, déi vill ze héich Präisser fir hir Servicer froen;
– Firmen, déi Acomptë kréien an d'Aarbechten net fäerdeg stellen;
– Clienten, déi zum Schluss net bezuelen, trotz dass Aarbechte geleescht goufen.

Dës Situatioune féieren dozou, dass an der Branche vill Schwaarzaarbecht gemaach gëtt, wat a kengem sengem Interessi ass.

Dem Handwierk hei am Land kéint et besser goen, wa méi Transparenz a Vertrauen. Kleng Betriber hunn oft den Nodeel, dass si manner Liquiditéiten a Geldreserven hunn a sinn op reegelméisseg Opträg a Bezuelunge vu Clienten ugewisen. Eng gängeg Praxis ass et, dass de Client nom Akzeptéiere vum Devis een Acompte bezilt, mat deem de Betrib dann d'Material fir d'Aarbechten oder seng Handwierker ka bezuelen. Et ass och gängeg, dass direkt e puer Acomptë bezuelt gi mam weidere Verlaf vun den Aarbechten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand, fir Justiz a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi kënnen d'Clienten sech informéieren, dass d'Präisser, déi se fir Servicer bezuelen, korrekt a gängeg Marchéspräisser sinn? Existéiere Plattformen, wou d'Clienten a Betriber sech iwwert Präisser an d'Reegelen um Marché kënnen informéieren?

2. Wéi vill Sträitfäll am Beräich vum Handwierk (Affaires civiles et commerciales) gouf et an de leschten dräi Joren tëschent Handwierksbetriber a Privatpersounen?

3. Wéi sollen sech Clienten, déi Affer goufe vun enger schlechter Firma, uleeën?

4. Wéi sollen sech d'Clienten uleeën, wann si Acomptë fir d'Aarbechte solle bezuelen? Op wéi eng Schutzmoossname kënne si hei zielen?

5. Wéi eng Méiglechkeete gëtt et hei zu Lëtzebuerg fir Betriber a Clienten, fir Tëschekonten ze notzen, op deenen d'Acomptë kënnen abezuelt ginn (Treuhandkonten oder Bankgarantien)?

Réponse (29/10/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Präisser ginn zu Lëtzebuerg fräi festgeluecht. Se mussen transparent vis-à-vis vum Client ugekënnegt ginn: de Code de la consommation verlaangt, datt de Konsument am Virfeld kloer a verständlech iwwer de Präis vum Service mat allen Taxen abegraff informéiert gëtt.

Am Handwierk gëtt de Präis vun enger Déngschtleeschtung, déi jo individuell un d'Wënsch a Besoine vum Client ugepasst gëtt, iwwert e personaliséierten Devis tëschent dem Betrib an dem Client festgeluecht. An esou engem Devis ass den Detail vun der Prestatioun beschriwwen an d'Bezuelung gradewéi eventuell Acomptë sinn am Devis beschriwwen. Den ënnerschriwwenen Devis ass e Vertrag, deen de Prestataire an de Client bënnt.

Et gëtt dem Client üblecherweis recommandéiert, bei e puer Betriber en Devis ze froen, fir d'Präisser an d'Konditiounen ze vergläichen. Zum Beispill erméiglecht d'Plattform WEDO.lu vun der Handwierkerfederatioun verschidden Offeren unzefroen.

De Konsument schafft mam Betrib vu sengem Choix a kann de Präis an d'Konditioune vum Bezuele

verhandelen. Op guichet.lu ka jiddereen nokucken, ob en Handwierksbetrib eng Handelsermächtegung huet a fir wéi e Beräich dës ass: https://guichet.public.lu/fr/entreprises/outils/autorisations.html, um Internetsite Luxembourg Business Registers ass et och méiglech nozekucken, ob e Betrib zu Lëtzebuerg registréiert ass a seng Konte reegelméisseg deposéiert: https://www.lbr.lu/mjrcs-web-front/consult-search-list.

ad 2. Der Regierung leie keng Zuele vir, wéi vill Sträitfäll et an de leschten dräi Joren tëschent Handwierksbetriber a Privatpersoune gouf.

D'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) publizéiert all Joer Zuelen an hirem Joresrapport, wou een och kann ofleede wéi vill Dossiere si am Kontext vun der Konstruktioun am Joer behandelt. Dëse Rapport ass ëffentlech verfügbar: https://www.ulc.lu/media/uezhdxps/rapport-2024.pdf. Op Nofro hin deelt d'ULC mat, an de leschten 2 Joer op d'mannst 763 Dossiere gehat ze hunn, wou Handwierker betraff waren, dovunner 174 Fäll mat Froen zum Präis oder Bezuelen. Et handelt sech hei souwuel ëm einfach Ufroe fir eng Informatioun wéi och ëm verschidde Käschten, Denonciatiounen oder Litigen.

De Centre européen des consommateurs (CEC) deelt sengersäits mat, datt d'Fäll wou sech Leit, déi an den Nopeschlänner wunnen, iwwer Lëtzebuerger Betriber bekloen, éischter rar sinn, mat 5 Dossieren an de leschten 3 Joer. An deene Fäll goung et ëm Froen iwwert d'Garantie.

ad 3. Generell gëtt engem onzefriddene Konsument geroden, der Entreprise säin Uleies matzedeelen, fir dëser d'Méiglechkeet ze ginn, Stellung ze huelen. Wann de Client weider onzefridden ass, huet en d'Méiglechkeet, bei der Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) Rot ze huelen. De Médiateur de la consommation ass eng weider Ulafstell, fir sech mat engem Betrib ze eenegen, gradewéi den CEC, wann de Betrib aus der Grenzregioun oder dem europäeschen Ausland kënnt.

Clientë kënne geriichtlech géint Handwierksbetriber virgoen. Wéi ee Responsabilitéitsregime applikabel ass, hänkt vu verschiddene Krittären of, wéi zum Beispill der juristescher Qualifikatioun vum Kontrakt, ob d'Aarbechte receptionéiert goufen oder net, ob et visibel oder verstoppte Mängel gëtt, wou déi Mängel bestinn a wéi schro dës Defekter sinn.

D'Representatioun duerch en Avocat à la cour ass obligatoresch, wann de Wäert vum Sträitfall iwwer 15.000 € läit. Eng Lëscht vun Affekoten, déi zu Lëtzebuerg exerzéieren, kann um Internetsite vum Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg (www.barreau.lu) consultéiert ginn. Et ass och méiglech, sech un de Service d'accueil et d'information juridique ze wenden, fir gratis Informatiounen ze kréien a fir un déi zoustänneg Instanze weidergeleet ze ginn.

ad 4. a 5. Acomptë sinn net reglementéiert, ausser am Fall vun enger Vente en l'état futur d'achèvement fir en Haus oder Appartement wat nach muss gebaut ginn.

Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert, ginn d'Bezuelung, d'Konditiounen dovun an eventuell Acompten a Garantien am Devis gereegelt.

Site supplémentaire de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg | Question **2949** (29/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Hotelschoul (EHTL) huet am September ee weidere Campus am GridX zu Wickreng opgemaach a bezilt dofir ee Loyer am Gebai. Et gouf sech anscheinend un all d'Krittäre punkto Präis a Qualitéit gehalen an et gouf keng aner Offer fir d'Implantatioun ofgeleent. De geneeë Präis vum Loyer wollten d'Ministeren op meng Fro N° 2498 net nennen a behaapten, dass de Loyer bei engem gängege Maartpräis läit.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Krittäre punkto Präis a Qualitéit waren ausschlaggeebend, fir beim GridX ze lounen an net op anere Plazen?

2. Wéi eng aner Plazen an Offeren huet de Finanzministère analyséiert an iwwerpréift?

3. Wat ass ee gängege Maartpräis fir dës Regierung?

4. Wéi vill Loyer bezilt d'Hotelschoul fir d'Locatioun am GridX?

5. Wéi vill Quadratmeeter ginn hei gelount a wéi eng Infrastrukturen a Mobilier bitt de GridX der Hotelschoul?

Réponse (06/11/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro Nr. 2498, resultéiert d'Intentioun vum Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, fir d'Hotelschoul (EHTL) zu Wickreng unzesidelen, aus der Iwwerleeung, datt et fir den Horeca-Secteur vu grousser Bedeitung ass, fir, niewent dem Standuert Dikrech, eng weider Offer am Beräich vun dem Hotelmanagement, der Restauratioun, der Hospitalitéit an dem Tourismus am Süde vum Land unzebidden, fir méi Apprenantë kënnen auszebilden. De Projet vum GridX huet de Virdeel, datt d'Raimlechkeeten direkt konnten de Besoine vun der EHTL entspriechen, ouni datt gréisser a laangwiereg Ëmbauaarbechten hätte misse getätegt ginn. Niewent der geographescher Situatioun an de Realisatiounsméiglechkeeten, waren d'Krittäre vum Präis an d'Anhale vun de Sécherheetsbestëmmungen (ITM) ausschlaggeebend fir de Projet.

ad 3. De Maartpräis variéiert vu Regioun zu Regioun. Mä e soll sech net ausserhalb vun enger Forschett beweegen, déi de Staat sech gëtt.

ad 4. a 5. De Staat lount ëm déi 5.000 m² fir d'Hotelsschoul fir ee monatlechen Duerchschnëttspräis vun 21 €/m².

Entreprise luxembourgeoise active dans les territoires palestiniens occupés | Question **2951** (29/09/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a récemment mis à jour sa liste des sociétés liées au développement des colonies israéliennes, considérées comme illégales par le droit international. Une entreprise luxembourgeoise continue à figurer sur cette liste.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1245 des députés Franz Fayot et Yves Cruchten datant du 28 octobre 2024, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a indiqué avoir contacté l'entreprise en question par courrier « exprimant ses préoccupations quant aux activités de l'entreprise dans le territoire palestinien occupé et rappelant ses obligations en vertu des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ». Monsieur le Ministre avait également expliqué dans cette réponse que le ministère assurait le suivi de cette lettre et qu'il continuerait à suivre de près les évolutions en la matière.

Rappelons à cet endroit que les relations commerciales et les investissements vers les territoires palestiniens occupés sont explicitement interdits par la Cour internationale de justice.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Quelles suites ont été données à la lettre mentionnée plus haut et quelles évolutions ont pu être constatées dans ce dossier depuis octobre 2024 ?

2) Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre face au constat que ladite entreprise continue à figurer sur la liste de l'ONU ? Monsieur le Ministre est-il d'accord pour dire que cette situation est inacceptable ?

3) Quelles mesures le Gouvernement entend-il entreprendre afin de faire en sorte qu'aucune société luxembourgeoise ne figure sur la liste de l'ONU lors de la prochaine mise à jour ?

Réponse (29/10/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Gouvernement a pris note de la mise à jour, en date du 26 septembre 2025, de la base de données du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme concernant les entreprises impliquées dans les colonies israéliennes situées dans les territoires palestiniens occupés, et regrette qu'une entreprise luxembourgeoise puisse, d'une manière ou d'une autre, être associée à des activités en lien avec ces colonies. Le Gouvernement soutient pleinement le travail des Nations Unies, y compris du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et prend donc cette situation très au sérieux. C'est pourquoi le Gouvernement cherche le contact avec la société en question dénommée « Altice International SARL », afin de lui rappeler que l'établissement de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés constitue une violation du droit international et un obstacle à la mise en œuvre de la solution à deux États. Le précédent Gouvernement avait également cherché le contact, mais pas obtenu de réponse, au moment de la précédente mise à jour de la liste. En tant que société à participation financière (SOPARFI), il convient cependant de noter que, conformément à la législation luxembourgeoise en la matière, la mainmise du Gouvernement dans de tels cas demeure très restreinte.

Acceptation obligatoire du paiement en espèces au Luxembourg | Question **2952** (29/09/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi am Artikel „Nein zum Bargeld", deen de 26. September um Site vum „Tageblatt" publizéiert gouf, ze liesen ass, hëlt eng ëffentlech Schwämm kee Boergeld méi un. Leit ouni eege Kredittkaart kënnen net méi op der Plaz bezuelen. Boergeld huet zu Lëtzebuerg allerdéngs de Statut vun der „monnaie legale" a kann nëmmen am Konsens substituéiert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Fro stellen:

– Ass den Här Finanzminister der Meenung, datt et weiderhi muss méiglech sinn, zu Lëtzebuerg allgemeng mat Boergeld ze bezuelen? Wéi steet d'Regierung zu sou Fäll?

Réponse (15/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Jo. Fir d'Zousazfro verweisen ech op meng ausféierlech Äntwert iwwer d'Erhale vum Boergeld an der parlamentarescher Fro N° 2128 vum 21. Määerz 2025.

Protection des monuments contre le vandalisme | Question **2953** (29/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op enger Manifestatioun an der Stad hunn Demonstranten de Weekend d'Statue vun der Grande-Duchesse Charlotte mat Fändelen agedeckt. D'Monumenter hunn ëmmer eng Symbolik a sti fir Wäerter, déi mir als Gesellschaft wëllen héichhalen. D'Statue vun der fréierer Groussherzogin ass, ënnert anerem, ee Symbol vun der Resistenz, géint d'Ënnerdréckung vu Lëtzebuerg duerch d'Nazien a fir d'Fräiheet an Toleranz.

Op der Manifestatioun waren och Manifestante mat Plakater ënnerwee, déi dem israeelesche Staat seng Existenzberechtegung oferkennen (Zum Beispill: „There is only one State Palestine forty-eight").

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi ginn Denkmaler hei am Land virun esou symboleschen Aktioune geschützt?

2. Wéi sinn Denkmaler hei am Land viru Vandalismus geschützt?

Réponse (15/10/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Bei Manifestatiounen, déi vun der Police encadréiert ginn, gëtt am Virfeld Kontakt mam Organisateur opgeholl, fir dësen iwwert déi besteeënd Gesetzgeebung ze informéieren an ze sensibiliséieren. Follgend legal Dispositioun gëllt do:

Artikel 526 vum Code pénal:

„Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 5.000 euros quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé :

– des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales ;
– des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation ;
– des monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, placés dans les églises, temples ou autres édifices publics."

Doriwwer eraus kënnen d'Gemengen an hiren allgemenge polizeileche Reglementer spezifesch Bestëmmungen zu dësem Theema virgesinn. Et kann een zum Beispill den Artikel 33 vum Règlement général de la police de la Ville de Luxembourg zitéieren:

„Il est défendu d'escalader les bâtiments et monuments publics, les grilles ou autres clôtures, les poteaux d'éclairage ou de signalisation publics, ainsi que les arbres plantés sur la voie publique."

Grondsätzlech privilegéiert d'Police eng präventiv an deeskaléierend Approche, déi op eng Sensibiliséierung vun den Organisateure baséiert.

Selbstverständlech ginn Infraktiounen an engem Procès-verbal festgehalen, deen herno un d'Justiz-Autoritéite weidergeleet gëtt.

Traitement fiscal des revenus perçus par les bénévoles | Question **2954** (29/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Am Kader vun der järlecher Steiererklärung vun de physesche Persoune kënne benevoll schaffend Leit, wéi z. B. Dirigente vu Museksgesellschaften oder Trainere vu Sportsassociatiounen hir Revenuen deelweis steierlech befreit kréien. Dës begrenzte Befreiung läit aktuell bei 5.000 Euro an ass zanter Joren net méi ugepasst ginn (vgl. Circulaire L.I.R. 91/2 vum 11. Juni 2012). De Benevolat ass awer schonn eng gutt Zäit an der Kris a vill Veräiner doen sech schwéier, Dirigenten, Traineren, Organisten an aner Benevollen ze rekrutéieren, woubäi de finanziellen a steierleche Volet och eng, wa sécherlech net déi eenzeg Ursaach dierft sinn, firwat sech manner Leit a Veräiner engagéieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune kommen de Moment hei am Land an de Genoss vun dëser steierlecher Moossnam? Ass et méiglech, si jee no Beräich a Funktioun opzedeelen (Kultur, Sport ...)?

2. Wéi héich ass den „déchet fiscal", dee fir d'Staatskeess mat dëser Befreiung verbonnen ass?

3. Ass den Här Minister bereet, fir, vläicht am Kader vum neie Budgetsgesetz, de Montant vun dëser steierlecher Befreiung ëm wéinstens 1.500 Euro ze héijen, fir sou der Präisdeierecht aus de leschte Jore Rechnung ze droen?

Réponse (29/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. an 2. D'Remuneratioun oder de finanziellen Ausgläich, dee Steierflichteger am Kader vun engem Benevolat kréien, ass generell als e Benefice, deen aus der Ausübung vun enger fräiberufflecher Aktivitéit entsteet, nom Artikel 91 vum Akommessteiergesetz ze besteieren. Well awer an dëser Akommeskategorie och nach verschidden aner Akommes vum selwechte Genre ze deklaréieren a festgesat ginn, ass et der Steierverwaltung net méiglech, weeder eng Zuel vun de Persounen, déi an de Genoss vun der steierlecher Moossnam kommen, nach de Gesamtbetrag vun dëser Moossnam ze determinéieren. Eng Opdeelung pro Aktivitéitsberäich gëtt net saiséiert a kann also och net matgedeelt ginn.

Aus den uewen ugeféierte Grënn, an och well laut Circulaire vum Steierdirekter eng Deklaratiounsdispens besteet fir Akommes, déi aus dem Benevolat entstane sinn an ënnert 5.000 Euro leien, ka keen „déchet fiscal" ermëttelt ginn.

ad 3. Am Aklang mam Regierungsprogramm wäert de steierbefreite Montant nach am Laf vun dëser Legislaturperiod vun aktuell 5.000 Euro no uewen ugepasst ginn.

Impact de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif | Question **2957** (29/09/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

La loi du 7 août 2023 relative aux associations sans but lucratif et aux fondations est entrée en vigueur le 23 septembre 2023. Son objectif est de moderniser le cadre juridique des associations et de renforcer leur gouvernance. Toutefois, depuis son entrée en vigueur, plusieurs représentants du monde associatif ont exprimé des réserves importantes concernant certaines dispositions pratiques de la réforme. En particulier, il est reproché que les seuils fixés en matière de recettes et d'avoirs soient trop bas et entraînent, dans les faits, le classement d'une grande majorité d'associations dans la catégorie d'ASBL moyenne, avec des obligations de gestion et de transparence accrues.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement a-t-il réalisé une évaluation intermédiaire de l'impact de la loi du 7 août 2023 sur le fonctionnement des associations sans but lucratif ? Dans l'affirmative, quels sont les principaux constats quant aux charges administratives, à la gouvernance et à la viabilité financière des associations ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle de réviser les seuils financiers en tenant compte de la spécificité de certains secteurs ?

3) Plus généralement, le Gouvernement prévoit-il un dialogue structuré avec le secteur associatif afin de suivre l'impact de la loi et, le cas échéant, de corriger ses effets indésirables et ou surproportionnés ?

Réponse (22/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Les dispositions de la loi modifiée du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations (« la Loi ») ne s'appliquent à l'ensemble des associations et fondations que depuis le 24 septembre 2025. Il est donc, à ce stade, prématuré de procéder à une évaluation intermédiaire de l'impact de la Loi sur le fonctionnement des associations sans but lucratif. Une telle analyse ne pourra être pertinente qu'après un certain recul dans la mise en œuvre du nouveau cadre légal.

ad 2) Le nouveau régime comptable prévu par la Loi s'applique à toutes les associations à compter de l'exercice 2026, avec approbation des comptes au plus tard le 30 juin 2027 et dépôt des comptes et annexes au Registre de commerce et des sociétés au plus tard le 31 juillet 2027. Ce n'est qu'à l'issue de ce premier cycle comptable complet qu'un bilan pourra être établi, permettant d'apprécier, le cas échéant, la nécessité d'une révision des seuils financiers.

ad 3) Le ministère demeure attentif aux retours du terrain et aux observations formulées par l'ensemble des acteurs du secteur associatif.

Un bilan global de la situation sera réalisé en 2027, année correspondant au dépôt des premiers comptes établis selon le nouveau régime comptable. Cette échéance interviendra deux ans après la fin de la période transitoire, ce qui constitue une durée raisonnable pour établir un bilan sur l'impact de la Loi et, le cas échéant, envisager les ajustements nécessaires.

« Témoin assisté » | Question **2958** (30/09/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En droit français, le statut de « témoin assisté » constitue une position intermédiaire entre le témoin simple et la personne mise en examen. Il encadre l'audition de toute personne nommément visée par un réquisitoire, une plainte avec constitution de partie civile ou mise en cause par des indices, en lui reconnaissant notamment le droit à l'assistance d'un avocat, à l'information sur son droit de se taire et, dans certains cas, à l'accès au dossier.

Au Luxembourg, le Code d'instruction criminelle distingue uniquement entre le témoin – tenu, en principe, de déposer sous serment – et l'inculpé, dont le statut suppose l'existence d'indices graves et concordants. À notre connaissance, aucun régime procédural n'encadre de manière spécifique la situation d'une personne nommément visée dans une plainte ou par des indices sérieux mais non inculpée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire un statut procédural intermédiaire dans le droit luxembourgeois de la procédure pénale ? Dans l'affirmative, quelles seraient les grandes orientations retenues quant aux conditions d'octroi, aux droits conférés et à l'articulation d'un tel statut avec celui de l'inculpé ?

2) Dans l'état actuel du droit luxembourgeois, comment sont garantis les droits d'une personne nommément visée dans une plainte ou par des accusations sérieuses, mais entendue en qualité de simple témoin ? Existe-t-il des directives ou pratiques internes au parquet ou au juge d'instruction visant à encadrer cette situation spécifique ?

3) Le Gouvernement considère-t-il que l'absence d'un tel statut intermédiaire puisse générer une insécurité juridique ou porter atteinte aux droits de la défense, notamment en cas de médiatisation ou de procédures à forte sensibilité publique ?

4) Le Gouvernement pourrait-il comparer, de manière synoptique, les droits attachés au statut français de témoin assisté avec les droits effectifs d'un témoin au Luxembourg ?

Réponse (29/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) En France, le « témoin assisté » est une personne nommément mise en cause dans une enquête pénale ou sur laquelle pèsent des indices qui rendent vraisemblable sa participation à la commission de l'infraction.

Si notre droit ne connaît pas le statut du « témoin assisté » comme en France, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas un statut intermédiaire entre le témoin proprement dit et l'inculpé au Luxembourg.

En effet, la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a apporté des modifications importantes au niveau du Code de procédure pénale et a inséré au niveau de celui des dispositions nouvelles qui ont trait à la personne susceptible d'avoir commis une infraction (« PESAPI »). Au statut de PESAPI sont rattachés certains droits.

Selon l'article 3-2 du Code de procédure pénale, introduit par la loi précitée du 8 mars 2017, toute personne a droit à l'assistance gratuite d'un interprète. Ce droit est dû à partir du moment du premier interrogatoire jusqu'au terme de la poursuite pénale. Parmi les droits garantis par le Code de procédure pénale dans le chef de la PESAPI, on peut encore citer le droit à la traduction gratuite ou encore le droit à l'assistance par un avocat.

Le statut de la PESAPI est donc très semblable à celui du « témoin assisté », et elle bénéficie de garanties procédurales similaires, à savoir le droit à un interprète ou à l'assistance d'un avocat voire le droit de faire des déclarations ou de se taire.

C'est pourquoi, au vu des dispositions de notre Code de procédure pénale, il n'est pas prévu d'introduire ce qui reviendrait à un deuxième statut procédural intermédiaire dans la procédure pénale luxembourgeoise.

ad 2) Un témoin simple est une personne contre laquelle il n'existe pas de soupçons qu'elle ait commis une infraction pénale. Si cette personne est susceptible d'avoir commis une infraction, elle ne peut pas être entendue comme témoin simple, mais elle le sera comme PESAPI. Si l'interrogatoire par le juge d'instruction confirme les soupçons, la personne sera alors inculpée avec tous les droits et garanties attachés à ce statut. La situation n'est pas très différente de celle du « témoin assisté » qui est mis en examen, dès lors que des indices solides ou graves apparaissent lors de l'interrogatoire par le juge d'instruction qu'il a commis ou participé à une infraction. En ce qui concerne les droits des PESAPI, il est renvoyé à la réponse à la première question.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse à la première question. En outre l'on peut rajouter que la création d'un statut supplémentaire, comparable à celui du « témoin assisté » français, compliquerait inutilement la procédure pénale, déjà assez complexe. De plus, ce statut ne présenterait pas de véritables avantages au niveau des droits de la défense et risquerait de créer une confusion entre le rôle du témoin et celui de la personne que l'on suspecte d'être l'auteur d'une infraction.

Il échet de noter que même en France le statut de « témoin assisté » n'est pas exempt de critiques, alors que certains craignent des recours abusifs à ce statut afin d'éviter la justice.

Par ailleurs, le statut de « témoin assisté » ne garantit pas qu'une affaire ne soit pas médiatisée, comme en témoignent certaines affaires chez nos voisins dont p. ex. celle de la gestion gouvernementale de la crise pandémique Covid-19.

ad 4) La principale différence entre un témoin au Luxembourg et le « témoin assisté » en France, est que cette personne ne peut être entendue sous serment par le juge d'instruction chargé d'une information ou les officiers de police judiciaire agissant sur commission rogatoire. Le témoin prête serment de dire la vérité, ce qui n'est pas le cas du « témoin assisté ». Le témoin est entendu seul, sans l'assistance d'un avocat puisqu'il n'est pas considéré comme susceptible d'avoir commis une infraction. Comme le « témoin assisté », il a droit à un interprète. Le témoin n'a pas accès au dossier, contrairement au « témoin assisté », et il ne peut pas demander que des actes d'enquête soient accomplis. En fait, le « témoin assisté » a grosso modo les mêmes droits qu'une personne mise en examen en droit français, ce qui est aussi logique au vu des soupçons qui pèsent sur cette personne.

Travaux d'élargissement de la B7 entre Schieren et Ettelbruck | Question **2959** (30/09/2025) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Am Juli 2021 gouf d'Finanzéierungsgesetz fir den Ausbau vun der B7 (E421) op 4 Spueren tëscht den Echangeure Schieren an Ettelbréck an der Chamber ugeholl. Am Budget pluriannuel fir 2025 ass eng éischt Finanzéierungstranche vun iwwer 10 Milliounen Euro virgesinn, an den Ausbau ass bis 2028 budgetiséiert, mat engem Total vun iwwer 67 Milliounen Euro. Dësen Ausbau ass wichteg, fir de Verkéier an a ronderëm Ettelbréck a Schieren ze entlaaschten an d'Haaptachs tëscht der Nordstad an der Stad ze verbesseren.

Zu dësem Theema wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéini soll de Chantier vum Ausbau vun der B7 tëscht Schieren an Ettelbréck ugoen?

2. Wéi laang soll dëse Chantier daueren?

Réponse (30/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet wéini de Chantier vum Ausbau vun der B7 tëscht Schieren an Ettelbréck ugeet a wéi laang en dauere soll.

ad 1. Den Ausbau vun der B7 tëscht Schieren an Ettelbréck ass aktuell an der Virbereedungsphas.

Et ass deemno virgesinn, am November 2025 mat den ekologeschen Ausgläichsmoossnamen unzefänken, déi dozou déngen, d'Auswierkunge vum Projet op geschützt Aarten ze reduzéieren oder opzehiewen an déi kontinuéierlech Funktioun vun hirem Liewensraum ze erhalen.

Wat déi eigentlech Aarbechten un der B7 betrëfft, soll nach dëst Joer dat éischt Lous (Viaduc vu Schieren) ausgeschriwwe ginn.

Den Ufank vun dësen Aarbechten ass deemno fir September 2026 geplangt.

ad 2. Laut deem aktuelle Planning sollen d'Aarbechte vum Ausbau vun der B7 op 2 x 2 Spueren tëscht Schieren an Ettelbréck ronn 4 Joer daueren.

D'Dauer vun deem Chantier erkläert sech ënner anerem doduerch, dass als éischt ee ganz neie Viaduc ëstlech vum bestoende Viaduc vu Schieren (Lous 1) entsteet. De Bau vun deem Viaduc soll ronn 3 Joer daueren.

Wärenddeems fänken awer schonns d'Aarbechten um Lous 2 „Voirie" un, wou déi bestoend Infrastrukture verbreet, all déi verschidde Bretellen ugepasst, an den Uschloss un d'Autobunn an dono och un den neie Viaduc realiséiert ginn, fir déi awer verschidde Preparatiounsaarbechten am Virfeld noutwenneg sinn.

Wärend de verschiddene Phase vum Projet muss den Trafic dann och ëmmer rëm op déi jeeweileg aner Säit ëmgeleet ginn, fir déi verschidden Aarbechte realiséieren ze kënnen.

Intelligence artificielle dans l'administration | Question **2960** (30/09/2025) de **M. Ben Polidori** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Eisen Informatiounen no, géif et eng intern Richtlinn an de staatleche Verwaltunge ginn, déi recommandéiert, bestëmmten AI-Chatbots net méi ze benotzen. Laut dëser Richtlinn solle Staatsbeamte léiwer de „Copilot" vum Microsoft, an net den „ChatGPT" vun OpenAI, benotzen. Ausserdeem huet den Här Premierminister de 17. Juni e strateegescht Partenariat mam europäesche Fournisseur vu Kënschtlecher Intelligenz „Mistral" ugekënnegt.

An dësem Zesummenhang, wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung an un den Här Premierminister stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt esou eng Richtlinn existéiert? Wa jo, wéi eng Administratiounen oder Servicer sinn dovu betraff?

2. Wa jo, a wéi engem Mooss ass dës Kooperatioun kohärent mat der präferenzieller Behandlung vu Microsoft-Produiten an de staatleche Verwaltungen?

3. Wéi eng AI-Chatbots sinn aktuell an den ëffentlechen Administratiounen am Asaz? Kéint Dir eis eng exhaustiv Lëscht matdeelen?

4. Op Basis vu wéi enge Krittäre gëtt de Choix iwwert de Fournisseur vum AI-Chatbot gemaach?

5. Wéi eng Prozedur muss agehale ginn, éier en AI-Chatbot an enger staatlecher Administratioun kann agesat ginn?

6. Ass eng uerdentlech Risiko-Evaluatioun obligatoresch? Wa jo, op wéi enger Basis a wéi gëtt se duerchgefouert?

7. A wéi engem Mooss ass d'CNPD beim Choix vun engem AI-Chatbot an der staatlecher Verwaltung mat impliziéiert?

8. Wéi wëll d'Regierung sécherstellen, datt d'Donnéeën, déi bei de verschiddenen AI-Applikatioune gespäichert ginn, an Europa bleiwen?

Réponse (30/10/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1. De Regierungskommissariat fir Dateschutz beim Staat huet am Kader vu senge Missiounen zur Promotioun vu gudden Dateschutzpraktike beim Staat a fir d'Sensibiliséierung vun den Agenten an enger Richtlinn un d'Agente vum Staat drop higewisen, dass

d'Installatioun an d'Notzung vun AI-Outilen, déi net vun der ëffentlecher Verwaltung deployéiert oder zur Verfügung gestallt ginn, staark ofgerode gëtt.

ad 2. Den AI-Chatbot „Copilot" ass integrale Bestanddeel vun de Microsoft „Office Tools", déi den ëffentleche Verwaltunge vum Zentrum fir Informatiounstechnologie vum Staat (CTIE) zur Verfügung gestallt ginn.

ad 3. Zousätzlech zum AI-Chatbot „Copilot" wäert – am Kader vum Partenariat tëscht dem Lëtzebuerger Staat a Mistral – e Mistral-AI-Chatbot lokal an den Datenzentere vum CTIE deployéiert ginn. Et gi keng zousätzlech AI-Chatbot-Solutioune vun externe Fournisseure vum CTIE un d'Agente vum Staat proposéiert.

ad 4. De CTIE evaluéiert aktiv déi verschidden technologesch Alternativen, déi vun de verschiddene Fournisseure proposéiert ginn. D'technesch Léisunge ginn op Basis vun objektive Krittären ausgewielt, notamment de Sécherheetsufuerderungen, den Aspekter vun der Effikassitéit, dem budgetären Equiliber an der digitaler Souveränitéit vum ëffentlechen Déngscht.

ad 5. De CTIE assuréiert d'Uschafung vun de verschiddenen technologesche Léisungen am Aklang mat der Gesetzgeebung betreffend déi ëffentlech Ausschreiwungen.

De CTIE gesäit niewent der genereller Prozedur fir d'„mise en production d'outils informatiques", wéi se fir all Service oder Applikatioun, déi se dem Secteur public bereetstellt, applizéiert ginn, keng explizitt Prozedur fir AI-Chatbots vir.

ad 6. Am Aklang mat der applikabeler Gesetzgeebung, de Missioune vum CTIE an den interne Prozeduren, féiert de CTIE virum Deploiement vun den technesche Léisungen eng Risikoanalys duerch.

ad 7. Am Aklang mat den Dispositioune vum RGPD an dem Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Organisatioun vun der Nationaler Kommissioun fir den Dateschutz an dem allgemenge Regime vum Dateschutz, ass d'CNPD mat der Iwwerpréiwung vun der Konformitéit vun der Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën, abegraff am Kader vun der Notzung vun AI-Léisungen, beoptraagt.

ad 8. Déi vum CTIE ofgeschlosse Verträg verpflichten d'Fournisseure vun de genotzte Verträg d'perséinlech Donnéeën innerhalb vun der Europäescher Unioun ze stockéieren. Och ass virgesinn, dass d'AI-Chatbot-Léisunge vu Mistral, lokal an den Datenzentere vum CTIE deployéiert ginn, am Aklang mat onsen dräi Strategien „Accelerating digital sovereignty 2030".

Bilans de santé réguliers | Question **2961** (30/09/2025) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Dans le cadre de la stratégie de prévention, le Gouvernement a décidé d'introduire une offre de bilans de santé réguliers chez le médecin généraliste respectivement le médecin référent à partir de l'âge de 30 ans.

L'objectif de cette offre de prévention est de détecter les risques potentiels de différentes maladies.

Pour ce faire, le médecin généraliste respectivement le médecin référent procèdent à une anamnèse approfondie et à un examen clinique, ainsi qu'à des examens de laboratoire complémentaires.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des détails concernant l'avancement de la mise en œuvre de cette initiative ?

2) Des formations spécifiques à l'intention des médecins seront-elles mises en place ?

3) Les informations de santé recueillies ainsi seront-elles conservées dans le Dossier de soins partagé ?

Réponse (29/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Dans le cadre du projet « Bilans de santé réguliers », que nous développons actuellement en collaboration avec le Cercle des médecins généralistes et l'Association des médecins et médecins-dentistes, un groupe de travail est chargé de définir le contenu des consultations, le parcours de soins ainsi que les formations nécessaires pour les médecins généralistes. Ces bilans seront adaptés aux différentes tranches d'âge visées afin de garantir la pertinence des examens réalisés. Par ailleurs, nous sommes en concertation avec le Centre des technologies de l'information de l'État et l'Agence eSanté afin d'identifier la solution numérique la plus adaptée, en veillant à assurer une connexion efficace avec le Dossier de soins partagé.

Subside qualité+ | Question **2962** (30/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 22. Mee 2025 goung eng Circulaire un d'Sportverbänn, déi am Kompetitiounssport aktiv sinn, fir dës a besonnesch hir affiliéiert Veräiner iwwert d'Modalitéite vum Subside de base an dem Subside qualité+ fir d'Joer 2025 ze informéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wëssend, dass, op den 31.12.2024 1.087 Veräiner aus 52 Federatiounen eng Demande fir dës finanziell Ënnerstëtzung maache kënnen, wéi vill Demandë sinn op den Datum vum 30. September 2025 am Sportsministère erakomm?

2. Wëssend, dass den Delai laut entspriechendem groussherzoglechem Reglement, fir esou eng Demande anzereechen, den 30. September 2025 ofgelaf ass, huet de Minister déi betreffend Veräiner, déi bis zum 1. September nach keng Demande gemaach haten, dorunner erënnert?

3. Wäert de Sportminister, esouwéi schonn am Joer 2024, och eventuell dëst Joer dësen Delai, deen am groussherzogleche Reglement festgehalen ass, am Sënn vum Sport liicht no hanne réckelen?

4. Wou sinn d'Iwwerleeunge vun där am Regierungsprogramm ugekënnegter Reform vun dëse Subsiden un d'Sportveräiner drun, dëst zumools, wou schonn am Januar 2024 Conclusiounen dozou am Conseil supérieur des sports gezu gi waren?

5. An der Sitzung vun der Sportskommissioun vun der Chamber vum 24. Januar 2024 huet de Minister vun Abusen am Kontext vum Subside qualité+ geschwat. Kann de Minister dëst verdéiwen a soe wéi hien eventuell dogéint wëll virgoen, och scho virum Akraafttriede vun der Reform?

Réponse (21/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Op den 31.12.2024 sinn insgesamt 1.287 Veräiner eligibel, fir eng Demande fir de „Subside de base" respektiv de „Subside qualité+" ze maachen.

Bis zum Stéchdatum vum 30.9.2025 si 415 Demanden erakomm.

ad 2. Den 8.9.2025 ass e Rappell iwwert Federatiounen u Veräiner per E-Mail geschéckt ginn. Ausserdeem gouf den 9.9.2025 e Webinar zum Theema „Subside de base et Subside qualité+" ofgehalen, Webinar un deem eng ronn 130 Leit deelgeholl hunn. Des Weidere gouf och nach iwwert d'sozial Reseauen op den Delai vum 30.9.2025 higewisen.

ad 3. Neen, duerfir gëtt et dëst Joer kee Grond well mat 415 Demanden d'Resultat vun de Jore virdrun iwwerschratt ass (2024: 401 Demanden).

ad 4. En Avant-projet de loi ass an der Ausaarbechtung a wäert Enn 2025 am Regierungsrot virgestallt ginn.

ad 5. Effektiv stelle meng Servicer bei der Analys vun den Demanden des Éfteren Onreegelméissegkeeten am Zesummenhang vun de Krittären aus dem groossherzogleche Reglement fest, wat dozou féiert, dass dës Veräiner net eligibel fir de „Subside qualité+" sinn.

Antisémitisme au Luxembourg | Question **2963** (30/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Konflikt tëschent Israel a Gaza huet vill Leed fir déi zivill Bevëlkerung mat sech bruecht an dëst souwuel op israeelescher Säit esouwéi op der Säit vun de Palästinenser. Vill Mënsche sinn aus der Regioun geflücht: Palästinenser an och Israeeli.

Israeeler:innen oder Mënsche mat jiddeschem Glawen, déi an europäesch Stied ausgewandert sinn, beriichten awer, dass si sech hei net sécher spieren. De Konflikt a Gaza ass nämlech och hei héich politiséiert a polariséiert d'Gesellschaft.

Op rezente Manifestatioune ware Leit mat Plakater ënnerwee, op deene Messagen ze liese waren, déi dem israeelesche Staat säin Existenzrecht oferkennen. Och an de soziale Medie maache verschidde Leit Kommentarer, déi a Richtung Antisemitismus ginn.

A menger Fro N° 2571 sinn ech op d'Sécherheet vun der jiddescher Communautéit souwéi den israeelesche Staatsbierger zu Lëtzebuerg agaangen. Den Nationalen Aktiounsplang géint den Antisemitismus (PANAS) soll dofir suergen, dass den Haass géint d'jiddesch Communautéit an Israel gestoppt gëtt. Et dierf net sinn, dass Mënschen opgrond vun hirer Hierkonft oder Glawen diskriminéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung Plakater op Manifestatiounen, op deene Protestanten dem israeelesche Staat säin Existenzrecht ofstreiden?

2. Wéi bewäert de Comité interministériel pour le suivi du Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS) déi aktuell Situatioun ëm den Antisemitismus?

Réponse (30/10/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den honorabelen Deputéierte viséiert a senger Fro engersäits antisemittesch Kommentarer an anersäits Akten a Kommentarer, déi dem israeelesche Staat säin Existenzrecht ofstreiden, also antizionistescher Natur sinn. Dëst sinn zwou verschidden Interpretatiounen, déi am Kontext vum israeelo-palestinensesche Konflikt net dierfe matenee verwiesselt ginn.

ad 1. Den Deputéierte präziséiert net wéi eng Messagen op Plakater vu Manifestante gemengt sinn,

esou datt een net ka soen, ob dës Plakater eng Strofdot duerstellen nom Lëtzebuerger Recht oder net.

Esouwéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2798 schonn erkläert, gesäit de Code pénal am Artikel 457-1 vir, dass „incitation à la haine ou à la violence à l'encontre d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté" eng Strofdot duerstellen. Den Artikel 457-3 vum Code pénal viséiert „négation, banalisation, l'excuse ou la justification des crimes graves".

D'Regierung akzeptéiert net, dass am ëffentleche Raum Messagë propagéiert ginn, déi gesetzeswiddreg sinn an Haass verstreeën.

ad 2. De Comité de suivi vum „Plan d'action de lutte contre l'antisémitisme (PANAS)" setzt sech a senge Reunioune mat engem negativen Trend auserneen, dee säit dem 7. Oktober 2023 erkennbar ass, well de Konflikt am Noen Osten och e groussen Impakt op déi europäesch Gesellschaften huet. Allgemeng ginn zu Lëtzebuerg manner Fäll vun Antisemitismus festgestallt wéi an eisen Nopeschlänner.

De Comité de suivi trefft sech ënner anerem mat den Acteuren, déi am Beraïch vum Kampf géint den Antisemitismus eng direkt oder indirekt Roll spillen. D'Ausschaffe vu Propositiounen, fir de PANAS ëmzesetzen an d'Sensibiliséierung fir de Kampf géint den Antisemitismus an eiser Gesellschaft stinn am Mëttelpunkt vu sengen Aktivitéiten.

Pénurie de médecins | Question **2964** (30/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg ass eent vun de räichste Länner op der Welt. Leider bedeit dat net, dass eise Gesondheetssystem op deem Niveau ass, deen e verdéngt.

A verschiddene Beräicher waarde Patiente méintelaang op ee Rendez-vous bei engem Spezialist oder fir eng Röntgen. Am ländleche Raum muss een oft Kilomeetere fueren, fir bei ee Spezialist ze kommen.

Am Norde vum Land gëtt et wéineg Pediateren, soudass d'Leit oft bis an den CHL op Stroosse musse fueren, wann si ee méi eeschte Fall hunn.

Verschidde Leit musse souguer an d'Ausland fueren, fir kënne behandelt ze ginn, wat et néideg mécht, dass an der Groussregioun méi am medezinnesche Beräich misst zesummegeschafft ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Groussregioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch eng Oplëschtung maache mat der Unzuel u Spezialisten, déi hei am Land Medezinn exerzéieren?

2. Wéi huet sech d'Unzuel u Medezinner hei am Land (Generalisten a Spezialisten zesummen) tëschent 2014 an haut an absolutten Zuelen a prozentual entwéckelt?

3. Wéi huet sech d'Bevëlkerungszuel tëschent 2014 an 2024 entwéckelt?

4. Huet d'Regierung d'Zuelen aus de Froen 1 bis 3 fir d'Groussregioun?

5. A wéi enge medezinnesche Beräicher feelen aktuell Spezialisten hei am Land souwéi an der Groussregioun?

6. Wéi wäert dës Penurie geléist ginn, wéi vill Doktere sollen heihinner ugezu ginn a bis wéini wäert dëst de Fall sinn?

7. Wéi steet d'Regierung zu der Iddi, fir ee Spezialfong anzeriichten (zesummen an der Groussregioun), fir kuerzfristeg kënnen Dokteren, déi am Ausland praktizéieren, an d'Groussregioun unzezéien, bis dass een d'Penurie u Spezialisten an de Gréff kritt?

Réponse (30/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. bis 3. An de leschten 10 Joer ass d'Unzuel vun den Dokteren, déi zu Lëtzebuerg praktizéieren[2], ëm 54,0 % geklommen. Déi stäerksten Evolutioun fënnt ee bei den Zänndokteren, wou d'Unzuel vun den Dokteren am Joer 2024 ëm 71,5 % méi héich ass ewéi 2014. D'Unzuel vun de Spezialisten ass ëm 52,8 % geklommen an déi vun de Generalisten ëm 41,6 %.

Op 1.000 Awunner gekuckt, ass d'Unzuel vun den Zänndokteren an de leschten 10 Joer vun 0,84 am Joer 2014 op 1,18 am Joer 2024 eropgaang, déi vun de Spezialiste vun 2,31 op 2,92 an déi vun de Generaliste vun 0,97 op 1,13.↑

Eng Persoun gëtt als praktizéierenden Dokter gezielt wann se fir dee Beruff eng Autorisatioun fir ze praktizéiere vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ausgestallt krut an och effektiv bei engem Employeur aus dem Gesondheetssecteur oder bei engem Employeur aus engem anere Secteur zu Lëtzebuerg de Beruff als Dokter ausüübt.

Wann een d'Unzuel vun de Generaliste pro 1.000 Awunner vu Lëtzebuerg mat där vun eisen Nopeschlänner vergläicht, stellt ee fest, datt Frankräich an d'Belsch méi Generaliste pro 1.000 Awunner hunn ewéi Lëtzebuerg.

↑Evolutioun vun der Unzuel u Generaliste pro 1.000 Awunner am internationale Verglach

Däitschland huet iwwert d'Period vun 2014 bis 2023 déi héchsten Unzuel u Spezialiste pro 1.000 Awunner, Lëtzebuerg läit op der zweeter Plaz.

Evolutioun vun der Unzuel u Spezialiste pro 1.000 Awunner am internationale Verglach↑

Bei den Zänndoktere läit Lëtzebuerg, am Verglach mat sengen Nopeschlänner, un der Spëtz wat d'Unzuel pro 1.000 Awunner ugeet.

Evolutioun vun der Unzuel un Zänndoktere pro 1.000 Awunner am internationale Verglach↑

ad 4. Dës Donnéeë sinn aktuell net vollstänneg verfügbar.

Déi eenzeg verfügbar Donnéeë sinn déi, déi vum Observatoire national de la santé analyséiert goufen. Den Observatoire huet e Rapport iwwer d'Gesondheetsberuffer (dozou zielen och d'Medezinner) publizéiert, souwéi Informatiounsblieder mat Statistiken, déi reegelméisseg aktualiséiert ginn. Dës Blieder ginn en Iwwerbléck iwwer verschidde Gesondheetsberuffer zu Lëtzebuerg, dorënner Hausdokteren a Pediateren. D'Informatiounsblieder kënnen op der Websäit vum Observatoire consultéiert ginn, an der Kategorie Rapports[3].

ad 5. En attraktive Statut fir jonk Dokteren, déi an der Spezialisatioun sinn, ass eng Viraussetzung fir souvill wéi méiglech Medezinner op Lëtzebuerg ze zéien, fir hei am Land e Stage ze maachen. Oft kommen déi Stagiairen dann och nom Ofschloss vun hirer Spezialisatioun op Lëtzebuerg zeréck, fir hei ze exerzéieren. Iwwer dat lescht Joer ass, an Zesummenaarbecht mat de betraffenen Acteuren, aktiv zesummegeschafft ginn, fir de jonke Medezinner, déi zu Lëtzebuerg e Stage maachen, am Kader vun hirer Spezialisatioun, besser Conditiounen ze schaffen, fir sou méi attraktiv ze gi géigeniwwer vun der Offer am Ausland. Doriwwer eraus, ginn d'Stagë vu méi wéi 4 Woche vun de Medezinnsstudente säit 2 Joer bezuelt, wat erlaabt, och d'Studenten, déi an der medezinnescher Grondausbildung ageschriwwe sinn, op Lëtzebuerg ze zéien an se iwwer dee Wee och fir den Exercice vun hirem zukünftege Beruff hei am Land ze motivéieren.

ad 6. De Ministère huet eng grouss Campagne lancéiert fir d'Promotioun an d'Valoriséierung vun de Gesondheetsberuffer, inklusiv déi medezinnesch Beruffer.

D'Zil vun der Campagne ass et, dës Beruffer ze promovéieren an op déi wuessend Erausfuerderunge vum Gesondheetssecteur ze reagéieren:

– D'Gesondheetsberuffer valoriséieren, andeems hir Diversitéit a Komplexitéit ervirgehuewe ginn.
– Jonk Leit inspiréieren, fir eng Karriär am Gesondheetsberäich unzegoen, am Kontext vum Alterungsprozess vun der Bevëlkerung an dem wuessende Besoin u Fleeg.
– Motivéiert, passionéiert an engagéiert Profiller unzéien, fir de Gesondheetssystem ze stäerken.
– D'Ëffentlechkeet informéieren a sensibiliséieren duerch Video-Zeegnesser, Beruffsbeschreiwungen, Interviewen a Bloggen.
– D'Präsenz vun der Campagne um Terrain an op de soziale Medien (Facebook, Instagram, LinkedIn, YouTube) stäerken, souwéi bei Eventer wéi Studentemessen an Orientéierungsforumen.
– D'Zesummenaarbecht tëscht de Ministèrë fir Gesondheet, Famill, Educatioun a Fuerschung fërderen.

ad 7. Wéi an den Äntwerten op d'Froe 5 a 6 beschriwwe ginn ass, ass am leschte Joer vill dru geschafft ginn, fir de jonke Medezinner hei am Land d'Conditiounen ze verbesseren an et leeft aktuell eng grouss Campagne, fir d'Gesondheetsberuffer an déi medezinnesch Beruffer ze valoriséieren. Elo muss gekuckt gi wéi déi verschidde Mesuren sech auswierken.

Sécurité et résilience du « Sender Diddeleng » après la panne du 29 septembre 2025 | Question **2965** (30/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

En eeschte Stroumausfall um Sender Diddeleng, dee wichteg UKW-Frequenze fir Lëtzebuerg (dorënner 88,9 MHz an 100,7 MHz) ausstraalt, huet den 29. September 2025 fir stonnelaang Ënnerbriechunge gesuergt, wéi aus Medieberichter ervirgaangen ass. D'Ursaach soll en defekten Noutstroumgenerator gewiescht sinn, deen no enger virausgaangener Stroumpann net ugesprongen ass. De Sender Diddeleng ass e wichtege Knuetpunkt an der kritescher Kommunikatiounsinfrastruktur vum Land an ass net nëmme fir d'Radiosverdeelung, mä eventuell och fir aner Servicer, elementar.

Dësen Tëschefall, deen nëmme kuerz nom Ausfall vun engem Deel vun der POST-Infrastruktur geschitt ass, werft fundamental Froen iwwer d'Resilienz an d'Sécherheet vun den nationale kriteschen Infrastrukturen op. D'Regierung insistéiert ëmmer erëm op d'Wichtegkeet, datt d'Bierger sech fir de Krisefall sou gutt wéi méiglech virbereeden, ënner anerem duerch e Batterie-Radio. Wann d'Kärinfrastruktur, déi esou Nout-Informatiounen ausstraalt, awer selwer scho bei engem klassesche Stroumausfall verseet, gëtt d'Glafwierdegkeet vun de Sécherheetsstrategië massiv a Fro gestallt. Et ass essenziell ze wëssen, wéi séier

2 Den Term „praktizéieren" am Kontext vun dëser Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2964 entsprécht der Methodologie, déi am leschten thematesche Bericht vum Gesondheetsobservatoire presentéiert gouf, mam Titel „Les professionnels de la santé au Luxembourg : un modèle d'évaluation quantitative↑".

3 https://obs.gouvernement.lu/fr/rapports/les-professionnels-de-la-sante.html

d'BCE an de Staat, an hirer Roll als Opsiicht iwwer dës kritesch Strukturen, op esou Tëschefäll reagéieren a wéi d'Maintenance vun den Noutfallsystemer geséchert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi eng exakt Ursaach huet den Ausfall vum Noutstroumgenerator um Sender Diddeleng den 29. September 2025 ausgeléist a wéi eng Moossname goufe geholl, fir esou e Feeler an Zukunft auszeschléissen?

2. Wéi ass d'Verbindung vum Sender Diddeleng, deen d'UKW-Frequenzen 88,9 MHz an 100,7 MHz ausstraalt, am Kader vun de Richtlinne fir kritesch Infrastrukturen (NIS2 asw.) klassifizéiert a wien huet déi operationell Opsiicht iwwer d'Resilienz vun déser Ariichtung?

3. Wéi vill vun den essentiellen UKW-Sendere mat ëffentlech-rechtlecher Missioun am Land sinn aktuell mat engem voll funktiounsfäegen Noutstroumsystem (Dieselaggregat asw.) ekipéiert, deen onofhängeg vum Stroumnetz am Noutfall d'Emissioun garantéiert?

4. Ass et richteg, datt verschidde Regioune vum Land, wéi Deeler vun Esch-Uelzecht, bei engem Ausfall vum Sender Diddeleng (88,9 MHz an 100,7 MHz) net iwwer alternativ national UKW-Frequenzen (wéi 92,5 MHz a 95,9 MHz) erreecht kënne ginn, an ass eng flächendeckend Noutversuergung iwwer UKW zu Lëtzebuerg garantéiert?

5. Wéi eng Prozeduren a wéi eng Zesummenaarbecht (Staat/Regulateur/Betriber) trieden a Kraaft, fir d'Bierger bei engem Ausfall vun enger kritescher Kommunikatiounsinfrastruktur séier an zouverlässeg iwwer d'Ursaach an déi weider Entwécklung ze informéieren?

6. Ass d'Regierung bereet, eng déifgräifend Iwwerpréiwung vun der technescher Resilienz an der Redundanz vun alle kritesche Kommunikatiouns- an Informatiounsinfrastrukturen (Radio, Telekommunikatioun, Datenzenteren) an Zesummenaarbecht mat den Agencë fir Cybersécherheet an de betraffenen Operateuren ze lancéieren?

7. Wéi eng Investissementer sinn an de kommende Jore virgesinn, fir d'Lëtzebuerger Noutfall-Infrastruktur mat Satellittekommunikatioun an DAB+ weider ze stäerken, fir eng méi zouverlässeg Redundanz am Krisefall ze garantéieren?

Réponse (30/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Op Grond vun enger längerer technescher Pann säitens der Creos, dem Stroum-Fournisseur vum Sender-Site vun Diddeleng, ass de Site vun 18.00 Auer un net méi mat elektrescher Energie versuergt ginn. D'Noutstroum-Aggregat um Sender-Site huet doropshin d'Alimentatioun vun de Senderen um Site iwwerholl, huet sech awer no enger dräivéierel Stonn missen ofschalte wéinst engem Leck am Killsystem.

D'technesch Equipe vun der BCE, déi wéinst dem Incident op de Sender-Site geruff gouf, huet d'Leck am Killsystem provisoresch gefléckt an de Groupe électrogène erëm a Betrib geholl. Um 21.23 Auer waren d'Senderen zu Diddeleng erëm on air.

Nieft Verbesserungen un der Maintenance an interne Kommunikatiouns-Prozedure sinn och technesch Verbesserungen um Noutstroumaggregat virgesinn. Et gouf och e mobille Generator um Site installéiert, deen d'Stroumversuergung assuréiert, bis dës Moossnamen all ëmgesat si resp. déi technesch Pann komplett behuewen ass.

ad 2. D'Regierung mécht keng Aussoen dozou, wat als kritesch Infrastruktur agestuuft ass.

Generell ënnerleien Infrastrukturen ëmmer hire sektoriellen Autoritéiten. Gläichzäiteg falen se, wann se als kritesch Infrastrukturen am Secteur des infrastructures numériques am Kontext vun der CER-Direktiv (oder dem haitege Gesetz iwwer den HCPN) designéiert goufen, och ënner d'Opsiicht vum HCPN.

D'Sender-Infrastrukturen, déi um Site vun Diddeleng installéiert sinn, an zu deenen och d'FM-Senderen op de Frequenzen 88,9 MHz an 100,7 MHz zielen, falen am Moment net ënnert dat aktuellt NIS Gesetz. Dëst ännert mat der Transpositioun vun der NIS2-Direktiv, well de Bedreiwer vun de Sender-Infrastrukture wéinst aneren Aktivitéiten an de Champ d'application vun NIS2 fält, a steet dofir och schonn an Austausch mat der zouständeger Autoritéit. D'NIS2-Direktiv huet awer als Objektiv eng verbessert Cybersécherheet an huet dofir keen direkten Impakt op d'Resilienz vun der Stroumversuergung vum Sender-Site.

Aus operationeller Siicht ginn d'Senderen an aner wichteg Infrastrukturen um Site Diddeleng grad wéi och op den anere Sender-Sitte 24/7 vum Bedreiwer, dem Broadcasting Center Europe (BCE), iwwerwaacht.

ad 3. D'Sitte vun Diddeleng (RTL Radio Lëtzebuerg 88,9 MHZ, Radio 100,7, RTL Télé Lëtzebuerg C27) an Housen (RTL Radio Lëtzebuerg 92,5 MHz,) si mat engem Noutstroumaggregat equipéiert.

Gläichzäiteg gëtt aktuell d'DAB+ Infrastruktur installéiert, wou am Cahiers des charges vum Operateur d'Obligatioun vun enger „redondance du type ‚hot-standby'" fir all aktiv Equipementer op den 3 Haaptsitte virgesinn ass.

ad 4. RTL an den 100,7 bedreiwen och nach jeeweils ee Sender am Norde vum Land (RTL Radio Lëtzebuerg op 92,5 MHz an de Radio 100,7 op 95,9 MHz). De Sender op 92,5 MHz ass e Sender mat héijer Leeschtung, deen e groussen Deel vum Land ofdeckt, a sech a seng Ofdeckung mat där vum Sender vun Diddeleng gréisstendeels iwwerlappt. Allerdéngs ass d'Empfangsstäerkt vum Sender op gréisser Distanze méi geréng, wat den Empfang an de Gebaier beanträchtegt. Mobill sinn d'Sendere vu béide Sitten op deene meeschte Plazen am Land ze empfänken. De Sender vum Radio 100,7 op 95,9 MHz, deen net vun der BCE bedriwwe gëtt, sent allerdéngs manner staark an ass dofir net iwwerall am Land ze empfänken.

Et sief awer drop higewisen, datt déi terrestresch Versuergung iwwer UKW-Frequenze just ee vun den Diffusiouns-Weeër ass, fir d'Bierger iwwer kritesch Situatiounen am Land ze informéieren. Am Fall vum Incident vum 29. September ware virun allem 2 Radio-Sendere betraff, alternativ Méiglechkeeten, fir dës Programmer iwwer Streaming oder Apps ze empfänken, waren net gestéiert. Dernieft ass den Opbau vum DAB+ Sender-Reseau amgaangen, deen an e puer Méint déi zwee Programmer mat ëffentlech-rechtlecher Missioun, wéi och 10 weider Programmer, landeswäit op der selwechter Frequenz verbreede wäert.

ad 5. D'Bierger ginn den normale Prinzippie vun der Krisekommunikatioun no informéiert.

Fir kritesch Infrastrukturen ze schützen a net Vulnerabilitéite vun enger kritescher Infrastruktur präiszeginn, kann et sinn, datt am Sënn vun der nationaler Sécherheet, déi Ursaach net public gemaach gëtt.

ad 6. Kritesch Kommunikatiouns- an Informatiounsinfrastrukturen ënnerleien der Opsiicht vun den zoustännege sektoriellen Autoritéiten, souwéi och de kompetenten CER- an NIS2-Autoritéiten, speziell wat Resilienz a Cybersécherheet ugeet. Dobäi ginn d'Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukturen net aus der eegener Verantwortung erausgeholl, z. B. wat hire Choix vun Technologien ugeet.

Am Kontext vum „Plan d'action du Gouvernement suite aux perturbations du réseau téléphonique et Internet survenues en juillet et août 2025 affectant des fournisseurs de services de communications électroniques accessibles au public" a vun der Ëmsetzung vun der nationaler Resilienzstrategie gëtt och d'Resilienz vun den aktuelle Kommunikatiounsmoyenen op de Leescht geholl.

ad 7. Am Kontext vun der Ëmsetzung vun der nationaler Resilienzstrategie gëtt och d'Resilienz vun den aktuelle Kommunikatiounsmoyenen op de Leescht geholl.

Wat d'Informéiere vun de Bierger iwwer Radio ubelaangt, sou sief nach eng Kéier op d'Aféierung vun der digitaler Radios-Diffusioun iwwer DAB+ higewisen, wou déi 1. Ausbau-Phas Enn 2026 a Betrib geet, a wou d'Obligatioun vun enger „redondance du type ‚hot-standby'" fir all aktiv Equipementer op den 3 Haaptsitte virgesinn ass.

Conditions de logement au bâtiment Galileo à Belval | Question **2966** (30/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi aus de Medieberichter ervirgeet, melle Studenten, déi am Galileo-Gebai um Belval wunnen, „onmënschlech" Zoustänn an hire Wunnengen. Dës Problemer, déi ënner anerem Stroumausfäll, Schimmel an Iwwerschwemmunge mat Exkrementer enthalen, bestinn trotz héijem Loyer an iwwer eng méi laang Zäit, an déi betraffe Servicer (wéi Stroum a Waasser) sinn Deel vum Locatiounskontrakt. D'Situatioun ass besonnesch prekär, well et sech haaptsächlech ëm international Studenten handelt, déi op dës Wunnengen ugewise sinn.

De Quartier Belval, wou dëst Gebai steet, gouf vun der Agora entwéckelt, enger Struktur, déi an engem Partenariat public-privé funktionéiert an un där de Lëtzebuerger Staat zu 50 % bedeelegt ass. Dës staatlech Bedeelegung am Entwécklungsberäich vum Belval bréngt eng speziell Verantwortung mat sech, och wat d'Qualitéit vum Liewen an de Wunnengen ugeet, déi an dësem ëffentlech matentwéckelte Quartier entstinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wat ass déi genee Roll vun der Agora SARL respektiv vum Lëtzebuerger Staat a sengen Associéen, bei der Iwwerwaachung vun de Wunnengsqualitéiten an de Servicer a Gebaier, déi an deem vun hinnen entwéckelte Quartier Belval realiséiert goufen?

2. Wien ass Besëtzer vun de Parzellen, op deenen d'Gebai steet?

3. Ass d'Regierung bereet, e spezifesche Mechanismus opzestellen, deen d'Qualitéit an d'Hygiènesnorme vu Loyer-Wunnenge fir vulnerabel Gruppen (wéi Studenten oder Saisonsaarbechter) garantéiert an duerchsetzt, onofhängeg vum Besëtzer vum Gebai?

4. Ass d'Gebai, an deem d'Problemer opgetruede sinn, iwwer de Wee vun engem staatleche Subside (z. B. Zënsbäihëllef, TVA-Taux, Investitiounshëllefen

oder indirekt Subventiounen) bei sengem Bau oder fir seng Notzung als Studentewunneng ënnerstëtzt ginn, a wa jo, ëm wéi eng Zomm an ënner wéi enge Konditiounen?

5. Wéi kann d'Regierung oder d'Uni déi betraffe Studente beim Ufroe vun enger Loyer-Reduktioun oder bei de juristesche Schrëtt ënnerstëtzen? Dëst och well den Accueil vun internationale Studéierenden Deel vun eiser Visittekaart ass?

Réponse (13/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Agora SARL ass eng Entwécklungsgesellschaft, déi als Zil huet, Industriebroochen en neit Liewen ze ginn andeems do nei, innovativ a multifunktionell Quartieren entstinn. An deem Sënn huet Agora als Missioun d'Sitten ze plangen, ze assainéieren an ze viabiliséieren. Agora ass net zoustänneg fir d'Kontroll vum Bau oder fir d'Iwwerwaachung vun de Wunnengsqualitéite vu Privatproprietären.

Laut Gesetz vum 20. Dezember 2019 iwwert d'Salubritéit vun de Wunnengen („loi modifiée du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation") läit d'Kontroll vun der Wunnqualitéit bei der jeeweileger Gemeng.

ad 2. Den Terrain ob deem d'Gebai elo steet gouf de 7. Juli 2015 vun Agora u Perrard Developpement (mëttlerweil Eiffage Real Estate) cedéiert. Eiffage Real Estate huet eng Koproprietéit agefouert an déi verschidde Loten u privat Investisseure weiderverkaf. D'Gestion locative gëtt aktuell vu Genimmo (Groupe Alpha Gest) gemaach.

ad 3. D'Regierung ass sech de Problemer bewosst, déi virun allem Studenten a saisonal Beschäftegter an eenzelne Wunnengen erliewen. D'Gesetz vum 20. Dezember 2019 definéiert d'minimal Hygiènesnormen, déi all Wunneng erfëlle muss, a gëtt der zoustänneger Gemeng d'Méiglechkeet, Kontrollen duerchzeféieren an am Fall vu Verstéiss administrativ Moossnamen ze ergräifen.

De Minister fir Wunnengsbau schafft awer aktuell un engem neie Gesetz iwwer d'Salubritéit, dat de Locatairen hir Rechter besser garantéiert an d'Kontrollmechanisme moderniséiert. Dës zukünfteg nei Reegele sollen et erlaben, d'Salubritéit an d'Bewunnbarkeet vu Locatiounswunnenge méi effizient ze iwwerwaachen an am ganze Land eenheetlech ze garantéieren.

Zil vum neie Kader ass et, d'Qualitéit vun de Wunnengen ze verbesseren an eng méi séier a kohärent Interventioun am Fall vu Problemer ze ermëiglechen.

ad 4. Nee, hei si keng staatlech Subsiden agefloss, de Wunnengsbau-Ministère huet keng finanziell Participatioun fir d'Entwécklung oder de Bau vum Galileo-Gebai ginn.

ad 5. D'Regierung encouragéiert all betraffe Studenten, sech un d'ASBL Mieterschutz Lëtzebuerg ze wenden, déi juristesch Berodung ubidden, ënner anerem bei Froe vu Loyersreduktioun oder Entschiedegung an déi dofir mam Wunnengsbau-Ministère konventionéiert ass. D'Uni Lëtzebuerg huet zousätzlech e Studenten-Departement (SEVE, Service des études et de la vie étudiante), dat de Studente konkreet Hëllef bei der Wunnengsproblematik an an Noutsituatiounen ubitt.

D'Regierung hëlt d'Zoustänn, wéi se an de Medie beschriwwe goufen, eescht a wäert am Dialog bleiwe mat der Uni an de lokale Strukturen.

Mise en œuvre du protocole d'entente signé entre le Gouvernement et la FEDAS | Question **2968** (30/09/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le protocole d'entente signé le 5 juin 2025 entre le Gouvernement et la FEDAS prévoit l'élaboration d'un programme de travail commun visant notamment l'harmonisation des conventions, la gouvernance financière et la digitalisation des procédures administratives. Il établit également la création de cinq groupes de travail thématiques. L'un des chantiers majeurs identifiés concerne l'harmonisation des quelque 90 conventions existantes, afin de réduire la complexité et de renforcer la transparence.

Selon le calendrier annexé au protocole, une première phase a consisté en la création des groupes de travail. La deuxième phase, actuellement en cours, vise à l'élaboration par chacun de ces groupes d'un plan d'action assorti d'une fiche financière.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Où en est l'avancement concret de la mise en œuvre du protocole d'entente, notamment en ce qui concerne la constitution des groupes de travail et le démarrage de leurs activités ?

2) Quelle est la composition précise des groupes de travail et du comité de pilotage, et selon quels critères leurs membres ont-ils été désignés ?

3) Un programme de travail, assorti d'un calendrier et de fiches financières pour chaque groupe de travail, a-t-il déjà été élaboré et validé ? Dans l'affirmative, quelles en sont les grandes lignes ?

Réponse (03/11/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Les cinq groupes de travail prévus par le protocole d'entente ont été constitués avec des représentants désignés par les ministères signataires ainsi que par la FEDAS. Chaque partie a nommé les personnes qu'elle estimait compétentes pour mener à bien les missions spécifiques confiées aux groupes de travail.

Il convient de préciser que la composition des groupes de travail reste évolutive. En fonction des besoins identifiés, il leur est possible de faire appel à des intervenants supplémentaires.

Le comité de pilotage a été formé selon les mêmes principes, à la différence près que le protocole d'entente prévoit explicitement la désignation de sept représentants par chacune des deux parties, à savoir l'État et la FEDAS.

Le tableau↑ ci-dessous présente la composition des groupes de travail et du comité de pilotage, répartie entre les représentants de l'État[4] et ceux de la FEDAS :

Les groupes de travail ont d'ores et déjà entamé leurs activités et s'attèlent actuellement à l'élaboration de leurs programmes de travail. Ces derniers, dont la finalisation est prévue dans les prochains mois, aborderont notamment les missions spécifiques définies dans le protocole d'entente.

[4] Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) / Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) / Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA) / Ministère des Finances – Inspection générale des finances (MFIN-IGF) / Ministère de la Justice (MJUST) / Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (M3S) / Ministère du Travail (MT)

Protection des acteurs sur le marché du logement | Question **2969** (30/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ënnert de viregte Regierungen ass d'Situatioun um Wunnmarché fir vill Leit hei am Land méi schlecht ginn. An och ënnert dëser Koalitioun gouf d'Verspriche „Méi a méi séier bauen" nach net ëmgesat, op jidde Fall net um Terrain.

Einfach Leit, déi hir Wunneng verlounen, droe vill Risiken, well se héich Prêten an Zënse fir hir Wunneng musse bezuelen. Den Observatoire de l'habitat hat dozou an der Logementskommissioun vum 25. September Zuele präsentéiert.

A fréiere parlamentaresche Froen (zum Beispill 0161 an 1006) hat ech schonn drop opmierksam gemaach, dass virun allem d'Prozeduren ëm d'Mietrecht net gutt funktionéieren an ze lues sinn. Dëst bremst dann och de privaten Invest an de Bau vun neie Wunnengen, well d'Stéit de Risiko net kënnen a wëllen droen, fir ze verlounen. Verschidde Besëtzer loossen hir Wunneng och léiwer eidel stoen, ewéi se ze verlounen.

Soulaang de Staat net agräift, bleiwe vill Locatairen a Proprietairen an hirem Misär sëtzen, well si sech net géint abusiv Praxisse kënne wieren. Wéi zum Beispill, dass de Mietdeckel vu ville Proprietairen net agehale gëtt an dëst net ka kontrolléiert ginn. (Äntwerte vum Wunnengsbauminister op meng QPen: „Dëse Plafond muss vum Vermieter zu all Moment respektéiert ginn. [...] Déi aktuell Formel, fir de Loyersdeckel ze rechnen ass ze vill komplex, fir kënnen iwwer den administrative Wee oder iwwer eng Enquête festzestelle wéi vill Loyeren dësen Deckel net respektéieren."). Oder, dass vill Proprietairen op hire Käschte sëtze bleiwen, wann Immobilie vu Locatairë beschiedegt ginn oder Loyeren net bezuelt ginn.

An der leschter Logementskommissioun huet de Logementsminister a Fro gestallt, ob déi kommunal Loyerskommissioune richteg opgestallt sinn, fir d'Konflikter tëschent Proprietairen a Locatairen ze léisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi eng Moossnamen existéieren, fir Proprietairë besser a méi schnell géint net bezuelte Loyeren a Vandalismus ze schützen?

2. Wéi eng Moossname wäert d'Regierung aféieren, fir dass virun allem kleng Proprietairë manner de Risike vun Zahlungsausfäll exposéiert sinn an hir Wunnenge verlounen?

3. Wäert d'Regierung den aktuelle System vun de kommunale Loyerskommissiounen ofänneren an op de Wee goen, fir eng permanent national Loyerskommissioun als Schlichtungsstell anzeféieren?

Réponse (16/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Schutz vu Proprietairen am Fall vun net bezuelte Loyeren oder Schied duerch de Locataire un hirer Wunneng ass aktuell am Code civil an am Gesetz vum 21. September 2006 iwwer de Bail à usage d'habitation gereegelt. Dës Gesetzgeebung gesäit d'Méiglechkeet fir de Proprietaire vir, eng „garantie locative" ze verlaangen, déi maximal 2 Méint Loyerskäschten entsprécht, souwéi d'Méiglechkeet, iwwer

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

d'Friddensgeriicht eng Prozedur anzereechen am Fall vun net bezueltem Loyer oder Schued un der Wunneng.

ad 2. De Ministère fir Wunnengsbau verfollegt d'Evolutioun um Marché an analyséiert ob an awéiwäit besteeënd Instrumenter kéinten ergänzt oder verbessert ginn.

An dësem Kontext ass och d'Gestion locative sociale (GLS) ze erwänen, déi de Proprietairen d'Méiglechkeet gëtt, hir Wunnengen un e konventionéierten Acteur (z. B. eng Fondatioun oder eng ASBL) ze ginn, deen d'Vermëttlung, d'Locatioun an de Suivi iwwerhëlt. Duerch dëse System gëtt de Proprietaire vu Risiken entlaascht, kritt all Mount e gesécherte Loyer a profitéiert vum steierleche Virdeel, wärend gläichzäiteg abordabel Locatiounen ugebuede ginn. D'GLS stellt domat eng Alternativ duer, déi de Proprietaire géint net bezuelte Loyeren ofséchert, an déi de Ministère och an Zukunft wäert ënnerstëtzen a valoriséieren.

ad 3. Déi aktuell Struktur vun de kommunale Loyerskommissioune gëtt am Moment vum Ministère evaluéiert. Et ass richteg, datt d'Efficacitéit vun dëse Kommissioune vu Gemeng zu Gemeng variéiert, wat notamment op d'Disparitéite bei der Ressourcenausstattung an der juristescher Expertis zréckzeféieren ass.

An deem Kader gëtt aktuell analyséiert, ob eng zentraliséiert oder permanent national Loyerskommissioun als Schlichtungsorgan kéint zu engem bessere Schutz vun alle Parteie bäidroen an eng méi eenheetlech Applikatioun vum Gesetz am ganze Land garantéieren. Eng Decisioun an deem Sënn ass awer nach net geholl ginn; déi verschidden Optioune ginn evaluéiert. Eng Concertatioun mam Syvicol ass an dësem Kontext och geplangt. Zäitno wäert eng éischt Propositioun fir eng Reform vum aktuelle System presentéiert ginn.

Plan d'action national contre l'antisémitisme | Question **2970** (01/10/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Le PANAS prévoit, dans sa section « Mieux appréhender le phénomène de l'antisémitisme dans toutes ses facettes », la mise en place d'une collecte de données plus exhaustive ainsi qu'un rôle accru et redéfini pour le Centre pour l'égalité de traitement (CET), avec la perspective d'une analyse annuelle des résultats.

Or, à ce stade, la collecte repose encore en partie sur l'ASBL RIAL, qui a assuré ce suivi au cours des dernières années. Dans la réponse à la question parlementaire n° 0987, le Gouvernement avait reconnu que RIAL palliait provisoirement l'absence de données officielles, en attendant la mise en place d'un mécanisme plus institutionnalisé avec les institutions et organismes compétents (pouvoir judiciaire, autorités policières, Centre pour l'égalité de traitement, BEE SECURE, Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg). Dans la même réponse, le Gouvernement a confirmé la mise en place d'un comité interministériel en mars 2024, dont les membres ont été nommés en juillet 2024 et dont la première réunion constitutive devait se tenir à la rentrée suivante.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Où en est le Gouvernement dans la mise en œuvre de la mesure du PANAS visant à confier un rôle accru au CET dans la collecte et l'analyse des données sur l'antisémitisme ?

2) Le Gouvernement confirme-t-il que le CET sera à l'avenir l'acteur institutionnel de référence pour la production et la publication régulière de statistiques et d'analyses en la matière ?

3) En vue de la mise en place d'un dispositif officiel, indépendant et scientifiquement validé, le Gouvernement peut-il préciser de quelle manière il entend organiser la coopération et définir le rôle futur des acteurs de la collecte de données mentionnés dans le PANAS, tout en garantissant la cohérence entre les données et analyses produites par ceux-ci ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de créer, à moyen terme, une structure plus large de type observatoire englobant l'antisémitisme ainsi que d'autres formes de racisme et de discriminations, comme proposé par plusieurs acteurs de la société civile ?

5) Quel rôle concret joue le comité interministériel dans ce domaine ? Quels travaux ont déjà été réalisés ou sont prévus, et selon quel calendrier ce comité contribuera-t-il à la mise en place du dispositif officiel de collecte et d'analyse des données ?

Réponse (30/10/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Le Gouvernement réaffirme le caractère prioritaire d'une collecte de données sur l'antisémitisme plus englobante et exhaustive, conformément aux objectifs définis par le Plan d'action de lutte contre l'antisémitisme (PANAS). Alors que les réflexions sont pleinement engagées et eu égard aux modifications législatives ou réglementaires nécessaires, il n'est pas encore possible de donner de réponse définitive sur la structure qui sera chargée de cette mission. Celle-ci interviendra dans les prochaines semaines.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

*Déi follgend Casen ausfälle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______________________ Virnumm: ______________________

Societéit/Administratioun: ______________________

Adress: ______________________ Boîte postale: ______________________

Code postal: ____________ Uertschaft: ______________________ Land: ______________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799